



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries avril 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2018

CAUSERIE

Le portail ne sera pas actualisé tous les jours.

- Causerie au format pdf. (15 pages)

Narcissisme et communication.

« Quelle que soit la chose qu'on veut dire, il n'y a qu'un mot pour l'exprimer, qu'un verbe pour l'animer et qu'un adjectif pour la qualifier » nous rappelle Guy de Maupassant. (Lu dans un article publié par Les Crises)

Un seul mot, verbe ou adjectif, cela peut convenir à celui qui s'exprime, mais certainement pas pour ceux à qui il s'adresse et qui peuvent l'interpréter différemment. D'autant plus, quand ils ont les nerfs à fleur de peau ou lorsque leur sensibilité est portée à un degré d'excitation qu'ils peinent à contrôler. Ils seront sujets à prendre tout de travers pour un oui ou un non au moindre mot qui ne leur convient pas ou qui les contrarie, injustement ou sans savoir au juste pourquoi la plupart du temps, juste pour rejeter une idée qu'ils ne partagent pas ou qui les embarrasse...

Depuis 2008 j'ai pris l'habitude d'en proposer plusieurs qui sont plus ou moins synonymes ou qui se complètent selon les cas en les reliant avec la conjonction ou, parfois parce qu'ils présentent des nuances subtiles susceptibles d'être saisies par davantage de lecteurs ou pour ne pas froisser inutilement leur susceptibilité, les occasions par ailleurs ne manquant pas !

Cela dit, c'est très bien de s'exprimer le plus précisément possible, de faire preuve d'une grande rigueur sémantique, encore faut-il que ce soit le cas des lecteurs et là qu'il me soit permis d'en douter fortement, n'est-ce pas ? Ce n'est pas une critique ou un jugement, nous n'avons pas non plus les mêmes responsabilités. Mais il arrive aussi qu'on se relâche, qu'on soit épuisé ou malade et qu'on emploie un mot de manière inappropriée. Généralement je le signale aux lecteurs.

On a tellement de mal à se comprendre que j'ai trouvé préférable de donner le choix aux lecteurs entre plusieurs mots qui ont une consonance très proche pour éviter toute méprise entre nous, en vain le plus souvent, puisque c'est finalement l'état d'esprit dans lequel se trouve le lecteur à votre égard qui prévaut sur tout autre facteur, je parle en général.

De qui s'agit-il ?

- « Je m'efforce seulement de tirer des conclusions des faits, en prenant pour guide, non pas la logique des sympathies et des antipathies, mais la logique du processus objectif ». Et, il écrit ceci à la faveur de sa rencontre avec Trotsky à Constantinople en juin 1933.

Réponse : Le romancier Georges Simenon aussi journaliste, reporter... Inventeur du personnage du commissaire Maigret.

[Distillé le venin, il en restera toujours quelque chose.](#)

- "Il se peut que la Russie ait effectivement mené l'attaque au Novichok. "

- L'affaire Skripal vue par Nafeez Ahmed - Les Crises 01.04

Nafeez est un journaliste d'investigation depuis 16 ans, anciennement du Guardian...

Commentaires d'internautes.

- "« Un mensonge répété 10 fois reste un mensonge. Répété 10 000 fois, il devient une vérité. » Le gouvernement britannique appuyé par ses alliés dispose d'une puissance de propagande inouïe grâce aux réseaux numériques et aux organes de presse mainstream. 10 000 répétitions, c'est une plaisanterie à cette échelle, c'est en milliards de connexions et de relais que l'opinion publique est jouée."

- "Voilà une des raisons de la Russophobie délirante:

Dédollarisation, quand tu nous tiens. Où l'on retrouve le désormais incontournable casse-tête du système impérial : comment perpétuer la domination du dollar qui permet à l'empire de vivre et guerroyer au-dessus de ses moyens tout en imposant toujours plus de sanctions qui détournent un nombre croissant d'acteurs (pays, compagnies, institutions financières) du billet vert ?

Chine, Russie, Brésil, Inde, Iran, Argentine, Turquie, Pakistan, Afrique du Sud, Egypte et même maintenant Australie, Canada ou Corée du Sud... tous ces pays commercent, à des degrés divers, en dehors du système dollar ou sont en voie de le faire.

Poutine s'est attaqué aux fondations de la domination US, participant à la création d'un système financier entièrement nouveau, parallèle, concurrençant les institutions de Bretton Woods.

Il faut garder à l'esprit que les USA seront prêts à tout pour ne pas perdre cet immense privilège."

[Parole d'internaute sur la Syrie ou voilà à quoi aboutit la propagande de guerre occidentale.](#)

The Guardian est classé à gauche, The Independent est qualifié de média alternatif, en réalité, donc sur la base des faits et non de leurs interprétations, les deux sont aussi corrompus et n'ont rien à envier aux médias mainstream.

Sauf très rares exceptions qui confirment la règle, un ex-journaliste du Guardian, c'est comme un ex-banquier de Goldman Sachs, ils continueront de servir les mêmes intérêts auxquels ils ont lié leur sort.

Piégés dans la Ghouta orientale : comment chaque camp empêche les civils d'échapper à l'horreur du siège en Syrie, par Patrick Cockburn (The Independent)

Il y a les plus faibles qui subissent son influence et qui vont sombrer dans la pire des confusions, de sorte que manquant de discernement ou tout esprit critique leur faisant défaut, ils ne s'opposeront pas à la politique de leur gouvernement, c'était leur objectif.

- "«Mais il ne faut oublier ceux qui agissent légitimement ou pas » : non, il y a ceux qui agissent légalement et ceux qui n'agissent pas légalement. La légitimité entre un pouvoir à régime unique et à élections factices et un groupe auto-proclamé défenseur du peuple, il vaut mieux la laisser tranquille, car elle est nulle part."

- "Ceux qui connaissent Patrick Cockburn savent que c'est un journaliste honnête..."

Et il y a ceux qui ont conservé des repères et qui vont s'en servir pour réfléchir tranquillement à la situation en utilisant les instruments de la logique, de sorte que la propagande officielle n'aura qu'un impact limité sur eux ou pas du tout.

- "On renvoie dos à dos l'armée syrienne qui défend son pays et les rebelles terroristes. Pour faire bonne mesure il y a des gentils et des méchants des deux côtés. Ce qui est possible.

Mais il ne faut oublier ceux qui agissent légitimement et ceux qui veulent déstabiliser le pays.

Ceux qui défendent leur pays, avec ou sans Bachar El Assad, et ceux qui veulent prendre le pouvoir en servant les intérêts de puissances étrangères.

Dès que les gens se battent on sait qu'il y a un risque de barbarie.

Mais cela ne doit pas occulter que ceux qui sont à la manœuvre et veulent partitionner et contrôler la Syrie sont les principaux responsables de la guerre."

- "Les 150 000 civils que l'état a fait sortir de la Ghouta démentent totalement l'avis de ce monsieur.

Qui, outre qu'il collabore avec les rebelles, n'a qu'une seule expérience réelle d'obstruction : celle des "rebelles", et ne fait que supposer que le "régime" pourrait l'empêcher de sortir (ce que démentent totalement les faits, donc).

Même à supposer que l'état syrien n'ait aucune compassion pour ces civils, ses objectifs militaires sont de toute façon plus faciles à réaliser si les civils ont fui la zone.

Bref, encore du journalisme de haut vol."

- "Je n'ai jamais lu une conneries pareille, donc l'armée syrienne empêche les civils de quitter la Ghouta. Vraiment ces médias mainstream ne vont pas cesser de nous étonner avec les "témoignages" de ces soit disant civils. Chercher comment salir les victoires de l'armée syrienne à tous les prix et par tous les moyens."

- "Oui, les mots ont leur importance dans la propagande de guerre. L'armée syrienne qui bombarde c'est de la barbarie, les rebelles qui le font ce sont des accidents. Je pensais que the independent était un journal d'information alternative..."

- "Encore un article faussement dissident ou alternatif dont le but est in fine de soutenir la propagande officielle de façon un peu plus "intelligente"."

[La Ve République n'a rien à envier à une monarchie.](#)

- Vincent Jauvert (Journaliste à L'Obs) – Au cœur des intouchables d'État - le lanceur.fr 26 mars 2018

Extraits.

Qui sont ces "intouchables d'État" que vous décrivez dans votre livre ?

Ce sont les très hauts fonctionnaires qui gouvernent la France : ceux qui dirigent les grandes administrations centrales, les grands établissements publics, autrement dit les six cents qui sont nommés en conseil des ministres. Je parle aussi des hauts fonctionnaires qui sont à la tête de l'État aujourd'hui : Emmanuel Macron, Édouard Philippe, une grande partie de son gouvernement et de leurs conseillers. C'est pourquoi le livre est sous-titré "Bienvenue en Macronie". (...)

Combien de hauts fonctionnaires sont-ils payés autant, voire plus, que le chef de l'État ?

Six cents. Là encore, c'était une information secrète, que je révèle dans le livre. Comme les cent cinquante de Bercy qui, eux aussi, gagnent plus que le président, ce que j'ai découvert dans une note classifiée ! Certains de ces très hauts salaires sont "injustifiés", dit la Cour des comptes. En ces temps où l'on dit aux Français "Il faut se serrer la ceinture, il faut s'adapter...", ça ne passe plus.

Comment en est-on arrivé là ?

C'est un des éléments les plus flagrants de l'aspect monarchique de la Ve République : les membres de ces grands corps, issus justement de la monarchie et de l'Empire, se comportent comme des princes auxquels tout serait dû et qui n'auraient de comptes à rendre à personne. (...)

Le terme de noblesse d'État revient souvent quand on aborde le sujet des grands corps.

Il y a quelques princes et beaucoup de barons. Prenons Antoine Gosset-Grainville. Lui, c'est un prince. Il était inspecteur des finances, et il l'est toujours. Il a été directeur du cabinet adjoint de Fillon, puis pendant un temps le patron de la Caisse des dépôts. Dès qu'il l'a quittée, il est devenu banquier d'affaires auprès de beaucoup de clients étatiques. Lorsque Emmanuel Macron, lui aussi inspecteur des finances, décide de démissionner du ministère de l'Économie et de créer sa boîte de conseil en entreprise, il s'installe dans les locaux de... Gosset-Grainville, qui sera bientôt l'un des principaux conseillers du candidat Fillon. Nous avons affaire à des princes de la République pour qui la répartition gauche-droite n'a aucun sens.

Vous décrivez dans votre livre un système qui semble immuable, notamment parce que ceux qui pourraient le changer n'ont pas d'intérêt à le faire.

Le cas type, c'est Emmanuel Macron. Il dit lui-même que c'est un système de caste, que les hauts fonctionnaires bénéficient de privilèges hors du temps et qu'il faut y mettre un terme. Mais les dernières décisions qu'il a prises concernant la haute fonction publique ne vont pas en ce sens : il a refusé cet été qu'on élargisse la loi de moralisation de la République aux hauts fonctionnaires. Et autant Emmanuel Macron a démissionné de son rôle d'inspecteur des finances, autant son Premier ministre ne l'a toujours pas fait du Conseil d'État.

Le cas le plus révélateur est sans doute celui de l'actuel conseiller social d'Emmanuel Macron. C'était un consultant de haut vol qui aidait à la gestion et à l'organisation des plans sociaux : Pierre-André Imbert. Il a été nommé sous Hollande directeur du cabinet de Myriam El Khomri. C'est l'architecte des lois du même nom, qui rendent plus flexible le travail salarié. Quand elles ont été votées, il aurait pu retourner dans le privé, prendre des risques, comme il le prônait dans son texte de loi. Or, Emmanuel Macron et François Hollande l'ont nommé inspecteur général des finances, à vie donc. C'est ce même Imbert qui a été nommé conseiller social du président Macron. C'est lui qui a préparé les ordonnances qui rendent encore plus flexible le travail salarié. Voilà donc quelqu'un qui dit qu'il faut être mobile, accepter de changer de job, risquer de se retrouver au chômage. Sauf que lui, inspecteur des finances, il va le rester à vie. (...)

Laurent Wauquiez, il a refusé de démissionner du même Conseil d'État en arguant qu'il ne ferait pas de la politique toute sa vie et que donc il lui faudrait un emploi tôt ou tard. (...) Autrement dit, il fait partie de ces princes de la République qui veulent de la flexibilité pour les autres et ne se l'appliquent pas à eux-mêmes. (...)

Des ministres ont bien essayé de limiter l'influence des grands corps. Que s'est-il passé ?

Annick Girardin, Marylise Lebranchu et Nicolas Sarkozy ont essayé. Ils ont fait des lois, pris des dispositions et des arrêtés pour limiter l'influence des grands corps. Et, à chaque fois, ces grands corps se sont débrouillés pour annuler ou adoucir les mesures décidées par le pouvoir politique. C'est un fait incontestable. lelanceur.fr 26 mars 2018

[Quand la gestion des besoins sociaux est confiée aux gangsters de la finance.](#)

- Quand la finance fait du social - comptoir.org/ 26.03

Pierre Bitoun et Lou Hubert, tous deux sociologues, livrent ici une présentation critique d'une nouvelle offensive de la finance en direction du "social". Ils décortiquent et critiquent les "Social impact bond", des titres de dette (obligations) censés financer les politiques sociales et dont le rendement dépend de l'efficacité de celles-ci. Il est important de les comprendre et de les dénoncer pour ce qu'ils sont : des titres financiers faussement sociaux qui dévoilent la volonté de la finance de remplacer l'État.

Un nouveau-né a fait son apparition dans la galaxie des sigles : le SIB ou Social impact bond [Bon à impact social]. Bien qu'encore largement méconnu, il est promis à un grand avenir car sur ses fronts baptismaux se penchent depuis au moins une décennie tous ceux qui comptent, au double sens du verbe : G20 ou G8, OCDE ou UE, banquiers de Wall Street ou de la City, multinationales ou start-ups en croissance, pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux prétendument désargentés. Si, aux dires mêmes de cette Sainte Famille, il faudra au divin enfant une bonne vingtaine d'années pour arriver à maturité, on peut déjà savoir pourquoi il est indispensable, de toute urgence et tous rassemblés, d'évacuer le rejeton dans les poubelles de l'Histoire. C'est à quoi sont destinés les cinq regards, explicatifs et critiques, portés sur ces SIB, ces objets volants – et surtout voleurs – que n'ont pas encore clairement identifiés ceux-là mêmes qui sont appelés à en subir, directement ou non, les conséquences.

Un titre financier éthique ?

L'objet se présente d'abord comme vertueux, fruit d'un capitalisme désormais bienveillant et guidé par le sens de la justice. Ouvrant un long discours prononcé début 2014, au Palais de la City à Londres, par une référence aux deux ouvrages-maîtres d'Adam Smith, *La richesse des nations* et *la Théorie des sentiments moraux*, Sir Ronald Cohen, le président de la mission du G8 consacré aux SIB, l'achevait par cette exhortation : « Nous avons commencé la révolution. Il y a fort à faire. Ensemble, levons-nous et faisons en sorte que "le cœur invisible" des marchés puisse aider ceux que "la main invisible" a laissé de côté ». Et il avait donné,

un peu plus tôt, l'esprit autant que l'occasion historique de cette révolution : repenser la philanthropie à l'heure de la faillite – bien sûr organisée – de l'État social : « Aujourd'hui les États-providence conçus pour le XXe siècle baissent les bras dans la lutte contre les défis sociaux de ce nouveau siècle. [...] Si la philanthropie traditionnelle et les gouvernements peinent à régler ces problèmes, que pouvons-nous faire de notre côté ? » La réponse, débarrassée de tout simagrée, est d'une cupidité sans bornes : elle consiste à ouvrir un nouveau et énième continent de la marchandise et du profit.

De gros profits assurés

L'objet est en effet une machine à faire de l'argent. Résumé dans ses grandes lignes – de crédit... – le SIB consiste à ce que les banques[i] – et non des moindres (Goldman Sachs, Merrill Lynch, BNP, etc.) – avancent pour le compte du secteur public (État, collectivités territoriales) les fonds nécessaires à des actions sociales menées par des associations, en suivent la mise en œuvre, en contrôlent le résultat – avec bien entendu un évaluateur dit indépendant ![ii] – et se retournent, en fin de parcours, vers la puissance publique pour réclamer le remboursement des sommes avancées. Avec un intérêt conséquent, allant jusqu'à 13 % l'an. Soit un quasi doublement de la somme en sept ans, auquel il convient d'ajouter la rémunération de l'évaluateur et autres frais de gestion. L'instrument de "la révolution" est donc très efficace et produit des effets tous azimuts dont il est important de dresser l'inventaire : il crée un marché financier du "social" et dynamise aussi celui de l'évaluation ; il caporalise les associations, encourage leur concentration et leur transformation en entreprises "rentables" ; il démultiplie et affine les liens entre les représentants du monde financier et les acteurs publics nationaux ou locaux, siphonne leurs budgets et accroît donc d'autant la dette. Bref que rêver de mieux, sinon de le voir se propager en direction des pays pauvres, via son frère jumeau, le DIB ou Development impact bond ?

« Le nouveau continent de la marchandise et du profit est gigantesque : il couvre en fait, grâce l'ambiguïté du terme "social", non seulement les dégâts engendrés par le capitalisme mais toute action dite d'intérêt général, et il s'identifie, en définitive, à l'État lui-même. »

Une croissance fulgurante

L'objet, quoique récent, est en expansion rapide. Après un premier SIB, en 2010, visant à diminuer la récidive des détenus libérés de la prison de Peterborough, les "expérimentations" se sont multipliées dans le monde entier. On en comptait une vingtaine en 2014, plus de 80 en 2016 et, probablement, une bonne centaine fin 2017. La Grande-Bretagne, terre d'élection du capitalisme industriel au XIXe comme de la financiarisation du "social" aujourd'hui, se taille la part du lion, avec environ un tiers des SIB en cours de réalisation. Mais on en trouve également aux USA, au Japon, en Australie, en Suisse, et dans de nombreux pays de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal). Bref, de quoi commencer à faire rêver le président de la Commission Jean-Claude Juncker en quête, pour l'Union, d'un « triple-A social » !

La variété des domaines d'application a, logiquement, suivi cette expansion. À la réinsertion des prisonniers, sont venus s'ajouter l'aide aux enfants malades ou handicapés, le soutien aux jeunes en mal d'« employabilité » ou la réduction de l'absentéisme au travail, le logement des sans-abris ou l'intégration professionnelle des migrants et réfugiés, l'activité physique ou la solitude des personnes âgées en maison de retraite. Ou encore la détection et le traitement précoces du diabète, les programmes de vaccination, d'éducation ou d'accès « écologique et durable » à l'eau, à l'électricité ou aux NTIC dans les pays en développement, sans oublier non plus la revitalisation des zones rurales désertifiées dans les pays riches ou la réunification des familles « dysfonctionnelles » auxquelles il faut, sic et sib, dicter de « nouvelles conduites ». Bien que financiers et pouvoirs publics de connivence rivalisent pour l'instant de modestie – il faudra, proclament-ils, « entre dix et trente ans » pour changer les mentalités et les institutions –, l'inventaire ne laisse aucun doute.

Le nouveau continent de la marchandise et du profit est gigantesque : il couvre en fait, grâce l'ambiguïté du terme "social", non seulement les dégâts engendrés par le capitalisme mais toute action dite d'intérêt général, et il s'identifie, en définitive, à l'État lui-même. Ce qui n'a rien d'un hasard, ni du point de vue théorique – il est dans l'essence même du capitalisme de tout marchander – ni du point de vue historique : cette nouvelle offensive n'est envisageable qu'en notre époque où tous les postes-clés de la décision publique, du supranational au local, ont été colonisés par les représentants de la finance mondialisée et leurs serviteurs. Il arrive d'ailleurs à certains, souvent les mieux placés, de "manger le morceau". Commentant en 2014 l'une de ces expérimentations, Lawrence Summers, l'ancien secrétaire au Trésor américain, ne déclarait-il pas : « This is ground zero of a big deal ! »

Une obligation instructive

L'objet est, dans sa déclinaison française, instructif à plus d'un titre. D'abord, l'hypocrisie, nécessaire au déploiement du système, est dans l'Hexagone portée à son comble. De SIB, qui faisait mauvais genre boursier, on est passé en 2014 à TIS, pour Titre à impact social, pour deux ans plus tard se montrer plus tartufe encore, en adoptant le nom définitif de CIS, Contrat à impact social, qui a le double mérite d'évacuer toute référence à l'argent et d'inscrire le dispositif dans le régime, ô combien sympathique, des "partenaires". La réunion d'experts, la création de comités ad hoc, ont aussi été fidèles à nos traditions de l'entre-soi, rappelant à s'y méprendre le modèle des commissions Attali, pour « la libération de la croissance française » en 2008 ou pour « l'économie positive » en 2012.

Il en a été ainsi du Comité français pour l'investissement à impact social (CFIIS), présidé par Hugues Sibille, alors vice-président du Crédit coopératif et du Conseil supérieur de l'Économie sociale et solidaire (ESS), qui a réuni en 2013-2014 vingt-neuf membres « issus de la banque, du capital investissement, de l'entrepreneuriat social, d'agences publiques, d'expertise indépendante, d'administrations, de milieux académiques, d'organisations internationales », tous « acteurs engagés en faveur de l'innovation sociale et financière ». Autrement dit, après des décennies de remodelage libéral de la société, les maillons intermédiaires indispensables à la révolution néophilanthropique ! Prompts à discourir sur l'esprit de solidarité ou du don, mais surtout enclins au calcul de leurs intérêts. Enfin, de PS en Macronie, les CIS font peu à peu leur chemin. Benoît Hamon, ministre délégué à l'ESS et à la Consommation de 2012 à 2014, a missionné, en accord avec Sir Ronald Cohen, Hugues Sibille et son Comité, un premier appel à projets a été lancé en 2016 par la secrétaire d'État à l'ESS Martine Pinville et, depuis l'arrivée du haut fonctionnaire et banquier à l'Élysée, la dynamique se poursuit sous l'impulsion de La République en March... é. Le macroniste Christophe Itier, artisan de l'un de ces CIS consacré au placement des enfants mineurs dans le département du Nord, a été nommé en septembre 2017 Haut-Commissaire à l'ESS.

« Fossoyeurs du travail social, ils ont adopté le langage techno-concurrentiel des puissants [...], et ils ont soigneusement mis en œuvre toutes les réformes destinées à éliminer la culture professionnelle des travailleurs sociaux reposant sur l'esprit de service public et l'aide à la personne considérée dans sa totalité. »

Une obligation antisociale

L'objet, accélérant le "déjà là", ne veut du bien ni aux travailleurs sociaux, ni aux pauvres qu'il prétend aider. Le cas français en est, à nouveau, une bonne illustration. Depuis vingt ans au moins, le secteur de l'action sociale est miné de l'intérieur par une logique gestionnaire et d'entreprise[iii], prélude à la financiarisation des SIB et autres CIS. Pétris de valeurs chrétiennes de gauche ou de droite aujourd'hui macronisées, tour à tour pragmatiques et autoritaires, toute une série de petits roitelets du "social" – présidents et directeurs d'établissements sociaux et médico-sociaux, directeurs d'écoles de formation en travail social, etc. – se sont faits les complices volontaires de ce mouvement et préparent, désormais, la nouvelle étape. Fossoyeurs du travail social, ils ont adopté le langage techno-concurrentiel des puissants – "innovation" et "labellisation", "appels d'offres" et "indicateurs chiffrés", "opérateur" plutôt qu'association, etc. –, et ils ont soigneusement mis en œuvre toutes les réformes destinées à éliminer la culture professionnelle des travailleurs sociaux reposant sur l'esprit de service public et l'aide à la personne considérée dans sa totalité. L'éducateur, l'assistant social ? Il est une ressource humaine, une charge salariale, qui doit faire plus avec moins et, surtout, « ne pas penser et se comporter en technicien »[iv]. Le pauvre, l'enfant, la personne âgée ou handicapée, l'adulte français ou étranger ? Il faut ici trier, trier encore et toujours, afin qu'il "participe", soit "responsable de lui-même", et qu'il entre ainsi dans le "public-cible" propre à prouver aujourd'hui "l'efficacité de l'action sociale" et à démontrer, demain, que les indicateurs chiffrés du SIB sont validés. Histoire de justifier le remboursement, avec intérêt, du prêt. L'objet, à l'évidence, nécessite qu'on les dégage, tous.

Notes :

[i] Celles-ci peuvent prêter directement ou/et servir d'intermédiaire recueillant, via l'émission de produits financiers (des obligations par exemple), les fonds d'autres investisseurs : fonds de pension, fondations d'entreprise, épargne salariale, etc. Même les assurances-vie en déshérence sont convoquées.

[ii] Un cabinet d'audit, par exemple, naturellement insoupçonnable de tout conflit d'intérêt...

[iii] Cf. les travaux de Michel Chauvière ou ceux, plus récents, du Collectif d'associations citoyennes.

[iv] Propos tenu par son directeur à un assistant social qui a dû conserver l'anonymat.

Commentaire d'un internaute

- "Cet investissement peut être réalisé dans tout type juridique d'organisation, associations, fondations ou entreprises d'utilité sociale. Les « saigneurs » veulent financer par des investisseurs privés le programme d'une association ou d'une entreprise du domaine social. Puis de le faire rembourser, avec un taux d'intérêt élevé, par les pouvoirs publics (donc nos impôts) si l'association a atteint les objectifs sociaux qui lui sont définis, c'est-à-dire d'introduire les partenariats public-privé dans ce domaine. Ce projet prépare insensiblement le peuple à adopter sans méfiance la financiarisation de ses besoins sociaux, en asservissant prioritairement les projets associatifs."

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà ce que les cheminots doivent attendre du "parcours législatif".

- Code du travail: la loi de ratification publiée au Journal officiel AFP 31.03

La loi de ratification des ordonnances réformant le code du travail a été publiée samedi au Journal officiel, mettant fin au parcours législatif de cette réforme défendue par la ministre du Travail Muriel Pénicaud.

Les ordonnances réformant le Code du travail sont entrées en vigueur fin septembre, dès leur publication au Journal officiel, mais elles devaient être ratifiées pour avoir valeur législative.

Ces ordonnances visent à donner plus de souplesse aux entreprises. AFP 31.03

Dissoudre le peuple ou le régime honni de la Ve République ?

- Elisabeth Borne : «Les Français n'ont pas envie de trois mois de grève que rien ne justifie» - LeParisien.fr 1 avril 2018

La grève de mardi et mercredi s'annonce très suivie. Quel geste pouvez-vous faire en direction des cheminots pour éviter un blocage du pays ?

ELISABETH BORNE. J'avais annoncé deux mois de concertation. J'ai annoncé hier [vendredi, ndlr] une ouverture progressive à la concurrence qui tient compte de certaines des demandes faites par les organisations syndicales. Il nous reste un mois pour discuter sur l'organisation de la SNCF et la modernisation sociale du secteur ferroviaire avec l'arrêt du recrutement au statut des cheminots à une date à définir. Mais je le dis clairement : personne ne peut comprendre que les syndicats de cheminots engagent une grève longue et pénalisante alors que le gouvernement est dans le dialogue.

Les syndicats réclament plus de garanties sur le sort des personnels si la SNCF, demain, perd des lignes TER ou TGV au profit du privé. Que leur répondez-vous ?

Il s'agira d'une ouverture progressive, au rythme souhaité par les régions. Si la qualité de service est au rendez-vous, elles n'ont pas de raison de ne pas renouveler le contrat de la SNCF. Si la SNCF perd le contrat, les cheminots seront transférés au nouvel opérateur d'abord sur la base du volontariat. En outre, ils seront transférés avec l'essentiel des garanties du statut : garantie de l'emploi, régime de retraite et rémunération. Ce n'est pas rien ! Les cheminots actuels resteront au statut et ils en conserveront l'essentiel des avantages s'ils passent chez un concurrent. Dans ces conditions, j'ai envie de vous dire : c'est quoi le problème ?

Vous pensez que les syndicats de cheminots sont dans l'opposition politique au gouvernement ?

J'entends certains qui sont dans l'amalgame et qui agitent des peurs infondées sur la privatisation de la SNCF ou sur la fermeture des petites lignes. Certains refusent aussi l'ouverture à la concurrence. Mais c'est une réalité. Elle a été actée sous le quinquennat précédent au niveau européen. Elle répond à la volonté des Français de disposer d'un meilleur service ferroviaire et, c'est clair, le gouvernement est déterminé à mener cette réforme et à la mener dans la concertation.

Est-ce que, depuis le début, vous n'avez pas sous-estimé l'hostilité des cheminots à cette réforme ?

Je peux comprendre que les cheminots se posent des questions et j'y ai répondu en leur apportant des garanties de très haut niveau. Je déplore franchement cette grève très pénalisante pour les voyageurs. Il est incompréhensible que les syndicats restent dans une posture de blocage qui n'est pas justifiée alors que nous apportons des réponses aux cheminots.

Vous pensez que le mouvement fait l'objet d'une récupération politique ?

Je pense en tout cas qu'il est important que les cheminots soient bien conscients de toutes les garanties qui sont données. Ensuite, je note que les organisations syndicales nous parlent de quelques sujets qui sont des épouvantails qu'on agite pour justifier que rien ne doit changer. Sauf que nous sommes dans un monde qui change. La SNCF doit elle aussi changer pour offrir un meilleur service, celui qui est attendu par les Français.

Ils craignent justement pour le service public ?

Mais où est la « casse du service public » dont on nous parle ? Nous allons investir plus d'argent dans le réseau pour le remettre en état qu'on ne l'a jamais fait. Quand on voit les incidents à Montparnasse ou qu'on connaît l'organisation actuelle du système ferroviaire, avec des voies, des quais, des panneaux d'affichage gérés par des entités de la SNCF différentes, oui je pense que cela se passera mieux avec une organisation plus unifiée, avec un responsable dans chaque gare. C'est cela la réforme, elle n'est faite ni contre la SNCF, ni contre les cheminots.

Vous avez renoncé aux ordonnances et donc à passer en force...

Il n'a jamais été question de passer en force. Je rappelle que nous ne sommes qu'à mi-chemin des concertations et que nous démarrons la semaine prochaine le débat parlementaire. Je n'ai renoncé à rien car, je l'ai annoncé dès le départ, à chaque fois que nous avançons dans la concertation, nous passons non pas par des ordonnances, mais par des amendements débattus au Parlement. Je le répète, rien ne justifie cette posture d'appel à une grève longue et pénalisante.

Est-il envisageable pour vous de reculer, par exemple sur la transformation de la SNCF en société anonyme ?

Il ne s'agit pas de céder ou ne pas céder. Le principe de l'ouverture à la concurrence par exemple n'est pas négociable mais ses modalités oui. Et à partir du moment où j'ai mis sur la table des éléments propres à rassurer les cheminots, j'en appelle vraiment à la responsabilité des organisations syndicales. Je vois bien que certains cherchent l'amalgame et sont dans la revanche de l'élection présidentielle, c'était très clair le 22 mars, mais ces amalgames ne sont jamais dans l'intérêt de ceux qu'on prétend défendre. Personne ne peut comprendre que les Français se retrouvent pénalisés par une grève longue. Les Français n'ont pas envie de subir trois mois de galère que rien ne justifie. LeParisien.fr 1 avril 2018

Les travailleurs à la croisée des chemins.

- Carrefour: forte mobilisation des salariés pour l'emploi et le pouvoir d'achat - AFP 31.03

C'est une mobilisation "historique", s'est félicité Michel Enguelz (FO). "Du jamais vu", selon Philippe Allard (CGT).

Au moins 300 magasins intégrés ont été impactés par le mouvement de grève lancé par FO et la CFDT, et relayé séparément par la CGT, au lendemain d'une mobilisation dans les entrepôts.

La CFDT a recensé 170 hypermarchés (sur 220) mobilisés et 130 supermarchés (sur environ 470), avec un taux de grévistes avoisinant "50%". Pour FO, 180 hypermarchés étaient dans le mouvement, dont "entre 40 et 50 fermés ou complètement bloqués". Le premier syndicat du groupe a aussi recensé 80 magasins de proximité fermés.

Le groupe Carrefour a lui même fait état d'hypermarchés fermés, une "première" selon Sylvain Macé (CFDT). A midi, "80%" des hypermarchés étaient "ouverts" (soit 20% fermés, ce qui équivaut à une quarantaine) et "100%" des supermarchés", a souligné la direction.

Partout, le mouvement s'est traduit par des rassemblements, du "filtrage" aux entrées des magasins ou carrément des blocages, a expliqué M. Macé. Parmi les hypermarchés complètement bloqués, ont été cités ceux d'Antibes, Ollioules, Toulon Grand Var, Nice Lingostière ou Port-de-Bouc dans le Sud, Vénissieux, Chambéry, Toulouse-Labège ou encore Mérignac.

Cette mobilisation est le point d'orgue de l'inquiétude et la colère qui montent depuis l'annonce le 23 janvier par Alexandre Bompard, PDG du groupe depuis l'été dernier, de son "plan de transformation" s'accompagnant de la suppression de milliers d'emplois.

Au-delà des suppressions de postes annoncées -2.400 dans les sièges via un plan de départs volontaires, 2.300 via un plan social dans les magasins de proximité (273 ex-Dia qui vont fermer)-, les syndicats protestent contre le passage en location gérance d'hypermarchés (cinq confirmés, une quarantaine visés selon eux).

Ils s'inquiètent aussi de l'impact sur l'emploi d'autres mesures du plan Bompard (logistique, réduction de 100.000 m2 des surfaces des hypermarchés).

"Nous comprenons que les projets de transformation puissent susciter de l'inquiétude chez certains de nos salariés", a admis Pascal Clouzard, directeur exécutif de Carrefour France, dans une réaction adressée à l'AFP. Mais, "si nous souhaitons pérenniser et développer notre activité économique, et donc nos emplois, nous devons impérativement nous transformer", a-t-il ajouté.

Chez les salariés, l'annonce récente d'une participation moyenne de 57 euros, contre 610 l'an dernier, vue comme une "aumône" ou un "pourboire", a aussi catalysé la colère.

"Bien consciente de l'impact sur le pouvoir d'achat" de cette baisse, la direction a proposé mi-mars de relever ce montant à 407 euros, via un complément forfaitaire d'intéressement. Sans désamorcer la fronde.

Les actionnaires vont toucher, eux, 356 millions d'euros de dividendes, font valoir les syndicats qui anticipent aussi des négociations salariales au rabais.

"Augmenter les salaires, pas les dividendes des actionnaires", proclamait une pancarte dans les rassemblements. "On s'est dit qu'on allait arrêter de payer pour les actionnaires", a relevé Olivier Ginestar (CGT), devant l'hypermarché de Lomme (Nord), fermé samedi et où se sont rendus les députés LFI Adrien Quatennens et Ugo Bernalicis.

Côté syndicats, le mouvement traduit aussi la crispation du dialogue social, dont tous dénoncent unanimement la "dégradation". Il est "rompu, c'est marche ou crève", relevait à Marseille Smail Ait Atman (CFDT).

Pour FO, qui a déjà annoncé qu'il ne signerait pas le projet d'accord sur le plan de départs volontaires, comme pour la CFDT, "la balle est dans le camp" de la direction. Si d'autres actions ne sont "pas exclues", "l'objectif" est un "retour à la négociation", souligne Michel Enguelz. Il faut "rétablir le dialogue social qui a existé (chez Carrefour) pendant 30 ans", a plaidé M. Macé. AFP 31.03

[Changer la vie, on a déjà donné, non merci. Changer la société, notre seul objectif politique.](#)

- France Loisirs prévoit de supprimer 450 emplois sur 1.800 AFP 30.03

Le club de livres France Loisirs, affecté par un secteur de l'édition en difficulté, prévoit de supprimer 450 emplois sur 1.800 en France dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, a annoncé vendredi son patron Adrian Diaconu à l'AFP.

"C'est une mesure d'urgence nécessaire pour trouver une solution de sortie de crise", a déclaré M. Diaconu.

La société, filiale du groupe Actissia, a été placée en redressement judiciaire le 1er décembre 2017 à sa demande par le tribunal de commerce de Paris. Celui-ci lui a octroyé une période d'observation de six mois, afin de poursuivre la recherche de partenaires ou de financements.

"Aucun partenaire n'a été identifié depuis le début de la procédure. Mais depuis trois semaines nous avons identifié un éventuel partenaire qui exerce dans les domaines de l'internet, des arts et des médias", a encore expliqué M. Diaconu, PDG d'Actissia.

Le groupe subit de plein fouet la crise du secteur de l'édition, et notamment la concurrence du géant américain Amazon.

Son chiffre d'affaires a été divisé par près de deux en cinq ans, selon le PDG. Il s'élevait à environ 187 millions d'euros en 2017, contre 214 millions un an auparavant. AFP 30.03

Audiences renvoyées et rassemblements: "Journée morte" dans la justice AFP 30.03

[La Ve République et le capitalisme sont incompatibles avec une société meilleure ou plus juste.](#)

Processions funéraires, minutes de silence, dépôts de gerbe: magistrats, greffiers et avocats se sont mobilisés vendredi à travers la France pour une "journée morte" contre le projet de réforme de la justice.

A Bordeaux, environ 200 avocats, greffiers et magistrats se sont rassemblés sur les marches du tribunal de grande instance (TGI) avant de déposer une gerbe et de respecter une minute de silence en hommage à "cette justice morte qu'on veut nous imposer". "Le sens caché de ces textes, c'est qu'aujourd'hui on ne veut plus du juge, le juge embête le pouvoir", a lancé le bâtonnier Jérôme Dirou.

Minute de silence également à Besançon (Doubs) et à Marseille, où une audience en correctionnelle sur des trafiquants de drogue a été reportée après l'intrusion de plusieurs dizaine d'avocats dans la salle. A Lyon, où environ 400 professionnels de la justice étaient rassemblés, des codes Dalloz ont été symboliquement entassés au sol.

Manifestations aussi à Nancy, Caen ou encore Rouen. A Nantes, les manifestants arborant un masque blanc sont partis en procession funéraire du tribunal jusqu'à une passerelle enjambant la Loire, d'où ils ont jeté une couronne mortuaire barrée du message "Justice morte par ordonnance".

A Paris, une centaine de manifestants s'étaient réunis sur les marches du Palais de justice derrière deux couronnes mortuaires. "Ce qu'il nous faut, c'est des euros, pas des robots", ont-ils scandé.

Le projet de loi de programmation de la justice de la garde des Sceaux Nicole Belloubet devrait être présenté en Conseil des ministres le 18 avril. Il couvre un champ très large: procédure pénale, procédure civile, numérisation de la justice, réforme des peines et de l'organisation territoriale.

"L'objectif est simple: bâtir une justice efficace, rapide et accessible à tous sur l'ensemble du territoire", avait affirmé le Premier

ministre Edouard Philippe le 9 mars à Reims en dévoilant la réforme.

- "Textes de technocrates" -

Ce projet annonce "sans surprise la mort de la justice, au terme d'une longue maladie", dénoncent dans un communiqué l'Union syndicale des magistrats (USM), le Syndicat de la magistrature (SM), le Syndicat des avocats de France (SAF) ainsi que la CGT Chancelleries et services judiciaires et d'autres syndicats.

Les organisations mobilisées ont dressé une liste de leurs principaux griefs contre cette réforme: "Suppression des 307 tribunaux d'instance et de la fonction spécialisée de juge d'instance, organisation judiciaire illisible et éloignée du citoyen, déshumanisation de la justice, privatisation du contentieux civil".

Ils dénoncent aussi une "régression des droits de la défense, (un) recul du contrôle de la justice sur les atteintes aux libertés publiques, (une) suppression larvée du juge d'instruction et du juge de l'application des peines, (une) réduction de la collégialité".

A Lyon, le délégué régional de l'USM Michel Ponsard a estimé que cette réforme était constituée de "textes de technocrates dictés par des raisons financières". "On n'a absolument pas tenu compte des réponses" apportées lors des Chantiers de la Justice (lancés en octobre par le gouvernement), qui étaient "une consultation de façade", a-t-il dénoncé.

"Nous nous inquiétons de la disparition des tribunaux d'instance", a dit, devant le Palais de justice de Paris, Catherine Sarrazin, greffière au tribunal de Juvisy (Essonne). Pour elle, "ce sera la fin d'une justice de proximité, de contact pour le justiciable".

Joris Monin de Flaugergues, de la Conférence des avocats, s'inquiète notamment d'une "extension considérable des pouvoirs du parquet, qui prive du recours à un juge d'instruction". Cette réforme, "c'est de facto la fin du juge d'instruction", a-t-il assuré.

Les avocats s'étaient déjà mobilisés contre la réforme le 21 mars, à l'appel notamment du Conseil national des barreaux. La mobilisation avait été importante et de nombreuses audiences perturbées. Une deuxième journée "justice morte", avec un rassemblement national à Paris, est d'ores et déjà annoncée pour le 11 avril. AFP 30.03

[Comment redorer le blason des médias-oligarques ?](#)

- "Ecole" des Insoumis: LFI veut donner "un grand coup de balai contre la médiacratie" - AFP 31 mars 2018

La France insoumise (...) reproche aux "journalistes mainstream" leur "difficulté à se remettre en question". AFP 31 mars 2018

Pourquoi, en ont-il été capable un jour, c'est en tout cas ce que les esprits faibles pourraient croire.

Les médias n'ont jamais agi autrement que les Etats, qui n'ont pas d'amis ou d'alliés, mais uniquement des intérêts qui généralement se confondent avec ceux du régime en place, tout le reste est du baratin pour induire en erreur les travailleurs. Alors pourquoi faire croire le contraire ?

Avec les idées que j'ai, absolument aucun média ne m'aurait embauché il y a 40 ans ou hier.

Pour l'illustrer. «Grande marche du retour» et amalgame sordide. Ils osent tout.

Avant et après le vendredi 30 mars à Gaza, leur version change. LFI pourra féliciter l'AFP, mais le mal est fait, entre temps un nouveau massacre de Palestinien a été commis par Tsahal sans qu'il soit condamné par la respectable "communauté internationale". Donc ils peuvent maintenant rétablir timidement ou en partie la vérité.

Flagrant déli de fake news d'Etat.

- Meurtre d'une octogénaire juive à Paris : le caractère antisémite retenu - Libération avec AFP 26.03

Ce lundi 26 mars, le parquet de Paris a retenu le caractère antisémite et a ouvert une information judiciaire pour «assassinat à raison de l'appartenance vraie ou supposée de la victime à une religion et sur personne vulnérable». libération avec AFP 26.03

- Mireille Knoll: onze coups de couteau, deux suspects qui s'accusent, un mobile encore flou - AFP 31.03

Tiens donc, l'agence de presse du régime et maison mère de l'ensemble des médias aux ordres avoue une semaine plus tard que

le "mobile" de l'assassinat de madame Mireille Knoll est "encore flou", donc qu'il n'a pas été établi avec certitude, alors que Macron s'était empressé d'agiter le mobil antisémite.

Le mobil antisémite n'était pas gratuit ou sans arrière-pensées.

- Terrorisme six Français sur dix favorables à des 'mesures d'exception' - AFP 30.03

- Un député LREM demande l'arrêt des grèves de cheminots à cause des attentats - RT 30.03

Dans une lettre publiée le 30 mars sur Twitter, il a ainsi appelé «les syndicalistes à faire preuve de sens national en suspendant immédiatement [les] projets de grève à répétition». Jean-Pierre Pont évoque d'abord la question économique : les grèves vont, selon lui, «compromettre le redressement du pays».

Il soulève en outre un deuxième argument pour inciter à l'arrêt des grèves : «La France est actuellement en guerre. [...] Les jours de grève, dans les rares trains bondés qui circulent, les salariés [...] et les voyageurs risquent malheureusement de constituer des cibles idéales pour les terroristes islamistes». RT 30.03

En complément. Epidémie mondiale de totalitarisme.

- Dix années de prison pour "info bidon" proposées en Malaisie - Reuters 26 mars 2018

[Otan de la guerre contre tous les peuples ou quand l'oligarchie fourbit ses armes.](#)

- La Commission européenne propose d'ouvrir l'Union aux armées de l'Otan - Réseau Voltaire 28 mars 2018

Contrairement à ce que laisse entendre la référence aux accords de libre-circulation de Schengen, le « Schengen militaire » n'est pas un projet européen, mais une volonté de l'Otan. Il vise non pas à autoriser les armées des États-membres de l'Union à circuler sans formalités sur le territoire de l'Union, mais à accorder ce privilège à toutes les armées de l'Otan (y compris les armées US ou turques). D'où l'importance accordée prioritairement aux ports et aéroports sur les voies routières.

Ce projet ne doit pas être interprété en fonction de l'actualité (« affaire Skripal »). Il a été conçu par l'Otan il y a deux ans et était déjà évoqué dans un rapport parlementaire européen d'octobre 2016. Selon des documents internes de l'Alliance, il pourrait aussi bien être mis en œuvre en cas de guerre contre la Russie, qu'en cas de soulèvement populaire dans un des États membres de l'Otan (À quand l'armée US pour réprimer des émeutes dans les banlieues des grandes villes ?).

25 des 28 États-membres sont priés d'établir une carte de leurs voies de communication et de préciser les travaux nécessaires sur leurs routes, tunnels et ponts, pour les rendre praticables aux armées de l'Otan. Ils devront aussi s'entendre sur les dispenses nécessaires aux lois et règlements en vigueur interdisant le transport d'armes et matériels militaires sur leur territoire. Réseau Voltaire 28 mars 2018

En complément.

- Des douaniers français interviennent en Italie, l'ambassadeur à Rome convoqué - LeParisien.fr 01.04

- L'ancien chef d'état-major des armées français sert maintenant les Américains, est-ce normal? - Le HuffPost 01.04

- L'information est passée presque inaperçue. Les Échos ont annoncé la semaine dernière le recrutement du général Pierre de Villiers, chef d'État-major des armées (CEMA) de 2014 à 2017, par l'entreprise de conseil américaine, Boston Consulting. Le HuffPost 01.04

Emmanuel Macron (promotion 2012) et Édouard Philippe (promotion 2011) sont des "Young Leader" de la French-American Foundation, tout comme Hollande et plus de 500 ex-ministres (Bougrab, Moscovici, Touraine, Vallaud-Belkacem, Montebourg, Juniac, Dreyfus), élus (Wauquiez, Péresse, Juppé, Le Roux, Chartier, Aubert, Fekl, Raoult), hauts fonctionnaires (Mignon), présidents du CAC40 (Pigasse, El Karoui, Clermont-Tonnerre, Castries, Lauvergeon), patrons de médias ou journalistes (Joffrin, Clément, Ockrent, Fontaine, Kauffmann, Nora, N'Kaoua, Wakim, Chapuis, Vincent, Kerdrel, Guetta, Riché, Croissandeau, Fouks, Colombani, Chevrillon, Bompard), des éditeurs, des officiers, des scientifiques, des chercheurs, des universitaires, des dirigeants d'ONG (Terranova, Human Rights Watch), des personnalités diverses (Minc) etc. dont certains sont aussi passés par le groupe Bilderberg avant ou après être entrés en fonction. La liste est impressionnante, il y figure toutes les banques, tous les grands médias, y compris le Canard enchaîné (David Fontaine), toutes les plus grandes entreprises, ils brassent large, on y trouve même un neurochirurgien, un pianiste, un capitaine de frégate de la Marine Nationale !

<http://philip.dru-administrateur.nwo.over-blog.com/article-liste-des-young-leaders-fran-ais-depuis-1981-105102778.html>

Quel fil peut bien relier les ministres ou anciens ministres Emmanuel Macron, Fleur Pellerin et Najat Vallaud-Belkacem, la présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie Pécresse, les journalistes Jean-Marie Colombani et Christine Ockrent, l'homme d'affaires Alain Minc, le banquier Matthieu Pigasse (l'un des propriétaires du Monde SA) ou encore l'ancien premier ministre Alain Juppé ? Tous ont effectué un passage par la French-American Foundation dans le cadre de son programme « Young Leaders ». Tout comme cinq cents autres personnalités françaises, parmi lesquelles le président François Hollande lui-même.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/QUATREPOINT/56762>

Deux liens en supplément.

<https://blogs.mediapart.fr/revue-frustration/blog/270617/le-programme-young-leaders-incubateur-doligarchie>
<https://frenchmorning.com/directrice-french-american-foundation-a-new-york/>

[Haut de page ↗](#)

Le 2 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf. (8 pages)

[Si c'était de fausses informations qui seraient à l'origine des théories du complot, lesquelles ?](#)

Grille de lecture.

Ne demandez pas au Monde diplomatique de répondre à cette question. Rappel, Le Monde en est actionnaire à 51%.

La fausse information par excellence, ne serait-elle pas que les richesses seraient produites autrement que par la force de travail (manuel et intellectuel) ?

On oublie souvent l'essentiel : La survie du régime repose essentiellement sur l'ignorance des exploités. Leur ignorance doit être entretenue, et ce sont de nos jours les médias qui ont principalement pour fonction de remplir cette mission.

L'histoire, telle qu'on l'enseigne à l'école ou à l'université, est écrite de telle sorte qu'elle demeurera incompréhensible aux futurs travailleurs, qui seront incapables de définir quels ont été les facteurs déterminants du développement de la civilisation humaine, ce qui les amènera à croire que le régime en place en est un ou les capitalistes, et qu'à ce titre ils ne doivent pas être remis en cause, et la boucle du consentement est bouclée.

La base de la fausse information, de la désinformation, c'est la rétention volontaire de l'information, la censure de l'information, le refus de communiquer ce que l'on sait ou de partager les connaissances dont on dispose, pour que l'immense masse demeure dans l'ignorance et puisse ainsi être facilement manipulée, conditionnée, au-delà, pour qu'elle adhère à une politique qui est orientée contre ses intérêts ou pour qu'elle lui soit imposée sans qu'elle ait les moyens de s'y opposer.

Le Monde diplomatique mars 2018 - Extraits.

Ainsi va la vie des fausses informations sur lesquelles s'édifient des théories du complot.

La soudaine passion médiatique pour la vérité peut toutefois surprendre. Après tout, les journalistes et les dirigeants politiques se sont longtemps accommodés de certains mensonges... Et ils s'en accommodent encore.

Depuis la fin de la guerre froide, les grands médias ont voulu s'arroger le monopole du discours légitime, imposer le cadre du débat, exclure de l'arène publique toute pensée critique, qualifier de populiste ou de démagogue quiconque remettait en cause l'ordre dominant.

Ainsi va la vie des fausses informations sur lesquelles s'édifient des théories du complot. Si elles sont diffusées par des

dirigeants politiques ou des journalistes autorisés, on les présente comme de simples erreurs ; on s'excuse, puis on oublie. Mais, quand le mensonge vient d'un obscur site Internet ou d'une officine jugée « extrême », il devient une menace pour la démocratie. On s'offusque de la naïveté d'individus peu éclairés et on leur enjoint de revenir dans le droit chemin.

Les connivences de plus en plus aveuglantes entre médias, pouvoir politique et milieux d'affaires ont fini par jeter le discrédit sur cette parole officielle. Si les journalistes se montrent empressés avec les puissants au point de taire leurs turpitudes, pourquoi ne mentiraient-ils pas sur autre chose — l'existence d'un vaste complot, par exemple ? Après tout, l'histoire contemporaine est parsemée de machinations véritables, et la vérité fut souvent tapie dans l'ombre... (La puissance de l'ombre - Le Monde diplomatique mars 2018)

Parole d'internaute.

- "Le "libéralisme" dans le sens US est un peu "gauchisme " dans le sens "Français", sachant que le mot "socialisme" est une incongruité totale aux USA. En économie , tout le monde est partisan de l'économie de marché aux USA, la différence entre gauche et droite se faisant sur le sociétal: moeurs, immigration, part de l'aide sociale et de la fiscalité etc..."

LVOG - La gauche institutionnelle, c'est la gauche de la droite, donc elle fait bien partie de la droite, puisque être réellement de gauche c'est remettre en cause l'existence de "l'économie de marché", le capitalisme...

La gauche institutionnelle, elle représente les intérêts des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, c'est aussi leur bonne conscience.

Quand on lit à la suite d'articles les commentaires postés par des membres des classes moyennes, on s'aperçoit rapidement qu'ils ont en commun de rejeter le socialisme, donc de s'accommoder du capitalisme, de détester le peuple, le bas peuple, la classe ouvrière qu'ils traitent régulièrement d'ignares, de veaux et j'en passe, au mieux ils adoptent une attitude condescendante à son égard ou ils versent une larme hypocrite sur son misérable sort.

Et quand la plèbe d'en bas a le mauvais goût de s'accrocher à des préjugés archaïques auxquels les classes moyennes avaient adhérees hier ou qu'elles contribuèrent largement à populariser, ils n'ont pas de mots assez durs pour condamner sa crasse et sordide ignorance. Elle serait responsable de l'état actuel de la société et du monde, en l'accusant d'avoir porté au pouvoir les despotes qui nous gouvernent...

A les entendre, ce serait les classes moyennes qui auraient fait l'histoire, qui seraient à l'origine du progrès social, argument qui au passage sert à justifier le statut privilégié que leur accorde le régime. Elles admettent la faillite des élites, la dérive ultra libérale du capitalisme, et elles se posent en prétendantes à la gestion du capitalisme pour en écarter les excès... qui sont à l'origine des coupes réalisées dans leurs privilèges ou se traduisent par la remise en cause de leur niveau de vie.

Selon eux, les représentants des classes moyennes seraient plus qualifiés pour gérer la société, pour être plus précis, pour assurer la pérennité du capitalisme que les représentants officiels du capitalisme, quant à ceux de la classe ouvrière, ils sont disqualifiés d'avance pour gérer la société, ce sont également des ignares, hormis s'ils ont adopté le capitalisme.

Or, il se trouve que depuis le milieu du XIXe siècle, si la masse de la classe ouvrière ne s'était pas mobilisée pour obtenir de nouveaux droits sociaux et politiques, le sort des classes moyennes ne serait pas plus enviable que celui de la classe ouvrière, à qui les petits bourgeois doivent tout ou presque, le reste, ils le doivent au processus historique du développement des forces productives qui s'est déroulé indépendamment de leurs petites personnes. Elles se sont servies de la lutte de classe de la classe ouvrière uniquement pour en tirer profit ou négocier des privilèges avec le régime, en échange de leur soutien qui fut sans faille depuis 1871.

Quand j'affirme que les classes moyennes et les couches supérieures du prolétariat doivent leur mode de vie relativement confortable à la classe ouvrière, à l'immense masse des exploités qui s'étaient mobilisées depuis le milieu du XIXe siècle, j'en veux pour preuve la condition que connaissent ces classes ou couches de travailleurs dans les pays où la lutte de classe des travailleurs n'a pas été aussi développée qu'en France (ou les pays occidentaux), notamment en Inde où je vis depuis plus de 20 ans, et où je peux les observer quotidiennement.

En Inde, mais c'est valable à des degrés divers pour tous les pays similaires dans le monde, les classes moyennes et les couches supérieures du prolétariat bénéficient de rémunérations sans rapport avec celles misérables de l'immense masse des ouvriers. Certes ils perçoivent des revenus importants, 10 fois, 50 fois supérieurs à ceux des ouvriers, ce qui leur permet de satisfaire leurs besoins matériels, de posséder une maison confortable, une voiture, etc. mais c'est tout, c'est absolument tout. Comment cela direz-vous ?

Ils doivent travailler 6j/7 toute l'année, ils ne bénéficient d'aucun avantage social, d'aucun droit politique supplémentaire, rien. Bien souvent, ils doivent même travailler beaucoup plus, consentir d'énormes sacrifices. Pire, l'argent dont ils disposent au-delà

de leurs besoins, ils vont l'employer à mauvais escient.

Par exemple, quand un pauvre tombe malade, il se soigne comme il peut en recourant à des plantes ou il attend que cela passe, alors qu'un nanti va immédiatement se gaver de médicaments ou dépenser une fortune en traitement. Un pauvre aura tendance à ne pas fumer ou boire de l'alcool, il n'engloutira pas un tas de friandises sucrées ou salées bourrées de graisse et de produits chimiques en tous genres, il mangera peu de viande, il n'achètera pas de boîtes de conserve, de surgelés, il ne fréquentera pas les restaurants aux cuisines insalubres ou manquant d'hygiène, bref, notre nanti qui aura rarement l'occasion de partager le quotidien de sa compagne et de ses enfants aura tendance à adopter le mode de vie débile des occidentaux, engraisant les trusts agro-alimentaires et pharmaceutiques au détriment de sa santé... Attendez, ce n'est pas terminé, nous n'en étions qu'au hors d'oeuvre.

Il va devoir subir tous les désagréments que doivent supporter les ouvriers et que la société lui impose ou la classe des capitalistes au pouvoir. A peine franchi la porte de chez lui, il aura le droit au même sort : rues parsemées de détritiques, villes et villages transformés en décharges, routes défoncées, animaux errant sur les principaux axes routiers, bruit infernal, odeurs pestilentielles, pollution à vous couper le souffle en ville, délinquance ou insécurité permanente, comme son statut est facilement reconnaissance à son allure pour l'afficher, il aura la hantise de se faire rouler et voler par tous les commerçants, quand il devra se rendre dans une administration, il devra user de patience, y revenir un nombre de fois indéterminé, et puis, quand il y aura des coupures d'eau, il n'en aura plus comme tout le monde, et ce sera la même chose pour le téléphone, Internet, l'électricité, même s'il possède des batteries de secours, il ne pourra pas utiliser la climatisation en plein été et dormira très mal, etc.

Comme on vient de le voir, l'argent ou le statut social ne fait pas forcément le bonheur des classes moyennes ou des couches supérieures du prolétariat qui seront logées à la même enseigne épouvantable que le reste de la société.

Il se trouve que le développement économique à marche forcée de l'Inde au cours des trois décennies précédentes a pour ainsi dire été importé par les différents impérialistes occidentaux, il n'a pas été le produit d'un long et lent processus, il a été plaqué sur le modèle des capitalismes les plus développés sans que ni la classe ouvrière ou les classes moyennes n'y participent par leur lutte de classe, de sorte qu'elles ont hérité uniquement du pire de ce qu'avait produit le capitalisme.

En France, elles profitent de toutes les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe du prolétariat depuis 1936 ou ce qu'il en reste, elles bénéficient de conditions d'existence liées également à la position de l'impérialisme français parmi les puissances (coloniales) dominantes, et comme les unes et les autres ont été amenées à se dégrader depuis quatre décennies, elles ne seront pas épargnées non plus.

Pour conclure rapidement (temporairement), elles ont le choix entre se résigner à vivre dans une société de plus en plus injuste et infâme ou à combattre pour en changer au côté du prolétariat révolutionnaire, comme le firent certains de ses membres au milieu du XIXe siècle qui adoptèrent le socialisme et s'en remirent à la classe ouvrière pour accomplir cette tâche historique, la seule classe indépendante avec celle des capitalistes, car personne d'autre ne pourra l'accomplir à sa place. A suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation générale pour abattre le régime et la Ve République.

- Grève SNCF: un TGV sur huit et un TER ou Transilien sur cinq en circulation mardi - Liberation.fr 1 avril 2018

L'entreprise ferroviaire a annoncé dimanche les prévisions de circulation pour le début de la grève lundi soir.

La grève à la SNCF à l'appel des quatre syndicats représentatifs se traduira mardi par un TGV sur huit et, en régions, un TER et un Transilien sur cinq en circulation en moyenne, a annoncé dimanche l'entreprise ferroviaire, parlant d'un trafic «très perturbé».

En Ile-de-France, la circulation sera variable selon les lignes, allant de un train sur deux sur le RER A à un sur trois sur le RER B et un sur cinq sur le RER C, selon les prévisions de la direction de la SNCF qui anticipe en revanche un trafic «normal» lundi après 19h, contrairement aux précédentes mises en garde du PDG Guillaume Pepy. Liberation.fr1 avril 2018

- SNCF: "mardi noir" et risque de "cristallisation" pour la presse - AFP 02.04

Le "mardi noir" promis dans les transports en raison d'une grève SNCF qui s'annonce "très pénalisante" pour les voyageurs, porte aussi en germe un risque de "cristallisation" des mécontentements, commente la presse de lundi.

"Préparez-vous à un mardi noir" titre sans détour Le Parisien qui note que "de mémoire de cheminots (et d'usagers), rarement une grève aura autant mobilisé parmi les salariés de la SNCF".

"La première salve du mouvement devrait être très pénalisante pour les usagers de la SNCF" avec un taux de gréviste atteignant 77% chez les seuls conducteurs, annonce Le Figaro.

"Avec une moyenne d'un TGV sur huit et d'un TER sur cinq en circulation, les cheminots ont montré leur grande capacité à se mobiliser pour défendre leur statut et s'opposer à l'ouverture du trafic ferroviaire à la concurrence", commente Laurent Bodin dans L'Alsace.

"Une grève dure se gère. Une grève qui dure beaucoup moins", prophétise Hervé Chabaud dans L'Union.

D'où une mise sous pression du gouvernement qui "aurait tort de sous-estimer le malaise", insiste Christine Clerc dans Le Télégramme. "À la ministre des Transports qui lance +C'est quoi, le problème ?+, on a envie de répondre : +Une mondialisation qui aggrave les inégalités+."

Dominique Garraud fait valoir dans La Charente libre que "dans un climat social plus tendu que jamais depuis les débuts de la présidence Macron, les risques de cristallisation des mécontentements sont réels tant à l'université que dans le secteur de l'énergie où une grève calquée sur celle de la SNCF est déjà programmée par la CGT".

Au final, l'arbitrage du conflit reviendra à l'opinion, assure Yves Harté dans Sud-Ouest: "la France est fatiguée. Qui la fatiguera le plus ? Une centrale syndicale tenant mordicus à ses vieux bastions et sa grève perlée de trois mois qui va accabler les usagers ? Ou la jeune volonté élyséenne de tourner définitivement une page ?" AFP 02.04

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- Philippot "tend la main" à Guaino, Lassalle, Todd ou Onfray - AFP 02.04

Le président des Patriotes Florian Philippot a déclaré dimanche qu'il tendait "fraternellement la main" à Henri Guaino, Jean Lassalle mais aussi aux intellectuels Emmanuel Todd et Michel Onfray, car "il y a urgence à se rassembler pour la France". AFP 02.04

A propos d'Emmanuel Todd.

Tout est dit ici : "il va bien falloir qu'un jour les gens d'en haut et les gens d'en bas arrivent à un nouveau pacte social". (Source : 11"30' [Vidéo] Alain Badiou et Emmanuel Todd 2017 - Les-Crises 17 mars 2018)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

1- Israël rejette toute enquête indépendante sur les violences à Gaza - AFP 02.04

Israël a rejeté les appels internationaux à une enquête indépendante après la mort vendredi de 16 Palestiniens tués par l'armée israélienne lors d'une manifestation organisée le long de la frontière entre Gaza et l'Etat hébreu.

Vendredi a été la journée la plus meurtrière dans la bande de Gaza depuis la guerre de 2014: 16 Palestiniens ont été tués et plus de 1.400 blessés, dont 758 par des tirs à balles réelles, selon le ministère de la Santé dans l'enclave.

Les Palestiniens accusent les soldats israéliens d'avoir tiré sur des manifestants qui ne représentaient aucun danger immédiat.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ainsi que la représentante de la diplomatie européenne Federica Mogherini, ont réclamé une "enquête indépendante" sur l'usage par Israël de balles réelles, une demande rejetée par l'Etat hébreu.

Les Etats-Unis ont en revanche bloqué samedi soir un projet de déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU appelant "toutes les parties à la retenue et à prévenir toute escalade supplémentaire" et demandant une enquête sur les affrontements.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a également rejeté toutes les critiques et affiché son soutien à l'armée, en félicitant ses soldats.

Il a dénoncé dimanche les "leçons de morale" du président turc Recep Tayyip Erdogan qui avait accusé la veille Israël d'avoir commis une "attaque inhumaine".

"L'armée la plus éthique du monde n'a pas de leçons de morale à recevoir de la part de celui qui bombarde des civils sans discernement depuis des années", a-t-il écrit sur son compte Twitter.

"Hé Netanyahu! Tu es un occupant! (...) En même temps, tu es un terroriste", a riposté dans la foulée le président turc.

Cette protestation, censée durer six semaines, vise à réclamer "le droit au retour" des Palestiniens qui, par centaines de milliers, ont été chassés de leurs terres ou ont fui lors de la guerre ayant suivi la création d'Israël en 1948.

L'armée israélienne a ouvert le feu sur les manifestants qui s'étaient approchés à quelques centaines de mètres de la clôture ultra-sécurisée. AFP 02.04

2- Erdogan qualifie Netanyahu de "terroriste" après les morts à Gaza - Reuters 1 avril 2018

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a qualifié dimanche le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de "terroriste", prolongeant une joute verbale entamée à la suite de la mort de 15 Palestiniens vendredi dans la bande de Gaza.

"Hé Nétanyahou ! Tu es un occupant ! Et c'est en tant qu'occupant que tu es sur ces terres. En même temps, tu es un terroriste", a déclaré M. Erdogan, dans un discours télévisé devant ses partisans à Adana (sud de la Turquie). (euronews 1 avril 2018)

" Ce que tu fais aux Palestiniens opprimés sera inscrit dans l'histoire et nous ne l'oublierons jamais", a-t-il poursuivi, ajoutant que "le peuple israélien est mal à l'aise avec ce que tu fais". "Nous, nous ne sommes coupables d'aucun acte d'occupation", a-t-il également affirmé. (euronews 1 avril 2018)

Le gouvernement israélien a défendu l'action de son armée, assurant que la majorité des victimes étaient des combattants du Hamas ou d'autres groupes armés, et Benjamin Netanyahu a estimé sur Twitter que Tsahal n'avait "pas de leçon à recevoir de la part de gens qui bombardent aveuglément depuis des années des populations civiles", en allusion à la Turquie. (La citation est tronquée et falsifiée, Nétanyahou avait affirmé que "l'armée la plus éthique du monde n'a pas de leçons de morale à recevoir de la part de celui qui bombarde des civils sans discernement depuis des années". - source : euronews 1 avril 2018 - LVOG)

Recep Tayyip Erdogan est revenu à la charge dimanche pendant un discours devant ses partisans: "Nous ne sommes pas frappés de la honte des envahisseurs, Netanyahu. Vous êtes un envahisseur et vous êtes présent sur ces terres en tant qu'envahisseur. En même temps, vous êtes un terroriste."

Dans un autre discours, le président turc a ajouté: "Vous êtes un Etat terroriste. Tout le monde sait ce que vous avez fait à Gaza et ce que vous avez fait à Jérusalem. Il n'y a personne qui vous aime dans le monde." Reuters 1 avril 2018

Costa Rica

- Costa Rica: le candidat de centre gauche Carlos Alvarado vainqueur de la présidentielle - AFP 01.04

Le candidat de centre gauche Carlos Alvarado a largement remporté dimanche le second tour de la présidentielle au Costa Rica, dans un pays plus divisé que jamais sur le mariage gay et la religion.

Avec 60,7% des voix, selon des résultats portant sur plus de 95% des voix annoncés officiellement dimanche soir, cett ex-ministre du Travail de 38 ans devance son adversaire, le pasteur évangéliste Fabricio Alvarado (sans lien de parenté), qui a obtenu 39,3%.

Les deux candidats, sans lien de parenté mais tous deux d'anciens journalistes aimant pousser la chansonnette, étaient au coude-à-coude dans les sondages.

A la différence de son opposant, également ancien député et candidat du parti Restauration nationale (RN, évangélique), vedette de la musique chrétienne, le candidat du Parti action citoyenne (PAC, la formation au pouvoir) préfère le rock et a appartenu à un groupe dans sa jeunesse.

Le Costa Rica est considéré comme un des pays les plus progressistes de la région, avec un taux d'alphabétisation de 97,5% et un investissement supérieur à 7% du PIB dans l'éducation, selon l'Unesco. AFP 01.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Air France: l'intersyndicale annonce une nouvelle grève les 10 et 11 avril - AFP 02.04

L'intersyndicale d'Air France, en conflit salarial avec la direction depuis février, a annoncé dimanche une nouvelle grève, cette fois de deux jours, les 10 et 11 avril, a-t-on appris de sources syndicales. AFP 02.04

ECONOMIE

Chine

1- Guerre commerciale: la Chine répond aux États-Unis en taxant 128 produits américains - Le HuffPost 02.04

La Chine a annoncé lundi 2 avril des mesures de rétorsion contre les importations américaines en imposant des taxes sur 128 produits, d'une valeur de trois milliards de dollars, en réplique aux taxes américaines sur l'acier et l'aluminium, selon l'agence de presse Chine nouvelle.

Pékin avait prévenu le mois dernier qu'il envisageait l'imposition de ces taxes, faisant craindre le déclenchement d'une guerre commerciale entre les deux géants économiques mondiaux. Les nouvelles taxes chinoises, imposées par la commission chargée des tarifs douaniers au sein du Conseil d'État (gouvernement), portent sur des produits divers allant des fruits à la viande de porc.

Mais jusqu'à présent, Pékin a pris soin de ne pas s'attaquer à des produits agricoles majeurs, tels le soja, ou à des compagnies industrielles importantes telles que le géant Boeing, domaines qui, désormais, devraient également être ciblées, estime le quotidien officiel Global Times. Le journal nationaliste écrivait dans un éditorial la semaine dernière que la Chine "a presque achevé sa liste de tarifs de rétorsion sur les produits américains et va la rendre publique prochainement".

"La liste portera sur des importations majeures chinoises en provenance des États-Unis", notait le journal. Cette décision "va porter un coup sérieux à Washington qui agite d'une manière agressive le bâton de la guerre commerciale et les États-Unis vont payer le prix de leur politique commerciale radicale envers la Chine", assurait Global Times.

En dépit de cette rhétorique, le ministre américain du Commerce, Wilbur Ross, a fait valoir jeudi dernier que les nouvelles sanctions américaines étaient avant tout un "prélude à une série de négociations". Washington déplore un déficit commercial colossal avec Pékin (375,2 milliards de dollars en 2017, selon les douanes chinoises).

Mais le Global Times, sans dévoiler ses sources, estime que les États-Unis ont émis "certaines demandes déraisonnables" dans leur tentative de forcer la Chine à accepter un compromis. "C'était naïf. Avec sa force commerciale, la Chine a tenu bon", a affirmé le journal. Le HuffPost 02.04

2- La Chine va investir l'équivalent de 50 milliards d'euros pour lutter contre la pauvreté - LeParisien.fr
1 avril 2018

La Banque chinoise de développement (CDB) va consacrer près de 51 milliards d'euros en 2018 pour lutter contre la pauvreté dans le pays. La CDB, selon l'agence de presse Chine nouvelle, va financer des projets d'infrastructures, de relogement, de développement d'industries locales, de santé et d'éducation dans les régions dont le développement économique est le plus faible.

Cette lutte contre la pauvreté a été érigée par le président Xi Jinping au rang des priorités, au même titre que la prévention des risques et la lutte contre la pollution.

Cet effort financier, selon le gouvernement, doit permettre d'éliminer « totalement » la pauvreté dans le pays d'ici à 2020 et de réduire le nombre de pauvres dans les zones rurales de plus de 10 millions dès cette année.

Pour y parvenir, le gouvernement chinois devrait pousser 2,8 millions de personnes à déménager pour être transférées hors de « zones inhospitalières ».

Selon Chine nouvelle, 68,5 millions d'habitants des zones rurales sont sortis de la pauvreté entre 2012 et 2017. Au niveau national, le taux de pauvreté serait tombé de 10,2 % à 3,1 %. LeParisien.fr 1 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 3 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf. \(16 pages\)](#)

Je ne propose plus au téléchargement que des articles significatifs. Par ailleurs je reproduis intégralement certains articles dans la causerie, tandis que d'autres font parfois l'objet de coupures, soit par ce que ces passages sont longs et insignifiants, soit parce qu'ils consistent à distiller l'idéologie de la classe dominante plus ou moins ouvertement ou insidieusement sous l'influence de laquelle se trouvent leurs rédacteurs, et pourraient détourner l'attention des lecteurs ou les induire en erreur.

N'y voyez pas une tentative de manipulation de ma part, mais plutôt une précaution à l'usage de ceux qui n'ont pas acquis un esprit critique bien aiguisé, d'autant plus qu'en publiant ces articles, bien que je sois animé de bonnes intentions ou que je sois incorruptible, je ne tiens pas à me faire même involontairement le complice de la propagande officielle.

Ici nous menons un combat politique, nous affichons la couleur si je puis dire, personne n'est pris au dépourvu ou en traître. Partant de là, nous n'avons pas à colporter la propagande de nos ennemis. Et qu'on ne vienne pas nous opposer la pluralité de l'information ou je ne sais quel argument démagogique pour nous accuser ensuite de parti pris, puisque nous revendiquons notre engagement politique et l'idéologie qui l'accompagne. Tout doit être absolument clair entre nous, et si cela ne l'était pas dans la tête de certains lecteurs, je n'y pourrais rien.

Et voyez comme quoi je respecte les lecteurs ou les militants, je ne dis pas qu'ils en porteraient la responsabilité, parce que je sais qu'ils seraient davantage victimes d'une confusion ou d'a priori inconscients, plutôt qu'animés de mauvaises intentions, donc il serait stupide de les accabler ou de porter un jugement sur leur attitude, sachant par ailleurs quelles peuvent en être les origines.

On essaie de faire pour le mieux avec le peu de moyen et de temps dont on dispose.

[Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.](#)

Le mensonge : une règle devenue institutionnelle par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Les peuples ont été conditionnés pour accepter les pires déformations de la vérité. Tout a été fait habilement pour désintéresser les citoyens de l'actualité et faire en sorte qu'ils ne puissent pas se rendre compte de cette exceptionnelle et permanente déformation de la vérité. C'est ce que disait prémonitoirement Orwell dans « 1984 ».

Les peuples continuent de penser à tort que l'Occident est synonyme de « démocratie », car la propagande ne cesse de répéter en boucle ce mensonge fondamental sous toutes les formes.

L'Occident n'a rien, dans ses structures, dans ses modes de fonctionnement, dans ses bases, dans ses présupposés, quelque chose qui pourrait avoir un lien quelconque avec la « démocratie ».

Les peuples ont été conditionnés pour accepter les pires déformations de la vérité. Tout a été fait habilement pour désintéresser les citoyens de l'actualité et faire en sorte qu'ils ne puissent pas se rendre compte de cette exceptionnelle et permanente déformation de la vérité. C'est ce que disait prémonitoirement Orwell dans « 1984 ».

Les peuples continuent de penser à tort que l'Occident est synonyme de « démocratie », car la propagande ne cesse de répéter en boucle ce mensonge fondamental sous toutes les formes.

L'Occident n'a rien, dans ses structures, dans ses modes de fonctionnement, dans ses bases, dans ses présupposés, quelque chose qui pourrait avoir un lien quelconque avec la « démocratie ». L'Occident est essentiellement « théocratique » puisque les sociétés qui le composent sont toutes construites sur une matrice « pontificaliste théocratique » du droit, même lorsqu'elles sont laïques. C'est cette matrice qui donne légitimité à tous les États existants dans le groupe occidental dirigé, manipulé, conditionné par une « médiacratie » au service de cette « théocratie » et incarnant ainsi sa visibilité qui, sans la « médiacratie », aurait eu trop de mal à s'imposer...

Les grands médias sont aux mains d'une oligarchie totalitaire au service exclusif de la religion de marché. Le dieu de la théocratie occidentale, c'est la « Haute-Finance », le profit, l'argent pour l'argent, le capital sacralisé et parasitaire, sa cause suprême, sa volonté inflexible...

Les médias « officiels » ne sont plus là pour être des « contre-pouvoirs », pour contrôler et dénoncer les abus de l'oligarchie politique, ils sont là pour conduire le char endiablé de l'argent roi, prince, empereur, tyran, esclavagiste, entraîné par les attelages de l'oligarchie politique pour le profit exclusif des plus riches en façonnant sans arrêt la légitimité des dominants exploitant des dominés maltraités et réduits aux conditions pitoyables de la survie.

Cette « médiacratie » dirige le monde actuel par le mensonge et la manipulation des peuples dressés à écouter religieusement les prêches fanatiques du sectarisme journalistique « collabo », dédié corps et âmes, à la cause du fascisme ultra libéral, idéologie régnante et dominante en Occident, converti de force à cette nouvelle religion de l'arriération mentale proclamée comme idéal et comme « valeur » à promouvoir avec ardeur en utilisant les menaces et les sanctions à la mode!

Ces entités commerciales médiatiques, façonnent notre monde orwellien. Ce sont elles qui décident quel homme (serviteur) politique sera placé d'office à la tête de tel pays. Macron est à l'Élysée parce que la « médiacratie » en a décidé ainsi. Ce n'est pas le peuple Français « souverain » qui a voulu cette mascarade à la Présidence française. Ce n'est pas le peuple Espagnol qui a voulu Rajoy à la Présidence du Gouvernement de leur pays. Ce ne sont pas les peuples Européens qui ont voulu unanimement se soumettre à la dictature de l'armée d'occupation de l'OTAN en lui donnant aujourd'hui le droit de circuler librement dans tous les pays de l'UE, en lui donnant le droit de les conduire comme un troupeau de moutons à l'abattoir, en se permettant de provoquer la Russie en leur nom, parce que ce pays souverain refuse « l'alignement » et la « soumission » à l'idéologie dominante récitée par la « médiacratie » au service du totalitarisme financier ultra libéral régnant sans partage sur l'Occident, affirmant sa volonté tyrannique d'absorber l'Orient !

Tous les pouvoirs politiques d'Occident sont agenouillés aujourd'hui devant le Grand Prêtre du Sanhédrin médiatique et participent à son culte liturgique dédié au dieu de l'argent, le veau d'or, le dieu du marché, récitant le catéchisme de l'idéologie fasciste ultra libérale, seule autorisée par l'Église « médiacrate » de l'Occident, sous peine d'hérésie appelée couramment le « complotisme » des nouveaux mécréants !

Dans le contexte global, la « médiacratie » est un contrôle des perceptions. Dans ce « ministère de la vérité », le journalisme « collabo » travaille à la modification permanente des informations pour les rendre compatibles avec l'idéologie dominante et pour une écoute soumise des dominés. Lorsque cette « médiacratie » ment ouvertement aux peuples soumis, elle répète en boucle que son mensonge est devenu la vérité. Chaque fois que quelqu'un voudra vérifier les sources, il trouvera des archives qui auront été elles-mêmes manipulées et transformées pour qu'elles soient conformes à la « vérité idéologique quasi révélée » de la nouvelle religion ultra libérale servie par l'Église médiatique via ses exécutants, les oligarchies politiques.

Toute concurrence ou toute dissidence informationnelle, est aussitôt écrasée par le totalitarisme « médiacrate » entre les mains d'une poignée de milliardaires faisant la pluie et le beau temps sur les peuples dressés à leur soumission.

Ces gigantesques corporations n'ont aucun compte à rendre aux peuples. Pourtant, aucun politique ne peut arriver au pouvoir sans la bénédiction et le bon vouloir de la « médiacratie » dominante qui va financer les campagnes électorales de ses poulains et veiller attentivement à ce que tous les concurrents exogènes soient éliminés par le jeu pipé des sondages bidons et le pilonnage intensif de la propagande pour le candidat déjà élu par les décideurs « médiocrates » tout puissants. Une multitude de magazines vont inonder les kiosques. La tête du candidat pré-élu par le pouvoir médiatique va apparaître en première page de ces multiples magazines, donnant l'impression d'une formidable diversité journalistique ! En réalité, l'ensemble de la presse écrite et parlée est au diapason du système favorisant le candidat qui paraîtra ainsi faire l'unanimité des opinions électorales, alors que cette multitude de magazines est la propriété d'une poignée de milliardaires, les mêmes qui tirent les ficelles de toute cette organisation du bluff et de la manipulation... Les élections ou réélections de Bush, Obama, Trump aux USA, de Merkel en Allemagne, de Sarkozy remplacé par les « Young leaders » de la « French-American Foundation », Hollande et Macron en France, de Blair, Johnson, May au Royaume Uni, de Netanyahu en Israël...etc., ont bel et bien été le résultat de la volonté d'une « médiacratie » partout au pouvoir et porte-parole de la Finance internationale tapie dans l'ombre... Voilà où nous en sommes!

Aujourd'hui, l'affaire Skripal est liée à l'échec des attaques chimiques sous faux drapeaux en Syrie, déjouées par les Russes qui ont mis en échec l'exploitation politique crapuleuse de cet odieux mensonge ! La coalition occidentale de Doha voulait à tout prix exploiter ce filon de la manipulation et du mensonge criminels dans le but de parvenir coûte que coûte à ses fins contre Bachar El Assad. Les Russes devaient donc être très sévèrement punis en créant ex nihilo un casus belli parfaitement arbitraire, chef-d'œuvre du mensonge et de la manipulation, puisqu'il est hors de question que le Royaume Uni apporte quelque preuve que ce soit de ses accusations fantaisistes, pour la simple raison évidente que ces preuves d'une culpabilité de la Russie n'existent pas!

Boris Johnson, Theresa May et Gavin Williamson possédaient les tares nécessaires à l'orchestration d'une telle complicité dans le Mal gratuit, gravissime et menaçant directement l'avenir de tous les peuples européens. Une telle inconscience à provoquer une guerre contre la Russie, puissance nucléaire dont la technologie se trouve plus avancée que celle de l'OTAN, reste incompréhensible et révoltante.

Si elles avaient existées, ces preuves, il était donc dans l'intérêt de l'Occident de s'en servir ! Pourquoi ne s'en sert-il pas ? La particularité première du mensonge, c'est qu'il se moque ouvertement des gens qu'il abuse. Les peuples dans leur ensemble sont clairement pris pour des idiots par ces criminels au pouvoir et le comble c'est que si nous refusons d'être pris pour des idiots, nous sommes aussitôt traités de « complotistes »! Le bal des expulsions de diplomates Russes est un spectacle dérisoire orchestré par un Occident puéril, mesquin, faux-cul, irresponsable, pathétique et pitoyable! Nous devons tous avoir honte, comme européens, Canadiens et étasuniens, d'être dans le camp de cet Occident minable et menteur, dégénéré et résolument criminel...

A propos de la Syrie, les mensonges de la coalition de Doha (USA, Israël, Arabie Saoudite, Qatar, Turquie, France, Angleterre, OTAN) sont désormais largement connus, puisqu'ils ont été déjoués par la victoire du peuple Syrien, son armée de conscrits aidée par la Russie, le Hezbollah, l'Iran et les milices Kurdes aujourd'hui trahies à leur tour par la perversion de la coalition de Doha qui les avait utilisées dans sa stratégie reptilienne contre la Syrie...

Après ce coup d'éclat de la bêtise humaine et de l'hypocrisie, les USA ayant renvoyé 60 diplomates Russes, menacent maintenant de sanctions les entreprises européennes impliquées dans le projet de gazoduc russe.

Ensuite, Macron ayant vendu les industries de pointe françaises aux rapaces des USA, nous apprenons que la France vendue et trahie par ce gamin irresponsable, ne peut même plus construire un seul sous-marin à propulsion nucléaire sans l'autorisation de Washington!

Aujourd'hui, tous les pays européens sont au service de la stratégie américaine et protègent les intérêts étasuniens au détriment de leurs propres intérêts. Ils sont vassalisés, colonisés, soumis, enchaînés, bâillonnés et menacés de sanctions s'ils n'exécutent pas les volontés criminelles de « l'État profond » des USA. L'OTAN fait la loi en Europe et s'apprête à faire circuler ses armées d'occupation librement sur tout le territoire de l'Union Européenne, sans avoir besoin de n'en demander la permission à personne! (...) Mondialisation.ca, 02 avril 2018

- Srda Popovic et autres « révolutionnaires étasuniens » par Ahmed Bensaada et Dragana Trifkovic
- Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Entretien avec Ahmed Bensaada, auteur de : « Arabesque\$. Enquête sur le rôle des États-Unis dans les révoltes arabes », Éditions Investig'Action, Bruxelles (2015); Éditions ANEP, Alger (2016)

Dragana Trifkovic, pour le magazine serbe « Geopolitika » (Mars 2018)

1. Vous avez étudié la méthodologie des soi-disant révolutions non violentes, qui ont provoqué de nombreux conflits dans le monde. Vous avez écrit un livre à ce sujet (« Arabesque\$ »). Comment est-ce que vous vous êtes intéressé à ce sujet et comment êtes-vous arrivé aux premières conclusions y concernant ?

A.B. : Je me suis d'abord intéressé à ce sujet en 2009, lors des immenses manifestations qui ont secoué l'Iran. Mais c'est surtout en voyant les manifestants égyptiens, en 2011, brandissant des banderoles affichant un poing fermé que j'ai été convaincu de la relation entre les révolutions colorées et les révoltes au Moyen-Orient. En effet, il s'agissait du poing d' « Otpor », le mouvement qui avait réussi à faire tomber le président serbe Slobodan Milošević en 2000. Et cela n'était pas une simple coïncidence : mes recherches subséquentes l'ont démontré.

2. Qui, selon vous, a créé la méthodologie des révolutions colorées ? Et avec quel but ?

A.B. : Cette méthodologie a été conçue par le philosophe américain Gene Sharp, spécialiste de ce qu'il a baptisé « méthodes de résistance non violentes dans les conflits ». Le but recherché était, théoriquement, de transformer des régimes dictatoriaux en pays démocratiques avec des méthodes non militaires, basées sur la non-violence. En réalité, ces méthodes ont été exclusivement utilisées par l'administration américaine pour déstabiliser des gouvernements qui étaient contre les intérêts

américains. C'est Robert Helvey, un ancien colonel de l'armée américaine, agent spécial de la CIA et expert en opérations clandestines qui s'est initialement chargé de l'application sur le terrain des théories « sharpiennes ».

3. En Serbie, le 5 octobre 2000, l'une des premières révolutions colorées modernes avait été organisée, qui a causé le changement du régime. Pourquoi est-ce que c'est arrivé en Serbie et est-ce que la Serbie est devenue plus tard le principal modèle des révolutions colorées ?

A.B. : En fait, la première fois que la méthode de résistance non violente a été pratiquement utilisée, ce fut en Birmanie. Entre 1992 et 1998, Helvey entreprit quinze voyages en Birmanie pour y enseigner la théorie de Gene Sharp. Ce dernier, en personne, y entra clandestinement pour rencontrer les révolutionnaires birmans. Cependant, tous les efforts déployés se soldèrent par un cuisant échec. Helvey rencontra ensuite les activistes d'Otpor en 2000 et leur offrit formation et financement. De son propre aveu, il reconnut que les États-Unis avaient fourni 25 millions de \$ aux militants d'Otpor.

Il est vrai que la révolution « bulldozer », menée par Otpor, a été la première réussite du couple Sharp-Helvey. C'était la première fois qu'on passait de la théorie à la pratique. La jeunesse des activistes, la fougue des manifestants, l'apparente spontanéité des événements, le choix intelligent des slogans, l'utilisation judicieuse des médias, bref l'utilisation à la lettre des principes de la théorie de Gene Sharp, ont été à l'origine de cet éclatant succès. Ensuite, la méthode a été exportée vers d'autres pays de l'Est, au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

4. Lors de notre rencontre, on avait parlé d'Otpor. Vous connaissez les activités de Srdja Popovic, qui, d'une manière ou d'une autre, est devenu très connu parmi les activistes en Moyen Orient. Que pouvez-vous nous dire concernant les activités de CANVAS ?

A.B. : Srdja Popovic est le visage public de CANVAS, un centre de formation des « révolutionnaires en herbe » situé à Belgrade et fondé par d'anciens activistes d'Otpor. Il connaît Helvey et Sharp en personne. Helvey a dit de lui : « Dès que je l'ai vu, je savais que ce mec était un des leaders ». Il s'est inspiré des travaux de Sharp pour écrire, avec ses camarades d'Otpor, le manuel « La lutte non violente en 50 points » qui mentionne 199 méthodes d'actions non violentes. Ce livre a été traduit en plusieurs langues. Chaque langue donne une idée des pays où il a été utilisé.

Popovic donnent de nombreuses conférences à travers le monde, prônant la révolution non violente et la démocratisation « made in USA ». Il faut dire que CANVAS est financé par les organismes américains spécialisés dans l'«exportation» de la démocratie : Freedom House, l'Open Society Institute (OSI) du milliardaire américain George Soros, la National Endowment for Democracy (NED) et l'International Republican Institute (IRI) du sénateur John McCain.

C'est grâce à CANVAS que les révolutions colorées se sont étendues aux ex-Républiques soviétiques : la Géorgie (2003), l'Ukraine (2004) et le Kirghizistan (2005). Forts de leur expérience dans la déstabilisation des régimes autoritaires, leur savoir-faire a été utilisé au Moyen-Orient (Liban 2005, Iran 2009) et dans ce qui est communément appelé le « printemps » arabe (2011). Bien entendu, la « vague » CANVAS a été utilisé dans d'autres pays, surtout ceux qui ne sont pas en odeur de sainteté avec les États-Unis comme le Venezuela.

5. Il y a deux ans, CANVAS a été reconnu comme une organisation terroriste dans les Émirats Arabes Unis. Même si Srdja Popovic considère que son activisme est normal, il est évident que ce n'est pas l'opinion de tout le monde. Comment est-ce qu'un Etat peut combattre les actions d'une organisation et des individus qui s'immiscent directement dans les affaires internes des pays souverains ?

A.B. : En 2011, Srdja Popovic s'est publiquement vanté que CANVAS « travaillait » dans 37 pays à travers le monde.

La liste est probablement plus longue aujourd'hui.

Certes, de nombreux pays sont gouvernés par des régimes autocratiques et leurs citoyens ont besoin de plus de de libertés individuelles, de démocratie et une amélioration de leurs conditions socioéconomiques. Cependant, CANVAS et Popovic ne se rendent pas compte que leur organisation ne sert que les intérêts des organismes qui les financent et du pays qui les soutient. Les relations entre les pays ne sont pas dictées par une quelconque philanthropie, mais par des intérêts économiques ou politiques. Les millions de dollars dépensés dans la promotion de la démocratie doivent profiter à la sécurité et au bien-être général des États-Unis. Allan Weinstein, un des fondateurs de la NED, a déclaré que beaucoup de ce que fait actuellement la NED se faisait secrètement auparavant par la CIA.

D'autre part, si on regarde le résultat des révolutions colorées dans les anciens pays de l'Est ou ce qui s'est passé dans les pays arabes lors de ce mal nommé « printemps » arabe, il est clair qu'il s'agit d'un fiasco sur tous les plans. Les activistes et cyberactivistes qui ont mené les manifestations contre les gouvernements ont été balayés de la scène politique pour laisser la place aux forces politiques en place. Ces révoltes ne sont en fait que des coups d'état qui laissent les pays dans le chaos. La Libye, la Syrie et le Yémen en sont des exemples pédagogiques. Ces révoltes ne sont pas des « révolutions » car aucun changement idéologique ne les sous-tend. Les organismes étrangers se sont servis de la fougue et de la détermination de la jeunesse des pays visés en leur inculquant des slogans vertueux pour lesquels personne ne peut être contre. Le

romantisme révolutionnaire de la jeunesse a fait le reste.

6. Le Printemps arabe est le terme qui désigne une série de révolutions au Moyen Orient, qui ont causé des changements de régimes, mais également la guerre meurtrière en Syrie. Selon vous, quelle est la cause de ces révolutions ? Sont-elles nées de manière spontanée ou est-ce qu'elles ont été planifiées ? Qui avait son intérêt dans la déstabilisation en Moyen Orient ?

A.B. : Le « printemps » arabe est un terme fallacieux avec lequel les Occidentaux ont baptisé la série de révoltes populaires qui a ébranlé les rues arabes fin 2010, début 2011 et qui continue encore, avec tous les malheurs qui l'ont accompagné.

Le terme exact devrait être « hiver » ou « chaos » arabe. Jamais la situation des pays arabes n'a été aussi désastreuse. Des pays détruits, des morts par centaines de milliers, des réfugiés par millions et des pertes économiques en milliards de dollars. Sans compter le coût psychologique, les animosités intercommunautaires et la fuite des cerveaux.

Il est vrai que les pays arabes sont un terreau fertile pour les révoltes. Richesses mal distribuées, manque de libertés, régimes autocratiques, problèmes économiques, etc.

Mais comme expliqué précédemment, ce « printemps » n'a rien de spontané. Les activistes syriens comme Ausama Monajed ont été en relation avec Gene Sharp et financés par les mêmes organismes qui ont supporté Otpor. Le Syrien Radwan Ziadeh, (membre du Conseil National Syrien – CNS – tout comme Monajed) a été financé par la NED ; l'Égyptien Mohamed Adel a été formé par CANVAS à Belgrade en 2009. Sa formation et celle de d'autres cyberactivistes égyptiens a été payée par Freedom House. Ce ne sont que des exemples : vous trouverez dans mon livre « Arabesque\$ » plus de détails sur de nombreux autres cyberactivistes arabes et leur relation avec CANVAS.

Le « printemps » arabe a aussi montré que lorsque les méthodes « non violentes » n'atteignent pas rapidement leur but, les puissances occidentales (et en particulier les États-Unis) passent aux méthodes classiques en fomentant des guerres civiles aux conséquences dramatiques. C'est ce qui s'est passé en Libye, au Yémen et encore aujourd'hui en Syrie.

En ce qui concerne la déstabilisation du Moyen-Orient, elle fait partie du projet américain du « Grand Moyen-Orient ». Initialement conçu par Oded Yinon (en 1982), un responsable israélien, il a été repris par les faucons néoconservateurs américains. D'abord avec l'administration Bush père, puis celle de son fils. Depuis, plusieurs plans de découpage du monde arabe ont été proposés par des officiels américains. Selon Oded Yinon, son plan a pour objectif de « défaire tous les États arabes existants et de réorganiser l'ensemble de la région en petites entités fragiles, plus malléables et incapables d'affronter les Israéliens ». Nous voyons actuellement ce plan à l'œuvre en Irak, en Libye, au Yémen, en Syrie et il est bien trop tard pour le Soudan.

7. Parlons également du sujet de l'Ukraine, puisque là-bas aussi avait été organisé un coup d'Etat, suivi par un conflit armé. Qui est responsable de Maïdan et qui avait besoin d'un conflit en Ukraine ?

A.B. : J'ai consacré quelques articles à l'Euromaïdan où j'ai montré que ce qui s'est passé en Ukraine en 2013-2014 n'était qu'un prolongement de la révolution « orange ». Comme expliqué auparavant, ce sont les Serbes d'Otpor et l'appui massif des organismes américains d'exportation de la démocratie qui ont aidé les dissidents ukrainiens à faire leur « révolution ». En effet, en 2004, la révolte a réussi à placer des dirigeants pro-américains à la tête de l'État ukrainien : Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko. Mais lorsque le candidat pro-russe, Viktor Ianoukovytch, gagna largement les élections de 2010, cela souleva l'ire des pays occidentaux, pourtant si friands de démocratie électorale. Comme les méthodes non violentes n'ont pas donné, de la même manière qu'en 2004, le résultat escompté, on est rapidement passé aux méthodes violentes comme en Libye, en Syrie ou au Yémen. Durant l'Euromaïdan, ce sont les groupes néonazis ukrainiens qui ont été utilisés, armés, financés et « protégés » par les médias « mainstream ». L'ingérence occidentale durant ces événements a été obscène et indigne de toutes les valeurs vantées et célébrées en Occident. Tout a été fait pour que le coup d'état contre Ianoukovytch réussisse afin que l'Ukraine se tourne politiquement vers l'Occident et que les bases militaires de l'OTAN fleurissent sur la frontière ukraino-russe. Une situation qu'aucun pays de l'Ouest n'aurait acceptée, en particulier les États-Unis. Qui ne se souvient pas de la crise des missiles de Cuba ?

8. Les États-Unis accusent la Russie d'un comportement agressif et ils considèrent que la Russie représente un danger pour l'Europe. Quand on regarde la carte du monde, on peut voir que la Russie est encerclée par les bases américaines et de l'OTAN, ce qui ne corrobore pas ces affirmations. Que pensez-vous de la politique des affaires étrangères de la Russie ?

A.B. : Contrairement à ce qui est claironné par les médias occidentaux, dans les dossiers de l'Ukraine et de la Syrie, le comportement agressif est à mettre à l'actif des États-Unis et des pays européens.

Alors que la Russie avait octroyé une aide conséquente à l'Ukraine avant l'Euromaïdan, les puissances occidentales n'ont offert que des broutilles à ce pays.

Si l'Ukraine est bien loin d'une adhésion à l'Union Européenne et que les défenseurs occidentaux de sa « révolution » ne mettent

pas la main à la poche, tout semble indiquer que ce pays n'est qu'un « cheval de Troie » pour gêner la Russie qui prend trop de place et beaucoup d'aisance dans les enjeux internationaux, à l'instar de son rôle dans le conflit syrien. Une façon comme une autre d'ouvrir une nouvelle ère de guerre froide.

Dans le dossier syrien, la Russie est du côté du droit international et combat efficacement le terrorisme djihadiste. Et qui a financé et armé (directement ou indirectement) les dissidents et les djihadistes syriens ? Les Occidentaux et leurs vassaux que sont les pays du Golfe, bien évidemment. Sans l'intervention de la Russie, la Syrie serait maintenant un pays dépecé, gouverné par des hordes sanguinaires surgies d'un autre temps.

9. Donald Trump disait pendant la campagne électorale que les États-Unis devraient se tourner vers soi et qu'ils ne devraient pas s'immiscer dans la politique des autres pays. Cependant, après un certain temps, on peut constater que l'Amérique continue de s'immiscer dans les affaires internes des autres pays, ainsi que dans les relations entre les autres pays. Que pensez-vous de la politique américaine depuis l'arrivée de Trump au poste de président des États-Unis ? Voyez-vous des changements dans la politique des affaires étrangères des États-Unis, ou bien une continuité par rapport au gouvernement précédent de Barack Obama ?

A.B. : C'est un leurre de croire que la politique étrangère américaine se modifie drastiquement avec le changement de présidents. On s'en est rendu compte avec l'avènement du président Obama après le double mandat dramatique du président Bush fils. La politique d'Obama a été aussi sanglante que celle de son prédécesseur sinon pire. Le couple Obama-Clinton a été derrière la catastrophe nommée « printemps » arabe et le couple Obama-Kerry ont soutenu le coup d'État de l'Euromaïdan. À quoi s'attendre avec le président Trump ? Une politique aussi belliqueuse – voire plus – à l'égard des pays qui ne collaborent pas avec l'Oncle Sam, dans la continuation des locataires qui occupent la Maison Blanche depuis des décennies. D'ailleurs, le slogan de Trump n'est-il pas « Make America Great Again » ? Mondialisation.ca, 02 avril 2018

● A télécharger au format pdf

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils osent tout. LREM. Ils n'en ont "rien à foutre" de votre sort et vous le font savoir.](#)

- "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre" : le député LREM Bruno Bonnell embarrasse ses camarades - Franceinfo 2 avril 2018

Dans un long portrait publié dans "Le Monde", le député de la 6e circonscription du Rhône revendique le fait de ne pas recevoir les habitants de sa circonscription et de ne pas participer aux débats dans l'Hémicycle.

Bruno Bonnell aime se faire remarquer. Ce charismatique chef d'entreprise de la région lyonnaise squatte souvent les plateaux de télévision et a même participé à une émission de télé-réalité sur M6. Mais depuis qu'il est devenu député sous l'étiquette de La République en marche, impossible d'obtenir un rendez-vous avec lui dans sa circonscription. "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre, explique-t-il, dans Le Monde. Je ne suis pas là pour faire l'assistante sociale. Pour les places en crèche ou les logements, allez voir ailleurs !"

Dans les médias, en revanche, Bruno Bonnel n'hésite pas à prendre des positions controversées. "On n'entend que ça, le pouvoir d'achat, comme si la vie se résumait au pouvoir d'acheter", a répondu le député à son interlocuteur, le chroniqueur Charles Consigny, avant de se lancer dans une défense des conditions de vie dans l'Hexagone : "En France, les gens sont soignés. En France, les gens peuvent aller à l'école. En France, vous n'avez pas de trous sur la route."

Une attitude qui commence à faire grincer des dents dans les rangs de son propre parti. "J'ai une vie passionnante, je suis un bon client pour les médias et je suis régulièrement cité dans Le Canard enchaîné, ça énerve. Si un député lambda paye sa femme de ménage au black, tout le monde s'en fout", explique-t-il au Monde. Franceinfo 2 avril 2018

[France. Mobilisation sociale.](#)

- L'état du trafic - Liberation.fr 2 avril 2018

Ce mardi, 12 % des TGV, 13 % des Intercités et 6 % des TER circuleront. Alors que 77 % des conducteurs seront en grève, les syndicats dénoncent la prime de 150 euros par mois proposée par la direction de la SNCF aux «cadres opérationnels» pour les inciter à conduire des trains.

A l'appel de la CGT, l'Unsa et la CFDT, la mobilisation qui débute ce mardi pourrait durer jusqu'au 28 juin, au rythme de deux

jours sur cinq. De son côté, SUD Rail a déposé un préavis de grève illimitée qui a débuté lundi à 20 heures.

A Air France, où le conflit est salarial, la direction assure que 75 % des vols seront assurés mardi. Liberation.fr 2 avril 2018
Liberation.fr 2 avril 2018

Du côté de la réaction et ses agents.

- SNCF: Attal (LREM) appelle à sortir "de la gréviculture" - AFP 2 avril 2018

Le porte-parole de LREM, Gabriel Attal, a appelé lundi à "sortir de la gréviculture", disant ne pas comprendre la grève à la SNCF sur une réforme "annoncée depuis un certain temps" et vu les "concessions" gouvernementales.

Gilles Le Gendre, porte-parole des députés LREM, a, lui, jugé sur franceinfo qu'"une moitié de l'entreprise est entraînée dans une grève manifestement par des vocations jusqu'aboutistes". AFP 2 avril 2018

Si c'était le cas, cela en serait fini du régime !

- L'unité syndicale, cible gouvernementale - Liberation.fr 2 avril 2018

Pour fissurer le front uni, l'exécutif pourrait faire quelques concessions. Liberation.fr 2 avril 2018

- SNCF: Berger (CFDT) appelle à discuter pour "éviter un conflit dur" - AFP 2 avril 2018

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a appelé à une rapide discussion entre les syndicats de la SNCF et le gouvernement pour "éviter un conflit dur qu'il ne souhaite pas", lundi au moment où débutait une grève des cheminots qui s'annonce très suivie. AFP 2 avril 2018

Dans le passé, j'ai souvent pris pour cibles ceux qui se lamentaient sur le sort des travailleurs, dès que le gouvernement annonçait une nouvelle mesure antisociale. Sans remettre forcément en cause leurs intentions, j'estimais au contraire que la dégradation de leur condition de travail ou d'existence pouvait contribuer à les détacher du régime, à les aider à rompre à terme avec lui, à préparer les conditions politiques pour renverser le régime, sans quoi notre combat politique n'aurait aucun sens, hormis poursuivre des objectifs purement corporatistes, auquel cas nous tournerions le dos au socialisme...

Et bien ici Berger me donne raison à sa manière, à ceci près que c'est le gouvernement, l'Etat, le régime qu'il entend ménager et non les cheminots dont il n'a rien à foutre.

Mobilisation étudiante.

- Mobilisation des étudiants : "Un élan s'est créé depuis deux semaines", assure la présidente de l'Unef-Paris 1 - Franceinfo 2 avril 2018

Les étudiants sont appelés à participer à la mobilisation sociale mardi, avec les cheminots ou encore les éboueurs. "On sera au maximum dans la rue", prédit Jaspal De Oliveira, à la tête de l'Unef pour l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Franceinfo 2 avril 2018

[La preuve que l'impérialisme français est engagé militairement dans la guerre contre la Syrie.](#)

- La Turquie publie la localisation des cinq bases militaires françaises secrètes en Syrie - Réseau Voltaire 1er avril 2018

L'Agence Anadolu a publié une carte des cinq bases militaires secrètes de la France en Syrie (dont l'usine de Lafarge-Holcim).

L'Agence précise que le 1er RPIMA (régiment parachutiste d'infanterie de Marine) est déployé sur le sol syrien. En outre 30 soldats français supplémentaires sont présents à Rakka et 70 sur divers autres sites.

La présence militaire française en Syrie est illégale au regard du Droit international.

Cette publication constitue un avertissement à la France qui a annoncé soutenir les terroristes du YPG, une organisation kurde pro-atlantiste. Réseau Voltaire 1er avril 2018

- La France renvoie des troupes en Syrie - Réseau Voltaire - 30 mars 2018

Le 29 mars 2018, le président Emmanuel Macron a reçu à une délégation des Forces démocratiques de Syrie. Selon « l'ambassadeur » du « Rojava » à Paris, Khaled Issa, il a annoncé que la France envoie des troupes à Manbij (Syrie).

Les Forces démocratiques de Syrie sont un habillage du PYD, le parti des kurdes pro-atlantistes de Syrie. Pour la forme, la délégation était composée à part égale d'arabes et de kurdes, bien que sur le terrain les FDS soient presque exclusivement des membres du PYD sous encadrement états-unien. Selon l'Élysée, le président Macron a rappelé que la France considérait le PKK turc comme une organisation terroriste, bien que, dans les faits, le PYD soit une excroissance du PKK.

Identiquement, l'idéologie du « Rojava », l'anarchisme, est un habillage visant à la fois à faire oublier le retournement du PKK marxiste-léniniste en un instrument de l'Otan, et à le rendre sympathique aux Occidentaux.

Les Forces spéciales françaises qui étaient présentes dans la ghouta orientale ont été exfiltrées sur ordre du numéro 2 de l'Onu, le faucon Jeffrey Feltman, dans des voitures diplomatiques des Nations unies vers le Liban. Elles seront de retour, plus nombreuses, au Nord de la Syrie. Si leur présence dans la banlieue de Damas était un secret de polichinelle, leur arrivée à Manbij est officieuse, dans la mesure où elle a été annoncée par le PYD, mais non confirmée par l'Élysée.

La présence militaire française est illégale au regard du droit international. Elle est permanente depuis le début de la guerre, en 2011, à l'exception des trois mois de la fin du mandat Sarkozy, soit la période allant de la libération de Baba Amr (Homs) à la conférence des Amis de la Syrie à Paris.

La France d'Emmanuel Macron semble abandonner son soutien aux jihadistes d'al-Qaïda pour se concentrer sur la création d'un « Kurdistan » en territoire arabe, le « Rojava ».

Aux conférences de Versailles (1918) et de Sèvres (1920), les États-Unis soutinrent la création d'un État indépendant pour les populations nomades (« kurdes ») de la vallée de l'Euphrate qui s'étaient sédentarisées en Anatolie après y avoir massacré les chrétiens arméniens (le génocide du sultan Abdulhamid II, puis des Jeunes Turcs). Depuis au moins 1921, la France a repris la revendication d'un État pour les kurdes, mais plus en Turquie.

Les bureaux du « Rojava » à Paris sont aimablement prêtés par Bruno Ledoux, un riche propriétaire de presse (Libération, L'Express, i24news...) lié à Israël. Réseau Voltaire - 30 mars 2018

- Ankara met en garde Paris après son soutien aux terroristes - Réseau Voltaire - 30 mars 2018

Le président Recep Tayyip Erdogan a mis en garde la France, le 30 mars 2018, lors d'un violent discours faisant suite à la rencontre du président Macron avec une délégation du PYD.

Selon l'Élysée, Emmanuel Macron a reçu une délégation des SDF (Forces démocratiques de Syrie), mais cette dénomination n'est qu'un habillage du PYD, l'organisation sœur du PKK turc.

Selon l'ancien chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, le PKK et le PYD, après avoir été des organisations marxistes-léninistes pro-soviétiques et pro-syriennes, sont devenues des groupes anarchistes pro-atlantiques.

Le président Erdogan a souligné que la France accueillait des bureaux du PKK et du PYD à Paris, alors que ces organisations sont responsables d'une multitude d'attentats ayant coûté la vie à 40 000 citoyens turcs. La Turquie n'a pas besoin d'un médiateur avec des groupes terroristes a-t-il scandé.

Menaçant, Recep Tayyip Erdogan a déclaré que si la France ne faisait pas marche arrière, elle ne manquerait pas de subir sur son territoire les conséquences de sa politique ; une menace qui n'est pas sans rappeler celle qu'il prononça avant les attentats de Paris et de Bruxelles.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a téléphoné à son homologue français, Jean-Yves Le Drian, pour lui faire part de sa stupeur.

L'Élysée a précisé que contrairement aux déclarations de « l'ambassadeur » du « Rojava » à Paris, la France ne prévoyait pas d'opérations en Syrie en dehors de la Coalition internationale ; des explications qui ne changent rien car c'est cette Coalition qui a créé l'habillage des FDS afin de continuer à utiliser les mercenaires du PKK-PYD contre Damas. Réseau Voltaire - 30 mars 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1 - Russie

1.1 - Affaire Skripal: Moscou insinue que Londres pourrait être derrière l'empoisonnement - AFP 2 avril 2018

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a insinué lundi que Londres pourrait être derrière l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal, ayant "intérêt" en raison du Brexit à cette affaire à l'origine d'une vague historique d'expulsions de diplomates.

Il a estimé que l'empoisonnement "pouvait être dans l'intérêt du gouvernement britannique, qui s'est trouvé dans une position inconfortable en étant dans l'incapacité de remplir ses promesses faites aux électeurs sur les conditions du Brexit".

"Cela pouvait aussi être dans l'intérêt des services spéciaux britanniques, qui sont connus pour leur capacité à agir avec permis de tuer", a-t-il ajouté, lors d'une conférence de presse.

Selon lui, Moscou n'avait aucune raison à la veille de la présidentielle et à quelques mois du Mondial de football en Russie d'empoisonner l'ex-agent double, qui avait été condamné pour trahison avant de faire l'objet d'un échange de prisonniers en 2010.

Selon M. Lavrov, une "attaque sophistiquée" sur Sergueï Skripal telle qu'aurait pu mener un pays comme la Russie aurait abouti à une "mort immédiate" de la personne visée, or l'ex-espion de 66 ans a survécu et reste hospitalisé dans un état critique mais stable.

"Lorsqu'on a pas de preuves, alors on se venge sur les diplomates", a critiqué lundi Sergueï Lavrov.

Il a accusé la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et leurs alliés d'avoir "perdu toute décence" et de "recourir à des mensonges et de la désinformation purs et simples" dans cette affaire à l'encontre de la Russie.

Après avoir expulsé le 17 mars 23 diplomates britanniques et fermé le consulat britannique à Saint-Pétersbourg ainsi que le British Council en Russie, Moscou a demandé samedi à Londres de réduire son personnel diplomatique de plus de 50 personnes pour revenir à une "parité" des missions diplomatiques.

M. Lavrov a ajouté que la Russie avait "de nombreuses questions" concernant cette affaire et que "l'incapacité de la Grande-Bretagne à y répondre signifiera que tout cela n'est qu'une invention et plus concrètement une provocation flagrante". AFP 2 avril 2018

1.2 - Yulia Skripal qui «se remet rapidement» : Le récit de Novichok russe s'écroule - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Pendant des semaines, les médias du monde entier ont cité sans discernement les affirmations du gouvernement selon lesquelles l'agent double Sergei Skripal et sa fille, Yulia, auraient été empoisonnés le 4 mars avec un agent neurotoxique de qualité militaire, connu sous le nom de Novichok.

Le produit chimique a été décrit comme étant si mortel que les Skripal, comateux, ne se rétabliraient probablement pas, et que s'ils le faisaient ils conserveraient des séquelles cérébrales resteraient physiquement atteints. Mercredi, il y avait même des titres dans les médias que leur assistance vitale pourrait devoir être désactivée.

Pourtant, jeudi, des rapports de la fondation du NHS (service de santé britannique) à Salisbury ont communiqué que Yulia, 33 ans, n'était plus dans un état critique et était « consciente » et qu'elle « parlait ».

La récupération apparente de Yulia a ouvert une brèche dans le récit officiel et aurait dû le faire couler définitivement. Au lieu de cela, comme cela s'est produit à plusieurs reprises, l'histoire sera sans aucun doute modifiée au besoin.

Il y a des incohérences innombrables, des contradictions et des mensonges dans le dossier monté contre la Russie. Surtout, aucune explication politique convaincante n'a été avancée sur la raison pour laquelle la Russie viserait les Skripals.

Il n'y a pas non plus de lien entre la tentative de meurtre de la paire et un suspect quelconque, et encore moins l'État russe et le gouvernement du président Vladimir Poutine. Pour le gouvernement, tout repose sur la seule affirmation, fondée sur des

« découvertes » non divulguées du centre de recherche britannique sur les armes chimiques, Porton Down, que l'agent neurologique Novichok était « d'un type » développé en Russie dont la sophistication et la complexité de la livraison exigeaient un « acteur étatique ».

Maintenir ce mensonge a impliqué une accumulation de plus petits mensonges qui dépendaient de leur acceptation sans question par les médias. Même avant les nouvelles concernant Yulia, ce réseau de tromperie risquait de s'effiloche.

Les rapports initiaux après la découverte des Skripals du 4 mars ont expliqué que la cause probable de leur maladie était une « poudre blanche » identifiée comme un opioïde, le fentanyl . Ce n'est que le 6 mars que la Russie a été officiellement suggérée pour une implication possible avant que la police métropolitaine ait déclaré pour la première fois qu'un agent neurotoxique aurait été utilisé, le 7 mars.

Le 8 mars, il a été annoncé qu'un agent de police dont le nom fut donné plus tard, le sergent Nick Bailey, était gravement malade à l'hôpital parce qu'il était l'un des premiers intervenants dans l'incident. La police a ajouté que 21 personnes avaient reçu un traitement (non spécifié).

Cependant, la question soulevée par les récents événements est de savoir s'il existe une quelconque preuve qu'un agent neurotoxique de niveau militaire a été impliqué dans la tentative d'assassinat. Trois questions connexes sont importantes. Qu'est-ce qu'un Novichok ? Comment est-il utilisé ? Qu'est-ce qu'il est censé faire ?

Après son identification supposée, le Novichok a été décrit comme étant « cinq à dix fois plus mortel » que le VX et le Sarin et, comme eux, un gaz toxique.

L'un de ses créateurs, Vil Mirzayanov, qui a fait défection aux États-Unis, a été interrogé le 16 mars par le Guardian, le décrivant comme « l'arme chimique la plus puissante et unique au monde ».

Aucun acteur non étatique n'avait la capacité de « militariser » Novichok. « Vous pouvez vous tuer [...] c'est impossible sans équipement technique de pointe [...] Aucun pays n'a ces capacités comme la Russie, parce que la Russie a inventé, testé et transformé en arme le Novichok. »

« Il me semble qu'ils l'ont apporté [dans une] version binaire », a déclaré Mirzayanov. « Ce sont deux ampoules, de petits contenants, comme une grosse balle qu'on met ensemble dans un vaporisateur par exemple, et après, un mécanisme qui les mélange, quelques secondes et après cela, on tire [...] Il pourrait toucher n'importe quelle peau et en quelques minutes cela prendrait effet. »

En cas d'exposition « les effets sont rapides et dramatiques ». Le système nerveux est atteint, les victimes sont incapables de respirer, elles « toussent et une mousse s'échappe de la bouche », les « effets sur le système digestif déclenchent des vomissements » « Il y a des convulsions [...] Beaucoup de ceux qui sont affectés perdent le contrôle de leur vessie de leurs intestins ».

Compte tenu de ce récit, l'histoire de la poudre blanche a naturellement dû être abandonnée. Et il fallait expliquer comment un Novichok a pu être utilisé d'une manière qui permettait de telles complexités. D'autant plus que les Skripals ont quitté la maison pendant sept heures, se sont rendus à un « pub » local, ont pris un repas dans un restaurant, et se sont effondrés seulement par la suite.

La première version était que Yulia avait involontairement apporté une poudre blanche dans le pays après qu'elle aurait été introduite à son insu dans sa valise. La deuxième version était qu'elle a été mise sur les vêtements du Skripal, ce qui était censé expliquer le retard dans les effets. La troisième était que du Novichok gazeux aurait été diffusé par l'intermédiaire de la climatisation de la voiture des Skripals.

Tout cela était insensé et les choses se sont aggravées après que personne d'autre n'ait souffert des effets nocifs. Différents chiffres ont été donnés sur les personnes admises à l'hôpital, mais tous sont sortis sans avoir reçu de traitement. Le 22 mars, le sergent détective (DS) Bailey a quitté l'hôpital du Wiltshire, rétablis plusieurs jours avant Yulia.

Parlant au début d'un débat sur la sécurité nationale et la Russie, May a déclaré que Sergei et Yulia Skripal « restent gravement malades à l'hôpital. Malheureusement, à la fin de la semaine dernière, les médecins ont indiqué que leur état ne devrait pas changer dans un proche avenir, et ils pourraient ne jamais se rétablir complètement ».

Si le rétablissement de Yulia deux jours plus tard n'était pas assez embarrassant, la police a également choisi ce jour pour annoncer que l'utilisation du Novichok contre ses victimes avait été effectuée en en mettant sur la porte d'entrée de la maison de Sergei !

Aucune explication n'a été fournie quant à la façon dont cette simple ruse a pu échapper aux enquêteurs pendant des semaines.

De surcroît, pourquoi, à part les Skripals et DS Bailey, personne d'autre n'avait-il été contaminé lors de la perquisition ? Au lieu de cela, l'unité terroriste de la police métropolitaine a annoncé qu'elle bouclait maintenant une aire de jeux pour enfants près du domicile des Skripal, tout en rendant le contrôle du cimetière de London Road, où l'épouse et le fils de Sergei sont enterrés, du centre commercial Maltings et du complexe Ashley Wood à la police du Wiltshire.

Partout dans le monde, il y a un profond scepticisme devant ces affirmations du gouvernement britannique. C'est plus que justifié. Mondialisation.ca, 02 avril 2018

2- Inde

2.1 - Inde: Des manifestations à l'appel des intouchables tournent à la violence Reuters 2 avril 2018

Sept personnes au moins ont péri lundi en Inde dans des manifestations organisées par la caste des intouchables, au cours desquelles des postes de police ont été incendiés et des voies de chemin de fer bloquées, ont rapporté des médias indiens.

Cette explosion de violences, qui a touché plusieurs Etats indiens, a fait suite à une décision de la Cour suprême interdisant, dans l'immédiat, l'arrestation de personnes accusées de discriminations envers les intouchables, ou Dalits.

Les Dalits forment le bas de l'échelle des castes en Inde, où ils représentent un quart de la population.

Des organisations représentatives des Dalits avaient appelé à ces manifestations après une décision rendue en mars par la Cour suprême, en vertu de laquelle les arrestations prévues par une loi censée accélérer le traitement des plaintes des intouchables nécessitent une autorisation préalable des autorités. Cette décision a empêché l'arrestation, dans l'immédiat, des personnes visées par les plaintes.

A la fin 2016, autour de 90% des quelques 145.000 actions en justice intentées par des Dalits attendaient toujours d'être traitées, selon des statistiques gouvernementales publiées l'an dernier. Reuters 2 avril 2018

2.2 - Cachemire indien: au moins 20 morts dans des affrontements - AFP 2 avril 2018

Les écoles sont restées fermées et l'internet était coupé lundi au Cachemire indien, au lendemain d'une journée d'affrontements particulièrement sanglante qui a fait 20 morts et 200 blessés. AFP 2 avril 2018

3 - Egypte

- Egypte: Sissi réélu avec 97% des voix dans un scrutin sans vraie compétition - AFP 2 avril 2018

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection sans surprise où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Un peu plus d'un électeur égyptien sur trois ont voté lors du scrutin des 26, 27 et 28 mars, soit une participation de 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections.

Lors d'une conférence de presse lundi, Lachine Ibrahim, président de cette Autorité a annoncé que M. Sissi avait récolté environ 22 millions de voix.

Si près de 25 millions d'Egyptiens ont exprimé leur vote, plus de 92% des bulletins ont été validés, le reste ayant été rejeté comme non-conforme.

La participation des Egyptiens reflète leur "foi dans la voie démocratique", s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la "victoire" de M. Sissi.

Archi-favori, M. Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'Etat. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

Elu avec 96,9% des voix en 2014, M. Sissi est arrivé au pouvoir un an après la destitution par l'armée, dont il était alors le chef, du président islamiste Mohamed Morsi, à la suite de manifestations massives contre ce dernier.

La réélection de M. Sissi ne faisait aucun doute. Depuis le début de la campagne, le chef de l'Etat est omniprésent à la télévision comme sur les affiches dans les rues.

M. Moussa est arrivé in extremis dans la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de en janvier, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées".

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions.

Plusieurs personnalités égyptiennes avaient appelé en janvier au boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale".

M. Sissi devra s'atteler à deux défis majeurs pour son second mandat, la stabilité sécuritaire et le redressement économique.

L'armée soupçonne des membres du groupe Etat islamique (EI) de s'installer dans le Sinaï à la suite de leurs défaites en Irak et en Syrie.

Depuis le 9 février, elle mène une vaste campagne militaire pour "nettoyer" le pays du terrorisme. Au total, au moins 22 militaires ainsi que plus de 100 jihadistes ont été tués depuis le lancement de cette campagne dans le Sinaï, selon les bilans officiels.

L'économie égyptienne est par ailleurs en berne depuis l'instabilité politique et les menaces sécuritaires à la suite du soulèvement populaire de 2011.

Le Caire a lancé en 2016 un programme drastique de réformes économiques en vue de l'obtention d'un prêt de 12 milliards de dollars approuvé en novembre 2016 par le Fonds monétaire international.

Avec la dévaluation brutale de la monnaie, qui a perdu la moitié de sa valeur par rapport à l'euro et au dollar, ainsi que la réduction drastique des subventions, la population se plaint des hausses des prix qui ont eu un impact important sur les familles modestes et de la classe moyenne. AFP 2 avril 2018

4- Soudan du Sud

- Au Soudan du Sud, "les souffrances extrêmes" d'une population livrée à la famine et la guerre - Franceinfo 2 avril 2018

Près de sept ans après sa création, le Soudan du Sud vit l'une des plus grandes catastrophes humanitaires contemporaines, selon l'ONU. La guerre ethnique a affamé un pays qui ne peut se vouer qu'à l'aide internationale.

En juillet 2011, le Soudan du Sud célébrait sa création, devenant le plus jeune État du monde. Moins de deux ans après son indépendance, une guerre civile a fait des dizaines, voire des centaines de milliers de morts et plus de quatre millions de réfugiés. Malgré les promesses, l'aide internationale est insuffisante et la faim dévore les habitants d'un pays meurtri.

Dans les zones rebelles du Sud Soudan, comme ailleurs dans le pays, la faim a dévoré les corps et fait danser au fond des yeux de folles étincelles. Depuis cinq ans de guerre, il n'y a plus de récolte. À chaque attaque, les cultures sont incendiées, le bétail volé.

La lutte pour le pouvoir entre le président Salva Kiir et son vice-président Riek Machar a muté en guerre tribale. Nettoyage ethnique, viols, torture, aux monstruosité de la guerre s'ajoutent celle du sous-développement et des maladies comme la malaria, la leishmaniose et aucune infrastructure, ni voie d'accès. Une catastrophe humanitaire qui se joue dans le silence. Franceinfo 2 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 4 avril 2018

[CAUSERIE](#)

J'avais oublié de formater en pdf la causerie d'hier.

● Causerie au format pdf. (9 pages)

La vérité est révolutionnaire, alors on comprend pourquoi elle est le pire ennemi des idéologues de l'extrême droite néolibérale et de ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir, les médias.

Elle est tellement en décalage par rapport à leurs monstrueux mensonges qu'on n'ose même pas la dire.

Oui, Macron et son gouvernement, l'existence des institutions de la Ve République et du capitalisme est incompatible avec le développement harmonieux de la société, avec le bien-être et l'épanouissement individuel de chaque citoyen, avec la paix, et il faut les balayer pour changer la société.

Oui, il faut abolir la Constitution de la Ve République, parce qu'elle est la structure juridique qui légitime l'ordre établi, dont les fondements reposent sur les inégalités sociales entre les classes.

Partant de là, chacun comprendra que tout combat contre les inégalités sociales ou les méfaits du capitalisme doit s'inscrire dans cette perspective politique. Si tel n'était pas le cas, sachant qu'aucun acquis social ou politique n'est acquis définitivement ou sera remis en cause un jour ou l'autre, vous seriez amené à toujours livrer les mêmes combats jusqu'à épuisement sans jamais atteindre vos objectifs, autrement dit, en pure perte à l'arrivée.

C'est ce à quoi menait le réformisme, l'adaptation du socialisme à la mode capitaliste à laquelle ont adhéré ce qu'on appelait la gauche et l'extrême gauche qui refusait de les caractériser de réactionnaire (le réformisme et la gauche).

[Connaissez-vous *The world fact book* ?](#)

Nulle part ailleurs, à une seule adresse, dans un seul document vous trouverez une telle source d'informations sur le pays où vous vivez n'importe où dans le monde, devinez et ce n'est pas une blague : La CIA.

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/fr.html>

The world fact book

Political parties and leaders:

Democratic Movement or MoDEM [Francois BAYROU]
Europe Ecology - The Greens or EELV [David CORMAND]
French Communist Party or PCF [Pierre LAURENT]
La France Insoumise or FI [Jean-Luc MELENCHON]
Left Front Coalition or FDG [Jean-Luc MELENCHON]
Left Party or PG [linked with the movement La France Insoumise or FI [Jean-Luc MELENCHON]]
Left Radical Party or PRG [Sylvia PINEL] (formerly Radical Socialist Party or PRS and the Left Radical Movement or MRG)
Movement for France or MPF [Philippe DE VILLIERS]
National Front or FN [Marine LE PEN]
New Anticapitalist Party or NPA [collective leadership; main spokesperson Christine POUPIN; presidential candidate Philippe POUTOU]
Rally for France or RPF [Igor KUREK]
Republican and Citizen Movement or MRC [Jean-Luc LAURENT]
Socialist Party or PS [Rachid TEMAL, interim leader]
Stand Up France (Debout La France) [Nicolas DUPONT-AIGNAN]
The Centrists [Herve MORIN] (formerly new Center of NC)
The Republic on the Move (La République en Marche) or REM [Christophe CASTANER]
The Republicans or LR (formerly Union for a Popular Movement or UMP) [Laurent WAUQUIEZ]
Union des Démocrates et Indépendants or UDI [Jean-Christophe LAGARDE] and Democratic Movement or MoDem [Francois BAYROU] (previously Union for French Democracy or UDF); together known as UDI-Modem; Radical Party [Laurent HENART] is a member of UDI
United Republic or RS [Dominique DE VILLEPIN]
Worker's Struggle (Lutte Ouvrière) or LO; also known as Communist Union; [collective leadership; spokespersons Nathalie ARTHAUD and Arlette LAGUILLER]

Leur liste est incomplète...

Age structure:

0-14 years: 18.53% (male 6,360,218/female 6,076,598)
15-24 years: 11.79% (male 4,045,901/female 3,864,395)
25-54 years: 37.78% (male 12,773,900/female 12,578,256)
55-64 years: 12.42% (male 4,020,507/female 4,315,407)
65 years and over: 19.48% (male 5,648,888/female 7,422,091) (2017 est.)

Dependency ratios:

total dependency ratio: 59.2
youth dependency ratio: 29.1
elderly dependency ratio: 30.2
potential support ratio: 3.3 (2015 est.)

Urbanization:

urban population: 80% of total population (2017)
rate of urbanization: 0.76% annual rate of change (2015-20 est.)

Telephones - fixed lines:

total subscriptions: 39.006 million

Telephones - mobile cellular:

total: 67.571 million

Internet users:

total: 57,226,585
percent of population: 85.6% (July 2016 est.)

National air transport system:

annual passenger traffic on registered air carriers: 65,039,503
annual freight traffic on registered air carriers: 4,098.31 million mt-km (2015)

Airports:

464 (2013)

Pipelines:

gas 15,322 km; oil 2,939 km; refined products 5,084 km (2013)

Railways:

total: 29,640 km
standard gauge: 29,473 km 1.435-m gauge (15,561 km electrified)
narrow gauge: 167 km 1.000-m gauge (63 km electrified) (2014)

Roadways:

total: 1,028,446 km (metropolitan France)
paved: 1,028,446 km (includes 11,416 km of expressways)
note: not included are 5,100 km of roadways in overseas departments (2010)

Waterways:

metropolitan France: 8,501 km (1,621 km navigable by craft up to 3,000 metric tons) (2010)

Merchant marine:

total: 555

by type: container ship 24, general cargo 72, oil tanker 28, other 431

note: includes Monaco (2017)

Etonnant, n'est-ce pas ? Mais pourquoi ? Mais parce que les intérêts économiques, politiques et militaires sont liés...

Si vous faites une recherche sur l'origine et le fonctionnement de Wikipédia par exemple, qui a tendance à remplacer les dictionnaires et les encyclopédies, vous vous apercevrez que ce qui se présente comme une entreprise libre ou indépendante, impartiale, est en réalité une officine en rapport avec les néoconservateurs, qui eux-mêmes sont affiliés à des think tanks ou des institutions financées par l'oligarchie et/ou le département d'Etat américain, dont la CIA est un des rouages. Ce qui explique aussi pourquoi Wikipédia censure certaines informations ou les déforme.

La CIA est aussi une des sources importantes de Wikipédia. Voilà par exemple ce qu'on trouve dans sa page consacrée au PIB mondial : - Depuis 2007, l'Union européenne - considérée comme entité unique- est la première économie mondiale avec un PIB en parité de pouvoir d'achat estimé en 2008 à 14 910 milliards de dollars par le CIA World Factbook.

Cette donnée était évidemment disponible ailleurs, mais celle fournie par la CIA était forcément la plus sûre, qui en douterait franchement !

ACTUALITÉ DU JOUR

C'était une fake news ou fausse information.

Quand c'est un Etat qui est à l'origine d'une fausse nouvelle, tous les médias liés à l'oligarchie se doivent de la reprendre en chœur. Etat et médias qui se chargent d'établir ce qui relève de la vraie ou de la fausse information, et d'éliminer tous les supports d'information qui ne leur emboîteraient pas le pas.

- Skripal: le laboratoire britannique sans preuve sur la provenance du poison AFP 04.04

Le laboratoire britannique qui a analysé la substance utilisée contre un ex-espion russe en Angleterre a reconnu ne pas avoir de preuve qu'elle provenait de Russie, à la veille d'une réunion de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques réclamée par Moscou. AFP 04.04

Le président minoritaire et illégitime serait-il d'extrême droite ?

- Macron reçoit l'opposition vénézuélienne, s'inquiète du vote du 20 mai - Reuters 04.04

Le chef de l'Etat s'est entretenu avec trois figures de l'opposition au président Nicolas Maduro, l'ancien président de l'Assemblée nationale Julio Borges, l'ancien maire de Caracas Antonio Ledezma, et Carlos Vecchio, coordinateur politique du parti Voluntad Popular.

Il "a déploré les atteintes répétées à l'Etat de droit et aux droits de l'homme et a rappelé que les conditions d'organisation des élections présidentielles au Venezuela, le 20 mai, ne permettaient pas, en l'état, un scrutin juste, libre et transparent", peut-on lire dans un communiqué de la présidence.

"La France se (tient) prête, aux côtés de ses partenaires européens, à adopter de nouvelles mesures si les autorités vénézuéliennes ne permettaient pas la tenue d'élections démocratiques", a-t-il assuré en outre. Reuters 04.04

Essayons d'en savoir plus sur Voluntad Popular, Julio Borges, Antonio Ledezma, et Carlos Vecchio.

Voluntad Popular (Volonté populaire) est un parti politique vénézuélien fondé le 5 décembre 2009 par Leopoldo López. (Source : wikipedia.org)

En janvier 2014, Leopoldo Lopez, président du parti Voluntad Popular, Maria Corina Machado, députée à l'Assemblée nationale, et Antonio Ledezma, maire de Caracas, tous les trois avaient publiquement appelé à un coup de force contre le gouvernement légal et légitime de la République bolivarienne du Venezuela (Source : <http://www.voltairenet.org/article182897.html>)

Leopoldo López a joué un rôle essentiel dans les protestations publiques contre le président Hugo Chávez en 2002. (...) Pendant le coup d'État, il a participé, avec Capriles et sa police municipale, à l'arrestation par les citoyens du ministre de l'Intérieur de Chávez, Ramón Rodríguez Chacín. Quelques mois après le coup d'État, López a autorisé l'utilisation de la Plaza Francia de son district comme base lors de la grève générale vénézuélienne de 2002-0326. (...) The Economist a noté en février 2014 que (...) López menait « l'aile la plus conflictuelle »; (...) López(...) « croit que les manifestations peuvent conduire à changer le gouvernement ».

La Human Rights Foundation basée à New York, et dirigée par le cousin de López, Thor Halvorssen, a déclaré López prisonnier d'opinion le 20 février 2014 et a rejoint ainsi beaucoup d'autres organisations internationales dans l'appel pour sa libération immédiate. (...)

Le 26 mars 2014, le New York Times a publié un éditorial de López sous le titre « la défaite de l'État vénézuélien ». (Source : wikipedia.org)

Antonio Ledezma a quitté le Venezuela pour la Colombie, puis pour l'Espagne, le 17 novembre 2017. Ensuite, il a appelé à une action internationale pour renverser Nicolas Maduro... (Source : wikipedia.org)

Quant à Carlos Vecchio, il est un des acolyte de Lopez et Ledezma, il a été se réfugier aux Etats-Unis.

- La France présente "ses vœux de succès" au président Sissi - Reuters 03.04

"Elle souhaite que sa réélection lui permette de satisfaire les aspirations légitimes du peuple égyptien à la sécurité, à la prospérité et à la pleine expression des libertés dans le cadre constitutionnel", précise la porte-parole du Quai d'Orsay dans son point presse, mardi.

Le Quai assure que la France "continuera d'accompagner les autorités égyptiennes dans les réformes économiques courageuses (Dictées par le FMI et entièrement tournées contre les travailleurs égyptiens - LVOG) qu'elles ont entreprises et poursuivra le dialogue qu'elle a engagé avec elles sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales".

"Face au terrorisme et au radicalisme religieux, le pluralisme et le dynamisme de la société civile sont une force sur laquelle les autorités égyptiennes doivent pouvoir s'appuyer", poursuit le ministère des Affaires étrangères. Reuters 03.04

En guise de "pluralisme", pratiquement tous les candidats ont été contraints de se retirer.

- Egypte: Sissi réélu (avec 97% des voix dans un scrutin sans vraie compétition - AFP 2 avril 2018

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection sans surprise où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Un peu plus d'un électeur égyptien sur trois ont voté lors du scrutin des 26, 27 et 28 mars, soit une participation de 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections.

La participation des Egyptiens reflète leur "foi dans la voie démocratique", s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la "victoire" de M. Sissi, président de l'Autorité nationale des élections.

Qualifiée de "mascarade" par certaines figures de l'opposition, cette présidentielle n'a pas réservé de surprise.

Archi-favori, M. Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'Etat. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

M. Moussa est arrivé in extremis dans la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de en janvier, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées".

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions.

Plusieurs personnalités égyptiennes avaient appelé en janvier au boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale". AFP 2 avril 2018

Totalitarisme. De l'Union européenne de la protection sociale à celle de vos données personnelles.

- Check Point - Nos données personnelles seront-elles bientôt mieux protégées ? - Publicsenat.fr 4 avril 2018

Fière de son « Règlement Général de Protection des Données », la Commission européenne a promis « Le changement le plus important en matière de confidentialité des données depuis 20 ans. » Mais dans les fait, protégera-t-il vraiment notre vie privée sur le net dès le 25 mai ? Publicsenat.fr 4 avril 2018

Fake news : Reporters sans frontières lance un système d'autocontrôle - Publicsenat.fr 3 avril 2018

LVOG - Rappel. Reporters sans frontières a assumé recevoir des fonds de la NED (CIA).

De l'autocensure à la censure. L'information sous contrôle made in CIA/NSA.

Avec l'affaire Skripal, on vient de voir comment absolument tous les médias officiels, institutionnels, les réseaux numériques appartenant aux multinationales américaines ont publié les fausses nouvelles fabriquées par les autorités britanniques et reprises évidemment par Macron et le gouvernement français, l'Union européenne et Washington.

Publicsenat.fr - L'association Reporters sans frontières (RSF) présentait ce matin son projet de certification des médias, le « Journalism trust initiative » (JTI), destinée à répondre à la propagation des « fake news » les fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. « Le projet, c'est de créer des indicateurs... de ce que doit respecter le journaliste, digne de ce nom, en matière de transparence, d'indépendance, de méthodes journalistiques et de respect des principes déontologiques. Ça permettra de certifier des médias. C'est-à-dire que plutôt d'entrer dans des logiques de censure, on dit positivement quel média présente des garanties » explique Christophe Déloire, secrétaire général de RSF.

Les réseaux sociaux et les moteurs de recherche pourraient ensuite choisir de mettre en avant les médias certifiés par le JTI dans leurs algorithmes. Quant aux annonceurs, ils privilégieraient ces médias pour leurs campagnes publicitaires. RSF suggère également que ces normes puissent servir de « référence » pour les instances de régulation (comme les conseils de la presse qui existent dans la majorité des pays européens et au Québec) et pour les critères d'attribution des aides publiques à la presse.

Le « Journalism trust initiative » a d'ores et déjà reçu trois soutiens de poids: l'Agence France-Presse (AFP), l'Union européenne de Radio-Télévision (UER, l'alliance des médias européens de service public), et le Réseau mondial des rédacteurs en chef (Global editors network ou GEN, qui revendique 2.300 adhérents).

Parallèlement à cette initiative d'autocontrôle, deux propositions de lois (ordinaire et organique) portées par deux députés de la majorité, Naïma Moutchou et Gabriel Attal devraient être examinées en mai à l'Assemblée nationale. Et certaines pistes inquiètent déjà les journalistes. Ce texte sur « confiance et la fiabilité de l'information », préparé avec la ministre de la Communication, Françoise Nyssen envisage, par exemple, durant les périodes pré-électorale et électorale, de permettre à la justice de faire cesser en référé la diffusion de fausses informations. Il reviendrait également au Conseil supérieur de l'audiovisuel la possibilité d'empêcher, de suspendre ou de mettre fin à la diffusion de services de télévision contrôlés « par un État étranger ou sous l'influence de cet État », et qui portent atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou participent à une entreprise de déstabilisation de ces institutions.

Au Sénat, la sénatrice centriste de l'Orne, Nathalie Goulet avait déposé une proposition de loi visant à faire de la diffusion de fake news, un délit pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison et 100 000 euros d'amende. « Très dangereux que les États s'accordent la responsabilité du tri de l'information »

« S'agissant du tri de l'information produite selon des processus honnêtes ou pas, ce serait très dangereux que ces États s'accordent cette responsabilité. C'est entrer dans une certaine manière dans une logique de censure. Mais ce serait tout aussi dangereux de déléguer ça à des plateformes qui sont aveugles sur la manière avec laquelle ont été produits ces processus » estime Christophe Deloire. Publicsenat.fr 3 avril 2018

Mobilisation en cours en France.

La réaction fait entendre sa voix...

- SNCF : Richard Ferrand fustige « les agitateurs qui veulent faire de l'anti-Macron primaire » - Publicsenat.fr

- SNCF: ce député UDI veut une loi pour permettre les réquisitions des cheminots grévistes - Le HuffPost

- Péresse: le gouvernement doit faire respecter "sans délai un vrai service minimum" - AFP

Et le corporatisme aussi...

- Rail: la gauche de la gauche espère se requinquer grâce au mouvement social - AFP 3 avril 2018

Le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), qui fait un retour remarqué sur la scène politique et médiatique depuis le début du conflit, met en garde le gouvernement contre "un méchant retour de flamme".

"Plus on sera nombreux et plus on gagnera vite. L'enjeu, il est là (...) Depuis quelques jours, on sent que la mayonnaise est en train de monter. Tout le monde se dit "plutôt que d'y aller séparément, autant y aller en même temps", affirme-t-il aussi.

Le retour de M. Besancenot sur le devant de la scène a été salué par Jean-Luc Mélenchon, qui y voit "un signe et une bonne nouvelle". "Sa présence réduit le champ des conciliateurs et soulage notre effort", écrit le porte-parole de La France Insoumise sur son blog. "Il élargit le râteau dégaïste et oblige au combat les secteurs politiques qu'il concurrence".

Cette lutte contre la réforme du rail est "le commencement d'un bras de fer social comme le pays en a peu connu", a affirmé M. Mélenchon, mardi gare de l'Est à Paris, d'où partait une manifestation non programmée vers la gare Saint-Lazare.

Nouvellement élu premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure montre la même détermination: "une grève, ça sert à créer un rapport de force avec un gouvernement pour le faire négocier, et moi, je souhaite que, face à la grève, eh bien, le gouvernement arrête de faire la grève de la négociation".

Sur la réforme décriée de la SNCF, dont la CGT réclame le retrait, M. Martinez a insisté sur le fait que "la balle est dans le camp du gouvernement et du président de la République". "Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis", a-t-il dit. AFP 3 avril 2018

"Vite gagné" pour que la situation rentre dans l'ordre et que la vie continue comme avant, les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui n'en peuvent plus apprécieront.

On aura aussi compris qu'il ne peut s'agir que "d'un bras de fer social" et qu'en aucun cas Macron ou le régime, les institutions ne doivent pas être menacés, normal, tous ces parasites en vivent, bien. Du PS au NPA, ils sont tous sur la même longueur d'onde, seuls apparemment le POI et le POID exigent le retrait du plan Macron-Spinetta ou le départ de Macron.

- Une grève peut en cacher d'autres - Liberation.fr 4 avril 2018

Après le succès de la première journée du mouvement cheminot, mardi, les appels se multiplient pour une unification des combats syndicaux. Une «convergence» encore loin d'être acquise mais qui serait inquiétante pour l'exécutif. Liberation.fr 4 avril 2018

- Les électriciens et les gaziers eux aussi en grève - Liberation.fr 4 avril 2018

Premier syndicat chez EDF et Engie, la CGT appelle, seule, à un mouvement de grève dans le secteur de l'énergie. A la fois en solidarité avec la SNCF et pour pousser des revendications catégorielles. Liberation.fr 4 avril 2018

- Les éboueurs plantent à leur tour le piquet de grève - Liberation.fr 4 avril 2018

Ce matin, à Ivry-sur-Seine, éboueurs et égoutiers ont bloqué le passage des camions vers le plus grand incinérateur d'Europe. Les syndicats appellent à poursuivre ce mouvement. Liberation.fr 4 avril 2018

- A Tolbiac, «le blocage illimité, c'est une base» - Liberation.fr 4 avril 2018

Ce site de l'université Paris-I est l'un des plus mobilisés contre la loi organisant la sélection à l'université. Liberation.fr 4 avril 2018

- A Montpellier comme à Paris, «tous dans la même galère» - Liberation.fr 4 avril 2018

Mardi, des manifestants de divers secteurs sont descendus dans la rue pour leurs propres luttes et pour soutenir celle des cheminots. Liberation.fr 4 avril 2018

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'intelligence demeure artificielle ou superficielle, on s'emmêle les pédales...

- Cédric Villani (LREM), victime d'un accident de vélo, apparaît "bien amoché" pour parler de l'IA (Intelligence artificielle - ndr) Le HuffPost 04.04

Cédric Villani recruté par les « Young Leaders » de La French American Fondation (promo 2012), tout comme Macron et Philippe...

[Haut de page ↗](#)

Le 6 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf. \(21 pages\)](#)

Une contribution politique

Il est vrai qu'il arrive qu'on manque de rigueur, non pas parce que cela nous arrangerait, mais uniquement par manque de temps. Car de nombreux facteurs pour être abordés sérieusement nécessitent de longs développements, au lieu de déclarations lapidaires en guise d'explications, que seul son auteur est en mesure de comprendre, ce qui est gênant quand on se propose de partager ses idées.

J'ai eu l'occasion de brocarder les généralités faciles auxquelles recourent à tour de bras certains d'entre nous, qui en réalité ont été contredites par les faits sans qu'ils modifient leur discours. Ils s'en servent à la manière de connaissances qu'on a acquises ici ou là un jour et qui nous servent de points de repères, sans se donner la peine par la suite de les actualiser ou de vérifier qu'elles sont toujours valables.

Pour l'illustrer, j'ai relevé dans un blog les commentaires suivants qui démontrent que leurs auteurs ont été induits en erreur par des analyses à l'emporte-pièce, orientées ou peu sérieuses. Cela concerne le risque de troisième guerre mondiale, de préférence entre l'Otan et la Russie, mais pas seulement, plus généralement la stratégie de l'oligarchie dominante. Ces commentaires ont été rédigés suite à un article consacré à la "mobilité militaire" de l'Otan à travers l'UE.

- "Tout cela oui mais au profit du complexe militaro industriel US."

- "Il faut croire que l'UE (et les USA) ne se portent pas vraiment bien pour que les décideurs n'aient plus que l'horizon de la guerre contre la Russie pour remotiver les ardeurs pro-européennes et atlantistes des bas peuples."

Laissons de côté "l'horizon de la guerre contre la Russie" et intéressons-nous plutôt à la place du complexe militaro-industriel dans l'économie.

Immédiatement, on s'aperçoit que le rapport entre l'économie d'armement qui correspond proprement dites à la production d'armes ou au marché de l'armement mondial, et le reste de l'économie productive ou la production des marchandises (et services) autres que des armes, contredit l'affirmation selon laquelle l'économie d'armement serait le volant de l'économie mondiale ou qu'elle représenterait une part gigantesque de l'économie.

Pour en être convaincu, il suffisait simplement de comparer le PIB mondial qui dépasse les 71.000 milliards de dollars, et les quelques milliers de milliards de dollars que représentent la totalité des dépenses militaires mondiales, soit 2,5 % du produit intérieur brut mondial (en 2010).

Aux Etats-Unis, le budget de la Défense se situe aux alentours de 650 milliards de dollars, tandis que l'endettement des étudiants a atteint 1.000 milliards de dollars. Donc aussi colossales ou monstrueuses que nous paraît la part réservée à l'économie d'armement, il faut la ramener à sa juste proportion sous peine de partir dans des théories foireuses ou de raconter n'importe quoi. Que cette industrie dégage des profits énormes ou qu'elle gaspille des forces productives et en détruit dès que leurs produits se retrouvent sur les champs de bataille, c'est un fait qu'il faut prendre en compte dans notre argumentation pour combattre les guerres impérialistes, mais cela n'en fait pas la première industrie mondiale.

Et puis, il ne faut pas confondre l'économie d'armement et l'économie de guerre. Pour illustrer ce propos, j'ai relevé rapidement quelques données que je vous soumetts.

Aux Etats-Unis.

De 1 300 000 salariés en 1989, le secteur est tombé à 547 400 à la fin de 2003. Au cours de la même période, le montant des acquisitions a été réduit de 30 % (seulement 70 milliards de dollars US en 2003) tandis que le nombre de militaires passait de 2,2 millions à 1,4 million.

En France.

Durant la Première Guerre mondiale, le nombre d'ouvriers dans l'industrie de l'armement passe de 50 000 en 1914 à 1 700 000 en 1918.

Après la Seconde Guerre mondiale, les emplois directs dans le secteur industriel de la défense ont culminé à 310 000 en 1982 et sont depuis en baisse constante. (Source : Wikipedia)

En 2013, les 100 principales entreprises productrices d'armement dans le monde ont affiché globalement un chiffre d'affaires de 395,5 milliards USD réalisés dans les contrats d'armement (sur un chiffre d'affaires total de 1 292,3 milliards USD).

Le Top 100 de l'année 2013 compte 46 firmes américaines, 24 de l'Union européenne et 30 sociétés établies dans le reste du monde (y compris les pays européens non membres de l'UE)

En 2011, avec une croissance quasi nulle par rapport à 2010, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 738 milliards de dollars, ce qui représente 2,5 % du produit intérieur brut mondial et environ 249 dollars par habitant. Les États-Unis comptent à eux seuls pour 40,9 % de ce total, suivis par la Chine qui représentent 8,2 % des dépenses mondiales. Bien qu'il soit difficile d'évaluer la valeur financière du commerce des armes, on peut estimer qu'il représente environ 0,3 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services.

Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, estimés à 8,5 milliards de dollars annuellement... [grip.org](#)

À travers le monde, 1 249 entreprises dans plus de 90 pays produisent des armes légères[Quand ?]. [wikipedia.org](#)

En 2004, le budget de la Défense (hors sécurité intérieure) représentait 3,3 % du PNB contre 6,5 % en 1984 (la France consacrait alors 4,2 % de son PNB à sa défense).

Le gigantisme du budget accordé au domaine de la Défense aux États-Unis (environ 1/5 du budget fédéral en 2005) [leparisien.fr](#)

Mon propos n'est évidemment pas de minimiser les dépenses d'armement ou la part que représente l'économie d'armement, mais de les remettre à leurs places.

Je me suis demandé pourquoi de nos jours nos gouvernants et leurs médias nous parlent quotidiennement de guerres, nous abreuvant avec leur propagande hystérique guerrière, de haine et de xénophobie débridée, alors qu'en réalité aucun ennemi, aucune guerre ne nous menace directement. Pour justifier des dépenses militaires croissantes, certes, pour agir sur la psychologie des peuples, certes. On pourrait en rester à ces arguments qui ne sont pas erronés ou qui sont en partie justifiés, mais pour ma part, j'estime que le compte n'y est pas.

Ils voudraient nous faire croire que finalement rien n'aurait changé depuis l'époque de l'URSS, qu'on se retrouverait en présence des mêmes rapports qu'autrefois ou que le cours de la situation mondiale aurait évolué en empruntant une voie rectiligne, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Or, si on veut analyser la situation actuelle à partir des critères qui avaient cours dans le passé, on ne risque pas de s'en sortir ou on est bon pour croire n'importe quoi. Je pencherais pour une autre version, à savoir que depuis la crise du capitalisme de la fin des années 60 ou le début des années 70, ils ont modifié leur stratégie et ils se sont dotés petit à

petit d'une panoplie d'instruments dans tous les domaines, afin de tenter de sauver la place hégémonique qu'ils occupent dans la société.

Certes, certes vous me direz, on le sait. Mais je n'en doute pas. Cependant je n'ai pas jamais dit qu'il voulait sauver à tout prix le capitalisme comme système économique, bien au contraire puisqu'il les embarrasse au plus haut point, et c'est bien parce qu'ils ne peuvent pas le bazarder du jour au lendemain qu'ils sont aussi hystériques. De ce point de vue là, le capitalisme tel qu'il structure encore les rapports entre les classes à travers le monde constitue pour eux la principale menace, et non Poutine ou Xi en tant que tels, sauf quand ils s'y identifient ou s'appuient sur ces rapports pour faire valoir leurs intérêts face aux Américains et ses vassaux. C'est marrant, on admet qu'il faut dépasser le capitalisme et passer au socialisme, mais on n'arrive pas à se faire à l'idée que notre ennemi se trouve confronter au même défi, et qu'il ne va pas rester les bras croisés en attendant sa chute.

Bien entendu, ils ne vont pas chanter sur tous les toits qu'ils savent que le système économique capitaliste est condamné, et que c'est la raison pour laquelle ils avancent plus ou moins masqués vers l'instauration d'un autre système économique qui présente la caractéristique d'être à la fois purement et simplement mafieux, et de reposer uniquement sur leur volonté d'assurer leur propre survie en tant que privilégiés, donc sans logique d'aucune sorte, sans aucune justification possible, autrement qu'en s'en remettant à des moyens dictatoriaux et en tenant des discours démagogiques usés jusqu'à la corde et que plus personne ne croit.

Ils ne peuvent pas afficher leurs réelles intentions même si elles transpirent de chacune de leurs mesures, mais là je doute qu'on en ait pris vraiment la mesure. Par exemple, on est convaincu à juste titre qu'ils veulent privatiser la SNCF, c'est là un objectif intermédiaire, mais certainement pas leur objectif final. Pour avoir un contrôle total sur l'ensemble de la société sans qu'il ne puisse jamais être remis en cause, il faut que tout ce qui peut se marchander tombe sous le coup de leur pouvoir, de sorte que chacun y soit soumis ou que personne ne puisse y échapper, donc puisse contester leur régime tyrannique, contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste où ses lois de fonctionnement alimentent en permanence la lutte de classe des exploités qui représente une menace constante sur leur domination de classe.

Leur premier objectif est de faire en sorte que nous n'ayons plus aucun droit d'aucune sorte, pour qu'ensuite livrés à leur bon vouloir ou ayant un pouvoir de vie ou de mort sur chacun d'entre nous, ils nous réservent le destin qui correspondrait à leurs intérêts, cela pouvant aller jusqu'à éliminer les pans de la population mondiale qu'ils estimeraient superflus ou inutiles, pourquoi pas, il semble bien qu'à au moins deux reprises ils aient agi de la sorte au XXe siècle, donc imaginer qu'ils ne seraient pas capables de définir une stratégie aussi sordide, ce serait sous-estimer leur détermination et leur instinct de survie.

Leur objectif final est de nous réduire en esclavage, et non de s'enrichir toujours plus comme on n'arrête pas de le répéter. D'ailleurs on peut observer qu'ils ne se contentent pas de s'enrichir toujours davantage, ils veulent absolument être aux commandes, contrôler ou détenir tous les rouages du pouvoir politique, toute la société doit leur manger dans la main.

Ils savent que la terre peuplée de 10, 15, 20 milliards d'habitants serait un enfer, y compris pour eux. J'ignore si ce cauchemar se réalisera un jour, en tout cas ce que je crois avoir compris, c'est qu'ils préféreraient s'en passer pour ne conserver que la population qui serait indispensable à leur propre épanouissement, et qui ainsi réduite au strict minimum pourrait s'épanouir à son tour tout en préservant les ressources de la planète, oui effectivement comme je l'ai lu quelque part, ils réaliseraient le socialisme... mais pour eux.

Si ce scénario est largement du domaine de l'utopie, il n'en demeure pas moins qu'ils s'y accrochent, parce qu'ils n'en ont pas trouvé d'autres pour sauver leurs peaux. Et puis, après tout, la civilisation humaine a sans cesse progressé au cours des derniers millénaires passés, alors pourquoi ne régresserait-elle pas durant les siècles à venir sans pour autant que le meilleur de ses réalisations ne disparaisse, en attendant de pouvoir en profiter sans modération ou en toute sérénité. En comparaison, de nos jours la vie des oligarques ne doit pas être une sinécure, tant ils sont haïs de par le monde et doivent peut-être se haïr eux-mêmes.

En attendant d'aborder la phase de réduction de la population mondiale des trois quart au moins ou davantage encore pour pouvoir couler enfin des jours paisibles, ils doivent commencer par la soumettre à un nouvel ordre mondial totalitaire, et les différents stades de développement économique auquel sont parvenus les différents pays dans le monde ne leur facilitent pas la tâche, car en dehors des Etats-Unis pratiquement aucun pays n'est parvenu à réduire à néant les droits sociaux et politiques des peuples, hormis peut-être ceux qui n'en ont jamais eu, dont l'Inde où je vis, ici la notion de droit est incongrue, inconnue.

Peut-être que mon analyse est en partie influencée par ce que je vis au quotidien, mais je ne le pense pas, parce que bien des peuples partagent déjà notre triste sort sur tous les continents, et si parmi eux figure le peuple américain, je me dis que ce n'est pas le produit du hasard, mais bien parce que c'est dans cette voie que s'oriente le monde dominé par l'oligarchie.

Maintenant, on s'aperçoit qu'un abîme sépare notre interprétation de la réalité ou notre analyse de l'évolution à venir de situation, avec celle d'un travailleur ou d'un militant en France qui va se battre pour une revendication démocratique bourgeoise, comme s'ils ne s'apercevaient pas que tout foutait le camp autour d'eux ou que le régime était devenu incompatible avec le progrès social ou toute expression de la démocratie, ce qui interdit du coup d'envisager d'inverser cette tendance, d'autant plus que les interprétations qu'on leur propose sont devenues obsolètes ou ne sont pas en phase avec la réalité. Les objectifs qu'on leur

proposé ou qu'ils se fixent correspondent à une époque révolue ; les capitalistes sont passés au stade supérieur et il faut impérativement en faire autant sous peine d'être inaudible et laminés. Macron peut parler de révolution, mais on s'en interdit, c'est un peu fort tout de même. Que fait Macron sinon une révolution néolibérale, c'est sa manière de poser la question du pouvoir pour le compte de l'oligarchie et de l'ordre mondial qu'elle veut instaurer, maintenant si on n'est pas capable de donner un nom à notre révolution ou de la caractériser parce qu'elle serait socialiste, c'est qu'on n'est pas capable d'assumer nos idées, alors qu'il faudrait poser la question du pouvoir, non pas qu'on envisagerait de la résoudre demain matin, mais pour comprendre qui le détient, pourquoi et comment pour consciemment pouvoir s'y attaquer et s'en emparer. Ils veulent nous soumettre en esclavage, et nous nous voulons conquérir notre émancipation, nous libérer du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous sommes face à la mise en place d'un régime bureaucratique totalitaire, cruelle, impitoyable qui broiera tous ceux qu'il estimera inutiles ou nuisibles aux intérêts de la caste de l'oligarchie.

Aujourd'hui aux Etats-Unis, les travailleurs qui manifestent pour faire valoir leurs droits font davantage face à des forces spéciales de l'armée qu'à de simples policiers, qui de leur côté ont le droit de tirer sur des citoyens désarmés et de les tuer en toute impunité, de préférence s'ils sont Afro-américains, les juges sont corrompus, le droit de se syndiquer est quasi hors la loi, tous les Américains sont sur écoute, surveillés, il leur est très difficile d'échapper aux marchés de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de la communication, du divertissement, etc. entre les mains de holdings qui littéralement les empoisonnent physiquement et mentalement, leur mode de vie et de pensée est si éloigné de l'idéal de liberté auquel nous aspirons, qu'il leur est devenu quasiment impossible de le concevoir, certains Américains vont jusqu'à comparer leur pays à un immense camp de concentration dans lequel chacun est davantage préoccupé par sa propre survie, rendant toute issue politique collective inaccessible tant la tâche à réaliser pour renverser le régime en place s'avèrerait titanesque, hors de portée, tant les contradictions dans la société sont poussées à l'extrême, à l'instar des inégalités sociales monstrueuses...

Ce modèle de société est devenu si oppressant que plus personne n'imagine en sortir un jour, et c'est bien là qu'ils veulent nous conduire aussi en France, en Europe. Ils veulent l'étendre ou l'imposer à l'humanité toute entière. On ne peut pas le combattre efficacement, si on n'a pas conscience de sa nature exacte, et que par conséquent il n'existe pas d'autre alternative que le liquider de fond en comble en recourant à une révolution.

Réformer le capitalisme, les capitalistes qui furent les premiers à savoir que ce serait impossible ou qui l'ont toujours su pour les plus avisés, était une cruelle illusion, tout comme s'y adapter pour tenter de s'en sortir individuellement. Du coup ils ont opté pour des moyens extrêmes pour atteindre des objectifs qui le sont tout autant. Et de notre côté, on rechigne à envisager de recourir à une révolution, parce qu'elle serait forcément violente du fait que la réaction déclencherait immédiatement une guerre civile qui remettrait en cause notre mode de vie ou notre petit confort individuel, en fait médiocre et répugnant, l'idée qu'une solution extrême s'impose face à une situation extrême effraie le petit bourgeois corrompu qui sommeille en nous.

Il est préférable de se dire que le capitalisme n'a pas changé pour ne pas avoir à l'affronter. On refuse d'admettre qu'on est en train de basculer dans un autre modèle de société, régi par d'autres lois et rapports que ceux qui lui étaient imposés par le capitalisme, tout en perpétuant le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dorénavant géré par une caste bureaucratique et encadré par un règlement de police qu'elle a conçue pour nous mater et nous maintenir en servage indéfiniment.

On a sous les yeux le modèle de société immonde mis en place aux Etats-Unis, mais on préfère les fermer, comme si cela pouvait nous sauver ou nous éviter de connaître le même sort, quelle naïveté ou manque de logique. J'y suis peut-être plus sensible parce que je vis en Inde. Personnellement, j'en suis pratiquement arrivé à me trouver bien uniquement quand je suis chez moi, alors que ce n'est pas dans ma nature, et je conçois très bien qu'il faille se forcer ou se faire violence pour combattre cette tendance qui aboutirait pour ainsi dire à se couper du reste de la société ou à mépriser tous ses membres sans distinction tant les rapports qui existent sont détestables, dépourvus des valeurs ou des principes qui nous animent, et si malgré tout je m'emploie à en détecter les traces infimes auxquelles je me raccroche, je doute que cela soit le cas de beaucoup de personnes, sachant que toute notion de conscience leur échappe, non mais sans exagérer, c'est effrayant quelque part, en Inde je n'ai jamais rencontré une personne qui serait animée de bonnes intentions et qui serait désintéressée, le reste étant à l'avenant en pire.

On se rassure comme l'on peut. Il est plus confortable de croire que la roue de l'histoire pourrait tourner à l'envers ou que des jours meilleurs ont existé autrefois sous les cieux du capitalisme, sans se demander pour qui de préférence, il ne vaut mieux pas et on aura deviné pourquoi. On refuse d'admettre que tout système à un début et une fin, on défie la dialectique, quelle prétention ridicule ! On nous a enseigné que le capitalisme ne pourrait pas disparaître de lui-même, ce qui était exact, et on a été jusqu'à croire que seuls les exploités s'en chargeraient, ce qui était erroné, les exploités pourraient s'en charger eux-mêmes.

Nous sommes venu au monde ou nous avons vécu lorsque le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme était parvenu à un certain stade d'évolution (caractériser par le passage au mode de production capitaliste), et nous n'avons pas pris conscience qu'il s'inscrivait dans le cadre d'un processus dialectique qui se poursuivait ou qu'il en était le produit, ce qui ne fut pas fatal ou si grave que cela quand le rapport de force entre les classes était favorable à la classe ouvrière, mais risquait de le devenir quand ce rapport s'inverserait, et nous y sommes.

Il n'y a qu'un seul et unique facteur qui peut encore nous sauver aujourd'hui, c'est que le capitalisme n'a pas atteint le même degré

de développement à travers le monde, ce qui crée une multitude de tensions et contradictions entre capitalistes ou impérialistes, qui retarde d'autant l'avènement de leur nouvel ordre mondial totalitaire. C'est la seule explication plausible que j'ai trouvée à la guerre à laquelle se livrent les principaux impérialistes, américain, russe, chinois, britannique, français, etc. Qui ne voit pas que l'oligarchie anglo-saxonne veut à tout prix et le plus rapidement possible, intégrer les pays de l'UE, la Russie et la Chine dans son modèle de société globale et tyrannique ou fasciste qu'on a nommé néolibéral.

Le capitalisme a dépassé le stade de la faillite sans qu'il ne s'effondre ou les engloutisse, et ils sont pressés de passer à l'étape suivante, parce que ce n'est pas le cas ailleurs qu'aux Etats-Unis. Cela signifie qu'il existe encore une fenêtre de tir pour l'abattre, à condition évidemment d'en avoir parfaitement conscience, et là la partie n'est pas gagnée d'avance, car il va falloir convaincre nos dirigeants de cesser de croire qu'on en serait encore au Capital de Marx et Engels, qui au lieu de nous aider à aller de l'avant nous tire en arrière ou plutôt l'usage qu'ils en font. L'économie mondiale est appelée à se caler ou à prendre pour modèle l'économie la plus développée, qui concentre au plus haut degré l'ensemble des contradictions du capitalisme, au point qu'elle a dû passer à un autre modèle de société ou système économique pour les contenir ou s'en émanciper. Car lorsqu'on use de son pouvoir ou qu'on s'autorise à fabriquer des dollars à hauteur du tiers ou plus du PIB mondial, on desserre l'étau qui menaçait de vous broyer, n'est-ce pas ? C'est aussi cela qu'il faudrait cesser de nier. Qu'on ne vienne pas me dire après que je n'apporte pas d'arguments pour étayer ma théorie, ce serait malhonnête.

Mais même face à l'évidence nos détracteurs veulent avoir le dernier mot. Que rétorquent-ils ? Je vous le donne en mille, mais alors pourquoi n'en fabriquent-ils pas davantage pour résoudre tous leurs problèmes. Mais qui vous a dit que cela les résoudrait, personne, il se pourrait même que cela les aggraverait. N'ont-ils pas ajouté de l'anarchie à l'anarchie qui régnait dans la production à l'échelle mondiale ? N'ont-ils pas déjà déstabilisé des régimes stables qui leur étaient acquis ? Etc.

A moins de leur prêter l'intention de vouloir faire le bonheur des peuples pour être tranquille, on atteint là le comble de la stupidité. Seul le leur compte, et leur problème c'est que justement il y a beaucoup trop de prétendants, plus de 7,4 milliards, vous imaginez, quelle horreur ! Tout se tient quand on y regarde de plus près, à condition de ne pas être myope ou de mauvaise foi.

On dit de la dialectique ou de la loi de la transformation de la quantité en qualité, que la décrire présente peu d'intérêts si on est incapable de déterminer à quel moment et comment s'effectue ce passage. S'agissant du capitalisme, on dispose de nombreux repères tout au long du XXe siècle pour en prendre conscience, pour ne pas remonter plus loin. La création de la Fed, le krach de 1929, les deux guerres mondiales qui donnèrent naissance à un tas d'institutions politiques ou financières internationales (ONU, FMI, Banque mondiale, etc), les accords de Bretton Woods, la fin de la conversion du dollar en or, l'euro et la BCE, la fabrication ex nihilo par la Fed de 20 à 30.000 milliards de dollars depuis 2008... L'oligarchie anglo-saxonne a assurément de la suite dans les idées, ce qui nous manque le plus, et là c'est aussi une certitude.

Tranquillement l'araignée tisse sa toile pour avaler sa proie une fois prisonnière, cela vaut pour Facebook et Cie.

Vous voyez que la dialectique est accessible à chacun, il n'y a que le dénouement qui est écrite nulle part, en tout cas ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'un système peut s'effondrer sur lui-même ou disparaîtra pour céder la place à un autre système et ainsi de suite.

On a dit du socialisme que ce n'était pas un système, je ne me souviens plus exactement pourquoi, peut-être parce que dès le départ il est voué à être remplacé par le communisme qui ouvrira la voie au règne de la liberté, ce qui signifie que le socialisme est destiné à préparer les conditions qui permettra d'en finir avec le règne de la nécessité au stade suivant, de sorte qu'il n'existe pas à proprement parler de rupture entre le socialisme et le communisme qui mènent à la liberté.

Mais bon, par commodité on peut l'appeler un système sans qu'on s'en offusque. Disons qu'en passant au socialisme on inaugurerait une ère nouvelle (de liberté) pour l'humanité toute entière dont les limites sont indéfinies, c'est peut-être cela qui le distingue d'un système qui fonctionne en circuit fermé.

Ce que j'ai voulu expliquer dans cet article, c'est qu'on ne pourra pas lutter pour notre émancipation en continuant d'avoir des illusions dans le capitalisme, même si ces illusions sont bien intentionnées, ce sont peut-être les pires qu'il nous faut aussi combattre.

Volontairement, je n'ai pas abordé la question du rôle des armes et de la guerre ainsi que ses conséquences sur les plans économique et politique.

[Un régime totalitaire mondial, disions-nous. Une info qu'on avait loupée.](#)

- Les Pays-Bas suppriment le référendum - ouest-france.fr 27.02.2018

Les députés néerlandais ont adopté par 76 voix contre 69, jeudi, un projet de loi qui prévoit la suppression du référendum consultatif. Jusqu'à maintenant, lorsqu'une pétition avait récolté plus de 300 000 signatures, le gouvernement se voyait contraint d'organiser un scrutin. Un référendum de ce type sur le pouvoir des services de renseignements est prévu le 21 mars.

Ce pourrait bien être le dernier.

De 1952 à 2015, seuls deux référendums, dont celui qui a vu le rejet de la Constitution européenne en 2005, avaient été organisés aux Pays-Bas. Mais depuis peu, les consultations se multipliaient. En 2016, les Néerlandais ont dû répondre « oui » ou « non » à l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. Et en mars, ils doivent se prononcer sur les pouvoirs accordés aux services des renseignements néerlandais.

Dans le cas du référendum sur l'Ukraine, le « non » l'avait emporté. Pendant des mois, le gouvernement néerlandais avait traîné le résultat comme un boulet, avant de décider de ne pas remettre en cause l'accord entre Bruxelles et Kiev. ouest-france.fr 27.02.2018

Commentaires d'internautes.

1- "Cette phrase de Jean-Claude Juncker résume la philosophie de la construction européenne.

Le 25 mai 2005, Jean-Claude Juncker déclare à propos des référendums :

« Si c'est oui, nous dirons donc : « on poursuit » ; si c'est non, nous dirons : « on continue ! »

https://www.lesechos.fr/26/05/2005/LesEchos/19421-008-ECH_juncker—si-c-est-non—nous-dirons—on-continue—.htm

2- "La "Démocratie" néerlandaise qui supprime le référendum, c'est bien ! La "Dictature" vénézuélienne qui organise des élections présidentielles, c'est mal !

Décrépitude des occidentalistes..."

3- "Il n'est pas nécessaire de supprimer les élections puisqu'elles ne servent à rien depuis qu'une gouvernance quasi totale des ex-nations d'Europe est opérée depuis Bruxelles. Au contraire, les élections servent de cache-misère à l'oligarchie qui prétend nous représenter. Les élections, tendanciellement, finiront par donner le pouvoir à des formations d'extrême-droite, prétendument contestataires de l'ordre établi, mais en réalité en parfait accord avec la soumission à laquelle nous sommes condamnés. Les extrême-droites européennes sont UE-compatibles. On en fera le constat tôt ou tard."

Mais elles le détiennent déjà le pouvoir."

4- "Pas besoin de supprimer les élections si le processus électoral a été correctement verrouillé en amont (choix des candidats, gestion des discours par les médias, et matraquage contre les partis 'populistes').

La démocratie est tolérée car elle n'est pas un frein à la tyrannie."

5- "Le parlement européen est un pur alibi démocratique : il n'est là que pour entériner les décisions de la Commission qui elle, mène le bal exécutif ET législatif.

Les députés européens sont des encartés de ce système fasciste.

Domage que les Européens ne s'intéressent pas plus à la structure et aux rôles des institutions européennes qui fonctionnent comme une nasse."

6- "Le Parlement européen avec deux lobbistes pour un eurodéputé est tout simplement de la corruption, rien de plus, rien de moins."

7- "Si on veut être réalistes, le «pire» est au pouvoir depuis plusieurs décennies déjà! "

8- "Être pour la démocratie aujourd'hui est considérée comme réactionnaire... tout le monde sait bien que « le peuple, ça n'existe pas » « c'est une construction »(entendu sur de nombreux médias français dernièrement).

Défendre le droit de vendre ses organes, de se prostituer ou de se détruire par la drogue... ça c'est progressiste; c'est individualiste et pas collectif, c'est bien; les Pays-Bas sont depuis longtemps un pays « à la page » de se côté là."

9- "Pourquoi les milieux non autorisés à penser, qui n'ont plus de doute sur la dimension démocratique du régime politique français actuel, n'arrivent pas à définir le nouveau régime qui s'est progressivement mis en place?

Est-ce que le peuple sait mais ne veut pas voir la réalité en face car elle est source d'angoisse?

Et si nous n'étions plus en démocratie?

Les milieux autorisés à penser vont utiliser tous les moyens qui sont les leurs (médias de masse) pour nous expliquer qu'il est IMPENSABLE (interdit de penser) que l'on ne soit pas en démocratie.

La prise de conscience en France est générale (je crois) mais personne ne dit ou ne sait comment faire pour renverser la situation. "

10- "De la V^e République, c'est l'élection présidentielle de 2017 qui a été entachée du plus d'irrégularités. Les institutions sont en faillite, l'exécutif s'illustre dans le reniement et l'improvisation, en conséquence de quoi le désordre s'installe.

Et pour parfaire le tableau, le gouvernement joue la montre à défaut de cultiver ses responsabilités.

Le peuple médusé – mais de moins en moins tout de même – assiste à une cacophonie devenue inaudible. Bien sûr que la prise de conscience est générale."

11- "La mondialisation sera une dictature ou ne sera pas."

12- "Néanmoins, au risque de décevoir beaucoup, il n'y a jamais eu en France et cela depuis au bas mot l'empire romain, de démocratie sur le territoire français, et ce que l'ont appelle "Démocratie" en réalité est au pire une oligarchie pseudo électorale, et au mieux une "Électocratie" représentative..."

13- "Il reste une solution :

L'Article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »"

[On peut l'appeler ainsi](#)

La presstitué, inutile de la présenter, vous l'avez tous reconnue.

[Qui a dit ?](#)

- "Avec plus de 500 milliards d'importations chinoises, la guerre commerciale avec la Chine était de toute façon perdue depuis longtemps."

Réponse : Trump dans un tweet.

Plouf !

[Fake news d'Etat ou l'affaire Skripal \(du 3 au 6 avril\).](#)

- Les experts militaires britanniques contredisent Theresa May - Réseau Voltaire 3 avril 2018

Le directeur du laboratoire militaire des Sciences et technologies de Porton Down, Gary Aitkenhead, a déclaré en son nom et au nom de ses collègues, le 3 avril 2018 sur Sky News, que ses services ont identifié la substance ayant atteint les Skripal comme provenant du programme Novichok, mais pas son origine.

« Nous avons été en mesure d'identifier cette substance en tant que Novichok et d'établir qu'il s'agissait d'un agent innervant de qualité militaire (...) Nous n'en avons pas établi la source exacte, mais nous avons fourni des rapports scientifiques au gouvernement, qui a ensuite eu recours à d'autres sources avant de tirer les conclusions dont on dispose aujourd'hui », a-t-il affirmé.

Seize jours plus tôt, le 19 mars, le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, avait prétendu à Zhanna Nemtsova sur Deutsche Welle avoir interrogé l'équipe de Porton Down qui lui aurait assuré sans l'ombre d'un doute la responsabilité de la Russie.

En 2003 déjà, lors de l'attaque anglo-saxonne de l'Iraq, les scientifiques militaires britanniques avaient dénoncé les falsifications de leur gouvernement. Alors que le Premier ministre d'alors Tony Blair avait affirmé que ses experts avaient confirmé que Baghdad détenait d'importants stocks d'armes chimiques, un spécialiste de réputation mondiale, le docteur David Kelly, avait discrètement informé la BBC que ce n'était qu'une « Fake News ». Découvert par le MI6, il fut retrouvé mort. Une commission d'enquête, présidée par Lord Brian Hutton, conclut au suicide. Quatre ans plus tard, un député libéral, Norman Baker, publiait la vérité de ce meurtre d'État dans *The Strange Death of David Kelly*.

En apparaissant directement à l'écran, Gary Aitkenhead, a sauvé la paix et évité le pire. Réseau Voltaire 3 avril 2018

- Affaire Skripal: après l'OIAC, la Russie porte le dossier devant le Conseil de sécurité AFP 5 avril 2018

La Russie, qui n'est pas parvenue à convaincre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de l'inclure dans l'enquête sur l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal, porte jeudi le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'ambassadeur russe auprès des Nations unies, Vassily Nebenzia, a annoncé que la Russie avait demandé une réunion publique du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'affaire Skripal jeudi à 15h00 heure locale (19h00 GMT).

La Russie souhaite spécifiquement, a dit M. Nebenzia, que la réunion porte "sur la lettre de la Première ministre britannique Theresa May" accusant la Russie de l'empoisonnement de l'ex-espion Skripal et de sa fille Loulia.

Moscou nie catégoriquement toute implication dans cette affaire et dénonce "une provocation" occidentale et "une campagne antirusse".

Le Conseil avait déjà tenu le 14 mars une réunion d'urgence sur ce dossier, cette fois à l'initiative du Royaume-Uni.

Devant l'OIAC, la Grande-Bretagne a maintenu mercredi ses accusations contre la Russie, qu'elle tient pour responsable de l'attaque commise à l'aide d'un agent neurotoxique le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Les représentants des 41 Etats membres du Conseil exécutif de l'OIAC étaient réunis à huis clos au siège de l'organisation à La Haye pour évoquer cette affaire qui est à l'origine des pires tensions Est-Ouest depuis la Guerre froide et d'une vague sans précédent d'expulsions croisées de diplomates.

Dans une ambiance tendue, la Russie, qui avait demandé la convocation de la réunion, n'a pas pu obtenir de l'OIAC qu'elle l'inclue dans l'enquête sur l'empoisonnement des Skripal.

L'ambassadeur russe auprès de l'OIAC, Alexandre Choulguine, avait proposé que la Russie mène une enquête conjointe avec la Grande-Bretagne, sous la médiation de l'OIAC.

Mais la proposition russe, présentée conjointement avec l'Iran et la Chine, a été qualifiée d'emblée de "perverse" et de "tentative de diversion" par la délégation britannique, et rejetée lors du vote de l'OIAC.

"Malheureusement, nous n'avons pas pu recueillir deux tiers des voix en faveur de cette motion. Une majorité qualifiée était nécessaire", a déclaré M. Choulguine lors d'une conférence de presse.

"Les masques sont tombés", a-t-il lancé, indiquant que Londres et Washington avaient voté contre la proposition russe ainsi que, "docilement et tenus par la discipline de l'UE et de l'Otan", les Etats membres de ces deux organisations et "quelques alliés des Etats-Unis en Asie".

"Il faut noter que 23 pays ont refusé de s'associer au point de vue occidental: soit ils ont voté pour notre projet, soit ils se sont abstenus", a souligné l'ambassadeur russe.

Des sources diplomatiques ont indiqué à l'AFP que six pays avaient voté en faveur de la proposition russe, 15 contre et que 17 s'étaient abstenus.

Quelques jours après l'empoisonnement, Theresa May l'avait attribué à Moscou, estimant qu'il s'agissait de "la seule explication plausible".

La Russie, qui clame son innocence depuis le début, s'estime renforcée par les déclarations du laboratoire spécialisé britannique qui a analysé la substance utilisée contre l'ex-espion.

Ce laboratoire situé à Porton Down, près de Salisbury, l'a identifiée comme étant du Novitchok, un agent innervant de type militaire de conception soviétique.

Mais il a reconnu ne pas avoir de preuve que la substance utilisée contre les Skripal ait été fabriquée en Russie, alors que le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson avait paru dire le contraire.

- "Grossièrement fabriquée" -

Le chef du renseignement extérieur russe Sergueï Narychkine a explicitement accusé mercredi les Occidentaux de manipulation, affirmant que l'affaire Skripal avait été "grossièrement fabriquée par les services spéciaux de Grande-Bretagne et des Etats-Unis".

Le chef du laboratoire chimique du ministère russe de la Défense, Igor Rybaltchenko, a affirmé, selon l'agence russe Interfax, que "n'importe quel laboratoire moderne" pouvait produire le type de substance utilisé.

"Il n'existe aucun marqueur unique qui permettrait de désigner un pays comme ayant préparé la substance utilisée", a-t-il assuré.

M. Poutine avait déjà relevé qu'une substance comme celle utilisée à Salisbury pouvait être fabriquée "dans une vingtaine de pays du monde". AFP 5 avril 2018

- «Il faut renvoyer Boris Johnson» pour son «mensonge» sur l'affaire Skripal - sputniknews.com 04.04

«Johnson a dit qu'il a personnellement parlé avec un homme de Porton Down, celui qui, en l'occurrence, est la personne qui a fait la déclaration du 3 avril. Alors, selon le ministre, cet expert lui a dit que la tentative était l'œuvre de la Russie et que personne d'autre n'avait pu le faire. Ce n'est pas seulement une erreur, c'est une tromperie, ce qui est encore pire», a fustigé Galloway, un ancien parlementaire britannique. sputniknews.com 04.04

- Washington rétropédale et propose à Moscou de remplacer les diplomates expulsés - sputniknews.com 04.04

Le département d'État a proposé à la Russie d'envoyer de nouveaux diplomates en remplacement des 60 diplomates expulsés, comptant sur la réciprocité de la part de Moscou eu égard aux diplomates américains. sputniknews.com 04.04

- Emmanuel Macron sera-t-il le dindon de la farce Skripal? sputniknews.com 04.04

Alors que cette affaire Skripal ressemble de plus en plus à un mensonge destiné à incriminer la Russie, la position du Président Macron et de Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères, est pour le moins embarrassante. 48 heures avant la réélection de Vladimir Poutine, le 16 mars, Emmanuel Macron affichait son soutien aux Britanniques et condamnait la Russie...

Je veux avoir un mot de solidarité pour nos amis britanniques. Tout porte à croire que le gouvernement russe est impliqué. Nous réaffirmons notre volonté commune d'interdire toute utilisation d'arme chimique. — Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron) 16 ????? 2018 ?.

?Le 19 mars, dans un entretien téléphonique pour présenter ses félicitations à Vladimir Poutine, le Président Macron en aurait profité pour demander à son homologue de

«faire toute la lumière sur les responsabilités liées à l'inacceptable attaque de Salisbury» et de «repandre en main fermement d'éventuels programmes qui n'auraient pas été déclarés à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques», alimentant la rhétorique de Londres. Deux jours plus tard, le 21, les Présidents Trump et Macron se mettaient d'accord pour demander officiellement des comptes à Moscou. En effet, d'après un résumé de leur appel,

«Les présidents ont réaffirmé leur solidarité avec le Royaume-Uni après l'utilisation par la Russie d'armes chimiques contre des individus sur le sol britannique et sont tombés d'accord sur la nécessité de prendre des mesures pour que Moscou rende des comptes.»

Le 23 mars, alors que des sanctions étaient envisagées par Londres, Emmanuel Macron déclarait:

«Tous ont convenu que conformément à l'évaluation britannique, il n'y a pas d'autre explication plausible que la responsabilité de la Russie.»

Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves le Drian semble ne pas être en reste dans l'expertise chimique lorsqu'il considéra que:

«Seuls les Russes savent faire le Novitchok, c'est pour cela qu'il n'y a pas d'autre explication plausible.»

Si Emmanuel Macron n'a pas encore réagi à ces nouvelles révélations provenant de Porton Down, il semble déjà avoir perdu une nouvelle occasion de ne pas détériorer plus avant les relations bilatérales entre la France et la Russie. sputniknews.com 04.04

Fake news du Times.

- Affaire Skripal: L'agent innervant provenait d'une base russe. - Reuters 6 avril 2018

L'échantillon de l'agent neurotoxique de conception soviétique Novitchok utilisé pour empoisonner l'ancien agent double russe Sergueï Skripal et sa fille en Angleterre provenait d'un centre de recherche militaire dans le sud-ouest de la Russie, rapporte jeudi le Times. Reuters 6 avril 2018

Et d'où tient-il ce renseignement ? Des renseignements britanniques !

Réincarnation. Seront-ils canonisés par le patriarche de l'église orthodoxe ou le pape ?

- Ioulia Skripal s'exprime pour la première fois depuis son empoisonnement - Reuters 5 avril 2018

Ioulia Skripal, empoisonnée par un gaz innervant il y a un mois avec son père Sergueï dans le sud de l'Angleterre, a diffusé jeudi une déclaration dans laquelle elle souligne le caractère "quelque peu déroutant de toute cette affaire".

"Je me suis réveillée il y a plus d'une semaine maintenant et je suis heureuse de dire que je reprends chaque jour des forces", dit la citoyenne russe de 33 ans dans ce communiqué diffusé en son nom par la police britannique.

"Je suis sûre que vous vous rendez compte que toute cette affaire est quelque peu déroutante et j'espère que vous respecterez ma vie privée et celle de ma famille pendant ma période de convalescence", ajoute-t-elle.

Les médecins craignaient que, s'ils survivaient à cette attaque, Sergueï et Ioulia Skripal ne présentent des lésions cérébrales irrémédiables.

Selon la télévision publique russe et l'agence de presse Interfax, Ioulia Skripal a téléphoné à sa cousine Viktoria en Russie et lui a assuré qu'elle se remettait, tout comme son père. Au cours de cette conversation téléphonique, Ioulia Skripal a dit à sa cousine qu'elle pensait pouvoir sortir bientôt de l'hôpital, précise la télévision russe qui ajoute toutefois ne pouvoir garantir l'authenticité de l'enregistrement fourni par Viktoria. Cette dernière a affirmé vouloir ramener Ioulia en Russie.

"Tout va bien, on se remet, tout le monde va mieux, tout le monde est vivant", déclare Ioulia dans cet enregistrement. Interrogée sur l'état de santé de son père, elle répond: "Tout va bien, il se repose en ce moment, il dort, la santé de tout le monde est bonne, personne n'a de problèmes qui ne peuvent être réglés. Je quitterai bientôt (l'hôpital)." Reuters 5 avril 2018

[Fake news sur les « rebelles modérés » de la Ghouta en Syrie.](#)

- Les « rebelles modérés » évacués de la Ghouta - Réseau Voltaire 4 avril 2018

Comment discerner un « rebelle modéré » (sic) de la Ghouta d'un habitant ? Il suffit de comparer la bonne santé et les vêtements des premiers avec l'amaigrissement et les loques des seconds.

L'Armée arabe syrienne vient de découvrir des stocks de nourriture et un hôpital très bien équipé à Irbine. Pourtant, l'Onu et les ONG humanitaires assuraient que le « régime » affamait la population et la privait de soins.

Un immense réseau de tunnels est mis à jour, dont un mega-corridor permettant de faire circuler des 4x4 et d'approvisionner les combattants, tandis qu'ils maintenaient les habitants en esclavage.

Alors que la presse occidentale assure que les familles qui ont été évacuées vers l'Émirat d'Idleb sont bien des « rebelles modérés », la plupart des combattants sont montés masqués dans les autobus mis à leur disposition. Lorsque certains sont apparus tête nue, ils ont été reconnus. Sur cette seconde photo : les deux personnages du premier plan apparaissent comme ceux qui arboraient les têtes de leurs victimes sur la première photo.

Reporters sans frontières professionnel & fake news made in USA.

- "La face cachée de Reporters sans frontières : De la CIA aux faucons du Pentagone" - Les Crises 04.04

Voici, détaillés dans ces pages, les fréquentations douteuses, les financements honteux, les hargnes sélectives, les indulgences infondées, les tentatives de dissimulations, les manipulations des chiffres, les mensonges réitérés de Reporters sans frontières, le tout au service d'une cause sans rapport avec les objectifs affichés. Observons son ardeur au travail contre les pays pauvres que l'Occident veut soumettre et son silence face aux concentrations économiques dans les médias des pays riches. Notons sa mansuétude envers les «bavures» de l'US Army, ses «oublis» dans la comptabilisation de journalistes qui en sont victimes.

Ce livre dévoile les paravents de la CIA qui alimentent RSF en dollars: le Center for a Free Cuba et la National Endowment for Democracy (NED) via l'United States Agency for International Development (USAID).

Et il n'y a pas qu'eux: l'Open Society Institute du milliardaire et magnat international de la presse George Soros, ami personnel de Bush, qui s'agit partout où peut être mis en place un gouvernement pro-étatsunien, fait partie aussi des généreux financiers de RSF.

Alors, RSF ??? Association humanitaire ou bras médiatique européen de la CIA et des faucons du Pentagone ?

Critique de Maurice Lemoine sur le site du Monde diplomatique :

Question : « Quel besoin avait le président Hugo Chávez d'engager une réforme de la Constitution (...) au risque d'aggraver encore un peu plus les divisions et la polarisation entre les citoyens de son pays ? » Autre question : quelle est la légitimité de Reporters sans frontières (RSF), organisation théoriquement destinée à la défense des journalistes, pour, dans un communiqué du 28 novembre 2007, poser... ce type de question ? Et pourquoi tant de mensonges, systématiques et effrontés, dès qu'est évoquée la situation au Venezuela ? Cet ouvrage apporte quelques éléments de compréhension. Fréquentations douteuses (extrémistes cubains de Miami), financements très politiques (en provenance de Washington), hargnes sélectives (contre La Havane ou Caracas...), modération remarquable (dans la dénonciation des « bavures » de l'armée américaine contre les journalistes), désintérêt patent (quant à la censure des médias par l'argent) y sont amplement détaillés. D'où une dernière question : RSF n'aurait-il pas tendance à reproduire, voire à anticiper, les opinions émanant du département d'Etat américain ? Les Crises 04.04

Commentaires d'internautes.

1- "RSF en diseur de vérité c'est un peu comme la mafia luxembourgeoise en régulateur bancaire, le symptôme de l'inversement complet du sens et des valeurs. Heureusement il n'y aura bientôt plus qu'eux pour croire à leur propres mensonges et se décerner les bons points vérité certifiée."

2- "Bref, pour croire que tout ça est couvert de bonnes intentions, il faut avoir largement dépassé le stade de la naïveté. Pas facile de préparer le ministère de la pensée unique !"

3- "Avoir confiance en Google, Facebook ou Microsoft. Pourquoi pas en Monsanto, Goldman Sachs, Walmart, Xe, Carlyle ou Lookeed pendant qu'on y est?"

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation à la SNCF.

- Grève SNCF : comme un début d'inquiétude au gouvernement - LeParisien.fr 04.04

Y aurait-il de la fébrilité dans l'air ? Mercredi après-midi, Edouard Philippe a décidé de reporter son déplacement prévu ce week-end au Mali pour rester à Paris. LeParisien.fr 04.04

- Plusieurs centaines de manifestants pour la défense des cheminots - AFP 03/04/2018

Plusieurs centaines de personnes ont défilé mardi à Paris mais aussi dans plusieurs villes en soutien aux cheminots, au premier

jour d'une grève au long cours contre la réforme de la SNCF, ont constaté des journalistes de l'AFP.

À Paris, les manifestants, en majorité des cheminots de SUD-Rail et de FO, mais aussi des étudiants, des agents hospitaliers, des enseignants et des salariés d'Air France, sont partis peu après 15H00 de la gare de l'Est en direction de la gare Saint-Lazare, sur fond de fumigènes, pétards et sirènes.

"Cheminots en colère, on va pas se laisser faire", scandait SUD-Rail au micro. Parmi les slogans: "A ceux qui veulent privatiser le rail, la rue répond: résistance" ou "cheminots, usagers, solidarité". Une banderole de FO cheminots proclamait: "Non à la casse sociale ! Non à la casse du ferroviaire ! Résister, revendiquer, gagner !"

La solidarité entre cheminots et étudiants s'est manifestée aussi à Lille où 300 personnes se sont rassemblées, à Tours (500) et à Bordeaux (environ 200).

"Gares et facultés, défendons le service public", pouvait-on lire sur une banderole à Bordeaux, tandis qu'à Lille, les manifestants scandaient: "C'est tout le monde qui déteste Guillaume Pépy", "Etudiants, cheminots, c'est tous ensemble qu'on va gagner!". AFP 03/04/2018

- SNCF: une cagnotte de soutien aux grévistes dépasse 220.000 euros AFP 04/04/2018

Une "cagnotte" de soutien aux cheminots en grève, lancée le 23 mars par une trentaine d'écrivains, réalisateurs ou encore universitaires, avait franchi la barre des 220.000 euros, mercredi en début de soirée.

À 18H30, la somme affichée sur le site dépassait 200.000 euros collectés, avec plus de 6.500 contributeurs.

À titre de comparaison, la "caisse de grève" lancée par SUD-rail (3e syndicat à la SNCF) contenait près de 20.000 euros à la même heure, avec environ 470 participants.

"Nous avons de la sympathie pour les cheminots grévistes", ont écrit en mars, sur un blog de Mediapart, les fondateurs de la cagnotte, parmi lesquels figurent les écrivains Laurent Binet, Didier Daeninckx et Annie Ernaux, les philosophes Bernard Stiegler et Étienne Balibar, ou encore le réalisateur Robert Guédiguian.

"Ils défendent un de nos biens communs, une entreprise de service public que le gouvernement cherche à transformer en +société anonyme+", ont-ils écrit, en soulignant que "les journées de grève coûtent et que pour le succès de leurs revendications, il importe que le mouvement puisse durer". AFP 04/04/2018

- Les syndicats de la SNCF dénoncent une "mascarade" après une réunion de 6 heures avec le ministre...
- Le HuffPost 6 avril 2018

À l'issue de leur première réunion de concertation avec le gouvernement depuis le lancement de la grève de deux jours sur cinq contre la réforme du rail, les syndicats de la SNCF ont dénoncé jeudi 5 avril au soir "une mascarade" et promettent de nouveau une grève longue.

"C'est une véritable mascarade" avec "un gouvernement qui brode", qui "n'a pas de propositions et qui ne règle pas les problèmes", donc "la grève se poursuit", a déclaré Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots, "extrêmement déçu et mécontent" car "les revendications des cheminots n'ont pas été entendues". "Le gouvernement avance à marche forcée pour tenter de nous asphyxier. On est dans une situation où le mouvement social risque bien de se durcir", a estimé Roger Dillenseger de l'Unsa.

Quant aux transferts des agents, "une partie des agents seront transférés d'office, l'autre partie sera appelée à être volontaire et s'il n'y a pas assez de volontaires, ils seront également transférés d'office", a ajouté M. Brun.

"Il va falloir renforcer, amplifier, durcir"

"Hélas, les cheminots vont devoir se mobiliser dimanche et lundi (...) Nous sommes partis sur un conflit qui risque de durer si le gouvernement ne revoit pas sa méthode", a prévenu Didier Aubert de la CFDT.

Pour SUD Rail, "il va falloir renforcer, amplifier, durcir" la grève pour "faire plier" le gouvernement et "arriver au bout des revendications". Le débat sera "posé dans les assemblée générales" afin de voir "comment organiser le mouvement pour être entendu", a indiqué Eric Santinelli.

Lors des deux premiers jours de la grève par épisode, mardi et mercredi, le trafic ferroviaire a été très perturbé, avant de

repandre jeudi. La deuxième séquence va débuter samedi à 20 heures pour s'achever mardi à 07 heures 55.

Côté politique, le député insoumis François Ruffin a proposé une "grande manifestation nationale commune le 5 mai" et le président du groupe LFI à l'Assemblée, Jean-Luc Mélenchon, a appelé à une manifestation commune "anti-Macron", à Marseille, le 14 avril. Le HuffPost avec AFP 6 avril 2018

Éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

- "*Le gouvernement doit céder : retrait du plan Macron-Spinetta !*"

LVOG - Non : Retrait du plan Macron-Spinetta ou Macron dégage !

- Les syndicats sont dépassés et désertés, qu'il faudrait remplacer par d'autres formes ? Les événements montrent que le mouvement vers la grève se confond avec le mouvement vers les organisations syndicales, instruments de l'action.

LVOG - ... et de la trahison ! On se serait passé de ce paragraphe.

On aurait pu se contenter du constat que "*les fédérations de cheminots CGT, FO et SUD exigent clairement le retrait du projet Macron-Spinetta !*"

Bref, toute perspective politique a disparu... D'ailleurs la "*politique de concertation*" "*ne sert (pas) que le gouvernement*", mais les capitalistes qui veulent s'approprier la SNCF et qu'il faut exproprier...

Discussion entre cheminots dans La tribune des travailleurs (POID)

S"*il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement*", et si "*c'est vraiment la bataille majeure dans laquelle on ne peut pas reculer*", et si Macron refuse de "*reculer*", il doit déguer, à moins qu'il licencie ou dissolve l'ensemble des cheminots !

Je suis loin de la France et sans correspondant, donc je navigue à vue en fonction de ce que je lis et de ma propre expérience. J'ai appris à me méfier des déclarations tonitruantes et des appréciations faussement optimistes ou exagérées.

Il y a un truc que je ne comprends pas, on n'arrête pas de nous dire que les travailleurs n'en peuvent plus, que Macron est honni, qu'il ne cédera pas, et voilà qu'on se contente de vouloir le faire reculer... Cela fait penser à ceux qui vous promettent monts et merveilles avant des élections, et qui lorsqu'ils sont au pouvoir se contentent d'abroger une loi marginale en conservant toutes les lois anti-ouvrières adoptées précédemment, bref, la vie continue comme avant sous la Ve République.

Est-ce cela l'avant-garde ? J'avais cru qu'elle s'inspirait des travailleurs les plus avancés pour les recruter...

[Numéro de prestidigitatation d'un fakir.](#)

- Ruffin (LFI) propose une "grande manifestation nationale commune le 5 mai" - AFP 5 avril 2018

Le député LFI François Ruffin a proposé mercredi l'organisation d'"une grande manifestation nationale commune le samedi 5 mai", lors d'une "assemblée générale" publique en présence de plusieurs centaines de personnes, dont des cheminots, des étudiants et personnel médical en grève.

"Je propose le samedi 5 mai" pour "une grande manifestation nationale commune", a lancé M. Ruffin lors d'un rassemblement dont il avait eu l'initiative à la Bourse du Travail à Paris devant la multiplication des mouvements sociaux.

Dans le mois qui vient, le député de la Somme souhaite que se créent partout en France "des comités du 5 mai" pour qu'"on arrive à se rassembler, pour un grand mouvement tous ensemble".

"La plus grosse question, c'est: qu'est-ce qu'on fait le 5 mai au soir? Il faut une inversion du rapport de force, que la peur change de camp, que le 5 mai au soir soit le point de départ" du changement de la politique sociale et économique qu'il appelle de ses vœux, a ajouté le réalisateur de Merci, Patron!, l'un des initiateurs du mouvement de La Nuit Debout en 2016.

"On n'est pas là pour refaire Nuit Debout", a toutefois prévenu de son côté le philosophe Frédéric Lordon, échaudé par l'échec du mouvement spontané né en réaction à la loi El Khomri mais qui n'avait pas connu de débouchés politiques. "Si l'offensive est générale, nous voulons le débordement général. Il faut dire à tous ceux qui se sentent dans le malheur qu'il y a une issue. Lutte, luttons, c'est le moment", a lancé ce membre des Economistes atterrés.

Écrivant sur sa page Facebook vendredi dernier, M. Ruffin avait souligné: "C'est le printemps, ça bourgeoine ici et là. À la fac de Toulouse, de Montpellier, dans les hôpitaux, dans les Ehpad, et dans les gares, bien sûr", écrivait-il en allusion aux grèves actuelles. "Alors est-ce qu'on pourrait essayer quelque chose ? Est-ce qu'on pourrait tenter que les petits ruisseaux de colères fassent une grosse rivière d'espérance ? Est-ce qu'on pourrait aider à ce qu'un truc se passe, un truc, juste un truc, un truc qui nous fasse respirer, un truc qui soulève la chape de plomb de la résignation ?"

A son appel plusieurs centaines de personnes se massaient dans la Bourse du travail mercredi soir, au son d'une fanfare. Plusieurs centaines d'autres avaient dû rester à l'extérieur, faute de place.

"Il faut essayer quelque chose", "appeler à la convergence des luttes, qui est une condition nécessaire mais insuffisante", a-t-il lancé à un public enthousiaste, qui applaudissait et tapait du pied, il faut faire "la fête à Macron".

Plusieurs représentants de salariés ou étudiants en grève ont également pris la parole. Une étudiante de Tolbiac est venue expliquer son opposition à la "sélection catastrophique" à l'université, en termes d'"inégalité sociale, économique et géographique"; un cheminot "en colère" promettre que la lutte contre la réforme de la SNCF allait "s'accentuer"; un médecin et une infirmière affirmer que "le gouvernement organise le déficit des hôpitaux"; un employé de Carrefour qu'"on crée la précarité" dans son entreprise... huffingtonpost.fr et AFP 5 avril 2018

En complément

Quelles sont les facs mobilisées ? - Liberation.fr 5 avril 2018

Ce sont désormais une vingtaine de villes qui sont concernées par des mobilisations ou des blocages organisés contre la réforme de l'université. A la revendication initiale s'ajoute la colère des étudiants et étudiantes contre la répression, dans un contexte marqué par les violences survenues à la faculté de droit de Montpellier. Liberation.fr 5 avril 2018

Conflit salarial à Air France: 4 grèves supplémentaires en avril - AFP 04/04/2018

Le conflit salarial à Air France s'est encore durci mercredi après l'annonce, par dix syndicats de tous métiers, de quatre journées de grève supplémentaires, les 17 et 18 avril puis les 23 et 24 avril. AFP 04/04/2018

Illégitime !

- Révision des institutions: le scénario retenu par l'exécutif - AFP 04/04/2018

Le Premier ministre Édouard Philippe a dévoilé mercredi la vaste réforme des institutions, promise par Emmanuel Macron, dont voici les principales mesures:

30% DE PARLEMENTAIRES EN MOINS

En campagne puis devant le Congrès, Emmanuel Macron avait promis de réduire d'environ un tiers le nombre de députés (577) et de sénateurs (348), mais avec plus de moyens pour travailler.

Ce sera 30% en moins dans chaque chambre, a annoncé le Premier ministre. Le nombre de députés sera ramené à 404 et le nombre de sénateurs à 244 lors des prochaines élections.

15% DE PROPORTIONNELLE

La "dose" de députés élus à la proportionnelle, promise par Emmanuel Macron, est finalement de 15%. Pour le chef de l'État est de permettre à "toutes les sensibilités" d'être "justement représentées". Les Français y sont aussi majoritairement favorables, selon les sondages.

Sur la dose de proportionnelle, plusieurs questions demeurent: listes nationales, régionales ou panachages pour la proportionnelle, quel redécoupage des circonscriptions, etc.

CUMUL DANS LE TEMPS LIMITÉ

Le nombre de mandats identiques, complets et consécutifs sera limité à trois pour les parlementaires et présidents d'exécutifs locaux. La date d'entrée en vigueur n'a pas été annoncée mais cette disposition pourrait ne s'appliquer qu'aux prochains élus.

Les maires des communes de moins de 9.000 habitants n'y seront pas soumis. Sans doute pour satisfaire le Sénat, dont les maires constituent le gros des électeurs, cette exception a été étendue. Elle concernait initialement les communes de moins de 3.500 habitants.

CORSE

Une référence explicite à la Corse sera inscrite dans la Constitution. Il s'agit d'une des rares revendications nationalistes retenues par Emmanuel Macron lors de sa visite en Corse début février.

DIFFÉRENCIATION DES TERRITOIRES

Les collectivités locales de métropole et d'outre-mer pourront "adapter les règles qui régissent leurs domaines de compétence à la réalité de leur territoire". Un "pacte girondin" mais aussi "un gage d'efficacité et une façon de réformer sans céder à l'esprit de système", pour le Premier ministre.

JUSTICE, CESE

Les pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature seront renforcés pour la nomination et l'exercice du pouvoir disciplinaire des magistrats du parquet.

La Cour de Justice de la République, chargée de juger les ministres, sera supprimée et les membres du gouvernement jugés par la Cour d'appel de Paris, mais avec un "filtre" pour que "la responsabilité pénale des ministres ne soit engagée qu'à bon escient".

Les anciens présidents de la République ne siégeront plus au Conseil constitutionnel.

Le Conseil économique, social et environnemental, actuellement doté de 233 membres, sera "réduit de moitié", pour devenir "une chambre de la société civile", chargée de d'organiser des consultations de citoyens et d'experts sur les "projets d'avenir".

FABRIQUE DE LA LOI

Au nom de l'"efficacité", la procédure va connaître plusieurs changements pour accélérer les débats. Le "contingentement" des amendements, chiffon rouge, a été abandonné, mais reste un mécanisme pour les limiter. Parmi d'autres modifications, le calendrier budgétaire de l'automne sera réduit à 50 jours, contre 70. En contrepartie, le Parlement verrait ses pouvoirs d'évaluation et de contrôle renforcés.

CLIMAT

L'impératif de lutte contre le changement climatique, "défi majeur du siècle", sera inscrit à l'article 34 de la Constitution, qui fixe le domaine de la loi.

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Si le Conseil d'État juge nécessaire "un fondement constitutionnel", le Service National Universel figurera aussi à l'article 34.
AFP 04/04/2018

ACTUALITE EN TITRES

[- Hommage à Paris aux 510 "morts de la rue" en 2017 - AFP 04/04/2018](#)

Cristina, six semaines, morte en février à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), André, 76 ans, mort en août à Toulon... Au moins 510 personnes sans-abri sont mortes en 2017, selon le collectif Les Morts de la rue, qui leur a rendu hommage mercredi.
AFP 04/04/2018

[- Stationnement payant pour motos et scooters: une première qui passe mal - AFP 03/04/2018](#)

Une mesure "déplorable" pour se faire "de l'argent facile": le stationnement est désormais payant pour les scooters et motos dans deux communes du Val-de-Marne, une première en France qui mécontente les conducteurs de deux-roues.

A Charenton-le-Pont et Vincennes, le coût du stationnement pour les motos et scooters a été fixé à environ un tiers de celui des voitures, "proportionnel" à la taille d'un emplacement deux-roues par rapport à un emplacement voitures. Face aux critiques, les mairies de Charenton (30.000 habitants) et de Vincennes (50.000 habitants) le répètent, il ne s'agit pas d'une mesure anti-deux-roues, ni de de fiscalité, mais bien d'"équité" : "il n'y a pas de raison qu'ils soient les seuls à ne pas payer", estime-t-on à la mairie (UDI) de Vincennes.

Face à l'occupation croissante de l'espace public par des deux-roues de plus en plus nombreux, "c'est tout à fait légitime et équitable qu'ils participent, modestement", ajoute le maire LR de Charenton, Hervé Gicquel. AFP 03/04/2018

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- Le Royaume-Uni se dote d'une base militaire permanente à Bahreïn - Reuters

Le Royaume-Uni a inauguré jeudi une base militaire permanente au royaume de Bahreïn, rapporte l'agence de presse bahreïnie BNA. Reuters

Etats-Unis

- Frontière mexicaine-Trump veut 2.000-4.000 membres de la Garde nationale - Reuters

Brésil

- Brésil: Un juge ordonne l'incarcération de l'ex-président Lula - Reuters

Le juge brésilien Sergio Moro a ordonné jeudi l'incarcération de l'ex-président Luis Inacio "Lula" da Silva, condamné à 12 ans de réclusion pour corruption, et lui a donné jusqu'à vendredi 17h00 locales pour se présenter de lui-même à la police. Reuters

Corée du Sud

- Corée du Sud: l'ex-présidente Park condamnée à 24 ans de prison - AFP

L'ex-présidente sud-coréenne Park Geun-hye a été condamnée vendredi à 24 années de prison pour son rôle dans le retentissant scandale de corruption qui avait précipité sa disgrâce l'année dernière. AFP

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: Le procès de Zuma repoussé au 8 juin - Reuters

L'ancien président sud-africain Jacob Zuma répondra le 8 juin d'accusations de corruption lors de la signature d'un contrat de vente d'armes d'un montant de 2,5 milliards de dollars (2 milliards d'euros) à la fin des années 1990, a décidé vendredi. Reuters

Malaisie

- Malaisie: dissolution du Parlement pour des législatives anticipées - AFP

Le Premier ministre malaisien, Najib Razak, a annoncé vendredi la dissolution du Parlement en vue d'élections législatives qui s'annoncent difficiles pour le chef du gouvernement, éclaboussé par un scandale financier et défié par son ancien mentor, le charismatique Mahathir Mohamad. AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 7 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (6 pages)

Ah ces "anticapitalistes", ces "trotskystes" d'opérette !

RETRAIT (du plan Macron-Spinetta)!

Un mot tabou au NPA et à LO, Macron peut s'en féliciter. Je me suis connecté sur leurs blogs nationaux et j'ai lu les articles consacrés à la grève des cheminots, nulle part il n'est question de retrait, ni de dégager Macron évidemment, pour eux il est le président légitime et doit rester en place jusqu'en 2022.

LO.

Putain de grève ! Quand LO tend la perche à la réaction pour battre les cheminots et diviser les travailleurs.

- *"Il faut être solidaire de cette grève, malgré les complications qu'elle provoque."* Surtout pour Macron, le malheureux !

- *"Cette grève va certes engendrer nombre de difficultés pour tout un chacun."* Ah bas la grève !

Ensuite, LO regrette que les ministres de ce gouvernement ultra réactionnaire n'aient pas une pensée affectueuse pour les travailleurs, non mais sans blague, parce qu'ils le devraient, après tout ne sont-ils pas des hommes et des femmes comme les autres, bref, le niveau zéro de la conscience de classe.

- *"Whirlpool, il avait proposé un sèche-linge pour solde de tout compte aux salariés dont il se débarrasse. Aucun ministre, ne s'en est offusqué !"*

Macron et ses ministres n'étaient-ils pas destinés à posséder des vertus qu'ils ignoraient eux-mêmes les bougres, et nous alors ? Oh que c'est vilain de ne pas en user à bon escient, ingrats va ! Il semblerait plutôt qu'ils soient fidèles à eux-mêmes, non ? Fallait-il en attendre autre chose, c'est ce qu'insinue insidieusement LO. Quelle ignominie !

Non, mais attendez, je ne sais pas si vous avez pris la mesure du degré d'opportunisme qu'ils ont atteint. Depuis un an Macron et ses ministres ainsi que LREM ne cessent de mépriser ouvertement les travailleurs et de s'attaquer à leurs droits, et voilà qu'ils devraient s'offusquer du sort que la direction d'une multinationale réserve à ses salariés ?

Cela signifie qu'on est en présence de gens qui sont pris dans la spirale infernale de l'immédiateté, et qui ne sont pas capables de penser au-delà dans le passé et encore moins dans le futur, d'où leur incapacité à proposer aux travailleurs une issue ou une perspective politique, ce qui les conduit à prêter des intentions à Macron et ses ministres qui leur sont étrangères, et en contradiction avec la politique réactionnaire qu'ils imposent aux travailleurs.

Décidément ces braves ministres manquent à tous leurs devoirs, il va falloir les rééduquer et les convertir au socialisme... C'est dingue et pitoyable !

NPA

Si *"c'est ça la politique"*, il y a vraiment de quoi en être dégoûté...à vie ! Ils servent aussi à cela les pseudo-gauche et extrême gauche version LFI, NPA, LO, etc.

Higelin, l'esprit de 68 - NPA 06.04

- *"Un camarade dans le combat pour une autre société."*

Quel brave *"camarade"* qu'on ne prendra pas en exemple et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, c'était en réalité un opportuniste et rien d'autre.

- Jacques Higelin parlait de son engagement comme personne: *"l'amour de la vie, le plaisir de la vie"* - Le HuffPost 06.04

Jacques Higelin : "*C'est ça la politique. (...) Putain! L'amour de la vie, le plaisir de la vie!*".

Jacques Higelin s'est aussi "*mouillé*" politiquement: François Hollande, Ségolène Royal ou encore Anne Hidalgo ont pu compter sur son soutien. Le HuffPost 06.04

On comprend pourquoi ceux qui n'ont pas eu le bonheur d'Higelin de profiter de "*l'amour de la vie*" ou de goûter au "*plaisir de la vie*" ne sont pas concernés par la politique, selon le NPA, circulez il n'y a rien à voir, elle est destinée aux nantis.

L'hédonisme leur tient lieu à la fois d'intention, de motivation et de programme au NPA. J'ignore ce que vous en pensez, mais nous serons d'accord que tout le monde aspire à profiter de la vie, c'est naturel, c'est d'ailleurs un des piliers sur lequel repose le socialisme, mais apparemment en régime capitaliste il y a beaucoup de candidats mais peu d'élus, non ? On pourrait ajouter que ce sont des nantis qui s'adressent à des nantis, l'immense masse du peuple exploité ne les intéresse pas ou n'existe pas, sauf peut-être quand il s'agit de défendre leurs privilèges parce qu'ils manquent de jambes.

Et de fait, dans 9 cas sur 10 ce sont des privilégiés qui militent, privilégiés par rapport aux restes des travailleurs. Ils vous diront qu'ils en ont conscience, puisqu'ils ont réussi à se convaincre qu'ils avaient atteint un niveau de conscience supérieur. Mais en réalité leur statut social va influencer la manière dont ils vont interpréter le monde sans qu'ils en aient conscience, bien qu'il arrivera forcément un moment où ils s'apercevront que leurs analyses ou leurs comportements sont entachés d'opportunisme sans pour autant les rectifier. Au contraire, ils s'emploieront par la suite à les justifier, quitte progressivement à se renier un peu plus, d'où leurs discours aux relents radicaux pour le camoufler.

Tous ces gens font partie de la gauche institutionnelle que j'ai caractérisée de droite puisqu'ils se prosternent devant le régime qu'ils sont censés affronter.

On pourrait conserver cette caractérisation de droite pour ceux qui sont organisés dans ces partis, et employer celle de gauche institutionnelle ou légaliste pour tous ceux qui sont inorganisés et qui manifestent des penchants progressistes ou humanistes ou estiment légitimes les revendications des travailleurs, cette précision pour éliminer ceux de droite qui prétendent avoir les mêmes penchants, mais ne bougeront pas le petit doigt lorsque le gouvernement adopte des mesures antisociales ou liberticides.

[Une imposture qui aura fait long feu.](#)

- Pour son deuxième anniversaire, La République en Marche est désormais vu comme un parti de droite - Le HuffPost 6 avril 2018

25% des sondés le jugent au centre-droit, 20% à droite et 5% très à droite soit un total de 50%. A l'inverse, ils ne sont que 5% à le penser à gauche et 21% au centre.

Il y a un an, seulement un tiers des Français pensaient LREM à droite.

C'est le résultat de mesures libérales prises par le gouvernement d'Edouard Philippe comme les ordonnances réformant le code du travail, la suppression d'une grosse partie de l'ISF ou la réforme annoncée de la SNCF. Le HuffPost 6 avril 2018

Ah ben merde alors, il va falloir qu'on fabrique un nouveau parti de gauche (type libéral-libertaire) après la débâcle du PS, nous voilà dans de beaux draps ! Entre nous, cela pue déjà le cadavre réchauffé... A moins qu'ils s'en passent, avec les moyens de propagande dont ils disposent désormais et après avoir réussi à faire élire Macron avec moins de 20% de voix, tenteront-ils le coup une seconde fois en éliminant tous les concurrents potentiels ? Après tout, la Ve République n'a rien à envier à une monarchie héréditaire...

[Affaire Skripal. Même pas mort !](#)

Voilà une résurrection qui va empoisonner un peu plus ceux qui nous gouvernent, on ne peut que s'en féliciter.

Quel poison ces fakes news d'Etat, il va finir par tuer leurs auteurs ! Pas de problème, d'autres prendront la relève et ainsi de suite. Mais jusqu'à quand cela va marcher ? Telle est la question...

Le 27 mars, lors d'un débat sur la sécurité nationale et la Russie, May a déclaré que Sergei et Yulia Skripal « restent gravement malades à l'hôpital. Malheureusement, à la fin de la semaine dernière, les médecins ont indiqué que leur état ne devrait pas changer dans un proche avenir, et ils pourraient ne jamais se rétablir complètement ». (Source : WSWWS, le 31 mars 2018)

Quelques jours plus tard ils étaient rétablis !

Ils osent tout. Quand les agences de presse se transforment en cours des miracles.

- L'état de santé des Skripal s'améliore rapidement, selon les médecins - AFP 7 avril 2018

L'état de santé de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, empoisonnés il y a un mois en Grande-Bretagne avec un agent neurotoxique particulièrement dangereux, s'améliore rapidement, ont annoncé leurs médecins. (L'un des poisons qualifié il y a quelques jours parmi les plus puissants du monde n'est plus que "particulièrement dangereux". - LVOG)

Après l'intoxication des Skripal, survenue le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest de l'Angleterre, où l'ancien espion réside, les experts s'étaient interrogés sur leurs chances de survie. (Apparemment ils se sont plantés dans les doses ou la concentration du poison, vont-ils recidiver pour faire taire les Skripal, c'est la question qu'on peut se poser en lisant la suite ? - LVOG)

Le ministère britannique de l'Intérieur a annoncé vendredi avoir refusé un visa d'entrée dans le pays à la nièce de Sergueï Skripal. "Sa demande n'était pas conforme aux règles d'immigration", selon un porte-parole du ministère.

Viktoria Skripal, qui réside en Russie, avait déclaré avoir demandé un visa britannique pour pouvoir rendre visite dès lundi prochain à ses proches à l'hôpital de Salisbury.

"J'étais sûre que cela arriverait. Ils doivent avoir quelque chose à cacher", a-t-elle déclaré à la télévision Sky News, se référant aux autorités britanniques.

L'ambassade de Russie à Londres a jugé ce refus de visa "regrettable et inquiétant". La décision du ministère de l'Intérieur "ne tient pas la route", a-t-elle estimé. AFP 7 avril 2018

Le ridicule ne tue pas, la preuve.

- Comment Ioulia Skripal a fait échouer le plan de Londres visant à diaboliser Moscou - sputniknews.com 06.04

Ioulia Skripal, touchée par l'incident de Salisbury qui n'a toujours pas été élucidé, est dans un état normal, peut parler et est prête à quitter l'établissement médical dans lequel elle se trouve.

Le rétablissement de la fille de Skripal Ioulia avait été annoncé via le site de la police locale, qui enquête actuellement sur l'incident. La jeune femme a parlé à une parente Victoria pour confirmer son état de santé normal. C'est un nouveau coup dur pour Londres, dont la version des faits met en avant qu'une certaine substance toxique prétendument fabriquée par la Russie aurait été utilisée contre la famille Skripal, écrit vendredi 6 avril le site de la chaîne Zvezda. Si un puissant poison avait été utilisé à Salisbury, comme l'affirme obstinément Londres, les victimes n'auraient certainement pas pu s'en sortir «avec plus de peur que de mal».

Ioulia Skripal affirme dans sa déclaration qu'elle a repris connaissance il y a plus d'une semaine et que son état s'améliore de jour en jour.

«Je suis reconnaissante pour tout l'intérêt porté à ma personne et pour les nombreux messages de rétablissement reçus. Je devrais remercier beaucoup de personnes pour mon rétablissement. En particulier, je voudrais mentionner les habitants de Salisbury qui nous sont venus en aide quand nous étions inconscients avec mon père», peut-on lire sur le site de Scotland Yard.

En même temps, la nouvelle du rétablissement de Ioulia Skripal prête à certaines conclusions liées aux circonstances des faits. Plusieurs commentateurs l'ont déjà fait remarquer. Par exemple, la gratitude exprimée par la jeune femme aux habitants de la ville britannique qui leur sont venus en aide ne «colle» pas avec la version propagée par les autorités britanniques sur l'usage d'un poison mortel puissant. Selon Londres, tout un arsenal de «substances toxiques militaires» a été utilisé à Salisbury.

D'où la question: quel est l'état de santé des citoyens qui sont venus les premiers en aide au père et à la fille, car très probablement ils ne portaient pas d'équipements de protection? D'ailleurs, le policier touché par le poison a passé seulement quelques jours à l'hôpital.

Sans oublier un véritable scoop: on affirme que l'ex-espion Sergueï Skripal lui-même se rétablirait. Il s'avère qu'il n'est plus dans un état critique depuis longtemps, alors que selon le «verdict» des autorités britanniques il était condamné.

Concernant l'état de son père, Ioulia affirme que «tout va bien, il se repose, dort, l'état de santé de tout le monde est bon, personne ne souffre de maux irrémédiables, je sors bientôt de l'hôpital, tout va bien».

Le perfide «Novitchok» n'aurait-il pas fonctionné? Était-il périmé? Ou il ne s'agit-il pas du «Novitchok» russe, comme l'a confirmé récemment l'expertise du laboratoire spécialisé du ministère britannique de la Défense de Porton Down? sputniknews.com 06.04

De la fabrication des preuves... à leur élimination.

- Preuves éliminées? Moscou réagit à la mort des animaux domestiques des Skripal - sputniknews.com 06.04

Les animaux appartenant aux Skripal auraient pu servir d'indices importants dans l'enquête sur l'empoisonnement de l'ex-agent russe et de sa fille, mais leurs corps ont été incinérés, a pointé du doigt la porte-parole de la diplomatie russe.

La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a réagi ce vendredi aux informations concernant la mort des animaux domestiques des Skripal, dénonçant le rôle que les bêtes auraient pu jouer dans l'enquête.

«Si au premier abord il semble qu'il s'agit d'un prétexte pour rire en disant "les témoins importants ont été éliminés". En réalité, c'était vraiment des "témoins importants", car il s'agit d'un agent toxique qui, dans tout un ensemble de scénarios, aurait pu être déposé dans la maison de Skripal», a-t-elle écrit sur son compte Facebook.

Qu'est-il arrivé aux animaux domestiques des Skripal?

Citant la presse britannique, la diplomate a rappelé que les «cochons d'Inde étaient morts de déshydratation parce qu'ils avaient été abandonnés dans la maison».

«Comment cela se fait-il? Il y a eu une perquisition et personne n'a remarqué les animaux? On n'a pas remarqué les animaux d'un homme qui avait été empoisonné avec un gaz neuro-paralytique?!», s'est interrogée la porte-parole.

Évoquant le chat que possédaient les Skripal, Mme Zakharova a noté que la bête avait été euthanasiée après avoir été emmené dans le laboratoire de Porton Down.

«Pourquoi a-t-il été euthanasié? Réponse: parce que le chat était "dans un état de détresse", car "on l'avait pas remarqué" lors de la perquisition. C'est ainsi qu'on traite d'habitude les animaux domestiques en Grande-Bretagne?», poursuit la diplomate sur Facebook.

La responsable a par ailleurs rappelé que les cochons d'Inde et le chat ont été incinérés. «Autrement dit, éliminés, alors que les animaux auraient pu être une preuve importante dans une affaire sur l'empoisonnement par substance chimique», a-t-elle ajouté.

Jeudi soir, la diplomatie russe a envoyé au ministère britannique des Affaires étrangères une requête visant à lui demander les informations sur le sort des animaux domestiques des Skripal. Selon Moscou, ces données permettront de mieux comprendre ce qui s'est passé pour l'ex-espion et sa fille. sputniknews.com 06.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Au moins sept Palestiniens tués lors de nouveaux heurts à la frontière entre Gaza et Israël - Franceinfo 6 avril 2018

Nouvelle journée de violence près de la bande de Gaza. Sept Palestiniens ont été tués et plus de 400 blessés par des soldats israéliens, vendredi 6 avril, lors de protestations près de la frontière entre Gaza et Israël.

Le 30 mars, au début d'une série de manifestations palestiniennes pour réclamer le retour des réfugiés et la fin du blocus de Gaza par Israël, les violences ont coûté la vie à 19 Palestiniens et blessé quelque 1 400 personnes, la journée la plus sanglante depuis la guerre en 2014 entre Israël et le Hamas palestinien.

Vendredi, des milliers de Palestiniens se sont à nouveau rassemblés près de la barrière de sécurité séparant le territoire israélien de l'enclave palestinienne contrôlée par le mouvement islamiste Hamas, ennemi juré de l'Etat hébreu.

Des affrontements ont éclaté en plusieurs lieux longeant la barrière. Des manifestants ont incendié des pneus et lancé des pierres sur les soldats israéliens, provoquant des champignons de fumée au-dessus de la barrière de sécurité pour gêner la visibilité de l'armée israélienne. Les militaires ont riposté en tirant des gaz lacrymogènes et des balles réelles.

Le ministère de la Santé à Gaza a indiqué que cinq Palestiniens avaient été tués par des tirs de soldats israéliens, dont un adolescent de 16 ans.

Selon l'armée israélienne, environ 20 000 Palestiniens se sont rassemblés près de la frontière, notamment à l'est des villes de Khan Younès et de Gaza. Certains ont pris part à des heurts et ont "tenté d'endommager et de franchir la barrière de sécurité sous un écran de fumée créé par les pneus enflammés".

Des engins explosifs et des cocktails Molotov ont également été lancés par les manifestants, a ajouté l'armée en soulignant que ses forces ripostaient "avec les moyens anti-émeutes et par balles, conformément aux règles d'engagement". Franceinfo 6 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 9 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(17 pages\)](#)

L'info qui figure plus loin a été partiellement rectifiée :

Syrie: le régime accuse Israël d'avoir mené la frappe contre une base militaire - AFP 09/04/2018

Le régime syrien a accusé lundi Israël d'avoir mené une frappe avant l'aube contre une base militaire dans le centre de la Syrie, qui a coûté la vie à 14 combattants dont des Iraniens.

"L'agression israélienne sur l'aéroport du T-4 a été menée par des avions F-15 qui ont lancé plusieurs missiles", selon une source militaire citée par l'agence officielle SANA. L'agence avait initialement pointée du doigt les Etats-Unis, avant de se rétracter. (Source : lorientlejour.com 09.04)

[Dernières infos sur la Syrie.](#)

- Syrie: l'aéroport militaire T4 attaqué - presstv.com 09.04

L'aéroport militaire T4 de Homs en Syrie a été attaqué par missiles américains. L'attaque au missile a été menée depuis un navire américain déployé en Méditerranée. Il s'agirait des missiles de type Tomahawk avec quoi les États-Unis ont déjà frappé une première fois en avril 2017 la base aérienne d'Al-Chaayrate, toujours située dans la banlieue de Homs.

L'agence officielle syrienne SANA a confirmé ce lundi 9 avril l'attaque au missile contre l'aéroport militaire T4 évoquant des morts et des blessés. Toujours selon cette source, les systèmes anti-aériens syriens ont intercepté huit missiles.

L'aéroport militaire T4 se trouve dans la province de Homs. Il se situe à l'ouest de Palmyre à 100 km à l'est de la ville de Homs.

Toute la journée de dimanche les médias occidentaux ont accusé sans preuve l'armée syrienne d'avoir attaqué aux substances chimiques les populations de Douma, dernier bastion que les terroristes de Jaïsh al-Islam devraient évacuer dans les heures à venir. Cette accusation a été formulée et reprise par les Américains et leurs alliés au Conseil de sécurité alors que l'armée syrienne contrôle depuis 10 jours la quasi totalité de la Ghouta orientale.

L'une des parties à avoir le plus énergiquement appelé à une attaque US contre la Syrie a été Israël.

Alors que l'opinion internationale continue de dénoncer la mort des dizaines de Palestiniens de Gaza sous les balles israéliennes, le régime de Tel-Aviv croit avoir trouvé de quoi se disculper : la chaîne israélienne i24 News a affirmé disposer d'informations selon lesquelles les commandants militaires américains seraient sur le point de convaincre Donald Trump d'attaquer Damas, plan d'attaque à l'appui.

"Les généraux du Pentagone préparent en ce moment une liste des cibles à frapper qui sera remise d'ici quelques heures au président Trump", rapporte la chaîne israélienne en allusion aux accusations d'attaque chimiques contre les civils de Douma attribuée à l'armée syrienne. Dimanche le président américain avait menacé Assad de "pire riposte" pour "avoir tué des civils dont des femmes". Trump a également accusé la Russie et l'Iran de complicité avec "Assad " qu'il a traité d'animal.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir sur la supposée attaque chimique contre Douma dans la Ghouta orientale, ce lundi à la demande de la France. presstv.com 09.04

- Syrie : la France et les États-Unis démentent avoir bombardé une base du régime - Le HuffPost 9 avril 2018

L'origine de l'attaque qui a visé l'aéroport militaire T-4, également connu sous le nom de Tiyas, reste indéterminée. Le HuffPost et AFP 9 avril 2018

[Un article destiné à ceux qui en sont restés au Capital de Marx et Engels.](#)

Je rappelle que jusqu'à mon dernier souffle, j'éprouverai une reconnaissance infinie envers Marx et Engels, que je considère comme les plus grands penseurs et humanistes de tous les temps. Cela implique d'essayer d'en être digne contrairement au culte de la personnalité et au dogmatisme.

- La reconnaissance est un fardeau, et tout fardeau est fait pour être secoué. Diderot, le Neveu de Rameau.

Secouons le fardeau du dogmatisme.

Je me demande comment on peut arriver à se convaincre que tout serait possible sans se poser davantage de questions ou sans imaginer un seul instant que le contraire pourrait également s'avérer exact, autrement dit, que tout ne serait pas possible ou que l'impossible pourrait bien se produire.

Il est étrange qu'on ne parvienne pas à concevoir que ce qui était possible ou impossible à une époque ne le soit plus à une autre époque, tout simplement parce que certains facteurs ou rapports auraient évolué de sorte que certaines conditions qui n'étaient pas remplies ou qui n'existaient pas autrefois le soient de nos jours ou se trouvent réunies, ce qui n'a rien d'extraordinaire et se produit quotidiennement, ce qui l'est en revanche, c'est de s'obstiner à le nier.

Maintenant on conçoit très bien que lorsqu'on aborde un champ aussi vaste que l'évolution de la situation ou de l'économie mondiale, au regard de la multitude de facteurs qui sont concernés, on puisse facilement s'égarer ou on ait toutes les peines du monde à s'y retrouver, et qu'il soit plus pratique alors de s'en remettre à son catéchisme favori. Et lorsqu'il s'avère qu'il est trop étroit pour en contenir les derniers développements ou faits qui le contredisent ou qui n'y figuraient pas, et bien on les fera disparaître ou on décrètera qu'ils étaient insignifiants, au besoin on tordra la réalité dans tous les sens pour qu'elle coïncide avec notre théorie, et si cela ne suffisait pas, on n'hésiterait pas à y trouver ce qui n'y figurait pas.

Après tout, quand en guise d'analyse on a décidé une bonne fois pour toute qu'on avait raison ou que toute interprétation divergente de la nôtre était forcément erronée, rien ne peut perturber nos certitudes gravées dans le marbre, quitte à violer nos principes qui s'en trouveront d'autant affaiblis, sans qu'on s'en émeuve plus que cela une fois rendu à ce stade misérable de reniement...

Il faut avouer que les choses sont beaucoup plus compliquées qu'elles n'y paraissent ou telles qu'on nous les expose.

Il fut une époque où on abordait des questions qui sont devenues littéralement des tabous, par exemple celle concernant la capacité du capitalisme à dépasser ses propres contradictions. On se demandait en quoi consistaient ces capacités et quelles en étaient les limites. Des questions qu'il aurait fallu aborder sérieusement en tenant compte de l'évolution de plusieurs facteurs, dont la croissance exponentielle de la démographie mondiale qu'on continuera d'ignorer jusqu'à nos jours, alors qu'elle était le produit du développement du capitalisme et allait être un des facteurs déterminants de l'évolution à venir de l'économie mondiale, concourir à la modification du rapport de force entre les classes au détriment des exploités dans les pays les plus développés et transformer profondément le mode de vie des masses dans les pays sous-développés, dont certains seront amenés à se développer à marche forcée... Et bien pendant ce temps-là, alors que ce processus se déroulait sous nos yeux, cela paraîtra peut-être incroyable à certains lecteurs, on continua de prétendre que le capitalisme était incapable de développer de nouveaux marchés, que le marché mondial avait atteint ses limites, etc. point final, et oser avancer le contraire vous valait d'être traité d'ignorant ou de contre-révolutionnaire, une insulte suprême pour un militant convaincu d'avoir atteint un niveau de conscience supérieure, du coup nous avons tous adopté cette interprétation farfelue.

En fait, le capitalisme ne disposait pas de capacités secrètes ou inexploitées que Marx ou Engels auraient ignorées, il allait au contraire confirmer leur diagnostic qui demeure valable, mais attention, concernant le capitalisme uniquement, tel qu'il existait à

leur époque et dont les fondements sont demeurés inchangés jusqu'à nos jours, au grand dam de l'oligarchie qui voudrait bien s'en débarrasser le plus vite possible, car il contient des contradictions explosives qui alimentent la lutte de classe du prolétariat.

Ce que ne pouvaient pas deviner ou plutôt découvrir Marx et Engels, c'est que la classe ouvrière ne parviendrait pas à se doter d'une direction politique pour prendre le pouvoir ou abattre le capitalisme, avant que les conditions indispensables à l'existence du capitalisme aient atteintes leurs limites ou ne soient épuisées ou que ses contradictions tendues à l'extrême lui soient fatales, de sorte que l'oligarchie n'ait plus d'autre alternative que recourir à un système de type purement mafieux et criminel n'ayant aucun rapport avec les lois de l'économie pour sauver sa peau ou ses privilèges, y compris le capitalisme à l'agonie, qui ne doit surtout pas s'effondrer de lui-même, car quant à le faire disparaître, elle seule doit s'en charger le moment voulu, par étape, par morceau, d'où la mise en place progressivement d'un autre modèle de société, ploutocratique, bureaucratique, policier, totalitaire.

On n'a pas saisi qu'il existe une différence fondamentale entre une société soumise à des rapports sociaux qui sont régis par des lois de fonctionnement contraignantes ou intangibles, qui s'imposent à toutes les classes, y compris à celle des capitalistes, et une société où ses lois et ses contraintes n'existent pas pour ceux qui les ont conçues, elles émanent de leur volonté à conserver le pouvoir sans avoir à se soumettre à des critères économiques ou sociaux, sans avoir de compte à rendre à personne, et si elles doivent être appliquées bureaucratiquement par des moyens despotiques, c'est parce que leur contenu invouable relève du totalitarisme. Dit autrement, être soumis à des lois dont on a hérité au risque qu'elles se retournent contre vous au détour de la lutte des classes, ou concevoir des lois sur mesure qui vous permettent d'agir en toute impunité en ayant neutralisé la lutte des classes, ce n'est pas du tout la même chose. J'ignore ce que vous en pensez, mais au moins avec cette explication on sait d'où on part et on sait ce qu'ils nous préparent ou où nous allons.

Il est de bon ton aussi d'affirmer qu'on assiste à une fin de règne en parlant du capitalisme, mais on a l'esprit assez borné pour ne pas concevoir ou admettre qu'il est en train d'accoucher d'une créature encore plus monstrueuse, à défaut de passer au socialisme.

Qu'on le veuille ou non, c'est davantage l'effondrement du mouvement ouvrier auquel nous avons assisté plutôt que celui du capitalisme, non ? Même si nous assistons à celui de ce dernier, mais pas vraiment selon le scénario qu'on nous avait décrit.

Bien évidemment, cela aurait dû se répercuter sur notre conception de la lutte de classe qu'on aurait dû modifier, or rien de tel ne fut fait. J'en veux pour preuve qu'on continua d'expliquer que le capitalisme allait s'effondrer, que l'économie mondiale allait exploser et j'en passe et des meilleurs, et toutes les tactiques ou stratégies mises en oeuvre correspondirent à cette analyse erronée. Tous les rapports que nous entretenîmes avec les différents partis, les institutions, le régime, l'ensemble de ses représentations idéologiques en furent faussés de fait.

Mais on refuse obstinément de l'admettre au nom d'une théorie devenue obsolète qu'il aurait fallu actualiser, parce que justement cela aurait nécessité de remettre en cause bien des rapports dont on tirait profit à court terme, perdant de vue que les transformations en cours de la société risquaient de nous éloigner toujours plus de notre objectif si on ne les prenait pas en compte. Se proclamer marxiste, trotskyste, communiste, socialiste n'engage que leurs auteurs et n'a aucune valeur à nos yeux, quand au lieu de partir des faits on s'emploie à les nier, cela s'adresse de préférence à nos dirigeants.

- Le prochain crash est planifié par Eberhard Hamer - Horizons et débats (Suisse) 03.04.2018

Voilà c'est fait! La HSH Nordbank – la scandaleuse banque régionale de Hambourg et du Schleswig-Holstein – est vendue.

Dans cette vente, tout est matière à scandale:

L'acquéreur est Cerberus, fabricant d'armement de sinistre réputation opérant à l'échelle mondiale, et financier d'armées de mercenaires comme Cerberus par exemple, menant la guerre en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique avec de l'argent américain. Ces guerres sont menées si brutalement et contrairement au droit que les Américains n'osent pas – à cause des conséquences juridiques – le faire avec leurs propres troupes. L'acquéreur en est ainsi le dernier des possibles sur le marché des investisseurs mondiaux. Les institutions publiques ne devraient pas pouvoir conclure ce genre d'affaire avec des organisations pareilles, criminelles et responsables de guerre.

Le prix d'achat est d'un milliard d'euros – mais les vendeurs (les deux länder de Hambourg et du Schleswig-Holstein) doivent encore reprendre chacun à leur charge pour environ 7 milliards d'euros, soit donc en tout 14 milliards de dettes. Somme qui sera par conséquent payée par le contribuable allemand en raison de l'incapacité de banquiers amateurs publics et de spéculateurs mis en place par la finance anglo-saxonne. Au lieu de quoi, et malgré le tollé soulevé par nos media, ce résultat a encore été salué par la propagande du gouvernement allemand.

Tous les responsables de ce scandale financier se sont personnellement recapitalisés, l'un d'entre eux, l'ancien maire de Hambourg Olaf Scholz, s'en étant même servi pour postuler avec succès pour le ministère fédéral des Finances.

HSH Nordbank – Un banc d'essai pour les spéculations aventureuses

Le scandale de la HSH Nordbank est, pour les banques corrompues par la haute finance anglo-saxonne dans le monde, un banc d'essai pour les montages spéculatifs les plus débridés, l'utilisation abusive des devises et de l'industrie financière, pour la concentration mondiale du capital (l'empire du dollar) et pour l'auto-complaisance et la déchéance morale de nos banquiers principaux et des politiciens de la finance:

Les hommes au pouvoir savent depuis des siècles que la forme la plus efficace de la «domination» exercée sur un pays n'est ni militaire, ni politique, mais se fait par l'argent: «Celui qui a l'argent, celui-là possède le monde.»

La finance anglo-saxonne possède ce pouvoir sur l'argent par la fondation de banques officiellement publiques, mais en réalité privées comme la FED (Federal Reserve Bank), la BOE (Bank of England), la BOJ (Bank of Japan) ou par des banques centrales officiellement étatiques, mais investies par des hommes à eux, comme la BCE (Banque centrale européenne), si bien que les principales banques centrales du monde occidental forment un groupe de pouvoir fermé, concentré entre les mains d'un seul syndicat financier – l'empire du dollar.

«L'argent étant impliqué dans chaque transaction, et toutes les civilisations s'élevant ou s'écroulant littéralement suivant leur valeur monétaire, nous parlons ici d'un pouvoir énorme opérant dans l'ombre. C'est le pouvoir de créer des illusions paraissant avant tout parfaitement réelles. C'est là, exactement, que se trouve le noyau du pouvoir le FED».¹

La tendance à la centralisation de l'argent et de l'organisation bancaire rend non seulement service aux plus grandes banques dans l'exercice de leur pouvoir sur l'argent et par là, sur l'économie, mais encore à l'Etat pouvant utiliser le système d'endettement comme forme alternative de source de revenus. (Ou plutôt, l'oligarchie se sert de l'endettement des Etats comme un noeud coulant passé autour de leur cou ou un moyen de chantage pour mieux les contrôler, de manière à ce qu'ils appliquent sa politique. C'est aussi une rente garantie... -LVOG)

«La coalition de l'Etat et des grandes banques forme la colonne vertébrale décisive de la centralisation de l'argent et du crédit.»² (Coalition ou collusion... - LVOG)

La «démocratie» est devenue une politique sociale, aux bienfaits sociaux de plus en plus élevés pour des groupes d'électeurs de plus en plus grands, lesquels sont financés par les crédits des banques internationales. (Le système capitaliste est bien en faillite, alors ils le maintiennent en vie artificiellement comme ils peuvent. - LVOG) Pour le capital financier, les crédits sont un instrument de domination d'autant plus puissant que, pour faciliter les manoeuvres de la haute finance américaine, elle peut créer de l'argent illimité au travers des banques centrales lui appartenant. On en réimprimera tout simplement – ou plus exactement, on le multipliera électroniquement.

Gouverner le monde par l'afflux de liquidités

«Cet afflux de liquidités est le pouvoir avec lequel la haute finance américaine régit le monde entier, se rend indispensable au travers des crédits serviable et, pour ceux qui ont accepté ses fonds, les transforme en débiteurs permanents.»³

John Perkins a décrit comment, au moyen d'expertises falsifiées des crédits excessifs sont octroyés à certains pays, ou comment on peut, par la corruption ou les menaces, rendre des gouvernements réceptifs au crédit. A celui qui se montre par trop récalcitrant, il arrive des accidents mortels, comme pour le président Torrijos (Panama), le président Roldos (Equateur), le président Allende (Chili) et bien d'autres.

«La nouvelle forme de conquête mondiale consiste principalement en ce qu'elle n'asservit plus tant militairement les peuples, mais leur octroie pour commencer des crédits disproportionnés pour remporter sur eux une domination financière et économique au travers de leurs dettes et du paiement des intérêts (servitude par les intérêts de la dette). Le résultat est le même: dans les deux cas, des peuples sont rendus durablement tributaires et réduits à l'état de vassaux dépendants.»⁴

«La domination mondiale de la haute finance américaine à coup de recours frénétique à la planche à billets, de crédits et d'intérêts est la nouvelle forme de l'impérialisme qui ne se construit plus sur les baïonnettes, mais sur les dettes et qui de cette manière a asservi plus d'une centaine de pays dans le monde.»⁵

«Afin d'éviter la gêne créée par l'allégeance des pays asservis, Washington désigne officiellement ses vassaux comme «alliés», ce qui contrefait une indépendance que ces pays ne possèdent pas.»⁶

L'illusoire planche à billets fonctionne en continu

En conséquence, tous les acteurs sont ainsi financièrement étroitement liés l'un à l'autre et dépendants les uns des autres: le syndicat financier doit continuellement créer de nouveaux crédits avec l'illusoire planche à billets fonctionnant en continu, les Etats au contraire doivent souscrire sans arrêt de nouveaux emprunts (si bien qu'on est parvenu entre temps, au plus haut

niveau d'endettement mondial de tous les temps) et les banques sont non seulement des intermédiaires dans les monnaies des banques centrales envers les Etats, mais spéculent également elles-mêmes sur la base de la masse monétaire en pleine explosion avec le papier-monnaie. Pourtant, aucun des acteurs ne peut se risquer à faire disparaître les autres parce qu'avec un seul trou dans la bulle financière, celle-ci éclaterait.

C'est aussi dans ce contexte, la raison pour laquelle l'un des «investisseurs» appartenant à la haute finance américaine reprend la Nordbank HSH, mais pas ses dettes qui seront socialisées séparément, pour la préservation de la servitude pour dettes.

Modèle pour un futur crash inévitable

Le deal de la Nordbank HSH pourrait être le modèle pour un futur crash inévitable de la bulle financière: les gens sans scrupules, «influencés» par la haute finance, les banquiers télécommandés ou même corrompus et les politiciens de la finance ont depuis longtemps constitué – au rebours de toutes les réglementations bancaires, financières et nationales – des montagnes d'emprunts ou de dettes plus maîtrisables (le volume des transactions est de 600 milliards de dollars, les dettes de 200 milliards, le PIB mondial brut par contre, de 80 milliards). Si cette bulle éclate (Il ne s'agit pas de milliards mais de milliers de milliards de dollars, une erreur de traduction sans doute. - LVOG)

- la dévaluation nécessaire (réforme monétaire) dépouillerait les créanciers privés dans le monde entier, mais par contre désendetterait les banques centrales (avant tout la FED) (Qui accroîtraient ainsi encore plus leur pouvoir... - LVOG)

- le bien-être apparent fondé sur l'argent virtuel s'écroulerait dans les pays endettés (Obama: «On doit comprendre qu'une bonne partie de cette richesse était illusoire dès l'origine.»), la population des Etats débiteurs ruinés par la haute finance s'appauvrirait, les banques privées malmenées par l'explosion de la masse monétaire éclateraient, de nombreux pays surendettés seraient entraînés vers la faillite, mais la haute finance sortirait de ce crash en pleine forme, non seulement parce que de cette façon elle pourrait se désendetter (réforme monétaire), mais aussi parce qu'en temps utile elle aurait fait en sorte qu'en Europe, par exemple, il ne se produise pas de banqueroute au niveau d'un Etat en particulier, mais que toute l'Union européenne se retrouve en banqueroute (à cause des emprunts, des dispositions en matière de responsabilités, d'unions financières, de l'MES). Ainsi le crash servirait, comme en 1929, à concentrer encore plus d'actifs entre les mains du syndicat de la finance américaine.

Ce dernier, comme en 1929, sortirait à l'avenir à nouveau gagnant du grand crash financier mondial, ayant augmenté sa prospérité réelle (moins les dettes monétaires).

Gagnant et perdant

Comme pour la Nordbank HSH, à l'avenir, les hommes de confiance des banques du syndicat financier surmonteront sans dommage l'écroulement – qu'ils auront eux-mêmes causé – de leurs propres banques. De même, les financiers politiques pilotés par le syndicat financier (Juncker, Draghi et leur clique) quitteront eux aussi le champ de bataille avec des pensions garanties par les contribuables.

Tous les joueurs corrompus, criminels, sans scrupules, du casino de la finance (la clique de la haute finance, les banques centrales, les banques, les pays débiteurs) resteront les gagnants à la fin de la partie. Par contre, les perdants seront les contribuables de cette génération et de la prochaine, les entrepreneurs de la classe moyenne, les employés, les épargnants et les retraités. Et une fois encore: les bénéfices insolents sont privatisés, mais tous les impacts de l'endettement sont socialisés «dans la responsabilité commune» (Merkel).

Notes.

1 Paul, Ron. «Befreit die Welt von der US-Notenbank » [Libérons le monde de la Banque centrale américaine], 2010, page 8

2 Paul, Ron, idem., page 18

3 Hamer, Eberhard. «Der Welt-Geldbetrug» [L'arnaque mondiale], 2007, page 39

4 Hamer, Eberhard, idem., page 39

5 Hamer, Eberhard, idem., page 49

6 Roberts, Paul Craig. «Amerikas Krieg gegen die Welt» [La guerre de l'Amérique contre le monde], 2015, page 11

[Bienvenue dans leur vieux monde pourri.](#)

Ils en sont encore au Far West.

- Les récompenses aux renseignements, une tradition américaine - LeFigaro.fr

Délation ou acte civique? Aux États-Unis, promettre une récompense contre des informations sur un crime est ancré dans la culture

du pays. En France ce système existe mais il est très peu utilisé.

Ce système de récompense «prend son origine au Far West, quand les autorités placardaient des affiches avec le nom d'un criminel et une somme pour sa tête», explique Maître Christopher Mesnooh, avocat au barreau de Paris et de New York, contacté par Le Figaro.

Le Département d'État américain a créé en 1984, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international, un programme appelé: «Rewards for Justice» (RFJ). Celui-ci fixe les primes données pour des informations menant à la capture de terroristes. Selon le site du programme, depuis sa création le gouvernement américain a déjà versé plus de 145 millions de dollars à plus de 90 personnes. LeFigaro.fr

Un autre Etat ou le génocide est sa marque de fabrique depuis l'origine.

- YouTube interdit à 28 pays de regarder une vidéo exposant la violence d'Israël contre les manifestants. (The Canary) - - legrandsoir.info

YouTube a empêché 28 pays [dont la France - NdT] de regarder une vidéo de deux journalistes qui dénoncent l'occupation israélienne. La présentatrice d'Empire Files Abby Martin a interviewé l'auteur Max Blumenthal, qui a également critiqué la violence des militaires israéliens contre les manifestants palestiniens. L'émission a été diffusée sur le réseau latino-américain teleSUR English.

Interdit

YouTube, propriété de Google, affirme que la plate-forme Internet a interdit la vidéo dans 28 pays parce qu'elle viole les "lois locales". La plupart des pays où YouTube a bloqué l'accès à la vidéo sont européens. Ailleurs, YouTube a ajouté un avertissement à la vidéo et bloqué toutes les fonctions interactives :

En réponse à des signalements par des utilisateurs, nous avons désactivé certaines fonctions, comme les commentaires, le partage et les vidéos suggérées, parce que cette vidéo contient un contenu qui peut être inapproprié ou offensant pour certains publics.

"Il n'y avait absolument rien d'illicite"

Mais Blumenthal, auteur de The 51 Day War : Ruin and Resistance in Gaza, a déclaré :

YouTube a affirmé qu'il a supprimé mon interview sur Israël-Palestine avec Abby Martin pour se conformer aux lois de 28 pays. Cependant, dans tout ce que j'ai fait ou dit au cours de la discussion il n'y avait absolument rien d'illicite, même dans les pays qui ont les lois les plus strictes en matière de crimes de haine. Mes commentaires étaient entièrement fondés sur ma grande expérience de journaliste dans la région et mon analyse était de nature clinique. À aucun moment, je n'ai dénigré quelqu'un en raison de sa foi ou de son origine ethnique.

Le journaliste a déclaré que ses motivations étaient "une forte opposition à la discrimination systémique d'Israël à l'encontre des Palestiniens" et "l'attachement à l'égalité des droits pour tous".

Faire la lumière sur les actes récents de l'armée israélienne

La vidéo d'Empire Files, téléchargée en novembre 2015, attire l'attention sur la politique d'Israël concernant les manifestations palestiniennes.

Le 30 mars 2018, les forces armées israéliennes ont tiré sur des Palestiniens manifestant à Gaza. Au moins 17 personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessées.

Dans la vidéo interdite, Blumenthal parle à l'animatrice Abby Martin au sujet d'une présumée politique de "tirer pour estropier" :

Les soldats réprimaient les manifestations en tirant dans les jambes.

Il semble qu'Israël continue d'agir de la sorte en 2018. Après la fusillade du 30 mars, l'armée israélienne a envoyé un tweet :

tout était précis et mesuré, et nous savons où chaque balle a atterri.

Le tweet a disparu depuis.

Israel said that killing and crippling Palestinian protestors on 31st March was "accurate and measured, we know where every bullet landed". Now YouTube has banned an @EmpireFiles video that spotlights Israel's alleged 'shoot to cripple' policy against Palestinian demonstrators : pic.twitter.com/AGi8rvsi4i

— James Wright (@wrightismight) April 6, 2018

Israël a déclaré que tuer et estropier les manifestants palestiniens le 31 mars était " précis et mesuré, nous savons où chaque balle a atterri ". Maintenant, YouTube a interdit une vidéo @EmpireFiles qui met en lumière la politique présumée d'Israël de " tirer pour estropier " contre les manifestants palestiniens : pic.twitter.com/AGi8rvsi4i

James Wright (@wrightismight) 6 avril 2018

Dans la vidéo, Blumenthal dit aussi qu'Israël a utilisé :

des balles 'dum dum', qui sont des balles explosives. Elles éclatent dans tous les sens à l'intérieur de votre corps et vous estropient pour la vie.

Lorsqu'il a été interpellé par Vice en 2013, un porte-parole de l'armée israélienne n'a pas nié l'utilisation de telles balles, qui sont interdites en vertu de la Déclaration de La Haye.

Une décision politique

Maintenant, YouTube a censuré la vidéo. Blumenthal a qualifié la décision de YouTube de "politique" et "probablement prise sous la pression de puissants intérêts pro-israéliens". Depuis l'année dernière, la Ligue pro-Israël contre la diffamation est un membre actif du programme Trusted Flagger de YouTube. La Ligue contre la diffamation associe l'opposition à la violence israélienne à " l'opposition au droit d'Israël à exister ". Blumenthal croit que la Anti-Defamation League est probablement à l'origine de la censure de son entrevue avec Martin.

Il a ajouté :

La tendance à censurer tout ce qui présente Israël sous un jour moins favorable n'a fait que s'intensifier au fur et à mesure que les attaques de l'establishment contre les voix critiques se multiplient. Ce dernier épisode confirme mon point de vue selon lequel le lobby pro-israélien et ses complices volontaires dans la Silicon Valley représentent l'une des plus grandes menaces à la liberté d'expression en Occident.

En plus de YouTube, Facebook a bloqué de nombreux comptes de militants palestiniens. Les responsables israéliens ont loué la bonne volonté de Facebook quand Israël exige la censure, affirmant que Facebook a répondu favorablement à 95% des demandes en quatre mois.

The Canary a sollicité des commentaires à Google, mais n'en avait reçu aucun au moment de la publication.

James WRIGHT

La vidéo (en anglais).

- Max Blumenthal "The 51 Day War: Ruin and Resistance in Gaza"

<https://www.youtube.com/watch?v=LBjXVUr-rW8>

ou à partir du serveur de notre portail :

<http://www.luttedeclasse.org/dossier47/Gaza.mp4>

Beginning July 8, 2014, Israel launched air strikes and a ground invasion of Gaza that lasted fifty-one days, leaving over 2,000 people dead, the vast majority of whom were civilians. During the assault, at least 10,000 homes were destroyed and, according to the United Nations, nearly 300,000 Palestinians were displaced.

Qui est Max Blumenthal ?

Jewish journalist Max Blumenthal.

Un journaliste et écrivain juif américain de 41 ans, il a collaboré notamment aux New York Times, Los Angeles Times, The Guardian, The Huffington Post... Il fut une plume de Bill puis Hillary Clinton... (Wikipédia)

Pour s'en être pris aux positions défendues par le sioniste d'extrême droite et porte-parole d'Israël Elie Wiesel, il s'attira les foudres de Hillary Clinton.

Clinton campaign slams 'hateful' Max Blumenthal comments on the late Elie Wiesel - The Jerusalem Post - Israel News 06.07.2016

"Secretary Clinton emphatically rejects these offensive, hateful, and patently absurd statements about Elie Wiesel."

Blumenthal is the son of longtime Hillary Clinton confidant Sidney Blumenthal, but is not related to her campaign. Less than an hour after the announcement of Wiesel's passing he took to Twitter and said: "Elie Wiesel is dead. He spent his last years inciting hatred, defending apartheid & palling around with fascists."

He then tweeted: "Elie Wiesel went from a victim of war crimes to a supporter of those who commit them.

(<http://www.jpost.com/Diaspora/Clinton-campaign-slams-hateful-Max-Blumenthal-comments-on-the-late-Elie-Wiesel-459657>)

Réduits à la misère elles se réfugient en prison. Jeunes ou vieux, de producteurs de richesses vous finirez en déchets.

- Les prisons japonaises accueillent plein de dames âgées qui ont souvent tout fait pour arriver là - mashable.france24.com 19.03

Le vol à l'étalage est vu comme une porte de sortie pour certaines personnes âgées au Japon qui cherchent la vie en communauté et la stabilité de la vie en prison.

Le vieillissement démographique du Japon se confirme. Plus du quart de la population japonaise (27,3 %) est constitué de personnes âgées de plus de 65 ans. Et cette tendance se voit également dans le milieu carcéral, où près de 20 % des détenus sont des seniors.

Mais il y a une donnée plus édifiante encore qui ressort d'un long format de Bloomberg publié le 16 mars : près d'une femme sur cinq dans les prisons japonaises a 65 ans ou plus. Ces criminelles ont souvent commis des délits mineurs pour échapper à la pauvreté et à la solitude en passant par la case prison. Certaines sont même des récidivistes. 9 femmes seniors sur 10 ont ainsi été condamnées pour vol à l'étalage.

Une prisonnière de 78 ans qui se présente sous le nom de Madame O a volé des boissons énergétiques, du café, du thé, des boulettes de riz et une mangue. Elle explique à Bloomberg : "La prison est une oasis pour moi – un lieu de détente et de confort. Je ne suis pas libre ici, mais je n'ai à me soucier de rien, non plus. Il y a plein de gens avec qui parler. On nous fournit des repas nourrissants trois fois par jour."

Le situation sociale des femmes âgées au Japon est particulièrement inquiétante. 25 % d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté, contre "seulement" 10 % des hommes, écrit Quartz. La retraite des femmes célibataires ne leur permet pas de vivre au-dessus de ce seuil. Et ces femmes disent souvent n'avoir personne à qui se confier.

Face à cette situation, le gouvernement japonais cherche des solutions. Il construit des prisons pensées pour les personnes âgées et a lancé un programme de soutien social aux seniors récidivistes. Il met également en place des politiques visant à augmenter le personnel soignant. Mais il y a un décalage notable entre le nombre grandissant de personnes âgées et le manque prégnant d'encadrement spécialisé acceptant ce contact permanent avec la vieillesse. mashable.france24.com 19.03

Il faut s'y prendre très tôt pour que la lobotomie soit réussie.

- Des sorties scolaires organisées dans des Apple Store font grincer - Liberation.fr 09.04

De la publicité déguisée sous un prétexte éducatif ? Un reportage de France 2 en caméra caché a dévoilé les dessous des sorties .

«Proposez une sortie de classe Apple à vos élèves ou à vos collègues enseignants pour leur faire vivre une expérience d'apprentissage inédite. Nos sessions pratiques leur permettront de découvrir comment se servir des produits Apple pour les mettre au service de leur imagination.» Sur son site internet, Apple propose ainsi aux écoles des sorties de classe

gratuites dans vingt de ses Apple Store à travers la France. La firme américaine organise des visites de soixante à quatre-vingt-dix minutes avec initiation au code informatique.

Dans un reportage en caméra cachée diffusé mardi, un journaliste de France 2 a suivi une classe de CM2 d'une école publique de la région parisienne. A leur arrivée, les élèves sont accueillis par une haie d'honneur des employés puis reçoivent des tee-shirts avec le logo de la marque. De quoi provoquer l'interrogation d'un des enfants qui demande même ainsi à voix haute : «Je croyais qu'on n'avait pas le droit au placement de produits à l'école ?» Après l'initiation à la programmation sur les produits Apple, les élèves repartent avec une clé USB en forme de bracelet, toujours aux couleurs de la marque. Un des quatre formateurs – parmi lesquels on retrouve deux vendeurs selon France 2 – va jusqu'à déclarer : «Ça fait une super pub pour nous. Si jamais ça peut déboucher sur des ventes d'iPad pour les classes, pourquoi pas. Forcément, c'est une vitrine pour nos produits.» Pourtant, Apple a assuré à France 2 que le but de ces sorties était avant tout pédagogique et a réfuté toute visée commerciale.

Maître de conférences à l'université Sorbonne Nouvelle de Paris, Céline Largier Vié a indiqué sur Twitter jeudi avoir refusé que son fils participe à une de ces sorties scolaires en Apple Store la semaine prochaine. «J'ai aussi alerté le maître et la directrice, qui ne voient absolument pas où est le problème. Scandaleux !» Interrogée par BFM Business, elle indique comprendre la démarche de l'entreprise, pour qui «fidéliser des clients dès le plus jeune âge a forcément un intérêt», tout en déclarant : «Ce que je ne comprends pas, c'est qu'une école publique accepte ce genre de propositions sans ciller.»

Pourtant, ces sorties scolaires sont proposées par Apple depuis plusieurs années. En 2016, Paul Vannier, professeur d'histoire-géographie et secrétaire national du Parti de gauche avait déjà demandé à Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'Education nationale, de faire interdire ce type de sortie. Sur Twitter, elle lui avait répondu que «les enseignants utilisent leur liberté pédagogique de façon pertinente pour éviter les pièges commerciaux. Faisons-leur confiance». Liberation.fr 09.04

Avoir un statut privilégié ramollit le cerveau ou entame la volonté de combattre la velléité des multinationales et du régime à nous réduire en esclavage, on est prêt à leur faire des concessions...

ACTUALITÉ DU JOUR

Retrait ! Dehors Macron !

Allons jusqu'au bout puisqu'ils y tiennent : Chassons Macron et les oligarques, prenons le pouvoir !

- E. Philippe décidé à aller "jusqu'au bout" sur la réforme de la SNCF - AFP

Le Premier ministre Edouard Philippe a réaffirmé au Parisien à paraître dimanche que le gouvernement irait "jusqu'au bout" dans ses projets de réforme de la SNCF, alors que les cheminots reprennent leur grève samedi soir jusqu'à mardi matin. AFP

- Réforme du rail, les négos s'enrayent - Liberation.fr 9 avril 2018

Les tractations entre les syndicats et le gouvernement semblent dans l'impasse. L'exécutif pourrait être tenté de passer en force dès l'été grâce aux ordonnances et à sa majorité au Parlement. Liberation.fr 9 avril 2018

- Grève SNCF: un TGV sur 5 lundi, un Transilien et un TER sur 3, un Intercités sur 6 - AFP 9 avril 2018

Un TGV sur cinq, un Transilien et un TER sur trois et un Intercités sur six rouleront lundi, selon les prévisions annoncées dimanche par la SNCF pour le quatrième jour de grève contre la réforme ferroviaire. AFP 9 avril 2018

Les médias et les instituts de sondages aux secours de Macron.

- La fronde sociale pousse Macron à s'inviter jeudi au JT de 13h00 de TF1 - AFP 8 avril 2018

Devant les protestations sociales, Emmanuel Macron viendra expliquer ses réformes aux Français jeudi au JT de 13H00 de TF1, animé par le vétéran Jean-Pierre Pernaut, rendez-vous favori des seniors, un électorat à reconquérir. AFP 8 avril 2018

- L'exécutif engage la bataille de l'opinion - Liberation.fr 9 avril 2018

Face au risque de durcissement du conflit, les ministres multiplient les interventions médiatiques pour contrer le mouvement de grève. Liberation.fr 9 avril 2018

- SNCF: 62% des Français souhaitent que la réforme soit menée à bien - AFP 08.04

Une large majorité des Français (62%) souhaite que le gouvernement aille jusqu'au bout de la réforme de la SNCF, en dépit du mouvement de grève en cours, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche réalisé les 5 et 6 avril. AFP 08.04

Le verdict populaire sera un jour à la hauteur de leur cruauté.

- Nantes : des élus LREM choqués par la pendaison d'un mannequin à l'effigie d'Emmanuel Macron - Franceinfo 9 avril 2018

Samedi, un mannequin à l'effigie du président de la République a été pendu, frappé et brûlé lors d'une manifestation contre la politique du gouvernement.

- Licenciement d'un syndicaliste à La Poste: Pénicaud défend son feu vert AFP 9 avril 2018

Qu'on l'euthanasie !

- A Aubervilliers, le Parti socialiste en réanimation - leparisien.fr 08.04

À Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), ce week-end, où étaient présents quelque 2 000 militants, on a beaucoup vu et entendu François Mitterrand.

Olivier Faure, officiellement investi premier secrétaire, n'y a pas dérogé. « C'était il y a 47 ans [...], déjà on nous voyait plus morts que vifs. C'était à Épinay », a débuté le député de Seine-et-Marne de 49 ans, traçant un parallèle entre le congrès qui vit l'arrivée de Mitterrand aux rênes du PS, dix ans avant sa victoire présidentielle, et l'état de santé actuel du parti au pronostic vital réservé. Mitterrand avait alors inauguré « un nouveau cycle », Faure a voulu placer son congrès sous le signe de la « renaissance », totem d'un week-end, asséné façon méthode Coué.

Faure convoquera aussi, dans un hommage, Michel Rocard et Henri Emmanuelli, deux anciens premiers secrétaires décédés ces dernières années, et qui « avaient conscience d'être les maillons d'une longue chaîne commencée avant eux et qu'ils avaient le devoir de prolonger ». Blum et Jaurès seront aussi cités.

Au final, on ne saura peut-être que dans dix ans de quoi le congrès d'Aubervilliers était vraiment le nom. Celui de la « renaissance » invoquée par Faure, ou bien celui des illusions. leparisien.fr 08.04

Vulgairement, vous laisseriez-vous baiser une énième fois ? La question qui tue : N'y avait-il pas là un côté corporatiste plutôt que révolutionnaire ?

En famille entre monarques.

- Le prince héritier saoudien révèle que le wahhabisme a été exporté à la demande des Occidentaux - francais.rt.com

Dans une interview au Washington Post, le prince héritier Mohamed ben Salmane a déclaré que l'Arabie saoudite avait commencé à propager l'idéologie wahhabite à la demande de ses alliés occidentaux, pendant la guerre froide, pour contrer l'URSS.

Une déclaration du prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane (surnommé «MBS») publiée par le Washington Post le 22 mars et passée, semble-t-il, inaperçue dans les médias francophones, fait office d'aveu. En effet, le prince héritier saoudien a assuré que l'idéologie wahhabite avait été propagée au cours de la seconde moitié du XXe siècle par Riyad à la demande des alliés occidentaux du royaume, dans le but de contrer l'influence de l'Union soviétique dans les pays musulmans.

En visite diplomatique aux Etats-Unis, «MBS» s'est exprimé lors d'une rencontre avec des membres de la rédaction du Washington Post. Bien que cette réunion ait été tenue secrète dans un premier temps, l'ambassade saoudienne a par la suite autorisé le célèbre journal américain à publier des extraits spécifiques des propos tenus par le prince héritier. Ainsi, le journal relate des déclarations de Mohamed ben Salmane sur différents dossiers, dont sa relation avec Jared Kushner, le gendre de Donald Trump et conseiller de la Maison Blanche, ses réformes internes au royaume, la guerre au Yémen ou encore le conflit israélo-palestinien.

Interrogé sur la propagation du wahhabisme, idéologie islamiste rigoriste née en Arabie saoudite et parfois accusée par la presse et des responsables politiques en Occident d'être une source du terrorisme islamiste, le prince héritier a déclaré que les investissements saoudiens dans les mosquées et écoles islamiques à l'étranger trouvaient leur origine dans le contexte de la guerre froide. Le prince héritier a expliqué que, à cette époque, les alliés occidentaux de Riyad avaient demandé à l'Arabie

saoudite d'utiliser ses ressources afin d'empêcher l'Union soviétique de «conquérir le monde musulman ou d'y acquérir de l'influence».

Une révélation tardive du rôle de l'Occident dans la propagation du wahhabisme

Interrogé par RT France, Pierre Conesa, historien français, auteur du livre Dr. Saoud et Mr. Djihad, qualifie cette révélation de «tardive». Pour ce spécialiste en stratégies politiques internationales, cette révélation permet au prince héritier de «se décharger d'une partie de sa responsabilité sur le financement du terrorisme».

Dans un article publié dans le Monde Diplomatique de juin-juillet 2016, intitulé «Un demi-siècle de diplomatie wahhabite», Pierre Conesa expliquait déjà que la politique étrangère du royaume saoudien avait été anticommuniste durant la guerre froide et opposait le panislamisme au panarabisme socialisant de Gamal Abdel Nasser, dirigeant égyptien de 1954 à 1970. Cette politique était largement soutenue par les Occidentaux et notamment les Américains. «L'adage très répandu pendant la guerre froide selon lequel "l'ennemi de notre ennemi est notre ami" empêche alors [les Occidentaux] de voir que le royaume wahhabite a son propre programme », ajoute l'historien. Une véritable industrie «théo-idéologique» qui «emprunte au soft power américain et à la propagande soviétique» se met alors au service du wahhabisme.

Un système de promotion mondiale de l'islam rigoriste

Plus de deux décennies après la fin de la Guerre Froide, WikiLeaks publie plus de 60 000 documents diplomatiques saoudiens. Ces «câbles» mettent en lumière le système de prosélytisme et de promotion d'une lecture rigoriste de l'islam appliqué par le royaume wahhabite au niveau international. «Depuis des dizaines d'années, l'Arabie Saoudite injecte des milliards de pétrodollars dans des organisations islamiques à travers le monde, pratiquant une diplomatie du chèque», révèle le journal américain New York Times, en juillet 2015, après avoir épluché tous les documents diplomatiques mis à jour par WikiLeaks.

«Quand après les attentats du 11 septembre 2001, alors que 15 des terroristes étaient saoudiens, George W. Bush désigne l'Afghanistan et l'Irak comme les ennemis des Etats-Unis, on comprend que l'Arabie est un bon client qu'il ne faut pas contrarier », analyse encore Pierre Conesa. Pour l'historien, la situation est similaire aujourd'hui, quand «Donald Trump annonce depuis Riyad que c'est l'Iran qui est la cause du terrorisme».

Riyad ne semble toutefois plus assumer son rôle d'exportateur global du wahabisme. Aux journalistes du Washington Post, Mohammed ben Salmane a en effet confié que les gouvernements saoudiens successifs «s[']étaient] fourvoyés sur de fausses pistes» et qu'il était temps désormais que «les choses reviennent à la normale», en ce qui concerne notamment le financement du wahhabisme. Il a assuré que ce «financement prov[enait] aujourd'hui en grande partie de fondations saoudiennes, et non du gouvernement». De manière on ne peut plus claire, le prince héritier Mohammed ben Salmane entend donc séduire ses partenaires occidentaux. L'accueil que lui a réservé Donald Trump au premier jour de son voyage à Washington semble démontrer que cette offensive de charme fonctionne à merveille. francais.rt.com 28.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

Simple gesticulation ou vont-ils bombarder Damas ? Avant de lire l'article suivant, il est conseillé de lire celui-ci et de le faire circuler :

- « Le Royaume-Uni tente trois attaques chimiques sous faux drapeau dans la Ghouta » - Réseau Voltaire, 20 mars 2018, www.voltairenet.org/article200240.html

- Syrie: comme Trump, Macron dénonce des "attaques chimiques" et se coordonnera avec Washington - AFP 09.04

Comme quoi la pendaison pour Macron serait un châtiment trop expéditif, trop rapide, il ne souffrirait même pas, ce serait injuste...

- Attaque chimique présumée en Syrie, Trump veut faire payer "le prix fort" - AFP 09.04

Une attaque chimique présumée ayant fait des dizaines de morts dans une zone rebelle près de Damas a soulevé un tollé international dimanche, le président américain Donald Trump avertissant Bachar al-Assad et ses alliés qu'il faudrait "payer le prix fort" pour ce bombardement.

Sous l'impulsion de la France, neuf pays ont demandé une réunion urgente lundi à 19H00 GMT du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'attaque présumée samedi à Douma, selon des sources diplomatiques.

Peu après, Moscou a demandé pour la même heure une autre réunion du Conseil, qui n'a pas pour objet spécifique la Syrie et parle de "menaces sur la paix dans le monde", selon des sources diplomatiques.

La réunion consacrée à la Syrie a alors été avancée à 15H30 GMT...

Le régime syrien, défendu par ses deux alliés indéfectibles, la Russie et l'Iran, a démenti toute attaque chimique dans l'ultime poche rebelle dans la Ghouta orientale, région stratégique aux portes de la capitale que ses forces semblaient dimanche soir en passe de reprendre entièrement.

Alors qu'un conseiller de M. Trump a déclaré qu'une action militaire n'était pas à écarter, Moscou a mis en garde Washington contre une telle intervention "pour des prétextes fabriqués" qui pourrait "mener aux plus lourdes conséquences".

Les Casques Blancs, les secouristes en zones rebelles, un groupe insurgé ainsi que l'opposition en exil ont accusé le régime d'avoir mené une attaque chimique à Douma. L'Union européenne a estimé elle que les indices pointaient "vers une nouvelle attaque chimique perpétrée par le régime".

Il n'était pas possible de confirmer ces allégations de source indépendante. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui dispose d'un réseau de sources dans le pays, a indiqué ne pas être en mesure de confirmer une attaque chimique.

Mais les Casques Blancs et l'ONG médicale Syrian American Medical Society (SAMS) ont affirmé dans un communiqué conjoint que 48 personnes avaient péri dans cette attaque aux "gaz toxiques".

Une vidéo postée par les Casques blancs sur Twitter et présentée comme tournée après l'attaque chimique présumée montre un enchevêtrement de corps sans vie, dont ceux de femmes et d'enfants, allongés à même le sol, de la mousse blanche s'échappant de leur bouche.

Firas al-Doumi, un secouriste à Douma a évoqué "des scènes effroyables". "Il y avait de nombreuses personnes en train de suffoquer, certaines sont mortes immédiatement", a-t-il dit à l'AFP. "C'était un massacre. Il y avait une très forte odeur qui a entraîné des difficultés respiratoires chez les secouristes".

"Nous avons fait une tournée dans la ville, on a vu des corps encore abandonnés sur les routes", a affirmé un volontaire du Croissant rouge syrien.

Face aux accusations contre le régime, son allié russe a dénoncé des "prétextes inventés" pour une intervention militaire qui "serait absolument inacceptable et peut mener aux plus lourdes conséquences".

L'Iran a de son côté fustigé un nouveau "complot" contre le président Assad et un "prétexte pour une action militaire".

Le régime y a vu lui "une rengaine ennuyeuse" de la part des pays "qui soutiennent le terrorisme en Syrie".

Déterminé à faire plier le groupe rebelle Jaich al-Islam, le dernier encore présent dans la Ghouta orientale et retranché à Douma, le pouvoir a de nouveau bombardé intensément vendredi et samedi la ville tuant près d'une centaine de civils, selon l'OSDH.

Le régime a, semble-t-il, obtenu ce qu'il voulait puisque selon l'agence officielle Sana, l'évacuation vers le nord de la Syrie des rebelles et de leurs familles a commencé dimanche soir, en application d'un accord conclu dans la journée avec Jaich al-Islam.

Le commandant du centre russe pour la réconciliation entre les parties, Iouri Evtouchenko, avait annoncé plus tôt que "100 autobus" étaient arrivés sur place et que "tout (était) prévu pour l'évacuation de 8.000 combattants et environ 40.000 membres de leurs familles".

Parallèlement, des otages retenus à Douma par les rebelles ont pu regagner Damas. AFP 09.04

Hongrie

Quatre ans de plus aux commandes de la Hongrie pour le souverainiste Orban - AFP 9 avril 2018

Viktor Orban sort renforcé de l'écrasante victoire, dimanche, de son parti national-conservateur aux élections législatives

hongroises, qui va lui offrir un troisième mandat consécutif, lui laissant toute latitude pour amplifier la centralisation des pouvoirs et poursuivre ses passes d'armes avec l'UE.

Le succès du Premier ministre le plus controversé d'Europe est sans appel: sur la quasi-totalité des bulletins dépouillés, et avec une forte mobilisation des électeurs, le parti Fidesz obtient 48,8% des voix, avec près de trente points d'avance sur le Jobbik, formation d'extrême droite qui a abandonné la rhétorique xénophobe.

Ce résultat laisse bon espoir à la future majorité de décrocher 133 sièges sur les 199 du parlement hongrois et donc une nouvelle "super-majorité" des deux-tiers, comme en 2010 et 2014, qui permet de faire voter des changements constitutionnels.

Dénonçant la déliquescence des services publics de santé, l'émigration des jeunes, les pratiques douteuses et le clientélisme des cercles du pouvoir, notamment dans l'usage des fonds européens, la gauche et les libéraux, éparpillés entre plusieurs formations concurrentes, ne sont pas apparus comme des alternatives crédibles. AFP 9 avril 2018

ECONOMIE

Chine

- La Chine ouvre le plus grand pont maritime du monde entre Hong Kong, Zhuhai et Macao - fr.sputniknews.com. 08.04

Un mégaprojet des plus ambitieux, un pont qui relie Hong Kong, Macao et la ville de Zhuhai, au sud de la Chine continentale, a été réalisé. Il s'agit du plus grand pont maritime du monde. Sputnik a rencontré Zhang Jinwen, ingénieur principal qui s'était trouvé à l'origine de cette belle réalisation.

«À certains moments, jusqu'à 20.000 ingénieurs y travaillaient en même temps, alors que des technologies inédites y ont été utilisées», a poursuivi l'interlocuteur de l'agence. fr.sputniknews.com. 08.04

[Haut de page ↗](#)

Le 11 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(18 pages\)](#)

- "Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, il le sera à cause de ceux qui les regardent agir sans rien faire" (Albert Einstein)

Avertissement valable en temps de guerre mais pas seulement.

Info ou intox, c'est la question qu'on doit impérativement se poser en lisant chaque article qui nous est proposé.

Quand un article relaie des infos fournies par une source anonyme, le conditionnel s'impose tant qu'on ne les a pas vérifiées auprès d'une autre source. L'idéal est de s'informer à la source ou le plus près possible de la source, tout en sachant qu'il faudra démêler l'info de la propagande.

Personne n'est à l'abri d'une manipulation ou d'une erreur, à l'adresse des petits malins qui se figurent être plus forts que tout le monde et y échapper.

[Il faut chasser du pouvoir l'oligarchie et l'exproprier.](#)

Vous noterez que cette ligne politique pose la question du pouvoir tout en s'adressant à la fois aux travailleurs des secteurs public et privé, car le véritable employeur des fonctionnaires ce n'est pas l'Etat, mais l'oligarchie.

On n'extermine pas un prédateur en lui coupant la queue, mais la tête.

Viser la tête, écraser-la, c'est ce qu'on me dit chaque fois que je suis en présence d'un serpent pour s'en débarrasser définitivement.

L'évolution du capitalisme présentait une faiblesse que nous n'avons pas su exploiter.

Bien qu'on n'ait jamais cessé de répéter comme des perroquets que l'infime minorité qui détenait le pouvoir devait le céder à la majorité qui produit les richesses et fait fonctionner la société, alors que la concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains de l'oligarchie financière s'imposait chaque jour un peu plus, à aucun moment nous n'avons concentré nos attaques contre l'oligarchie ou nous n'avons axé notre stratégie contre l'oligarchie, à l'instar de la pseudo-gauche et extrême gauche. Pire, on a même été jusqu'à ignorer les institutions qu'elle avait créées, Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, de puissantes fondations ou ONG, think tanks, etc.

Perturbé par les relents dogmatismes hérités de mon passage par l'OCI que j'ai continué de trimbaler comme un fardeau bien malgré moi après une profonde épuration, j'ai moi-même été jusqu'à critiquer ceux qui visaient l'oligarchie parce qu'ils ne remettaient pas en cause l'existence du capitalisme, ce qui était juste, mais sans comprendre qu'en étendant toujours plus son pouvoir tentaculaire et en préparant l'avènement d'un nouveau modèle économique et de société dans le cadre d'un nouvel ordre mondial, elle était en train de détruire les bases sur lesquelles reposaient le socialisme, tout en instaurant un régime totalitaire que par la suite il serait extrêmement difficile de combattre et de renverser.

Ce que je n'avais pas réalisé pleinement, c'est qu'une fois que l'ensemble de l'économie ainsi que le pouvoir politique ou les institutions seraient devenus dépendants de l'oligarchie, elle cristalliserait toutes les contradictions et faiblesses du régime et devait devenir logiquement la cible à abattre, à condition de relier la politique appliquée par le gouvernement à sa stratégie politique pour comprendre à la fois ses tenants et ses aboutissants, ainsi que la direction dans laquelle s'orientait la société, de manière à définir une stratégie qui corresponde à la situation. Dans le cas contraire, à la manière des opportunistes on s'en tiendrait à une dénonciation aussi radicale que stérile qui nous condamnerait à l'impuissance.

Chacun peut observer quotidiennement que les mesures ou lois les plus significatives adoptées par tous les gouvernements correspondent aux besoins spécifiques de l'oligarchie, s'inscrivent dans le cadre de sa stratégie politique. C'est l'oligarchie qui bat la mesure et tous les acteurs institutionnels interprètent la partition qu'elle a écrite pour eux, et toute fausse note est immédiatement et brutalement sanctionnée ou leur auteur fait l'objet d'un lynchage en cas de résistance ou pire encore car l'oligarchie est une association mafieuse et criminelle.

Les mauvaises herbes sont vivaces ou tenaces parce qu'elles donnent sans cesse de nouvelles graines, coupez-leur la tête qui les contiennent et vous en serez débarrassés une fois pour toute, sans avoir à recourir à des pesticides qui vous empoisonneraient. Je me suis fait cette réflexion, après avoir observé que dans mon petit jardin certaines variétés d'herbes y étaient présentes et l'avaient envahi, avant de disparaître complètement après avoir passé plusieurs fois la tondeuse, tandis que de nouvelles variétés d'herbes étaient soudainement apparues, sans doute que leurs graines étaient plus légères et furent transportées là par le vent et les oiseaux.

Que l'oligarchie ferme le robinet à n'importe quelle entreprise ou Etat déjà endettés, et elle dépose le bilan, il se retrouve paralysé ou réduit à la banqueroute, elle a donc acquis un droit discrétionnaire de vie ou de mort sur la totalité de l'économie et de la société qu'elle peut réduire en miettes ou détruire si elle le souhaite.

Les prémisses de ce processus de concentration du pouvoir économique et politique remontent déjà à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe. Lénine l'avait décrit minutieusement dans l'impérialisme stade suprême du capitalisme, sans toutefois imaginer que l'oligarchie ne se contenterait pas de manipuler les différents facteurs qui composaient le capitalisme, et en viendrait ultérieurement à recourir à des moyens illégaux ou de faux monnayeurs pour parvenir à ses fins, faussant du même coup son analyse de l'impérialisme ou la rendant en partie caduque, du fait qu'un élément parasite avait été introduit dans l'économie, pour ainsi dire la forcer à coïncider avec ses besoins ou lui permettre d'atteindre ses objectifs politiques.

Mais ce qui allait s'en trouver faussés également, ce sont tous les rapports établis entre les classes, ce qui allait déboucher sur une confusion et une situation inextricable, lui laissant le champ libre pour agir à sa guise une fois neutralisés tous les acteurs politiques qui n'étaient pas acquis à sa cause, d'où l'arrogance décomplexée, outrancière, violente de ses porte-parole envers ceux qui osent critiquer même à la marge son modèle de société tyrannique.

En concentrant tous les pouvoirs, elle est vulnérable. Alors quelle stratégie définir pour l'abattre.

D'un côté, elle s'identifie avec le régime en place et les institutions qu'elle entend bien utiliser pour accroître encore son pouvoir, mais d'un autre côté ils sont le produit de contradictions (de rapports de classes) qui peuvent lui échapper à tout moment ou qui s'expriment indépendamment de sa volonté et donc constitue une réelle menace matérialisée par la lutte de classe du prolétariat.

Si de son côté elle va tout faire pour parvenir à neutraliser la lutte de classe du prolétariat, de notre côté on doit tout faire pour

l'en empêcher. Comment ? En expliquant patiemment aux travailleurs que le développement du capitalisme a atteint ses limites, et que depuis c'est uniquement une poignée de puissants oligarques ou banquiers qui déterminent le modèle, l'orientation, le destin de la société, le sort de chacun d'entre nous.

Ce qu'ils nous réservent est un véritable cauchemar dont ce que nous vivons actuellement est un avant-goût nauséabond qui va aller en s'accroissant, car ces prédateurs tyranniques sont assoiffés de pouvoir pour conserver leurs privilèges, c'est leur raison d'être et leur unique objectif au détriment des besoins ou aspirations du reste de la population qu'ils n'ont cessé de broyer ou piétiner. Tant qu'ils détiendront le pouvoir, le progrès social sera irrémédiablement condamné à régresser, ainsi que les libertés individuelles ou collectives, tous vos maux seront appelés à s'amplifier dans l'avenir à l'instar des inégalités sociales et des injustices, puisqu'ils peuvent agir ainsi en toute impunité. Toute tentative institutionnelle de les chasser du pouvoir demeurera illusoire, vaine, jamais dans le passé aussi loin qu'on remonte, dans aucun pays du monde des élections ont précédé ou entraîné un changement de régime.

Bien qu'ils ne soient qu'une poignée, nous avons dit qu'ils étaient parvenus à concentrer tous les pouvoirs (économique, politique, institutionnel, juridique, militaire, médiatique), mais comment y sont-ils arrivés ? Parce que tous les partis qui ont gouverné un jour leur étaient acquis, ainsi que tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1958, il n'existe pas d'autres explications cohérentes. Cela ne sautait pas forcément aux yeux autrefois, mais on ne peut qu'en être convaincu en observant de nos jours ce qu'ils sont devenus ou la politique antisociale qu'ils ont appliquée quand ils gouvernaient, et vous n'entendrez jamais Hamon, Mélenchon ou Laurent exposer clairement qu'il faut impérativement exproprier l'oligarchie et la chasser du pouvoir, ils la craignent trop au lieu de l'affronter.

N'allez pas croire non plus que les oligarques ou les banquiers seraient des gens comme les autres, ce serait commettre une erreur fatale.

En réalité, ce sont des monstres de cruauté qui ne reculent devant aucun procédé pour parvenir à leurs fins, qu'ils s'agissent du chômage de masse, de la pauvreté ou de la précarité qui frappent des millions de travailleurs, des guerres qu'ils fomentent à travers le monde semant la désolation et le désespoir derrière eux, sans parler de la destruction de la planète, de l'empoisonnement alimentaire ou médicamenteuse qu'ils organisent à l'échelle mondiale, leur commerce avec les pires dictatures (Ukraine, Israël, etc.), tous les régimes corrompus, jusqu'à leur collaboration avec les barbares d'Al-Qaïda ou Daesh, etc.

Pas plus que le capitalisme, jamais l'oligarchie n'a œuvré au progrès social, au bien-être de l'humanité, à la paix, soit leurs affaires les ont contraint à consentir des concessions aux travailleurs pour les exploiter davantage, soit ils y ont été obligés par la lutte de classe des exploités, un milliardaire philanthrope, cela n'existe pas plus que la gratuité d'Internet puisque vous devez souscrire un abonnement à un opérateur et c'est vous qui payez l'électricité, achetez le matériel...

Dorénavant, ce sont les hommes ou les femmes qu'ils ont désignés qui sont aux commandes des Etats occidentaux, Trump, Macron, May, Merkel, Tsipras, etc. Ils leur sont totalement dévoués. On ne peut donc pas concevoir la nécessité de retirer le pouvoir à l'oligarchie sans commencer par chasser du pouvoir ceux qui la représentent, sans briser les institutions nationales qui ont été créées pour ainsi dire pour eux puisqu'elles sont compatibles avec son pouvoir ou ses besoins, et par voie de conséquence, comme à l'origine leur pouvoir provient de la propriété privée des moyens de production et d'appropriation (ou de distribution) des richesses, il est inconcevable de vouloir changer de société ou de vouloir vivre dans une société meilleure ou plus juste dans l'avenir, sans l'abolir et décréter qu'ils appartiennent à la collectivité qui les gèrent pour le bien-être de chacun.

Maintenant, pour empêcher les travailleurs de prendre conscience à la fois du processus qui est à l'origine de son pouvoir (de l'oligarchie) et celui qu'ils doivent emprunter pour y mettre un terme, elle a fait main basse sur les principaux médias, de sorte qu'ils ne diffusent que sa propagande en guise d'information, qui de fait elle substitue à la réalité pour que plus personne ne comprenne la situation, et donc ne puisse la combattre. Elle a poussé l'impudence jusqu'à prétendre qu'ils seraient les garants de la vérité, alors qu'ils pratiquent quotidiennement la désinformation la plus éhontée qui soit, allant jusqu'à menacer de censure tous ceux qui par d'autres canaux s'opposaient à sa politique ou à ses visées dictatoriales.

Quand on relie tous ces éléments on s'aperçoit rapidement qu'on est en présence d'un plan, d'une stratégie politique à caractère despotique, totalitaire. Dès lors toute négociation, tout compromis ou arrangement avec l'oligarchie, avec les tenants du régime en place est inimaginable, il ne peut exister de demi-mesures : Soit elle reste au pouvoir, soit nous prenons le pouvoir.

Ils ne sont qu'une poignée, nous sommes des dizaines de millions, donc pour peu qu'on se rassemble et qu'on s'organise sur la base d'une perspective politique claire et cohérente, on peut les vaincre.

Le droit, la justice, les principes ou les valeurs humanistes, la morale, la force sont de notre côté. La légitimité est de notre côté. En face, nos ennemis n'ont que le mensonge ou le trucage à nous opposer, et l'appareil de répression de l'Etat ainsi que leurs milices fascistes pour nous les imposer.

Faisons en sorte que chaque travailleur prenne pleinement conscience que quotidiennement c'est la question du pouvoir et de leur survie qui se trouve posée, pour qu'ils décident de cesser de subir et passent à l'action.

Ne sont-ils plus bons qu'à cela : Matière "à penser"... pas à agir ?

Un internaute (A la suite d'un article de Frédéric Lordon) - "Tout au plus peut on rester sur sa faim comme dans tous ses textes car il n'y a jamais de conclusion "opérative" comme chez Sapir. Pour autant ce n'est pas inutile, il suffit de s'y faire et si on accepte le style il donne quand bien matière à penser."

La "matière à penser" qui ne se traduit pas en pratique, qui n'est pas propice à l'action, qui n'est pas l'étincelle qui déclenche l'action est comparable à la mèche d'un pétard qui serait mouillée, du niveau de la masturbation intellectuelle qui rend sourd les intellectuels.

Un autre internaute fournit une piste :

- "Peut-être manque-t-il dans ce texte une conclusion sur la perception "d'en-bas"."

Les Lordon, Onfray, Todd et Cie. ignorent ce que veut dire vraiment travailler, les fins de mois difficiles ou ne plus avoir un rond en poche, vivre dans la crainte du chômage, se priver sur tout y compris la bouffe, etc. Pour eux, ce ne sont que des concepts (creux) sur lesquels ils dissertent à l'infini ou brodent et qui les font vivre, bien en l'occurrence.

Il ne faut rien en espérer, et ceux qui leur trouvent des qualités les flattent parce qu'ils leur ressemblent, voilà tout. Ils ne présentent aucun intérêt pour nous ou notre cause qu'ils n'ont jamais réellement adoptée, sauf en parole quand ils ont des états d'âme qui ne durent jamais bien longtemps, cela ne vous rappelle-t-il quelque chose ou quelqu'un ?

De qui s'agit-il ?

- "Lorsqu'on (lui) suggère que les plans de son gouvernement ne comportent que des mesures de droite, il éclate de rire : "vous vous attendiez à quoi ?" (Financial Times, Londres, 11 juillet 2017.)

Réponse: Le Premier ministre Édouard Philippe.

Parole d'internaute.

L'idée mûrit que ceux qui agitent hystériquement la menace du complotisme complotent. En voici un aperçu.

1- On peut même se demander si ces dirigeants ne s'amuse pas à un petit jeu pour déterminer quel est le seuil de crédulité des populations.

Car en effet avec l'affaire Skripal, on atteint des sommets :

- pas de cadavres
- pas de victimes (Ioulia Skripal ne s'est manifestée qu'un mois après "l'attentat" pour déclarer...qu'elle va bien ainsi que son père !)
- pas de traces de produits chimiques

(On pense plus à une intoxication alimentaire due à la junk food à l'anglo-saxonne qu'à un attentat des services secrets russes, ensuite n'oublions pas que nous sommes au pays de James Bond !)

Les seuls éléments dont on dispose sont des déclarations du gouvernement britannique dont la crédibilité est confirmée (!) par son passé :

- soutien de Bush Jr à travers Powell (avec sa fiole de pisse à l'ONU) pour détruire l'Irak
- destruction de l'état Libyen ayant conduit à des trafics d'esclaves et autres migrations massives vers l'occident
- etc

Et sur cette base d'un vide intersidéral, une douzaine d'états de l'UE expulsent des diplomates russes.

La vraie question est bien de savoir qui -même dans une population qui ne s'informe pas- peut avaler de telles couleuvres ?

- La vraie question est bien de savoir qui -même dans une population qui ne s'informe pas- peut avaler de telles couleuvres ?

Je pense que la cible est précisément les populations qui ne s'informent pas. Il n'y a aucune différence dans cette affaire avec la publicité télévisuelle où une personne avec un blouse blanche explique que Calgon retire le mauvais calcaire qui détruit votre machine, ce qui dans la pratique n'a aucun sens ni aucune action, il s'agit d'un besoin totalement artificiellement créé par la marque, un phantasme inculqué par la répétition publicitaire. Ce qui n'empêche pas ma belle mère, intelligente et ex enseignante, de l'utiliser malgré que je lui aie expliqué 15 fois.

Ce procédé n'a pas grand chose à faire de la minorité pensante, tant que ça marche globalement et que la minorité n'est pas entendue. Ça marche à tel point que c'est la minorité pensante qui est traitée de stupide et parano à remettre en cause "ce que tout le monde sait". Il s'agit de la grande escroquerie intellectuelle de la "com" de masse, qui est poussée à l'extrême de nos jours.

S'il y a une chose à faire, c'est apprendre "aux masses" à remettre en cause systématiquement ce qu'on leur inculque y compris à l'école. Quand je dis remettre en cause, il ne s'agit pas de nier, mais de s'interroger sur le bien-fondé et les motivations de ce que l'on vous présente.

2- Autre hypothèse à prendre très au sérieux : les "bas de plafond" ne sont peut être pas ceux que l'on croit.

En effet, les dirigeants et leurs toutous journalistes croient peut être réellement à ce qu'ils racontent !

3- Malheureusement apprendre à remettre en cause ce qu'on nous inculque, nous instruit est pour "les masses" très insécurisant, d'autant plus dans le contexte actuel (chômage, hystérie militaire et médiatique, attentats...).

Il reste peu de "repères", de choses que l'on croit solides et je doute que beaucoup ai le courage ou l'envie ou que sais-je, d'avoir un minimum de cette lucidité de peur d'affronter (ou de ne pouvoir le faire) le vide, le mensonge qui animent notre société.

C'est quelque part une forme de...survie, peu reluisante ou digne pour certains mais qu'on ne peut totalement condamner.

4- Le complot a une explication géométrique : la pyramide. Plus ils sont haut dans la pyramide du pouvoir, moins ils sont nombreux, et donc plus ils se connaissent et peuvent se concerter pour mettre sur pied des stratégies augmentant et défendant leur pouvoir. Plus important que l'argent : le pouvoir.

Achat et contrôle des médias, contrôle de la création monétaire et des tx d'intérêt, création et poppage de bulles, achat et compromission de personnages politiques et de syndicalistes, contrôle du judiciaire, destruction de pays qui s'opposent. Tout un tas de cercles de pouvoirs, à différents niveaux. Qui se concertent en grands nombres (haut niveau) ou en très petits nombres (très haut niveau).

Évidemment, la plus belle stratégie du Diable, c'est de faire croire qu'il n'existe pas. La plus belle stratégie de ces gens là, c'est de faire croire (via leurs laquais) qu'ils ne se concertent pas, qu'ils ne complotent pas.

5- Ils ont sans doute en eux une volonté d'obéir (servilité) plus forte que leur volonté de croire ou de douter. Croire ou douter, il faut déjà réfléchir. Réfléchir, c'est déjà désobéir.

Obéir sans réfléchir pour garder asservis ou encagés les autres, un petit plaisir facile qui transcende les âges (gardien d'esclave, kapo, etc).

6- Je suggère de lire l'article dont F Lordon fait référence dans le sien: <https://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/ACCARDO/2288> Il propose une vision subtile des mécanismes qui amènent les journalistes à promouvoir en toute bonne foi une pensée unique. C'est plus subtil que la dictature du grand capital: "Ils ont en eux, comme aurait dit Pascal, « une volonté de croire plus forte que leurs raisons de douter »".

En conclusion, à force de prendre ouvertement les gens pour des cons, ils finissent par en prendre conscience. Et à mon avis cela ne passe pas, car c'est un truc qui ne les laisse pas indifférent. Ils n'aiment pas cela du tout ou cela les rend violents parce que cela atteint leur dignité, la seule chose qui leur reste quand ils n'ont plus rien à se raccrocher et qui est susceptible de les faire réagir...

A force de propager des fausses informations, ils aiguissent l'esprit critique de la population

1- On reste confondu devant l'impossibilité (ou le refus) de l'Occident d'envisager des provocations "rebelles" pour pousser les USA et l'OTAN à intervenir, eux qui n'attendent que le franchissement de dette "ligne rouge", véritable appel du pied aux islamistes.

On veut nous faire avaler une guerre entre les "méchants" (Bachar, la Russie, l'Iran) et les "gentils", (les islamistes). Mais il y a des limites à la naïveté. Avalanche de fake news, de coups tordus, de manipulations et tous attribués à la Syrie. En face, il va de soit, nous avons des politiciens hors pairs, à la rigueur morale sans faille.

Edifiant documentaire hier sur la 5 au sujet de la Libye. Nous connaissons à présent les mensonges qui ont servi à assassiner Kadafi. Il en sera de même pour la Syrie. La vérité est difficile à cacher très longtemps.

2- On peut se rendre compte qu'Israël est très bien coordonné avec les protégés des USA et des Saouds, ils en ont profité pour bombarder une base militaire syrienne, doucement le masque tombe, juste pour les naïfs !

3- Quand on prends le relais de la communication des rebelles, qui sont des mercenaires sanguinaires, on est pour moi complice, comment en est on arrivé là mon dieu le monde marche sur la tête, je serais pas fier d'être obligé de relayé ce genre de fake news, oui toutes les valeurs se perdent !

4- Le coupable tout trouvé...mais dans quel but? A qui profite le crime ? Se pose-t-on les bonnes questions et trouve-t-on les bonnes réponses !!! La takkia marche bien dans ce genre de contrée !

Donc pour l'ONU Bachar et la Russie sont obligatoirement les coupables... pas les djihadistes déguisés en démocrates d'opérette ... personnellement je n'y crois pas connaissant le talent de certains pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

5- Oui les produits chimiques qui n'ont pas d'effet sur les sauveteurs.

6- On connaît abondamment les réactions de la "communauté internationale", composée essentiellement de vassaux serviles et dévoués, toute acquise à la cause de l'administration américaine, qui nous sont servies continuellement par nos "grands" médias.

Mais on n'entend pas trop parler des réactions des populations internationales...

Et pour cause.

En réalité, la corde commence à être particulièrement usée...

Autrement dit, les populations internationales dans leur grande majorité, de plus en plus sourdes à la propagande de guerre permanente de nos médias "d'information", ne croient plus trop à ces fables et d'autant moins que la progression des armées russe et syrienne montre que la libération du pays et l'élimination des menaces islamiques ne sont plus qu'une question de semaines...

Quel intérêt auraient-ils donc à utiliser maintenant des gaz interdits, qu'ils ne possèdent probablement plus, alors que la victoire paraît acquise ?

Il en est de même des accusations portées par le Royaume-Uni dans la tentative d'assassinat des Skrypal, qui aurait été commise au plus mauvais moment par le président russe, à la veille de l'élection et au moment du championnat de foot.

Bref !

La communauté internationale, c'est-à-dire "l'union" Européenne, donc l'OTAN et l'administration américaine, continuent imperturbablement à multiplier les provocations en direction des pays "rebelles" : Iran, Syrie, mais surtout Russie.

Sans doute dans le but de parvenir à une déclaration de guerre lancée par la Russie pour pouvoir ensuite prétendre avoir été attaqués.

J'espère que personne n'est dupe dans les populations, en particulier ici, en France...

7- Si l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est indiscutable, il faut être beaucoup moins catégorique sur la responsabilité du régime de Damas.

En 2013 dans la Ghouta (déjà!), une enquête menée par le très sérieux MIT conjointement avec l'ONU avait attribué l'usage du sarin aux rebelles de l'ASL.

A Afrin, des gaz toxiques ont aussi été utilisés (contre les Kurdes). La Turquie récusant toute responsabilité et les forces d'Assad étaient absentes de cette zone, tout semble désigner - là encore - comme coupables potentiels les rebelles de l'ASL.

Ces faits n'absolvent certes pas le régime syrien mais relèvent davantage du modus operandi des rebelles djihadistes.

8- Les enquêtes de l'ONU se déroulent elles par Skype et les "témoignages sont ceux des "rebelles". La Russie a toujours réclamé des enquêtes sur place. Refus de l'ONU d'où la décision de la Russie de s'opposer à toutes enquêtes ne se rendant pas sur place.

9- Je doute que des attaques au chlore soient réellement le fait d'un état. Même pendant la 1ère guerre mondiale ce gaz n'était plus utilisé comme gaz de combat ! Si le régime syrien a conservé des "petits" stocks d'armes chimiques, ce n'est certainement pas du chlore. Trop artisanal et dangereux à manipuler.

Du Sarin, peut-être... Mais pas du chlore. L'usage de chlore, c'est un bricolage local d'un petit groupe de fanatiques dans le fond d'un garage, pas un état.

10- Ces questions son nulles et partiales. Les réponses sont encore pire!

La bonne question est: alors que les occidentaux disent s'il y a utilisation d'armes chimiques, on va vous attaquer la Syrie. Et deux jours après il y a utilisation d'armes chimiques dans des circonstances obscures et difficilement vérifiables... Cela montre qu'il y a des gents en occident et des djihadistes sur le terrain qui travaillent ensemble pour renverser le gouvernement syrien.

11- Les civils sont les otages des rebelles qui veulent négocier leur solution de repli. Quelques rares reportages montrent les civils de la Ghouta remerciant Assad de les avoir libérés de l'emprise terroriste des rebelles.

12- A chacun de se faire une opinion, avec les éléments aussi objectifs qu'il peut avoir. Cependant, comme beaucoup, je ne vois pas sincèrement l'intérêt de l'armée syrienne de procéder à ce genre d'attaque au point final de leur opération à la Ghouta.

13- Sentant La Ghouta reprise totalement par l'AAS, les protégés de l'arabie saoudite et des occidentaux ont fait un false flag c'est à dire utiliser du chlore pour faire accuser le régime syrien, vieux comme le monde, ils savent pertinemment que lorsqu'il n'auront plus se moyen de pression contre Damas l'offensive sur Deir ez-Zor et Idlib seront les prochaines étapes de libération de la Syrie ... Et les saoudiens utilisent du phosphore blanc au Yemen...Pas un mot et ne parlons même pas des USA !

L'idée mûrit également que les ONG n'est que l'humanisme des salauds qui servent l'Otan.

1- Qu'y a-t-il d'humanitaire à tuer de pauvres gens qui ne sont responsables que de vivre au mauvais endroit au mauvais moment ...

Le terme humanitaire ne sert qu'à manipuler une opinion afin de justifier auprès d'elle une guerre qui ne se justifie pas, c'est un prétexte ...

"ON" vous dira aussi, images à l'appui, et en utilisant le conditionnel que certains ont été victimes du chlore, arme chimique. Le lendemain plus de conditionnel c'est l'affirmation alors que toutes les manipulations sont possibles et là encore cela sert à justifier une nouvelle agression assortie d'un nouveau massacre de civils.

Etre tué par une bombe propre US ou OTAN est-ce mieux que d'être tué par une bombe sale Russe ou Syrienne ?

Être tué par une bombe ou un sniper ou par du chlore je me demande bien où est la différence puisque ces gens et ces enfants sont morts

Ces guerres iniques et injustifiées relèvent de crimes contre l'humanité ... humanitaires ou pas.

2- Les guerres humanitaires ne sont qu'une mise en scène pour nous faire accepter, voire souhaiter, la politique de la canonnière appliquée depuis toujours par les puissances impérialistes et leurs affidés/vassaux, en gros, ce que l'on définit aujourd'hui par la communauté internationale.

3- Rony Brauman souhaitait la guerre en Syrie, à lire sur Médiapart. Les ONG françaises sont dans le dogme du " droit d'ingérence " cher à Kouchner.

Ils ont vu ce que j'ai vu au Soudan ou ailleurs. Brauman, c un prisme !

Les frenchs docteurs se sont constitués en 68...

Plus de colonisation mais des ONG pour permettre à certaines personnes d'explorer les sous sol.

Il aurait été plus facile depuis le temps d'installer des usines de médicaments ou proposer des formations en occident. Tout ces soignants dépenaillés au Soudan...pas toujours éthiques (euphémisme). Que dire des mensonges de MSF !

4- Un ancien agent du MI6 disait qu'une ONG pouvait maintenir un climat de guerre plus efficacement qu'une armée régulière ou une milice...

5- La Serbie, la Libye, les printemps arabes, l'Ukraine...les révolutions orange bidons organisées de l'extérieur.

Je n'arrive pas à croire que Brauman ne le sache pas.

Les ONG sont des complices passifs de leurs bailleurs de fond !

6- C'est fou de parler d'incroyable consensus !!! (S'agissant de Rony Brauman. - ndlr)

Elles étaient ou les ONG qui connaissaient très bien la situation sur place.

Khadafi n'était pas protégé mais populaire en Afrique (il était le seul dirigeant qui a soutenu l'ANC de Mandela, il était plus sûrement le banquier de l'Afrique que les aides misérables et intéressés occidentales.

Ils jouent placés...expliquer leur mutisme est un exercice de style toujours étonnant.

C bien de parler du Congo et ses 6 millions de morts....américains, Israéliens...à la manoeuvre pour les richesses du Kivu

7- Cette guerre (La guerre du Biafra ou guerre civile du Nigeria - ndlr) voit également une modification de l'aide humanitaire qui, utilisant la médiatisation intense du conflit, prône une ingérence directe pour venir en aide aux réfugiés.

Elle aura pour conséquence la création de l'ONG Médecins Sans Frontières en 19712. »

Ainsi fut inventé cet oxymore de guerre humanitaire. Les french doctors de l'inénarrable Bernard Kouchner ne furent que les faux nez des officines de Faucard qui voyaient dans la sécession du Biafra l'occasion rêvée pour démanteler le Nigéria en qui la Franceafrique voyait une menace pour son hégémonie en AOF/AEF.

En complément

- Ioulia Skripal a quitté l'hôpital, son père va mieux - Reuters 09.04

Voilà comment une simple intoxication alimentaire ou un léger empoisonnement commis par le MI6 ou des agents étrangers, sert à préparer psychologiquement la population à une guerre contre la Russie. Ce qui ne signifie pas qu'il y aura forcément une guerre, cela justifie des dépenses militaires et des manoeuvres fort coûteuses, le lobby de l'armement peut être satisfait.

La guerre, c'est la réponse politique de Macron aux cheminots et à tous les travailleurs mobilisés. Alors déclarons-lui la guerre, disons stop : Dehors !

[Dossier sur la Syrie.](#)

Attention, les fake news vont déferler et cela a déjà commencé. J'avais inclus dans ce dossier un article de l'agence de presse iranienne Presst (Syrie : prémices d'une guerre US/Russie ? - presstv.com 10.04), et quelques heures plus tard le gouvernement russe par la voie de l'agence de presse Sputnik démentait son contenu, j'ai donc retiré cet article in extremis.

Fabrication de fake news par des va-t-en-guerre fanatiques.

I- Ils fabriquent de faux "rebelles modérés", en fait des membres des différents groupes issus d'Al-Qaïda ou Daesh ;

II- Ils organisent une fausse attaque aux armes chimiques ;

III- Ils donnent la parole à leurs faux "rebelles modérés" qui accusent le gouvernement syrien d'être responsable de cette attaque ;

IV- Ils reprennent leur accusation mensongère ;

V- Ils s'en servent comme prétexte pour bombarder la Syrie.

Epilogue ou simple coïncidence, qui les avait prévenus ?

- Les terroristes du groupe Daech ont tenté de lancer une contre-offensive sur plusieurs axes dans la province de Homs après l'attaque de la base aérienne T-4 dans l'est de la province, selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadine. Sputnik. 09.04

En passant, les intellectuels médiocres ou écervelés qui s'accrochent désespérément au concept foireux de "droit international" une nouvelle fois bafouée par Israël à défaut d'adopter le socialisme, en seront pour leurs frais.

- Syrie : dialogue de sourds à l'ONU - euronews 9 avril 2018

« Fake news » . Voilà comment l'ambassadeur de Russie aux Nations-Unies parle de l'attaque chimique présumée le 7 avril dernier dans la ville de Douma, en Syrie.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence ce lundi pour évoquer le sujet. Le représentant de Moscou Vassili Nabenzia a déclaré : « Il n'y a pas eu d'attaque chimique en Syrie » . Il a expliqué que des spécialistes russes s'étaient rendus sur place et n'avaient découvert aucune trace de chlore ou d'une quelconque substance chimique qui auraient été utilisée contre des civils. euronews 9 avril 2018

- Damas et Moscou accusent Israël d'avoir mené des frappes contre une base syrienne près de Homs - RT 09.04

L'armée israélienne a tiré huit missiles depuis l'espace aérien libanais, selon le ministère russe de la Défense. Cinq d'entre eux auraient été interceptés par le système anti-missile syrien et trois auraient touché une base aérienne près de Homs.

Le bombardement de la base militaire syrienne «T-4» entre Homs et Palmyre, tôt ce 9 avril, a été mené par des avions israéliens depuis le territoire libanais, selon Moscou et Damas. L'agence de presse publique iranienne Fars a fait savoir que trois Iraniens avaient été tués dans cette frappe menée selon cette source par «les avions de chasse du régime sioniste».

«Deux avions F-15 de l'armée israélienne ont frappé l'aérodrome entre 3h25 et 3h53 heure de Moscou à l'aide de huit missiles téléguidés depuis le territoire libanais, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien», a fait savoir le ministère russe de la Défense, le 9 avril, cité par les agences russes. Sur ces huit missiles, cinq ont été interceptés par le système de défense anti-missile syrien, selon le ministère.

Dénonçant une «agression», le gouvernement syrien a également accusé Israël d'avoir mené cette frappe avant l'aube. Elle aurait coûté la vie à plusieurs personnes. RT 09.04

Voilà ce qui rend hystérique Israël.

- Syrie: Plus de 50.000 personnes en passe de quitter Douma - Reuters 9 avril 2018

Plus de 50.000 personnes, dont des insurgés et leurs familles, sont en passe de quitter la ville syrienne de Douma dans les jours à venir, en vertu d'un accord conclu avec le régime de Damas, a-t-on déclaré lundi à Reuters de source au fait des négociations. Reuters 9 avril 2018

- L'aviation israélienne tue des soldats iraniens en Syrie - Réseau Voltaire 9 avril 2018

Peu après que le Grand rabbin sépharade d'Israël, Yitzhak Yosef, ait appelé à l'assassinat pour « raison humanitaire » (sic) du président Bachar el-Assad, une attaque aérienne a eu lieu dans le centre de la Syrie.

Le rabbin Yitzhak Yosef est connu pour ses provocations. Il ne représente que 5 % des Israéliens. Il est le fils du Grand rabbin Ovadia Yosef, un des fondateurs du parti Shas, aujourd'hui allié de Benjamin Netanyahu.

Deux avions F-15 de l'armée israélienne ont frappé l'aérodrome militaire de Tiyas entre 00h25 et 00h53 GMT à l'aide de huit missiles téléguidés depuis le territoire libanais, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien.

Selon nos informations, ces missiles n'ont pas touché la base, mais ses alentours. Ils ont tué 14 personnes dont plusieurs Gardiens de la Révolution iraniens.

Cette attaque était coordonnée avec une opération de Daesh dans la province. Elle a immédiatement été déclenchée après celle de Tiyas. Réseau Voltaire 9 avril 2018

- Douma: Les USA réagiront avec ou sans l'aval l'Onu, dit Nikki Haley - Reuters

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Douma: Le HCDH s'indigne de la faiblesse des réactions - Reuters

Le prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini fait office de Haut-Commissaire.

Il a joué un rôle important dans l'établissement de la Cour pénale internationale (CPI), tout un programme !

Il a également servi comme spécialiste des affaires politiques de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour l'ex-Yougoslavie de 1994 à 1996. (Wikipédia) Le sale boulot pour l'Otan.

Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'ONU à New York, poste qu'il a occupé de septembre 2010 à juillet 2014, ainsi que de 2000 à 2007. De 2007 à 2010, il a été Ambassadeur de Jordanie aux États-Unis d'Amérique. De 1996 à 2000, il a été Représentant permanent adjoint de la Jordanie auprès de l'ONU, avec rang d'ambassadeur. Etc. etc. Il a enchaîné les fonctions au sein d'institutions américaines ou internationales.

Il a aussi été membre du Conseil consultatif de la Banque mondiale pour l'édition 2011 du Rapport sur le développement dans le monde.

Il est marié à la princesse Sarah Zeid. (Source : ohchr.org)

- Attaque chimique en Syrie: Lavrov dénonce une provocation - presstv.com 09.04

« Les accusations imputant au gouvernement syrien une attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, sont fausses et constituent une provocation », a affirmé, ce lundi 9 avril, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

En ce qui concerne les menaces américaines de recourir à l'option militaire contre la Syrie, Lavrov a affirmé qu'en cas d'une attaque américaine contre la Syrie, Moscou agirait dans le cadre de ses engagements envers Damas.

« En ce qui concerne les avertissements des autorités américaines - vous le savez - nos militaires y ont déjà réagi; nous avons des obligations envers la Syrie et cela, à la demande du gouvernement légitime de la République arabe syrienne, qui est d'ailleurs un État membre de l'ONU », a-t-il dit.

Sergueï Lavrov n'a pas manqué de parler des opérations militaires turques en Syrie. Après la fin de l'opération Rameau d'olivier, la Turquie devra confier le contrôle d'Afrin au gouvernement syrien, d'après le ministre russe des Affaires étrangères. presstv.com 09.04

Moscou: les photos des «victimes» de l'attaque chimique présumée en Syrie sont fausses - fr. sputniknews.com 09.04

Le ministère russe de la Défense a déclaré que les photos des victimes de l'attaque chimique présumée de Douma publiées par les Casques blancs sur les réseaux sociaux étaient des faux.

Les militaires russes ont qualifié de fausses les photos de victimes de la prétendue attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, qui ont été publiées par des défenseurs des droits de l'Homme sur les réseaux sociaux.

«Toutes les accusations des Casques blancs, ainsi que leurs photos et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux et présentant des soi-disant victimes d'une attaque chimique ne sont qu'un nouveau faux et une nouvelle tentative de torpiller la trêve établie», a affirmé ce lundi le chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie, le général Youri Evtouchenko.

Les radicaux du groupe Jaysh al-Islam ont précédemment accusé les forces gouvernementales syriennes d'avoir eu recours, samedi 7 avril, à des armes chimiques contre un hôpital de Douma, dans la Ghouta orientale. Ces allégations ont été reprises par les puissances occidentales, le Président américain Donald Trump ayant estimé que la Syrie devrait «payer le prix fort pour l'attaque chimique».

La diplomatie russe a pour sa part qualifié d'«intox» les informations sur une attaque chimique en Syrie. fr.sputniknews.com 09.04

- Des médecins syriens démentent l'arrivée de victimes d'une «attaque chimique» - fr.sputniknews.com 09.04

Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie a annoncé que les médecins en poste dans la ville syrienne de Douma ont démenti avoir admis récemment des patients avec des symptômes d'empoisonnement toxique.

«Les médecins syriens de Douma ont démenti les informations faisant état de l'arrivée de patients présentant des signes d'empoisonnement chimique», a annoncé lundi le Centre.

Dans un communiqué, le Centre cite des médecins qui affirment n'avoir soigné ces derniers jours que des individus ayant des «blessures habituelles», typiques dans une guerre menée avec des armes conventionnelles. fr.sputniknews.com 09.04

- Damas et Moscou proposent une inspection de l'OIAC à Douma - Reuters 10 avril 2018

Le gouvernement syrien, menacé d'une action militaire occidentale, a invité mardi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à envoyer des inspecteurs à Douma, dernier bastion rebelle de la Ghouta orientale, près de Damas, où une attaque chimique aurait été menée samedi dernier.

Appuyant l'idée du président syrien Bachar al Assad, la Russie a annoncé qu'elle allait soumettre au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution proposant l'envoi à Douma d'une délégation de l'OIAC, afin de vérifier de manière indépendante la réalité de l'attaque et tenter d'établir qui en sont les auteurs. Reuters 10 avril 2018

- La flotte russe en mer Noire placée en état d'alerte - presstv.com 10.04

Alors que les tensions entre Washington et Moscou ont monté d'un cran suite à l'attaque chimique présumée sur Douma en Syrie, la flotte de la marine russe en mer Noire a été placée en état d'alerte.

Selon l'édition arabophone de la chaîne Euro News, un destroyer de la marine américaine est stationné pour l'instant dans les eaux de l'est de la Méditerranée, d'où il serait capable de participer à d'éventuelles frappes contre la Syrie.

Un deuxième destroyer américain, l'USS Porter, entrera probablement d'ici quelques jours en Méditerranée.

Après la présumée attaque chimique dans la nuit de dimanche à lundi sur la ville de Douma en Syrie, le président américain Donald Trump a intensifié ses accusations dénuées de preuves contre Damas et son allié russe, menaçant de recourir à l'option militaire contre la Russie. presstv.com 10.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation sociale en France

- «La plus grande gare d'Europe qui fait la grève tous les jours, c'est un symbole» - Liberation.fr 09.04

Au sein de la gare du Nord, et malgré les instructions nationales, l'assemblée générale intersyndicale des cheminots a voté, ce lundi, le principe de la grève reconductible à partir du 13 avril.

A la gare Saint-Lazare aussi, le principe de la grève reconductible, tous les jours à partir du 13, a été adopté. Liberation.fr 09.04

Grève illimitée jusqu'au retrait ou au départ de Macron !

- Les CRS interviennent à la fac de Nanterre pour déloger des étudiants - Le HuffPost 09.04

Une quinzaine d'universités en France sont désormais occupées ou partiellement bloquées. En cause: la réforme de l'accès à l'université et un nouveau processus d'entrée qui divise au sein de la communauté. Le HuffPost 09.04

La répression est immédiatement très violente, ce qui pourrait provoquer la radicalisation des étudiants contre Macron...

[La macronie en famille.](#)

Edwy Plenel compatible avec Alain Minc et Jean-Marie Colombani avec lesquels il travailla à la direction du Monde...

- Après TF1 jeudi, Macron dimanche soir sur BFMTV, RMC et Mediapart - AFP 09.04

Après le JT de 13H00 sur TF1 prévu jeudi, Emmanuel Macron sera interviewé dimanche soir sur BFMTV, la radio RMC et le site Mediapart, dans le cadre d'une émission spéciale diffusée à 20H35 par ces trois médias, ont-ils annoncé lundi dans un communiqué. AFP 09.04

Lu dans un commentaire d'internaute sur le blog Les Crises : "Ne pas oublier que Mediapart fait partie des médias à promouvoir car "faisant du bon travail" selon Soros himself !"

Quand Mediapart relayait la propagande de guerre de l'Otan contre la Libye :

- En Libye, les dernières heures de la dictature? - mediapart.fr 21 février 2011

Alors que l'armée aurait bombardé Tripoli et d'autres villes du pays, le bilan des victimes s'alourdit d'heure en heure. Sur Al Jazeera, l'ambassadeur libyen à Washington appelle à une action de la communauté internationale pour «arrêter le massacre.»

Les prochaines heures seront-elles décisives pour l'avenir de la Libye? Lundi 21 février dans la soirée, l'armée de l'air bombardait les manifestants, selon le reporter d'Al Jazeera. En direct sur la chaîne du Qatar, l'ambassadeur libyen à Washington a appelé le colonel Kadhafi à quitter la Libye. Il demande en outre une action de la communauté internationale pour «arrêter le massacre.» mediapart.fr 21 février 2011

Un internaute - "Mediapart fait " du bon travail " lorsqu'il s'agit de dénoncer des turpitudes mais qui restent dans le cadre du système, comme l'affaire Cahuzac où ils m'avaient plus et où je m'étais abonné, mais dès que l'on sort de ces cas particuliers et que cela concerne l'idéologie du système comme l'affaire ukrainienne et le Proche-Orient, ils sont d'un atlantisme forcené intégriste."

[La pétro-monarchie wahhabite, moyenâgeuse, archaïque, barbare, mais.. culturelle !](#)

- Le prince héritier saoudien en visite diplomatique et culturelle à Paris - AFP 9 avril 2018

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a donné lundi à sa visite officielle à Paris une forte teneur diplomatique et culturelle, tandis qu'était reporté à une prochaine fois le volet économique des relations entre les deux pays.

Après avoir été accueilli dimanche à Paris par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, il a dîné dimanche en tête à tête dans le cadre somptueux du musée du Louvre avec Emmanuel Macron, qui "a tenu à avoir une discussion stratégique avec MBS", a fait savoir l'Elysée.

Lundi midi, il s'est déplacé à l'hôtel Matignon pour un déjeuner avec le Premier ministre Edouard Philippe en présence de certains ministres, dont M. Le Drian, où il est arrivé avec plus de 45 minutes de retard.

Une source proche du gouvernement saoudien a suggéré que les changements incessants de planning du prince sont dus au fait qu'il consacre du temps à des "négociations difficiles", citant l'exemple de la guerre au Yémen, où l'Arabie saoudite est impliquée.

Lundi après-midi, il devait recevoir dans son hôtel particulier du très chic XVI^e arrondissement de nouveau M. Le Drian et la ministre des Armées Florence Parly, qu'il reverra mardi soir lors de la rencontre officielle à l'Elysée entre M. Macron et MBS, qui est par ailleurs ministre de la Défense.

Interrogé sur l'aspect protocolaire de ces audiences auxquelles se rendent des ministres régaliens du gouvernement, un diplomate français estimait que "c'est une attention particulière, une marque d'égards assez exceptionnelle pour quelqu'un qui n'a pas encore le statut de chef d'Etat".

La guerre que conduit l'Arabie saoudite au Yémen contre les rebelles houthis soutenus par Téhéran est un autre dossier chaud alors que plusieurs ONG ont dénoncé lundi les ventes d'armes françaises à Ryad, soupçonnées d'être utilisées au Yémen.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

République tchèque.

- Manifestations pour la démission du Premier ministre tchèque - Reuters 09.04

Plusieurs milliers de Tchèques ont défilé lundi pour demander la démission du Premier ministre Andrej Babis, empêtré dans des accusations de fraude qui l'empêchent de former un gouvernement.

L'homme d'affaires âgé de 63 ans, qui n'a pas de majorité au Parlement, ne parvient pas à conclure d'accord de coalition. L'exécutif minoritaire qu'il a constitué après les élections d'octobre a fait l'objet d'une motion de censure et expédie depuis les affaires courantes.

En fin de semaine dernière, la direction du Parti social-démocrate (CSSD) a décidé à l'unanimité d'interrompre les discussions entamées en février avec le parti de Babis, l'Action des citoyens mécontents (Ano), sur la formation d'un gouvernement.

La majeure partie des formations politiques refusent de coopérer avec Babis, accusé de fraude aux subventions européennes dans une affaire qui remonte à une dizaine d'années.

Plusieurs milliers de manifestants se sont réunis lundi sur la place Wenceslas à Prague, selon les estimations de l'agence de presse CTK. Plus de 2.000 personnes ont aussi manifesté à Brno, deuxième ville du pays, et des rassemblements ont aussi été organisés dans d'autres villes. Reuters 09.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- Allemagne: série de grèves dans la fonction publique - AFP 9 avril 2018

Plusieurs syndicats allemands de la fonction publique ont appelé lundi à des "grèves d'avertissement" qui devraient toucher dès mardi quatre grands aéroports et plusieurs villes et régions allemandes, pour peser sur les négociations en cours sur les salaires.

Les débrayages prévus aux aéroports de Francfort - plus grande plateforme du pays -, Munich, Cologne et Brême, contraignent le géant allemand de l'aviation Lufthansa à annuler "plus de 800 vols", soit un avion sur deux, affectant "environ 90.000 passagers".

Des grèves sont aussi prévues pour les transports en commun, les crèches, le ramassage des ordures et les hôpitaux de plusieurs villes et régions, dont Berlin, la Bavière et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

"Entre les 10 et 13 avril, il faut s'attendre à des grèves massives dans toutes les régions", a annoncé le principal syndicat de la fonction publique Verdi, qui compte "augmenter la pression" avant la dernière des trois séries de négociations salariales du secteur, prévue les 15 et 16 avril.

Les principaux syndicats du secteur public (Verdi, GEW et DBB) exigent une hausse de 6% des salaires et veulent que cette augmentation se traduise par au moins 200 euros de plus par mois pour les 2,3 millions de contractuels de la fonction publique employés par l'Etat fédéral et les communes.

Ils surfent sur la récente victoire d'IG Metall, le puissant syndicat allemand de la métallurgie, vaste branche comprenant notamment l'automobile, qui a arraché début février un accord inédit sur le droit à la semaine de 28 heures -pour une durée limitée- et une hausse des salaires de 4,3%, après avoir exigé initialement 6%.

"L'économie est en expansion et les recettes fiscales de l'Etat et des communes n'ont jamais été aussi élevées", justifie Frank Bsirske, responsable de Verdi, appelant à "partager la croissance".

Le ministère de l'Intérieur, qui négocie au nom de l'Etat, estime que la revendication de 6% est "clairement trop élevée et impossible à réaliser".

"Malgré les bonnes conditions économiques, l'Etat fédéral et les communes doivent encore réduire leur endettement", fait-il valoir.

"Malgré des rapprochements sur certaines questions, de grands différends persistent, notamment sur le montant minimum, mais nous espérons qu'il n'y aura pas de grèves massives", avait déclaré le secrétaire d'Etat Hans-Georg Engelke à la sortie de la deuxième série de négociations, le 13 mars.

Les "grèves d'avertissement" -débrayages coordonnés de quelques heures- accompagnent traditionnellement en Allemagne le début ou le milieu des négociations salariales menées de manière saisonnière à l'expiration de chaque accord de branche. En cas de blocage plus persistant, les syndicats ont ensuite recours à la grève dite "dure".

"L'ère de la modération salariale", l'une des clés de la compétitivité allemande depuis la Réunification au détriment de ses voisins européens, est bel et bien "révolue", constataient en novembre les "Sages", un forum d'économistes conseillant le gouvernement allemand.

Les salaires allemands ont déjà progressé "plus vite que la productivité horaire" depuis six ans, soulignaient-ils, mais le mouvement s'est accéléré ces deux dernières années, à mesure que la croissance et le chômage historiquement bas, descendu à 5,4% en janvier, rendaient aux syndicats leur pouvoir de négociation.

Et la fiche de paie des Allemands intéresse bien au-delà de leurs frontières, tant les partenaires internationaux de Berlin multiplient les appels à réduire l'énorme excédent courant du pays et à redistribuer du pouvoir d'achat.

L'évolution des salaires est par ailleurs scrutée par la Banque centrale européenne, qui peine toujours à voir l'inflation en zone euro rejoindre son objectif, malgré la solidité de la conjoncture censée stimuler les prix. AFP 9 avril 2018

Bangladesh

- Bangladesh: une centaine de blessés dans une grande manifestation étudiante - AFP 9 avril 2018

Des milliers d'étudiants manifestaient lundi à travers le Bangladesh contre des quotas dans l'administration, après des échauffourées dans la plus grande université du pays qui ont fait une centaine de blessés.

Des heurts entre police et étudiants, qui ont commencé dimanche soir et ont duré jusqu'au petit matin, ont transformé l'université de Dacca en champ de bataille. Les forces de l'ordre ont tiré des balles de caoutchouc et grenades lacrymogènes sur des manifestants contre la politique, "discriminatoire" selon eux, de quotas dans la fonction publique.

Cette contestation est l'une des plus importantes à laquelle se trouve confrontée la Première ministre Sheikh Hasina, au pouvoir depuis une décennie.

Les organisateurs des rassemblements à Dacca ont raconté qu'ils manifestaient pacifiquement lorsque la police est intervenue pour les disperser par la force. Les policiers ont notamment recouru à des bâtons et des canons à eau pour dégager la place centrale.

La colère étudiante résulte de la décision du gouvernement de réserver plus de la moitié des emplois de fonctionnaires aux familles de vétérans de la guerre d'indépendance de 1971 et aux minorités défavorisées. Ce qui ne laisse à la plupart des diplômés accès qu'à un nombre restreint de postes.

"Ces quotas sont discriminatoires. En raison du système de quotas, 56% des emplois sont mis de côté pour 5% de la population du pays. Et 95% des gens doivent se battre pour les 44%" restants, a déclaré Hasan Al Mamun, un meneur de la fronde.

Manifestations et rassemblements se sont multipliés lundi dans les universités du Bangladesh. Des milliers d'étudiants ont séché les cours.

"Nous ne quitterons pas la rue tant que nos demandes ne sont pas satisfaites. C'est une affaire de dignité. Nous n'avons pas peur des balles", a déclaré Abdullah Bhuiyan, un étudiant en anglais de 22 ans.

"Nous voulons une société basée sur le mérite. Nous voulons des opportunités égales pour tout le monde", a revendiqué pour sa part Saimon Rahman, un autre étudiant protestataire.

Selon les organisateurs, des dizaines de milliers de personnes participent à la contestation. La police a refusé de donner une estimation. AFP 9 avril 2018

Le 12 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (23 pages)

[Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.](#)

- Derrière la subjectivité des journalistes - Le Monde diplomatique mai 2000

Pourquoi le discours médiatique semble-t-il converger spontanément vers la légitimation de l'ordre établi et apporter ainsi une contribution indispensable à la pérennité du système social ? Nul complot là-dedans. L'aspect concerté semble en effet minoritaire. Le recrutement social des journalistes et leur capacité à s'imprégner de l'idéologie des classes dirigeantes créent entre eux une communauté d'inspiration. Il leur suffit souvent de travailler « comme ils sentent » pour travailler « comme ils doivent ». C'est-à-dire comme ils ne devraient pas.

Par Alain Accardo.

L'observateur du système médiatique devrait poser en principe que les journalistes ne sont pas, dans leur grande masse, machiavéliquement préoccupés de manipuler le public pour le plus grand profit des actionnaires des entreprises de presse. S'ils se comportent en « conditionneurs » de ceux à qui ils s'adressent, ce n'est pas tant qu'ils ont la volonté expresse de les conditionner que parce qu'ils sont eux-mêmes conditionnés, à un degré que la plupart ne soupçonnent pas. Chacun en faisant spontanément - ou en ne faisant pas - ce qu'il a envie de faire, s'accorde spontanément avec tous les autres. A la manière du poète Robert Desnos, on pourrait dire qu'ils obéissent à la logique du pélican : « Le pélican pond un oeuf tout blanc. D'où sort, inévitablement/ Un autre qui en fait autant. »

Les financiers et les marchands qui ont fait main basse sur l'essentiel des médias n'ont pas besoin de dicter aux journalistes ce qu'ils ont à dire ou à montrer. Ils n'ont pas besoin de violenter leur conscience ni de les transformer en propagandistes. Le sens de la dignité journalistique ne s'en accommoderait pas. Il vaut bien mieux laisser le personnel journalistique faire librement son travail (sauf circonstances et cas particuliers), ou plus exactement il faut lui laisser le sentiment que son travail n'obéit pas à d'autres exigences, à d'autres contraintes que celles qu'imposent les règles spécifiques du jeu journalistique acceptées par tous. Il faut s'en remettre à la « conscience professionnelle ».

Pour cela il faut et il suffit de confier les rênes du pouvoir journalistique dans les rédactions à des personnes qualifiées de « grands professionnels », ce qui veut dire en particulier qu'elles n'ont cessé de donner des gages de leur adhésion à une vision du monde dont elles partagent les croyances fondamentales avec leurs employeurs. Une fois les postes supérieurs d'encadrement occupés par des professionnels idéologiquement fiables, il n'y a plus qu'à laisser jouer le mécanisme de la cooptation, qui assure, là comme ailleurs, un recrutement évitant, dans la plupart des cas, de faire entrer des renards au poulailler et des hérétiques à la messe. Ce mécanisme commence à jouer dès l'entrée dans les écoles de journalisme et il se poursuit continûment dans les rédactions. Ainsi les médias sont-ils solidement tenus en main par un réseau à qui il suffit de travailler « comme il sent » pour travailler « comme il doit », c'est-à-dire pour défendre les normes et les valeurs du modèle dominant, celui sur lequel s'est réalisé le consensus entre une droite en panne d'idées et une gauche en rupture d'idéal.

Mais l'efficacité d'un tel système repose fondamentalement sur la sincérité et la spontanéité de ceux qui s'y investissent, même si cet investissement implique un certain niveau d'automystification. On est en droit de faire à l'information journalistique beaucoup de critiques et de reproches bien fondés, y compris celui d'enfermer les esprits dans la pensée unique. Mais il y a un reproche qu'on ne peut pas faire aux journalistes, sauf cas particulier, bien sûr : celui de ne pas être de bonne foi dans leur travail. Ayant bien intériorisé la logique du système, ils adhèrent librement à ce que celle-ci leur commande de croire. Ils agissent de concert sans avoir besoin de se concerter. Leur communauté d'inspiration rend inutile la conspiration. (En un mot, ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante. et leur "communauté d'inspiration" ou leurs intérêts coïncide avec ceux du régime qu'ils servent servilement. - LVOG)

Pour résumer leur croyance fondamentale, on pourrait dire qu'ils croient sincèrement au bilan finalement positif d'un capitalisme à visage humain, et ils croient que cette croyance n'a rien d'idéologique ni de dépassé. (Non, depuis les deux guerres mondiales fomentées par l'oligarchie et toutes celles qui ont suivi depuis aux quatre coins du monde, quelle que soit sa condition ou son statut social, personne ne peut attribuer au capitalisme un "visage humain", qui plus est depuis que nous savons que les barbares d'Al-Qaïda et de Daesh ou encore les Talibans sont ses créatures. De la même manière il avait engendré le stalinisme. - LVOG)

Bien entendu, comme chez tous les acteurs de tous les champs sociaux, leur vision des choses se caractérise par un mélange à doses variables, selon la position occupée dans le champ, de lucidité et de cécité, de vu et de non-vu ou de bévue. (De mauvaise foi, d'hypocrisie, disons les choses telles qu'elles sont en réalité, s'il vous plaît. LVOG)

Ils voient bien, par exemple, les innombrables manifestations d'inhumanité de l'ordre capitaliste partout où il a libre cours ; mais ils se refusent à y voir un trait consubstantiel, inhérent à l'essence même du capitalisme, pour en faire un simple accident. Ils parlent de « dysfonctionnements », de « dérives », de « bavures », de « brebis galeuses », condamnables certes, mais qui ne compromettent pas le principe même du système qu'ils sont spontanément enclins à défendre. (Même les auteurs d'actes particulièrement cruels ont leur bonne conscience, mais il n'y a pas lieu de les flatter ou de les ménager pour autant, désolé. - LVOG)

Une forme d'imposture

Ainsi, ils réprouvent sincèrement les « excès » entraînés, en matière de recherche et de traitement de l'information-marchandise, par la concurrence, l'obligation de rentabilité, l'Audimat, bref par la logique du marché. Mais que cette même logique entraîne un développement massif de l'emploi précaire dans les rédactions, avec un contingent croissant d'année en année de jeunes journalistes sous-payé(e)s et jetables, exploité(e)s de façon assez indigne par leurs employeurs, ce qui est compréhensible, mais aussi par nombre de leurs chefs et collègues, ce qui l'est moins, voilà un « dysfonctionnement » qui n'a provoqué jusqu'ici aucune mobilisation de la profession comparable à la défense des 30 % d'abattement fiscal, et il est significatif qu'au cours de la grande grève qui a affecté, en 1999, les chaînes du service public, grandes consommatrices de travail précaire, pas un mot n'ait été prononcé en public à ce sujet.

Le champ journalistique, comme beaucoup d'autres, ne peut fonctionner qu'au prix de ce qu'il faut bien appeler une forme objective d'imposture, en ce sens qu'il ne peut faire ce qu'il fait, à savoir contribuer au maintien de l'ordre symbolique, qu'en faisant comme s'il ne le faisait pas, comme s'il n'avait d'autre principe que l'utilité publique et le bien commun, la vérité et la justice. S'agit-il d'hypocrisie ou de tartuferie ? Non. Aucun système quel qu'il soit ne peut fonctionner sur le mode de l'imposture intentionnelle et permanente. Il faut que les gens croient à ce qu'ils font et qu'ils adhèrent personnellement à une idéologie socialement approuvée. (Alors comment font-ils lorsque les faits contredisent leur croyance et qu'ils en prennent forcément conscience ? Ils s'en accommodent parce que cela les arrange ou coïncide avec leurs intérêts individuels qu'ils privilégient. - LVOG)

En l'occurrence, celle-ci ne peut pas consister à crier cyniquement « Vive le règne de l'argent-roi, à bas l'humanisme archaïque, enrichissons-nous et malheur aux pauvres ! », mais elle consiste à considérer en toute bonne foi, ne serait-ce qu'implicitement, que le bonheur du genre humain exige qu'on reste au sein de l'Eglise libérale, hors de laquelle il n'est point de salut possible. (On a l'impression que c'est également le cas de l'auteur de cet article, ne serait-ce pas là un moyen détourné de le justifier ? - LVOG)

Pour que la logique économique devienne hégémonique, il faut qu'elle se transmute dans la tête et le cœur des gens en une idéologie philosophique, éthique, politique, juridique, esthétique, etc., relativement autonome, faute de quoi ils percevraient le poids de l'économie sur leur destin comme une intolérable contrainte extérieure, dépourvue de toute légitimité, un épouvantable « matérialisme ». En fait, le propre d'un système, c'est de ne pas rester extérieur aux agents mais d'entrer en eux pour les façonner de l'intérieur, sous forme d'un ensemble structuré d'inclinations personnelles. Et, finalement, sa vitalité repose beaucoup plus sur les dispositions de ses membres en matière de mœurs, de rapport au savoir, au pouvoir, au travail, au temps, et sur leurs goûts et dégoûts, en matière de pratiques culturelles, domestiques, éducatives, sportives, etc., que sur leurs options et opinions expressément politiques. Des esprits bien conditionnés sont d'abord et surtout des variantes incorporées de l'« esprit du temps ». Et celui-ci se flatte de transcender clivages politiques et consultations électorales. (Ce qui est décrit ici, c'est l'opportunisme à l'état pur d'un esprit idéaliste et superficiel, qui réduit chaque représentation idéologique à une abstraction... - LVOG)

Ainsi, fort heureusement pour les maîtres de l'Argent, ils peuvent peupler les médias qu'ils ont achetés de gens intelligents, habiles et sincères, personnellement conditionnés à transfigurer les lois d'airain du capitalisme en conditions permissives et en postulats indiscutables de ce qu'ils appellent la « modernité » ou, si l'on préfère, la « démocratie de marché ».

Les conclusions qui valent pour les médias valent pour des pans entiers de la structure sociale. Le microcosme journalistique est à cet égard un espace privilégié pour l'observation in vivo de ce qui se passe dans les champs de production et de diffusion des biens symboliques - dont la population professionnelle appartient très majoritairement aux classes moyennes (professions intellectuelles de l'enseignement, de l'information, du travail social, métiers de conseil et d'encadrement, de présentation et représentation, etc.). C'est principalement la nouvelle petite-bourgeoisie qui a injecté dans ce système, en s'y investissant à fond, la dose d'humanité, d'intelligence, d'imagination, de tolérance, de psychologie, bref le supplément d'âme dont il avait besoin pour passer de l'exploitation barbare du travail salarié, qui sévissait encore avant la seconde guerre mondiale, à des formes apparemment plus civilisées compatibles avec la montée des aspirations démocratiques. (Effectivement pour justifier à ses yeux sa soumission au régime et se donner bonne conscience, le petit bourgeois ne manque pas d'imagination. - LVOG)

La modernisation du capitalisme a consisté à développer des méthodes de « gestion des ressources humaines » et de communication visant à euphémiser les exactions patronales et à impliquer davantage psychologiquement les salariés dans leur propre exploitation. Bien sûr, cette collaboration comporte des gratifications, matérielles et morales, dont la première est d'assurer la subsistance des intéressés, et la seconde de leur donner le sentiment d'une certaine importance et utilité pour leurs semblables. Et ce n'est pas rien. Il se trouve cependant que, par une de ces ruses objectives dont l'histoire abonde, leur travail profite encore bien davantage au système et aux féodalités qui le dominent, et que croyant servir Dieu ils servent aussi, et parfois surtout, Mammon. Mais ils le font sub specie boni, en toute bonne conscience, parce qu'à peu près tout ce qui pourrait leur donner mauvaise conscience est automatiquement autocensuré ou transfiguré. Ils ont en eux, comme aurait dit Pascal, « une volonté de croire plus forte que leurs raisons de douter ». (Finalement, tout sonne faux chez eux et on n'a pas vraiment envie de leur ressembler. L'autosuggestion les aide assurément, mais elle est illusoire, dérisoire, car elle ne leur sera d'aucun secours lorsqu'ils se retrouveront directement confrontés à la dure réalité qu'ils se sont employés à fuir ou maquiller, la volonté de croire ou la raison de douter ne leur seront d'aucune utilité, il ne leur restera plus que la logique pour essayer de comprendre ce qui leur arrive. - LVOG)

Probablement parce que les journalistes maîtrisent professionnellement les technologies du faire-voir et du faire-savoir, l'observation de leur milieu permet de voir, mieux que chez d'autres catégories des classes moyennes, que l'imposture objective de ces dernières, qui consiste à n'être et à ne faire jamais tout à fait ce qu'elles-mêmes croient qu'elles sont et qu'elles font, se traduit par une mise en scène constante de soi, destinée à se donner à soi-même en la donnant aux autres, la représentation la plus valorisante de son importance.

S'il est vrai qu'aucun jeu social ne pourrait se dérouler si ses acteurs n'acceptaient pas, peu ou prou, de « se raconter des histoires », d'en faire accroire à soi-même et aux autres, il faut admettre que les classes moyennes sont particulièrement enclines à « se faire du théâtre » ou « du cinéma ». Cette propension plutôt narcissique à la « dramaturgisation » de son existence est liée à l'appartenance à un espace social intermédiaire, entre les deux pôles, dominant et dominé, de la puissance sociale. (Position inconfortable et instable par excellence, qui partant de là les rend inconsistantes et indignes de confiance. - LVOG) Tous les traits caractéristiques de la petite-bourgeoisie tiennent fondamentalement à cette position en porte-à-faux entre le trop-peu et le trop-plein, entre l'être et le non-être, dans un monde où la valeur socialement reconnue est devenue directement proportionnelle au degré d'accumulation du capital en général, et de l'économique en particulier. « Les plus démunis », comme on dit pudiquement, ont beaucoup trop peu pour pouvoir même se préoccuper de valoriser ce qu'ils ont et sont. Les plus privilégiés ont beaucoup trop pour avoir besoin de se rassurer en se donnant en spectacle.

Ressentiment et souffrance

Mais le résultat de cette quête perpétuelle de réassurance est rarement tout à fait satisfaisant. Les petits-bourgeois, à cause de leur position moyenne, sont généralement plus sensibles à l'écart avec les positions supérieures, qu'aux avantages intrinsèques de la position occupée. Comme le notait Stendhal, « la grande affaire est de monter dans la classe supérieure à la sienne, et tout l'effort de cette classe est de [vous] empêcher de monter ». (Ils sont pétris d'ambition, ce qui les rend insupportables. Habituellement ils envient les bourgeois et méprisent les ouvriers. - LVOG)

Il y a là une source de frustration intense et de ressentiment, une sorte de foyer de pathologie de la reconnaissance sociale, qui est à l'origine d'innombrables cas de cette souffrance existentielle qu'on pourrait réunir sous l'appellation de syndrome d'Emma Bovary et de Julien Sorel. Souffrance d'autant plus difficile à réduire qu'elle est structurellement programmée et par là réfractaire à toute thérapie médicale. Une enquête sur le journalisme de base fournit d'éloquentes illustrations de ce rapport ambigu à leur position, à la fois enchanté et exaspéré, amoureux et dépité, suffisant et douloureux, des dominants-dominés de l'entre-deux social. (Celui qui décide de devenir journaliste sait ce qui l'attend. - LVOG)

On est en droit de penser que la seule façon de tenter d'y remédier consisterait rompre avec la logique du système. Entreprise difficile, car elle ne peut aller sans remettre en question tout ce qu'on a personnellement intériorisé au plus profond, tous les liens inviscérés, toutes les adhérences charnelles par lesquels les individus « font corps » avec un système qui les a engendrés et conditionnés à faire ce qu'il attend d'eux, par exemple à s'affronter les uns les autres dans une compétition implacable pour des enjeux factices et dérisoires, dont la poursuite et la conquête ne prouvent rien, sauf précisément qu'on est très bien conditionné. (Ils sont amenés à se prostituer consciemment, ce qui ne doit pas être facile à assumer tous les jours. - LVOG)

Jusqu'ici les membres des classes moyennes, parce qu'ils y sont conditionnés, y compris par toute leur socialisation, ont dans leur grande majorité entrepris avec persévérance de cultiver leur rêve d'ascension sociale et leurs espérances de réussite personnelle à l'intérieur d'un univers dont, au demeurant, ils sont nombreux à dénoncer les iniquités. Mais ces opinions critiques, parce qu'elles restent cantonnées dans le seul registre politique (voire politicien), et le vote « à gauche » qui peut s'y associer, loin de mettre la logique dominante en péril, ont pour effet d'optimiser le fonctionnement d'un système qui, non seulement peut se reproduire pour l'essentiel, mais encore peut se glorifier d'entretenir, par médias interposés, un logorrhéique débat public qui ne porte presque jamais sur l'essentiel. (Le régime les soignent, les bichonnent, et en échange elles le servent docilement, elles ne sont pas portées spontanément à l'affronter, en cela elles sont indifférentes au triste sort de la classe ouvrière. - LVOG) Le Monde diplomatique mai 2000

Voilà le genre d'article que je trouve instructif, car il montre bien que les classes moyennes ou la petite bourgeoisie n'est pas

une classe indépendante, qu'elle est minoritaire dans la société et que pour ces deux raisons au moins, elle ne peut pas revendiquer la direction de la société, seule la classe des capitalistes en a les moyens du fait qu'elle dispose des moyens de productions, ainsi que la classe ouvrière parce que c'est elle qui constitue la majorité de la population et qui produit les richesses.

Domage qu'aucun parti dit ouvrier ne soit capable de rédiger de tels articles, c'est lamentable en vérité...

Ceci explique-t-il cela ?

[Ils ont déserté le terrain du combat politique.](#)

Pourquoi la réaction n'a-t-elle même plus besoin de se donner la peine de camoufler sa véritable nature ? Parce qu'en face il n'existe plus aucune opposition indépendante organisée pour dénoncer et s'opposer à ses opérations militaires. La preuve, vous n'en trouverez aucune trace sur Internet dans les portails des partis ouvriers.

Tout ce qui est destiné quotidiennement à bouffer le cerveau des travailleurs, à les conditionner pour en faire des agents dociles de leur propre malheur ou les transformer en chair à canon ne les intéresse pas.

L'affaire Skripal destinée à préparer psychologiquement les travailleurs à une guerre contre la Russie, ou tout du moins destinée à leur désigner l'ennemi responsable de la situation, connaît pas.

La provocation et la propagande guerrière hystérique des Etats-Unis et de ses vassaux dont la France contre la Syrie, jamais entendu parlé. Etc. etc.

Ils savent parfaitement que la guerre est la continuité de la même politique en recourant à d'autres moyens, mais ils s'en foutent. Ah le bout de gras, cela les motive ! A ce rythme-là, demain vous en serez réduits à bouffer vos godasses !

Retrait du plan Macron-Spinetta et stop à la guerre contre la Syrie : Macron dehors !

[Dossier sur la Syrie.](#)

Etes-vous favorable à des frappes françaises en Syrie ? 22.220 réponses (Yahoo actualités)

- 78% répondent NON !
- 18% répondent oui
- 4% sans opinion

Un internaute rapporte :

- Un sondage du Figaro... Bon, ça vaut ce que vaut un sondage :

Êtes-vous favorable à une frappe française en Syrie après les soupçons d'attaque chimique ?

A cet instant, pour 85787 votants, 69 % ont répondu Non, 31 % répondent Oui !

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/04/09/01003-20180409QCMWWW00108-tes-vous-favorable-a-une-frappe-francaise-en-syrie-apres-les-soupcons-d-attaque-chimique.php>

Quand le NPA est passé de l'autre côté de la barricade.

Pas un article sur le risque d'un bombardement sur la Syrie. Et pour cause.

- "*Les crimes du régime Assad se poursuivent dans le silence et avec la complicité des puissances internationales et régionales qui, elles, se partagent les zones d'influence du pays...*" (Syrie : Un cauchemar sans fin - 10.04)

Un peu de patience messieurs les réactionnaires, les "puissances internationales et régionales" vous ont entendu et elles sont bien décidées à bombarder le peuple syrien et à achever la destruction de ce pays entamées par leurs amis les "rebelles modérés" qui sont aussi les vôtres...

Je vous passe l'article il est digne d'un chroniqueur du Monde ou BFMTV.

POID, GMI, LO, etc : Pas un article (Blog ou Facebook) non plus sur le risque d'un bombardement de la Syrie.

LFI s'en remet... à Macron !

Un internaute - Tweet de Mélenchon à destination de Macron.

"Le tweet de Trump montre que l'intervention de l'#Otan en #Syrie est une gigantesque provocation à la guerre généralisée. Monsieur #Macron, ne vous laissez pas entraîner !" <https://twitter.com/jlmelenchon>

Pourquoi n'appelle-t-il pas à une manifestation contre cette guerre annoncée au peuple syrien ? Il préfère laisser Macron décider pour nous, n'est-il pas le président légitimement élu selon lui...

En complément sur LFI. Ceci explique cela.

Comment LFI s'emploie à légitimer un président et un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

- Furieux d'une question au gouvernement coupée, les députés Insoumis quittent l'hémicycle - AFP 11 avril 2018

LVOG - Bouffonnerie pitoyable !

A la reprise des débats (...) Jean-Luc Mélenchon est revenu sur l'incident (...) assurant que "naturellement" les LFI reprenaient les discussions. AFP 11 avril 2018

Et de quoi LFI discutait-il avec le gouvernement ? De l'application du plan Macron-Spinetta...

LVOG - Commentaire envoyé (et publié) au blog Les-Crises.fr (Article : Quelques citations contre la Guerre...)

- Ceux qui se camouflent derrière ce qu'ils appellent le droit international savent pertinemment qu'il repose sur un rapport de force entre dominant à dominé, entre Etats, mais aussi entre classes, et ils s'en accommodent.

Ils soutiennent ou tolèrent que ces rapports soient établis au profit des puissants contre les faibles, de la classe dominante contre la classe dominée, ils partagent donc la responsabilité de toutes les conséquences qui en découlent, y compris les guerres.

Ils ont consciemment choisi leur camp, ils doivent l'assumer jusqu'au bout ou changer de camp en optant pour la rupture avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, ce dont la plupart seront incapables. Ils sont comme les pacifistes en temps de paix, les pires va-t-en-guerre dès que la guerre est déclenchée.

Je suis resté mesuré pour ne pas être censuré, l'essentiel y est c'est le principal.

Ils laissent le terrain libre au FN, aux militaires, aux diplomates...

Parole de diplomate

- Vladimir Chizhov : "il n'y a pas eu d'attaque chimique à Douma" - euronews 10 avril 2018

Voici le texte de l'interview réalisée par notre journaliste Andrei Beketov avec Vladimir Chizhov, dans notre studio de Bruxelles.

Andrei Beketov : Monsieur l'ambassadeur, merci de vous joindre à nous dans notre studio bruxellois. Le monde entier, peut-être à l'exception de la Russie, est choqué par les images venant de Douma, en Syrie, d'une attaque chimique présumée ayant entraîné la mort de plusieurs personnes. Alors quelle est votre impression - celle d'un officiel russe - après avoir vu ces vidéos ?

Vladimir Chizhov : La Russie, permettez-moi de vous corriger, est également choquée - mais par cette nouvelle provocation avec cette soi-disant attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, près de Damas. Des spécialistes militaires russes ont visité cette région, ont marché dans ces rues, sont entrés dans ces maisons, ont parlé à des médecins locaux et ont visité le seul hôpital opérationnel de Douma, y compris son sous-sol où soi-disant s'entassent des dizaines de cadavres. Il n'y avait pas un seul corps et même pas une seule personne qui soit venue se faire soigner après l'attaque.

Andrei Beketov : Mais nous les avons vus sur la vidéo !

Vladimir Chizhov : Il n'y a pas eu d'attaque chimique à Douma, c'est aussi simple que ça.

Andrei Beketov : Qu'il y a t-il alors sur ces images ?

Vladimir Chizhov : Nous y voyons une nouvelle mise en scène. Il existe du personnel spécialement formé - et vous pouvez deviner par qui - parmi les soi-disant Casques Blancs (White Helmets) qui ont déjà été pris en flagrant délit de vidéos mises en scène.

Andrei Beketov : Et pourtant, nous nous dirigeons vers une puissante attaque américaine contre des cibles syriennes en réponse à ces atrocités...

Vladimir Chizhov : ...En réponse à quelque chose qui ne s'est pas produit !

Andrei Beketov :

La Russie se prépare-t-elle à l'éventualité d'une telle frappe qui pourrait entraîner la mort de Russes?

Vladimir Chizhov : La Russie a mis en garde les représentants des Etats-Unis, aussi bien publiquement que par les voies appropriées, sur les conséquences graves que pourraient avoir de telles frappes si celles-ci blessaient volontiers ou non des citoyens russes.

Andrei Beketov : Merci M. l'ambassadeur. euronews 10 avril 2018

Parole à l'extrême droite, histoire de faire croire qu'on serait en démocratie.

- La France ne doit "surtout pas" intervenir en Syrie estime Bay du FN - AFP 12 avril 2018

L'eurodéputé FN, membre du bureau exécutif du Front national, a estimé mercredi que la France ne devait "surtout pas" intervenir en Syrie car "rien n'était prouvé" de l'attaque chimique attribuée au régime de Damas, qui n'est qu'"un prétexte" pour faire la guerre, selon lui.

"Rien n'est prouvé" en ce qui concerne l'attaque chimique attribuée au régime syrien, a ajouté M. Bay, qui ne "voit pas du tout l'intérêt qu'aurait eu (le président syrien) Bachar al Assad à commettre une attaque chimique maintenant, alors que l'éradication de Daech est quasiment achevée et qu'il vient de terminer l'éradication des rebelles islamistes de la Ghouta orientale", pilonnée depuis le 18 février par l'armée syrienne, où 1.600 personnes sont mortes.

L'attaque chimique "ressemble clairement à un prétexte". "On a l'impression que (Emmanuel) Macron et Édouard Philippe veulent en fait avoir leur petite guerre", a ajouté le responsable du FN, un parti proche de la Russie, elle-même alliée de la Syrie.

L'ancien allié du FN au second tour de la présidentielle, Nicolas Dupont-Aignan, a réclamé "un vrai débat" à l'Assemblée nationale sur la Syrie, afin "d'éviter une guerre sans issue".

Dans un communiqué, le président de Debout la France demande au président Emmanuel Macron de "tenir la France à distance d'une intervention militaire sur la seule base d'allégations sans preuve".

"Une décision aussi grave ne peut (...) pas se prendre sous le coup de l'émotion et des pressions étrangères", fait valoir le député de l'Essonne.

La parole aux militaires qui oeuvrent pour le bien commun comme chacun sait !

- Pourquoi la France ne doit pas s'associer aux frappes en Syrie, par Caroline Galactéros - lefigaro.fr 10.04

FIGAROVOX/TRIBUNE – Alors que la France s'apprête vraisemblablement à frapper la Syrie, en représailles aux attaques chimiques supposées, Caroline Galactéros plaide pour un sursaut d'indépendance nationale. Selon elle, la France ne doit pas s'aventurer dans une nouvelle coalition.

Docteur en sciences politique et colonel au sein de la réserve opérationnelle des Armées, Caroline Galactéros dirige le cabinet d'intelligence stratégique Planeting. Auteure du blog Bouger Les Lignes, elle a notamment publié Guerre, Technologie et société (éd. Nuvis, 2014).

La messe semble dite et une atmosphère de veillée d'armes plane sur Paris, tandis que le jeune prince d'Arabie Saoudite quitte

la capitale et que notre président est en étroite dialogue avec son homologue américain. La France pourrait, en coordination avec Washington, frapper de manière imminente les forces du régime syrien en représailles d'une nouvelle attaque chimique imputée de manière «très probable» mais en amont de toute enquête, aux forces de l'abominable tyran Assad soutenu par les non moins affreux régimes russe et iranien.

Il faudrait agir vite, se montrer ferme, intraitable, juste! Il s'agirait là d'un «devoir moral»! On a bien entendu et lu. Le discours moralisateur sur la sauvegarde des civils innocents, pourtant inaudible après sept ans de guerre et de déstabilisation de la Syrie, est toujours le même. C'est là le comble du cynisme en relations internationales, que nous pratiquons pourtant sans états d'âme depuis des décennies. Pendant ce temps, la guerre silencieuse du Yémen continue. Ces civils-là n'existent pas, ne comptent pas.

Mais certaines images de guerre et de civils otages d'une sauvagerie généralisée irritent plus que d'autres nos consciences lasses d'Européens déshabitués de la violence et gonflés d'une prétention à connaître, dire et faire le Bien. Soit.

Mais agir contre qui? Qui faut-il punir? Le régime de «l'animal Assad», comme l'a appelé Trump? L'Iran? La Russie? Vraiment? Et si ce trio noir que l'on désigne exclusivement depuis des mois à la vindicte populaire internationale n'était qu'un leurre, proposé à notre indignation sélective pour ne pas réfléchir à nos propres incohérences?

Personne ne se demande pourquoi cette nouvelle attaque chimique arrive maintenant, au moment même où la Ghouta orientale repasse sous contrôle gouvernemental syrien et parachève sa reconquête territoriale, face à des groupuscules rebelles rivaux globalement en déroute et plus que jamais prêts à se vendre au plus offrant pour survivre et espérer compter? Personne ne s'autorise à douter un instant, quand le ministre russe des affaires étrangères rapporte que les observateurs du Croissant rouge syrien envoyés sur place n'ont rien vu ressemblant à une attaque? Sergueï Lavrov ment-il carrément au Conseil de Sécurité des Nations unies ou bien faut-il penser que Moscou ne contrôle pas tout ce qui se fait au plan militaire sur le théâtre? Ou que des éléments de l'armée syrienne elle-même agiraient en électrons libres ou auraient été «retournés»? À qui profite le crime? C'est cette vieille question, mais toujours pertinente, qui paraît désormais indécente.

Quel serait pourtant l'intérêt de la Russie de laisser perpétrer une telle attaque, alors que, ne nous en déplaise, bien davantage que notre «Coalition internationale», elle cherche la paix, l'organise pragmatiquement, et est la seule depuis sept ans à engranger quelques résultats qui évidemment contreviennent à nos intérêts et à ceux de nos alliés régionaux?

On semble aussi avoir totalement oublié une donnée fondamentale du conflit: les malheureux civils de la Ghouta, comme ceux des ultimes portions du territoire syrien encore aux mains des «rebelles» djihadistes ou de Daech, sont des boucliers humains, peut-être même, en l'espèce, sacrifiés par ces mêmes apprentis démocrates suppôts d'al-Qaïda et consorts pour entraîner l'Occident dans une guerre ouverte avec Moscou et Téhéran.

Car si l'on quitte le microscope pour la longue-vue, il est permis de décrire à partir de cette dernière séquence syrienne un contexte stratégique global infiniment préoccupant pour l'Europe, et singulièrement pour la France, qui risque de prendre les avant-postes d'une guerre qui n'est pas la sienne, dont elle fera les frais et qui neutralisera durablement l'ambition présidentielle affirmée de prendre le leadership politique et moral de l'Union européenne. Nos amis allemands ou italiens sont d'ailleurs moins cynico-idéalistes, mais plus prosaïques que nous. Ils avancent prudemment, vont et viennent entre Beyrouth et Damas pour pousser leurs pions en cette phase douloureuse et recueilleront les fruits de notre marginalisation radicale quand la reconstruction syrienne arrivera.

La ficelle est si grosse et la pelote si bien déroulée depuis des mois qu'on ne la voit plus en effet. On punit la Russie.

On la punit d'être la Russie, déjà, et d'avoir réussi son retour sur la scène mondiale. On la punit de vouloir la paix en Syrie et de chercher à la mettre en musique politiquement à Astana ou à Sochi. On la punit d'avoir sauvé Damas et son régime diabolisé du dépècement qu'on leur promettait et qui s'est fracassé sur la résilience populaire et gouvernementale syrienne et a déjoué partiellement au moins la professionnalisation des affrontements politiques et sociaux que l'Occident encourage, sans en comprendre le danger insigne pour ses propres sociétés, et notamment en Europe.

La guerre en Syrie a été gagnée militairement par l'armée gouvernementale. Militairement, mais pas politiquement. Cette victoire sur le terrain au prix d'une guerre brutale (comme toutes les guerres, même celles menées depuis les airs et qui n'ont de chirurgicales que le nom), nous est proprement insupportable car cela nous force à faire la paix, ce que nul ne veut mis à part... Moscou. Ah, Moscou! L'impudent Vladimir Poutine trop bien réélu qui nous nargue avec sa coupe du monde, où des millions de gens vont découvrir un visage de la Russie qui ne les terrifiera pas.

Et puis derrière Moscou, on vise évidemment Téhéran, dont l'allié israélien, en pleine idylle officielle avec le centre mondial du salafisme – l'Arabie saoudite – qui a toutefois opportunément décidé de faire peau neuve, ne peut tolérer l'émergence régionale, tant le niveau sociétal, culturel, technologique et commercial de ce pays lui fait de l'ombre bien au-delà de la seule crainte d'un (dés)équilibre stratégique modifié par sa nucléarisation ultime.

Bref, nous sommes en train de tomber dans un vaste piège qui se joue sur plusieurs fronts, et de nous ruer, en croyant ainsi exister, sur le premier os qu'on nous jette. De ce point de vue, l'affaire Skripal pourrait bien n'avoir été que le hors-d'œuvre de la séquence actuelle. Elle a posé le premier étage d'une repolarisation politique et sécuritaire de l'Europe autour de Londres, et surtout sous la bannière de l'OTAN. Car c'est là l'ultime manœuvre: remettre au garde-à-vous les Européens qui, depuis l'arrivée de Donald Trump et le Brexit, s'étaient pris à rêver d'une autonomie européenne en matière de politique et de défense... Péril suprême pour le leadership américain sur le Vieux Continent, heureusement contrebalancé par les rodomontades de quelques nouveaux européens qui refusent leur arasement identitaire et mettent à mal tout projet d'affranchissement sécuritaire collectif. Le Secrétaire américain à la défense, le général Mattis, a d'ailleurs été très clair: les Européens doivent en effet consacrer 2 % de leur PIB à la défense, mais pour acheter des armes américaines et demeurer dans l'orbite otanienne évidemment, l'Alliance constituant le cadre naturel et nécessaire de la défense de l'Europe. Fermez le ban!

Nous sommes donc en train d'être clairement repris en main par l'OTAN, mais on ne s'en rend pas compte car on nous vend la nécessité d'une solidarité sans failles, donc manichéenne, face à une «offensive russe» pour diviser l'Europe (comme si nous n'étions pas assez grands pour nous diviser nous-mêmes) et dominer le Levant. C'était probablement l'objet de l'affaire Skripal comme de la présente montée au front sur la Syrie. La volte-face aujourd'hui même d'Angela Merkel sur le projet Northstream-2 ne fait qu'amplifier cette polarisation. Moscou est poussé à se crispier donc à s'isoler par tous les moyens. Par les sanctions, par les vrais faux empoisonnements d'espions en plein Londres et jusqu'à cette décision allemande qui ne peut que durcir la position russe en Syrie et assurer la montée des tensions, le Kremlin n'ayant plus d'autre alternative que de jouer le tracé Qatari qui passe par la Syrie... Redoutable manœuvre anglo-américaine donc, à laquelle Paris et Berlin semblent ne voir que du feu.

Il faut donc s'y résoudre: l'Amérique d'Obama a vécu. Celle de Trump et de ceux - néoconservateurs de toutes obédiences - qui l'entourent très fermement désormais, a radicalement changé de posture. Certes le président américain annonce son souhait de quitter la Syrie, mais il avoue pouvoir changer d'avis si l'Arabie saoudite payait le coût de cette présence! On ne peut être plus clair et c'était aussi tout le sens de son premier voyage à Riyad au printemps dernier: réassurer l'allié du Quincy (dont le Pacte éponyme était rendu caduc par la nouvelle indépendance énergétique américaine) contre 400 milliards de dollars de contrats pour l'économie américaine. Et puis, tandis qu'il déclare au grand dam de ses généraux et pour tromper son monde qu'il veut partir, il se consolide une vaste zone d'influence américaine à l'est de l'Euphrate avec les FDS arabo-kurdes.

Washington, dans le vaste mouvement de repolarisation du monde, entend en tout état de cause demeurer le rôle principal d'arrimage d'un Occident qui doute face à une Chine qui structure à son rythme et via un affrontement de basse intensité mais tous azimuts, un véritable «contre-monde». L'Amérique, fébrile, joue son va-tout pour renverser la vapeur d'un ordre international qu'elle ne contrôle plus mais qu'elle veut encore dominer coûte que coûte. Elle veut l'affrontement pour réinstaller sa préséance face à Moscou, Téhéran et Pékin, cible ultime de l'intimidation. C'est là pourtant un combat profondément à contresens de l'évolution du monde. Affligés du syndrome postmoderne de la vue basse et celui de l'hybris technologique, nous oublions que la vie est longue.

Au-delà, cette affaire, comme d'innombrables autres, met en évidence une évolution dangereuse: la substitution à la réalité non d'une image déformée, mais carrément d'une autre réalité et le retour de la tentation de la guerre préventive préemptive, qui évite d'enquêter. La question est vraiment très grave pour l'essence même de la politique internationale. Préfère-t-on l'image au réel, les fake news à l'analyse, le sensationnalisme à la rigueur?

Alors que voulons-nous? Ce sera bientôt clair: si nous voulons sauver la Syrie, il nous faut surtout ne pas nous joindre à une coalition qui agira hors de tout mandat de l'ONU et qui portera le poids d'une guerre dont le peuple syrien est la dernière roue du carrosse et sera la victime immédiate. La grande question est donc: mais que vient faire Paris dans cette galère? On se trompe comme souvent d'ennemi, d'allié, de posture, de tout en somme. Et si l'on essayait l'audace, le courage et la singularité? Notre siège au Conseil de Sécurité, que guigne l'Allemagne de plus en plus ouvertement, en serait relégitimé. Nous posons-nous seulement la question de notre intérêt national (qui ne se réduit pas à des contrats d'armement) et des raisons pour lesquelles on nous sert ainsi l'injonction d'un alignement sur le thème du Bien contre le Mal et de la guerre préventive?

La France est désormais, en Syrie comme ailleurs, au pied du mur. Elle a l'occasion inespérée de faire valoir une approche prudente et rigoureuse, une voix pour la paix, une singularité. Nous avons déjà une influence au plus bas dans la région. Si nous voulons compter de nouveau, nous devons regarder la réalité dans les yeux et admettre que «nous avons eu tout faux» depuis 2011. Il n'est jamais trop tard et notre président peut encore choisir de compter véritablement au regard de l'Histoire et dans le cœur des peuples

Une guerre contre l'Iran et la Russie n'est pas la nôtre. Elle ne correspond nullement aux intérêts stratégiques français, ni à ceux de l'Europe. Nous avons déjà si naïvement collé aux Britanniques qui veulent quitter l'Union, sans preuve et par principe, dans l'affaire Skripal. Pourquoi cette fuite en avant?

Dans ce nouveau grand jeu, la France a encore l'opportunité inespérée de compter plus que son poids démographique ou même économique ne le lui permet, en affirmant une singularité et une cohérence. Plus que jamais le réalisme, aux antipodes du cynisme, doit être le bouclier et la lance de notre nouvelle posture internationale. Il nous rapproche non d'une justice abstraite mais de l'équité et de la clairvoyance. La France n'a pas le droit et aucun intérêt à être malhonnête dans son interprétation des

faits. Elle a tout à gagner à la lucidité et elle doit d'urgence montrer au monde comme aux peuples et pouvoirs du Moyen-Orient qu'on ne l'égaré ni ne la soumet si facilement. lefigaro.fr 10.04

Les derniers développements

- Dernières nouvelles à propos de la possible attaque occidentale de la Syrie Réseau Voltaire - 11 avril 2018

Événements survenus le 11 avril 2018

- L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a exigé d'avoir un accès immédiat aux victimes de l'attaque chimique supposée de la Ghouta. Selon les Casques blancs, plus de 500 civils en auraient été victimes.

- L'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) a informé les compagnies exerçant en Europe de possibles tirs de missiles de croisière vers la Syrie dans les 72 heures. La plupart des compagnies modifient leurs plans de vols vers Israël, le Liban et Chypre.

- Le président Donald Trump a tweeté : « La Russie jure d'abattre n'importe quel missile tiré sur la Syrie. Que la Russie se tienne prête, car ils arrivent, beaux, nouveaux et intelligents ! Vous ne devriez pas vous associer à un Animal qui Tue avec du Gaz, qui tue son peuple et aime cela ».

- Un des quatre avions états-uniens du « jugement dernier » décolle. Ces avions sont conçus pour transporter le président d'une part et le gouvernement militaire alternatif d'autre part en cas de risque de guerre nucléaire.

- Alors que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé envoyer sous peu des inspecteurs dans la Ghouta orientale, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a ironisé sur la possible destruction de toute preuve de cette manipulation occidentale qu'offre le tir de missiles sur la Syrie.

- Le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a mis en cause l'attitude des États-Unis et de la Russie se menaçant mutuellement à propos d'une possible intervention en Syrie.

- L'Armée arabe syrienne évacue les principaux aéroports et les bases aériennes militaires du pays.

- L'armée russe annonce que la situation est stabilisée dans la Douma. Les derniers jihadistes sont en train de se déplacer vers Idleb conformément aux accords conclus. Une unité de police militaire russe sera déployée dans la zone dès demain afin d'assurer la sécurité des civils.

- À l'issue de la conférence de presse de l'armée russe, le général Viktor Poznikhir a accusé les Casques blancs d'avoir mis en scène la fausse attaque chimique de la Ghouta.

- Dans un discours retransmis à la télévision, le président Vladimir Poutine a déclaré : « La situation dans le monde devient de plus en plus chaotique. Néanmoins, nous espérons que le bon sens finira par l'emporter et que les relations internationales prendront une direction constructive, que le système mondial deviendra plus stable et prévisible ».

- Le Premier ministre britannique, Theresa May, assure que « tout indique la responsabilité du régime syrien » dans l'attaque chimique présumée de la Ghouta. (A Londres: " Theresa May a déclaré hier au Président Donald Trump que le Royaume-Uni avait besoin de plus de preuves de l'attaque chimique présumée qui aurait été effectuée par le régime de Bachar el-Assad avant de rejoindre une action militaire contre la Syrie", selon The Times. - LVOG)

- Le secrétaire US à la Défense, le général James Mattis, assure que le Pentagone est prêt. Cependant, il est encore en train d'évaluer l'attaque chimique supposée de la Ghouta. (Note 1 - LVOG)

- En visite à Damas, le conseiller du Guide de la Révolution iranien et ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a annoncé que l'Iran se tient aux côtés de la Syrie face à toute agression étrangère.

- L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) se réunira lundi pour délibérer sur l'attaque chimique présumée de la Ghouta.

- Le président Vladimir Poutine a téléphoné au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pour lui demander de s'abstenir de toute initiative qui pourrait nuire à la stabilité de la région.

Note 1 de LVOG

- U.S. Still Assessing Intelligence on Syria Chemical Attack: Mattis - New York Times 11.04 By Reuters April 11, 2018, 11:55 A.M.

The United States is still assessing intelligence about last weekend's suspected chemical weapons attack in Syria, U.S. Defense Secretary Jim Mattis said on Wednesday, striking a cautious tone hours after President Donald Trump threatened missile strikes. (Les Etats-Unis sont encore en train d'évaluer les informations relatives à une supposée attaque aux armes chimiques qui aurait eu lieu en Syrie a déclaré mercredi le ministre américain de la Défense, Jim Mattis, semblant adopter un discours prudent après que le président Donald Trump a menacé de frapper la Syrie avec des missiles. - LVOG)

Asked if he had seen enough evidence to blame Syrian President Bashar al-Assad's forces for the attack, Mattis said: "We're still assessing the intelligence -- ourselves and our allies. We're still working on this." He did not elaborate. (Interrogé sur ce qu'il déciderait s'il avait suffisamment de preuves pour accuser l'armée du président syrien Bashar al-Assad d'être l'auteur de cette attaque, Mattis a répondu : "Nous tiendront compte de ces renseignements avec nos alliés. Nous travaillerons sur cette base." Sans fournir de détails. - LVOG)

Mattis also restated that the U.S. military stood ready to provide military options, if appropriate, and as determined by Trump. nytimes.com 11.04 (Mattis a aussi confirmé que le Pentagone était prêt pour une option militaire, si cela s'évérait approprié et si Trump le décidait. - LVOG)

En complément.

Dans la même page du NYT, les gros titres (propagande idéologique) sont les mêmes que dans les médias français ou plutôt l'inverse :

- In a Syrian Town, People Started Shouting: 'Chemicals! Chemicals!'
- I Downloaded the Information That Facebook Has on Me.
- Sex Claims Against Missouri Governor Vividly. Detailed in Report
- Modern Love: What Sleeping With Married Men Taught Me About Infidelity
- Kidnapped as Schoolgirls by Boko Haram: Here They Are Now

On lui dit bien des "choses" !

- Syrie : Philippe promet une «réaction» française qui «dira des choses de ce que nous sommes» - RT 10.04

La France annoncera « dans les prochains jours » sa réponse à l'attaque chimique présumée samedi à Douma en Syrie et, si elle décide de frappes, celles-ci viseront les « capacités chimiques » du régime et en aucun cas ses « alliés » russe et iranien, a déclaré mardi le président de la République, Emmanuel Macron. Le Parisien 10.04

Vocifération. Sans lendemain comme avec la Corée du Nord ?

- Syrie: "Les missiles arrivent", promet Trump - Reuters 12 avril 2018

Donald Trump a prévenu la Russie mercredi d'une intervention militaire imminente en Syrie après l'attaque au gaz toxique, imputée au régime syrien, contre la ville rebelle de Douma, dans la Ghouta orientale.

Le président américain répondait aux avertissements lancés par Moscou qui avait prévenu les Etats-Unis que tout missile tiré contre la Syrie serait abattu et que les sites de lancement seraient détruits.

"La Russie promet d'abattre tous les missiles tirés contre la Syrie. Tiens-toi prête, Russie, parce qu'ils arrivent, beaux et neufs (...)", écrit Trump sur Twitter.

"Vous ne devriez pas être les partenaires d'un animal qui tue son peuple avec des gaz et s'en réjouit!" poursuit-il, faisant allusion au président syrien, Bachar al Assad.

Moins d'une heure après avoir averti Moscou de l'imminence de frappes américaines, Donald Trump a proposé de contribuer à la relance de l'économie russe et de mettre un terme à ce qu'il appelle une "course aux armements".

Le ministère russe des Affaires étrangères a réagi aux propos du président américain, estimant que les missiles américains devraient viser les terroristes plutôt que le gouvernement syrien.

"Les missiles guidés devraient filer vers les terroristes, pas vers le gouvernement légal qui combat depuis plusieurs années sur son sol le terrorisme international", a écrit sur Facebook la porte-parole du ministère, Maria Zakharova.

Pour elle, une éventuelle frappe américaine, en effaçant les éléments d'analyse, pourrait viser à empêcher toute enquête indépendante sur l'attaque chimique qui, selon les rebelles syriens, a eu lieu samedi dernier à Douma, près de Damas.

Le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, se montrant plus pondéré que Donald Trump sur l'éventualité d'une intervention militaire, a affirmé que Washington étudiait toujours les renseignements sur le recours présumé à l'arme chimique.

"Nous travaillons toujours là-dessus", a dit Jim Mattis à propos d'éventuelles preuves liant le régime de Bachar al Assad à l'attaque.

L'armée américaine se tient prête s'il faut intervenir, a-t-il ajouté.

Selon la BBC, le Royaume-Uni est prêt à participer à une action militaire en représailles à l'attaque chimique perpétrée à Douma.

Tout indique que les autorités syriennes sont responsables cette attaque, "un acte choquant et barbare", a déclaré la Première ministre britannique Theresa May.

"L'utilisation d'armes chimiques ne peut pas être tolérée", a-t-elle ajouté.

Mardi soir, le président français Emmanuel Macron a déclaré que la France annoncerait "dans les prochains jours", en coordination avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, sa décision quant à une éventuelle riposte militaire contre les "capacités chimiques" du régime syrien.

Des responsables de l'administration américaine ont affirmé à Reuters que l'armée syrienne a repositionné certaines ressources aériennes afin de se protéger contre les éventuelles répercussions de raids aériens.

Les forces pro-gouvernementales ont procédé à l'évacuation des principaux aéroports et des bases aériennes de l'armée, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) après les déclarations de Donald Trump.

Moscou, allié de Damas, est en contact direct avec l'éta-major américain, selon Vladimir Shamanov, président de la commission parlementaire russe de la Défense.

Le président russe, Vladimir Poutine, a dit espérer que le "bon sens" l'emporterait dans la crise qui oppose le gouvernement syrien à l'Occident.

L'analyse des prélèvements effectués à Douma n'a révélé la présence d'aucun agent toxique, a affirmé l'armée russe, citée par l'agence de presse RIA.

Elle a dit en outre avoir observé des mouvements de la marine américaine dans ses bases du Golfe.

AFFRONTEMENT DIPLOMATIQUE A L'ONU

Damas et Moscou dénoncent une manipulation de l'opposition.

L'affrontement diplomatique entre la Russie et les Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'Onu a conduit mardi à une impasse sur une éventuelle enquête sur le recours aux armes chimiques en Syrie.

Moscou a sans surprise opposé son veto à un projet de résolution américain visant à créer un mécanisme d'enquête international. Douze pays ont voté pour, la Bolivie et la Russie ont voté contre et la Chine s'est abstenue.

Peu de temps après, deux projets concurrents de la Russie ont été rejetés faute d'obtenir le minimum requis de neuf voix.

Le premier prévoyait que les enquêteurs rendent leurs conclusions au Conseil de sécurité, qui se serait le seul habilité à établir les responsabilités. Six pays ont voté pour, sept autres ont voté contre, et deux pays se sont abstenus.

Un second texte russe approuvant l'envoi d'inspecteurs de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) à Douma a aussi été rejeté.

Sous la pression des pays occidentaux, le gouvernement syrien a invité mardi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à envoyer des inspecteurs à Douma. L'OIAC a fait savoir que ses inspecteurs se rendraient prochainement dans la ville.

Après l'attaque de samedi soir, les rebelles de Djaïch al Islam, qui occupent Douma, ont finalement accepté de quitter l'enclave. Les forces loyalistes achevent ainsi la reconquête de la Ghouta orientale après sept semaines d'offensive.

Un accord sur l'évacuation de Douma a été conclu dimanche. Des milliers de civils y sont toujours bloqués.

Selon le ministère russe de la Défense, cité mardi par l'agence de presse RIA, 3.600 insurgés et membres de leurs familles ont quitté Douma en vingt-quatre heures. Le journal syrien Al Watan rapporte qu'environ 40.000 personnes, combattants rebelles et leurs proches, doivent encore quitter le secteur.

Cinq cents patients présentant des signes d'exposition à des agents toxiques se sont rendus dans des centres de soin à Douma, a déclaré mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Plusieurs compagnies aériennes, à l'instar d'Air France et easyJet, ont dérouté mercredi certains de leurs vols en Méditerranée orientale de craintes de frappes aériennes ou de tirs de missiles contre la Syrie.

L'agence européenne de contrôle du trafic aérien Eurocontrol a invité mardi les compagnies à la prudence dans les soixante-douze prochaines heures. Reuters 12 avril 2018

Qui vous gouvernent ? Des barbares !

Comment, vous osez mettre en doute la parole des égorgeurs, des décapiteurs, vous êtes atteint de complotisme mon vieux, il faut vous faire soigner, c'est sérieux vous savez, avec de tels délires vous constituez une menace pour la sécurité nationale...

- Selon les rebelles de Djaïch al Islam, qui tiennent Douma, les forces syriennes ont eu recours à des armes chimiques samedi contre la population civile. Reuters 10 avril 2018

Un internaute - Sur cette capture vidéo du site de l'Armée de l'islam (Djaïch al Islam -ndlr) (consulté le 15 mars 2018), on peut lire un prêche contre les non-sunnites, qu'ils soient musulmans chiites, chrétiens ou juifs. Il se termine ainsi : « Tuez-les. Dieu les tourmente avec vos mains. Il vous donnera la victoire sur eux ».

(<http://www.voltairenet.org/article200130.htm>)

Un autre internaute.

Quand les "rebelles" apprennent aux enfants à simuler une fausse attaque chimique (2013) :

https://www.youtube.com/watch?time_continue=180&v=l8pxl0vryM4

Edifiant cette mise en scène !

- Le président français a clairement attribué l'attaque chimique au régime de Bachar al-Assad... - Le Parisien 10.04

« Nous avons obtenu des informations, qui d'ailleurs ont été pour une large partie d'entre elles en source ouverte et donc dont la presse, les organisations non gouvernementales se sont fait l'écho, qui ont montré qu'il y avait bien eu utilisation d'armes chimiques et que de manière évidente l'attribution pouvait en être faite au régime », a-t-il affirmé. Le Parisien et AFP 10.04

Commentaires d'internautes

1- Alors nous sommes très mal barrés, vu l'apathie et l'individualisme ambiant dans ce pays, autant déjà se préparer à la guerre. La capacité de la majorité des français à se mobiliser pour des causes autres que leur petit nombril étant inversement proportionnelle à leur capacité d'oubli du monde extérieur, les yeux rivés sur leurs écrans et leurs gadgets, qui sont sensés leur faire oublier que la vie ne se passe pas que sur le "ouèbe".

2- Je pense que vous exagerez largement. La probabilité d'une guerre directe avec la Russie est plutôt proche de 1%. Tout le monde sait que la Russie est une puissance nucléaire qui peut réduire tout pays à presque néant, à tout moment. Personne ne va prendre ce risque, sauf accident très improbable.

Par contre, la guerre d'usure, la guerre économique et psychologique, etc... nous sommes en plein dedans depuis une décennie, et nous atteignons des sommets.

Le catastrophisme est une manipulation par la peur qui empêche de raisonner correctement. Toute comparaison avec une période avant «l'équilibre de la terreur» souffre d'un biais énorme qui la fait tomber dans l'absurde.

3- L'empire US (et les 0,0001% qui le dirigent), ses alliés ou vassaux ne peuvent se permettre d'accepter leur défaite en Syrie, laquelle va signifier la fin de leur suprématie. Donc, si les Russes ne font pas barrage (avec le risque d'un conflit mondial), la Syrie sera détruite dans les 24h00. Nous entrerions alors dans une nouvelle ère, ou le droit international aura totalement disparu.

4- La question principale, dans ce type "d'information" est : à qui profite le crime ?

Dans le cas de Salisbury, ça n'est certainement pas aux Russes ; dans cette dernière "providentielle ?" attaque chimique en Syrie, certainement pas au gouvernement syrien !!! Sans oublier qu'on néglige tous ces enfants qui meurent à Gaza...

Même si ces opérations de désinformation ne datent pas (d'avant) hier (on peut aussi se rappeler les "causes" des bombardements du Nord Vietnam, dans les années 1960 – mais aussi l'invasion de Cuba par les US à la fin du XIXe) ces bruits de bottes font froid dans le dos : inadmissible aventurisme guerrier à l'extérieur, répression de plus en plus brutale de "l'ennemi intérieur" admirablement stigmatisé par lémédia du CAC 40 et autres marchands de canons !

Oui il serait temps que les citoyens s'en mêlent bruyamment...

5- Certainement une guerre qui nous sera présentée comme "juste" et surtout "humanitaire", comme si d'aller bombarder et tuer était un acte civilisateur ...

Ceux qui seront massacrés le seront avec des armes propres sans produits chimiques mais un peu radio actives quand même ...

Je demande que "ON" m'explique la différence entre être tué par des armes civilisatrices, des armes sales ou chimiques puisque de toute façon celui qui est mort est mort ... définitivement

La Syrie "libérée" du joug de son dictateur sanguinaire (c'est la présentation qui nous en est faite) ira rejoindre le nirvana des pays "libérés" à coup de canon: Afghanistan, Iraq, Libye ... pays en paix et en régime démocratique où les clans s'étripent joyeusement il paraîtrait que ce serait civilisateur !

6- La lecture des commentaires de l'article du Figaro est aussi intéressante que l'article lui-même.

De nombreux lecteurs mettent en doute la parole officielle et le bien-fondé de toute intervention de la France.

7- On pourrait plutôt parler d'une super-classe internationale va-t'en-guerre, comptant son petit bataillon de franchouillards oligo-crétins dont l'influence dans l'hexagone est inversement proportionnelle au nombre de ses membres.

8- Sur la Syrie : Bernard-Henry Levy vient de qualifier "l'ONU de machine folle"... victime d'un chantage permanent de deux Etats gangsters... la Russie et la Chine au Conseil de Sécurité. Tout est dit : "il vaut mieux se fâcher". Il en a appelé clairement à l'intervention de la France en Syrie. Craig Murray écrit "Je crains que l'orchestration massive de la russophobie au cours des deux dernières années vise à préparer l'opinion publique à un conflit militaire plus large"

Pour moi, la conclusion est claire : en Occident, il y a bien toute une classe "intello-politique" qui souhaite la 3e Guerre mondiale, et espère au minima des actes d'agressions militaires contre la Russie -pas seulement en Syrie mais vers Kaliningrad et le Caucase, en élargissant la zone d'actions à l'Azerbaïdjan. Récemment le Royaume-Uni a tenu des propos hostiles à l'égard de ce pays pétrolier.

L'annulation de la visite de Macron en Russie au mois de mai était même dans les propos de BHL et de votre journaliste Fogiel.

J'en conclus que la guerre contre la Russie devient pour les néocons inévitable et on comprend mieux pourquoi la Chine prépare aussi cet événement.

9- On peut tout de même noter aux 4 coins du net, y compris sur les sites du système, une tendance ultra majoritaire dans les commentaires: les français n'ont nullement envie d'une intervention militaire et ne gobe plus ces histoires chimiques et ce, peu importe la couleur politique.

Oui l'oligarchie a tendance à passer outre mais tout de même, la mainmise sur les opinions est de plus en plus faible et les récents résultats électoraux en Europe (malheureusement pas chez nous) sont porteurs d'espoir donc pas certain qu'elle s'engage dans un conflit dont le peuple ne veut pas et dont il lui demandera des comptes!

10- "Réclamant une mission d'enquête internationale "

- Saddam Hussein aussi réclamait le retour des experts de l'ONU pour constater l'absence d'arsenal d'ADM.

- Poutine et Lavrov réclament aussi une enquête dans l'affaire Skripal

... nos dirigeants sont désormais dans un processus de guerre, s'affranchissant de toutes les instances internationales, qu'ils espèrent

- circonscrire au Moyen-Orient

- être l'issue à leurs tracasseries intérieures (Trump, May, Netanyahu et peut-être le bébé Macron s'il saute le pas du "sans-ONU")

Ces gens sont prêts à tuer des milliers d'êtres humains pour sauver leur poste. Pour cela ils se racontent quantité d'histoires (intérêt national, démocratie, guerre humanitaire, ...) qu'ils croient vraies : la preuve c'est dans la Presse.

- L'armée russe est sur place.

Le gouvernement chinois soutient le gouvernement Assad

Les iraniens menacent Israël de représailles...

Par ailleurs, 23 pays ont expulsés 150 diplomates russes.

Tout ceci ne fait certainement pas plus sens que la guerre en Irak ou en Libye.

A croire que ceux qui nous gouvernent sont vraiment possédés. Et qu'ils veulent une nouvelle guerre mondiale.

11- Ça va finir en pétard mouillé.

La Chine a déjà annoncé son soutien à la Russie sur cette affaire. Trump va envoyer quelques missiles sur un entrepôt syrien, ça fera une douzaine de morts innocents en plus. Il y aura une commission d'enquête sur la soit disant attaque au gaz et l'affaire sera enterrée.

Aucune raison de s'alarmer. On a vécu pire.

12- Je suis saisi par le côté factice de tous ces événements en même temps que par les conséquences sanglantes, atroces et matérielles qu'ils portent.

Les bruits de guerre qui sont des réalités, les forces navales incroyables états-uniennes qui rentrent en Méditerranée, la petite frégate française qui se glisse au milieu, les 90 missiles sur un simple navire en route vers Tartouss, les bases US en Italie, en Espagne, les pays Baltes « européens » (néo-nazis par bien des traits) qui relèvent la hauteur des ponts dans toute l'UE pour que les convois militaires passent, leur réception à l'Élysée tous les trois à la fois ces Baltes (qui ferment les écoles en russe et interdisent de vote cette population russe), Les Allemands derrière Merkel (elle aussi réélue et qui peut se lâcher) qui abandonnent le pipeline du Nord de l'Europe qui devait permettre l'exportation du gaz russe et ne laisse d'autre débouché à la Russie que celui qui passe par ...la Syrie.

La guerre obligée ou l'apathie ...

Tout est bouclé dans un « story telling » comme ils disent, dans « l'imagination de la chose » comme disait Machiavel, dans « l'idéologie » comme disaient nos classiques . mais il faut aller « à la chose même et non à l'imagination de la chose »

La "chose même" est atroce et les histrions Macron, May et Trump jouent de notre peau

13- "Faisons tout ce qui est possible pour stopper ces irresponsables bellicistes !"

Alors qu'attend t-on pour organiser des manifestations citoyennes anti-guerre et arrêter de blablater au café du commerce et des sports réunis, pour brasser de l'air entre le café et le calva ? ... Puis de nous débarrasser définitivement des "ces irresponsables bellicistes" qui nous entraînent – nous le peuple français – dans leur aventurisme guerrier. "Ces irresponsables bellicistes" ne vont tout de même pas nous refaire le coup de la guerre d'Irak ni celui de la guerre en Libye !

Ca suffit comme cela !

14- Les militaires russes étaient dans le même secteur. Ils étaient en train de négocier avec des "rebelles" de Douma leurs départs pour Idlib. Vous voyez Assad bombarder ces quartiers avec les armes chimiques avec le risque de toucher les militaires russes ?

Par ailleurs les russes ont annoncé il y a trois semaines que les fausses vidéos sont déjà tournés par les fameux "casques blancs"

15- Seul contre tous : un journaliste américain, Tucker Carlson, de Fox News dénonce la propagande : «Tout les génies qui nous disent que [Bachar] el-Assad a tué ces enfants, en sont-ils vraiment sûrs ? Evidemment ils n'en n'ont aucune idée. Ils inventent. Ils n'ont aucune idée de ce qu'il s'est vraiment passé», a-t-il attaqué en ouverture de son émission le 9 avril, en référence aux incessants et unanimes appels des médias à intervenir en Syrie à la suite d'une supposée attaque chimique dans la Ghouta orientale, attribuée sans s'embarrasser d'une enquête au gouvernement syrien sur l'attaque chimique en Syrie...

<https://video.foxnews.com/v/5767243543001/?#sp=show-clips>

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand Macron légitime le massacre du peuple yéménite.

- Le prince héritier saoudien et Macron affichent leur proximité - AFP 10 avril 2018

Se montrant l'un envers l'autre très chaleureux, souriants, les deux hommes ont affiché une grande proximité mardi devant la presse.

M. Macron a loué une "volonté commune de stabiliser la région" tandis que MBS a souligné les intérêts communs nombreux entre les deux pays.

Au Yemen, où l'Arabie saoudite mène une guerre contre les rebelles houthis soutenus par Téhéran, la France ne "tolèrera aucune activité qui menace l'Arabie saoudite", a déclaré M. Macron en référence aux missiles houthis.

Sous la pression d'ONG qui dénoncent les ventes d'armes françaises à Ryad, qui seraient ensuite utilisées contre les civils yéménites, le président français a souhaité que "que toute la clarté soit faite sur les inquiétudes".

"Nous allons organiser d'ici à l'été une conférence humanitaire sur le Yémen à Paris pour faire la clarté sur ce qui est fait et qui permettra de prendre de nouvelles initiatives humanitaires au Yémen", a déclaré M. Macron. AFP 10 avril 2018

- Conférence humanitaire sur le Yémen d'ici l'été à Paris, annonce Macron - Reuters 10 avril

Leur humanisme est bien la politesse des salauds... A commencer par les ONG qui participeront à cette "conférence humanitaire" patronné par le boucher MBS.

Les opposants à la politique du gouvernement israélien sont des antisémites selon le Parti travailliste israélien.

Comment, vous osez mettre en doute la parole, la politique du gouvernement israélien d'extrême droite qui massacre des Palestiniens désarmés et tenus à distance par une imposante clôture, mais qui constituent une menace pour notre sécurité, je vous le dis franchement comme je vous vois, vous êtes un antisémite, vous mériteriez qu'on vous élimine aussi...

- Le Parti travailliste israélien rompt avec Corbyn - Reuters 10 avril 2018

Le Parti travailliste israélien a annoncé mardi avoir suspendu ses relations avec le chef de file du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, en l'accusant de permettre des manifestations d'antisémitisme.

Avi Gabbay a affirmé que Jeremy Corbyn avait affiché "publiquement sa haine" envers la politique du gouvernement israélien, y compris à l'égard des mesures sur lesquelles le gouvernement et l'opposition en Israël sont d'accord. (Puisqu'ils le disent eux-mêmes, c'est bien que la gauche institutionnelle ou dite de gouvernement était aussi d'extrême droite, comme en France quoi. - LVOG)

A l'occasion de la Pâque juive, le dirigeant du Labour a participé à un dîner organisé par le groupe juif d'extrême gauche Jewdas, très hostile envers Israël. Jewdas a présenté en décembre dernier l'Etat juif comme un "égout fumant à éliminer comme il convient". Reuters 10 avril 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Azerbaïdjan

- Azerbaïdjan: le président Ilham Aliev largement réélu - AFP

Homme fort de l'Azerbaïdjan depuis 15 ans, Ilham Aliev a été réélu mercredi pour un quatrième mandat avec plus de 86% des voix à l'issue d'une présidentielle boycottée par l'opposition, selon des résultats quasi définitifs.

Ilham Aliev, dont la victoire ne faisait aucun doute, a obtenu 86% des voix, après le dépouillement de 94% des bulletins. Il était opposé à sept autres candidats inconnus du grand public, et réduits à un rôle de figurants.

Le taux de participation a atteint 74,5%, a précisé dans un communiqué la Commission électorale centrale. Défenseurs des droits de l'homme et dirigeants de l'opposition ont cependant émis des doutes sur ces chiffres.

Les principaux partis d'opposition ont refusé de participer au scrutin, estimant que les conditions pour la tenue d'une élection démocratique n'étaient pas réunies, et accusant les autorités de vouloir truquer le vote.

"L'environnement et la législation électorale n'ont pas offert de garanties d'élections libres et justes", ont dénoncé onze militants azerbaïdjanais des droits de l'homme dans un communiqué commun publié avant le vote.

"Les élections ne sont absolument pas compétitives et n'offrent pas d'alternative politique", ont-ils ajouté, décrivant notamment "l'alarmante" campagne médiatique ayant accompagné le scrutin. (Hystérique en France pour faire élire Macron, chut ! - LVOG)

Si sept candidats étaient opposés à Ilham Aliev, aucun n'était réellement connu des électeurs azerbaïdjanais et n'avait mené de campagne électorale. Pour les dirigeants de l'opposition, ces "candidats pantins" ont seulement été choisis pour donner une illusion de concurrence à une élection jouée d'avance.

"L'apogée de cette tragédie a été atteinte quand certains candidats ont appelé à voter pour Aliev", relève l'analyste indépendant Bahtiyar Hajiev, interrogé par l'AFP. (Comme en France, mais l'AFP ne s'en est pas émue, normal. - LVOG)

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Sept syndicats de fonctionnaires appellent à la grève le 22 mai - Le HuffPost 11 avril 2018

Sept syndicats de fonctionnaires ont appelé mardi 10 avril à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 22 mai, deux mois après la précédente, a-t-on appris auprès de plusieurs d'entre eux. Les organisations FO, CGT, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC et FA-FP s'opposent aux projets de réforme de la fonction publique et réclament l'amélioration du pouvoir d'achat des agents. Elles avaient déjà appelé à la grève le 22 mars pour des revendications identiques.

La CFDT et l'Unsa se rejoignent pas l'appel à la grève

Également présentes lors de cette réunion intersyndicale de ce mardi, la CFDT (deuxième syndicat en terme d'adhésion dans la fonction publique) et l'Unsa (quatrième) n'ont pas rejoint cet appel à la grève. Le HuffPost 11 avril 2018

- 4.000 robes noires défilent à Paris contre la réforme de la justice - Reuters 11 avril 2018

- A Paris, la journée «Justice morte» fait le plein de robes noires - Liberation.fr 11 avril 2018

Une semaine avant la présentation du projet de loi de programmation de la justice en Conseil des ministres, des professionnels du droit venus de la France entière ont manifesté dans la capitale.

Les principaux concernés la décrivent bien différemment : «une atteinte intolérable aux droits de la défense et des victimes», «une régression de la politique d'accès au droit», la création de «déserts judiciaires» ou encore «une réforme menée au pas de charge», selon un communiqué du Conseil national des barreaux (CNB). Depuis le mois de mars, les avocats sont vent debout contre le texte et ont créé le slogan «Justice morte». Après la journée de mobilisation du 30 mars, ils avaient prévenu : «Si aucune avancée notable n'intervient d'ici la finalisation du texte, le Conseil national des barreaux appellera à une nouvelle et forte journée d'action nationale le 11 avril.» Nous y sommes donc. Mercredi, à 14 heures à Paris, la place du Châtelet est envahie par une nuée de robes noires.

Front commun

Il faut dire que – une fois n'est pas coutume – le CNB et la Conférence des bâtonniers et le barreau de Paris affichent un front commun. Ils sont rejoints par les deux principaux syndicats de la magistrature, les greffiers ou encore les syndicats de fonctionnaires de la justice. «Les avocats sont debout, rien ne nous divise !» lance Christiane Féral-Schuhl, la présidente du CNB, haranguant la foule. Liberation.fr 11 avril 2018

- Nouvelles expulsions à Notre-Dame-des-Landes, un journaliste blessé - Reuters 11 avril 2018

Les habitants de la "zone à défendre" ont déploré de "nombreux blessés" dans leurs rangs, parmi lesquelles "des personnes de tous âges", après que les gendarmes ont "violemment gazé et envoyé des grenades" lors de ce pique-nique organisé sur le camping dit des "Cheveux blancs".

Un journaliste travaillant pour Reuters a été assourdi et blessé superficiellement au visage par des éclats de grenade, reçus alors qu'il avait trébuché à terre dans une autre partie de la ZAD visée par les forces de l'ordre.

De nombreux retraités ont rejoint la ZAD pour marquer leur opposition aux expulsions. Les habitants ont aussi vu affluer sur place de nouveaux "tracteurs vigilants", les mêmes qui avaient encerclé avec succès la ferme de Bellevue lors de l'opération César à l'automne 2012. Reuters 11 avril 2018

Etats-Unis

- Aux États-Unis, une loi permet de condamner pour meurtre quelqu'un qui n'a tué personne - Slate.fr 10 avril 2018

Un jeune Afro-Américain vient d'être condamné à 65 ans de prison pour meurtre et cambriolage, alors que tout le monde s'accorde sur le fait que techniquement, il n'a tué personne.

En 2015 en Alabama, un jeune homme qui tentait de cambrioler des maisons est mort lors d'un échange de coups de feu avec la police. Personne ne nie que c'est un policier qui a tué A'Donte Washington, mais c'est pourtant un de ses amis qui vient d'être condamné pour ce meurtre.

Lakeith Smith, qui a aussi participé au cambriolage, est considéré comme légalement responsable de la mort de Washington d'après la loi dite de «responsabilité du complice». Smith vient d'écopier de 65 ans de prison, dont 30 pour meurtre, 15 pour cambriolage et deux fois 10 ans pour vol.

La procureure a expliqué au jury que Smith n'avait pas besoin d'avoir appuyé sur la gâchette pour être considéré comme coupable d'après la loi. Le fait qu'il ait eu l'intention de cambrioler des maisons et que son ami soit mort pendant ce cambriolage est suffisant pour qu'il soit jugé responsable du décès de Washington.

L'avocate de Smith a rappelé que son client n'avait tiré sur personne, mais la loi de responsabilité du complice («accomplice liability») rend cette précision insignifiante. La grande majorité des États américains (tous sauf sept) ont des lois qui élargissent ainsi la notion de meurtre. La logique est la suivante: si ces jeunes n'avaient pas cambriolé, Washington ne serait pas mort, donc

les cambrioleurs sont des meurtriers par extension.

Ce genre de cas n'est pas si rare. En 2017 dans l'État de Géorgie, un homme a été condamné pour meurtre car durant un cambriolage, son complice a été tué par la personne qu'ils cambriolaient. L'homme qui a appuyé sur la gâchette n'est pas considéré comme responsable car il se protégeait de cambrioleurs armés. C'est par contre le cambrioleur complice qui est considéré comme coupable de meurtre.

Dans un cas devenu célèbre, une homme de 20 ans, Ryan Holle, a été condamné pour meurtre pour avoir prêté sa voiture à des amis alors qu'il savait qu'ils projetaient de voler de la drogue. Le vol a mal tourné et une personne a été tuée. Suivant la loi de responsabilité du complice, Holle, qui n'était pas sur les lieux du crime, a été condamné à la prison à vie, une peine ensuite réduite à 25 ans par le gouverneur de Floride.

Pendant le procès, le procureur avait ainsi expliqué pourquoi Holle était considéré comme responsable: «Pas de voiture, pas de conséquences. Pas de voiture, pas de meurtre». Slate.fr 10 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 avril 2018

CAUSERIE

Complément à la causerie du jour

- Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni frappent la Syrie - RT 14.04

samedi 14 avril

10h39 CET

D'après le ministère russe de la Défense, la défense antiaérienne syrienne a intercepté 71 missiles de croisière occidentaux sur 103 lancés contre des installations la Syrie par les Etats-Unis et leurs alliés. «Cela témoigne de la grande efficacité de ces systèmes (antiaériens) et de l'excellente formation du personnel militaire syrien formé par nos spécialistes», a déclaré le général russe Sergueï Roudskoï lors d'une conférence de presse.

09h55 CET «La Russie convoque une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour évoquer les actions agressives des Etats-Unis et de leurs alliés», a indiqué le Kremlin dans un communiqué. 09h35 CET

Selon une déclaration du porte-parole du parti présidentiel turc AKP, Ankara a été informé en amont des frappes menées par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis en Syrie. 09h32 CET

S'exprimant à propos des frappes en Syrie, le guide iranien Khamenei qualifie de «criminels» les dirigeants Trump, Macron et May.

09h22 CET

Le 14 avril, le comité de Défense et de Sécurité israélien dirigé par Benjamin Netanyahu a déclaré par la voix d'un de ses membres, Yoav Gallant, que «l'utilisation de l'arme chimique [constituait] une ligne rouge que l'humanité ne [pouvait] plus tolérer». Sur Twitter, il a également déclaré : «L'attaque américaine est un important signal envoyé à l'axe du mal : L'Iran, la Syrie et le Hezbollah.»

08h01 CET

Le ministère des Affaires étrangères turc a jugé «appropriées» les frappes contre la Syrie. «Nous saluons cette opération qui soulage la conscience de l'humanité tout entière face à l'attaque de Douma que tout porte à attribuer au régime syrien», a affirmé un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères.

07h46 CET

Le ministère de la Défense russe a déclaré que ses systèmes de défense aériens n'étaient pas impliqués dans l'interception

de missiles qui ont visé le territoire le syrien.

«Plus de 100 missiles de croisière et missiles air-surface ont été tirés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France depuis la mer et l'air sur des objectifs syriens militaires et civils», a indiqué le ministère dans un communiqué cité par l'agence de presse officielle RIA Novosti.

«Un nombre significatif» de ces missiles ont été abattus par la défense aérienne syrienne, a ajouté le ministère russe.

Les installations russes de défense aérienne stationnées en Syrie n'ont pas été utilisées, a ajouté le ministère. Aucun des missiles occidentaux n'a touché les zones couvertes par les défenses aériennes de la Russie autour de ses bases de Tartous et de Hmeimim en Syrie, selon la même source.

Le ministère russe a indiqué que les missiles avaient été tirés depuis des navires américains en mer Rouge, par des avions volant au-dessus de la Méditerranée et par des bombardiers stratégiques américains venus de la base aérienne d'Al-Tanf, dans le sud-est de la Syrie. RT 14.04

● Causerie au format pdf (25 pages)

Cette causerie a été rédigée avant l'attaque américano-franco-britannique contre la Syrie, les articles traitant ce sujet ont été rajoutés ce matin.

Je n'ai pas le temps de tout commenter.

Ceux qui nous gouvernent sont des psychopathes fanatiques atteints de mégalomanie délirante, ce sont des monstres.

Si j'en trouve le temps un jour, je vous raconterai ce que vivent au quotidien les familles ouvrières indiennes que je côtoie et auxquelles je viens en aide comme je peux avec mes modestes moyens. Elles cumulent tellement de difficultés et font face à des conditions si angoissantes sans espoir d'en voir le bout un jour, ce dont elles ont conscience, que parfois les mots me manquent pour l'exprimer ou pour les soulager.

On leur concéderait une amélioration ici ou là que ce serait insignifiant au regard de tout ce qu'il leur resterait à supporter et qui m'horripile littéralement.

Quand je leur dis qu'il faudrait faire table rase du passé, elles me répondent spontanément en chœur, qu'il faudrait tous les tuer, ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir, ce sont les mots qu'elles emploient en faisant signe de leur trancher la gorge.

Elles ont la haine du régime viscéralement ancrée en elles, il n'y a même pas besoin de leur insuffler, cela contraste avec la France où dès que vous tenez ce genre de discours vous passez pour un cinglé, un extrémiste... auprès des militants ! Alors je me dis oui, tu as raison, ton discours est légitime, il est dicté par les couches du prolétariat qui souffrent le plus de la survie du capitalisme, tu en es le porte-parole, surtout ne change rien, les faits te donneront raison un jour, et alors nous serons nombreux à nous y rallier. Ce jour n'est pas encore venu apparemment, c'est qu'on doit souffrir beaucoup plus ici que chez vous, simple constat. Surtout que cela ne vous empêche pas de passer un bon week-end.

Quelques réflexions politiques

Pourquoi le risque d'une nouvelle guerre mondiale est-il faible ?

Parce que le mouvement ouvrier n'a pas de direction, ils n'ont même pas eu besoin de le vaincre, il est quasiment neutralisé, il est sur une ligne corporatisme. Pourquoi ? La question qui tue celui qui ne tient pas à la poser et surtout pas à y répondre sous peine d'avouer qu'elle le concerne directement. Vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

Ils ont pratiquement réussi à atteindre tous les objectifs qu'ils s'étaient fixés, sauf un, intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie qui nécessite plus de temps ; c'était plus facile avec des petits pays en les intégrant ou en les soumettant à des institutions supranationales, telle l'UE pour ce qui concerne la France.

La totalité des institutions financières ou politiques internationales qu'ils ont créées depuis 1945 servent leurs intérêts ou ont été autant d'étapes franchies vers l'instauration d'une dictature mondiale implacable, ce serait franchement dommage de prendre le risque de tout bousiller maintenant, même s'ils sont encore loin de l'objectif qu'ils se sont fixés. Et puis ils savent aussi bien que nous que la guerre a son pendant, la révolution.

Autrefois, la crise du capitalisme combinée à l'offensive du prolétariat (organisé) conduisait à une paralysie de l'économie ou à

son effondrement et la menace d'une révolution prolétarienne existait sérieusement, ce qui les avait conduits à recourir à la guerre pour renforcer leur pouvoir et poursuivre leur politique ou passer à l'étape suivante. De nos jours la configuration de la situation ou les rapports entre les classes sont différents. On peut en tenir compte ou non ou tout confondre...

La tentation de recourir au totalitarisme faisait bien partie de leurs intentions.

Ils ne peuvent pas se permettre de laisser la lutte des classes jouer son rôle, parce qu'ils risqueraient de tout perdre, d'où la raison pour laquelle nous situons notre combat politique sur ce terrain-là. Donc elle est faussée par le rôle prépondérant que s'est attribué l'oligarchie, qui ne parasite pas seulement l'économie, mais aussi la politique, l'ensemble de la société, qui les étouffe, un peu comme pendant la guerre, par la guerre, elle est en guerre perpétuelle contre le reste de l'humanité, et son pouvoir de nuisance est gigantesque au point de pouvoir détruire des pays entiers ou massacrer leurs peuples. Ils sont donc opposés à la liberté d'expression, donc c'est bien un système totalitaire qu'ils envisagent d'instaurer à l'échelle mondiale.

Ce qui nous distingue de notre ennemi, c'est qu'il recourt à des moyens militaires, alors que nous non. On tomberait dans l'illégalité. Mais eux, de quelle légalité peut-il se réclamer pour vouloir bombarder la Syrie ou quand il livre des armes lourdes aux barbares pour massacrer des civils innocents, les prendre en otages pendant des années en les terrorisant au quotidien. Vive la libération de la Ghouta, vive le peuple syrien, vive la République arabe syrienne qui incarne la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, même si on sait que sans l'aide de la Russie et de l'Iran, Bachar al-Assad ne s'en serait pas sorti. C'est une République bourgeoise laïque, tandis que les alliés sunnites des Américains et ses vassaux sont des monarchies archaïques, moyennâgeuses, gouvernées par des despotes dégénérés et barbares.

Bachar al-Assad est légitime comparativement à Macron qui ne l'est pas, et on dit ou on laisse dire que ce serait un tyran sanguinaire, c'est insupportable. Quelle lâcheté ! Et au nom de quel principe, s'il vous plaît ?

Quand on écoute Bachar al-Assad ou des ministres ou ambassadeurs, on se dit qu'ils sont parfaitement lucides, et que les cinglés ce sont ceux qui les accusent des pires crimes qu'en réalité ils ont eux-mêmes commis ou fomentés ce qui revient au même. La différence avec Macron, c'est qu'il n'a jamais voulu cela pour son peuple, contrairement à Macron qui vous souhaite le pire à tous. On voit que les rôles sont complètement inversés dans la manière dont ils sont présentés par les médias, ils répondent aux critères définis par l'Otan.

C'est un paradoxe qu'on en vienne à défendre l'unité et la souveraineté de la Syrie qu'incarne Bachar al-Assad, comme autrefois on défendit les mouvements de libération nationale et leurs dirigeants contre les différents impérialistes. C'est un aspect de la dialectique de la lutte de classe que certains ne comprendront pas ou condamneront au nom de leur dogme, ce qui nous laisse totalement indifférent, notre place est au côté du peuple syrien et non au côté de ses agresseurs. Et quand la paix sera revenue en Syrie et que le peuple syrien se retournera contre Bachar al-Assad, nous l'imiterons. Il n'y a là nulle contradiction ou nul opportunisme, nous nous en tenons à la réalité en toute circonstance sans jamais nous renier, voilà tout.

A défaut de passer au socialisme, le capitalisme putréfié enfante le totalitarisme à l'échelle mondiale.

Le capitalisme poussé à l'extrême engendre le totalisme et non le socialisme des réformistes, des ennemis du socialisme, qui l'aurait cru ? Voilà à quoi a conduit le révisionnisme du marxisme à l'adresse de ceux qui s'en accommodaient quotidiennement hier ou de nos jours.

Fin d'un règne, d'un régime, dit-on, non, la fin annoncée de la civilisation humaine si nous ne parvenons pas à les arrêter. Mais pour cela il faudrait commencer par arrêter de ménager ceux qui se sont compromis avec le régime en place, par rompre avec eux au lieu de continuer d'en être les complices à différents degrés.

Depuis plus d'un demi-siècle ou bien plus encore, ceux que l'on caractérisa si légèrement de gauche n'ont cessé en réalité d'entretenir mille liens avec le capitalisme et ses représentants (ou institutions) qui ont été systématiquement minimisés, sous-estimés, relégués au second plan. On en vint même, lors d'élections et pas seulement, à soutenir cette pourriture qui avançait masqué. Etc. etc. etc. Et tout cela pour la bonne cause nous disait-on le plus sérieusement du monde. Quand on observe où cela nous a mené, on est en droit d'en douter, c'est même fortement recommandé sous peine d'être nous-même broyé politiquement.

En réalité, le mouvement ouvrier ne cessa d'être droitié, réactionnaire tout au long de ces longues décennies, et il l'est plus que jamais en l'absence d'une direction révolutionnaire. On parle ici du PS et du PCF et leurs satellites, les dirigeants de tous les syndicats depuis un siècle, auxquels il faut ajouter ceux qui se définissaient comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, et qui n'ont pas cessé non plus de leur faire la courte échelle ou de leur servir de cautions de gauche, j'en fus à une certaine époque, quand j'étais jeune, et je le regrette amèrement.

Il est tout à fait remarquable qu'on en soit arrivé au point de ne plus pouvoir faire confiance à absolument aucun dirigeant d'aucun parti dit ouvrier tant ils se sont fourvoyés et nous ont induits en erreur. Certains à l'esprit faible leur trouveront des

circonstances atténuantes ou des vertus. N'auraient-ils pas permis de repousser de quelques décennies l'échéance inéluctable à laquelle nous devons être confrontés un jour ou l'autre avec l'avènement du néolibéralisme ou du totalitarisme ? N'aurions-nous pas mieux vécu durant cette période ? Oui, sans doute, pour certains mais pas tous, mais à quel prix exorbitant pour nombreux d'entre nous, sans parler de tous les peuples dont la condition ou le sort lié au nôtre un peu plus confortable fut la contrepartie épouvantable, pour faire bonne figure ou se donner bonne conscience, pour se faire passer pour des internationalistes prolétariens on soutiendra leurs luttes, ce qui devait éviter de se poser de nombreuses questions embarrassantes, comme si elles demeurerait en suspens éternellement, c'était se méprendre et faire preuve d'une grande ignorance ou inconscience car dorénavant elles sont à l'ordre du jour.

De même que les gouvernants du vieux monde s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le mensonge et l'imposture, nos dirigeants ont choisi le déni en guise de réponse, ce qui augure des jours encore plus sombres sans espoir d'y mettre un terme un jour.

Dans la vie on peut se contenter de peu, c'est assurément le meilleur moyen de ne jamais obtenir davantage, de ne jamais s'élever à un niveau supérieur, de se condamner à une existence médiocre élevée au rang de vertu par ceux qui parlent en notre nom, vous comprendrez mieux pourquoi on leur dénie ce rôle, car on aspire à autre chose, à plus, à mieux.

On ne tolère pas qu'au nom des intérêts des uns, les intérêts des autres soient sacrifiés, enterrés. On ne tolère pas qu'au nom de je ne sais quel intérêt la quasi-totalité de nos aspirations ou droits soient bafouées. Car il faut bien admettre que de notre naissance jusqu'à notre mort absolument tout le cours de notre vie nous est imposé, le plus souvent jusque dans les moindres détails ou ceux qu'on ne soupçonne même pas tellement on en est inconscient.

On aspire à la liberté nous dit-on, qu'il me soit permis d'en douter. En réalité, on n'est même pas foutu de définir ce qu'elle signifierait tant nos aspirations sont profondément enfouies sous un amoncellement d'illusions...

[Le nouvel ordre mondial sera totalitaire ou ne sera pas.](#)

Quand les médias sont devenus les leviers du totalitarisme et le légitiment.

- Brésil urgent : la démocratie assassinée par João Whitaker - legrandsoir.info 9 avril 2018

L'emprisonnement de Lula, décrété le 5 avril, marque l'apothéose d'un coup d'État minutieusement préparé et mis en route depuis 2014. La version des grands médias en Europe ne fait que reproduire celles des cinq grands groupes de communication brésiliens, tous dans les mains de cinq grandes familles, elles-aussi impliquées dans le coup d'État.

legrandsoir.info/bresil-urgent-la-democratie-assassinee.html

Dégénérescence et corruption d'un intellectuel. Alors, on fraie maintenant avec le Crif et le totalitarisme.

- Attention, il fait Onfray. par Jacques-Marie Bourget - legrandsoir.info 9 avril 2018

Même dans la radicalisation individualiste égoïste et extrême droitière qui fait petit à petit notre France nouvelle, on n'avait jamais entendu une intervention aussi folle blessante et ordurière que celle que vient de livrer le sinistre Onfray à propos des Palestiniens qui ont été "des collabos de Hitler", de Mélenchon qui aurait eu naguère Ahmadinejad comme modèle, avec en passant une traduction d'un discours de l'ancien président d'Iran qui est un "fake". Tout y passe, le philosophe au petit pied nous fait sa grande rentrée de printemps. (...)

Voilà donc que dans une nouvelle livraison de sa pensée ris de veau (forcément crémeuse), Onfray déclare son amour au CRIF, ce qui est son droit. Mais pas celui de déformer les faits et l'histoire. Le petit docteur en philo nous explique donc, vous avez bien lu, que si les Palestiniens sont aujourd'hui un peuple sans terre c'est qu'ils furent nazis. Et sont justement punis de leur vieil engagement. (...)

Ainsi, avant de nous servir une tarte à la crème digne de BHL, pour nous prouver que les Palestiniens furent nazis, « le grand mufti de Jérusalem était un partisan des nazis et a fait le voyage à Berlin », il ignore que le maître de la Palestine de ce temps, sous joug britannique, n'était pas ce mufti mais Abdallah I le roi de Transjordanie. A propos de cet ignoble mufti, notons qu'il a quitté la Palestine en 1937 pour vivre entre l'Irak, le Liban et la Bosnie, ce qui est une position bien éloignée pour celui qu'Onfray présente comme une sorte d'Arafat du moment ! Charger tout un peuple des péchés de cet imam, c'est accuser tout le clergé français de collaboration avec l'Allemagne au prétexte que monseigneur Mayol de Lupe a été un nazi tricolore sous soutane. Allez Michel, on te pardonne. Dommage que tu n'aies pas eu assez de sous pour te payer un abonnement au Reader's Digest, tu aurais pu en apprendre des choses. Et Awni Abd al-Hadi ? Tu ne connais pas non plus ? Pourtant c'est un ancien de la Sorbonne, qui a contribué à la fondation du Fatah en 1911, un « modéré » mais tellement suivi par le peuple que les Anglais l'ont exilé au Caire. « Les Palestiniens collaborateurs des nazis entre 1930 et 1945 », je crois que même tes nouveaux amis du

CRIF n'avaient jamais osé écrire une telle sottise car elle injurie l'histoire au-delà du raisonnable. Pour ce qui est de la « Légion musulmane » formée par le III^e Reich et que tu évoques, elle ne n'était pas formée de Palestiniens mais d'amis de BHL, de musulmans de Bosnie. Heureusement que tu n'as jamais enseigné dans une « université » autre que la tienne. Que de dégâts évités !

Autre petite leçon d'histoire. Si on te parle de ces dirigeants de l'extrême droite sioniste qui, pendant cette même guerre, ont eu la dégueulasse audace de tenter de « s'entendre avec le Berlin d'Hitler »... Par exemple pour « libérer la Palestine », est-ce que cela signifie que les autres juifs, pourchassés et torturés avant l'holocauste, étaient des amis d'Hitler ? Il y a eu de nombreux livres et travaux sur la collaboration avec les nazis de certains hommes ou femmes de confessions juive. Hanna Arendt n'a pas été la dernière à le noter. Pour moi, mettre en avant cette histoire sombre n'est en rien donner une explication à l'inexplicable : l'Holocauste. Elle conduit à vomir alors que le mieux est de laisser les morts enterrer les morts. Je ne cite l'anecdote tragique, le choix de ces juifs d'extrême droite prêts à s'allier avec les nazis que pour souligner l'odieux égarement d'Onfray. Les Palestiniens ne sont pas plus les acteurs de leur malheur que ces hommes et femmes de confession juive ne le furent dans la barbarie qui les a détruits.

Vraiment en forme, en ce printemps, Onfray s'en prend à Jean-Luc Mélenchon qui, si j'ai bien compris, fut le conseiller occulte, l'ami, la nounou d' Ahmadinejad, le flic qui a dirigé l'Iran pendant quatre ans, de 2005 à 2009. Voilà, à ce propos, ce que nous livre l'universitaire du soir :

« Dire que Ahmadinejad qui à l'époque voulait rayer Israël de la carte était un personnage très sympathique parce qu'il était un ennemi des Américains, ce sont quand même des choses dites par Mélenchon, eh bien ce sont des propos qu'on peut tenir comme ça en l'air, sans que ce soit extrêmement conséquent.

C'est très conséquent de défendre un individu qui veut rayer Israël de la carte, on ne peut pas défendre Ahmadinejad simplement parce qu'il est un opposant des États-Unis quand il a dit qu'il fallait rayer Israël de la carte, qu'est-ce que ça veut dire, c'est un propos qu'Adolf Hitler aurait pu tenir.

On ne peut pas dire d'un côté qu'Ahmadinejad est quelqu'un de défendable et de l'autre côté descendre en disant "le fascisme ne passera pas"...

Madame Knoll a été assassinée, c'est une chose qui n'est pas correcte, c'est pas correct mais je veux dire que monsieur Ahmadinejad il en aurait tué beaucoup des madame Knoll et des madame Halimi et des, et des, et beaucoup de gens qui ont été tués parce qu'ils étaient juifs !

Donc on ne peut pas d'un côté jouer comme ça faire le cadavre, faire le malin, faire le kéké, en disant "il faut boycotter Israël", "Ahmadinejad est un personnage intéressant bien qu'il veuille supprimer Israël de la carte" puis après descendre dans la rue et continuer à faire du ... (sic) en même temps en disant "on est là pour éviter les crimes antisémites" et cetera.

Eh bien non, le CRIF a eu raison, de dire à Mélenchon qu'il n'avait pas sa place ici, que les Insoumis n'avaient pas leur place ici, un peu de décence. »

Pardon pour le jargon, mais la phrase du maître exige la plume servile du scribe. Rendu à ce point je vous dois deux aveux, un, je n'ai aucune envie de partager une cabine de plage avec le chef des Fous de Dieu, deux, je ne parle pas le farsi. Sachant toutefois que la traduction du fameux discours du président iranien, qui voulait donc « rayer Israël de la carte », était de facture israélo-américaine, je me suis replié sur le savoir des sots : Wikipédia. Voilà ce que nous dit cette encyclopédie sans philosophes :

« En octobre 2005, lors d'un discours en l'honneur de l'Ayatollah Khomeiny Ahmadinejad a déclaré, reprenant les propos de ce dernier, que « ce régime qui occupe Jérusalem doit disparaître de la page du temps », formule qui fut généralement rapportée en Occident sous la forme « Israël doit être rayé de la carte ».

Les commentaires d'Ahmadinejad ont été condamnés par la plupart des gouvernements occidentaux, l'Union européenne, la Russie, le Conseil de sécurité des Nations unies et le secrétaire général Kofi Annan. Les dirigeants égyptiens, turcs et palestiniens ont aussi exprimé leur inconfort face à cette remarque d'Ahmadinejad.

Une controverse sur la justesse de la traduction a ensuite vu le jour. Des spécialistes comme Juan Cole de l'Université du Michigan et Arash Norouzi du projet Mossadegh soulignant que la déclaration originale en persan ne signifiait pas qu'Israël devait être rayé de la carte, mais plutôt que le régime s'effondrerait de lui-même. »

Pour être précis ce Juan Cole, autre thuriféraire – avec Mélenchon - du président iranien, est bien mieux diplômé qu'Onfray, voici un petit CV : « "Juan" Cole est un universitaire américain, historien du Moyen-Orient moderne et d'Asie du Sud, commentateur politique, et intellectuel public. Il est professeur d'Histoire à l'Université du Michigan. » (...)

legrandsoir.info/attention-il-fait-onfray.html

Quand l'Agence Française de Propagande devient officiellement la voix du totalitarisme.

- Médias. Un nouveau PDG pour l'AFP - Liberation.fr 13 avril 2018

A l'arraché, Fabrice Fries a été élu jeudi PDG de l'Agence France-Presse pour cinq ans. Magistrat à la Cour des comptes, l'ancien président de Publicis Consultants, 58 ans, a obtenu les 13 voix du conseil d'administration (sur 18) nécessaires pour être intronisé au troisième tour de scrutin. Sans ce troisième suffrage, l'élection aurait été renvoyée à plus tard. Fabrice Fries est donc passé dans un trou de souris. Dans l'après-midi, les salariés de l'AFP, inquiets de la tournure du processus, avaient organisé un débrayage et demandé le report de l'élection.

Dans la dernière ligne droite, le soutien de l'Etat a été déterminant. «Il nous fallait quelqu'un de très business. Le parcours de Fabrice Fries est apparu convaincant», raconte une source proche du dossier. Il succède à Emmanuel Hoog, qui dirigeait l'AFP depuis 2010. Candidat à un troisième mandat, ce dernier, qui se montrait en privé très confiant sur ses chances, s'est retiré de la course mercredi. Une décision prise après que le ministère de la Culture l'a informé que l'Etat ne le soutiendrait finalement pas. Liberation.fr 13 avril 2018

- Fabrice Fries, candidat venu du privé (Havas, Atos, Publicis) n'avait pu recueillir au premier tour les 13 voix nécessaires. Il l'a finalement emporté au troisième tour. Ancien membre du cabinet de Jacques Delors à la Commission Européenne, il apparaît plus que compatible avec l'entourage d'Emmanuel Macron et la politique de ce dernier. Emmanuel Hoog avait été élu pour la première fois Président de l'AFP en mai 2010, il y a presque huit ans, ancien Conseiller chargé de la Culture et des Médias de Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée Nationale...

Comment interpréter ce lâchage du soldat Hoog ? Loué pour les nouveaux déploiements de l'agence dans la vidéo et à l'étranger, il était critiqué pour sa gestion financière. Des difficultés récurrentes de trésorerie l'avaient contraint à demander à l'État une avance sur 5 ans de 60 millions d'euros pour financer dette, coûts sociaux et investissements. Pour ne pas parler de l'évidente partialité de l'agence toujours politiquement correcte dans le sens libéral-libertaire et prenant bien des libertés avec le réel. L'AFP avait d'ailleurs reçu un Bobard d'or d'honneur pour l'ensemble de son œuvre en mars 2018. Au-delà des problèmes de gestion, ce remplacement s'inscrit dans la volonté du Président Macron de renouveler les têtes de l'audio visuel public. Après Marie-Eve Malouines éjectée de LCP au profit du Macron compatible Bertrand Delais, après le départ de Matthieu Gallet de l'INA, d'autres départs sont possibles comme ceux de Marie-Christine Saragosse à France Médias Monde, (France24, RFI) ou de Delphine Ernotte à France Télévisions. Petit à petit le Président de la République met ses hommes en place. ojim.fr 12.04

- Dans un communiqué, la ministre de la Culture Françoise Nyssen a félicité M. Fries pour son élection, estimant que son projet "porte l'ambition d'une nouvelle étape pour relever le défi du numérique et du développement international" de l'AFP.

Fabrice Fries, a été président de Publicis Consultants jusqu'en 2016. Cet ancien haut cadre des groupes de médias Vivendi et Havas a fait l'essentiel de sa carrière au sein du secteur privé.

Il est entré en 2006 chez Publicis comme secrétaire général et a pris la présidence de l'agence de relations publiques Publicis Consultants en 2009. Après son départ du groupe, il a réintégré la Cour des Comptes en janvier 2017.

Emmanuel Hoog, 55 ans, ancien président de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) de 2001 à 2010, avait été élu une première fois le 15 avril 2010 à la tête de l'AFP, succédant à Pierre Louette, et réélu en 2013.

Alors qu'il avait décidé il y a quelques semaines de briguer un troisième mandat de 5 ans à la tête de l'Agence, il avait annoncé mercredi aux administrateurs et aux salariés le retrait de sa candidature, affirmant que son projet "ne recueillait pas les soutiens nécessaires et indispensables de l'Etat".

Des salariés ont exprimé des inquiétudes à l'égard du projet de Fabrice Fries, que ce dernier avait présenté mercredi au conseil d'administration, et notamment sa proposition "d'ouvrir le dossier de la capitalisation de l'agence" quand le plan de transformation qu'il propose aura commencé à porter ses fruits, faisant ressurgir des craintes d'une privatisation de l'Agence.

La SDJ (société des journalistes) de l'AFP a demandé jeudi soir des "précisions" quant au projet de M. Fries et des "garanties sur le fait qu'aucune privatisation n'est à l'étude".

Dans un message adressé aux représentants du personnel, M. Fries a assuré que cette proposition "n'est pas pour (lui) une priorité" et que toute réforme du statut "devra veiller à respecter l'indépendance éditoriale qui est le principal actif de l'AFP".

Sa priorité étant d'accélérer encore plus le développement de l'AFP dans la vidéo, afin que l'image (photo et vidéo) atteigne 50% de son activité en 2022, contre 39% actuellement.

Dans un communiqué publié après son éléction, l'intersyndicale a mis le nouveau PDG "solennellement en garde contre toute tentative de modification du statut de l'AFP qui mettrait en péril son indépendance éditoriale, technique et financière, ainsi que sa mission d'intérêt général" .

Créée à la Libération, l'AFP est présente dans 151 pays et emploie plus de 2.400 collaborateurs de 80 nationalités différentes, qui produisent plus de 5.000 dépêches par jour, 3.000 photos et 250 vidéos. boursorama.com 12.04

Voilà qui en dit plus que de longs discours sur la corruption de l'AFP, avec une telle "intersyndicale", Macron peut dormir tranquille. Car en prétendant que l'AFP serait indépendante ou au service de l'intérêt général, elle s'inspire du discours de Macron, normal, ils ont les mêmes maîtres, l'oligarchie.

L'AFP est la première source de fake news en confondant information et propagande en provenance de Washington, Bruxelles ou de l'Otan, de l'Elysée. Pour faire son sale boulot au quotidien, elle n'a pas besoin d'être privatisée, elle l'est déjà.

[Ils osent tout. Dossier sur la Syrie](#)

- Trump déclenche une opération militaire en Syrie avec Paris et Londres - AFP 14.04

LVOG - Grille de lecture.

J'ai lu 8 articles ce matin sur ce sujet, pas un ne mentionnait que les inspecteurs de l'OIAC étaient arrivés en Syrie les 12 et 13 avril, et qu'ils devaient commencer leurs travaux le lendemain, donc quelques heures avant que la coalition militaire américano-franco-britannique bombarde la Syrie, donc sans attendre les conclusions de ses travaux, ce qui était inutile puisque Bachar al-Assad était présumé coupable d'avoir gazé son peuple selon leurs déclarations.

Trump, Macron et May se comportent donc comme de vulgaires criminels, des despotes agissant pour le compte de l'oligarchie dans le cadre de la stratégie politique définie par les néolibéraux anglo-saxons-sionistes, s'affranchissant de la notion de droit au profit de la loi du plus fort qui coïncide avec ses intérêts.

AFP et Franceinfo - Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi une opération militaire en cours contre la Syrie, menée avec la France et le Royaume Uni pour punir le régime de Bachar al-Assad qu'il accuse d'une attaque à l'arme chimique. La France s'est très vite associée à Washington en promettant notamment une "réponse forte et commune".

Le bombardement intervient quelques heures seulement après que le Département d'Etat a assuré avoir "la preuve" de l'utilisation d'armes chimiques par les forces de Bachar al-Assad. (Quelle preuve ? Pure fabulation de criminels. - LVOG)

"Une opération conjointe est en cours avec la France et le Royaume Uni, nous les remercions tous les deux", a dit M. Trump lors d'une brève allocution depuis la Maison Blanche.

Au moment même où le président s'exprimait, des détonations étaient entendues à Damas, selon un correspondant de l'AFP sur place.

"La défense anti-aérienne syrienne" est entrée en action contre "l'agression américaine, britannique et française", a rapporté la télévision étatique syrienne, alors que des témoins ont rapporté à l'AFP que des colonnes de fumée s'élevaient du nord-est de Damas. (La télévision syrienne joutant que treize missiles avaient été abattus au sud de Damas, passage censuré par l'AFP, mais rapporté par Franceinfo - LVOG) Elle a également rapporté des "informations" selon lesquelles un "centre de recherches" dans le quartier de Barzé, dans le nord-est de Damas, avait été visé. "Un centre de recherches militaires et des entrepôts" situés près de la ville de Homs ont fait notamment partie des cibles, a précisé l'ONG, sans faire état de victimes civiles dans les frappes.

La télévision d'Etat a affirmé que des missiles avaient été "interceptés" également à Homs.

Le régime syrien a dénoncé samedi comme une "violation flagrante" du droit international l'opération militaire menée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne contre plusieurs cibles en Syrie, après une attaque chimique présumée imputée aux forces du président Bachar al-Assad.

Le chef d'état-major américain, le général Joe Dunford, a indiqué que les forces occidentales avaient frappé vendredi à 21H00 heure de Washington (01H00 GMT samedi, 04H00 locales en Syrie) trois cibles liées au programme d'armement chimique syrien, l'une près de Damas et les deux autres dans la région de Homs. Une heure plus tard, ces frappes étaient "terminées", a ajouté le général, précisant qu'aucune perte américaine n'était à déplorer.

Aucune autre opération n'est prévue pour l'instant, a-t-il ajouté. AFP et Franceinfo 14.04

- Dernières nouvelles à propos de la possible attaque occidentale de la Syrie (12 avril) - Réseau Voltaire
12 avril 2018

Événements survenus le 12 avril 2018

Selon le Daily Telegraph, Theresa May a ordonné de positionner des sous-marins à proximité des côtes syriennes. Selon The Times, la base aérienne britannique d'Akrotiri (Chypre) est prête à l'attaque.

- Le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a téléphoné aux représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour les enjoindre d'« éviter une situation hors contrôle » et leur rappeler qu'« au final, nos efforts visent à mettre un terme à la terrible souffrance du peuple syrien ».

- L'Armée arabe syrienne a libéré la totalité de la Ghouta orientale. La police militaire russe a été déployée dans la zone.

- Le Kremlin confirme que le canal de communication entre militaires russes et états-uniens au sujet de leurs opérations en Syrie, destiné à éviter des incidents, est actuellement « actif ».

- Alors qu'il recevait le conseiller du Guide de la révolution iranien, Ali Akbar Velayati, le président syrien Bachar el-Assad a mis en garde contre toute initiative occidentale qui déstabiliserait davantage la région.

- Dans un discours télévisé, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, déclare : « Nous sommes extrêmement préoccupés par les pays qui s'appuient sur leur force militaire pour transformer la Syrie en terrain de bras-de-fer ».

- L'ambassadeur russe à l'Onu à Genève, Gennady Gatilov, dénonce comme « inacceptable » le relai par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) des allégations des Casques blancs à propos d'une attaque chimique dans la Ghouta.

- Le président états-unien, Donald Trump, tweete : « Jamais je n'ai dit quand une attaque contre la Syrie aurait lieu. Cela pourrait être très bientôt ou pas si tôt du tout ! En tout état de cause, les États-Unis, sous mon administration, ont fait un excellent travail pour débarrasser la région de l'État islamique. Où est notre "Merci l'Amérique" ? » [Le groupe naval parti de Norfolk ne sera pas en position en Méditerranée avant un mois, NdIR].

- Le président français, Emmanuel Macron, déclare sur TF1 avoir « la preuve » de l'attaque chimique de la Ghouta.

- La chancelière allemande, Angela Merkel, indique que son pays ne participera pas à une action militaire contre la Syrie, mais déclare la soutenir. Elle déclare : « Nous devons maintenant reconnaître qu'il est évident que la destruction [des armes chimiques syriennes] n'a pas été totale ».

- La porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, Maria Zakharova, déclare : « Personne n'a donné le droit aux dirigeants occidentaux de s'attribuer le rôle de gendarmes du monde, à la fois d'enquêteur, de procureur, de juge et de bourreau ».

- Le président de la Commission de la Défense de la Douma, Vladimir Chamanov, annonce que les navires russes ont quitté le port syrien de Tartous, comme prévu en cas de menace.

- Le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel se sont entretenus par téléphone. Ils « ont regretté les blocages actuels du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont les résolutions ne sont pas respectées ».

- Auditionné par le Congrès, le secrétaire états-unien à la Défense, le général James Mattis, a déclaré ne pas avoir de preuve de l'attaque chimique supposée de la Ghouta.

- Le représentant syrien à l'Onu, Bachar Jaafari, annonce que les inspecteurs de l'OIAC arriveront en plusieurs groupes en Syrie, les 12 et 13 avril. Tandis que l'OIAC indique que ses experts commenceront leurs travaux samedi.

- La Suède dépose à l'entrée d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité une proposition de résolution demandant au secrétaire général d'envoyer une mission de désarmement en Syrie afin d'y résoudre « toutes les questions liées au recours aux armes chimiques une bonne fois pour toutes ».

- Syrie : Réponse aux allégations concernant l'usage de gaz toxique à Douma - legrandsoir.info 11.04

Merci Monsieur le Président,

La déléguée des États-Unis a dit que la Russie dépensait de ses ressources afin de soutenir ce qu'elle qualifie de « régime » en Syrie. Ma question en retour est : quels sont donc les bénéficiaires des ressources états-uniennes dépensées en Syrie ? Les enfants syriens auxquels ils auraient envoyé du lait et des médicaments, les gangs terroristes ayant commis les crimes les plus odieux contre le peuple syrien et auxquels ils ont fourni armes et munitions, ou les avions de votre coalition qui ont tout rasé sur leur passage, notamment à Raqqa ?

Et qu'en est-il de ses menaces répétées contre mon pays à chaque réunion, ou presque, du Conseil de sécurité. Avouerait-elle que son administration n'accorde aucune importance à ce Conseil, à cette Organisation internationale et aux principes du Droit international ?

Examinons la crédibilité de ce qu'a dit la collègue déléguée des États-Unis, lorsqu'elle a demandé à ce que le Conseil se mette en mouvement « pour rendre justice » en Syrie. Notez que je ne lui réponds pas en termes de « régime américain », car ce serait commettre une faute juridique dans cette enceinte.

Mon propre test serait que son pays et son administration autorisent la divulgation des résultats de l'enquête de l'UNSCOM quant à la recherche des prétendues « Armes de Destruction Massive » en Irak. Une commission spéciale des Nations Unies présidée à une certaine période par le Suédois Hans Blix ; laquelle commission, comme vous le savez, n'a rien trouvé au bout de 18 années d'enquête : ni armes chimiques, ni Coca-Cola, ni Pepsi-Cola ! Malgré cela, fin 2008, lors d'une session semi-secrète, ce Conseil a décidé d'annuler son travail et d'enterrer ses archives dans des caisses métalliques dont les codes d'ouverture sont seulement connus du Secrétaire général et, notez bien, à condition qu'elles ne soient ouvertes que 60 ans plus tard. Qu'y a-t-il donc de si honteux dans ces archives pour qu'elles soient enterrées pendant 60 ans ? Propos adressés à la déléguée américaine.

Monsieur le Président,

Le gouvernement de mon pays condamne avec la plus grande fermeté l'agression israélienne perverse de ce matin sur l'aéroport T4, dans le gouvernorat de Homs, tuant et blessant plusieurs citoyens. Cette agression, qui constitue une violation flagrante de la résolution 350 (1974) et des résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec la lutte antiterroriste, n'aurait pas été possible sans l'immunité et le soutien illimité et continu accordés par l'administration américaine à Israël ; ce qui lui permet de persévérer dans la pratique du terrorisme d'État et de continuer à menacer la paix et la sécurité dans la région et dans le monde.

Naturellement, aujourd'hui, le fait que les délégués des pays occidentaux n'aient fait aucune mention de cette agression israélienne montre clairement que les gouvernements de leurs pays en sont les partenaires et les protecteurs.

Et, il est regrettable que mon cher ami, M. de Mistura, n'ait pas entendu Netanyahou reconnaître, aujourd'hui, qu'Israël avait commis cette agression [3]. D'où ma surprise en l'entendant dire que les Nations Unies étaient incapables d'en identifier les auteurs. Alors M. de Mistura, vu que Netanyahou vous dit qu'il en est l'auteur, pourquoi vous taire sur Israël et ne pas dire qu'il est l'agresseur ?

Cette agression israélienne est une réponse indirecte aux victoires de l'Armée syrienne qui a réussi à expulser les groupes terroristes armés de la capitale, Damas, de ses banlieues et d'autres régions syriennes ; ceci, après que ces groupes se soient acharnés à tuer les enfants du peuple syrien, à enlever des civils et à les détenir pour s'en servir comme boucliers humains, à faire pleuvoir plus de 3000 obus sur Damas en seulement 3 mois, lesquels obus ont tué 155 civils et ont blessé 865 autres, principalement des femmes et des enfants.

Le gouvernement syrien affirme que ces agressions israéliennes répétées n'ont pas réussi, ni ne réussiront à protéger les agents d'Israël parmi les organisations terroristes, tout comme elles ne sont pas parvenu, ni ne parviendront à empêcher l'Armée syrienne de poursuivre ses opérations décisives contre le terrorisme.

Monsieur le Président,

Martin Luther King a dit : « Le mensonge est une boule de neige qui grandit au fur et à mesure que vous la roulez ». Il semble que cette sage citation soit applicable en tout lieu, en tout temps. En effet, les gouvernements de certains pays sont pétris de mensonges ; mais, heureusement, manquent de précision quand ils les tissent à l'image du Baron Münchhausen, célèbre personnage de fiction allemand. Combien de coqs ont cru que le soleil s'était levé pour les entendre chanter ?

En effet, le mensonge pratiqué par certains États Membres permanents du Conseil de sécurité est devenu une sorte d'arme de destruction massive.

C'est par le mensonge qu'ils ont volé la Palestine.

C'est par le mensonge qu'ils ont attisé la guerre dans la presqu'île coréenne.

C'est par le mensonge qu'ils ont envahi le Vietnam.

C'est par le mensonge qu'ils ont envahi la Grenade.

C'est par le mensonge qu'ils ont disloqué la Yougoslavie.

C'est par le mensonge qu'ils ont occupé l'Irak.

C'est par le mensonge qu'ils ont détruit la Libye.

C'est par le mensonge qu'ils ont fabriqué dans leurs laboratoires les organisations terroristes takfiristes telles Al-Qaïda, les Talibans, Daech, le Front Nasra, Jaïch al Islam et la liste continue.

Et c'est par le mensonge qu'ils tentent de démolir et de préparer, aujourd'hui, une agression contre la Syrie.

Ce qui est remarquable est qu'aujourd'hui la rhétorique négative assurée par la déléguée américaine est en totale contradiction avec celle du ministre de la Défense de son pays, le général Mattis ; lequel a accordé une entrevue au journaliste Ian Wilkie, publiée dans Newsweek sous le titre que je cite en anglais : « Now Mattis Admits There Was No Evidence Assad Used Poison Gas on His People » [4][5]. Ici, il ne s'agit donc pas du ministre syrien de la Défense, mais du ministre américain.

Monsieur le Président,

Dès le 10 décembre 2012, c'est-à-dire avant l'attaque au gaz sarin suggérée par les employeurs des groupes terroristes contre Khan al-Assal le 19 mars 2013, nous avons prévenu, par un courrier officiel de référence A/67/628, que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient lancé une campagne prétendant que le gouvernement syrien allait utiliser des armes chimiques. À l'époque, nous avons averti que ces allégations risquaient d'ouvrir la voie à la fourniture d'armes chimiques aux groupes terroristes armés par les gouvernements des États qui les soutiennent, pour ensuite en accuser le gouvernement syrien.

Ce qui s'est passé ces dernières années de Khan al-Assal à la Ghouta, en passant par Kafr Zita, Altamna, Tell Mannas, Khan Cheikhoun et beaucoup d'autres villes et villages, prouve sans aucun doute possible le sérieux de ce contre quoi nous avons mis en garde tout au long de ces 5 à 6 dernières années.

La précipitation des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France à provoquer réunion sur réunion, sur la foi d'informations fabriquées, participe désormais d'une crise profonde dans laquelle ils voudraient mouiller le plus possible les autres membres du Conseil de sécurité.

Depuis 2013, ces trois États ont travaillé à la création d'un énorme éléphant fait de mensonges et de tromperies, au point qu'il circule aujourd'hui dans cette salle et piétine de tout son poids la crédibilité de ce Conseil.

En effet, il semble qu'en appelant à cette dernière réunion, ils cherchaient à soutenir les terroristes et à perturber l'accord conclu par ces derniers avec l'État syrien à Douma. Mais ces États ont tardé quelque peu, car les terroristes voulaient que cette réunion du Conseil de sécurité ait lieu avant qu'ils ne soient obligés de conclure un accord leur imposant de sortir de leurs fiefs et de déposer leurs armes. Ils ont tardé à tenir les promesses faites aux terroristes et il aurait mieux valu qu'ils ne s'exposent pas, une fois plus, à repasser le même disque usé de faux rapports établis par des mercenaires sous « casques blancs », tels que fondés par l'officier de renseignement britannique, James Le Mesurier.

La preuve de leurs mensonges et de leurs allégations préfabriquées est la sortie des habitants de Douma sains et saufs. 170 000 civils sortis sains et saufs, tandis que ces terroristes ont choisi de conclure un accord avec l'État syrien en tant que dernier recours pour eux-mêmes et leurs familles. D'ores et déjà, nombre de bus ont commencé à les transporter, avec leurs familles, vers « Jarablous » à partir du moment où ils ont refusé de régulariser leur situation, alors que la grande majorité des habitants ont préféré se réfugier auprès de l'État et sont restés chez eux.

Aussi, il est désormais prouvé que les campagnes menées par certains États - parmi lesquels des États Membres de ce Conseil - quant à la détérioration de la situation humanitaire dans la Ghouta orientale étaient fausses, comme ce fut le cas pour Alep et ailleurs, où les entrepôts des groupes terroristes se sont révélés bondés de médicaments et de denrées alimentaires, réservés à leurs acolytes et vendus aux civils à des prix exorbitants

À ce stade, ma question est de savoir si la provocation de cette réunion du Conseil de sécurité, par les trois États précités, a pour but de légitimer l'agression israélienne de ce matin contre la Syrie, ou de torpiller l'accord voulu par leurs instruments sur place. Et

ici, je ne peux que remercier la délégation de la Fédération de Russie qui a également appelé à cette réunion en l'intitulant, à juste titre, « Les menaces contre la paix et la sécurité internationales » [6].

Monsieur le Président,

Nous avons porté à l'attention du Conseil de sécurité, de l'OIAC [Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques] et de ce qui était désigné par « Mécanisme d'enquête conjoint » 145 lettres, la dernière en date du 1er avril 2018. 145 lettres et je remercie mon collègue délégué du Kazakhstan pour avoir signalé que vous ne lisez, ni ne répondez à ces courriers.

Des lettres contenant des informations précises sur les produits chimiques toxiques en la possession de groupes terroristes, notamment le chlore et le sarin. Et nous avons averti, à maintes reprises, que ces groupes préparaient les crimes par usage d'armes chimiques contre des Syriens innocents, qu'ils travaillaient par le biais de leur bras médiatique appelés « casques blancs » à fabriquer des preuves, et qu'ils filmaient des mises en scène hollywoodienne dans le but d'accuser le gouvernement syrien, de dresser l'opinion publique contre lui et contre ses alliés, pour ensuite tenir des réunions du Conseil de sécurité, telle celle d'aujourd'hui, afin de créer les prétextes justifiant n'importe quelle agression militaire sur la Syrie.

Il semble, Monsieur le Président, que les réalisateurs de cette œuvre terroriste sanguinolente ont, là aussi, manqué de précision lorsqu'ils ont tissé leurs mensonges. En effet, à chaque épisode de la série concernant le prétendu usage d'armes chimiques par le gouvernement syrien, nous constatons que ces produits n'intoxiquent absolument pas les éléments des groupes armés, que seuls les femmes et les enfants sont touchés, qu'il suffit de les décontaminer à l'eau devant les caméras, que les secouristes n'ont nul besoin de masques de protection et que l'Armée syrienne n'a recours à ces produits, qu'elle ne possède pas, que lorsqu'elle avance vers la victoire. Étrange histoire !

Monsieur le Président,

Face à ce clan féroce dépourvu d'un minimum de crédibilité et qui s'appuie sur des informations fabriquées, diffusées sur les réseaux sociaux par les sympathisants des groupes terroristes armés et de leurs employeurs, je déclare à partir de cette tribune que le gouvernement syrien est prêt à faciliter l'arrivée d'une mission d'enquête de l'OIAC sur le site présumé de l'incident de Douma, le plus vite possible, afin de vérifier ces allégations, tout comme il soutient la demande russe de tenir une audience autour d'une mission d'évaluation de la situation à Raqqa.

En disant que nous accueillons favorablement l'arrivée de cette mission le plus vite possible, nous espérons que notre proposition ne subira pas le sort réservé à celle que nous avons présentée, en premier lieu, à l'ex-Secrétaire général Ban Ki-moon, suite à l'attaque de Khan al-Assal en mars 2013. À l'époque, nous lui avons demandé d'aider le gouvernement syrien à enquêter, immédiatement, sur ce qui s'était passé. Il lui avait fallu 4 mois et 11 jours pour envoyer le Docteur Sellstrom. C'est ainsi que le terme « immédiatement » avait été traduit : 4 mois et 11 jours ! Et le jour où le Docteur Sellstrom est arrivé à Damas pour mener l'enquête à Khan al-Assal, les terroristes sévissant dans la Ghouta ont été chargés d'utiliser de nouveau l'arme chimique. Le Docteur Sellstrom a dû changer de destination pour se rendre dans la Ghouta au lieu de se rendre à Khan al-Assal. Pour votre information, depuis mars 2013 et jusqu'à ce jour, aucune enquête n'a été menée sur ce qui s'est réellement passé à Khan al-Assal.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, nous accusons directement Washington, Paris, Londres, Riyad, Doha et Ankara d'avoir fourni à Daech, au Front al-Nosra, à Jaïch al-Islam, à Faylak al-Rahmane et à des dizaines d'autres groupes terroristes apparentés des produits chimiques toxiques afin de les utiliser contre les civils syriens.

Et nous les accusons d'avoir commis ces massacres et fabriqué des preuves pour accuser injustement le gouvernement syrien d'avoir utilisé des produits chimiques toxiques, afin de préparer le terrain à une agression contre la Syrie, de la même manière dont les États-Unis et la Grande-Bretagne ont procédé pour commettre leur crime d'agression caractérisée contre l'Irak en 2003.

OUI, nous disons aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France qu'en Syrie et en Irak, nous avons vaincu la noirceur absolue du fléau Daech en 3 ans et non en 30 ans, comme ils l'avaient envisagé pour réussir à saper la stabilité de la région.

OUI, nous disons aujourd'hui à la Saoudie que nous avons vaincu son bras terroriste dans la Ghouta orientale et je parle des gangs de Jaïch al-Islam.

OUI, nous disons au Qatar et à la Turquie que nous avons vaincu leurs deux bras terroristes dans la Gouta orientale et je parle du Front al-Nosra et de Faylak al-Rahmane.

Et je dis à tous ceux qui nous ont exporté une opposition armée, génétiquement modifiée en opposition modérée, que nous avons vaincu leurs exportations empoisonnées. Nous appelons ces exportateurs à supporter les conséquences du retour de

certaines survivants dans leurs territoires d'origine. Finalement, le problème est simple : restent toujours, à nos frontières avec la Turquie et avec Israël au Golan, des dizaines de milliers de bons terroristes modérés, avec leurs armes légères, leurs barbes longues, leurs étendards noirs et leurs casques blancs... À qui voudrait les adopter de s'adresser à leurs employeurs. Ils sont prêts à partir se réfugier en Europe et en Occident.

Monsieur le Président, La République arabe syrienne réaffirme qu'elle ne dispose d'aucune arme chimique, quelle qu'elle soit, y compris le chlore toxique, et qu'elle réitère sa condamnation de l'usage d'armes chimiques en tout lieu, à n'importe quel moment et en toutes circonstances ; tout comme elle réaffirme sa volonté de coopération illimitée avec l'OIAC afin de s'acquitter de ses obligations inscrites dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de leur stockage ainsi que de leur utilisation.

Pour finir Monsieur le Président,

Le Centre russe de Réconciliation en Syrie a annoncé, aujourd'hui, que les investigations menées par des experts militaires russes dans la ville de Douma ont prouvé l'absence de toute trace témoignant de l'utilisation d'armes chimiques. Et les analyses portant sur les malades hospitalisés dans cette même ville, menées par des médecins militaires russes, n'ont révélé aucune anomalie en faveur de leur exposition à une substance toxique. Autrement dit, tout ce à quoi nous assistons est un genre de cinéma hollywoodien.

Dr Bachar al-Jaafari

Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

<https://www.legrandsoir.info/syrie-reponse-aux-allegations-concernant-l-usage-de-gaz-toxique-a-douma.html>

- La Russie accuse le Royaume-Uni d'être mêlé à l'affaire de la Ghouta - Réseau Voltaire 13 avril 2018

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dénoncé le rôle d'un service secret occidental russophile dans la mise en scène des Casques blancs d'une prétendue attaque chimique dans la Ghouta.

Le porte-parole de l'armée russe, Igor Konachenkov, a quant à lui directement mis en cause le Royaume-Uni.

Ces déclarations interviennent alors qu'un nouveau témoignage devrait être rendu public par la Syrie sur cette affaire. Réseau Voltaire 13 avril 2018

- La Défense russe dit avoir des preuves de l'implication UK dans la provocation à Douma - fr. sputniknews.com 13.04

Le ministère russe de la Défense a des preuves que le Royaume-Uni a participé directement à la provocation dans la Ghouta orientale en Syrie, a déclaré son porte-parole, Igor Konachenkov.

Londres a pris part à l'organisation de la provocation utilisant une prétendue attaque chimique dans la ville syrienne de Douma, a déclaré ce vendredi le porte-parole du ministre russe de la Défense, Igor Konachenkov.

«Aujourd'hui le ministère russe de la Défense dispose d'autres preuves qui confirment que le Royaume-Uni a participé directement à l'organisation de cette provocation dans la Ghouta orientale», a indiqué M.Konachenkov.

Le porte-parole de la Défense russe a ajouté que Londres avait exercé des pressions sur les représentants des «Casques blancs» pour mener à bien une provocation en Syrie.

«Nous savons que du 3 au 6 avril les représentants des soi-disant "Casques blancs" ont fait face à une forte pression imposée notamment par Londres pour effectuer au plus vite une provocation préparée à l'avance», a souligné Igor Konachenkov.

D'après lui, on a dit aux «Casques blancs» que c'était notamment du 3 au 6 avril que les radicaux du groupe Jaych al-Islam allaient mener une série de tirs d'artillerie puissants ce qui provoquerait une riposte de la part des troupes gouvernementales. Alors, les «Casques blancs» devraient exploiter la situation pour organiser la provocation avec des armes chimiques. fr. sputniknews.com 13.04

- Vidéo. Les témoignages qui infirment l'accusation des Casques blancs

La Russie et la télévision syrienne viennent de diffuser ces témoignages qui contredisent les accusations des Casques blancs sur

une attaque chimique dans la Ghouta, le 8 avril 2018.

<https://www.youtube.com/watch?v=3lcEqfUAiz0>

- L'armée syrienne dit avoir découvert un laboratoire de substances chimiques près de Damas - fr.sputniknews.com 13.04

Un laboratoire de fabrication de substances chimiques appartenant aux radicaux a été découvert par l'armée syrienne dans une banlieue de Damas, rapporte l'agence Sana, se référant à une source militaire.

L'armée syrienne a découvert un laboratoire où des radicaux produisaient des substances toxiques, rapporte l'agence Sana, citant une source militaire. Il se trouve dans l'agglomération d'Aftaris, dans la Ghouta orientale.

«Lors des opérations de ratissage d'Aftaris, dans la Ghouta orientale, a été découvert un laboratoire des terroristes [...] aménagé pour la production de tous les types de substances chimiques. Différents équipements nécessaires à leur fabrication et au mélange des poudres utilisées dans des armes interdites y ont été découverts», informe la source. fr.sputniknews.com 13.04

- Syrie : « Il faudrait qu'Emmanuel Macron nous dise quelles sont ses preuves », estime Longuet - Publicsenat.fr 12.04

Le président de la République a assuré qu'il détenait des « preuves » de l'usage d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad la semaine dernière en Syrie. « Ce serait bien qu'elles soient totalement probantes », a réagi le sénateur LR de la Meuse Gérard Longuet. Publicsenat.fr 12.04

- Des inspecteurs de l'OIAC en Syrie dès jeudi - Reuters 12 avril 2018

Deux équipes d'inspecteurs appartenant à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) doivent arriver jeudi et vendredi en Syrie pour enquêter sur l'attaque chimique que le régime de Damas est accusé d'avoir menée à Douma, a annoncé l'ambassadeur syrien aux Nations unies, Bachar al Jaafari.

Le déplacement a été confirmé par l'OIAC, qui a annoncé que ses inspecteurs étaient en route pour la Syrie et qu'ils se mettraient au travail dès samedi.

"Ces deux groupes arriveront séparément en Syrie, jeudi, aujourd'hui, ainsi que demain, vendredi", a déclaré Bachar al Jaafari.

"Nous sommes disposés à les escorter où ils le voudront chaque fois qu'ils le voudront, quand ils le voudront", a-t-il ajouté.

"L'OIAC a adressé quatre passeports à l'ambassade syrienne à Bruxelles. Les visas ont immédiatement été octroyés", a dit le diplomate précisant que le gouvernement syrien était prêt à accorder des visas à des inspecteurs situés au Liban voisin. Reuters 12 avril 2018

- Trump et Macron entretiennent le flou sur des frappes en Syrie - AFP 12.04

Donald Trump lancera une attaque "très bientôt ou pas si tôt que cela", Emmanuel Macron se décidera "en temps voulu": les Occidentaux entretiennent le flou jeudi sur leur riposte à l'attaque chimique présumée dans la Ghouta orientale.

Après avoir provoqué une montée de tensions en demandant à la Russie mercredi de se "tenir prête" à des frappes contre son allié syrien, Donald Trump a semblé temporiser.

En France, le président Emmanuel Macron a également relativisé l'urgence d'une réaction, après avoir évoqué mardi une annonce "dans les prochains jours".

"Nous aurons des décisions à prendre en temps voulu, quand nous le jugerons le plus utile et le plus efficace", a-t-il dit sur la chaîne de télévision TF1.

Sur le fond, il est cependant resté ferme dans ses accusations, disant avoir "la preuve" que "des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad".

La Russie a dénoncé un "prétexte" utilisé pour lancer une opération militaire contre son allié, son ambassadeur au Liban avertissant qu'elle abattrait tout missile lancé contre la Syrie.

La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a ainsi appelé les Occidentaux à "réfléchir sérieusement aux conséquences" de leurs menaces de frapper la Syrie, tout en assurant que Moscou ne voulait pas d'"escalade".

"Personne n'a donné le droit aux dirigeants occidentaux de s'attribuer le rôle de gendarmes du monde, à la fois d'enquêteur, de procureur, de juge et de bourreau", a-t-elle dit.

L'armée russe, qui intervient depuis septembre 2015 en soutien aux forces gouvernementales, a en outre annoncé jeudi que le drapeau du gouvernement syrien flottait sur la ville de Douma, marquant la reprise par le régime du contrôle de "la totalité de la Ghouta orientale". AFP 12.04

Cela les rend fou de rage et de se venger en bombardant la Syrie.

En complément. L'affaire Skripal.

- Skripal: L'OIAC confirme les conclusions de Londres sur le poison utilisé - Reuters 12 avril 2018

L'OIAC, qui a prélevé à la demande de la Grande-Bretagne des échantillons de l'agent neurotoxique retrouvé à Salisbury, confirme dans un document les conclusions des enquêteurs britanniques sans toutefois citer nommément le Novitchok.

L'OIAC se garde toutefois d'accuser qui que ce soit.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a également souligné que des experts russes devaient avoir accès aux travaux de l'OIAC pour se prononcer. Il y a tout lieu de croire, a-t-elle cependant ajouté, qu'on assiste à une nouvelle tentative, de la part de Londres, de discréditer la Russie.

Début avril, le chef du laboratoire militaire britannique de Porton Down a déclaré qu'il n'avait pas été capable d'établir si le Novitchok utilisé contre les Skripal avait été produit en Russie. Reuters 12 avril 2018

- La Russie doute de la sincérité du refus de Ioulia Skripal - Reuters 12 avril 2018

L'ambassade de Russie à Londres a exprimé jeudi ses doutes après le refus par Ioulia Skripal, fille d'un ancien espion russe empoisonnée par un agent neurotoxique en Angleterre début mars, de l'aide que lui proposait la représentation diplomatique russe en Grande-Bretagne.

L'ambassade a demandé à plusieurs reprises de bénéficier d'un accès consulaire à Ioulia Skripal, victime avec son père Sergueï d'une attaque menée à l'aide d'un gaz innervant dans la ville de Salisbury le 4 mars.

L'ambassade accuse les autorités britanniques d'avoir enlevé la ressortissante russe et doute que le refus exprimé par la jeune femme de 33 ans, mercredi soir dans un communiqué, soit sincère.

"Le texte (du communiqué) a été rédigé de façon à soutenir la position officielle des autorités britanniques et en même temps d'empêcher Ioulia d'avoir des contacts avec le monde extérieur - diplomates, journalistes et même ses proches", indique l'ambassade de Russie.

"Pour résumer, ce document ne fait que renforcer les soupçons que nous avons d'un isolement forcé des citoyens russes", ajoute la représentation diplomatique.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a invité jeudi Londres à prouver que les Skripal ne sont pas retenus en otage car, dit-elle, à part les autorités britanniques, personne les a vus depuis plus d'un mois, ce qui contraste avec le cas d'Alexandre Litvinenko dont une photo avait été diffusée après son empoisonnement au polonium. Reuters 12 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Macro(n)céphalie aiguë

Les principales déclarations d'Emmanuel Macron sur TF1 - AFP 12 avril 2018

Voici les principales déclarations du président Emmanuel Macron jeudi sur TF1:

"ALLER AU BOUT"

"Il faut aller au bout".

"Les difficultés ne m'arrêtent pas (...) Le fait qu'il y ait des Français parfois pas contents ne m'arrête pas".

"Nous avons immensément à faire parce que notre pays doit reconstruire les 50 prochaines années de progrès".

PRÉSIDENT "DE TOUS LES FRANÇAIS"

"Je suis le président de tous les Français (...) Les riches, ils n'ont pas besoin d'un président, ils se débrouillent très bien tout seuls".

"Etre président de tous les Français, ce n'est pas montrer du doigt une catégorie".

"On n'abandonne pas du tout la ruralité". La dotation des communes ne "baisse pas d'un centime".

"J'ECOUTE"

"Je ne suis pas toute la journée enfermé à l'Élysée, je me déplace et je vais toujours au contact. On m'écrit beaucoup, je lis et j'entends, j'écoute".

"Il y a des inquiétudes, elles sont légitimes et moi je les entends".

"PINCÉES DE SEL"

"Ce n'est pas des pincées de sel ou de poivre, la politique aujourd'hui. C'est pas "faudrait être plus social, moins social".

"La France, c'est une maison". "Les murs de la maison pour moi c'est libérer, protéger et unir".

CORDE ET CORDÉE

"Quand je dis "premier de cordée", il y a une corde, et j'ai demandé à plusieurs reprises, (à) ceux qui réussissent (...) qu'ils aident le pays (...) en investissant ici, en embauchant ici, et qu'ils tirent le reste de la cordée".

"Ca fait au fond 30 ans qu'on dit "pour être juste, faut empêcher ceux qui sont en haut de la cordée d'avancer trop vite". Si on est tous au même niveau, la cordée tombe. Et il y en a d'autres qui pensent que, pour que la cordée tienne, il suffit que le premier galope. Non. La cordée, elle n'avance qu'à la vitesse de la corde (...) Ce que je veux, c'est qu'on redevienne un pays de progrès pour tous".

"PREUVE" EN SYRIE

"Nous avons la preuve que la semaine dernière (...) des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad".

"Nous aurons des décisions à prendre en temps voulu, quand nous le jugerons le plus utile et le plus efficace".

"En aucun cas, la France ne laissera une escalade se faire ou quoi que ce soit qui puisse endommager la stabilité de la région".

SNCF "A 100%" PUBLIQUE

"Aller au bout, parce que nous devons faire cette réforme. Elle est indispensable et il y a une hypocrisie collective à ne pas le faire".

"Ce sera une entreprise publique à capitaux 100% publics mais qui va se réorganiser (...) Ce sera dans la loi".

Evoquant son grand-père cheminot: "je ne peux pas vous dire que j'ai du mépris ou que je considère que ce soit des privilégiés,

ce n'est pas vrai. Parce que je sais aussi les horaires que certains font, les contraintes qui sont liées à une entreprise de transport".

La dette "sera pour partie progressivement reprise" par l'Etat. "L'Etat va, dès le début, en reprendre une partie".

"Je respecte les syndicats et ils ont leur place dans le dialogue social et donc ils défendent des intérêts légitimes qui sont ceux de leurs salariés. Je leur dis juste "n'ayez pas de craintes illégitimes".

RETRAITES: "JE LEUR DIS MERCI"

"J'ai demandé un effort aux personnes retraitées et à une partie d'entre elles, aux 60% qui paient la CSG au taux normal, et je veux m'expliquer. Mais d'abord, je veux dire une chose: je leur dis merci".

"Je n'ai jamais pris un retraité pour un portefeuille".

FIN DE LA TAXE D'HABITATION POUR TOUS

Les communes "sont déjà remboursées par l'État, à l'euro-l'euro".

"Je souhaite que ça puisse être la totalité" des Français qui bénéficient de la suppression de la taxe d'habitation "parce que si un impôt n'est pas bon pour 80% des Français, il est pas bon pour tous".

"L'ISLAMISME N'EST PAS L'ISLAM"

"Il y a des mosquées ou des gens qui ne respectent pas les lois de la République, prêchent des choses qui ne sont pas conformes aux lois de la République et conduisent à la violence. Celles-ci seront fermées".

"L'extrémisme, le fondamentalisme religieux (...) c'est un problème dans notre pays" mais "il ne faut pas confondre ce problème avec tous nos concitoyens qui croient dans l'islam. Ce serait une erreur profonde".

"Ce fondamentalisme-là, cet islam radical (...), cet islamisme, ce n'est pas l'islam".

"Je veux que le financement étranger soit organisé sous le contrôle de l'État et transparent. Je ne veux plus de mosquées qui s'ouvrent avec des financements cachés".

ROUTES: "RESTER CALME"

"Notre sang s'est échauffé sur cette affaire".

"Ca ne mérite pas parfois les coups de sang qu'on a eus (...) Si dans deux ans ça ne marche pas, on arrêtera partout (...) et on adaptera selon les territoires".

"Tout l'argent qui sera prélevé sur ces routes, on le mettra (...) pour les hôpitaux qui soignent, guérissent les blessés de la route".

INTÉRESSEMENT SANS CHARGES

"Toutes les entreprises jusqu'à 250 salariés pourront distribuer de l'intéressement, il n'y aura plus aucune charge et impôt".

NDDL: L'EVACUABLE "ÉVACUÉ"

"L'opération est arrivée à un point où tout ce était évacuable a été évacué".

UNIVERSITÉS: DES "AGITATEURS PROFESSIONNELS"

"Ce ne sont pas des étudiants mais ce sont des agitateurs professionnels, les professionnels du désordre, dont parlait Michel Audiard, (qui) doivent comprendre que nous sommes dans un Etat d'ordre".

"Il n'y aura pas d'examen en chocolat". AFP 12 avril 2018

Réaction des représentants institutionnels.

- Interview d'Emmanuel Macron sur TF1 : les premières réactions politiques - AFP 12 avril 2018

Après l'interview du président Emmanuel Macron sur TF1, voici les premières réactions politiques :

- Olivier Faure, premier secrétaire du PS : "quels que soient les reproches qui lui sont faits, le président n'entend pas changer quoi que ce soit. Il parle beaucoup, il n'entend pas beaucoup et, en réalité, il fait ce qu'il veut seul. Il y a un point sur lequel il a raison: les riches n'ont pas besoin d'un président. La vérité, c'est que, malgré tout, ils en ont un" (BFMTV)

- Pierre Laurent, secrétaire général du PCF : "Une heure d'interview dans une salle de classe pour expliquer aux Français, sur un ton professoral et condescendant, qu'il ne changerait rien à sa politique. Telle est la seule leçon à retenir de l'interview présidentielle (...) Il ne voit ni n'entend rien des mouvements sociaux en cours" (communiqué)

- Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France : "Emmanuel Macron s'est livré à un interminable exercice d'autosatisfaction (...) Il a enchaîné "en même temps" la "câlino-thérapie" et les fins de non-recevoir aux demandes des Français et n'aura fait aucune nouvelle annonce qui prenne en compte les souffrances que sa politique provoque à nos concitoyens, se contentant d'étaler de la pommade sur les plaies qu'il a lui-même écorchées" (communiqué)

- Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise) : "Macron soliloque: un catéchisme hors-sol" (Twitter). "Derrière Trump, #Macron s'en va en guerre. Une erreur tragique pour la France" (Twitter)

- Lydia Guirous, porte-parole des Républicains : "Macron sur TF1 c'est un peu "Rendez-vous en terre inconnue"... A la découverte du pays qu'il préside... Bienvenue en France Monsieur le Président!" (Twitter)

- Florian Philippot, président des Patriotes : "L'autosatisfaction du président est à son comble (...) mais il est dans l'enfumage permanent et prétend être le président de tous les Français, quel cynisme quand on sait le fond de la politique menée. Emmanuel Macron s'enferme en réalité dans une vision technocratique".(communiqué)

- Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat : "Le président de la République est venu dire aux Français qu'il avait raison sur tout, qu'il savait tout et que les Français inquiets ne comprenaient rien. Il ne changera rien. Dans une salle de classe, il les a pris pour des enfants". (communiqué)

- Eric Coquerel (La France Insoumise) : "Emmanuel Macron peut nous répéter ce que disent ses ministres à longueur de séance, il est toujours le président des riches. Il a consacré à peine deux minutes aux étudiants pour faire du chantage aux examens". (Twitter)

- Christophe Castaner, délégué général de La République en Marche : "Hauteur de vue et réponses aux préoccupations des Français : passionnante interview du Président de la République". (Twitter)

- Richard Ferrand, patron des députés LREM : "Emmanuel Macron fait preuve d'une volonté sans faille, pour que le pays se transforme et que le quotidien de tous les Français s'améliore. Il peut compter sur les députés @LaREM_AN unis et déterminés dans l'action". (Twitter)

- Clémentine Autain, députée LFI : "Une salle de classe pour nous délivrer des contes pour enfants, c'était bien choisi. Un discours lénifiant, aucune annonce concrète". (BFMTV) AFP 12 avril 2018

Clémentine Autain espérait une "annonce concrète" de Macron, décidément, c'est bien son président !

Réaction des médias aux ordres.

- "Macron le maître d'école" fait de la pédagogie sans rien céder, juge la presse - AFP 13 avril 2018

"Pédagogue" mais "droit dans ses bottes" en pleine grogne sociale: c'est ainsi qu'Emmanuel Macron est apparu à la presse durant son intervention télévisée de jeudi dans une école de l'Orne.

"Macron le maître d'école", titre Le Parisien. "Au cours de cet exercice de "pédagogie", le maître ne changera pas son programme mais son style", "moins "techno", plus empathique", relève Myriam Encaoua.

Pour Libération, "c'est un président qui fait non, non, non, non, non...". "Emmanuel Macron a répondu aux demandes, aux revendications, aux protestations, non par des concessions, mais par de la communication politique stricto sensu",

analyse Laurent Joffrin dans son éditorial.

"Le professeur Macron, pédagogue, méthodique et précis, avait à coeur de montrer aux Français la justesse et la pertinence des réformes entreprises depuis le début de son quinquennat", juge dans Le Figaro Vincent Trémolet de Villers. "S'il n'a pas été avare de remerciements et de regards compatissants, il a très peu cédé."

"C'est l'enjeu pour Macron : dès lors qu'il ne veut pas céder un pouce sur les réformes, il espère limiter les blocages en convainquant qu'elles sont faites dans l'intérêt de tous", explique Cécile Cornudet dans Les Echos.

Peine perdue pour L'Humanité. "En dépit de l'aménité de celui qui l'interrogeait, il n'a pas eu un geste pour la France populaire", dénonce Patrick Apel-Muller.

"SNCF, CSG, limitation de vitesse, ruralité : c'est un fait, sur tous ces sujets de tension, Emmanuel Macron a tenu bon, quitte à concéder ici et là quelques aménagements à la marge", constate Nicolas Beytout dans L'Opinion.

Pour Dominique Jung des Dernières Nouvelles d'Alsace, "la bifurcation n'est pas dans les habitudes d'Emmanuel Macron. Ni le louvoiement. Ni la négociation si elle doit dévitaliser le projet initial".

"Droit dans ses bottes, calé sur ses rails, le chef de l'État ne cédera rien aux cheminots en grève pas plus qu'aux retraités ponctionnés par la CSG", note Denis Daumin dans La Nouvelle République du Centre ouest.

"Grève ou pas grève, le train Macron est lancé à pleine vitesse. Vouloir le ralentir, c'est peine perdue", résume Bruno Dumortier dans L'Est Eclair. AFP 13 avril 2018

En complément

Liberation - «Les gens qui, aujourd'hui, manifestent [...] sont des gens qui occupent illégalement des territoires publics ou privés. Ils n'ont plus de raison de le faire, il n'y aura pas d'aéroport. Donc, depuis le début de la semaine, [...] on rétablit l'ordre républicain. L'opération est arrivée à un point où tout ce qui était évacuable a été évacué.» Liberation.fr 13 avril 2018

- Macron fustige "les professionnels du désordre" dans les universités - Reuters

- Macron prévient les étudiants: "Pas d'examen en chocolat" - Reuters

«Qu'il y ait du débat, c'est une bonne chose. Dans beaucoup d'universités occupées, ce ne sont pas des étudiants mais des agitateurs professionnels, des professionnels du désordre. Les étudiants doivent comprendre une chose : s'ils veulent avoir leurs examens en fin d'année, ils doivent réviser. Car il n'y aura pas d'examens en chocolat dans la République.» Liberation.fr 13 avril 2018

- Macron : «n'ayez pas de craintes illégitimes» - Liberation.fr 13 avril 2018

«Aller au bout, oui, parce que nous devons faire cette réforme. On a besoin d'un chemin de fer français fort. La réforme va le renforcer. Ce sera une entreprise publique à capitaux 100 % publics. Ce sera dans la loi. [...] La dette sera progressivement reprise, au fur et à mesure que les réformes se feront. [...] Je dis aux syndicats : n'ayez pas de craintes illégitimes.» Liberation.fr 13 avril 2018

- "Il y a des inquiétudes. Elles sont légitimes et je les entends", a-t-il assuré à Jean-Pierre Pernaut - AFP 12 avril 2018

La réponse.

- Macron à TF1 : un Français au courant sur deux l'a trouvé convaincant - AFP 14.04

L'impact de l'interview d'Emmanuel Macron à TF1 semble mitigé, avec un Français qui l'a vu ou en a entendu parler sur deux qui l'a trouvé convaincant et autant d'un avis contraire, selon un sondage Odoxa diffusé vendredi. AFP 14.04

- L'image d'Emmanuel Macron s'est dégradée après son interview sur TF1, selon un sondage - Franceinfo 14.04

52% des Français ayant vu l'interview d'Emmanuel Macron jeudi sur TF1, ou qui en ont entendu parler, n'ont pas trouvé le président convaincant, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo publié vendredi. Franceinfo 14.04

- Des cheminots tout aussi déterminés que le Président - Liberation.fr

- La Gare du Nord passe à la grève reconductible 7 jours sur 7 - Liberation.fr 13.04

La gare du Nord fait sécession en décidant de sortir du calendrier de grèves perlées qui avait été décidé par les organisations syndicales. Liberation.fr 13.04

- A Montparnasse, les agents de nettoyage solidaires des cheminots - Liberation.fr 13.04

Dans la gare parisienne, les «gilets bleus», employés par des sous-traitants de la SNCF et souvent plus précaires que leurs «collègues», appuient la contestation. Liberation.fr 13.04

Et les briseurs de grèves...

- SNCF: le trafic encore perturbé samedi, les syndicats veulent "des négociations approfondies" - AFP 13.04

L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT a demandé vendredi dans un communiqué "l'arrêt du processus législatif en cours" pour réformer la SNCF et "l'ouverture de négociations approfondies", appelant les cheminots à "amplifier" la mobilisation.

Plusieurs caisses de grève ont été ouvertes pour soutenir les cheminots, dont une, lancée par une trentaine d'intellectuels a recueilli plus de 730.000 euros.

Le taux de grévistes s'établissait dans la matinée à 22,5%, selon la SNCF. Ce taux atteignait 38% pour les personnels indispensables à la circulation des trains, avec 66% des conducteurs, 60% des contrôleurs et 29% des aiguilleurs grévistes. Des chiffres tous en baisse. AFP 13.04

- A Tolbiac, rien ne bouge - Liberation.fr 13.04

Alors que le préfet s'est opposé à la manière forte pour lever le blocage de la fac, les étudiants restent mobilisés. Liberation.fr 13.04

- La Sorbonne: empêchés de tenir leur AG, les étudiants décident en direct d'occuper l'établissement - Le HuffPost 13.04

La grogne continue chez les étudiants. Ce jeudi 12 avril, ce sont ceux de la Sorbonne qui ont décidé de se réunir en assemblée générale avec plusieurs autres établissements, pour se mobiliser contre la sélection à l'entrée des universités. Mais depuis 16 heures, plusieurs CRS bloquent l'entrée de la faculté.

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête de l'article, Le HuffPost s'est rendu sur place et a pu filmer en direct le communiqué lu à l'oral par les élèves, qui ont décidé, face à la répression policière, mais aussi au refus du rectorat de laisser entrer les 300 personnes dehors, d'occuper les locaux jusqu'à nouvel ordre.

Les étudiants ont finalement été évacués de la Sorbonne dans la soirée par les forces de l'ordre. Le HuffPost 13.04

- La Tour Eiffel fermée ce vendredi en raison d'un mouvement social - AFP 13.04

La Tour Eiffel est fermée au public ce vendredi en raison d'un arrêt de travail du personnel de l'entreprise chargée de la sécurité, a annoncé la Société d'exploitation du monument parisien dans un communiqué. AFP 13.04

Un dernier complément

- Tarnac: dix ans après, Julien Coupat et Yildune Lévy relaxés - Liberation.fr 13.04

Le tribunal correctionnel de Paris a prononcé une relaxe quasi générale dans l'affaire dite de Tarnac. Liberation.fr

[Populisme. Notre ennemi, il n'est pas à Bruxelles, mais à l'Élysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, à la Bourse.](#)

- Les Insoumis, Podemos et le Bloc de gauche lancent un mouvement européen - Le Parisien 13 avril 2018

La France insoumise, Podemos et le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda), représentants de la gauche radicale en France,

en Espagne et au Portugal, ont annoncé jeudi à Lisbonne le lancement d'un mouvement européen commun.

L'ancien candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, Pablo Iglesias (secrétaire général de Podemos) et Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche, ont signé un manifeste intitulé «Maintenant le Peuple ! Pour une révolution citoyenne en Europe».

«L'heure est arrivée de rompre avec le carcan des traités européens qui imposent l'austérité et favorisent le dumping fiscal et social. L'heure est arrivée que ceux qui croient en la démocratie franchissent une nouvelle étape pour rompre cette spirale inacceptable», écrivent-ils.

« Nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils s'unissent sur la tâche qui consiste à construire un mouvement politique international, populaire et démocratique pour organiser la défense de nos droits et la souveraineté de nos peuples face à un ordre ancien, injuste et en échec qui nous emmène droit au désastre », poursuivent-ils. «Nous en avons assez d'espérer. Nous en avons assez de croire ceux qui nous gouvernent depuis Berlin et depuis Bruxelles. Nous mettons la main à l'ouvrage pour construire un nouveau projet d'organisation pour l'Europe. Une organisation démocratique, juste et équitable qui respecte la souveraineté des peuples », affirment-ils encore.

Hamon et Varoufakis ont aussi créé leur mouvement

Les trois formations politiques lancent cette initiative quelques semaines après que l'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis et l'ex-candidat à la présidentielle socialiste Benoît Hamon ont invité les gauches européennes à unir leurs forces pour promouvoir une Europe qui rompe avec l'austérité.

Interrogé vendredi matin par la revue Regards, sur ce qui le sépare de Jean-Luc Mélenchon, Yanis Varoufakis a répondu que leur principal point de désaccord concernait la « stratégie » et la « tactique ». « Nous sommes de fervents défenseurs du plan A. Nous avons besoin d'un plan A pour l'Europe (...) Jean-Luc se concentre sur le plan B, sur ce qui se passerait si l'Union européenne disparaissait », a-t-il expliqué. Le Parisien avec AFP 13 avril 2018

Il a raison d'employer le conditionnel s'agissant d'une déclaration sans lendemain ou qui ne coûte rien, surtout après l'avoir contredite à de nombreuses reprises dans le passé.

Il y a ceux qui désignent aux peuples un ennemi ou en fabriquent un si besoin est, le communisme, l'URSS, les talibans, les terroristes d'Al-Qaïda ou de Daesh, la Russie, vous pouvez ajouter à un autre niveau les racistes, les xénophobes, les homophobes, les hommes, les chômeurs, les jeunes, les vieux, les malades, les conservateurs, l'extrême gauche, etc. mais aussi le sel, le sucre, le pinard, la drogue, etc. mais pas l'argent, le profit, les armes, les écrans, les jeux vidéos, les réseaux numériques, les médias...

Et il y a ceux qui désignent aux peuples un ennemi ou en fabriquent un si besoin est, l'UE par exemple à défaut d'affronter Macron et les institutions de la Ve République, le Medef, l'oligarchie, le capitalisme...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (5 pages)

Comme je m'y attendais non sans une certaine angoisse tout de même, les frappes contre la Syrie par le gang de Washington, Paris et Londres ont été symboliques, parce que la fin de la partie était déjà sifflée entre les Américains et les Russes, confirmant en partie l'analyse qui avait été fournie par Thierry Meyssan (Réseau Voltaire).

A ce propos, j'ai adressé hier un courriel à Damas en solidarité avec le peuple syrien.

A la suite de l'Etat sioniste, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne sont devenus officiellement des Etats terroristes.

Vous voulez vous payer une bonne tranche de fou rire pour vous détendre un peu, lisez donc le rapport que le gouvernement français a pondue sur la soi-disant attaque chimique de la Ghouta en Syrie qu'il a imputé au gouvernement syrien, le plus sérieusement du monde, il repose sur des documents circulant sur Internet sans en fournir les origines, délirant, et c'est tout ce qu'il

a trouvé en guise de preuve. Extrait :

- "*Les services français ont procédé à l'analyse des témoignages, photos et vidéos apparus spontanément sur les sites spécialisés, dans la presse et les réseaux sociaux dans les heures et jours qui ont suivi l'attaque*", ceux des barbares, ou encore "*Les experts français ont analysé les symptômes identifiables sur les images et vidéos rendues publiques*" par les mêmes barbares, édifiant !

● Télécharger ce rapport de 8 pages

Ce rapport a été décrypté par le blog Les-Crises.fr :

● L'article Les-Crises.fr

[Ils osent tout, c'était un constat, un diagnostic, c'était prévisible.](#)

Souvenez-vous.

Nous avons affirmé dans de nombreuses causeries, qu'ils avaient l'intention d'instaurer un nouvel ordre mondial qui prendrait la forme et le contenu d'une monarchie absolue, nous y sommes.

On est retourné à l'Ancien Régime quand le monarque disposait du droit de vie ou de mort sur ces sujets sans autre formalité, sans s'embarrasser de lois et sans avoir de compte à ne rendre à personne. Quoi d'étonnant à ce que l'absolutisme s'empare du politique, puisque l'économie y était déjà soumis depuis des décennies.

A partir du moment où le principe de la loi du plus fort est légitime, la notion de droit disparaît, ce qui confirme que s'en réclamer était désuet puisqu'il reposait sur une base faussée d'avance au profit de celui qui détenait le pouvoir. Il en va ainsi du droit international cher aux intellectuels petits bourgeois ou aux classes moyennes.

On se retrouve confronté à une situation où le fait du prince ou l'arbitraire le plus total a valeur de loi ou principe suprême, tandis que les esclaves que nous sommes ne disposent d'aucun pouvoir pour s'y opposer, hormis celui de se soulever pour le renverser, donc la question est à l'ordre du jour.

Le pouvoir discrétionnaire que le monarque s'octroie est sans limite, puisqu'à notre insu il peut nous entraîner dans une guerre. Il n'a pas besoin de l'aval du Parlement, puisque la Constitution de la Ve République lui octroie ce pouvoir exorbitant. Donc l'abolition de la Constitution de la Ve République est également à l'ordre du jour.

Je m'excuse d'avoir eu raison un peu trop tôt peut-être, cela se discute.

On pouvait estimer qu'il était trop tôt pour avancer ce mot d'ordre ou sur cet axe politique, quand on ne comprenait pas que l'évolution de la situation tendait inéluctablement vers le totalitarisme, de nombreux signes permettait de confirmer cette orientation, mais on n'a pas souhaité en tenir compte, comme tant d'autres choses d'ailleurs, hélas ! Cela découlait logiquement du développement de la crise du capitalisme qu'on a évoqué à tort et à travers pour finalement passer à côté de l'essentiel. Donc la liquidation du capitalisme est aussi à l'ordre du jour.

[Lu dans le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs.](#)

- "*à l'heure où le gouvernement, plein de mépris et d'arrogance vis-à-vis des syndicats, exige d'eux qu'ils se plient à une concertation qui n'est rien d'autre que la vieille recette de l'association capital-travail*".

Ils s'y plient volontiers. Comme si le gouvernement avait vraiment besoin de leur forcer la main, ce sont eux qui sont demandeurs. Rappel (causerie d'hier) :

- L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT a demandé vendredi dans un communiqué "l'ouverture de négociations approfondies". (AFP 13.04)

D. Gluckstein ignorerait-il la véritable nature des appareils des syndicats ?

Quand j'affirme que les dirigeants trotskystes (POID, POI, NPA, LO) n'ont jamais cessé de ménager ces agents du capital, je n'invente rien.

Et qui fait l'amalgame entre les dirigeants syndicaux vendus et les militants syndicaux qui sincèrement combattent au côté des travailleurs ? Certainement pas moi. Qui colporte des illusions sur leurs réelles intentions auprès des militants et travailleurs ? Certainement pas moi.

Question à mes camarades trotskystes : Quelle en est la signification politique ?

De quel pays s'agit-il ?

- Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). ont estimé dans un rapport (...) que si les opérations de vote s'étaient déroulées dans des conditions satisfaisantes, la capacité des électeurs à voter en connaissance de cause avait en revanche été entravée par la "rhétorique xénophobe" ambiante et la "partialité des médias".

De quel pays s'agit-il ? De la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Etats-Unis ?

Réponse : Non, de la Hongrie qui est dans le collimateur de Washington et Bruxelles. (source AFP 14 avril 2018)

L'Agence Française de propagande est devenue la pire agence de presse en matière de fake news.

Reuters 14 avril 2018 - Plusieurs milliers de personnes ont défilé samedi à Budapest contre ce que les organisateurs de la manifestation ont qualifié de système électoral injuste qui donne au Premier ministre Viktor Orban une large victoire au parlement après les élections législatives.

AFP 14 avril 2018 - Des dizaines de milliers de Hongrois ont manifesté samedi à Budapest pour protester contre la réélection du Premier ministre Viktor Orban, l'accusant d'avoir faussé le vote il y a une semaine, selon des journalistes de l'AFP.

Pourquoi pas des centaines de milliers ou des millions pendant qu'ils y sont !

Dossier sur la Syrie.

Voilà ce qui les rend fou de rage.

- Syrie: l'armée annonce la reprise totale de l'enclave rebelle dans la Ghouta - AFP 15 avril 2018

L'armée syrienne a annoncé samedi avoir repris intégralement l'enclave rebelle dans la Ghouta orientale près de Damas après l'évacuation des derniers insurgés de la ville de Douma, au terme d'une offensive dévastatrice de près de deux mois. AFP 15 avril 2018

- Syrie : manifestation pro-Assad après les frappes occidentales - euronews 14 avril 2018

Quelques heures à peine après les frappes occidentales en Syrie, Bachar al-Assad est arrivé comme si de rien n'était dans ses quartiers.

Aux yeux des manifestants venus afficher leur soutien au président Assad, l'opération occidentale serait plutôt le signe de la victoire du régime, après avoir repris le bastion rebelle de la Ghouta orientale, aux portes de la capitale. euronews 14 avril 2018

S'agirait-il d'un aveu ?

- Les mensonges sur la guerre en Irak et en Libye hantent aujourd'hui la Syrie - Le HuffPost 15 avril 2018

Quand ils lâchent le morceau.

- Et si la situation entre la Russie et les États-Unis était moins explosive qu'on ne veut bien le laisser entendre? - Le HuffPost 15 avril 2018

Le NPA reprend la rhétorique des va-t-en-guerre qui bombardent la Syrie.

Page Facebook de Révolution Permanente

"Depuis lundi les bombardements occidentaux contre le régime d'Assad semblent imminents. Alors que certains se résignent à

dire que cette offensive est la seule alternative, comme précédemment en Irak et en Libye, ces interventions ont démontré que, au contraire, l'action des puissances impérialistes n'arrêtera pas la guerre et ne résoudra aucun problème."

Entendez par là, que ce ne sont pas eux qui sont à l'origine des guerres "des puissances impérialistes" contre l'Irak, la Libye, la Syrie, l'Afghanistan, etc.

Ils peuvent ajouter pour faire bonne mesure à une minute d'intervalle, ils ont dû s'apercevoir qu'il manquait quelque chose "Il faut dire NON aux bombardements français !", pourquoi ne l'ont-ils pas dit AVANT ? Et puis ils n'ont rien fait pour mobiliser contre, ils s'en foutent en somme, la méthode éculée des raclures staliniennes ou sociaux-néolibéraux pour se faire passer pour de vaillants révolutionnaires.

A ma connaissance, aucun parti ouvrier n'avait appelé à un rassemblement ou une manifestation contre la menace de bombardement de la Syrie. Ils ont tous déserté le combat politique, honte à eux ! Et après il faudrait leur faire confiance, vous voulez rire ou quoi, quelle inconscience !

En totalitarisme. Ils osent tout et plus encore.

- Syrie: La France défend une action légitime, "objectif atteint" - Reuters 14.04

- Après les frappes en Syrie, la France publie son rapport (mais pas encore de preuves) sur l'attaque chimique à Douma - Le HuffPost

- Frappes en Syrie: "Justifiées", mais "ne suffisent pas" selon Hollande - AFP 14.04

- 7 ans après le début la guerre, le "lion" Assad, plus que jamais roi de la jungle en Syrie - Le HuffPost 14.04

Affaire Skripal

- Skripal: l'OIAC a trafiqué les résultats de son enquête, selon Lavrov - AFP 14 avril 2018

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a trafiqué les résultats de son enquête sur l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal pour accuser la Russie, a affirmé samedi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Selon Sergueï Lavrov, qui a indiqué que la Russie a reçu ces informations de manière confidentielle, le laboratoire suisse de Spiez, spécialisé dans les menaces chimiques, a envoyé à l'OIAC les résultats de son analyse à partir d'échantillons prélevés à Salisbury (sud de l'Angleterre), où Sergueï Skripal et sa fille ont été empoisonnés.

"La substance BZ a été découverte dans tous les échantillons. Le BZ est un agent neurotoxique (...), cette substance était en service en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'Otan. Elle n'a jamais été utilisée en URSS et en Russie", a-t-il ajouté.

"Le BZ n'est pas mentionné dans le rapport de l'OIAC. Nous nous demandons pourquoi cette information, qui reflète les conclusions des spécialistes du laboratoire de Spiez, a été omise dans ce document", a poursuivi le chef de la diplomatie russe.

"Et si l'OIAC réfute sa collaboration avec le laboratoire de Spiez, il sera intéressant d'écouter leurs explications", a encore déclaré M. Lavrov. AFP 14 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

[Puisque Macron martèle qu'il ne reculera pas, il faut appeler à le reverser, tout autre orientation est opportuniste.](#)

Grille de lecture.

Les despotes au pouvoir ont placé la barre très haut en affichant leurs intentions. Il y a ceux dont nous sommes qui sont déterminés à la briser ou à la franchir, et il y a ceux qui s'appêtent à ramper pour passer en dessous.

Macron et Philippe se sont présentés en jusqu'au-boutistes, et bien soyons-le aussi !

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dès lors qu'on ne tient pas compte de la détermination affichée par Macron, bien des travailleurs qui étaient prêts à l'affronter vont se décourager ou estiment être trahis à juste titre. Il faut faire germer dans la tête des travailleurs l'idée qu'il ne reste plus qu'une seule solution : Se mobiliser pour le renverser. Tout le reste est du baratin.

- Aux côtés des syndicats à Marseille, Jean-Luc Mélenchon appelle à l'unité contre Emmanuel Macron - Franceinfo 14 avril 2018

Il appelle à "rompre la cloison" entre politiques et syndicats, et à une unité "dans tous le pays" contre Emmanuel Macron.

Dans le carré de tête, le chef de file des Insoumis a défilé aux côtés des responsables départementaux de la CGT, de la FSU, de Sud, de l'Unef ou encore du PCF et d'Attac. L'ancien candidat NPA à l'élection présidentielle, Philippe Poutou, était également présent.

"Le problème de l'unité et de la convergence est posé depuis le début", a réagi de son côté Philippe Poutou. "Pour faire reculer le gouvernement, il faut être des millions dans la rue, il faut combattre ce qui nous divise", a-t-il poursuivi. "Il faut arrêter les conneries." Franceinfo 14 avril 2018

Vous aurez noté que ce sont les mêmes appareils syndicaux qui appellent à "l'ouverture de négociations approfondies" avec le gouvernement.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (7 pages)

[La dégénérescence du mouvement ouvrier est pire qu'une défaite.](#)

Hypocrisie partagée ou quand trop tard à la soupe se réveille quand tout est terminé, quelle lâcheté !

- « Macron : c'est la guerre ! ». Un appel du BN du POID daté du 14.04, mis en ligne le 15 avril.

Pour le POID, le bombardement de la Syrie était somme toute légitime.

Franchement, pourquoi "*la coalition militaire dirigée par les États-Unis*" ne bombarderait-elle pas la Syrie qui recourent également à "*l'utilisation d'armes chimiques*" ?

POID - Le prétexte invoqué de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est une pure hypocrisie puisque la coalition militaire dirigée par les États-Unis et à laquelle le gouvernement Macron participe en utilise elle aussi : « L'utilisation par la coalition emmenée par les États-Unis de munitions au phosphore blanc dans la banlieue de Raqqa, en Syrie, est illégale et pourrait constituer un crime de guerre » (16 juin 2017, Amnesty international).

Au passage, il n'hésite pas à recourir à une officine financée par le Département d'Etat américain...

Pourquoi, parce qu'il existerait de bons prétextes pour que la coalition militaire Washington, Paris et Londres bombarde un pays ? Voilà à quel niveau est tombé l'internationalisme prolétarien, quelle honte !

Et puis, agresseur et agressé, dominant et dominé sont placés sur le même plan, avec de tels opposants Macron et l'oligarchie peuvent dormir tranquille. Au NPA et à LO, ils mettent sur le même plan les barbares d'Al-Qaïda et Daesh et le gouvernement syrien en espérant la chute de ce dernier au profit des supplétifs du Pentagone ou la Fed.

Ils osent tout aussi ces furieux opportunistes.

Ils osent lancer une pétition intitulée : *Arrêt immédiat des bombardements en Syrie !*

Pathétique et misérable !

J'avais hésité à remettre dans le portail des liens vers la page Facebook et le blog du POID et j'ai eu raison. J'ai appelé les travailleurs à rejoindre le POID apparemment par excès de faiblesse ou en désespoir de cause, j'aurais mieux fait de m'abstenir également, car décidément ils ne changeront jamais, ils sont répugnants, irrécupérables.

Et ce n'était pas la première fois. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de partager des positions avec le POID et de le soutenir tout en émettant toujours des réserves, et une ou deux semaines plus tard on avait le droit à une nouvelle saloperie du genre de celle-ci, celle-ci est colossale et inexcusable, la goutte de trop !

Mon attitude avait été motivée par le besoin de proposer un pôle de regroupement où les lecteurs qui partageaient mes analyses pourraient se rassembler, car on ne peut pas se contenter d'idées ou de manifester son opposition en demeurant devant un écran, ce n'est pas cela qui fera avancer notre cause, on a besoin d'un engagement pratique, de s'organiser pour aller de l'avant... Sinon on se retrouve dans la situation très inconfortable ou plutôt insupportable, de n'avoir rien à proposer aux travailleurs et aux militants et de passer pour un commentateur finalement passif comme une multitude d'intellectuels aux idées courtes.

C'est dans ce sens que j'ai également affirmé à plusieurs reprises qu'on était pris en otage par ces partis faillis ou face à un cruel dilemme. Je fustige sans cesse les intellectuels ou les membres des classes moyennes qui se contentent de critiquer le régime en les appelant à rejoindre le mouvement ouvrier, mais pour quoi je passe quand tous ses partis sont pourris, pour un vulgaire donneur de leçons qui manque singulièrement de rigueur ou pire, qui les trompe, ce qui me fait horreur, d'où ma réaction qui toutefois demeure mesurée ou ma colère qui est contenue.

Vous aurez constaté que je ne fais pas dans l'invective, j'avance des arguments, j'analyse ce qui ressemble à une manoeuvre grossière d'appareil en proie à des contradictions qu'il est incapable d'assumer.

Il a le droit de pavoiser.

- Macron se justifie sur la Syrie et ne voit pas de "coagulation" des mécontentements - AFP 16 avril 2018

[Dehors Macron, abolition de la Constitution de la Ve République qui lui donne les pleins pouvoirs !](#)

De quelle légitimité se revendiquent-ils pour bombarder la Syrie, alors que Macron a été élu à l'issue d'un scrutin truquée et a recueilli moins de 20% des voix des électeurs inscrits au premier tour?

De quelle légitimité se revendiquent-ils pour bombarder la Syrie, quand tous les peuples y sont opposés ?

Et sur quoi reposent leurs preuves pour imputer au gouvernement syrien une attaque chimique ? Sur le témoignage des barbares, le gouvernement français n'a rien trouvé d'autres. Il faut que tous les travailleurs le sachent. Il faut qu'ils sachent que tous les arguments pour justifier sa politique antisociale reposent sur une forfaiture, qu'ils ont à faire à des escrocs qui ne reculent devant aucun moyen pour les abuser.

Il prétend lutter contre les fake news, alors qu'il est le premier à en produire à échelle industrielle.

Mais pourquoi cela intervient-il maintenant et pas avant ?

Il y a bien sûr la crise du capitalisme qui a dépassé le stade critique compromettant sa survie qui constitue un élément d'explication, et sans la finance mafieuse et criminelle, il se serait déjà effondré. Mais surtout il fallait aux capitalistes en finir avec toute opposition organisée liée historiquement au mouvement ouvrier, même corrompue ou acquise au capitalisme, ce qui passait par la liquidation du PS dans lequel une partie de la classe moyenne se reconnaissait, de manière à ce que ses courants qui étaient prêts à se tourner vers la réaction franchissent le pas en rejoignant Macron ou LREM, pendant que ceux plus ou moins liés au mouvement ouvrier et tout aussi inféodés au capitalisme se disloqueraient, tandis que le mouvement ouvrier se réduirait à l'aristocratie ouvrière ayant appelé à voter Macron, la classe ouvrière ayant largement déserté le mouvement ouvrier.

Une fois toute opposition organisée neutralisée ou réduite à l'impuissance, ils allaient avoir le champ libre pour tout se permettre ou presque afin d'appliquer la suite de leur programme ultra réactionnaire, tout pôle de regroupement des couches progressistes des classes moyennes incarnant l'opposition ayant disparu, la menace d'une mobilisation de masse à laquelle participeraient les bataillons de la classe ouvrière s'éloignait, d'où leur arrogance débridée ou le profond mépris qu'ils témoignent au peuple, ainsi que leur détermination affichée à aller au bout de leur contre-réformes puisqu'il n'existe plus aucun ennemi organisé susceptible de les en empêcher ou de ralentir la mise en oeuvre de leur plan.

Cela fait penser à un tapis volant fourni par le PS sur lequel tout ce que compte la gauche et l'extrême gauche se serait embarqué, et qui à un moment donné se serait désagrégé, précipitant tout ses passagers dans le vide. Alors la question est de savoir, pourquoi on nous a embarqués dans cette aventure dont l'issue était prévisible, sachant que la trame de ce tapis qui présentait

de graves défauts ou était rompu par endroits ne résisterait pas aux orages à venir et entraînerait sa dislocation, pourquoi nous a-t-on entraîné dans une telle galère qui risque de nous être fatale, pourquoi ? Voilà la question que chaque militant doit poser à nos dirigeants.

Ils répondront avec aplomb que c'était la seule embarcation à notre disposition, et qu'il n'y a pas à revenir dessus. Qu'il nous permis de penser le contraire. Pour déterminante que soit cette question, reste à savoir si nous serons en mesure de construire le vaisseau qui guidera les masses à l'assaut du pouvoir.

Si face à un pouvoir absolutiste nous ne manifestons la détermination la plus résolue pour le renverser, l'humanité est vouée à sa perte. Ce qui arrive aujourd'hui est le produit de la collaboration de classes à des degrés divers, du refus de rompre avec tout ce qui incarnait la réaction, y compris au sein du mouvement ouvrier. On a voulu jouer au plus malin sur tous les tableaux et on a perdu. Et c'est cela qui était également prévisible, parce que nous n'étions pas maître de la règle du jeu, on nous l'a imposée, on a cru qu'on pourrait la détourner et obtenir un autre résultat que celui pour lequel elle était destinée, et nous avons échoué lamentablement.

Parole d'internaute à la suite de l'intervention télévisée du monarque.

La dernière imposture a fonctionné sur les esprits faibles...

- *"C'est la première fois que je trouve un débat politique sans conventionnalisme préalable entre journalistes et politiques. Je dirais que c'était très intéressant, voir captivant."*

Moins chez d'autres un peu plus lucides...

- *"C'est E. Macron qui avait fait le choix de ses interlocuteurs pour avoir l'occasion de se monter courageux... Et tous les gogos sont tombés dans le panneau, c'est du cinéma médiatique, de l'illusion..."*

Ce que Macron a dit dimanche sur la Syrie

Il a avoué avoir accusé le gouvernement syrien pratiquement immédiatement, sans attendre la moindre explication, la moindre enquête, la moindre preuve.

- *"Cette décision, la France l'a prise sur le principe dès dimanche dernier, 48 heures après les premières traces d'utilisation d'armes chimiques dans la Ghouta orientale. Elle est conforme aux engagements que nous avons pris"*. Passons sur le fait qu'il aurait dû employer le plus-que-parfait.

Quand le monde se réduit au gang Washington-Paris-Londres.

- *"c'est la communauté internationale qui est intervenue"*, réduite de fait à 3 Etats sur plus de 200.

Mise au point qui le ridiculise.

- Dans son entretien télévisé de dimanche soir, Emmanuel Macron a affirmé qu'il avait convaincu Donald Trump de maintenir les troupes américaines en Syrie. La Maison-Blanche a démenti dans la nuit. LeParisien.fr 16 avril 2018

Les enragés en rajoutent une couche chaque jour.

- Berlin accuse Moscou d'être derrière une récente cyberattaque - Reuters 15.04

- Ryad s'en prend à Téhéran au sommet de la Ligue arabe - Reuters 15.04

- Pence veut des mesures pour isoler davantage le président Maduro - Reuters 15.04

Qui gaze le peuple ?

- "Ils ont gazé à bout portant tous les clients" : le propriétaire d'un bar nantais raconte l'intervention musclée des CRS sur sa terrasse - Franceinfo 15.04

Quelques heures après la manifestation en soutien à la ZAD, samedi 14 avril à Nantes, où étaient rassemblés entre 6 700 et 10 000 manifestants, le ton est monté sur la place de la Bourse. Les CRS ont violemment évacué les clients d'une terrasse, en

réponse aux insultes qu'ils recevaient depuis quelques minutes. Deux vidéos des faits, l'une postée par Presse Océan, l'autre par une cliente du bar, ont fait le tour des réseaux sociaux.

Dans ces images, on aperçoit des clients installés sur une terrasse. Plus loin, un groupe de CRS. De la terrasse, les clients commencent à invectiver les forces de l'ordre, signalant la présence d'enfants du côté des terrasses. Quelques insultes fusent. Des nuages de gaz sont encore visibles sur l'ensemble de la place. Quelques instants plus tard, les CRS chargent et évacuent les clients à coups de gaz lacrymogène, bousculant tables et chaises. Certains s'enfuient, d'autres se réfugient dans le bar.

"En trois, quatre minutes, ils ont attaqué", raconte Julien Lassourd, propriétaire du bar Y.O.U. à qui appartient les terrasses, interrogé par franceinfo. Selon lui, une quinzaine de personnes se trouvaient alors en terrasse et une dizaine à l'intérieur du bar. "On n'a pas trop compris parce qu'il n'y a pas eu de mouvement de foule", explique-t-il, encore surpris par les faits.

Ils ont gazé à bout portant tous les clients. Comme la porte du bar était ouverte, sur les murs, sur la vitre, il y avait une poussette dehors, il y avait des jeux pour enfants... Tout ça c'était maculé de lacrymo. Julien Lassourd, propriétaire du bar. franceinfo.

"Heureusement, on avait du lait et du citron pour soigner sur le tas", témoigne le propriétaire. Si Julien Lassourd confirme que les invectives provenaient des clients installés sur sa terrasse, il n'accepte pas que cela ait justifié d'une intervention des forces de l'ordre. "Oui, ce n'est pas bien d'insulter les gens, mais les CRS sont entraînés à recevoir les insultes. Ils sont là pour défendre les gens et les commerces, mais là, ils ont fait l'inverse : ils ont attaqué !", déplore-t-il, précisant être allé parler aux CRS.

"Je voulais savoir qui était responsable, je leur ai demandé vers qui porter plainte. Ils m'ont dit qu'il fallait porter plainte contre la préfète." Le barman a donc lancé un appel sur Facebook, invitant les clients de son bar et les Nantais à adresser une plainte. Celui qui se dit "agressé dans [son] travail" compte aussi se rapprocher d'autres collègues nantais, qui auraient rencontré les mêmes situations. "Je sais que c'est arrivé sur beaucoup de terrasses [...] Je vais communiquer avec d'autres restaurateurs pour savoir s'ils vont porter plainte", indique-t-il. Contactée par franceinfo, la préfecture de police n'a pas encore répondu à nos demandes. Franceinfo 15.04

Etat policier, la réalité et non une fiction.

- A Nice, Estrosi fait entrer la police à l'école - Liberation.fr 15.04

A partir de lundi, trois groupes scolaires niçois verront débarquer pendant trois mois des policiers, qui seront non armés, contrairement à ce que le maire de la ville souhaitait. Entre 20 et 22 écoles se seraient déjà portées volontaires pour la rentrée de septembre si le dispositif est reconduit. Liberation.fr 15.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Des Barcelonais défilent pour soutenir les indépendantistes incarcérés - Reuters 15 avril 2018

Près de 350.000 partisans de l'indépendance de la Catalogne ont défilé dimanche dans les rues de Barcelone pour réclamer la remise en liberté des dirigeants indépendantistes incarcérés par la justice espagnole. Reuters 15 avril 2018

Slovaquie

- Slovaquie : nouvelle manifestation pour demander le départ du chef de la police - AFP 15 avril 2018

Des dizaines de milliers de Slovaques ont manifesté dimanche pour exiger le départ du chef de la police, redoutant qu'une vraie enquête ne soit pas conduite sur l'assassinat d'un journaliste qui travaillait sur la corruption dans le pays. AFP 15 avril 2018

Monténégro

Encore un qui est ultra minoritaire et illégitime.

- Djukanovic élu dès le premier tour à la présidence du Monténégro - Reuters 16 avril 2018

Le dirigeant historique du Monténégro, Milo Djukanovic, favorable à une adhésion à l'Union européenne, a remporté dimanche dès le premier tour l'élection présidentielle avec 53,5% des voix, selon une projection de l'institut de sondage Centre de surveillance et de recherche (CeMI).

"J'interprète le résultat de cette élection comme une confirmation de l'évolution du Monténégro vers les valeurs européennes, les normes européennes et une adhésion pleine et entière à l'Union européenne", a-t-il ajouté avant d'ouvrir une bouteille de champagne.

Milos Nikolic, député du DPS, a coupé court à tout suspense: "Il n'y aura pas de second tour, Djukanovic est le nouveau président du Monténégro."

Mladen Bojanic, un homme d'affaires soutenu par une alliance de partis d'opposition dont certains souhaitent des liens plus étroits avec la Russie, arrive en deuxième position avec 33% des suffrages, selon le CeMI.

"Je suis fier de mon résultat", a-t-il dit à la presse. "Je vais continuer à me battre pour libérer le Monténégro de la dictature de Djukanovic."

Le taux de participation à 19h30 (17h30 GMT), une demi-heure avant la fermeture des bureaux de vote, était de 61,6%, a indiqué la commission électorale de l'Etat. Aucune irrégularité électorale importante n'a été signalée.

Milo Djukanovic, qui abordait ce scrutin en grand favori, domine la politique monténégrine depuis 1991, soit au poste de Premier ministre, soit au poste de président. Après avoir démissionné de la tête du gouvernement en 2016, il a annoncé sa candidature le mois dernier.

La fonction présidentielle est essentiellement honorifique au Monténégro mais Djukanovic, dont le DPS contrôle le Parlement, devrait exercer une influence plus grande.

Pendant la campagne électorale, les candidats de l'opposition ont accusé Djukanovic d'encourager le népotisme, la corruption et les liens avec le crime organisé, ce qu'il a démenti. Reuters 16 avril 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le double langage des traites.

- Défilé du 1er mai : la CGT va proposer une mobilisation «unitaire» - Le Parisien 15 avril 2018

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a annoncé ce dimanche qu'il allait proposer un défilé unitaire pour le 1er mai prochain. L'année dernière, aucune entente n'avait été trouvée entre les syndicats. Egalement interrogé sur la réforme ferroviaire, le syndicaliste a estimé que « rien » n'avait avancé dans les négociations avec le gouvernement.

« On doit pouvoir trouver un terrain d'entente sur un certain nombre de revendications et le 1er mai pourrait être une occasion d'exprimer non seulement la solidarité à ceux qui luttent, mais de proposer des alternatives », a estimé Martinez sur le plateau du Grand Jury RTL, Le Figaro, LCI.

« Nous voulons et nous pensons qu'il est nécessaire que l'ensemble des organisations syndicales se mettent d'accord, pas sur tout, il y a des différences. Mais, vu la situation, alors qu'il y a unité syndicale chez les cheminots, chez les fonctionnaires, à Air France, à Carrefour, pourquoi nationalement, nous ne donnons un signe pour dire que nous soutenons ces mobilisations, en pointant quelques enjeux revendicatifs clairs, la question de l'emploi, des salaires... », a-t-il ajouté.

« Le 1er mai est une journée où peu de gens travaillent », cela peut être « l'occasion de montrer son mécontentement », a souligné Martinez. Celui-ci « souhaite qu'il y ait beaucoup de monde » jeudi prochain lors de la journée d'action interprofessionnelle organisée par son syndicat et Solidaires, avec manifestations et appels à la grève.

Interrogé sur le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a participé samedi à une journée de mobilisation à Marseille, aux côtés de la CGT, entre autres, M. Martinez a indiqué que le député « fait partie de ceux, qui à l'Assemblée nationale, par exemple, au groupe France insoumise reprennent des propositions de la CGT ».

« A l'Assemblée nationale, sur la réforme ferroviaire, par exemple, oui, c'est un allié. En tout cas, c'est un relais politique, comme d'autres », a-t-il ajouté.

Toujours au sujet de la SNCF, Philippe Martinez a confié qu'il n'y avait eu « aucunes avancées », dans les négociations avec l'exécutif. Si le gouvernement « accepte enfin de discuter sérieusement d'un certain nombre de points qui posent problème, cela peut se régler rapidement », a-t-il ajouté. Mais « si le gouvernement s'arc-boute dans sa position dogmatique, ça continuera », a-t-il prévenu. Le Parisien avec AFP 15 avril 2018

- François Ruffin a déclaré dans l'émission "Questions politiques" :

- L'ancien journaliste rêve de commémorer à son tour cet anniversaire au début du mois de mai même s'il explique ne pas se sentir un enfant de mai 68 et qu'il préfère chercher ses sources d'inspiration dans la Révolution française, le Front populaire et Jean Jaurès. Le HuffPost 15.04

Ouf ! N'est-ce pas monsieur Macron ?

[Haut de page ↗](#)

Le 17 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (9 pages)

Pour revenir un instant sur la pétition du POID sur la Syrie, je voudrais préciser un point.

POID - "Le prétexte invoqué de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est une pure hypocrisie puisque la coalition militaire dirigée par les États-Unis et à laquelle le gouvernement Macron participe en utilise elle aussi."

"Elle aussi", ce qui signifie à l'instar du gouvernement syrien. Or, depuis 2011 il n'a jamais été apporté la moindre preuve que le gouvernement syrien aurait utilisé des armes chimiques, dans aucun rapport de l'ONU, du MIT ou ailleurs. Le POID a donc reproduit l'accusation portée par Macron, Trump et May pour justifier leur bombardement de la Syrie, bravo !

[Des forcenés gouvernent les Etats-Unis.](#)

- Explosion de violence dans une prison américaine: sept morts - AFP 17 avril 2018

Sept détenus ont été tués et 17 autres blessés dans une prison américaine au cours d'affrontements brutaux opposant des gangs se disputant le "territoire et la contrebande".

Ces violences sont parmi les pires de ces dernières décennies dans un pays à la politique carcérale très critiquée.

L'émeute qui a éclaté dimanche soir a vu s'opposer des groupes de prisonniers rivaux à la centrale pénitentiaire Lee de Bishopville, un établissement fréquemment secoué par des troubles dans l'Etat de Caroline du Sud.

La situation est devenue hors de contrôle à 19H15 (23H15 GMT) avec "de nombreuses rixes dans trois bâtiments d'habitation", a indiqué l'administration pénitentiaire de cet Etat du sud-est du pays.

Aucun gardien ni policier n'a été blessé. Les forces de l'ordre ont attendu d'être assez nombreuses pour reprendre, l'un après l'autre, les trois dortoirs, chacun comptant 250 à 260 détenus.

"Ce sont des gens dangereux dont on ne peut attendre qu'ils cessent d'être dangereux une fois en prison", a justifié Henry McMaster, le gouverneur républicain de Caroline du Sud.

"Selon les premiers éléments de l'enquête, en jeu étaient le territoire, la contrebande, les téléphones portables", a déclaré Bryan Stirling, le directeur de l'administration pénitentiaire de l'Etat.

Le calme n'a été rétabli qu'à 02H55 lundi matin, selon les services pénitentiaires qui ont remercié les policiers et les services d'urgence mobilisés.

Le lourd bilan illustre la dureté de l'univers carcéral américain qui se voit souvent reprocher son manque d'humanité, poussant au désespoir nombre de détenus.

La population carcérale aux Etats-Unis atteint un niveau record, avec environ 2,2 millions de personnes derrière les barreaux, dont des légions de malades mentaux et de petits délinquants.

La prison Lee de Bishopville, un établissement de haute sécurité, accueille des condamnés de sexe masculin jugés parmi les plus dangereux de Caroline du Sud.

Elle a été construite en 1993 avec une capacité de près de 1.800 places, pour des condamnés purgeant des peines souvent longues.

Les violences et mutineries y sont relativement fréquentes.

Des détenus avaient neutralisé en mars un garde et pris le contrôle d'une partie d'un dortoir, avait rapporté la chaîne locale WACH Fox.

Un détenu a perdu la vie dans une rixe en février, un autre a été mortellement blessé par arme blanche en novembre, un troisième a lui aussi été tué en juillet 2017 dans une altercation.

Une enquête a été ouverte sur les faits ayant endeuillé la prison Lee, le bilan comptant parmi les plus lourds depuis un quart de siècle.

En 1993, neuf détenus et un agent pénitentiaire ont trouvé la mort dans une prison de très haute sécurité à Lucasville, dans l'Etat de l'Ohio (nord).

Une mutinerie dans une prison d'Etat du Nouveau-Mexique (sud-ouest) s'était soldée en 1980 sur le décès de 33 détenus, quelque 200 autres ayant été blessés.

Mais le soulèvement qui a le plus marqué l'histoire américaine reste la mutinerie d'Attica, un pénitencier du nord-est des Etats-Unis qui comptait une majorité de prisonniers Noirs et Portoricains.

Cette rébellion a éclaté le 9 septembre 1971 avant d'être matée quatre jours plus tard dans une répression sanglante.

Quelque 1.300 détenus avaient pris le contrôle des bâtiments d'Attica, gardant en otages des gardiens et employés pénitentiaires.

Le gouverneur de l'Etat de New York, Nelson Rockefeller, avait décidé d'envoyer la troupe: des centaines de policiers et de gardes nationaux avaient ouvert le feu à la carabine sur les mutins non armés.

Vingt-neuf prisonniers et dix otages avaient été tués et une centaine d'hommes gravement blessés. AFP 17 avril 2018

Nelson Rockefeller, quel philanthrope ! Il est mort depuis et personne ne regrettera cette pourriture.

[Confusion dans la hiérarchie des rôles.](#)

- Comment des journalistes peuvent provoquer des guerres par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 15 avril 2018

Extrait.

"Comme au XIXème siècle, il serait donc possible aujourd'hui pour des journalistes de manipuler des États et un tribunal international, de les pousser à renverser un régime ou à bombarder d'autres États. (...)

Les médias qui disposent de cette capacité appartiennent à de grands capitalistes qui, par ailleurs, entretiennent des liens étroits avec les responsables politiques qui prétendent par la suite avoir été intoxiqués par leurs « articles crédibles »"

Sauf que nous ne sommes plus au XIXe siècle, et les patrons de presse, de radio ou de télévision sont des milliardaires qui appartiennent à la nébuleuse oligarchique internationale dirigée par les anglo-saxons, hommes d'affaires ou banquiers qui sont aux commandes, et une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de la tête de chaque journaliste qui travaille pour eux. C'est Bolloré qui a déprogrammé un documentaire sur une banque qui le mettait en cause ou causait un préjudice à ses intérêts, et quand Drahi s'est emparé de Libération, il s'est immédiatement radicalisé à droite, pour ne plus devenir qu'un instrument de propagande, comme Le Parisien ou Le Monde.

Personne ne manipule personne. Les oligarques détiennent le pouvoir et les représentants de l'Etat sont leurs obligés, puisque sans eux ils ne seraient pas là. Ils n'ont pas toujours détenu le pouvoir, ils se sont battus pour le conquérir ; l'argent achetant tout ou presque, il suffisait d'y mettre le prix et la forme pour que le contenu passe.

Il est certain que des "responsables politiques" ont été "intoxiqués par (les) « articles crédibles »" des médias vu leur niveau de conscience médiocre. Mais mettez-vous un instant à la place d'un oligarque patron de presse qui rencontre son directeur de la rédaction. Il va lui demander si ce qui est écrit dans son journal est vrai ou non, il va exiger la vérité sur le champ, donc il va être parfaitement au courant de ce qui sera publié, car sans son aval il n'y aurait pas de publication ou un article devrait être complètement réécrit ou son orientation modifiée, c'est donc lui, l'oligarque, qui est à l'origine des fausses nouvelles, qui les crée en permettant qu'elles soient publiées, et s'il occupe un échelon inférieur dans la hiérarchie oligarchique, il se peut que les plus puissants lui aient soufflé ou qu'ils lui aient indiqué la direction adéquate, leurs clubs et think tanks servent aussi à cela, à affiner et à traduire en terme pratique leur idéologie, à lui ensuite de faire en sorte qu'elle soit bien appliquée dans le secteur d'activité qu'il contrôle ou qui est sous son pouvoir.

De nos jours, il est de moins en moins probable que des responsables politiques soient intoxiqués par les médias, parce qu'ils ont à leur disposition de moyens financiers et logistiques (Service de presse, documentaliste, etc), qui leur permettent de trouver rapidement tout ce qui est publié sur le Net, qui au demeurant est facilement accessible, ils sont donc parfaitement informés, mieux que nous encore.

Avant d'imputer un rôle aux uns et aux autres, il faut commencer par établir qui détient le pouvoir sur qui, qui passe les ordres, qui détient le cordon de la bourse, dans quel ordre est établie la hiérarchie du pouvoir et à quel niveau ces différents acteurs apparaissent, quel est leur statut, d'où le tiennent-ils, s'il est destiné à être temporaire ou permanent, sur qui ils exercent leur pouvoir, etc. ensuite une fois déterminé de quelle manière est réparti le pouvoir, les rapports qu'ils entretiennent ne sont plus un mystère.

Ils manipulent tous la population, chacun ayant son rôle à jouer à sa place, et tous colportent la même stratégie ou idéologie afin d'atteindre des objectifs inavouables, même si ce sont des secrets de polichinelles, quand ils n'en viennent pas à s'en vanter tellement ils sont sûrs de leur supériorité, peut-être pour nous faire comprendre qu'on n'a aucune chance de les vaincre et qu'on ferait mieux de ne plus y penser, de cesser le combat.

Leur propagande est destinée à agir à différents niveaux, y compris psychologique, ce qu'on sous-estime systématiquement, et comme c'est le point faible de l'homme, il se fait piéger, ses émotions sont détournées ou instrumentalisées, de sorte qu'il n'est plus en mesure de se maîtriser et d'interpréter la réalité qu'il confond avec la présentation qui lui en a été faite, et qui a été fabriquée dans le but qu'il y adhère, et la boucle du sophisme est bouclée.

L'oligarchie dispose d'idéologues qui ont pour tâche de transmettre la bonne parole ou d'élaborer une ligne politique conforme à ses besoins ou à sa stratégie, qu'ensuite les différents acteurs politiques et médiatiques seront chargés de soumettre à la population, à eux de se débrouiller pour la faire passer, les meilleurs sujets seront promus ou prendront du galon, et les mauvais seront rétrogradés ou éliminés.

Quand on observe que c'est l'oligarchie qui choisit quel sera le prochain Président de la République, quels seront les ministres qui la représenteront, sachant qu'elle possède les plus grands médias, c'est aussi elle qui décidera quel directeur ou chef de rédaction doit rester en place et lesquels devront être remplacés, et il en va de même à la direction du parti de l'ordre et de ses supplétifs (UDI, MoDem, PS), et en cas d'embrouille ou de résistance parce que cette pratique a du mal à passer auprès de certains, elle se chargera de les déstabiliser ou elle les achètera en leur proposant un poste de direction dans une de ses entreprises, les plus récalcitrants seront brisés et on n'entendra plus parler d'eux.

De nos jours, aucun directeur de rédaction ou dirigeant politique des partis de l'ordre ne peut prendre le risque d'adopter une décision qui serait incompatible avec les intérêts de l'oligarchie.

Syrie

En France. Imposture et vociférations en famille

Torchez-vous avec !

- L'Elysée veut retirer sa Légion d'honneur à Bachar al Assad - Reuters 17 avril 2018

"L'Elysée confirme qu'une procédure disciplinaire de retrait de la Légion d'honneur à l'endroit de Bachar al Assad a bien été engagée", a fait savoir l'entourage d'Emmanuel Macron.

Bachar al Assad a reçu cette décoration en 2001 des mains de l'ancien président Jacques Chirac, qui l'avait élevé au grade de grand-croix de la Légion d'honneur. Reuters 17 avril 2018

Numéro d'illusionniste.

- Au Parlement, Mélenchon dénonce - Liberation.fr 17 avril 2018

Dans l'hémicycle, le président du groupe La France insoumise a de nouveau jugé que d'avoir «agi sans mandat de l'ONU», pour Paris, était «le coup le plus important porté à sa diplomatie». "En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné", a dit Jean-Luc Mélenchon. «Toutes opinions confondues, les Français disent que ceux qui ont recours aux armes chimiques doivent être châtiés», convient-il. Mais «nous sommes intervenus sans preuve», a-t-il ajouté. Le député de Marseille a interrogé Edouard Philippe sur les mesures prises «pour éviter l'escalade», tandis que les frappes ont eu lieu, selon lui, «dans le pire nid de frelons de la planète».

Le chef de file LREM Richard Ferrand a dénoncé de la part de ces oppositions des "élucubrations de mauvaise foi" qui "viennent délégitimer l'action de nos armées, le travail de nos services de renseignement mais également des ONG qui, sur place, ont relayé l'atrocité de l'attaque perpétrée par le régime syrien".

Et les cloportes de La France insoumise enclins à faire des esclandres pitoyables dans l'enceinte de l'Assemblée nationale n'ont pas jugé bon de répondre que ces ONG composées de barbares étaient des créatures du Foreign Office et de la CIA, encadrées notamment par des officiers britanniques et qu'aucune preuve n'existait de l'implication du gouvernement syrien dans l'hypothétique attaque chimique de la Douma.

Ils n'ont même pas pris la peine de mentionner le rapport du gouvernement, qui révèle qu'il a pris la décision de bombarder la Syrie à partir de documents circulant sur Internet dont l'origine remontait à ces mêmes barbares.

Ils n'ont même pas cité l'aveu de Macron, qui a affirmé qu'il avait pris sa décision 48 heures après la présumée attaque chimique et les accusations portées contre le gouvernement syrien, donc sans attendre la moindre explication, enquête ou preuve, ce qui permettait de porter un coup décisif à l'argument du gouvernement et de mettre en lumière qu'il avait décidé de bombarder la Syrie coûte que coûte.

Pire encore, ces scélérats ont admis que l'impérialisme français était légitime pour "chatier (...) ceux qui ont recours aux armes chimiques", autrement dit, en dehors de la forme qu'ils contestent, être intervenu militairement sans mandat de l'ONU qu'ils chérissent, ils ne condamnent pas le bombardement de la Syrie ou ils admettent que l'impérialisme français peut intervenir militairement contre un autre Etat qui ne lui a pas déclaré la guerre.

En se présentant en défenseur ou porte-parole de la "diplomatie" française, Mélenchon a montré à quel point il était soumis au régime qu'il n'entendait ni affronter ni renverser. Pour cet histrion du régime, l'essentiel ne fut pas l'absence de preuve ou l'agression militaire française contre la Syrie mais que l'ONU mis en place par l'impérialisme américain et ses vassaux et qui a soutenu toutes ses guerres ait été mise au rancard. - LVOG)

Au Sénat, seuls socialistes et centristes ont appuyé l'intervention défendue par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Patrick Kanner relevait, pour le groupe PS, que «ces frappes étaient un devoir humanitaire de notre pays, celui des droits de l'homme». AFP 16 avril 2018 et Liberation.fr 17 avril 2018

Voilà ce que La France insoumise n'a pas trouvé utile d'affirmer à l'Assemblée nationale qui mettait les choses au point :

- « Je précise ici que l'histoire de ces trois États est construite sur l'utilisation de mensonges et d'histoires inventées pour mener des guerres dans le but d'occuper des pays, de saisir leurs ressources et de changer leurs gouvernements par la force. » (L'ambassadeur de la Syrie à l'ONU, le Dr Bachar Jaafari)

Et en France ? Rien, ils ont tous déserté ou acquis au régime !

- Manifestation contre les frappes en Syrie à Londres - AFP 17.04

Des manifestants pacifistes protestent devant le Parlement britannique peu de temps après l'allocution de la Première

ministre britannique Theresa May qui justifiait les frappes aériennes en Syrie. AFP 17.04

En Syrie. On leur souhaite bonne "fête"

- Des milliers de Syriens fêtent à Damas la "victoire" dans la Ghouta - AFP 16 avril 2018

Des milliers de Syriens se sont rassemblés lundi sur une place de Damas pour célébrer la "victoire" du pouvoir de Bachar al-Assad dans la Ghouta orientale et dénoncer les récentes frappes occidentales sur le pays. AFP 16 avril 2018

Nouvelle attaque contre la Syrie menée par l'Etat sioniste, allié de Washington, Paris et Londres...

- La DCA syrienne intercepte une dizaine de missiles au-dessus de Homs - sputniknews.com 17.04

L'armée syrienne a intercepté lundi soir neuf missiles lancés sur l'aéroport de Shayrat. Se référant à des sources au sein de l'armée, des médias arabes attribuent l'attaque à Israël. Le site Al-Masdar a en outre annoncé que la DCA syrienne a tiré plusieurs missiles contre des avions militaires qui avaient violé l'espace aérien du pays.

La défense antiaérienne syrienne a intercepté lundi soir une dizaine de missiles qui visaient l'aéroport militaire de Shayrat, dans le gouvernorat de Homs, a annoncé la télévision nationale du pays.

«Les missiles de l'ennemi, qui étaient au nombre de 9, ont été interceptés par la DCA syrienne», précise la source.

Par la suite, une source militaire a confirmé à Sputnik ces informations.

«La DCA syrienne dévie une frappe de missiles visant un aérodrome militaire dans le gouvernorat de Homs», a fait savoir l'interlocuteur de l'agence.

Plus tôt dans la journée de lundi, l'agence nationale SANA avait aussi rapporté que la défense antiaérienne du pays avait intercepté des missiles près de Homs.

Tout de suite après l'apparition de ces informations, le Pentagone, contacté par Sputnik, a déclaré que les États-Unis ne menaient aucune opération dans la zone désignée.

«Les États-Unis ne mènent actuellement aucune activité dans la région en question. Aucun détail supplémentaire ne peut être fourni dans l'immédiat», a indiqué une représentante du Pentagone.

D'après le site Al-Masdar, l'attaque est intervenue à 01h10 (00h10 heure de Paris). Selon cette même source, les frappes n'auraient pas visé Shayrat, mais une autre base aérienne de la province de Homs. Selon la chaîne libanaise Al Mayadeen, l'attaque n'a causé aucun dégât, tous les missiles ayant été interceptés.

Al-Masdar a en outre annoncé que l'armée syrienne aurait tiré des missiles dans l'est de Damas contre plusieurs avions israéliens qui avaient pénétré dans l'espace aérien du pays depuis le Liban. - sputniknews.com 17.04

Je précise que cette attaque a été confirmée par Reuters.

Confirmation.

- La Russie et les USA étaient-ils proches d'une confrontation militaire en Syrie? - sputniknews.com 16.04

Une confrontation entre la Russie et les USA est-elle proche à cause des frappes en Syrie? Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en parle dans une interview accordée à la BBC.

«Je ne pense pas qu'elle [une confrontation, ndlr] était très proche. Je suis convaincu que cette situation a été créée par la conduite irraisonnable de nos collègues occidentaux qui ont accusé le gouvernement syrien et nous en tant qu'alliés du gouvernement syrien, d'avoir eu recours aux armes chimiques contre les civils», a fait savoir le chef de la diplomatie russe.

Il a fait remarquer que les pays occidentaux n'avaient pas attendu les résultats de la mission de l'OIAC, qui devait inspecter les lieux de l'attaque chimique présumée, et avaient effectué les frappes juste au moment où la mission était «physiquement» prête à partir du Liban pour la Syrie. - sputniknews.com 16.04

Désarroi.

- Trump repousse de nouvelles sanctions contre la Russie - Reuters

-Donald Trump a différé l'adoption de nouvelles sanctions contre la Russie et semble peu disposé à les approuver à moins que... Reuters

- Angela Merkel contestée en Allemagne sur le dossier russe - Reuters

-Le ministre allemand des Affaires européennes a plaidé lundi pour l'apaisement des tensions avec la Russie... Reuters

- L'UE hésite à sanctionner l'Iran - euronews

-Valider de nouvelles sanctions contre l'Iran pourrait avoir de lourdes conséquences politiques et économiques pour l'UE. euronews

- Ankara dit que Macron ne brisera pas son alliance avec Moscou - AFP

La Turquie défend ses relations avec la Russie sur le dossier syrien, et affirme lundi 16 avril que des propos tenus par le président français Emmanuel Macron ne sauraient provoquer une rupture entre les deux pays. AFP

Quand la Chine réagit.

- Frappes de la coalition occidentale en Syrie: la Chine réagit - sputniknews.com 16.04

La Chine s'est rangée à l'avis des pays qui ont dénoncé les frappes des États-Unis et de leurs alliés réalisées sous le prétexte de la lutte contre les armes chimiques en Syrie. Selon le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, «une frappe militaire contre un État souverain sous un tel prétexte est irresponsable».

«Nous avons attiré l'attention sur le fait que les hauts fonctionnaires de ces trois pays ont déclaré que le gouvernement syrien aurait utilisé des armes chimiques. Nous pensons qu'une frappe militaire contre un État souverain sous un tel prétexte est irresponsable», a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chuning. sputniknews.com 16.04

- La Chine met en état d'alerte ses navires, sous-marins et chasseurs - sputniknews.com 16.04

Pendant que l'attention du monde est focalisée sur la situation au Proche-Orient, des événements non pas moins importants se déroulent en Asie: Pékin prépare ses manœuvres militaires en mer de Chine orientale près des côtes taïwanaises.

L'agression américaine contre la Syrie semble avoir poussé l'empire du Milieu à garder ses frontières avec vigilance: une cinquantaine de navires et de sous-marins, plus de 70 avions de chasse et quelque 20.000 marins ont été mis en état d'alerte en mer de Chine orientale. sputniknews.com 16.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Journée d'action bidon

- La RATP rejoint le mouvement - Liberation.fr 17.04

La CGT cheminots et SUD rail rejoignent la journée interprofessionnelle de ce jeudi, appelée par la CGT et Solidaires.

Un rendez-vous crucial pour donner de l'ampleur à leur mouvement. Dans les rangs de l'assemblée générale des cheminots de la gare du Nord, en grève reconductible tous les jours, la rumeur a vite couru que la RATP suivrait aussi cette mobilisation. L'information a été confirmée par le biais d'un communiqué de la CGT-RATP, qui appelle d'ores et déjà à «participer massivement à la journée d'actions, de grève et de manifestations [de ce jeudi], une première étape dans le processus de convergence des luttes». Liberation.fr 17.04

La question qui tue : Qu'est-ce qui est déterminant, qu'est-ce qu'il faut prendre en compte, les véritables intentions d'un acteur sachant qu'il fera tout pour qu'elles se réalisent et qu'ils disposent des moyens pour y parvenir ou ses déclarations ?

Avant d'échafauder de grandes théories, il faudrait commencer par se demander d'où on part, ensuite seulement on évaluera comment la situation pourrait évoluer... Sauf que nous on fait exactement l'inverse en prenant nos désirs pour la réalité.

Sans tenir compte de l'état d'esprit des différentes forces en présence ou des différents facteurs qui compose la situation et leurs rapports, on décrète qu'elle pourrait évoluer dans la direction qui nous arrange, ce qui évidemment sera contesté ou ne fait pas sérieux.

On sait que lorsque les masses sont prêtes à se mobiliser, elles saisiront n'importe quel prétexte ou saisiront n'importe quel appel pour passer à l'action, même si sa formulation est bourrée de contradiction ou elle provient d'un opportuniste, la lutte de classe regorge d'exemples pour l'illustrer, les plus célèbres sont les révolutions russes de 1905 et 1917 ou encore La Commune.

Donc si elles ne se mobilisent pas, c'est qu'elles n'en voient pas encore la nécessité, reste à savoir pourquoi ou ce qui les retient, ce qu'on ne se donnera pas la peine de chercher par crainte de trouver des réponses qui ne coïncident pas avec notre propre analyse. Et comme malgré tout on tient à avoir toujours raison, on n'en tiendra pas compte, et on s'enfoncera dans une sorte de déni perpétuel agrémenté de fabulations ou de mensonges toujours plus grossiers pour le justifier. Et à l'arrivée, il ne vous restera plus qu'à pratiquer l'entre soi puisque plus personne ne vous écoutera ou estimera votre discours crédible, ce qui nous vaut depuis des lustres un tas d'articles ou d'éditoriaux destinés uniquement à des militants, mais certainement pas aux travailleurs. Inutile de préciser que dans ces conditions toute discussion avec des militants qui fournissent des explications à la passivité ou à la neutralité des masses est dès lors impossible.

Tout le monde sait que les appareils syndicaux vendus sont farouchement opposés à la "convergence des luttes". Donc lorsqu'ils l'évoquent, on ne va pas sortir la boîte à cirage pour faire reluire leurs fausses bonnes intentions, sachant qu'elles sont destinées à tromper militants et travailleurs, trop peu pour nous, nous ne serons pas leurs complices.

On nous rétorquera que c'est contradictoire avec ce qu'on a expliqué plus haut. Tout dépend de l'analyse que l'on fait de la situation ou dans quelle position nous sommes pour l'aborder.

Or, à ma connaissance, elle ne nous est pas vraiment favorable puisqu'il n'existe aucun parti ouvrier qui pourrait entraîner les masses au combat et leur permettre de submerger les appareils, elles peuvent très bien se débrouiller toutes seules pour y parvenir. En revanche, au-delà le parti est indispensable pour que toute mobilisation ne soit pas récupérée et entraînée dans une impasse ou conduite à la défaite. Donc n'ayant pas à nous situer dans une telle perspective dans l'état actuel des choses, nous n'avons aucune raison de faire référence à cette déclaration, bien que la "convergence des luttes" soit également notre objectif et que nous le mettions en avant, mais pas en mettant en avant les directions syndicales traîtres, j'ignore si vous avez saisi la nuance ou si je me suis exprimé suffisamment clairement.

J'ai toujours estimé insupportable que nos dirigeants reproduisent les déclarations de cette vermine sans ajouter le moindre commentaire ou la moindre réserve, le moindre avertissement à destination des travailleurs ou militants. Par ailleurs, j'ai avancé plusieurs arguments qui expliqueraient pourquoi les masses ne se mobilisaient pas, mais apparemment cela n'intéresse personne.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(11 pages\)](#)

Première partie de la causerie mise en ligne ce matin.

La causerie en fin de journée.

En attendant j'ai remis en ligne un article sur les "Casques Blancs" qui ont servi de caution à Trump, Macron et May pour bombarder la Syrie.

Ils sont de fait les présidents en charge de la diffusion des fake news ou fausses nouvelles fabriquées par l'Otan, le Pentagone, l'oligarchie, quoi. Les médias ne servent que de relais. On aura compris qu'ils prétendent s'y attaquer pour mieux se protéger et les colporter... Cet article est absolument à télécharger et à envoyer à toutes les personnes que vous

connaissez. Ensuite, vous pourrez affirmer tranquillement que tout le reste était du baratin.

- La mystification des « casques blancs » : Des agences de relations publiques US au service de la guerre de Syrie. (altnet.org 02.10.2016 - publié par Mondialisation.ca)

Le même article en anglais :

- How the White Helmets Became International Heroes While Pushing U.S. Military Intervention and Regime Change in Syria.... (altnet.org 02.10.2016)

L'article : <https://www.altnet.org/grayzone-project/how-white-helmets-became-international-heroes-while-pus...>

Pour ceux qui maîtrisent l'anglais, j'ajoute un article qui complète le précédent, je l'ai téléchargé hier, et ce matin il avait disparu de Google !

- Inside the Shadowy PR Firm That's Lobbying for Regime Change in Syria. (altnet.org 02.10.2016)02.10.2016

L'article : <https://www.altnet.org/world/inside-shadowy-pr-firm-thats-driving-western-opinion-towards-regim...>

Seconde partie de la causerie du jour.

Quelques réflexions politiques.

1- Il faut être vigilant et ne pas sombrer dans la paranoïa pour déjouer la désinformation de notre ennemi, démonter sa propagande, identifier son idéologie, demeurer sur notre terrain de classe.

Faisons preuve de logique. Commençons par nous poser les questions les plus élémentaires avant d'aborder un évènement, en fait, nous devrions toujours les avoir à l'esprit avant de commencer à réfléchir. A qui profite le crime, quel peut bien en être le mobil ? A qui profite-t-il ou qui en tire profit ? Au détriment de qui ou qui en est la victime ? Etc.

Le gouvernement syrien n'avait aucun mobil pour lancer une attaque chimique, dès lors qu'il avait repris la quasi-totalité de la Ghouta et était en train de finaliser l'évacuation des derniers barbares de ce secteur de la banlieue de Damas. Surtout sachant qu'elle servirait de prétexte à un bombardement des Américains et ses vassaux.

Ceux qui ont émis des doutes sur l'origine de cette présumée attaque chimique, ce sont rangés eux-mêmes au côté de la coalition qui a bombardé la Syrie. Cet épisode était somme toute banal à démêler, puisqu'il y avait eu des antécédents du même genre, avec les mêmes protagonistes. Il fallait donc singulièrement manquer de logique ou faire preuve de mauvaise foi ou d'hypocrisie pour ne pas en comprendre immédiatement l'origine et ne pas l'imputer à ceux qui ont déclaré la guerre à la Syrie depuis 2011.

2- L'idée que les Etats-Unis "exerce une tyrannie absolutiste sur le monde" est en train de faire son chemin lentement mais sûrement.

3- Au premier abord, il peut sembler très difficile de combattre un ennemi qui s'enfoncé un peu plus chaque jour dans le déni, cela peut même paraître décourageant, car on ne voit pas très bien ce qu'on pourrait lui opposer, alors il faut à tout prix éviter de s'engager dans cette voie-là sous peine de nous situer sur son terrain, autrement dit là où il voudrait nous entraîner. En quelque sorte, c'est comme si aucun argument ne pouvait avoir d'emprise sur lui, ce qui est effectivement le cas, qui plus est on en arrivait à s'accuser mutuellement du même méfait, donc on ne serait pas plus avancé ou pire on se discréditerait. C'est ainsi par exemple qu'on a pu entendre que Macron aurait commis une erreur, qu'il aurait été mal informé, alors que ce n'était pas le cas.

Pour éviter de tomber dans ce piège qui renvoie deux parties se traitant tour à tour de menteur, l'attitude la plus efficace consiste à nous en tenir aux faits et à dérouler notre programme politique sans nous occuper du reste, puisque notre tâche est davantage de construire le parti, plutôt que convaincre les travailleurs que Macron serait un agent de l'oligarchie, ils le savent déjà. On doit évidemment dénoncer tous ses forfaits, mais ce n'est qu'un aspect secondaire de la situation. Nous n'avons pas l'intention de le changer ou de faire en sorte qu'il change de politique, non, notre seul objectif c'est de le renverser et de nous emparer du pouvoir politique.

On ne doit pas dévier de notre objectif, on doit demeurer strictement sur notre propre terrain de classe. Vous venez de voir ce qu'il en coûtait de s'en écarter, n'est-ce pas ?

Le misérable despote ose tout.

- Macron appelle l'Europe à résister aux tentations "autoritaires" - AFP 17.04

Nous assumons être "autoritaires" : Dehors Macron, abolition de la Constitution de la Ve République, rupture avec l'UE ! La meilleure façon de résister, c'est de nous en tenir au programme de la révolution socialiste mondiale pour éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

Socialisme ou totalitarisme, chaos, guerre et barbarie, existe-il une autre alternative ? Nécessité ou liberté.

Et ne croyez pas que le socialisme aurait échoué, fait faillite, etc. ceux qui tiennent ce discours sont ceux qui sont acquis au capitalisme. Un peu de logique.

[A bas la collaboration de classes, vive la grève générale insurrectionnelle !](#)

Groupe Marxiste Internationaliste (GMI) 04.04

Grève générale !

Le prolétariat français a montré sa force (et arraché des revendications réputées impossibles) par l'armement durant la Commune de Paris en mars 1871, en juin 1936 par la grève générale, en août 1944 à la Libération par l'armement, en mai 1968 par la grève générale.

Redresser la tête, c'est la grève générale. Tous ensemble, c'est la grève générale. La convergence des luttes, c'est la grève générale. La voie pour battre le gouvernement, c'est la grève générale. Ouvrir la perspective d'un gouvernement des travailleurs pour remplacer le gouvernement des capitalistes, c'est la grève générale.

Ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Trotsky, 9 juin 1936)

Partout, à la SNCF, à Air France, dans la santé publique, à l'université... les assemblées générales doivent décider :

- rupture de toute négociation des plans du gouvernement !
- grève générale jusqu'au retrait des plans !
- autodéfense contre les flics et les fachos !
- comités de grève élus par les assemblées générales !
- comité central de grève dans chaque localité !
- comité national démocratique de grève !

Ma caractérisation du mouvement ouvrier français était-elle exagérée ?

GMI.

- LFI, PCF, PS et Générations ne réclament pas l'arrêt des « opérations extérieures », ni la fermeture des bases militaires françaises dans le monde, ni la dissolution des corps de répression.

- (A propos du plan « Action publique 2022 ». Les neuf organisations syndicales ont participé aux travaux du début à la fin. (Dussopt, La Tribune, 30 mars)

- (Plan Spinetta -SNCF) Une trentaine de réunions ont débouché sur ces arbitrages, que l'exécutif espère de nature à rassurer les syndicats. (Le Monde, 31 mars) (Source : GMI 04.04)

[Mélenchon est une serpillère, car une occasion se présentait d'ouvrir une grave crise politique en France.](#)

Je voudrais revenir sur l'intervention de Mélenchon sur la Syrie à l'Assemblée nationale lundi 16 avril.

- Dans l'hémicycle, le président du groupe La France insoumise a de nouveau jugé que d'avoir «agi sans mandat de l'ONU», pour Paris, était «le coup le plus important porté à sa diplomatie». "En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné", a dit Jean-Luc Mélenchon. «Toutes opinions confondues, les Français disent que ceux qui ont recours aux armes chimiques doivent être châtiés», convient-il. Mais «nous sommes intervenus sans preuve», a-t-il ajouté. Le député de Marseille a interrogé Edouard Philippe sur les mesures prises «pour éviter l'escalade», tandis que les frappes ont eu lieu, selon lui, «dans le pire nid de frelons de la planète». Liberation.fr 17 avril 2018

- «Le coup le plus important porté à sa diplomatie»

J'ai déjà traité cet élément. Ajoutons : Mais qu'est-ce que cela signifie quand Mélenchon se présente en comptable de la "diplomatie" de Macron ou entend se faire le garant de la diplomatie de l'impérialisme français, sinon qu'il se prend pour un ministre ou un diplomate de Macron. Vous me direz qu'après avoir imaginé en être un jour le Premier ministre, vous vous en souvenez, il fallait s'attendre à tout avec ce charlatan.

-"En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné"

67 ans après la création de l'ONU, et plus d'un siècle après celle de la Société des Nations qui la précéda et qui vola également en éclats, il fallait oser y croire, il ne doute de rien le bougre, il s'en fout en réalité, il n'en a absolument rien à taper, c'est cela que cela veut dire. Sur le plan politique, cela signifie qu'il assigne aux impérialistes dominants à l'ONU de réaliser "un monde ordonné", alors qu'il n'a cessé d'être en guerre, bref, il rivalise d'imposture avec Macron.

- «nous sommes intervenus sans preuve»

Vous, moi non, et je pense que nos lecteurs ne sont intervenus nulle part, en tout cas pas en Syrie. Cela signifie qu'il endosse la décision et la politique de Macron qu'il prétend combattre.

Quant aux "preuves", je me suis déjà exprimé sur ce sujet. Il ne fallait pas attendre de Mélenchon qu'il accuse Macron de faussaire, d'escroc, de suppôt, de complice des barbares à l'Assemblée nationale, ce qui montre au passage qu'il n'a jamais eu l'intention de s'en servir de tribune pour dérouler un quelconque programme à destination des travailleurs, en réalité il participe au consensus, à l'union nationale contre les travailleurs.

A la place de Mélenchon à l'Assemblée nationale, j'aurais nommé et identifié précisément les auteurs des preuves avancées par Macron. Explosif, puisque les Casques Blancs sont financés pour moitié par le gouvernement britannique et à hauteur de 20% par le gouvernement américain, les 30% venant de généreux donateurs du Golfe ou d'oligarques, tandis qu'ils sont dirigés par l'ancien soldat britannique James le Mesurier et leur chef est un dirigeant d'Al-Nosra, selon les Américains qui l'ont refoulé à leur frontière, bref des gens au-dessus de tout soupçon ou dignes de confiance, passons sur le fait qu'ils sont multi récidivistes en matière de faux témoignages, de preuves fabriquées, et tout ces éléments sont publics, sourcés, vérifiables.

Le mouvement ouvrier a encore été en dessous de tout à cette occasion, c'est épouvantable, dramatique. Je ne sais pas si les militants en ont pris conscience, mais c'est très grave, car quelque part cela signifie qu'il n'y a aucun espoir qu'on voit le bout un jour de ce cauchemar et que le pire est à venir. En désespoir de cause, tablons sur les nouvelles générations de militants qui verront le jour et renoueront avec le socialisme.

Dossier Syrie

- ...le secrétaire à la Défense, Jim Mattis, a admis le 2 février, lors d'une conférence de presse, que le Pentagone n'a aucune preuve que l'armée syrienne ait jamais utilisé des armes chimiques. Mondialisation.ca, 17 avril 2018

- Le Pentagone détient le plus grand stock de gaz toxique militaire au monde. L'intérêt de l'avoir est la possibilité de l'utiliser malgré son interdiction par le droit international en vertu duquel le New York Times condamne la Syrie (sans preuve) pour l'avoir violé. Ainsi les idéologues de la tyrannie américaine révèlent que le droit international n'a d'importance que pour les pays que les États-Unis définissent comme leurs ennemis (les barbares) et non pour eux-mêmes, qui sont libres d'agir comme bon leur semble contre les barbares, en vertu de leurs propres lois, en tant que garants d'un ordre moral mondial. Inutile de dire que l'idée que les États-Unis, la principale source de désordre, de souffrance et de décadence dans le monde ont même un soupçon d'autorité morale est risible, sinon une mauvaise plaisanterie – une vérité dont la plus grande partie de la population mondiale n'est que trop consciente. (Mondialisation.ca, 17 avril 2018)

Faux casques blancs – la Russie interpelle l'ONU - Mondialisation.ca, 23 janvier 2017

Cette officine de propagande de la coalition islamo-atlantique contre la Syrie est financée à 50% par le gouvernement anglais et à 29% par le gouvernement étatsunien (d'après les déclarations de ces deux gouvernements) ; un autre contributeur est l'organisation états-unienne Purpose qui possède le domaine internet whitehelmets.org. Elle a été promue à la célébrité par les agences de presse de l'OTAN (AP, AFP et Reuters) le 30 septembre 2015, lorsque ces faux casques blancs se sont (un peu trop) empressés de publier des témoignages et "preuves" vidéographiques de l'indiscrimination des bombardements que l'aviation russe allait lancer quelques heures plus tard. Outre son usurpation de l'appellation White Helmets, elle a aussi été présentée mensongèrement comme la défense civile syrienne (reconnue par l'ONU, l'OMS, le CICR et l'Organisation Internationale de Protection Civile), puis comme une branche "humanitaire" de la milice prétendue modérée d'Al-Qaïda en Syrie rebaptisée Front Al-Nosra puis Fatah Al-Cham, même si ses membres se filment parfois en flagrant délit de défaut d'humanitarisme, pour ne pas dire de terrorisme, lors d'exécutions arbitraires par exemple, comme l'ont montré les enquêtes approfondies de la journaliste

Vanessa Beeley.

Le 20 septembre 2016 cette officine a produit presque en direct des images du convoi humanitaire brûlé, comme annoncé quelques jours plus tôt, par la guérilla islamiste occupant Alep-Est, et a accusé l'aviation russe de l'avoir bombardé (contre toute apparence), cherchant manifestement à détourner l'attention du bombardement de l'armée syrienne par l'aviation étatsunienne le 17 septembre.

Plus récemment, le 2 janvier 2017, les faux casques blancs ont revendiqué (par la "déclaration de Ouadi Barada"), avec quatre autres mouvements de la guérilla islamiste, la coupure et l'empoisonnement, depuis le 22 décembre 2016, de l'eau de la Barada qui approvisionnait plus de cinq millions de Damascènes, ce que l'ONU a bien qualifié de crime de guerre même si elle n'en a pas nommé les auteurs

<http://www.mondialisation.ca/faux-casques-blancs-la-russie-interpelle-lonu/5570387>

En quête de vérité dans les décombres de Douma – et les doutes d'un médecin sur l'attaque chimique, par Robert Fisk - Les-Crises.fr 17.04

Source : Robert Fisk, The Independent, 16.04.2018

(<https://www.independent.co.uk/voices/syria-chemical-attack-gas-douma-robert-fisk-ghouta-damascus-a8307726.html>)

Rappel.

- L'enfant «sauvé» en Syrie par les Casques blancs était déjà mort au moment du tournage - sputniknews.com 10.04.2017

L'ONG Casques Blancs, qui présente régulièrement des vidéos montrant toutes les atrocités des attaques chimiques en Syrie, a été de nouveau discréditée par un groupe d'experts indépendants, qui se sont penché sur ses opérations de sauvetage effectuées dans la province d'Idlib en 2015.

L'ONG Swedish Doctors for Human Rights (SWEDHR) a publié une déclaration selon laquelle les opérations de sauvetage de l'ONG Casques Blancs, qui auraient été filmées dans la foulée d'attaques chimiques en Syrie, constituaient un « fake » et qu'elles avaient été effectuées sur un enfant déjà mort. sputniknews.com 10.04.2017

- Autres éléments d'information.

- Les gouvernements « occidentaux » ont versé plus de 70 millions de dollars aux « Casques blancs », la fausse « Défense civile syrienne » créée par la firme de relation publique Purpose Inc. de New York, pour faire et pour diffuser des photos et des films qui désignent l'insurrection islamique en Syrie comme « bonne » et le gouvernement syrien et ses alliés comme « méchant » (des milliards (!) supplémentaires sont consacrés chaque année à l'approvisionnement en armes des mercenaires du camp djihadiste et à leurs salaires). (Moon of Alabama 06.10.2016)

- Casques Blancs: Des sauvetages soigneusement mis en scène - Arrêt sur Info 07.10.2016

- Les « Casques Blancs » main dans la main avec les groupes terroristes en Syrie - Arrêt sur Info 25.09.2016

« En fait Les Casques blancs, qui prétendent être indépendants, sont dirigé par l'ancien soldat britannique James le Mesurier, cofinancé par le gouvernement américain et britannique, opérant dans les zones sous le contrôle de l'organisation terroriste Front al Nosra; groupe interdit par le Conseil de sécurité de l'ONU. Chaque attaque contre al Nosra est ainsi décrite comme une attaque dirigée contre des «civils» et des centres de soins, ou sur des personnels de santé. La même chose vaut pour Médecins sans frontières (MSF), qui finance les cliniques d' al Nosra (la plupart du temps sans bénévoles étrangers) dans plusieurs zones tenues par les terroristes. »

« Les contradictions entre la politique et la pratique des États-Unis ont récemment été mises en évidence lorsque le chef syrien des Casques Blancs, Raed SALEH, s'est rendu aux Etats-Unis pour recevoir un prix humanitaire, mais n'a pas eu la permission d'entrer sur le sol Américain et a été renvoyé à Istanbul car il est associé à Al-Nosra. » Arrêt sur Info 25.09.2016

Parole d'internaute

1- Pearson Sharp de One America News Networks (chaîne conservatrice de droite qui émet aux USA sur le câble depuis 2013), n'a

lui non plus rien trouvé à Douma. Tout y est normal et le gars est impressionné par les quantités d'armement rebelle trouvées sur place (relire Hersh ou l'enquête de balkaninsight.com) et par les témoignages innombrables qui attribuent les attaques aux rebelles. Il est allé sur le lieu présumé de l'attaque sans rien trouver. Puis à l'hôpital décrit par Fisk et il décrit exactement la même chose que Fisk. Une journée normale à l'hôpital lorsque soudain des étrangers sont rentrés par effraction et ont semé le chaos en apportant leurs propres victimes. Ils avaient des caméras et se sont enfuis après avoir semé le chaos. Médecin-chef : "0 morts ont été pris en charge à l'hôpital ce jour-là." "Personne n'a le moindre indice de début de preuve d'une attaque chimique ce jour-là à Douma."

2- On lira cet article avec autant plus d'attention que Robert Fisk est un des derniers grands journalistes britanniques, qui couvre le Moyen-Orient depuis des décennies, n'hésite pas à se rendre dans des zones en guerre pour obtenir des informations de première main, et a suffisamment de crédibilité pour dire ou écrire des choses qui fâchent (par exemple il a accusé les États-Unis d'avoir intentionnellement pris des journalistes pour cibles en Iraq lors de l'invasion).

Le fait qu'un journaliste sérieux et respecté remette en cause la propagande occidentale est une excellente nouvelle, et pourrait faire changer d'avis ceux qui sentent que dans cette affaire la version "officielle" est bien trop caricaturale pour être crédible, mais ont besoin d'éléments factuels pour être convaincus.

3- Il commence à y avoir un paquet de gens qui disent la même chose, comme par exemple ce reportage de l'AFP, à 30' :

https://www.youtube.com/watch?v=NUhz_t2IcVk

là c'est le mainstream media qui se mets à douter de la réalité de cette attaque.

4- Cela fait trois fois que le président s'appuie publiquement sur des images télé pour justifier les actions militaires de la France. Le 1er Ministre a fait de même à l'AN. Qui va poser la question de la crédibilité de ces images et qui les a filmées.

5- Je ne mettrais pas ma main au feu s'agissant des anglo-saxons et en particulier les US. Poutine et sa volonté de ne pas se plier aux desiderata des US sur la scène internationale (les derniers ayant toujours fait ce qu'ils voulaient depuis la seconde GM pour leurs propres intérêts) est un réel souci pour le deep State. Citons la Libye, le Venezuela, Cuba, l'Iran, la Chine depuis peu, sa stratégie habile en Syrie, sans compter la dépendance de l'Europe au gaz russe...tout cela embête clairement les US. Et, au regard de l'Histoire de ce pays et de leurs pratiques, notamment en Amérique du Sud, quand un pays gêne, on tente de le délégitimer, de le saborder.

Concernant la Russie, cela a commencé avec l'Ukraine, puis la Syrie, puis les armes chimiques, puis les sanctions US et européennes, puis l'ingérence dans les élections US (toutes les charges ont été abandonnées), dans le Brexit ou l'indépendance de la Catalogne, puis l'affaire Skripal, puis encore les armes chimiques et depuis hier (dans le Monde), les attaques informatiques russes contre des intérêts US et U.K.

Bref de mon point de vue, les US ont toujours eu une stratégie claire vis à vis de la Russie, et qui s'est exacerbée depuis l'arrivée de Poutine: l'endiguement (d'où l'élargissement de l'OTAN en Europe à marche forcée) et la diabolisation (la Russie est menaçante et a des visées expansionnistes pour reconstituer l'URSS). La volonté d'une nouvelle guerre froide (avec les US dans le rôle du gentil, du sauveur) est donc une hypothèse tout à fait objective.

Faux « made in USA » et mensonges « made in Italy » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 17 avril 2018

Présentée comme une opération tripartite, l'attaque de la Syrie par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, était entièrement coordonnée par l'Otan. Comme celle de l'Iraq, il y a quatorze ans, elle était fondée sur un mensonge officiellement démenti à l'avance par les inspecteurs en désarmement de l'OIAC.

Pour motiver la guerre de 2003, les USA accusèrent l'Iraq de posséder des armes de destruction massive : le secrétaire d'État Colin Powell présenta à l'Onu une série de « preuves » toutes révélées fausses ensuite, comme il a dû l'admettre lui-même en 2016.

Des « preuves » analogues sont aujourd'hui exhibées pour motiver l'attaque contre la Syrie effectuée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Le général Kenneth McKenzie, directeur de l'état-major commun au Pentagone, a présenté le 14 avril un rapport, assorti de photos satellitaires, sur le Centre de recherche et développement de Barzeh à Damas, en le définissant comme « le cœur du programme des armes chimiques syriennes ». Le Centre, qui constituait le principal objectif, a été attaqué avec 76 missiles de croisière (57 Tomahawk lancés depuis des navires et sous-marins et 19 Jassm depuis des avions).

L'objectif a été détruit, a annoncé le général, « ramenant des années en arrière le programme des armes chimiques syriennes ».

Cette fois pas besoin d'attendre treize ans pour avoir confirmation de la fausseté des « preuves ».

Un mois avant l'attaque, le 13 mars, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Opcw en anglais, OIAC en français) avait officiellement communiqué le résultat de sa seconde inspection, effectuée au Centre de Barzeh en novembre 2017, et de l'analyse des échantillons prélevés dernièrement en février 2018 : « L'équipe d'inspection n'a observé aucune activité en opposition aux obligations dérivant de la Convention sur les armes chimiques » [1].

Ce n'est pas un hasard si le Centre de Barzeh a été détruit juste avant que n'arrivent pour la troisième fois les inspecteurs de l'OIAC. La Syrie, État membre de cette organisation, a terminé en 2014 son désarmement chimique, alors qu'Israël, qui n'adhère pas à la Convention sur les armes chimiques, n'est soumis à aucun contrôle. Mais de cela l'appareil politico-médiatique ne parle pas. Il accuse par contre la Syrie de posséder et d'utiliser des armes chimiques. (...)

En réalité cette action a été précédemment convenue et planifiée au siège de l'Otan ; comme le prouve le fait que, immédiatement après l'attaque, le Conseil Nord-Atlantique a été convoqué. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France y ont « informé les Alliés sur l'action militaire conjointe en Syrie » et les Alliés ont exprimé officiellement « leur plein appui à cette action » [2].

En réalité, l'attaque contre la Syrie depuis la Méditerranée a été dirigée par le Commandement des forces navales US en Europe, dont le quartier-général est à Naples-Capodichino, sous les ordres de l'amiral James Foggo qui commande en même temps la Force conjointe de l'Otan, dont le quartier-général est à Lago Patria (Naples).

L'opération guerrière a été soutenue par la base aéronavale US de Sigonella et par la station US du Muos de transmissions navales à Niscemi (toutes deux en Sicile).

Comme le montrent les tracés radar, les drones espions US RQ-4 Global Hawk, décollant de Sigonella, ont joué un rôle fondamental dans l'attaque contre la Syrie, appuyée par des avions-citerne pour l'approvisionnement en vol des chasseurs.

L'Italie partage donc la responsabilité d'une action guerrière qui viole les plus élémentaires normes du droit international.
Réseau Voltaire 17 avril 2018

[1] "Progress in the elimination of the Syrian chemical weapons programme", by Ahmet Üzümcü , Voltaire Network, 23 March 2018.

[2] « Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord sur les actions menées contre l'emploi d'armes chimiques en Syrie », Réseau Voltaire, 14 avril 2018.

La Défense russe annonce la découverte d'un laboratoire chimique de radicaux à Douma - sputniknews.com 17.04

Les experts russes ont découvert à Douma, en Syrie, un laboratoire de fabrication d'armes chimiques appartenant aux radicaux et recelant des éléments pour la production de gaz moutarde ainsi qu'une bouteille de chlore.

Un laboratoire d'armes chimiques appartenant aux radicaux a été localisé dans la ville syrienne de Douma par les militaires russes.

«Lors de notre visite à Douma, nous avons trouvé un laboratoire chimique et un entrepôt de substances chimiques», a déclaré mardi Alexandre Rodionov, chef du groupe d'experts, à la chaîne de télévision Rossiya 24.

Il a précisé que les spécialistes avaient découvert des substances chimiques sous contrôle de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) pouvant servir notamment à la fabrication de l'ypérite à l'azote et de l'ypérite au soufre.

En outre, Alexandre Rodionov a constaté la présence «d'une bouteille de chlore semblable à celle utilisée par les radicaux pour mettre en scène le faux qui a été repris par la suite par les médias. On peut en conclure que ce laboratoire était utilisé par des formations armées illégales pour produire des substances toxiques».

Le ministère russe de la Défense avait précédemment déclaré que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) pourrait travailler librement à Douma.

«Le Centre pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie est prêt à garantir la sécurité des experts de l'OIAC dans la Ghouta orientale, à mettre à leur disposition des moyens de transport et à assurer leur protection par les forces de la police militaire russe», a déclaré lundi le général de brigade Youri Evtouchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie. sputniknews.com 17.04

Fake news d'Etat reprise par Le Monde.

- Chlore et gaz sarin utilisés le 7 avril à Douma, selon le département d'Etat américain - Reuters 18 avril 2018

Les Etats-Unis disposent de renseignements selon lesquels à la fois du chlore et du gaz sarin ont été utilisés dans l'attaque chimique du 7 avril à Douma en Syrie, a déclaré mardi la porte-parole du département d'Etat américain Heather Nauert. Reuters 18 avril 2018

Un internaute.

- Nos « amis » du decodex, eux, ont la certitude de l'usage de chlore et de sarin : les USA l'ont dit http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/reactions/2018/04/17/syrie-que-sait-on-de-l-attaque-chimique-du-7-avril-a-douma_5286620_4355770.html

- En quête de vérité, un journaliste met en doute l'attaque chimique à Douma - sputniknews.com 17.04

Citant des médecins et des habitants de Douma, le reportage d'un correspondant de The Independent sur l'attaque chimique présumée révèle que des victimes ont souffert d'inhalation de poussière et de privation d'oxygène et qu'un membre des Casques blancs a provoqué la panique en criant «Gaz!».

«C'est l'histoire d'une ville appelée Douma, un lieu ravagé et puant d'immeubles détruits et d'une clinique souterraine dont les images de souffrance ont permis à trois des nations les plus puissantes du monde occidental de bombarder la Syrie la semaine dernière», raconte un journaliste de The Independent qui est venu à Douma suite aux déclarations sur une attaque chimique dans la région.

Damas propose aux inspecteurs de l'OIAC de rencontrer des témoins des événements de Douma

Dans cette clinique souterraine, le journaliste déclare avoir rencontré le médecin syrien Assim Rahaibani qui lui a révélé «quelque chose de profondément inconfortable»: les patients, selon lui, ne souffraient pas des conséquences d'une attaque chimique, mais de privation d'oxygène dans les tunnels, remplis de décombres, et les sous-sols au cours d'une nuit passée là en raison de violents affrontements de l'armée syrienne contre les radicaux.

«Par malchance aussi, les médecins qui étaient de service ce soir-là, le 7 avril, [la date de l'attaque chimique présumée que les pays occidentaux évoquent, ndlr] étaient tous à Damas témoignant sur les armes chimiques dans le cadre d'une enquête, qui tentera de fournir une réponse définitive à cette question dans les semaines à venir», écrit le journaliste.

Bien que les pays occidentaux disent en avoir les preuves, le journaliste souligne que de nombreux Syriens à travers le pays n'ont jamais cru en ces «histoires de gaz qui étaient en général inventées, disent-ils, par les groupes islamistes».

«Donc, l'histoire de Douma n'est pas seulement une histoire de gaz ou d'absence de gaz, selon le cas. Il s'agit de milliers de personnes qui n'ont pas choisi d'évacuer Douma dans les bus qui sont partis la semaine dernière, aux côtés des hommes armés avec lesquels ils ont dû vivre en troglodytes pendant des mois pour survivre. J'ai traversé cette ville assez librement hier sans la surveillance d'aucun soldat, policier [...], juste deux amis syriens, une caméra et un carnet de notes. Heureux de voir des étrangers parmi eux, plus heureux encore que le siège soit enfin terminé, ils sourient en majeure partie», raconte le journaliste.

«Cette nuit-là, il y avait du vent et d'énormes nuages de poussière qui ont commencé à entrer dans les sous-sols où vivaient les gens. Les gens ont commencé à arriver ici [dans la clinique souterraine, ndlr] souffrant d'hypoxie, de privation d'oxygène. Puis quelqu'un à la porte, un Casque blanc, a crié "Gaz!", et la panique a démarré. Les gens ont commencé à se jeter de l'eau les uns sur les autres. Oui, la vidéo a été filmée ici, c'est vrai, mais ce que vous voyez, ce sont des personnes souffrant d'hypoxie — pas d'intoxication au gaz», écrit le journaliste citant le médecin syrien.

Les Casques blancs ont ensuite été évacués en bus avec les radicaux.

«Comment se fait-il que les réfugiés de Douma qui avaient atteint les camps en Turquie décrivaient déjà une attaque au gaz que personne aujourd'hui à Douma ne semble se rappeler?», se demande le journaliste. sputniknews.com 17.04

Soutien au gouvernement syrien qui n'est pas aussi si isolé que cela.

- Manifestation de druzes pro-Assad sur le Golan occupé par Israël - AFP 17.04

Plus de 500 druzes ont manifesté mardi sous les drapeaux syriens en faveur du régime de Bachar al-Assad dans la partie du Golan occupée par Israël, dans une période de tensions renouvelées entre les deux pays voisins, a constaté un journaliste de l'AFP.

Environ 22.000 druzes, une minorité arabophone et musulmane également présente en Syrie, vivent dans la partie du Golan occupée et annexée par Israël, ainsi que 25.000 colons israéliens arrivés après la capture du plateau par Israël en 1967. La grande majorité de ces druzes se considèrent comme Syriens et ont refusé de prendre la nationalité israélienne.

Israël occupe depuis la guerre de 1967 1.200 km² du plateau du Golan (nord-est), dont l'annexion en 1981 n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. Les quelque 510 km² restants sont sous contrôle syrien. AFP 17.04

- Contre vents et marées, Alger debout au côté de Damas - sputniknews.com 17.04

L'Algérie félicite la Syrie à l'occasion du 72e anniversaire de son indépendance, l'assure de sa fraternité et de son désir d'approfondir encore la coopération dans tous les domaines, selon un télégramme adressé, ce mardi, par le Président Bouteflika à son homologue syrien.

L'Algérie a dénoncé les bombardements effectués dans la nuit de vendredi à samedi par les forces armées américaines, françaises et britanniques contre la Syrie. Le Premier ministre du pays, Ahmed Ouyahia, a déploré que cette attaque ait eu lieu au moment où l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) s'apprêtait à entamer une enquête sur l'attaque chimique présumée à Douma. «L'Algérie ne peut que regretter les frappes qui se sont déroulées cette nuit [dans la nuit du 13 au 14, ndlr] en Syrie au moment où toute la communauté internationale attendait plutôt l'envoi d'une commission d'enquête pour évaluer ou vérifier toutes ces informations relatives à l'usage présumé d'armes chimiques que l'Algérie avait dénoncé», a déclaré M.Ouyahia lors d'une conférence de presse. sputniknews.com 17.04

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- SNCF : l'Assemblée adopte la loi sur la réforme, la mobilisation ne faiblit pas - Liberation.fr 18 avril 2018

Sans grande surprise, l'Assemblée a adopté mardi en première lecture, le projet de loi sur la réforme ferroviaire, par 454 voix pour, 80 contre et 29 abstentions. Pour autant, ce texte demeure inachevé, dans la mesure où le gouvernement devrait se prononcer par ordonnances sur les sujets non traités par le Parlement. Dont la fin du statut des cheminots et certaines modalités de l'ouverture du rail français à la concurrence. Le prochain examen du texte se tiendra au Sénat à partir du 29 mai.

Pendant ce temps, la mobilisation ne faiblit pas. Mercredi et jeudi, deux nouveaux jours d'arrêt de travail sont programmés et le niveau de trafic sera sensiblement équivalent aux précédents : un TGV sur trois, deux TER sur cinq et un Intercités sur quatre. Selon une source syndicale, la direction de la SNCF serait contrainte de puiser largement dans le vivier de l'encadrement des conducteurs pour assurer ce niveau de service. Mardi une série de rencontres bilatérales étaient organisées entre le ministère des Transports et les syndicats. SUD a envoyé une délégation de grévistes qui est repartie quelques minutes après son arrivée. Il est vrai que les quatre organisations syndicales représentatives (CGT, UNSA, SUD et CFDT) sont remontées depuis l'annonce, lundi, du transfert des activités fret dans une filiale spécialement créée à cet effet. Le transport de marchandises perd de l'argent de manière récurrente : 300 millions d'Euros en 2017. S'y ajoutent 4,5 milliards de dettes. Cette filialisation du fret s'inscrit, pour le gouvernement, dans le plan d'investissement nécessaire à sa modernisation. Sauf que lorsqu'ils seront transférés dans une nouvelle structure juridique, les 6 000 agents du fret verront leurs avantages sociaux remis en cause, au bout de quinze mois. Pas de quoi calmer les tensions. Liberation.fr 18 avril 2018

- «A Rennes-II, on n'avait pas vu une telle mobilisation depuis le CPE» - Liberation.fr 18 avril 2018

Après des semaines de tergiversations et une mobilisation plutôt timide, Rennes-II est entrée de plain-pied dans le mouvement des facs : deux tiers des 4 000 à 5 000 étudiants qui se sont réunis lundi ont voté le blocage de l'établissement jusqu'au 30 avril.

- Tolbiac: "Violence, drogue, sexe", le président de la fac dénonce une situation "préinsurrectionnelle" - Le HuffPost 18 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 19 avril 2018

[CAUSERIE](#)

● Causerie au format pdf (11 pages)

Faisons-le populaire pour nous détendre un peu, on en a grand besoin, n'est-ce pas ?

Ils poussent les gens à bout de nerfs, alors qu'ils sont psychologiquement fragiles, rien de tel pour les déstabiliser ou briser leur volonté d'agir, ils verront des cons partout, alors qu'ils le sont eux-mêmes, on est toujours le con de quelqu'un, rien de tel pour le rester et le tour est joué !

Un jeu à la con dans lequel on voudrait nous entraîner, sans risque que nous y participions un jour, parce que nous sommes très ou trop bien informés, et nous avons développé un esprit critique ou logique suffisamment aiguisée pour ne pas tomber dans ce travers. Du reste, ce n'est pas pour rien que nous le mettons en pratique quotidiennement comme chacun peut le constater.

Michel Audiard : « les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît ».

C'est peu dire que des cons nous gouvernent, détiennent le pouvoir, pourrissent la vie de l'humanité entière.

Le con, ce n'est pas le pauvre type qui croit n'importe quoi et le répète comme un perroquet en vous traitant de con par dessus le marché, parce qu'il est sûr de détenir la vérité que la majorité partage avec lui ou tout du moins c'est ce qu'on s'est employé à lui faire croire, mais ceux qui étant mieux informés que lui le traitent de con, et nous aussi par la même occasion. Ils ont juste oublié qu'il fallait commencer par réfléchir avant de porter des jugements à l'emporte-pièce, en admettant qu'ils en soient capables, ce dont on est en droit de douter dans bien des cas.

Quand on se livre à une interprétation erronée de sa condition ou de la situation, c'est par ignorance et il sera possible de pallier à cette lacune en améliorant nos connaissances et en s'armant de la logique, mais si c'est parce qu'on y trouve son intérêt, notre cas sera sinon désespéré, tout du moins irrécupérable tant qu'on ne l'aura pas admis ou que notre condition ou la situation ne se sera pas détériorée au point que nos intérêts se trouveront menacés.

[Le NPA porte-parole de l'Otan et ses barbares.](#)

La palme de l'ignominie revient au NPA dont le discours reprend à la virgule près la propagande de l'Otan ou de Trump, Macron, May.

Il a franchi "la ligne rouge" qui le place dans le camp de la réaction, il faudrait être sourd ou aveugle pour ne pas s'en apercevoir ou encore être d'une mauvaise foi sans fond.

LVOG - Le titre est trompeur comme on va le voir par la suite, quoiqu'il comporte un amalgame pour qui sait lire attentivement.

- Avec le peuple syrien, contre les bombardements et toutes les interventions impérialistes - NPA 14 avril 2018

NPA - Une fois de plus, les gouvernements des USA (United States of America, non, Etats-Unis en français), de la Grande-Bretagne et de la France se sont arrogé le droit de bombarder au Moyen-Orient. À la suite de Trump ils ont annoncé dans la nuit du 13 au 14 avril le lancement de dizaines de missiles sur des objectifs militaires du gouvernement syrien, suite à des témoignages relatant une nouvelle attaque chimique du régime Assad contre la population de la ville de Douma près de Damas.

LVOG - Lorsque vous aurez terminé la lecture de cet article du NPA, vous constaterez que seuls y figuraient les "témoignages" fournis par les barbares et retenus par le gang de Washington, Paris et Londres, soit la version des va-t-en-guerre contre la Syrie, tandis que les réactions des gouvernements syrien et ses alliés russe et iranien notamment qui contestent ces témoignages seront soigneusement occultés.

NPA - Ils affirment vouloir en rester là (Hélas ! - LVOG) avec cet avertissement, le gouvernement russe dit qu'il ne restera pas sans réactions, tous prétendent agir pour la paix et contre le terrorisme. (Avec "tous", le NPA place sur le même plan les agresseurs et les agressés, reprenant la méthode des puissances occidentales qui par ailleurs place sur un même plan le gouvernement syrien et Daesh ou les groupes issus d'Al-Qaida). - LVOG) Mais c'est un triste jeu qui se déroule entre les puissances mondiales et régionales en Syrie entre les États-Unis, la France, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie : un jeu cynique qui se fait sans et contre la population, dont le sort tragique n'émeut que lorsqu'il s'agit d'enclencher les grandes manœuvres diplomatiques et géostratégiques.

LVOG - Le NPA procède une nouvelle fois à un amalgame entre toutes les puissances impérialistes sans se soucier du rôle qu'elles jouent en Syrie, et comme chacun sait que si les Russes cessait de soutenir Bachar al-Assad, les Etats-Unis et ses vassaux continueraient leur guerre jusqu'à sa chute. Cela signifie clairement que le NPA est devenu un agent du chaos et de la guerre.

NPA - Depuis mars 2011 et le soulèvement démocratique contre le tyran Bachar al-Assad, la population syrienne subit en effet une répression féroce et sanglante du dictateur et de ses alliés, au premier rang desquels la Russie de Poutine et l'Iran des mollahs. Les difficultés rencontrées par le soulèvement, la militarisation imposée par le régime et les ingérences intéressées des monarchies du Golfe, ont en outre favorisé le développement de forces intégristes et djihadistes, tandis que les forces démocratiques étaient bien seules face à Assad et aux courants contre-révolutionnaires.

LVOG - On a là à la virgule près la rhétorique ou la propagande de guerre des Américains et ses vassaux reprise en boucle par l'AFP et l'ensemble des médias depuis 2011. NPA - Nous appelons à rejeter la sordide campagne visant à faire douter de la énième attaque chimique criminelle du régime sur des civils, hommes, femmes et enfants à Douma, attestée par tant d'informations venant de citoyens et services médicaux sur place. Mais nous condamnons sans aucune ambiguïté la nouvelle aventure militaire dirigée par Trump en Syrie, et la participation française à cette campagne de bombardements qui veut donner l'illusion que le peuple syrien va être maintenant mieux protégé. Cela ne peut en fait qu'ajouter de la guerre à la guerre, et du chaos au chaos : victimes civiles, rappel d'un passé colonial honni, renforcement de la posture d'Assad comme « rempart » face à l'impérialisme occidental.

LVOG - Le NPA adopte ici ouvertement la position et les accusations sans preuve de Macron contre le gouvernement syrien.

NPA - La fin de la tragédie syrienne passe au contraire par une désescalade militaire, qui implique la fin de toute intervention étrangère, y compris russe et iranienne, l'arrêt des ventes d'armes aux dictatures de la région, dont la France est l'un des principaux fournisseurs en engins de morts, et la clarté sur la mise à l'écart, dans tout scénario d'avenir, d'Assad et des dirigeants du régime syrien.

Nous continuerons à soutenir les résistances syrienne et kurde contre tous leurs oppresseurs.

LVOG - Le NPA va jusqu'à reprendre l'exigence des puissances occidentales d'écarter du pouvoir Assad, alors qu'il revient uniquement au peuple syrien d'en décider librement. Derrière un discours qui se veut radical, en réalité le NPA rame pour le compte de la pire réaction.

Dans un autre article daté du 11 avril 2018, on retrouvait la même rhétorique, comme quoi celui daté du 14 avril n'était pas un accident de parcours, mais confirmait l'orientation réactionnaire du NPA

- Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ? - NPA 11 avril 2018

Extrait.

NPA - Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis 2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

LVOG - Le NPA regrette que les États-Unis n'aient pas terminé leur sale boulot ! Je rappelle que Mattis le secrétaire à la Défense a déclaré, que depuis 2011 il n'existait aucune preuve que le gouvernement syrien ait utilisé des armes chimiques, voir la causerie de la veille. Le NPA participe donc à la désinformation à laquelle se livrent gouvernements et médias. (lire plus loin)

[Les mythomanes fanatiques osent tout.](#)

- À Paris, Un colloque pour la paix - Liberation.fr 19 avril 2018

En France aussi, le camp de la paix se mobilise. JCall, le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du 1^{er} arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018

A mettre au compte du "droit international" et de l'ONU.

- Israël fête ses 70 ans face aux défis régionaux et domestiques - AFP 18.04

Israël a fêté mercredi son 70^e anniversaire en brandissant sa puissance militaire et son improbable réussite économique face aux menaces régionales renouvelées et aux incertitudes intérieures. AFP 18.04

Mimétisme. L'extrême droite sioniste ferait-elle dans le macronisme ou l'inverse ?

Liberation.fr 18.04 - Pour les 70 ans de l'Etat hébreu, le gouvernement vante la «start-up nation» et ses succès technologiques... Liberation.fr 18.04

[N'allez pas croire que le Congrès américain ou Bruxelles menacerait Facebook.](#)

- La chute de la maison Zuckerberg, par François-Bernard Huyghe - Les Crises 19 avril 2018

[Affaire Skripal. La Grande-Bretagne s'enfonce dans le déni.](#)

- Skripal : Londres admet les conclusions de l'OIAC qui se dit incapable d'incriminer la Russie - francais.rt.com 18.04

Le 12 avril dernier, l'OIAC s'était dite incapable de déterminer l'origine de l'agent innervant. Un mois après les accusations de Theresa May et de Boris Johnson, Londres n'a toujours pas prouvé l'implication de la Russie dans l'affaire Skripal.

Ce 18 avril, la délégation britannique a admis les conclusions de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'empoisonnement à Salisbury de l'ancien agent-double Sergueï Skripal, le 4 mars dernier. «Certes, bien que l'identification de l'agent innervant utilisé constitue un élément de preuve essentiel, ni l'analyse de [Porton Down], ni le rapport de l'OIAC n'identifient le pays ou le laboratoire à l'origine de l'agent utilisé dans l'attaque», a reconnu le représentant britannique à l'OIAC, Peter Wilson.

Dans une déclaration faite à l'occasion de la réunion du Conseil exécutif de l'OIAC, mise en ligne sur le site du gouvernement britannique, Peter Wilson a d'ailleurs affirmé sa confiance totale dans les méthodes mises en œuvre par l'OIAC, qui compte 41 Etats membres. francais.rt.com 18.04

La source ou le gouvernement britannique.

- OPCW Executive Council meeting: 18 April update on the use of a nerve agent in Salisbury - 18.04

<https://www.gov.uk/government/speeches/opcw-executive-council-meeting-18-april-update-on-the-use-of-a-nerve-agent-in-salisbury>

- "...neither DSTL's analysis, nor the OPCW's report, identifies the country or laboratory of origin of the agent used in this attack." gov.uk 18.04

Traduction : Ni les analyses de DSTL ni le rapport d'OPCW n'identifie le pays ou le laboratoire d'origine de l'agent qui a été utilisé lors de cette attaque.

Ce qui n'empêche pas les autorités britanniques de continuer à imputer à la Russie l'origine de cet agent chimique. Ils n'ont que le déni comme argument finalement, qui n'en est pas un évidence ou ne constitue pas le début d'une preuve.

[Dossier Syrie.](#)

- Syrie : comment la SAMS vend le changement de régime et la guerre aux USA par Max Blumenthal - Mondialisation.ca, 18 avril 2018

Vidéo en anglais. WEB EXCLUSIVE: Strikes In Syria - The Hard Facts (with Max Blumenthal)

<https://www.youtube.com/watch?v=reuQAoXM8bE>

A 0:58 de la vidéo filmée en compagnie du présentateur Lee Camp ci-dessus (donnée en anglais à titre de référence), le journaliste d'investigation Max Blumenthal explique que James Mattis, le secrétaire américain de la défense disait vendredi dernier ne pas avoir de preuves formelles de l'implication d'Assad dans l'incident de Douma, ou même d'une attaque chimique tout court. Ses sources, continue Blumenthal, étaient selon Mattis « les réseaux sociaux, qui démontraient que cette attaque avait réellement eu lieu ». A 1:41, Blumenthal se pose la question de l'identité de ces « sources sur les réseaux sociaux ». Et la réponse est que, tout comme l'année dernière pour Khan Cheikhoun où un incident similaire avait déclenché des frappes de représailles contre la Syrie d'Assad de la part des USA, ces sources sont principalement deux : les Casques blancs et la Syrian American Medical Society (Société médicale syrienne américaine, acronyme anglais SAMS).

Qui est la SAMS ?

Des rapports sur des allégations non prouvées d'attaque chimique à Douma, la ville de Syrie auparavant occupée par le

groupe rebelle Armée de l'Islam (Jaych al Islam), reposent invariablement sur une source-clé : la Fondation Syrian American Medical Society (SAMS). Avec les Casques blancs, la SAMS a été citée par le Washington Post, le New York Times, CNN et virtuellement tous les médias occidentaux qui rapportent l'incident. A Douma, l'équipe de la SAMS a affirmé avoir traité plus de 500 personnes qui présentaient des symptômes « d'exposition à un agent chimique ».

Le groupe a également joué un rôle central dans la mise en forme de la version officielle de l'attaque au sarin de la zone occupée par al-Qaïda de Khan Cheikhoun en avril 2011, fournissant des échantillons biomédicaux à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), qui violait son protocole établi en acceptant des éléments d'enquête sans chaîne de traçabilité vérifiable. Cet incident a déclenché le lancement en représailles de 57 missiles de croisière sur une base aérienne syrienne par l'armée américaine. Presque exactement un an plus tard, un événement étonnamment similaire est censé avoir dépassé la « ligne rouge » encore une fois, et a provoqué un assaut des USA et de leurs alliés.

La SAMS affirme être une « organisation médicale apolitique, à but non lucratif », et est citée comme autorité crédible par les médias qui rapportent les événements de Douma. Très peu de publications sont disponibles sur les origines de l'organisation en tant qu'émanation de l'opposition islamiste, sur son engagement dans des opérations d'influence sophistiquées à la frontière de la Syrie avec la Turquie, ou de sa proche relation avec des éléments néocons de Washington et des affiliés d'Al-Qaïda en Syrie.

La SAMS n'est pas seulement un groupe de médecins syriens qui soigne des blessés dans des zones de guerre, et ne peut pas non plus être considérée comme une source objective sur des attaques chimiques ou autres atrocités. L'organisation est un lobby puissant soutenu par l'USAID* qui fonctionne avec une détermination sans faille pour soutenir la guerre de changement de régime et mettre des islamistes au pouvoir à Damas.

La SAMS a été fondée en 1998 par des membres de la diaspora syrienne aux USA, qui est concentrée dans la banlieue de Chicago. Avant la rébellion armée de 2011 contre le président Bachar el-Assad, le groupe avait envoyé plusieurs délégations médicales en Syrie, probablement en coopérant avec le gouvernement pour avoir ses entrées. Un ancien membre de la SAMS m'a contacté pour me dire que la révolte armée avait vu une prise de pouvoir du Comité directeur par des sympathisants des Frères musulmans. Elle m'a dit qu'elle et d'autres membres chrétiens et laïques avaient démissionné du groupe alors qu'il se transformait en ce qu'elle a décrit comme « l'hôpital mobile chirurgical militaire d'Al-Qaïda » (acronyme anglais MASH, en référence au film, NdT)

Financements de l'USAID, liens avec l'OMPI anti-iranienne

Selon le rapport financier de la SAMS pour 2015 (PDF), le budget de l'organisation a bondi de 672,987 dollars en 2013 à presque 6 millions de dollars en 2015 – il a donc presque été décuplé. Plus de 5,8 millions de dollars de ce financement provenait de l'USAID, un bras du Département d'Etat qui maintient son propre 'Bureau des initiatives de transition' pour appuyer les changements de régime dans les pays ciblés par l'Occident. Le directeur exécutif de la SAMS David Lillie se trouve également être un ancien employé de l'USAID, tout comme le directeur des opérations de la SAMS Tony Kronfli.

Presque tout au long du conflit en Syrie, les opérations de la SAMS ont été supervisées par Zaher Sahloul, un agent ardemment anti-iranien engagé dans la promotion d'une guerre de changement de régime contre le gouvernement syrien. Après avoir insisté, sans succès, auprès de Barack Obama pour instaurer des no-fly zones de l'OTAN dans le ciel syrien, une politique dont Hillary Clinton avait admis qu'elle allait « tuer de nombreux Syriens », Sahloul a accusé le président d'avoir « autorisé un génocide en Syrie ». Le 20 septembre 2016, Sahloul a participé à un rassemblement new-yorkais qui visait à pousser à un conflit avec l'Iran, également. Le rassemblement était organisé par des exilés iraniens de l'OMPI (Organisation des moudjahiddines du peuple iranien), une organisation internationale louche dédiée à un changement de régime en Iran qui a été décrite comme « un culte terroriste ». L'ancien sénateur néocon Joseph Lieberman, un bénéficiaire des largesses de l'OMPI, figurait parmi les orateurs. Quelques jours plus tard, le journaliste néocon Eli Lake a salué Sahloul et ses collègues, selon lui « des Syriens-Américains qui tenaient tête à l'Iran ».

L'American Coalition for Syrian Relief, une ONG affiliée à la SAMS, a soutenu l'appel du président Donald Trump à des « zones de sécurité » en Syrie, un euphémisme pour des no-fly zones qui demanderaient les forces aériennes des USA pour être instaurées. Pendant ce temps, pour donner plus de poids à ses efforts, Sahloul s'est coordonné avec la Jewish United Federation of Chicago, une organisation islamophobe de premier plan et une opposante majeure à l'organisation de la solidarité en Palestine. Le fils de Sahloul, Adham, a travaillé en tant que lobbyiste de la SAMS à Gazientep, en Turquie, la base des services de renseignements occidentaux et locaux qui coordonnaient les opérations d'insurrection et d'information à la frontière syrienne. Tout en contribuant à plusieurs médias soutenus par le Qatar comme Middle East Eye et Al Araby, Adham Sahloul avait auparavant travaillé pour Portland Communications, une firme de relations publiques fondée par un ancien expert en communication de Tony Blair (en 2016, le leader syndicaliste britannique Len McCluskey avait accusé Portland Communications d'être à la tête de la tentative de coup d'État des partisans de Tony Blair contre le nouveau leader du Labour, Jeremy Corbyn. [les « Blairites » ont mené plusieurs charges coordonnées contre Jeremy Corbyn pour le renverser et reprendre le contrôle du Labour (le Parti travailliste britannique), NdT].

Pour sa part, Zaher Sahloul a traité les journalistes critiques de « cinquième colonne qui ont fait l'apologie de criminels de guerre » et d'« équivalents de la machine de propagande d'Hitler ».

Opérations de manipulation de l'information, du cœur d'Al-Qaïda jusqu'à Washington

Les unités d'assistance à la coordination de la SAMS ont envoyé des aides et monté des hôpitaux de campagne dans des camps de réfugiés et des territoires contrôlés par les insurgés de Syrie. A Idlib, la zone sous contrôle d'Al-Qaïda où la SAMS opère aux côtés de l'administration dirigée par les insurgés, « la mixité dans les écoles a été abolie, les femmes forcées de porter le voile et des posters d'Oussama Ben Laden ont été accrochés aux murs », selon Joshua Landis, le directeur du Centre d'études sur le Moyen-Orient de l'université de l'Oklahoma. Bien que la SAMS déclare entretenir 100 hôpitaux en Syrie, toute vérification ou évaluation indépendante est virtuellement impossible, étant donné que les journalistes occidentaux volontaires pour tenter d'accéder à ces zones sont régulièrement kidnappés ou tués. En 2015, selon le Washington Post, la Banque Chase a clôturé le compte bancaire de la SAMS sans explication.

Sahloul a dirigé un groupe sur WhatsApp qui semble avoir fourni aux médias internationaux les premières images d'Omran Daqneesh, le « petit garçon poussièreux » d'Alep-Est, dont l'image traumatisée a immédiatement été placardée à la Une des journaux et tenue pour preuve de la cruauté inouïe d'Assad. Les images originales avaient été prises par Mahmoud Raslan, un activiste affilié à Nourideen al-Zinki, un groupe insurgé soutenu par la CIA qui avait décapité un prisonnier palestinien de 19 ans.

Un an plus tard, le père d'Omran, Mohammad Kheir Daqneesh, a révélé que sa famille et lui avaient été exploités par des activistes insurgés. Un Casque blanc avait arraché Omran de ses bras pour le poser dans une ambulance, a déclaré Mohammad Daqneesh. Il a aussi révélé qu'un démagogue de la télévision saoudienne avait offert à sa famille une forte somme pour se faire porte-parole de l'opposition armée, mais qu'en tant que partisane du gouvernement syrien, elle avait refusé. A la suite de cette révélation, Omran a été soustrait à la vue des Occidentaux et supplanté par des mascottes de l'opposition islamiste syrienne comme Bana Alabed, Noor et Ala, et Mohamed Najem (comme Bana, Noor et Ala ont récemment figuré dans une opération-séduction photographique en compagnie du président turc Recep Tayyip Erdogan et se sont vus accorder la nationalité turque à titre honorifique.)

Revenons à Washington. La SAMS se vante d'être « devenue leader dans la représentation et l'engagement des législateurs, » et de faire du lobbying auprès du Congrès, du Département d'État et des Nations-Unies pour un changement de régime en Syrie. « Quand la SAMS parle, les gens écoutent, » selon une citation d'un officiel non nommé du Département d'État publiée dans une brochure promotionnelle de la SAMS. Et tant pis pour leur image de groupe « apolitique » d'humbles médecins de terrain.

Le 16 avril 2015, Sahloul et le coordinateur de la SAMS à Idlib Mohamed Tennari ont témoigné devant le Conseil de sécurité des Nations-Unies et allégué d'attaques au chlore par le gouvernement syrien contre le canton d'Idlib sous contrôle d'Al-Qaïda. La rencontre était orchestrée par l'ambassadrice des USA à l'ONU de l'époque, Samantha Power, partisane active d'une intervention militaire en Libye et en Syrie (Tennari a ensuite été dépeint comme « un médecin de terrain syrien » par CNN ; son travail dans un territoire contrôlé par Al-Qaïda a été omis.)

Lors de son gala annuel, le 6 mars 2017, la SAMS a accueilli l'ancien ambassadeur des USA Frederic Hof, le directeur sur le départ du Rafik Hariri Center, une émanation du think tank néocon Atlantic Center de Washington DC financée par des Etats du Golfe. Devant son auditoire, Hof a appelé à une augmentation des transferts d'armes aux rebelles syriens, à une no-fly zone contrôlée par les USA pour Idlib, la province occupée par des affiliés locaux d'Al-Qaïda, et à un blocage de la reconstruction des infrastructures détruites en Syrie jusqu'à la réussite du changement de régime.

Un peu plus d'un an plus tard, en se fondant principalement sur les affirmations d'agents de terrain de la SAMS, les USA, le Royaume-Uni et la France ont semblé vouloir concrétiser les aspirations de l'opposition syrienne. Et, alors qu'une guerre catastrophique pourrait s'annoncer, les populations restent dans le flou sur l'une des organisations-clés de ces exhortations à la guerre. Mondialisation.ca, 18 avril 2018

- Un journal américain (OAN) à Douma en Syrie : «Aucune attaque d'armes chimiques» n'a eu lieu
- Mondialisation.ca, 18 avril 2018

Enfin du vrai journalisme américain.

Un Américain, Pearson Sharp, a visité la ville de Douma située près de la capitale Damas, à la recherche de preuves d'une attaque chimique.

Qu'a-t-il découvert ?

Tous les résidents interrogés par OAN à Douma ont nié toutes les allégations d'attaque chimique, et ont dit qu'elle avait été organisée pour aider les rebelles djihadistes à échapper à l'avancée de l'armée de Assad.

Le journaliste de l'OAN a interviewé des personnes au hasard pour s'assurer à 100% qu'il ne s'agissait pas d'agents « Assad » ...

les résidents qui « vivaient très près » (50 mètres du site présumé de l'attaque) ont tous déclaré qu'ils n'avaient vu aucune attaque chimique.

Dans l'ensemble, tous les résidents interrogés au hasard par OAN ont dit qu'ils n'ont vu aucune attaque d'armes chimiques.

OAN a demandé aux personnes interrogées ce qu'ils pensaient de l'attaque chimique.

Les résidents ont dit que c'était un canular.

Pourquoi les djihadistes ont-ils organisé cette attaque ?

Les résidents ont dit à l'OAN que les terroristes djihadistes ont créé le faux drapeau pour que les puissances occidentales attaquent Assad, et leur donnent la couverture dont ils avaient besoin pour échapper aux forces gouvernementales qui avançaient dans toute la ville.

Les résidents ont également dit à OAN qu'« ils aiment Assad » et qu'ils ne sont pas des « rebelles modérés ».

L'Américain Pearson Sharp a ensuite confirmé à 100% ce qu'a dit le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et l'explication du ministère russe de la Défense sur ce qui s'est passé à l'hôpital.

Les médecins qu'il a interrogés ont dit que, pendant qu'ils traitaient les gens pour des blessures de guerre et l'inhalation de fumée, une « bande d'inconnus » a soudain fait irruption dans l'hôpital et a dit qu'il y avait eu une attaque chimique, puis se sont mis à les arroser avec des jets d'eau et à tout enregistrer sur bande vidéo. Mondialisation.ca, 18 avril 2018

A lire également

- Le mari de Theresa May travaille pour un gros actionnaire de BAE Systems et Lockheed Martin, fabricants des missiles lancés sur la Syrie - Par RT - Mondialisation.ca, 18 avril 2018

- Témoignage et aveux. Quand le gouvernement français préfère "voir Dae'ch à Damas que Bachar al-Assad".

Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 16-04-2018 - Les Crises 19 avril 2018

- ...images et témoignages de la dernière attaque chimique présumée de la Ghouta ont été principalement rapportés par deux sources : l'ONG des Casques blancs – créée de pied en cap par le MI6 (service britannique du renseignement extérieur) pour appuyer Jabhat al-Nosra (c'est-à-dire la Qaïda en Syrie) durant la reconquête d'Alep par l'armée gouvernementale syrienne ; et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basée à Londres et citée par les médias occidentaux comme une agence de presse alors qu'elle est une officine politique liée aux Frères musulmans. Ces deux sources sont-elles suffisamment crédibles pour fonder une opération militaire d'envergure ?

Comme en septembre 2013, les autorités françaises exhibent une « note » des « services de renseignement ». Diantre ! Celle brandie à l'époque par le premier ministre Jean-Marc Ayrault était une collection de laborieuses suppositions.

La dernière n'est pas meilleure, puisqu'elle rassemble un condensé d'images collectées sur You-tube. Du solide ! En février 2003, l'auteur de ces lignes a assisté à la séance du conseil de sécurité qui a vu le général Colin Powell (alors secrétaire d'Etat) brandir un prétendu échantillon des armes chimiques irakiennes et projeter un diaporama voulant prouver que Saddam Hussein et Oussama Ben Laden étaient les meilleurs copains... On connaît la suite !

Dans la production entretenue de ce délire anti-russe, la palme revient – en particulier – à deux hauts fonctionnaires : Jean-Claude Mallet (inamovible conseiller de Jean-Yves Le Drian) et Jérôme Bonnafont, le patron d'ANMO (la direction proche-Orient du Quai d'Orsay) qui déclarait à des proches qu'il préférerait voir Dae'ch à Damas que Bachar al-Assad...

- ...la chaîne américaine Fox-News – créée par Rupert Murdoch et pourtant réputée pour sa ligne éditoriale néo-conservatrice – interviewait un sénateur républicain partisan de Donald Trump. D'une manière professionnelle, le journaliste Tucker Carlson est revenu à plusieurs reprises sur la question des « preuves » de la présumée attaque chimique et sur les objectifs des « frappes annoncées », ainsi que sur la suite et les conséquences de cette attaque militaire. Affichant sa parfaite connaissance du dossier, le journaliste de Fox-News a rappelé que les « frappes américaines » de l'année dernière sur une base aérienne syrienne avaient été suivies quelques mois plus tard d'un mea culpa du secrétaire à la Défense James Mattis, reconnaissant que les preuves d'une attaque chimique « n'avaient pas été suffisamment complètes et certaines » pour justifier une telle attaque. Les Crises 19 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils haïssent la démocratie.

- Réformes des institutions : « Le Parlement français est l'un de ceux qui a le moins de pouvoirs »
Publicsenat.fr 18.04

Le président LR de la commission des lois, Philippe Bas s'est dit surpris « des restrictions aux pouvoirs du Parlement » contenues dans le projet de loi constitutionnelle alors que selon lui « le Parlement français est l'un de ceux qui a le moins de pouvoirs » dans le monde. Publicsenat.fr 18.04

S'ils le disent eux-mêmes : Alors débarrassons-nous des institutions antidémocratiques de la Ve République !

- Secret des affaires : « une atteinte massive aux libertés fondamentales », estime Dominique Pradalié
- Publicsenat.fr 18.04

Pour Dominique Pradalié, porte parole du syndicat national des journalistes, la proposition de loi sur le secret des affaires aurait des conséquences désastreuses sur la liberté d'expression en France. Publicsenat.fr 18.04

- Collomb veut "rétablir l'Etat de droit" dans les facultés - Reuters 18.04

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, s'est déclaré mercredi déterminé à "rétablir l'Etat de droit" en réponse aux dégradations commises par des "casseurs" en marge du mouvement de contestation étudiant dans certaines universités. Reuters 18.04

- Macron aux cheminots : « Il faut cesser de prendre les gens en otage » - Liberation.fr 18.04

A Saint-Dié-des-Vosges, le chef de l'Etat a été interpellé par une dizaine de manifestants de la SNCF - Liberation.fr 18.04

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- A Sciences-Po, des étudiants mobilisés contre la «dictature macronienne» - Liberation.fr 18.04

Ce mercredi, le principal bâtiment de l'école parisienne était occupé par des étudiants afin de protester contre la politique du chef de l'Etat. Liberation.fr 18.04

J'ignore l'origine de cette mobilisation... Vaut mieux être prudent.

- Universités: le principal campus de Rouen fermé jusqu'à lundi matin après des blocages - AFP 18.04

Le président de l'université de Rouen a décidé de fermer de jeudi à samedi inclus son principal campus, à la suite du blocage mercredi de plusieurs bâtiments par des opposants à la réforme des modalités d'accès à la fac, selon l'université. AFP 18.04

Roumanie

- Universités roumaines : vers la grève générale ? - libération.fr 18.04

Depuis le 28 mars, le monde universitaire roumain est en émoi. Pour la première fois depuis la chute du communisme, étudiants et enseignants sont unis et menacent de grève générale. Dans leur ligne de mire, la décision de Valentin Popa, ministre de l'Éducation, de couper des bourses pour les étudiants de licence, master et doctorat. Mais cette coupe budgétaire ne concerne

que les universités qui ont montré leur désaccord lors de la nomination du ministre socialiste en février. Celles qui ont signé une pétition de soutien ont, elles, vu le nombre de bourses allouées augmenter.

«Pour la première fois de son histoire, la Roumanie fait face à une politisation de l'enseignement supérieur», s'inquiète Marian Preda, professeur de sociologie et président du sénat de l'université de Bucarest. Pour lui, la décision du ministère est clairement une sanction car bon nombre de recteurs cumulent fonctions universitaires et politiques, ce qui favorise le clientélisme et a abouti à la situation actuelle. Par cette décision, le gouvernement tend donc à museler les voix discordantes et l'opposition civile en s'attaquant aux cerveaux en formation.

Comme l'université de Bucarest, celles de Cluj, Timisoara ou Iasi, soit les principaux centres universitaires roumains, ont perdu chacune plusieurs centaines de bourses pour leurs cursus. «Cette décision n'a aucun fondement rationnel et va entraîner, à terme, une perte de compétitivité pour les universités car les étudiants risquent de réfléchir à deux fois avant d'investir dans des études coûteuses pour la plupart des ménages», alerte Preda qui annonce que l'université de Bucarest va porter le cas devant la justice administrative.

Des frais universitaires jusqu'à quatre mois de salaire

Horia Onita, étudiant en deuxième année de licence à la faculté de droit de Bucarest et représentant des étudiants au conseil d'administration de l'université, est très inquiet des retombées d'une telle décision à quelques mois seulement du début des admissions à l'université. Car en Roumanie, pour accéder aux études supérieures, les élèves de terminale passent des examens d'admission dans les universités qu'ils convoitent. Selon leur classement, ils auront droit ou pas aux bourses qui exonèrent des droits de scolarité. Dans un pays où le salaire minimum est de 408 euros net, les frais universitaires représentent souvent une charge pour les familles. A l'université de Cluj, ces frais varient entre 430 et 1 615 euros, soit jusqu'à quatre mois de salaire. Avec la suppression d'exonération des frais, étudier deviendra un luxe que les plus pauvres ne pourront plus se permettre.

A une heure et demie au nord de Bucarest, dans la petite ville de Curtea de Arges, Andrei est en terminale scientifique. Pour ce lycéen qui veut poursuivre des études dans les nouvelles technologies, la mesure fraîchement adoptée par le gouvernement est tombée comme un couperet. «Si mon pays ne me donne plus l'occasion de poursuivre mes études gratuitement, je préfère partir les faire aux Etats-Unis où est installée une partie de ma famille», soutient Andrei, avant d'ajouter : «Le coût sera plus cher et cela me demandera un effort pour perfectionner mon anglais, c'est certain, mais j'aurai accès à un enseignement de pointe et mon diplôme sera reconnu partout.»

«Cette décision entraîne une précarisation des étudiants qui devront travailler pour payer leurs études. On n'étudie pas avec la même énergie quand on travaille à côté pour se perfectionner dans son futur métier et quand on travaille pour survivre», s'indigne Horia Onita. Selon le représentant, les étudiants ne vont pas aller dans des centres universitaires moins prestigieux seulement pour être boursiers : «La plupart ne vont pas abandonner des universités d'excellence au profit d'universités médiocres juste pour économiser les frais d'inscription.»

Un gouvernement aux mesures impopulaires

Si à Bucarest les étudiants se mobilisent, l'eurodéputé Cristian Preda a déjà attiré l'attention du Parlement européen sur cette situation hautement inquiétante, le 16 avril. Le pouvoir, quant à lui, fait officiellement mine de ne pas remarquer la gronde : des sources internes au Parti social-démocrate au pouvoir mettent déjà le nom de Valentin Popa sur la liste des ministres qui seront prochainement remerciés.

Depuis une semaine, au sein même de la majorité, de nombreuses voix parlent d'un remaniement car le gouvernement de l'ancienne eurodéputée Viorica Dancila, nommée en février, montre déjà des faiblesses structurelles. Il enchaîne les mesures impopulaires qui font monter le mécontentement. Pour Marian Preda, «les étudiants vont se révolter car ils sont comme tous les Roumains : ils ne veulent plus de mesures négatives et de gouvernants incompétents !». libération.fr 18.04

[Haut de page ↗](#)

Le 20 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (13 pages)

[Une bien étrange conception du syndicalisme.](#)

- Concertation Macron : un système. - La Tribune des travailleurs (POID)

Extrait.

LTT - "Si la classe ouvrière a constitué, au cours d'un long combat, ses organisations syndicales, c'est pour faire valoir – de manière organisée – ses intérêts spécifiques dans le « conflit » qui l'oppose à la classe capitaliste. Les organisations négocient sur la base du rapport de force. C'est leur rôle. LVOG - Les syndicats n'ont jamais eu pour mission ou rôle de négocier quoi que ce soit avec l'Etat des capitalistes ou le patronat.

Chacune des parties fait connaître ses positions, ensuite elles définissent en toute indépendance les moyens de les faire appliquer ou de les imposer à l'autre partie.

Par exemple, le patron décide qu'il n'accordera aucune augmentation de salaire, le syndicat exige une augmentation de 8%. Le patron va camper sur sa position ou proposer 2% d'augmentation, et le syndicat va continuer d'exiger 8%, il ne négocie rien du tout, il va consulter les salariés. Si 2% conviennent à la majorité des salariés le syndicat continuera d'exiger 8% sans appeler à la grève pour les obtenir puisqu'elle serait minoritaire et vouée à l'échec dès le départ. En revanche, si la majorité des salariés partagent l'exigence du syndicat, il appellera à la grève. Une fois la grève enclenchée, si le patron propose une augmentation supérieure, le syndicat réunira le personnel en assemblée générale ou le consultera pour que les salariés décident s'ils souhaitent ou non poursuivre la grève. Si la nouvelle proposition du patron leur convient, elle sera appliquée sans que le syndicat n'ait négocié quoi que ce soit avec le patron, car en définitif il n'a de compte à rendre qu'aux salariés et non au patron, ce qu'il semble ignorer au POID. C'est ainsi que l'indépendance de la classe ouvrière et des syndicats aura été préservée ou peut se concevoir et pas autrement. On a évoqué la majorité des salariés, mais il peut s'agir de la majorité d'un atelier ou d'un service. Au POID, à force de fréquenter les appareils pourris des syndicats, ils ont perdu jusqu'aux notions les plus élémentaires du syndicalisme.

Les syndicats ont été créés pour défendre ou représenter les intérêts des travailleurs et les organiser, les rassembler sur leur propre terrain de classe, pour pouvoir ensuite engager le combat contre l'Etat et le patronat, autrement dit se donner les moyens pratiques de les vaincre ou d'obtenir satisfaction à leurs revendications en recourant à la grève, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Affirmer que la classe ouvrière a des "intérêts spécifiques dans le « conflit » qui l'oppose à la classe capitaliste" laisserait à penser que ce "conflit" pourrait être permanent ou non, et comme l'immense majorité des travailleurs n'en ont pas conscience ou sont bourrés d'illusions dans le capitalisme, ils seront portés à imaginer que ce conflit est passager.

Or, c'est la nature des rapports sociaux sur lesquels repose le mode de production capitaliste, qui détermine l'existence d'intérêts de classe antagonistes et irrémédiablement inconciliables, ce qui signifie que ce conflit est permanent, aussi permanent que l'exploitation (et l'oppression) à laquelle est soumis chaque travailleur, qu'ils en aient conscience ou non, c'est un fait établi que la formule employée ici fait disparaître. C'est un peu comme la paix que revendiquent ceux qui nous gouvernent, c'est une paix armée en attendant la prochaine guerre, parce que le capitalisme ou l'impérialisme porte en lui la guerre et non la paix.

On nous dit que la concertation serait érigée en "système", mais on se garde bien de nous expliquer pourquoi, pourquoi c'est possible, sinon parce que les syndicats (donc les agents du capital qui les contrôlent) sont partie prenante de ce "système", s'y soumettent de bonne volonté, y adhèrent.

LTT - Si la classe capitaliste – et les gouvernements à son service – cherche à contraindre les organisations des travailleurs à avoir « un projet commun » avec eux, c'est pour tenter de nier l'existence des intérêts antagoniques entre les exploités et les exploités."

LVOG - Ils ont trouvé le moyen de nous glisser "*l'existence des intérêts antagoniques entre les exploités et les exploités*" en y associant les syndicats pour qu'on ne leur prête pas de les nier.

<https://latribunedesttravailleurs.fr/2018/04/12/concertation-macron-un-systeme/>

Rectification

Dans la causerie du 19 avril, l'article intitulé *Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ?* a été imputé par erreur au NPA, il était de LO.

La version corrigée.

- Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ? - LO 11 avril 2018 Extrait.

LO - Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis 2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

LVOG - LO regrette que les États-Unis n'aient pas terminé leur sale boulot ! Je rappelle que Mattis le secrétaire à la Défense a déclaré, que depuis 2011 il n'existait aucune preuve que le gouvernement syrien ait utilisé des armes chimiques, voir la causerie de la veille. LO participe donc à la désinformation à laquelle se livrent gouvernements et médias.

Le 18 avril, LO a récidivé.

- Syrie : le jeu cynique de l'impérialisme - 18.04

LO - Dans la nuit du vendredi au samedi 14 avril, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont bombardé trois sites présentés comme liés au programme d'armement chimique. Au total, une centaine de missiles se sont abattus sur des bâtiments vidés de leur personnel depuis plusieurs jours.

LVOG - La défense antiaérienne syrienne a intercepté 71 missiles de croisière occidentaux sur 103 lancés contre des installations la Syrie par les États-Unis et leurs vassaux, avait indiqué le ministère russe de la Défense le 14 avril. A LO ils n'étaient pas au courant, il faut en déduire qu'ils ne doivent s'informer qu'auprès des médias occidentaux ou aux ordres.

LO - Pour justifier leur action militaire, Washington et Paris avaient assuré avoir la preuve de l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad dans l'enclave de la Ghouta. En tout cas, ils se sont bien gardés d'attendre la moindre enquête internationale, puisque les inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sont arrivés en Syrie après les frappes occidentales.

LVOG - Depuis le 7 avril, une multitude de témoignages ou de voix s'étaient élevées dans le monde pour contester la version de Washington et Paris, mais là encore, LO l'a ignoré.

LO - Il faut tout le cynisme dont sont capables les dirigeants impérialistes pour utiliser une telle justification car, depuis sept ans que dure la guerre en Syrie, ils ont laissé la population se faire massacrer, aussi bien par les troupes du régime que par les milices djihadistes soutenues par leurs alliés.

LVOG - On aura compris que LO regrettait que le gang de Washington, Paris, Londres n'ait pas bombardé la Syrie plus tôt !

LO - Depuis le début des affrontements en Syrie en 2011, les dirigeants américains ont cherché à tirer parti des affrontements, appuyant des groupes djihadistes contre le régime d'Assad, laissant leurs alliés saoudiens et turcs appuyer et armer des groupes djihadistes à l'idéologie et aux méthodes qui n'avaient rien à envier à celles de Daech, quand ce n'était pas Daech lui-même.

LVOG - Daesh, pas Daesh, ils n'en savent trop rien et ils s'en foutent ! On sait que tous les groupes de barbares qui interviennent en Syrie, en Irak et dans d'autres pays de la région ou en Afrique sont tous à l'origine issus d'Al-Qaïda, puis de l'Emirat islamique ou Daesh, chacun ayant son banquier et son fournisseur d'armes attiré, Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Israël, Amérique, Grande-Bretagne, France, etc. son donneur d'ordres, quoi. LO - (...) Loin d'une intervention destinée à protéger les populations, c'est de la part des dirigeants impérialistes une action cynique calculée pour imposer coûte que coûte leur présence sur un champ de bataille dont ils sont pratiquement écartés. Le sort des populations civiles, pas plus en Syrie qu'ailleurs, n'entre jamais dans les calculs des puissances impérialistes, sinon comme prétexte.

LVOG - Non, sans blague !

Bref, LO ne vaut guère mieux que le NPA, à éviter.

[Cela ne nous rajeunit pas, mais cela fait du bien. On n'est pas Charlie ou U2, mais Pink Floyd !](#)

- Des Casques blancs auraient tenté de faire pression sur Roger Waters, l'ex-leader de Pink Floyd - francais.rt.com 19.04

Le 19 avril, des courriels auraient révélé comment le groupe d'activistes syriens controversé des Casques blancs a essayé de faire pression sur le cofondateur de Pink Floyd, Roger Waters, avec de l'argent saoudien.

Les révélations ont été publiées sur le blog de Max Blumenthal. Dans un e-mail d'octobre 2016, Roger Waters aurait été ainsi invité

à une levée de fonds organisée par le milliardaire saoudien Hani Farsi pour honorer le travail des Casques blancs. Dans ce document, il est également encouragé à regarder un documentaire sur le groupe.

Et cela ne se serait pas arrêté là : quelques jours avant son récent concert à Barcelone, Roger Waters aurait été contacté par un journaliste français travaillant pour les Casques blancs. Le journaliste aurait demandé à Roger Waters de livrer un message aux enfants de Syrie. Certains de ces e-mails ont été diffusés sur la version anglophone de RT. Selon le blogueur Max Blumenthal, Roger Waters n'a pas répondu aux courriels.

En outre, au lieu de soutenir les Casques blancs lors de son concert de Barcelone, Roger Waters a dénoncé l'organisation et son fonctionnement : «Les Casques blancs sont une fausse organisation qui n'existe que pour faire de la propagande pour les djihadistes et les terroristes. C'est ma croyance. Nous avons des croyances opposées.»

«Si nous devons écouter la propagande des Casques blancs et d'autres, nous serions encouragés à encourager nos gouvernements à lancer des bombes sur les gens en Syrie», a-t-il ajouté. «Ce serait une erreur monumentale pour nous en tant qu'êtres humains», a-t-il appuyé.

Interviewé par Max Blumenthal, Roger Waters a confirmé sa pensée : «Maintenant, nous savons que les Casques blancs essaient d'encourager l'Occident à larguer des bombes et des missiles illégalement en Syrie.» francais.rt.com 19.04

Dossier Syrie

On savait bien que l'esclavage n'avait pas réellement été abolie ou la servilité d'un courtisan ridiculisé aux yeux du monde entier.

- Bachar al-Assad rend sa Légion d'honneur à la France, «esclave des Etats-Unis» - LeParisien.fr 20 avril 2018

La présidence syrienne a annoncé jeudi que la décoration de la Légion d'honneur attribuée par la France en 2001 au président Bachar al-Assad avait été rendue après la participation de Paris aux frappes contre la Syrie samedi.

« Le ministère des Affaires étrangères et des Expatriés a officiellement rendu à la République française, par le biais de l'ambassade de Roumanie à Damas, qui parraine les intérêts français en Syrie, la décoration de grand-croix de la Légion d'honneur accordée au président Assad par l'ancien président français Jacques Chirac », indique la présidence dans un communiqué.

"Il n'est point d'honneur pour le président Assad de porter une décoration attribuée par un régime esclave (...) des Etats-Unis qui soutient les terroristes", indique encore la présidence.

La décision de rendre la Légion d'honneur a été prise après « la participation de la France à l'agression tripartite aux côtés des Etats-Unis et du Royaume-Uni contre la Syrie le 14 avril », selon le communiqué. [Le Parisien avec AFP](http://LeParisien.fr) 20 avril 2018

La vengeance est un plat qui se mange chaud, froid elle est frelatée.

- La vengeance du général Benoît Puga - Réseau Voltaire 19 avril 2018

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a annoncé à l'Assemblée nationale l'ouverture de la procédure de radiation du président syrien, Bachar el-Assad, de l'Ordre de la Légion d'honneur.

Elle lui avait été décernée par le président Jacques Chirac, qui se présentait alors comme son tuteur et l'introduisait dans l'arène internationale.

Cette procédure, extrêmement rare, est conduite par le général Benoît Puga. Celui-ci fut commandant des Forces spéciales (COS), puis du renseignement militaire (DRM). Il fut chef d'état-major particulier de deux présidents successifs, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Depuis l'Élysée, il organisa et commanda les soldats français secrètement envoyés en Syrie pour y renverser le régime et y rétablir « le mandat français », selon l'expression du président Hollande. Il n'a jamais été poursuivi pour ces faits et, au contraire, en a été félicité en étant nommé grand chancelier de la Légion d'honneur et en participant à la réunion 2017 du groupe de Bilderberg. Réseau Voltaire 19 avril 2018

L'Empereur d'Otanie menace.

- Assad reste en mesure de mener des attaques chimiques, selon le Pentagone - Reuters 19 avril 2018

L'armée du président syrien Bachar al Assad reste en mesure de mener des attaques chimiques limitées, même si rien n'indique que l'une d'elle est en préparation, a estimé jeudi le Pentagone.

"Ils ont conservé une capacité résiduelle, qui est probablement répartie dans une multitude de sites à travers le pays", a affirmé le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Kenneth McKenzie.

Selon quatre sources proches du dossier interrogées par Reuters, l'armée américaine a conclu que les frappes aériennes menées la semaine dernière par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne en Syrie ont n'ont eu qu'un impact limité sur les capacités du régime syrien à mener d'autres attaques chimiques.

Ces conclusions contrastent avec celles de la présidence américaine qui affirmait que les frappes aériennes occidentales ont touché le coeur du programme d'armes chimiques syrien.

Etats-Unis, France et Grande-Bretagne ont détruit trois cibles, la plus importante d'entre elles étant le Centre de recherche et de développement de Barzeh qui serait, selon le renseignement américain, impliqué dans l'élaboration des armes chimiques syriennes.

Mais d'après les sources interrogées par Reuters et qui se sont exprimés sous le sceau de l'anonymat, certains éléments laissent penser que le stock syrien d'armes chimiques n'était pas intégralement entreposé dans les trois cibles visées.

Certaines de ces armes sont stockées dans des écoles et dans des immeubles d'habitation qualifiés par l'une des sources de Reuters de "boucliers humains".

Si les sources de Reuters admettent que la destruction du centre de recherche de Barzeh a sans doute eu un impact sur les capacités du régime, elles soulignent qu'une grande quantité d'autres dispositifs chimiques sont restés dissimulés. Reuters 19 avril 2018

En complément.

- L'UE menace le Venezuela de nouvelles sanctions - Reuters 19.04

Federica Mogherini, porte-parole de la diplomatie européenne, a menacé jeudi le Venezuela de nouvelles sanctions si les "conditions d'un processus électoral crédible et inclusif" ne sont pas respectées lors des scrutins présidentiel et législatifs du 20 mai. Reuters 19.04

Dans la rubrique farces et attrapes des conspirateurs.

- Les USA accusent Moscou et Damas d'effacer leurs traces à Douma - Reuters 20 avril 2018

Les Etats-Unis disposent d'informations crédibles montrant que les gouvernements syrien et russe tentent d'effacer les traces de l'attaque chimique présumée à Douma tout en empêchant les enquêteurs internationaux d'y accéder, a dit le département d'Etat jeudi. Reuters 20 avril 2018

C'était juste un mauvais film : "**Un jour de tournage des Casques blancs**" du MI6.

- Vidéo. Tournage de Douma: le père de l'un des «acteurs» prêt à témoigner.

<https://www.youtube.com/watch?v=z7tXwqiCWI4>

- Vidéo sur «l'attaque chimique» à Douma: le reportage sur le garçon sera diffusé à l'Onu fr.sputniknews.com 19.04

La vidéo réalisée par les Casques blancs avec la participation du petit Syrien Hassan Diab, présenté comme une victime de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma, sera diffusée aux représentants des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré l'ambassadeur de la Russie à l'Onu, Vassili Nebenzia.

Le témoignage du garçon syrien Hassan Diab, qui, selon une vidéo montée par les Casques blancs, aurait été touché lors de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma, sera soumis aux pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu, a indiqué Vassili Nebenzia, ambassadeur de la Russie auprès de cette organisation internationale.

«Nous disposons d'ores et déjà de ce reportage sous-titré. Nous l'avons distribué aux représentants des pays membres [du Conseil de sécurité, nldr] et d'ici à la prochaine réunion du Conseil, nous trouverons le moyen de le diffuser sur grand écran», a-t-il fait remarquer.

La chaîne de télévision Rossiya 24 a présenté l'interview de ce garçon de 11 ans qui a participé au tournage de la vidéo sur «l'attaque», invité, comme de nombreuses autres personnes, par les Casques blancs.

«Nous étions dans un sous-sol. Maman m'a dit qu'il n'y avait rien à manger et qu'on mangerait demain. Nous avons entendu des cris dans la rue, on criait "Allez à l'hôpital". Nous avons accouru à l'hôpital et dès que j'y suis entré, on m'a attrapé et on a commencé à m'asperger d'eau. Ensuite, on nous a mis sur des lits à côté d'autres personnes», a dit le garçon à Rossiya 24.

Le père d'Hassan a confirmé ce récit, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune attaque chimique, mais que sa famille avait reçu pour le tournage des aliments, notamment des dattes, des biscuits et du riz.

Un garçon de Douma révèle des détails sur le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique»

Le ministère russe de la Défense avait précédemment présenté une interview vidéo de participants au tournage. Les médecins de l'hôpital y déclarent qu'«aucune des personnes transportées à l'hôpital ne présentait de traces d'intoxication par des agents chimiques». sputniknews.com 19.04

- Un garçon de Douma révèle des détails sur le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique»
sputniknews.com 19.04

Le garçon syrien Hassan Diab, présenté par les Casques blancs comme une personne touchée par la présumée attaque chimique le 7 avril à Douma, a raconté à un journaliste russe comment la vidéo sur «l'attaque» a été filmée.

Il n'y a eu aucune «attaque chimique» à Douma, une banlieue de Damas, le 7 avril dernier et les personnes qui «auraient été touchées par un agent chimique» ont été invitées par les Casques blancs, a annoncé mercredi Hassan Diab, un garçon de 11 ans qui figurait dans la vidéo.

Le correspondant de guerre de la chaîne, Evguéni Poddoubny, a noté qu'on avait obligé le garçon à tourner dans cette vidéo.

«L'enfant n'avait rien à manger. On lui a donné du riz, des dattes et des biscuits pour ce tournage», a indiqué le journaliste.

Le père d'Hassan a confirmé ce récit, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune attaque chimique dans la ville.

«Quand j'ai appris que mon enfant était à l'hôpital, j'ai demandé de m'absenter de mon travail pour y aller. J'ai fumé dehors, je n'ai rien senti. Je suis entré à l'hôpital et j'ai vu ma famille. Les extrémistes ont donné des dattes, des biscuits et du riz aux participants à ce tournage avant de nous laisser rentrer chez nous. Mon enfant se portait parfaitement bien», a indiqué l'homme.

Le correspondant Evguéni Poddoubny a publié un reportage sur Instagram où il montre la salle d'hôpital qui a servi de lieu de tournage pour les Casques blancs.

«L'hôpital traitait plusieurs personnes souffrant d'asphyxie au monoxyde de carbone, parce que ce jour-là, il y avait plusieurs incendies à Douma. Tout à coup, des extrémistes criant "Attaque chimique" sont arrivés en courant dans l'hôpital. Ils ont amené leurs acteurs qu'ils ont mis sur le plancher et ont commencé à les asperger d'eau. Cela a servi de prétexte pour une frappe portée contre la Syrie par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France», indique le journaliste dans le reportage.

Des correspondants de la chaîne américaine One America News Network se sont eux aussi rendus à Douma. Ils ont interviewé les médecins de l'hôpital, qui avait servi de lieu de tournage pour l'attaque chimique présumée, ainsi que des habitants de Douma. sputniknews.com 19.04

- Tournage de Douma: le père de l'un des «acteurs» prêt à témoigner sputniknews.com 19.04

Le père d'un garçon qui a été présenté par les Casques blancs comme une «victime» de l'attaque chimique présumée de Douma a fait part de sa volonté de comparaître devant les organisations internationales afin de leur faire connaître la vérité. Selon lui, «les armes chimiques n'y ont pas été utilisées».

Omar Diab, le père du garçon syrien présenté par les Casques blancs comme une des «victimes» de l'attaque chimique présumée du 7 avril à Douma s'est déclaré prêt à livrer son témoignage à n'importe quelle organisation internationale afin de prouver que les armes chimiques n'ont pas été utilisées dans cette ville de la banlieue est de Damas.

«Mon fils n'avait aucune trace d'exposition aux armes chimiques. Il a été un peu effrayé, mais il est sain et sauf. Avec ma famille, nous sommes prêts à témoigner n'importe où dans le monde, que cela soit à Genève ou à New York, que les armes chimiques n'y ont pas été utilisées», a-t-il déclaré.

Auparavant, le correspondant de guerre de la chaîne Rossiya 24, Evguéni Poddoubny, avait déclaré que ce qui s'était passé à Douma le 7 avril n'avait pas été une attaque chimique mais «un jour de tournage des Casques blancs». Le journaliste russe a réussi à parler à Hassan Diab, un garçon syrien âgé de 11 ans, qui a raconté qu'on lui avait donné «du riz, des dattes et des biscuits pour ce tournage». sputniknews.com 19.04

- Défense russe: l'attaque chimique présumée à Douma a été simulée par les Casques blancs - sputniknews.com 19.04

Personne n'a confirmé que l'attaque présumée a eu lieu dans la ville, a déclaré en direct un présentateur de One America News Network. Il a annoncé avoir interrogé une dizaine de résidents. «Ils ont dit que ce jour-là, tout allait comme toujours dans ce quartier et qu'ils n'avaient remarqué rien d'insolite», a noté le journaliste. Il a interrogé 40 ou 50 autres personnes dans d'autres quartiers de Douma, mais personne n'a entendu parler d'une attaque chimique.

Le correspondant américain a également visité la place où l'attaque aurait eu lieu, mais il n'a trouvé aucune preuve. Il est ensuite allé dans l'hôpital contrôlé par des extrémistes et est entré dans la salle qu'on avait montré dans les vidéos et où se trouvaient des personnes touchées par «l'attaque chimique».

Dispersion chimique à Douma, quand l'Occident saute sur les conclusions des Casques blancs

Un médecin, qui était de service le 7 avril, lui a dit «que c'était une journée comme les autres, mais qu'il y avait beaucoup de poussière. Beaucoup de gens se plaignaient de souffrir de toux, mais il n'y avait pas d'autres blessures. Et d'un coup, un groupe d'inconnus criant qu'une attaque chimique avait eu lieu, a fait irruption dans la salle. Ils ont apporté des gens, des blessés présumés, et ont commencé à les asperger d'eau. Les médecins examinaient ces personnes et les inconnus qui avaient apportés les blessés, ont commencé à tout filmer». sputniknews.com 19.04

[Vive la guerre, ils n'ont pas d'autres perspectives à vous offrir! Trump : Les ventes d'armes : Une priorité absolue.](#)

- L'administration Trump va faciliter et accélérer les ventes d'armes - Reuters 19 avril 2018

L'administration Trump a présenté jeudi une réforme attendue de longue date de la politique d'exportation d'armes visant à faciliter et accélérer les ventes aux alliés des Etats-Unis, ce qui devrait selon elle profiter à l'industrie américaine du secteur et à l'emploi.

La Maison blanche entend réduire les délais nécessaires pour approuver les contrats de vente d'armes, faciliter les grosses ventes ainsi que celles d'armes plus puissantes.

Elle veut aussi permettre aux responsables américains de peser davantage sur les discussions quand elles entrent dans leur phase finale, ce que Donald Trump fait déjà en téléphonant personnellement aux dirigeants des pays concernés.

Cette nouvelle politique commerciale, bien plus agressive que celle que Barack Obama avait adoptée en 2014, devrait profiter aux sociétés américaines du secteur de l'armement, comme Boeing, Lockheed Martin, Raytheon, General Dynamics et Northrop Grumman.

La réforme était en préparation depuis un an sous la conduite notamment du conseiller au commerce de la Maison blanche, Peter Navarro. Celui-ci a estimé dans un communiqué que la nouvelle politique américaine permettrait de "créer des emplois, renforcer nos alliés et partenaires, soutenir une industrie de la défense solide et promouvoir les intérêts économiques et sécuritaires des Etats-Unis à l'étranger".

Parmi les considérations retenues pour autoriser ou non une vente d'armes, le respect des droits de l'homme figurera au même niveau que d'autres facteurs comme les besoins des alliés des Etats-Unis ou le coût économique de la perte d'un contrat par une société américaine.

"C'est une politique équilibrée", a assuré l'ambassadrice Tina Kaidanow, qui supervise les contrats de vente d'armes au département d'Etat.

La réforme prévoit en particulier de faciliter les ventes de petits drones équipés de missiles et de tous les types de drones

de surveillance aux alliés des Etats-Unis.

Un responsable du département d'Etat a cependant déclaré cette semaine à Reuters que le texte définissant la nouvelle politique en la matière ne serait pas rendu public, pas plus qu'une liste étendue de pays pouvant bénéficier de ventes accélérées.

Les ventes d'armes sont une priorité absolue de Donald Trump, qui aborde le sujet lors de presque toutes ses conversations avec des dirigeants étrangers.

- Lockheed Martin chargé de développer un missile hypersonique - AFP 19 avril 2018

Le Pentagone s'est officiellement lancé dans la course hypersonique en chargeant le groupe de défense américain Lockheed Martin de développer le premier missile américain capable de voler à une vitesse cinq fois supérieure à celle du son.

Le Pentagone a annoncé mercredi soir qu'il accordait à Lockheed Martin un contrat d'un montant pouvant aller jusqu'à 928 millions de dollars sur une durée indéterminée pour la conception, le développement, les tests d'un missile air-sol hypersonique.

Le nouveau patron de la recherche et du développement au Pentagone, Michael Griffin, a souligné mardi que les missiles hypersoniques étaient désormais la priorité numéro un de la Défense américaine.

"A mon avis, l'avancée la plus significative de nos adversaires a été le développement par la Chine de ce qui est aujourd'hui un système très avancé de frappes conventionnelles d'un rayon d'action de plusieurs milliers de kilomètres", a-t-il déclaré au cours d'une audition au Congrès.

Avec les capacités actuelles des Etats-Unis, "on ne verra pas ces trucs nous arriver dessus", a prévenu M. Griffin, qui est un ancien ingénieur de la NASA. Une fois que les systèmes antimissiles américains les auront décelés, "nous aurons très peu de temps pour répondre".

Pékin vient d'annoncer que ses scientifiques étaient en train de construire une soufflerie surpuissante destinée à la conception d'avions et de missiles pouvant voler à plus de 12.000 km/h, soit 10 fois la vitesse du son.

Par ailleurs, le président russe Vladimir Poutine a vanté début mars ses nouvelles armes "invincibles", parmi lesquelles de nouveaux missiles de croisière hypersoniques.

Peu après, la Russie a annoncé avoir procédé avec succès au tir d'essai de son nouveau missile hypersonique "Kinjal" ("Poignard"), affirmant qu'il "n'existe pas d'équivalent au missile "Kinjal" dans le monde".

"Le développement des armes hypersoniques de la Chine nous a dépassé", reconnaissait récemment devant le Congrès l'amiral Harry Harris, chef du commandement militaire américain pour le Pacifique (Pacom). "Nous sommes à la traîne". AFP 19 avril 2018

- La Russie se dote de l'arme qui «rend fous» les drones - fr.sputniknews.com 19.04

Le groupe Avtomatika a développé pour l'armée et les forces de l'ordre trois types d'arme pour mener la lutte électronique contre les drones.

Le groupe Avtomatika faisant partie de la société d'État Rostech a relaté à Sputnik avoir développé trois types d'arme électronique: portable (Pichtchal), fixe (Taran) et mobile (Sapsan).

«L'effet produit par les rayonnements est toujours à peu près le même: les drones commencent, pour ainsi dire, à perdre les pédales. Si c'est un quadrirotor, il s'immobilise, après quoi il part en vrille et tombe. Si c'est un drone à ailes, il part en descente incontrôlée et s'écrase au sol», a raconté le chef du projet, Sergueï Chiriaev.

Les nouveaux systèmes multirôles sont capables de détecter, de suivre et d'abattre les drones agissant sur leurs canaux radio.

Le Sapsan (faucon pèlerin en russe) est le plus puissant de ces trois systèmes, il est destiné à lutter contre tous les types de drones. La détection des cibles est réalisée dans les spectres visible et infrarouge, ainsi qu'en utilisant les fréquences radio et le radar. Après avoir repéré une cible à une distance de plus de 100 km, le système la suit et émet une interférence électromagnétique. Si le drone représente un grave danger et doit être détruit sans délai, sa localisation est transmise aux systèmes de défense antiaérienne.

La Russie trouve un remède contre les essaims de drones

Le système Taran (bélière) est utilisé contre les essais de drones. En les repérant, le système la surplombe d' une coupole invisible d'au moins 1.800 m de diamètre qui est impénétrable pour les drones. Bien qu'un large spectre de fréquence soit utilisé contre les drones, le rayonnement est absolument inoffensif pour les hommes et ne perturbe pas le fonctionnement des portables.

Le système Pichtchal (escopette) a été créé sous forme de fusil. Cette arme d'une masse de 3 kg est destinée à la lutte contre des cibles isolées ou des drones en mouvement. Sa pile garantit une heure de fonctionnement ininterrompu.

Avtomatika se propose d'achever les essais de ces systèmes et d'entamer leur production en série avant la fin de l'année en cours.
fr.sputniknews.com 19.04

ACTUALITÉ DU JOUR

SNCF. Les briseurs de grève à la manoeuvre.

- SNCF: l'intersyndicale veut négocier avec Édouard Philippe - AFP 20.04

L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT de la SNCF a décidé jeudi de suspendre sa participation à la concertation avec la ministre des Transports Elisabeth Borne et veut négocier avec le Premier ministre Édouard Philippe sur la réforme ferroviaire, a annoncé à la presse Laurent Brun, , secrétaire général de la CGT Cheminots.

Le trio CGT Cheminots, Unsa ferroviaire et CFDT Cheminots a confirmé la poursuite de la grève contre la réforme selon "le calendrier annoncé", par épisode de deux jours sur cinq, "jusqu'à fin juin". Ce mouvement en était jeudi à sa 8e journée en quatre épisodes. SUD-Rail appelle, lui, à une grève illimitée.

Les quatre syndicats ont "décidé collectivement d'adresser un courrier au ministère (des Transports, ndlr) pour lui dire que nous suspendons notre participation aux (réunions) bilatérales" prévues "cette semaine et la semaine prochaine", a précisé M. Brun.

Ils vont également "adresser un courrier unitaire au Premier ministre pour lui demander de (les) recevoir et pour que ce soit lui qui organise, à partir de maintenant, la négociation puisque, semble-t-il, c'est lui qui prend toutes les décisions concernant l'évolution du dossier", a-t-il ajouté.

"L'unité syndicale est totale sur l'interprétation de la situation, sur la colère par rapport aux annonces gouvernementales et sur l'appel aux cheminots à renforcer la mobilisation", a poursuivi M. Brun.

Bruno Poncet, secrétaire fédéral de SUD-Rail, a déploré une concertation "inutile", et une réforme "pas préparée, injuste, qui va apporter plus de problèmes que de solutions". "Il faut une réforme, mais pas celle-là", a-t-il affirmé.

Le ministère des Transports "n'est pas le lieu où sont prises les décisions aujourd'hui", a considéré Didier Aubert, secrétaire général de la CFDT Cheminots. "Quand on est en négociation la veille au ministère des Transports, on ne nous dit pas que la décision est prise sur la date de suppression du statut" de cheminot et "le lendemain, on (l')apprend par la presse", après une annonce de Matignon, donc "manifestement, c'est au minimum Matignon" qui prend les décisions, a-t-il ajouté.

Roger Dillenseger, secrétaire général de l'Unsa ferroviaire, a relevé le "déficit de confiance" des syndicats à l'égard du ministère des Transports. "On a demandé des négociations, on se retrouve à des réunions d'échanges et in fine", la presse publie "des dates sans même qu'on nous en parle", a-t-il reproché.

"J'ai exprimé très violemment mon agacement hier (mercredi) soir, autant du côté du ministère que du côté de la direction de l'entreprise" car il n'est "pas normal qu'on soit informé (...) via les médias", a-t-il dit.

Les syndicats "n'ont pas appris par la presse" la date de fin du statut car elle avait "été présentée la veille (mardi) aux organisations syndicales", avant que le sujet ne sorte dans les médias, a affirmé de son côté Mme Borne sur RTL. AFP 20.04

Le roitelet peut être rassuré.

- Macron estime que "tout ne va pas si mal" - Reuters 20.04

La jaunisse sévit.

- Retraites : Laurent Berger juge « bonne » la démarche du gouvernement - Publicsenat.fr 20.04

- Retraites: Pavageau (FO) qualifie de "bla-bla" la concertation - AFP 20.04

Bergeron, Blondel, Mailly, Pavageau, ils ont été choisis en fonction de leur capacité à s'adapter aux besoins du régime selon la situation, et quand le capitalisme touche le fond, le discours de l'heureux élu se réduit à des onomatopées.

- ...elle parlait à son fils, âgé de vingt mois, ce langage tout en onomatopées qui fait sourire les enfants... (Balzac, la Cousine Bette)

A bas la collaboration de classes, la trahison, boycott !

AFP - "Démarrer la concertation en ayant expliqué à la fois quand elle se termine et comment elle va se terminer, ça donne envie d'y aller..", a-t-il ironisé, promettant "d'y aller et de dire ce qu'on pense", a-t-il ajouté. AFP 20.04

Quand un sondage sert une opération de police.

- Une opération de police à Tolbiac pour lever le blocus de l'université - Le HuffPost 20 avril 2018

Les forces de l'ordre ont lancé vendredi au petit matin une vaste opération pour lever le blocage de l'université de Tolbiac à Paris, lieu emblématique de la mobilisation contre la réforme de l'accès à l'université... Le HuffPost 20 avril 2018

- Une majorité de Français contre les blocages étudiants, selon un sondage - Reuters 20 avril 2018

Une majorité de Français (55%) est hostile à l'actuelle mobilisation étudiante contre le système Parcours Sup' de sélection sur dossier à l'entrée à l'université, que 52% des sondés soutiennent, selon une enquête Odoxa-Dentsu Consulting. Reuters 20 avril 2018

- Universités : les blocages continuent - Liberation.fr 20 avril 2018

Depuis plusieurs semaines, quatre universités (sur 73) et une dizaine de sites (sur quelque 400) sont bloqués par des opposants à la nouvelle loi sur l'accès à l'enseignement supérieur. Liberation.fr 20 avril 2018

- Air France Neuf jours de grève et toujours pas d'issue - Liberation.fr 20 avril 2018

Après neuf jours de grève, deux à venir la semaine prochaine et d'autres annoncés pour mai, le conflit s'enlise à Air France. Liberation.fr 20 avril 2018

Cela mérite au moins la Légion d'honneur.

- 70 367 - Liberation.fr 20 avril 2018

C'est le nombre record de détenus en France, au 1er avril (dont 49 515 condamnés), selon un communiqué de la direction de l'administration pénitentiaire. Liberation.fr 20 avril 2018

Vive la Palestine, dissolution d'Israël !

- Des Arabes israéliens manifestent à l'occasion de l'anniversaire de l'Etat hébreu - AFP 20 avril 2018

Des milliers d'Arabes israéliens ont manifesté jeudi dans le nord d'Israël pour exprimer leur colère à l'occasion du 70e anniversaire de la création de l'Etat hébreu.

"Votre jour d'indépendance est notre jour de Nakba" (catastrophe, en arabe), ont scandé les manifestants regroupés à Atlit, à environ 12 km au sud de Haïfa.

Selon les Palestiniens, les 174 habitants de ce village ont été chassés par Israël lors de la guerre qui a accompagné sa création en 1948.

Une ville israélienne porte aujourd'hui le même nom.

Brandissant des drapeaux palestiniens, les manifestants ont réclamé le "droit au retour" des réfugiés dont les familles ont fui ou ont été expulsées de leurs maisons en 1948.

Ce droit est soutenu par une résolution des Nations unies qui n'a jamais été mise en oeuvre. Près de cinq millions de réfugiés palestiniens et leurs descendants vivent en Cisjordanie occupée, à Gaza ou dans d'autres pays de la région.

"Je suis arabe et je veux préserver ma culture et mon identité, quelque soit le nom du pays", a indiqué Wassal Kanana, 21 ans.

Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948. Ils représentent 17,5% de la population israélienne. AFP 20 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 21 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (14 pages)

[En France, on se croirait dans un pays sous-développé, en Inde par exemple.](#)

- En région parisienne, la maladie chronique des décharges sauvages - AFP 20.04

Des montagnes de déchets en bord de route, près de la Seine ou en pleine forêt: les dépôts sauvages par des particuliers et surtout par des entreprises sont une maladie récurrente en Ile-de-France, accentuée par la difficile application des sanctions.

"Il y avait ici beaucoup d'activité agricole. La plaine a donné à manger à Paris pendant des décennies". Debout sur la lande, Alban Bernard raconte l'histoire d'un bout de terre devenu une décharge sauvage.

Ce terrain de 330 hectares à Carrières-sous-Poissy (Yvelines) est aujourd'hui en partie recouvert d'une "mer de déchets": plus de 7.000 tonnes, selon les calculs de ce riverain.

A perte de vue s'étalent des sacs de gravats éventrés, des pots de peinture, des montants de fenêtres, de la tôle, des planches, une baignoire et un radiateur, des tiroirs de bureau, un canapé...

"On a laissé faire", s'agace M. Bernard, qui a lancé une pétition et organisé deux rassemblements sur place. "Il faut se mobiliser pour vraiment dire stop" et "trouver un vrai projet pour la plaine", dit-il.

Cet "océan de déchets" est le symptôme d'une maladie chronique en région parisienne: dans la forêt de Saint-Germain ou de Fontainebleau, sur les rives de la Marne et de la Seine, au bord de la nationale à Noisy-le-Sec, les dépôts sauvages font partie du paysage. AFP 20.04

En Inde, c'est le pays tout entier qui est une décharge, y compris le petit village où je vis. Quotidiennement ou presque je me transforme en cantonnier et je nettoie le chemin qui passe devant chez moi, je ramasse les déchets et je les brûle sur place. Quant au reste du village, hormis les fois où j'ai rendu visite à la soeur de ma compagne ou sa fille, je n'y ai pas mis les pieds depuis quatre ans où j'y habite, je ne peux même pas vous dire combien de rues il comporte, je n'en ai jamais fait le tour, le peu que j'en ai vu m'a dégoûté, c'est indescriptible, dégueulasse au possible et cela pue. En revanche quand je sors de chez moi, j'emprunte le chemin en terre pour rejoindre la rue qui mène à la grande route, le chemin est propre puisque c'est moi qui le nettoie, par contre la rue menant à la route compte des centaines de sacs plastiques et autres papiers ou déchets, je le parcours en regardant droit devant moi ou les arbres.

Je vis dans un pays où personne ne se promène à pied, cela n'existe pas, c'est trop dangereux, dégueulasse et sans intérêt. C'est la raison pour laquelle je voulais absolument avoir un petit jardin, pour avoir au moins un endroit où je me sente bien, ce qui me semble être légitime.

On a l'impression que les hommes sont traités comme des animaux ou moins bien encore par les autorités de ce pays. Pour les Indiens qui croulent sous des difficultés de toutes natures, y compris les invasions de moustiques et rats, les questions d'hygiène ou d'environnement ne sont pas secondaires, elles passent littéralement à la trappe, bien qu'ils en soient les

premières victimes, car évidemment ils tombent régulièrement malade ou ils sont pris de fièvres plusieurs fois par an sans que cela provienne de la malaria, les enfants sont pour ainsi dire abonnés chez des médecins et tous les soirs ils se forment des queues devant les pharmacies et cabinets des médecins ne désemplissent pas. Ils dépensent une fortune en consultation et traitement au lieu de consacrer un peu de leur temps ou de leur argent à l'entretien du village.

J'avais pensé que chaque famille pourrait contribuer en fonction de ses revenus pour payer le salaire d'un chômeur du village qui serait chargé du nettoyage, mais j'ai rapidement abandonné l'idée du fait qu'ils n'ont aucun sens civique ou collectif, ils sont en proie à un individualisme pire que débridé ou effréné qui correspond à l'éducation qu'ils ont reçue ou à l'environnement dans lequel ils ont grandi, et je tiens à préciser que je parle ici de la totalité des Indiens et non de la majorité ou d'une partie des Indiens.

En maintenant pendant un siècle ce pays moyenâgeux dans le sous-développement, les mentalités ne pouvaient pas évoluer. Et depuis qu'il a commencé à se développer à partir du début des années 90, hier en fait, les Indiens ont été appelés à rejoindre la société mondiale de consommation sans que personne ne se soucie de ses conséquences désastreuses sur leur mode de vie, qui matériellement s'est améliorée modestement, mais qui s'est dégradée dans tous les autres domaines.

Leur mode de pensée et de vie est demeurée sous-développée. Quand vous parlez avec eux de ce fléau, ils comprennent de quoi vous leur parlez, mais ils sont incapables d'avancer la moindre idée ou solution pour le résoudre, et quand vous leur en proposez une, comme elle ne vient pas d'eux ils la rejettent ou ils ne la mettront pas en application, du coup la situation ne fait qu'empirer et leurs problèmes ne font que se multiplier.

Quand ils me voient nettoyer le chemin devant chez moi, ils me disent que c'est bien, que j'ai raison, etc. mais personne ne m'imitera, imaginez, s'abaisser à une tâche aussi basse, qu'est-ce que les autres penseraient d'eux, on se moquerait d'eux, ils préfèrent encore vivre entourés de décharges. Leur individualisme quasiment maladif va jusque là, mais je sais pourquoi et comment ils en sont arrivés là, pas de leur plein grès, ils en sont les premières victimes, comme partout ailleurs dans le vieux monde dont il faut se débarrasser.

Dossier Syrie

On pourrait résumer cela ainsi.

- C'est un bref résumé de la frappe syrienne. Une force extérieure avait poussé les dirigeants de la Russie et des US à la confrontation. Poutine et Trump n'avaient pas plus envie de se battre, autant l'un que l'autre, mais ils ne pouvaient pas éluder le face-à-face. Ce qu'ils pouvaient faire de mieux, ils l'ont fait : ils se sont évités.

C'est la conclusion quelque peu inattendue d'une rencontre soigneusement préparée. Franchement, ça n'avait aucun sens de soulever une vague de peur et de vitupérations sur le dos des Russes jusqu'à de telles extrémités pour un pareil final. La montagne a accouché d'une souris, comme disait Horace. Mais on peut s'attendre à ce que la montagne se remette bientôt à pousser. (Israel Shamir - Mondialisation.ca, 20 avril 2018)

Parole d'internaute.

- "Attaque injustifiée, car il n'y avait eu pas d'attaques chimiques (écoutez l'hésitation d'E. Macron excédé à Strasbourg en réponse à une critique: il dit attaques ... de chlore). Attaque illégale car il n'y pas eu de vote positif au Conseil de Sécurité selon article VII de la Charte de l'ONU, c'est une violation du droit international. Attaque mal ciblée car à Barzeh dans un bâtiment bien connu des coopérants français, on produisait des médicaments anticancéreux et anti venins. Attaque ridiculisante car des missiles ont eu des ratés. Un quadruple fiasco du régime Macron-Le Drian-Parly-DGSE."

- Les inspecteurs de l'OIAC ne veulent pas rencontrer les résidents de Douma - sputniknews.com 20.04

Les experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui sont arrivés en Syrie le 14 avril, refusent de rencontrer des résidents de la ville syrienne de Douma dans le cadre de l'enquête sur l'attaque chimique présumée survenue le 7 avril, rapporte un correspondant de Sputnik.

Les experts de l'OIAC ne sont pas encore arrivés à Douma, annonce un correspondant de Sputnik sur les lieux. Ils n'ont pas visité l'hôpital dans cette ville, où les «victimes» de l'attaque chimique présumée auraient reçu de l'aide médicale. Selon le correspondant, les représentants de l'organisation refusent de rencontrer les habitants de Douma à Damas, y compris le père du jeune Hassan Diab, qui avait déclaré sa volonté de témoigner qu'aucune arme chimique n'avaient pas été utilisées dans cette ville de la banlieue est de Damas.

Selon les représentants des autorités syriennes, Damas a garanti dès le premier à la mission de l'OIAC la sécurité de ses déplacements autour de la ville. sputniknews.com 20.04

- Un second petit Syrien évoque le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique» à Douma - sputniknews.com 20.04

Un petit Syrien de Douma a évoqué devant les journalistes de Sputnik le tournage des scènes de la présumée attaque chimique du 7 avril dans cette ville de la banlieue est de Damas. Il y a participé pour avoir des biscuits et des pommes de terre.

Le petit Moustafa, 10 ans, habite dans la ville syrienne de Douma. Au début, il ne voulait pas parler aux correspondants de Sputnik parce que les membres de Jaych al-Islam répétaient ces dernières années que ceux qui habitent les territoires sous contrôle de l'armée syrienne haïssent les enfants et veulent les tuer. Moustafa refuse net de poser devant la caméra et ne permet de prendre que de loin une photo de lui.

Mais peu à peu, il s'habitue et se libère de sa peur. Il confie à Sputnik qu'il aime étudier, mais que son école est détruite.

«Vous ne me tuerez pas si je vous dis ce que nous avons fait?», lance-t-il tout à coup.

Et il nous raconte comment des hommes de Jaych al-Islam ont promis aux enfants des dattes s'ils exécutaient leurs ordres.

«Les enfants ont été rassemblés aux abords de l'hôpital. Ils [les membres de Jaych al-Islam, ndlr] nous ont dit que nous aurions des biscuits et des pommes de terre si nous suivions toutes leurs consignes [...] On a commencé à nous asperger d'eau avec des tuyaux. Puis les adultes nous ont pris par la main et nous ont entraînés à l'intérieur de l'hôpital où nous avons été pris en photo. Enfin, on nous a distribué les aliments promis et on nous a dit qu'on pouvait jouer parce qu'on avait été sages.»

Moustafa a expliqué qu'en règle générale, les enfants n'étaient pas autorisés à aller à l'école ni à jouer. sputniknews.com 20.04

- La Russie change de position sur la fourniture de S-300 à Damas - sputniknews.com 20.04 L'attaque occidentale contre la Syrie libère la Russie ses engagements de ne pas fournir de complexes de missiles sol-air S-300 à la Syrie, a indiqué à Sputnik le chef de la diplomatie russe.

Après la frappe de missiles réalisée par les États-Unis et ses alliés contre la Syrie, la Russie n'a plus d'engagements moraux de ne pas fournir à Damas de systèmes de missiles sol-air S-300, a déclaré dans une interview à Sputnik le ministre russe des Affaires étrangères.

«Nous avons des engagements moraux, nous avons promis de ne pas le faire il y a environ dix ans, je pense, à la demande de nos partenaires que vous connaissez bien, et nous avons pris en compte leurs arguments selon lesquels cela pourrait déstabiliser la situation, bien que ce moyen soit purement défensif, mais néanmoins nous avons exaucé leurs demandes; à présent, nous n'avons plus cet engagement», a indiqué Sergueï Lavrov. sputniknews.com 20.04

- Syrie – Jean-Loup Izambert: «Il faut briser le mur du silence imposé par les puissances occidentales» par Jean-Loup Izambert et Gilles Munier - Mondialisation.ca, 19 avril 2018

France-Irak Actualité : La presse mainstream boude vos derniers ouvrages d'investigation. Pourquoi?

Jean-Loup Izambert : La censure s'est exercée sur les deux tomes de 56 et sur Trump face à l'Europe. L'envoi systématique de communiqués à près de 600 journalistes de médias français, la présentation du contenu des ouvrages afin de faciliter leur travail et, pour certains, l'envoi des livres par IS Edition comme à L'Humanité, Le Monde diplomatique, plusieurs chaînes de France Télévisions, RMC, BFM TV ou Russia Today et Sputniknews n'ont pas suffi à briser totalement le « mur du silence ». Mais ils ne pourront pas dire que d'octobre 2015 à janvier 2018 ils n'ont pas été informés par mon éditeur de la parution de ces ouvrages d'actualité. Plusieurs raisons expliquent cette censure. La propriété économique et la dépendance financière en sont les principales parmi d'autres. D'une part, je mets en cause le pouvoir politique français en prouvant que 56 dirigeants parmi les principaux ont soit protégé soit soutenu des groupes terroristes des années 1990 à ce jour ; et, d'autre part, je montre comment la plupart de ces médias ont trompé l'opinion publique en se contentant de reproduire les communiqués officiels du pouvoir sans même chercher à vérifier les faits. Ce ne sont plus des journalistes mais des chargés de communication de l'Elysée-Matignon. Ils ont la vérité sous les yeux mais se refusent à la voir car ils sont, volontairement ou non, impliqués dans le mensonge d'Etat. Le rôle des journalistes est de rapporter la vérité vraie, les faits que je dénonce sur les amitiés franco-terroristes, et non de broder un roman en fonction de leurs préjugés ou des communiqués d'un pouvoir politique, quel qu'il soit.

« Une nouvelle fois la religion sert de prétexte pour diviser les peuples. »

FIA : Ne craignez-vous pas d'apporter de l'eau au moulin de la vague islamophobe en focalisant vos recherches sur les activités d'organisations extrémistes salafistes ou les Frères musulmans ?

J-L.I. : Non. Je suis athée et je ne crois pas en un quelconque sauveur suprême. Je respecte les croyants si leur foi peut les aider à franchir des moments difficile ou éviter la mort, du moment qu'ils n'essaient pas d'imposer leur croyance. Concernant les pays arabes, je dénonce la collusion entre les Frères musulmans et les dirigeants occidentaux avec d'autant plus de fermeté que cette organisation est la collaboratrice des puissances colonialistes depuis les années 40.

FIA : Vous décrivez dans 56 la manière dont s'est mise en place et développée la campagne de propagande sur le thème des armes chimiques. Que pensez-vous des derniers développements avec l'affaire Skripal à Londres et la prétendue attaque à l'arme chimique dans la ville syrienne de Douma ?

J-L.I. : Les faits confirment ce que je décris dans 56. L'affaire Skripal a été montée de toutes pièces par des services du Premier ministre anglais, Theresa May, et des Affaires étrangères. Le montage est semblable à celui des précédentes campagnes montées sur le même thème de propagande par des services français sous les présidences de Hollande puis de Macron dont Jean-Yves Le Drian, l'associé permanent du crime d'agression, est l'un des principaux protagonistes. Mais l'affaire va bien au-delà de la seule responsabilité des dirigeants français et engage celle, de manière bien plus grave, de leurs homologues étasuniens et anglais.

C'est en réalité tout un réseau d'intervenants qui a procuré du matériel et des armes chimiques aux groupes terroristes de l'« opposition modérée » soutenus par les présidents Hollande et Macron. Les sociétés Tekkim, basée à Gaziantep, la société Sachlode Riyad, la société qatarie-allemande I.V.C. mais surtout trois sociétés anglo-saxonnes sont du nombre des ces pourvoyeurs de la mort. Il s'agit des sociétés Federal Laboratories et NonLethal Technologies, toutes deux basées aux Etats-Unis, et de la société Chemring Defence UK basée en Angleterre. Donald Trump et Theresa May ont des comptes à rendre à l'ONU. Ils doivent expliquer comment ces sociétés dont le commerce des productions est strictement réglementé et surveillé par les agences de lutte contre la criminalité transfrontalière ont pu exporter des munitions chimiques et des substances toxiques à des groupes irréguliers et terroristes. Là encore, vous constatez que du Figaro à L'Humanité en passant par Le Monde, c'est le silence total dans les médias français sur cette question.

En réalité, depuis 2013, voyant qu'ils sont militairement battus dans leur guerre par procuration, Washington, Londres et Paris s'efforcent de fabriquer un prétexte afin de détruire la République arabe syrienne et son environnement pour contrôler le Proche-Orient et s'emparer de ses richesses. En prenant la responsabilité de mener des frappes coordonnées dans la nuit de vendredi 13 au samedi 14 avril contre la République arabe syrienne, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France ont violé une nouvelle fois le droit international. Mais, surtout, ils ont pris la lourde responsabilité d'amplifier la guerre totale déjà en cours. Leur objectif était également d'entraver le travail de l'équipe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de faire pression sur elle. Mais ils devaient surtout faire disparaître les preuves de leur implication dans cette nouvelle opération criminelle menée avec de telles armes en territoire syrien par les groupes qu'ils instrumentalisent.

A l'heure où nous parlons, les Français sont en guerre. Ils ne le savent pas encore mais je pense qu'ils vont découvrir qu'en s'alignant une nouvelle fois sur Washington pour opérer de nouveaux actes criminels contre un peuple souverain, la France ne sortira ni grandie ni indemne de l'aventure dans laquelle le président Macron et le gouvernement Philippe l'ont embourbé. Il est évident que les bombardements contre la Syrie après plus de sept années de guerre terroriste ne seront pas sans conséquences pour les agresseurs. Mondialisation.ca, 19 avril 2018

LVOG - J'ai formaté le dernier paragraphe qui était trop long, 32 lignes, en 4 paragraphes.

En complément sur l'affaire Skripal.

Moscou a toutes les raisons de considérer la disparition des Skripal comme un enlèvement - sputniknews.com 20.04

La Russie est pleinement fondée à croire que la disparition de l'ex-agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia au Royaume-Uni est un enlèvement, d'après l'ambassadeur russe à Londres.

«Compte tenu des faits, nous avons actuellement plus de raisons de considérer cette situation comme un enlèvement de deux citoyens russes [...]. Nous ne recevons pas de réponses à nos demandes et questions légitimes sur Ioulia Skripal», a indiqué le diplomate lors d'une conférence de presse.

«La Russie n'acceptera aucune conclusion tant que nos experts n'auront pas accès aux blessés, nous n'avons accès ni aux blessés ni aux éléments de l'enquête dont dispose le Royaume-Uni», a ajouté le diplomate.

Les diplomates russes n'arrivent pas à contacter les Skripal depuis début mars. Ils ignorent où se trouve Ioulia Skripal, qui a quitté l'hôpital de Salisbury début avril. Selon le journal The Sun, Ioulia Skripal aurait été transportée dans un autre hôpital situé sur une base militaire. Les représentants de l'ambassade ne peuvent pas obtenir accès à M.Skripal, qui reste hospitalisé, mais dont l'état de santé s'améliorerait à grands pas.

Jeudi, l'ambassade russe a envoyé une nouvelle note au Foreign office, demandant de permettre aux médecins russes d'examiner Ioulia Skripal. Le ministère britannique a répondu que Ioulia Skripal se trouvait dans «un lieu sûr». L'ambassade russe soupçonne qu'il s'agit d'un isolement forcé d'une citoyenne russe.

D'après le Royaume-Uni, l'agent innervant utilisé A234 aurait été fabriqué en Russie. Mais début avril, les chercheurs du laboratoire britannique de Porton Down ont reconnu ne pas être en mesure d'établir le pays d'où provenait cet agent.

Moscou rejette toutes les spéculations à ce sujet et demande en vain que les autorités britanniques lui fournissent des éléments de l'enquête. sputniknews.com 20.04

ACTUALITE EN TITRES

Bouffonnerie en famille ou Macron en quête de légitimité. Le miroir déformé des apparences.

- Trump-Macron «Ils se parlent comme deux vieux potes» - Liberation.fr 20.04

A la différence que Macron incarne l'Etat profond ou les faucons néolibéraux va-t-en-guerre, l'aile extrémiste de l'oligarchie. Tandis que Trump représente celle qui préfère s'allier avec ses ennemis et les corrompre pour les intégrer dans sa stratégie, un peu comme elle a procédé avec le Japon après la Seconde Guerre mondiale en l'intégrant plus tard dans la Commission Trilatérale par exemple, plutôt que procéder à leur liquidation violente en recourant à la force.

On aura compris que, bien que beaucoup moins puissant Macron est plus dangereux que Trump, puisqu'il porte en lui la guerre.

La guerre oubliée de Macron fournisseur d'armes aux agresseurs.

- Un bombardement de la coalition fait 20 morts au Yémen, selon des habitants - Reuters 20 avril 2018

Vingt personnes ont été tuées vendredi dans le sud-ouest du Yémen lors d'un raid aérien mené par la coalition sous commandement saoudien, ont annoncé des habitants.

Les tirs ont touché un véhicule qui transportait 20 personnes dans le sud de la région de Taez, ont-ils dit.

La coalition formée par l'Arabie saoudite intervient militairement au Yémen depuis le printemps 2015 contre les miliciens chiïtes Houthis pour rétablir le gouvernement légitime dans ses fonctions. Reuters 20 avril 2018

Moralité : Ce bombardement était légitime puisque c'est pour "*rétablir le gouvernement légitime dans ses fonctions*" CQFD.

A la peine...

- Italie : le gouvernement peine toujours à se former - AFP 20.04

Le III Reich n'est pas mort...

- Allemagne : un festival néonazi pour célébrer la naissance d'Hitler - AFP 20.04

Le 20 avril 1889 naissait Adolf Hitler. Cent-vingt-neuf ans, une guerre et une longue reconstruction plus tard, un festival néonazi est organisé à compter de ce vendredi en Allemagne pour célébrer... AFP 20.04

Le règne de la terreur...

- Indonésie: coups de bâton pour des amoureux et prostituées à Aceh - AFP 20.04

Des couples d'amoureux et des prostituées ont été sanctionnés en public vendredi par des coups de bâton administrés par la police de la charia à Aceh, unique province d'Indonésie à appliquer la loi islamique, a constaté un journaliste de l'AFP. AFP 20.04

A Pondichéry ou ailleurs, en Inde, vous ne pouvez pas vous promener dans la rue avec votre compagne en lui tenant la main,

vous pouvez encore moins l'embrasser, sous peine d'être verbalisé et prendre le risque d'être lynché. C'est la population qui fait la police des mœurs, c'est donc un Etat policier digne de "Big Brother".

ACTUALITÉ DU JOUR

Journée d'action du 19 avril en France.

- Face à Macron, plus de 100.000 personnes dans la rue, des heurts à Paris - AFP 19.04

Près de 120.000 personnes, dont de nombreux cheminots, ont défilé jeudi partout en France sous le soleil pour appeler à une "convergence des luttes" face à Emmanuel Macron...

Au total, 119.500 personnes ont manifesté dans toute la France, selon le ministère de l'Intérieur, à l'appel de la CGT et de Solidaires.

De son côté, la CGT, qui a comptabilisé près de 190 mobilisations sur le territoire, a recensé 300.000 manifestants. C'est moins que lors de la dernière journée de mobilisation des cheminots et fonctionnaires du 22 mars, où le syndicat avait annoncé 500.000 manifestants et la police 323.000.

Dans le détail, la manifestation parisienne a rassemblé 15.300 personnes, selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias, dont l'AFP, 11.500 selon la préfecture de police, et 50.000 selon la CGT.

A Marseille, Occurrence a dénombré 5.700 personnes. La police comptabilisait aussi 4.400 manifestants à Lyon, 4.500 à Rennes, 3.500 à Lille, 2.400 à Toulouse autour de 2.000 à Bordeaux et Strasbourg et un millier ou plus à Perpignan, Montpellier, Nice ou Saint-Etienne.

Grèves et manifestations s'accompagnaient aussi de perturbations, notamment à la SNCF, où le taux de grévistes était plus important jeudi (22,7%) que la veille, avec 66,4% de conducteurs à l'arrêt. AFP 19.04

Les mouvements sociaux demeureront isolés ou n'auront aucune chance d'aboutir à une grève générale, tant qu'ils ne seront pas reliés à l'atmosphère délétère qui règne en France et qui exaspèrent des millions de travailleurs de toutes conditions ou statuts, à laquelle s'ajoute les multiples difficultés qu'ils subissent quotidiennement ou les motifs de mécontentement qui leur pourrissent la vie, sans parler de l'angoisse de l'avenir, toutes générations confondues.

On voit bien que les uns et les autres s'emploient à isoler les questions sociales des questions politiques, ou toutes les questions en lien avec l'orientation de la société. Pourquoi ? Parce que ce lien permettrait de réaliser l'unité de la classe ouvrière et des classes moyennes et de poser directement la question du pouvoir, question qu'il serait indispensable de régler avant d'envisager sérieusement de changer l'orientation de la société.

Ils tiennent à ce que ces mouvements sociaux conservent leur caractère corporatiste ou qu'ils adoptent cette orientation, ils tiennent surtout pas à ce qu'ils se dotent d'un contenu politique, car le régime serait gravement menacé ou n'y survivrait pas.

Le meilleur moyen pour que la situation n'évolue pas favorablement consiste encore à ne pas caractériser ces mouvements sociaux, et de défaites en démoralisation les laisser s'embourber dans le corporatisme qui n'offre aucune issue politique. Il ne faut surtout pas que les militants et les travailleurs mobilisés ou prêts à en découdre s'aperçoivent qu'ils font fausse route, car ils pourraient être tentés d'en changer et de trouver la voie qui mène au renversement de l'ordre établi. Il ne faut surtout pas que les militants et les travailleurs prennent conscience que le principal obstacle qui se dresse devant eux pour changer la société, réside dans leur interprétation erronée de leur condition, qui les conduit à s'accommoder du capitalisme au lieu de rompre avec lui.

C'est cette ignorance qui permet à Macron d'appliquer sa politique, ignorance dans laquelle s'emploient à les maintenir une multitude d'acteurs politiques.

Vous pouvez dénoncer ces acteurs politiques autant que vous voudrez sans que cela change quoi que soit, puisque c'est la condition des travailleurs ou plutôt telle qu'ils la perçoivent qui constitue le problème qu'ils ont à régler en priorité. Ils doivent se demander si leur condition correspond véritablement à leurs aspirations les plus profondes, et ils s'apercevront que ce n'est pas le cas, qu'en réalité elles sont bafouées, la manière dont ils vivent ne correspond pas du tout à l'idée qu'ils se faisaient de la vie, de la société, des hommes, c'est le jour et la nuit quand on y regarde de plus près.

C'est cette réflexion qu'ils doivent développer, qui doit pénétrer profondément dans leur cerveau, pour saper l'influence nuisible de la propagande officielle qui les conduit à s'enfermer dans leur condition sans espoir d'en changer un jour, à y trouver des raisons

de satisfaction superficielles, qui au regard de toute leur existence ne représentent pas grand chose.

Le plus navrant ou aberrant, c'est que bien que la condition ouvrière d'hier et d'aujourd'hui ait évolué ou ait subi de profondes transformations, on continue de le nier en conservant la même conception de la lutte de classe.

Hier la condition ouvrière était tellement épouvantable qu'on ne pouvait pas la combattre sans poser immédiatement ou dans la foulée la nécessité de renverser l'ordre établi, la classe ouvrière avant conscience de n'avoir rien à perdre, hormis ses chaînes... De nos jours, sa condition s'est tellement améliorée que la question ne se pose plus en ces termes spontanément ; remettre en cause l'ordre établi risquerait de nous entraîner trop loin, de nous causer préjudice, on craint de perdre certains avantages ou que notre mode de vie se détériore encore plus, alors vaut mieux se satisfaire de ce qu'on a ou s'accommoder de notre condition, et prendre notre mal en patience en espérant que la situation s'améliorera un jour, même si la réalité quotidienne tend à prouver le contraire.

Ce que je viens de décrire, c'est l'état d'esprit de l'immense majorité des travailleurs et des militants pour ne pas tous ou presque. Mais personne apparemment ne veut en tenir compte, ne tient à chercher ce que cela signifie ou comment le traduire en terme de stratégie politique, on préfère se satisfaire d'analyses obsolètes ou erronées, apparemment c'est plus confortable, même si cela ne mène nulle part ou prépare les terribles défaites de demain...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1 - Quatre Palestiniens tués par Tsahal à la frontière avec Gaza - Reuters 20 avril 2018

Quatre Palestiniens ont été tués vendredi par l'armée israélienne à la frontière entre l'Etat hébreu et la bande de Gaza, ce qui porte à 35 morts le bilan de la répression des manifestations pour le droit au retour des réfugiés entamées fin mars.

Les militaires israéliens, cibles de jets de pierres, ont ouvert le feu quand des manifestants munis de pinces coupantes se sont approchés de la clôture frontalière.

Parmi les victimes figure un adolescent de 15 ans, tué dans le nord de la bande de Gaza, selon les services médicaux. Les autorités de l'enclave parlent d'une centaine de blessés par balles.

Le mouvement de protestation doit s'achever le 15 mai, date anniversaire de la "nakhba", la "catastrophe", qui désigne la création de l'Etat d'Israël en 1948 et le déplacement de milliers de Palestiniens.

Vivement mises en cause pour les tirs à balles réelles, les forces israéliennes (...) ont assuré vendredi avoir eu recours à des "moyens de dispersion" et n'avoir ouvert le feu qu'en accord avec les règles en vigueur. Reuters 20 avril 2018

Les "*règles en vigueur*" : Massacrer le peuple palestinien désarmé manifestant derrière une clôture.

Et pendant ce temps-là : ...le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IVe arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018 (causerie du 20 avril)

1.2 - L'actrice Natalie Portman boycotte le "Nobel israélien" - Reuters 20 avril 2018

- Face aux événements "affligeants" en Israël, Natalie Portman refuse d'aller y recevoir un prix - Le HuffPost 20.04

Non merci. Ce vendredi 20 avril, l'actrice Natalie Portman a officiellement annulé une visite en Israël où elle devait recevoir un prix doté de deux millions de dollars (1,6 million d'euros) en juin 2018. Selon les dires du Prix Genesis, l'organisation décernant cette récompense, la comédienne de 36 ans aurait décliné l'invitation en raison notamment d'événements récents "extrêmement pénibles" liés à ce pays.

Informée par un représentant de l'actrice américano-israélienne, la "Genesis Prize Foundation" n'a pas eu l'occasion de préciser les événements invoqués. Elle a néanmoins indiqué sur son site internet ne pas avoir "d'autre choix que d'annuler la

cérémonie initialement programmée le 28 juin" pour remettre à l'actrice née à Jérusalem, ce qui est parfois appelé le "prix Nobel juif", récompensant le travail et le dévouement d'une personnalité envers la communauté et les valeurs juives.

L'institution israélienne explique avoir été malheureusement avisée que "de récents événements survenus en Israël sont extrêmement pénibles" pour Natalie Portman et que de ce fait, "elle ne se sent pas à l'aise à l'idée de participer à un quelconque événement public" dans son pays natal. "Elle ne peut pas prendre part la conscience libre à cette cérémonie", ajoute la fondation, citant à nouveau le représentant de l'artiste.

Israël fait face actuellement à un mouvement de protestation massif de la part de Palestiniens dans la bande de Gaza. Depuis le 30 mars, le début de ce mouvement surnommé "la marche du retour", trente-six Palestiniens ont été tués et des centaines ont été blessés par des tirs israéliens. À ce sujet, les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent un usage excessif de la force de la part d'Israël. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et l'Union européenne notamment ont réclamé une enquête indépendante.

La fondation israélienne considère Natalie Portman comme un "être merveilleux" et "respecte son droit d'être publiquement en désaccord avec les politiques du gouvernement" israélien. Mais l'organisation dit craindre que cette décision "ne politise sa démarche philanthropique" et décide donc d'annuler la cérémonie, sans préciser si l'actrice touchera quand même la dotation, qu'elle avait prévue de reverser à des programmes œuvrant pour les droits des femmes.

Miri Regev, la ministre israélienne de la Culture israélienne a clairement accusé Nathalie Portman d'avoir adopté l'idéologie du BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions), mouvement prônant des sanctions contre Israël pour l'isoler économiquement dans le but notamment de mettre fin à l'"occupation" des Territoires palestiniens. "Je suis attristée de voir que Natalie Portman est tombée comme un fruit mûr dans les mains des partisans du BDS", a-t-elle déclaré dans un communiqué distribué aux journalistes israéliens. Le HuffPost 20.04

Hier adulée par l'extrême droite sioniste, aujourd'hui Natalie Portman est devenue "un fruit mûr dans les mains des partisans du BDS", autant dire pourri... Madame, votre impolitesse est honorable...

2- Afrique du Sud

Depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, "rien n'a changé pour nous"... les damnés de la terre...

- De violentes manifestations en Afrique du Sud contraignent le président à rentrer au pays - AFP 20 avril 2018

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a quitté précipitamment un sommet du Commonwealth à Londres pour se rendre vendredi dans le nord-ouest de son pays en proie à de violentes manifestations contre la corruption et le manque de services publics. Peu avant l'arrivée de M. Ramaphosa à Mahikeng, le chef-lieu de la province du Nord-Ouest, épice de incidents, la police a tiré des balles en caoutchouc vendredi matin pour tenter de disperser quelques dizaines de manifestants.

Le président "a décidé d'écourter sa participation à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres" afin de "suivre la situation dans le Nord-Ouest", ont annoncé les services de la présidence sud-africaine.

M. Ramaphosa a "appelé au calme et au respect des lois dans la province" du Nord-ouest, selon un communiqué de la présidence. Il a demandé à la population d'exprimer ses revendications "par des moyens pacifiques plutôt que par la violence et l'anarchie", tout en exigeant de la police qu'elle fasse preuve "de la plus grande retenue" dans l'exercice de ses fonctions.

Il s'agit de l'un des premiers défis auxquels est confronté le nouveau président Ramaphosa depuis son accès à la fonction suprême en février.

Vendredi matin, la situation restait extrêmement tendue à Mahikeng, après une nouvelle nuit de violences. Les écoles, magasins et services publics étaient fermés.

Depuis le début des incidents plus tôt cette semaine, des magasins ont été pillés, des véhicules incendiés et 23 personnes arrêtées, selon la police qui a demandé des renforts. Une personne a été tuée jeudi, selon la chaîne d'informations eNCA, mais la police n'était pas en mesure de confirmer, dans l'immédiat, l'information.

Les manifestations ont éclaté après la mort de deux habitants qui s'étaient vu refuser des soins dans une clinique à cause d'une grève.

Les manifestants protestent contre le manque de services publics et exigent la démission du Premier ministre de la province, Supra Mahumapelo, qu'ils accusent de corruption. Ce dernier est membre du parti du Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud depuis l'avènement de la démocratie en 1994.

Depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, "rien n'a changé pour nous", lui a expliqué un manifestant en colère. Le pays, première puissance industrielle en Afrique, se débat avec un taux de chômage record à 27,7% et une croissance au ralenti depuis plusieurs années.

Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a demandé le départ de Supra Mahumapelo, dont le mandat est marqué par "des accusations récurrentes de corruption, une relation étroite avec les Gupta et l'effondrement général du Nord-Ouest".

Les Gupta, une famille de riches hommes d'affaires, sont au centre d'accusations de corruption contre l'ancien président Zuma. Leur domicile a été à plusieurs reprises perquisitionné ces dernières semaines, et l'un des frères Gupta, Ajay, est sous le coup d'un mandat d'arrêt.

En raison des violences dans le Nord-Ouest, les autorités du Botswana voisin ont fermé leur poste-frontière avec l'Afrique du Sud près de Mahikeng.

Les brusques flambées de violence urbaine, désignées sous le nom d'"émeutes pour l'amélioration des services publics", sont quotidiennes ou presque en Afrique du Sud. Mais le déplacement d'un président pour ce genre de manifestations reste exceptionnel.

Ces manifestations soulignent les faillites de la "nation arc-en-ciel", vingt-quatre ans après l'avènement de la démocratie et l'élection du premier président sud-africain noir Nelson Mandela. Dans de nombreux quartiers du pays, l'accès à l'eau, l'électricité et les soins sont rares et les ordures s'entassent. AFP 20 avril 2018

Les "ordures" qui osent appeler cela une démocratie...

3- Zimbabwe

Le Raj ou la rage est de retour.

- Londres souhaite le retour du Zimbabwe dans le Commonwealth - Reuters 20 avril 2018

La Grande-Bretagne souhaite le retour du Zimbabwe au sein du Commonwealth et salue les efforts entrepris par le président Emmerson Mnangagwa depuis qu'il a remplacé Robert Mugabe renversé par l'armée.

Le Zimbabwe est sorti en 2003 du Commonwealth, réseau de 53 pays et territoires qui faisaient autrefois partie de l'empire britannique.

"Le Royaume-Uni soutient fermement le retour du Zimbabwe et un nouveau Zimbabwe qui soit engagé dans des réformes politiques et économiques au profit de son peuple", indique le Foreign Office dans un communiqué après une rencontre entre Boris Johnson, son homologue zimbabwéen Sibusiso Moyo et d'autres ministres des Affaires étrangères à Londres.

Sibusiso Moyo est le général qui était apparu en treillis à la télévision en novembre dernier pour annoncer le coup d'Etat militaire renversant Robert Mugabe qui dirigeait son pays depuis l'indépendance en 1980. Reuters 20 avril 2018

Comme chacun sait les "réformes" exigées par le FMI et que réclame l'ignoble Boris Johnson pour le Zimbabwe seront adoptées "au profit de son peuple"...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

Leur humanisme est la politesse des salauds... Et comment !

- En Allemagne, les enfants pauvres face à un ascenseur social en panne - AFP 20 avril 2018

En Allemagne, pour un enfant sur cinq, le "pays où il fait bon vivre" vanté par la chancelière Angela Merkel pendant sa campagne électorale est une illusion. Il grandit dans la pauvreté, avec peu de chance d'en sortir.

Il est 15 heures passées, les enfants commencent à disposer sur la table des assiettes de tomates cerises et de concombres coupés avec soin. Comme presque tous les après-midis en semaine, ils vont partager un repas qu'ils ont cuisiné dans un centre social de Lichtenberg, dans l'est de Berlin.

"On le remarque surtout chez les adolescents, beaucoup nous disent: alors quand est-ce qu'on peut enfin manger? Je n'ai rien mangé de la journée", raconte Patric Tavanti, responsable de l'établissement géré par la fondation catholique Caritas.

"Actuellement nous n'avons qu'un adolescent qui veut passer le bac", témoigne Patric Tavanti, de Caritas.

L'école allemande peine à intégrer ces enfants issus le plus souvent de familles nombreuses d'origine étrangère ou de foyers monoparentaux.

Leurs parents manquent de moyens financiers ou de temps pour leur assurer des repas réguliers, dit-il. Dans la première puissance européenne, l'économie tourne et les caisses publiques n'ont jamais été aussi pleines.

Pourtant, environ 20% des moins de 18 ans grandissent dans une "pauvreté relative", selon le ministère de la Famille, un niveau similaire à la France où la conjoncture économique est nettement moins favorable depuis bien longtemps.

Leurs parents disposent de moins de 60% du revenu moyen des foyers allemands, c'est-à-dire moins de 1.192 euros nets mensuels pour un parent avec un enfant, et moins de 2.355 euros pour une famille avec quatre enfants.

Préoccupant dans un pays si fier d'avoir réduit le chômage à son plus bas niveau depuis la réunification allemande: plus d'un tiers des 2,8 millions d'enfants pauvres ont des parents exerçant une activité professionnelle, pointe Heinz Hilgers, président de la fédération de protection de l'enfance (Kinderschutzbund).

Au-delà de l'aspect matériel, la prise de conscience par un enfant qu'il appartient à ce cinquième défavorisé est destructrice, relève Klaus Hurrelmann, professeur à la Hertie School of Governance de Berlin.

"Toute une spirale se met alors en route: les enfants se sentent exclus, commencent à avoir honte de ne pas pouvoir participer aux excursions avec l'école ou inviter des amis à fêter leur anniversaire. Ils finissent par perdre confiance en eux, à mal travailler à l'école, car la pauvreté matérielle est aussi une pauvreté d'éducation et de culture", poursuit l'expert.

"Nous remarquons un besoin croissant en nourriture, mais aussi en aide aux devoirs et à la lecture", explique Lars Dittebrand, responsable du Manna, un centre familial et une garderie au coeur de la Gropiusstadt, une cité berlinoise de béton qui a servi de décor au film "Moi Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée..." dans les années 80.

La sélection, qui intervient dès la fin du primaire, conduit souvent les plus défavorisés vers des filières menant à des emplois précaires.

Dénonçant dans une étude "une pauvreté qui s'hérite", la fondation Bertelsmann révélait que seule une petite minorité des foyers - entre 3 et 16% selon les catégories - parvenaient à s'extirper de leur condition.

"Des générations d'enfants pauvres deviennent des adultes pauvres et des parents pauvres", déplore ainsi Heinz Hilgers. Un gâchis humain et un "risque économique énorme" dans une Allemagne vieillissante, prévient-il. AFP 20 avril 2018

Vous n'avez rien remarqué d'étrange dans cet article?

De plus en plus souvent les agences de presse et les médias donnent la parole à des officines de la réaction qui sont censés s'émouvoir de la situation des exploités et des opprimés, au lieu que ce soit leurs représentants qui dénoncent leur situation, qu'ils soient légitimes ou non pour s'exprimer en leurs noms.

Autrement dit, la réaction monopolise la scène et le débat politique, et ses opposants, sincères ou hypocrites n'existent plus, c'est comme s'ils avaient disparu ou qu'ils n'en existaient plus, exactement comme sous un régime totalitaire. J'ignore si les lecteurs ont pris conscience de ce glissement qui devrait les inquiéter au plus haut point...

L'Agence française de Propagande (AFP) s'est bien gardé de présenter la fondation Bertelsmann, une fondation philanthropique sans doute. Vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Qu'est-ce que La Fondation Bertelsmann ?

A lire : La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale - Réseau Voltaire 20

mai 2009

ou http://www.luttedeclasse.org/dossier2/Fondation_Bertelsmann_gouvernance_mondiale.pdf

- Étroitement liée à l'OTAN, pour laquelle elle organise chaque année la Conférence sur la sécurité de Munich...

En effet, il a été décidé de créer en avril 2007 le « Conseil économique transatlantique » (le CET, Transatlantic Economic Council, TEC) lors du sommet Union européenne-États-Unis à Washington afin de renforcer l'intégration économique transatlantique. Le CET qui est la transcription du Trade G-2 (« commerce G-2 ») issu des délibérations de la Fondation Bertelsmann a ouvert sa première séance le 9 novembre 2007. Co-piloté par le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen lié à Bertelsmann, et Allan Hubbard, directeur du Conseil économique national, les discussions du CET ont porté sur « les possibilités de réduire les obstacles au commerce et aux investissements transatlantiques »... Fin de l'extrait

Vous aurez compris comment l'AFP trompe sciemment les lecteurs.

Chili

- Chili : les étudiants dans la rue pour défendre leur éducation - euronews 20 avril 2018

Des milliers d'étudiants ont envahi les rues de Santiago. Les Chiliens ont manifesté à travers le pays, ce jeudi 19 avril, contre les réformes de l'éducation prévues par Sebastián Piñera, investi président le mois dernier.

Ils dénoncent le profit des écoles, l'endettement des étudiants, ainsi que les pratiques sexistes au sein de l'éducation nationale.

Les étudiants craignent des démarches détournées pour privatiser les écoles de leur pays. Sept ans après leur mobilisation historique de l'année 2011, les jeunes chiliens continuent de manifester avec les mêmes slogans : éducation gratuite dans des universités à but non lucratif.

A Santiago, la manifestation aurait réuni 30 000 personnes selon les autorités. Les organisateurs parlent de 120 000 participants. Un étudiant était jeudi soir dans un état grave après avoir été renversé par une voiture de police. euronews 20 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 23 avril 2018

CAUSERIE

Pondichéry, 21h30.

J'ai corrigé quelques erreurs qui m'avaient échappées à la relecture. (enduit pour induit par exemple, le formatage d'un paragraphe, etc. sorry !). Je manque de temps, à peine avais-je terminé mon boulot, que je me suis retrouvé à faire la chasse au cobra dans mon jardin, il était devant la porte quand je l'ai ouverte.

● [Causerie au format pdf \(12 pages\)](#)

[Il faut éradiquer le capitalisme de la surface de la terre](#)

Entretien de Jean Ziegler à Le Média.

<https://www.youtube.com/watch?v=dS78fBXkeg>

Jean Ziegler se présente sociologiquement comme "un petit bourgeois" issu d'une famille suisse bourgeoise, et il se dit socialiste. Il officie au sein de l'ONU depuis plus de 15 ans. Il explique qu'il y a fait de l'entrisme pour mener son combat politique contre l'oligarchie qui domine le monde ("le prétoire est un lieu de combat, les banquiers devaient venir s'expliquer"), ce qui lui a valu d'être ruiné, ainsi que neuf procès dans cinq pays.

Cela dit, pour honorable que soit son engagement au profit des plus déshérités du monde, les hommes, femmes et enfants qui

crèvent de faim ou de sous-alimentation chaque minute qui passe ou parce qu'ils n'ont pas eu accès à des traitements pour se soigner, j'ignore s'il s'est posé un jour la question de savoir pourquoi il n'a pas été viré de l'ONU, et qu'il nous permette de lui soumettre une explication.

Il souhaite ardemment la disparition du capitalisme le plus tôt possible. Il est arrivé à la conclusion qu'il n'est pas réformable. Jusque là nous sommes d'accord. Il porte de très graves accusations très bien argumentées et sérieuses contre les banquiers, les oligarques qui détiennent les 500 multinationales qui monopolisent 52% du PIB mondial, il tient un discours radicalement révolutionnaire qui nous convient parfaitement. Il soutient la grève des cheminots en France, tous les mouvements sociaux à travers le monde... Nous sommes toujours d'accord. Mais cela ne nous dit pas pourquoi à l'ONU ils ne l'ont pas déjà viré manu militari.

Cela vient du fait selon moi, qu'il a été incapable de théoriser les conclusions de ses travaux, du coup il n'a pas été en mesure d'en faire un programme politique d'action dont les intellectuels, les classes moyennes et pourquoi pas certains petits capitalistes auraient pu se saisir, d'où l'absence de danger qu'il représente pour l'ONU dominée par les Américains, à qui finalement il sert uniquement de caution démocratique.

Maintenant, après le dernier ouvrage qu'il publie, *Le capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin)* aux éditions du Seuil, il se peut que ce soit la goutte qui fasse déborder le vase et qu'ils le virent de l'ONU, c'est tout le mal qu'on lui souhaite !

Ziegler a été induit en erreur par les épigones et les ennemis du marxisme. Dans sa jeunesse il a fréquenté Ché Guevara, J-P Sartre et de nombreux dirigeants ou cadres, militants du PC, avant de tourner le dos au stalinisme.

Cet entretien présente des hauts et des bas, ce qui était inévitable avec Aude Lancelin. Mais Ziegler, c'est une toute autre peinture que Todd ou Lordon avec leurs discours emphatiques, leurs exercices de scolastique qu'ils doivent être les seuls à comprendre, car empêtrés dans des contradictions insolubles pour finalement refuser obstinément de rompre avec le capitalisme ou de s'associer à ceux qui entendent rompre avec le capitalisme.

Ziegler a toujours pris beaucoup de risques, ce qui lui valu de graves problèmes comme on l'a vu au début de cet article, alors que Todd ou Lordon n'en ont jamais pris aucun.

A la fin de cet entretien, Ziegler a relié le mouvement des cheminots à 1789, et non à 1871 ou à 1917, ce qui signifie qu'il a encore des progrès à faire et qu'il n'a pas encore tout à fait rompu avec le capitalisme. Ne lui jetons pas la pierre pour autant, aidons-le plutôt à franchir la dernière marche qui le mènera au socialisme. Je vais essayer de lui adresser ma modeste contribution, en un temps très court je ne pouvais pas faire davantage ou mieux.

Ziegler est un personnage passionné, sincère, sympathique, il admire Marx et il a été inspiré par le marxisme, cependant il baigne en pleine confusion. Apparemment sa lecture de la partie économique du marxisme comportait de graves lacunes, et il a délaissé ou ignoré son volet théorique et politique ou ce qu'il en a retenu laisse à désirer. Car il n'y a rien de plus faux que d'affirmer que Marx serait parvenu à la conclusion que les conditions objectives ne seraient jamais réunies sous le capitalisme pour satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité.

J'en veux pour preuve sans entrer dans les détails, car cela demanderait d'y consacrer beaucoup de temps, que lors de la Commune il soutint la révolution tout en affirmant qu'elle était vouée d'avance à l'échec, notamment et justement parce que les forces productives n'étaient pas suffisamment développées pour permettre de mettre un terme au capitalisme ou passer au socialisme, les conditions objectives n'étaient pas remplies pour pouvoir satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, ce qui signifiait selon Marx, que ces conditions seraient remplies un jour ou l'autre sans préjuger pour autant de l'emploi qui en serait fait ou si elles ne se transformeraient pas en forces de destruction de l'humanité au lieu de servir à son bien-être qui était étranger au capitalisme ou ne correspondait pas à sa raison d'être ou aux intentions des capitalistes.

Ziegler confond le développement des forces productives et le mode de production capitaliste auquel il prête les vertus des forces productives. Il n'a pas compris que c'est le mode de production qui entrave leur développement pour pouvoir satisfaire les besoins de l'humanité, j'en veux pour preuve l'exemple qu'il a pris pour expliquer que le capitalisme recèlerait des capacités extraordinaires, en citant les banquiers de Wall Street qui ont imaginé des instruments sophistiqués pour spéculer, ce en quoi on ne voit pas très bien le rapport avec la production des richesses car ces instruments financiers n'en créent absolument aucune.

Contrairement aux allégations de Ziegler, Marx et Engels ont affirmé que le capitalisme créerait les "conditions matérielles" indispensables à l'émancipation du prolétariat et de l'humanité entière du règne de l'exploitation. La preuve.

- "Les premières tentatives directes du prolétariat pour faire prévaloir ses propres intérêts de classe, faites en un temps d'effervescence générale, dans la période du renversement de la société féodale, échouèrent nécessairement, tant du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation, conditions

qui ne peuvent être que le résultat de l'époque bourgeoise." (Marx-Engels Le manifeste "K. Marx, F. Engels : le manifeste du parti communiste)

Marx et Engels n'ont jamais prétendu que le capitalisme n'avait pas les capacités pour réaliser les conditions objectives ou matérielles qui permettraient de satisfaire les besoins de l'humanité, ils ont affirmé que par sa nature il y était opposé, ce qui n'est pas du tout la même chose. La preuve.

C'est le capital lui-même qui fixe une borne à la production capitaliste, parce qu'il est le point de départ et le point d'arrivée, la raison et le but de la production et qu'il veut qu'on produise exclusivement pour lui, alors que les moyens de production devraient servir à une extension continue de la vie sociale. (...) Si historiquement la production capitaliste est un moyen pour développer la force productive matérielle et créer un marché mondial, elle est néanmoins en conflit continu avec les conditions sociales et productives que cette mission historique comporte. (K. Marx : Le Capital – Livre III – Section III)

Mise au point.

Cela ne date pas d'hier.

L'alliance de la Grande-Bretagne et de la France (ajoutons les Etats-Unis depuis le début du XXe siècle) contre les peuples du Moyen et du Proche-Orient pour piller leurs richesses ne date pas d'hier.

Lettre de F. Engels à Nikolai Danielson, 17 octobre 1893.

Relevé, une note figurant en bas de page de ce document qui va vous faire penser à quelque chose.

- Guerre de Crimée (1853-1856). Guerre qui opposa la Russie à une coalition de l'Angleterre, de la France, de la Turquie et de la Sardaigne, en conséquence de la rivalité des intérêts économiques et politiques de ces pays au Proche-Orient. Elle se termina par la défaite de la Russie et la conclusion du traité de Paris. Ce désastre compromit le prestige de la Russie et affaiblit sa position en politique extérieure, en montrant « la pourriture et l'impuissance de la Russie du servage » (Lénine). Et nous n'aurions pas conscience de la nécessité de l'unité de la classe ouvrière et des intellectuels ? - Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle. (Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme par E. Engels)

Ils en sont encore au stade animal !

La libre concurrence que louent les représentants du capitalisme nous renvoie en fait au règne animal.

- "Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées peut élever les hommes au dessus du reste du monde animal; au point de vue social de la même façon que la production en général les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable." (id)

Qu'est-ce qu'on entend par forces productives ?

- "La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses; et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?" (K. Marx, F. Engels : Le manifeste du parti communiste)

Ceux qui s'en remettent à certains représentants de la bourgeoisie, à ses institutions, au droit international, etc. pour régler les difficultés auxquelles font face les peuples exploités et opprimés, les intellectuels en général, ceux qui se disent de gauche, progressistes, démocrates, etc.

- "... n'aperçoivent du côté du prolétariat aucune initiative historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre.

Comme le développement de l'antagonisme des classes marche de pair avec le développement de l'industrie, ils n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de

lois sociales, dans le but de créer ces conditions.

A l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

Dans la confection de ces plans, toutefois, ils ont conscience de défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'elle est la classe la plus souffrante. Pour eux le prolétariat n'existe que sous cet aspect de la classe la plus souffrante.

Mais la forme rudimentaire de la lutte des classes, ainsi que leur propre position sociale les portent à se considérer comme bien au-dessus de tout antagonisme de classes. Ils désirent améliorer les conditions matérielles de la vie pour tous les membres de la société, même les plus privilégiés. Par conséquent, ils ne cessent de faire appel à la société tout entière sans distinction, et même ils s'adressent de préférence à la classe régnante. Car, en vérité, il suffit de comprendre leur système pour reconnaître que c'est le meilleur de tous les plans possibles de la meilleure des sociétés possibles.

Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essayent de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences en petit qui échouent naturellement toujours." (id - Le socialisme et le communisme critico-utopiques)

Autogestion, révolution citoyenne ou par les urnes, etc.

Quand on consulte les blogs ou portails animés par des intellectuels, on s'aperçoit immédiatement qu'ils s'en remettent tous à la classe des capitalistes pour régler les problèmes auxquels la civilisation fait face de nos jours, parce qu'ils sont tous liés à la classe dominante et refusent de rompre avec elle.

[Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.](#)

Alors que :

- Trente-cinq Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres ont été blessés depuis le début des manifestations le 30 mars. Reuters 21 avril 2018

A bas l'actrice juive antisémite Natalie Portman !

- Natalie Portman boycotte le "Nobel juif" pour ne pas apparaître aux côtés de Netanyahu - Reuters 21 avril 2018

L'actrice oscarisée Natalie Portman a déclaré qu'elle avait décidé de boycotter la cérémonie lui décernant le prix Genesis, sorte de "Nobel israélien", car elle ne voulait pas apparaître aux côtés du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui avait prévu de prendre la parole lors de l'événement.

"Laissez-moi parler en mon nom (...) J'ai choisi de ne pas y assister car je ne veux pas apparaître comme un soutien de Benjamin Netanyahu, qui devait faire un discours à la cérémonie", écrit Natalie Portman dans un communiqué publié sur Instagram.

"Comme beaucoup d'Israéliens et de juifs dans le monde, je peux être critique à l'égard des dirigeants d'Israël sans vouloir boycotter le pays tout entier", précise-t-elle, ajoutant que les raisons qui l'ont poussée à boycotter la cérémonie ont été mal interprétées. Reuters 21 avril 2018 (Déformées sciemment - LVOG)

La cause désespérée de l'Etat sioniste devient "cause nationale"... tout comme le néolibéralisme.

- Des personnalités signent un virulent manifeste "contre le nouvel antisémitisme" en France AFP 21.04

"Nous demandons que la lutte contre cette faillite démocratique qu'est l'antisémitisme devienne cause nationale avant qu'il ne soit trop tard. Avant que la France ne soit plus la France", lit-on dans ce texte signé par des personnalités politiques de droite comme de gauche (Nicolas Sarkozy, Laurent Wauquiez, Manuel Valls, Bertrand Delanoë...), des artistes (Charles Aznavour, Gérard Depardieu...), des intellectuels, des responsables religieux juifs, musulmans et catholiques.

Dans son dernier rapport, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) notait une "persistance des préjugés antisémites traditionnels liant les juifs à l'argent, au pouvoir et leur reprochant leur communautarisme".

La publication de ce manifeste accompagne la sortie mercredi prochain d'un ouvrage collectif, "Le nouvel antisémitisme

en France" (Albin Michel), rassemblant les contributions d'une quinzaine de personnalités dont le philosophe Pascal Bruckner, l'ancien ministre Luc Ferry et l'ex-directeur de Charlie Hebdo Philippe Val. AFP 21.04

La fine fleur des raclures, des réactionnaires !

Remettons les choses à leurs places.

A l'origine de ces préjugés antisémites on trouve des bourgeois, des militaires et des ecclésiastes. Comment cela ? De tout temps l'idéologie dominante a été l'idéologie de la classe dominante ou celle qui détient le pouvoir, c'est donc ses représentants ou ceux qui appartiennent à cette classe qui sont responsables de l'antisémitisme, du racisme en général, et non les travailleurs qui n'ont aucun pouvoir ou qui n'ont pas le pouvoir d'imposer une idéologie.

Personne ne peut nier non plus que les personnes d'origine juive ou se prétendant juives sont surreprésentés dans les institutions financières et maintenant politiques ou aux postes clés de l'administration ou encore à la direction des secteurs clés de l'économie, au sein des plus importantes institutions internationales.

Cela s'explique en effet par leur penchant communautarisme consistant à choisir de préférence un juif plutôt qu'un non juif à un poste à responsabilité dont les émoluments sont conséquents.

Il s'agit là d'un simple constat que chacun peut vérifier. Et ce n'est pas un hasard non plus si on les retrouve à la tête des institutions ou des think tanks créés par l'oligarchie anglo-saxonne jusqu'à Hollywood !

Cette opération intervient au moment où en France Macron fait face à une contestation grandissante, tandis qu'Israël a subi un cinglant revers en Syrie et les Palestiniens persistent à revendiquer le droit au retour 70 ans après avoir été chassés de leurs terres par les sionistes avec la bénédiction de l'ONU, des puissances occidentales ainsi que l'URSS.

En complément. L'AFP en a la larme à l'oeil, normal !

- Hommage rempli d'émotion pour l'ancienne Première dame Barbara Bush - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[C'est Macron qui encourage les milices d'extrême droite à passer à l'action.](#)

Il a bombardé la Syrie sur un prétexte bidon aux yeux du monde, il a manifesté l'intention d'imposer sa politique ultra réactionnaire quitte à aller à l'affrontement, en passant en force en recourant à des ordonnances, il envoie les CRS déloger violemment les étudiants dans les universités, etc. Bref, il encourage la violence à tous les étages de la société, y compris organisée. Pour continuer à régner, il ne lui reste plus que le chaos et la terreur qui paralyse toute action, jusqu'à quand ?

Des militants d'extrême droite bloquent un col des Alpes, lieu de passage de migrants - AFP 21.04

Adeptes des actions spectaculaires, des militants de Génération Identitaire ont investi samedi un col des Hautes-Alpes emprunté par les migrants cherchant à passer d'Italie en France, suscitant l'indignation d'une partie de la gauche. AFP 21.04

- Eric Coquerel entarté: le porte-parole du FN évoque les "provocations" du député Insoumis - Le HuffPost 21.04

Dossier Syrie.

- Syrie: pourquoi ce témoin de l'attaque chimique n'intéresse-t-il pas la presse mainstream? - fr.sputniknews.com 21.04.2018

L'Occident a accusé Damas d'avoir perpétré une attaque chimique à Douma se basant sur des photos publiées par les Casques blancs. Ces images ont été relayées par des médias et sur les réseaux sociaux. Mais pourquoi la presse mainstream est-elle si réticente dans le cas d'un garçon affirmant avoir participé à la mise en scène de cette attaque? fr.sputniknews.com 21.04.2018

- Le service de recherche scientifique du Bundestag allemand a publié aujourd'hui un rapport (pdf, allemand) qui conclut que l'attaque menée par les Etats-Unis contre la Syrie le 13 avril a clairement violé le droit international. (Moon of Alabama 21.04)

- Le porte-parole du département d'État a fini par l'avouer :

MS NAUERT : Oui. Nous reconnaissons le travail que les Casques blancs font pour le peuple de leur pays et pour le gouvernement des États-Unis et toutes les forces de la coalition, nous l'apprécions et nous leur sommes très reconnaissants de continuer à le faire. (...)

J'ai encore échangé des courriels avec lui, l'autre jour. Je crois comprendre que leur travail se poursuit, et nous sommes fiers de travailler avec eux.

Le représentant républicain Massie a fait remarquer aujourd'hui :

Thomas Massie @RepThomasMassie - 14:03 UTC- 19 avril 2018

Lors de la séance d'information au Congrès, le directeur du renseignement national (DNI), le Secrétaire de la Défense et le Secrétaire d'Etat n'ont fourni aucune preuve réelle. L'information disponible circule en ligne. Ce qui signifie soit qu'ils ont décidé de ne pas fournir de preuve au Congrès, soit qu'ils n'ont pas de preuve concluante qu'Assad a commis une attaque chimique. Dans un cas comme dans l'autre, ce n'est pas bon pour eux. (Moon of Alabama 21.04

Pour vérifier cette info, je me suis connecté au portail du gouvernement américain. Son porte-parole a confirmé que les Casques Blancs travaillaient bien pour le gouvernement américain et la coalition qui oeuvre à ses côtés en Syrie. Comme les Casques Blancs sont à l'origine des accusations portées contre le gouvernement syrien d'avoir procédé à une attaque chimique dans le quartier de la Douma le 7 avril dernier, il faut en conclure que c'était le gouvernement américain qui en était à l'origine.

La traduction ci-dessus était correcte.

La version originale.

(Source : <https://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2018/04/280609.htm>)

Department Press Briefing - April 19, 2018

We recognize and appreciate and are very grateful for all the work that the White Helmets continues to do on behalf of the people of their country and on behalf of the U.S. Government and all the coalition forces. They're doing incredible work in rescuing in some cases, and in other cases it's recovery efforts. They're an incredible group of individuals. But I just don't have any additional information for you on the funding yet.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Nicaragua

- Nicaragua: 11 morts dans des manifestations, Ortega promet un dialogue - AFP 22 avril 2018

Le président Daniel Ortega est sorti de son silence samedi pour assurer que son gouvernement allait renouer le dialogue, après les violentes manifestations contre une réforme des retraites qui ont fait au moins onze morts au Nicaragua.

"Le gouvernement est totalement d'accord pour reprendre le dialogue pour la paix, pour la stabilité, pour le travail afin que notre pays ne soit pas confronté à la terreur que nous vivons en ces moments", a déclaré M. Ortega à la télévision nationale, sans annoncer de date pour l'ouverture du dialogue.

Il a toutefois affirmé que les manifestations étaient soutenues par des groupes politiques opposés à son gouvernement et financés par des organisations extrémistes des États-Unis, sans toutefois les identifier.

Leur but est de "semmer la terreur, semer l'insécurité", "détruire l'image du Nicaragua" après "onze ans de paix" afin de "prendre le pouvoir", a-t-il martelé.

Après le discours du président, des centaines de jeunes ont à nouveau violemment affronté les forces de l'ordre dans la capitale.

Un caméraman nicaraguayen, Miguel Ángel Gahona, est décédé samedi dans la ville de Bluefields (est), après avoir été touché par des balles alors qu'il tournait des images d'affrontements entre manifestants et policiers, ont indiqué des sources syndicales.

Une centaine de personnes ont été également été blessées dans ces manifestations, les plus violentes depuis l'arrivée au pouvoir de Daniel Ortega il y a 11 ans.

Mme Murillo a ajouté que le gouvernement était disposé à discuter de la proposition d'augmenter les contributions des employeurs et des salariés au système de retraites, à l'origine de la vague de protestation.

Dans la journée, le leader de la principale organisation patronale, José Aguerri, avait appelé à éviter que le "sang continue de couler" et à reprendre les discussions, tout en soutenant les manifestants.

En revanche, l'association des entrepreneurs nicaraguayens a estimé que "le dialogue ne peut pas avoir lieu", à moins que "cesse immédiatement la répression policière".

Les protestations se sont durcies vendredi, troisième jour de mobilisation, avec des barricades érigées, des heurts avec la police et des dégradations de bâtiments gouvernementaux, à Managua et dans d'autres villes du pays.

Quatre chaînes de télévision indépendantes ont été empêchées par le gouvernement jeudi de couvrir les manifestations.

Au moins neuf journalistes ont été blessés dans les défilés, selon le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York.

Cette mobilisation semble avoir pris par surprise le gouvernement, qui jusqu'ici était parvenu à contenir les mécontentements grâce à l'influence du parti au pouvoir dans les sphères publique et militaire.

"C'est une protestation qui vient de la base, pas d'un parti politique" et "je crois que le gouvernement n'a pas anticipé cette réaction", a déclaré à l'AFP le politologue Oscar René Vargas. AFP 22 avril 2018

- "...le leader de la principale organisation patronale, José Aguerri (...) soutenant les manifestants..."

- "le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York" appelé à la rescousse.

- Puis, un obscur "politologue" nommé Oscar René Vargas qui affirme que la "protestation qui vient de la base"...

Bref, cela pue à plein nez la désinformation... en attendant d'en savoir davantage.

Dans de très nombreux pays dans le monde, le mouvement ouvrier est totalement dégénéré ou inexistant. La classe ouvrière est instrumentalisée par des partis bourgeois qui sont au pouvoir ou dans l'opposition, de droite ou de centre gauche (selon leurs critères), aucun autre parti n'est en mesure de les mobiliser, exactement comme en France ou vous y venez. Bien évidemment les agences de presse ou les médias ne les présentent pas tels quels, ils doivent faire croire qu'il existe une véritable opposition organisée dans ces pays, alors que ce n'est pas le cas.

Le parti au pouvoir lié à l'oligarchie peut appeler la classe ouvrière à se mobiliser et à paralyser l'activité économique si cela peut l'aider à faire passer une mesure dont les capitalistes locaux ne veulent pas entendre parler par exemple. Et s'il est dans l'opposition il agira de même contre le gouvernement en place pour qu'il adopte les mesures ou réformes que l'oligarchie réclame. Et chaque fois ils présenteront ces mesures comme si elles seraient favorables aux travailleurs et le tour est joué.

Ce qu'il faut retenir, c'est que dans tous les cas de figure, la lutte de classe se déroule entre différents secteurs du capitalisme et les intérêts de la classe ouvrière y sont totalement étrangers, puisqu'elle en sera la principale victime dans un cas comme dans l'autre.

C'est la situation qui prévaut en Inde où je vis. Il y a une semaine, on a eu le droit à deux jours de grève générale à quelques jours d'intervalle appelé par tous les partis et le gouvernement du Tamil Nadu. Ah, elle a été très suivie, toutes les entreprises, administrations, tous les commerces jusqu'à la plus petite échoppe étaient fermés ! Cela a fait deux jours de congés aux travailleurs (qui ne connaissent pas les congés payés), non payés de préférence, mais cela vous l'aviez deviné ! La grève obligatoire en somme, et incendie, casse ou lynchage garantie à tout contrevenant, c'est qu'on ne rigole pas ici avec ce genre de truc, ce serait un acte de haute trahison ! D'ailleurs beaucoup d'Indiens préfèrent rester chez eux ces jours-là, c'est plus prudent ! L'Inde telle que vous ne la verrez jamais, profitez-en.

Cette grève avait été décrétée en haut lieu pour protester contre la décision de Delhi ou de je ne sais plus quelle instance judiciaire d'attribuer plus d'eau au Karnataka qu'au Tamil Nadu en provenance de la rivière Kaveri. On y a le droit tous les ans, je ne plaisante pas, c'est devenu une coutume depuis des décennies...

Quand on vous raconte ce qui se passe dans un pays que vous ne connaissez pas, il est absolument indispensable de prendre un maximum de recul avant de croire quoi que ce soit, parce que la plupart du temps c'est vraiment n'importe quoi. Soyons lucide, vigilant et non paranoïaque. Tenez, j'ai entendu parlé de ce qui se passait en Arménie et dans d'autres pays que je ne connais pas, je me suis abstenu de reproduire des articles, j'attends d'en savoir plus, c'est plus prudent.

Un truc en passant. Une photo d'une manifestation accompagnait un article, je ne sais plus de quel pays il s'agissait, au milieu trônait un magnifique drapeau de l'Union européenne, j'ai trouvé cela suspect. Ces manifestants étaient présentés comme des opposants légitimes au gouvernement, mais l'étaient-ils vraiment légitimes, et que voulaient-ils au juste, ne pouvant le savoir et ne pouvant pas me fier à l'AFP ou Reuters, je n'ai décidé de ne pas traiter ce sujet.

Paraguay

- Mario Abdo Benitez élu président du Paraguay, qui reste à droite - AFP 23 avril 2018

Le candidat de droite Mario Abdo Benitez a remporté l'élection présidentielle au Paraguay, poursuivant l'hégémonie de son parti Colorado, qui gouverne le pays sud-américain presque sans interruption depuis 1947, selon les résultats officiels.

"Le président de la République est Mario Abdo Benitez", a déclaré le président du tribunal électoral, Jaime Bestard, avec 46,49% des voix contre 42,72% pour son rival Efrain Alegre, candidat d'une coalition de centre gauche, des résultats qui portent sur 96% des bulletins et sont "irréversibles".

Sa victoire dans ce scrutin à un tour, où la participation a atteint 65%, est toutefois bien plus serrée que ce qu'anticipaient les sondages, qui lui donnaient jusqu'à 20 points d'avance.

De son côté, Efrain Alegre a annoncé que son équipe vérifieraient les procès-verbaux de l'élection. "Nous acceptons le fait qu'il s'agit de résultats préliminaires qui donnent trois points d'avance à Mario Abdo", a-t-il déclaré à la presse devant sa maison à Asuncion.

"Nous croyons que le changement au Paraguay est irréversible, (et qu'il arrivera) plus tôt que prévu", a-t-il ajouté.

Les résultats ont été accueillis par des feux d'artifice au siège du parti Colorado dans la capitale, où des milliers de sympathisants étaient réunis en musique. (C'était la fête également à l'AFP ! - LVOG)

"Dans le monde, la nouvelle retentit qu'au Paraguay, la démocratie s'est renforcée et a fait un pas en avant pour un Paraguay uni et réconcilié", a-t-il déclaré lors de son premier discours.

"Je m'engage à être un facteur d'unité du Paraguay", a-t-il lancé, n'hésitant pas à rappeler son héritage familial encombrant: "Je ne peux manquer de mentionner mon père, qui a été un grand représentant du parti Colorado".

Son père, c'était Mario Abdo, secrétaire personnel d'Alfredo Stroessner, qui a dirigé le pays d'une main de fer de 1954 à 1989. Et si son fils, surnommé "Marito", souligne qu'il avait 16 ans à la chute du dictateur, il a pourtant assisté à ses funérailles en 2006 au Brésil, où il s'était exilé.

"J'ai gagné mes références démocratiques au cours de ma carrière politique", s'est-il justifié dimanche au moment de voter.

Son élection confirme à quel point la population a tourné la page de la dictature, dans un pays où 43% de l'électorat a entre 18 et 34 ans.

"Il y a une génération, de plus en plus influente, qui ne se souvient pas vraiment du régime non-démocratique. C'est une première dans l'histoire du Paraguay", souligne Oliver Stuenkel, professeur de relations internationales à la Fondation Getulio Vargas de Sao Paulo, dans un article publié par Americas Quarterly.

Les 4,2 millions d'électeurs devaient choisir le successeur du président sortant Horacio Cartes mais aussi renouveler leur Parlement et élire les gouverneurs des 17 départements du pays.

Enclavé entre la Bolivie, l'Argentine et le Brésil, le Paraguay affiche un dynamisme économique unique en Amérique latine avec une croissance d'environ 4% par an depuis dix ans grâce aux exportations de soja, de viande et d'électricité.

Mais le pays reste l'un des plus démunis de la région, avec 26% de la population dans la pauvreté selon les chiffres officiels, et souffre de la corruption et du trafic de drogue.

Le scrutin a été organisé dans un climat de mécontentement général envers le président sortant, comme en a témoigné Alex Giménez, étudiant de 18 ans votant pour la première fois: "La majorité des gens ont de la rancoeur envers Cartes", a-t-il confié.

Horacio Cartes, un patron millionnaire de l'industrie du tabac, a reconnu dimanche que "tout reste à faire" au Paraguay: "Nous avons des dettes sociales, ce n'est pas concevable qu'avec toute la richesse que nous avons et en étant 7 millions d'habitants, nous ayons ce niveau de pauvreté".

Diplômé en marketing aux Etats-Unis, "Marito" promet de réformer le système judiciaire pour le rendre plus vertueux et maintenir la même politique économique que son prédécesseur.

Face à lui, l'avocat Efrain Alegre, 55 ans, affichait des ambitions plus sociales, proposant la santé gratuite pour les plus démunis et un allègement drastique de la facture d'électricité pour stimuler investissements et emplois. AFP 23 avril 2018

Et de quel "héritage familial" Mario Abdo Benitez se revendique-t-il si fièrement ?

- Alfredo Stroessner, ex-dictateur du Paraguay, est mort sans avoir été jugé - Le Monde 16.08.2006

Arrivé au pouvoir par un putsch, en 1954, il fut l'homme fort du Paraguay pendant huit mandats présidentiels entachés d'irrégularités. Avec l'aide financière des Etats-Unis, Alfredo Stroessner a pu maintenir son règne durant près de 35 ans.

Le général Alfredo Stroessner, mort mercredi à l'âge de 93 ans, fut le maître incontesté du Paraguay pendant près de 35 ans (1954 à 1989), avant d'être renversé par un coup d'Etat et de se réfugier au Brésil pour éviter un procès pour crimes contre l'humanité. Arrivé au pouvoir par un putsch, en 1954, il fut l'homme fort du Paraguay pendant huit mandats présidentiels entachés d'irrégularités.

Son extradition du Brésil a été réclamée à mainte reprise par la justice de son pays qui le poursuivait pour des centaines de disparitions et d'assassinats d'opposants. Alfredo Stroessner, né le 3 novembre 1912 à Encarnacion, à 350 km au sud-est d'Asuncion, est fils d'un Bavaois et d'une Paraguayenne. Très jeune, à 17 ans, il entre à l'académie militaire dont il sort sous-lieutenant en 1932. Il participe comme officier d'artillerie à la guerre du Chaco avec la Bolivie (1932-1935) et grimpe un à un les échelons. Colonel sous la dictature du général Hirinio Morinigo (1940-1948), il est un des acteurs de la répression sévère pendant la guerre civile de 1947.

Il devient général en chef des forces armées en 1951 en pleine période d'instabilité, avec une succession de gouvernements militaires. Le 4 mai 1954, celui qui était présenté comme un officier loyaliste s'empare du pouvoir, renversant le président Federico Chavez. Après le putsch, avec l'appui de sa formation politique, le Parti Colorado, il fait sortir des urnes une nouvelle assemblée qui réforme la Constitution. Candidat unique lors des deux premières élections (1954 et 1958), il se présentera ensuite tous les cinq ans contre des faire-valoir d'une opposition fantôme.

Ses années au pouvoir sont considérées comme les plus brutales connues par ce petit pays de 5,8 millions d'habitants depuis son indépendance, en 1811. Peu bavard et habitué à diriger ses collaborateurs d'un geste ou d'un regard, il était accusé d'avoir fait disparaître ou assassiner entre 1 000 et 3 000 opposants. Plus de 2 millions de Paraguayens se sont exilés pour des raisons politiques ou économiques entre 1954 et 1989. Dans les années 1970, il participe à la mise en œuvre du Plan Condor, une opération concertée d'élimination des opposants des dictatures militaires argentine, chilienne, brésilienne, bolivienne, uruguayenne et paraguayenne.

Avec l'aide financière des Etats-Unis, Alfredo Stroessner a pu maintenir son règne durant près de 35 ans. Sous sa poigne, un véritable culte de la personnalité s'était instauré avec des rues, places, hôpitaux et écoles baptisées à son nom. Sa cour était formée de civils et militaires entretenant de lucratives affaires (trafic de drogue, contrebande de voitures volées ou d'électronique). Beaucoup d'"investisseurs" étrangers – grands délinquants ou comploteurs d'extrême droite – trouvaient alors asile au Paraguay, à condition d'être fortunés. Le Monde 16.08.2006

Mexique

- Mexique: 7.667 assassinats au premier trimestre, 20% de hausse sur un an - AFP 23 avril 2018

Le Mexique a enregistré 7.667 assassinats au premier trimestre, soit une augmentation de presque 20% sur la même période de 2017, qui fut pourtant l'année la plus violente en deux décennies, selon les chiffres officiels publiés dimanche. AFP 23 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 24 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (13 pages)

[L'Etat colonial français ou la politique de la canonnière et de la bétonneuse.](#)

- Volonté de Macron de se maintenir en Syrie. - RT 23 avr. 2018

A la veille de son arrivée aux Etats-Unis pour une visite d'Etat de trois jours, Emmanuel Macron a de nouveau appelé les Occidentaux à rester en Syrie, dans une interview accordée à la chaîne d'information américaine Fox News.

Ce 23 avril, commentant l'affirmation du président français (du 15 avril) depuis la Chine, Sergueï Lavrov s'est interrogé sur les présupposés qui pouvaient la sous-tendre : « J'ai entendu que le président Macron avait appelé à maintenir des forces en Syrie, même lorsque le dernier terroriste serait tué ou expulsé du pays. » Le ministre russe a précisé que Moscou demanderait à Paris de clarifier cette affirmation, ajoutant : « C'est une posture coloniale. » RT 23 avr. 2018

- Lafarge travaillait pour les services secrets français en Syrie - Réseau Voltaire 23 avril 2018

L'enquête judiciaire française sur l'affaire Lafarge vient de mettre en lumière les liens très étroits entre le cimentier et les services secrets français en Syrie.

Alors qu'elle est chargée d'instruire une plainte d'anciens salariés de la multinationale contre leur employeur, la juge Charlotte Bilger étend progressivement ses investigations à l'activité du cimentier. De fil en aiguille, elle en est venue à s'interroger sur une éventuelle fourniture de ciment à Daesh.

Avant même l'ouverture de cette affaire à Paris, Thierry Meyssan avait révélé que Lafarge avait fourni environ 8 millions de mètres cubes de ciment à divers groupes jihadistes afin de construire un ensemble de fortifications et d'installations souterraines ; ce que le cimentier refuse de commenter. Il avait également révélé qu'Hillary Clinton avait été avocate et administratrice de la firme, ainsi que les services rendus par la multinationale à la CIA. Réseau Voltaire 23 avril 2018

« Lafarge : L'État français au centre de l'affaire », « L'usine syrienne, fournisseuse de l'ÉI ? », Ismaël Halissat et Willy Ledevin, Libération, 23 avril 2018.

Une fois l'épouvantail du terrorisme largement éventé, ils ressortent l'antisémitisme.

[Quand l'extrême droite sioniste et raciste \(antisémite\) gouverne la France et Israël.](#)

- "Manifeste contre le nouvel antisémitisme" : l'indignation de la Grande mosquée de Paris - M6info 23 avril 2018

Après le manifeste signé dimanche par plus de 300 personnalités dans Le Parisien (Drahi), le recteur de la Grande mosquée de Paris a dénoncé ce lundi un procès "injuste et délirant" contre les musulmans.

"Le procès injuste et délirant d'antisémitisme fait aux citoyens français de confession musulmane et à l'islam de France à travers cette tribune présente le risque patent de dresser les communautés religieuses entre elles", écrit le recteur de la mosquée, Dalil Boubakeur, dans un communiqué. M6info 23 avril 2018

Que voulez-vous, il faut bien qu'ils inventent des ennemis pour justifier leurs guerres et les dépenses qui les accompagnent, des boucs émissaires à destination des masses pour les détourner de Macron et son gouvernement, des institutions... Pour gouverner ou appliquer leur politique ultra réactionnaire ils peuvent s'appuyer sur leur créature immonde, Al-Qaïda et ses déclinaisons, la diabolisation et la xénophobie envers la Russie et Poutine, Maduro, Morales, etc. La haine, la violence aveugle, le communautarisme, l'individualisme effréné élevé au rang de valeur suprême, le règne de la terreur, la drogue, la pornographie et la prostitution, le chaos, autant de leviers pour que toutes les couches de la population s'affrontent entre elles... pendant que les affaires continuent. Jusqu'à quand ? Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

- La droite israélienne étrille Natalie Portman - liberation.fr 23 avril 2018

Sur le papier, c'était le choix le plus consensuel imaginable. Oscarisée, binationale, diplômée de Harvard, les pieds en Amérique mais les racines en Israël, «libérale» dans le sens anglosaxon du terme, sioniste bon teint à la pointe du combat féministe... Les organisateurs du prix Genesis pensaient être à l'abri de la controverse. Pour le jury de ce «prix Nobel juif» (terme un brin abusif : Michael Douglas l'a reçu), fondé en 2012 par des philanthropes liés au gouvernement pour raviver les liens distendus entre la Terre sainte et des représentants exemplaires de la diaspora, la star de Black Swan était tout à la fois «une actrice aux grands accomplissements, une activiste dévouée aux causes sociales et un être humain formidable».

L'annonce, tombée en pleines cérémonies des 70 ans de l'Etat, a déclenché l'ire de l'ultrapatriotique ministre de la Culture, Miri Regev. L'icône serait ainsi tombée «comme un fruit mûr dans les mains du BDS [Boycott, désinvestissement, sanctions, ndlr]», ce mouvement international qui prône le boycott politique, économique et culturel d'Israël. Une accusation synonyme de haute trahison. Jamais en reste, le sulfureux député du Likoud Oren Hazan a demandé que la star hollywoodienne soit déchue de sa nationalité.

Au bout de vingt-quatre heures d'hystérie médiatique et politique, Natalie Portman a tenu à s'expliquer sur Instagram. Non, elle n'a pas rejoint le BDS. Elle aime toujours «la gastronomie, les livres, l'art et le cinéma» israéliens. Ce qu'elle boycotte, c'est le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dit «Bibi», qui devait faire un discours lors de la cérémonie. «Le mauvais traitement de ceux qui souffrent des atrocités d'aujourd'hui n'est simplement pas en accord avec mes valeurs juives. Parce qu'Israël m'est cher, je dois m'opposer à la violence, à la corruption, aux inégalités et à l'abus de pouvoir.» Et d'ajouter : «Comme beaucoup d'Israéliens et de juifs dans le monde, je peux critiquer la direction israélienne sans pour autant vouloir boycotter l'ensemble du pays.»

Pour le quotidien de gauche Haaretz, Portman a inventé le «BibiDS». Pas de quoi calmer les nerfs de la coalition d'ultradroite au pouvoir, au contraire. Dimanche, Yuval Steinitz, ministre des Infrastructures intime de «Bibi», l'a accusée «d'avoir une relation à Israël proche de l'antisémitisme» et de «collaborer avec ceux qui nous haïssent». La même Natalie Portman qui, trois ans plus tôt, adaptait pour ses premiers pas derrière la caméra un roman d'Amos Oz décrivant la genèse douloureuse de l'Etat hébreu après l'Holocauste... Dans une laborieuse métaphore la renvoyant à son rôle dans Star Wars, Gilad Erdan, autre ministre estampillé Likoud, l'accuse d'avoir rejoint le côté obscur de la Force.

«Franchement, elle aurait pu être bien plus critique, parler de tirs à balles réelles sur des manifestants désarmés [à la frontière avec Gaza], remarque le réalisateur israélien Amos Gitai, qui l'a fait tourner en 2005 dans Free Zone. Je pense que ça a dû être douloureux pour elle. On sent qu'elle a choisi ses mots, son communiqué est très mesuré. Mais je ne suis pas étonné par la violence de la réaction : ce gouvernement n'est pas rationnel, il tire à vue sans poser de question. Alors que le rôle de l'artiste, s'il tient à son pays, c'est d'avoir un rapport critique à celui-ci. Ou alors on fait des relations publiques...»

Ces dernières années, le septième art israélien s'est constitué en contre-pouvoir et est entré en guerre ouverte avec la ministre Miri Regev, décidée à mettre au pas ce «cinéma de gauchistes». Quitte à appeler - comble de l'ironie - au boycott de celui-ci, comme ce fut le cas lors du festival du film israélien à Paris le mois dernier. De fait, Israël a surinvesti dans ses exports les plus glamour : Portman donc, et Gal Gadot, la Wonder Woman de DC Comics (qui avait soutenu Tsahal sur Instagram lors de la guerre à Gaza en 2014). Pour la droite quasi hégémonique, le sentiment de trahison n'en est que plus grand. Gitai se dit surpris du «retournement de veste» de l'opinion envers une personnalité aussi adulée. En soutien, le mouvement La Paix maintenant a lancé le slogan «I'm with her». Il n'y a cependant pas consensus dans l'opposition. Certains font remarquer que l'écrivain et virulent opposant David Grossman (lire Libération du 20 avril) a accepté sans se dédire de recevoir jeudi dernier le prix Israël des mains du leader des nationalistes-religieux, Naftali Bennett. Ce qui reste de la gauche israélienne réplique en citant la sénatrice Amidala dans Star Wars : «C'est donc comme ça que la liberté meurt... Sous les applaudissements.» liberation.fr 23 avril 2018

Dorénavant, quand on lit ou on entend "*la gauche*" avec ou sans guillemets, instantanément on est pris de spasmes nerveux, de profondes convulsions, la gorge se bloque, on a du mal à respirer, on suffoque littéralement, les tripes se nouent, une envie irrésistible de gerber vous prend accompagnée d'un terrible mal de crâne à vous cogner la tête contre les murs pour mettre fin à cet épouvantable cauchemar. Pour un peu on se croirait à Gaza !

Et dire que par faiblesse ou ignorance on a cautionné si longtemps cette arnaque, inconsciemment j'entends, pour faire comme les petits camarades... Heureusement qu'on s'est réveillé depuis déjà quelques années. Chacun se donne bonne conscience comme il peut, mais la mienne reste très agitée et n'atteindra sans doute jamais la sérénité, parce qu'il est trop tard à mon âge pour combler toutes mes lacunes ou réparer mes erreurs, mais l'intention ou la détermination demeure intacte.

Un dernier truc me passe par la tête. Quand on s'est arrêté au IVe congrès de l'Internationale communiste, donc avant que le stalinisme ne s'en empare, on aurait mieux fait de laisser ses conclusions où elles étaient au lieu de vouloir à tous prix les transposer à notre époque ou en faire un dogme, car à partir de là, cela ne pouvait pas se terminer autrement...

En complément. Le silence des médias-oligarques à valeur de consentement.

- Crachat, insultes : agressé à Tel-Aviv, Pascal Boniface dénonce le manque de réactions. - RT 23 avr. 2018

Le fondateur de l'IRIS Pascal Boniface s'est rendu en Israël à l'invitation du Consulat général et de l'Institut français de Jérusalem. A l'aéroport, il a été victime d'une agression, passée relativement inaperçue dans le paysage médiatique.

Pascal Boniface, essayiste et fondateur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), notamment connu pour ses positions critiques à l'égard du gouvernement israélien, a été insulté et bousculé alors qu'il venait d'atterrir à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv, le 16 avril.

Le chercheur se rendait en Israël à l'invitation du Consulat général de France et de l'institut français de Jérusalem pour participer à un cycle de trois conférences. Elles portaient sur la géopolitique du sport, les enjeux du conflit israélo-palestinien et les perspectives de paix.

Sur la vidéo, on peut voir Pascal Boniface se faire vilipender par plusieurs individus dans l'enceinte de l'aéroport de Tel Aviv. «Vas-y viens, viens, sors fils de p***», lui intiment plusieurs personnes près des portes de sortie de l'aéroport. Pascal Boniface demande alors où est la sécurité dans l'aéroport. «Y'a pas de sécurité pour ta gueule en**lé !», s'entend-il répondre.

Un homme le suit, continue à l'insulter violemment puis le bouscule pour le forcer à sortir de l'aérogare, avant de lui cracher dessus.

Pascal Boniface se désole de la faible ampleur des réactions politiques et médiatiques

Si la vidéo de l'incident a circulé sur les réseaux sociaux, l'incident est passé relativement inaperçu dans le paysage médiatique français. «J'imagine que si un intellectuel français venant dans un pays du Maghreb avait été agressé par des doubles nationaux parce que ses opinions sur le Proche-Orient déplaisent les réactions politiques et médiatiques auraient été d'une autre ampleur», a commenté Pascal Boniface le 23 avril sur Twitter.

Le Consul général de France à Jérusalem a pour sa part condamné l'incident par voie de communiqué. Pierre Cochard a ainsi dénoncé une agression «inadmissible [...] bien sûr indissociable des messages souvent haineux diffusés contre le directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques et contre le Consulat général après l'annonce de ces conférences». (Il ne pouvait faire moins. - LVOG)

Taxé à plusieurs reprises d'antisémitisme durant sa carrière, notamment après la diffusion d'une note interne du PS (dont il faisait alors partie) de 2001 dans laquelle il estimait que le parti devait se défaire de son tropisme pro-israélien, Pascal Boniface a récemment publié le livre Antisémite (Max Milo, 2017). Dans cet ouvrage, il se défend de tout antisémitisme et rappelle notamment que «critiquer l'exécutif israélien, ce n'est pas être antisémite».

Refusant l'amalgame entre la population juive et l'Etat d'Israël, il y souligne par ailleurs que ses positions critiques à l'égard de la politique menée par l'Etat hébreu ne sont pas en contradiction avec la lutte contre l'antisémitisme. RT 23 avr. 2018

En publiant cet article on soutient monsieur Pascal Boniface. Mais ce qu'on n'arrive pas à comprendre, et cela ne vaut pas seulement pour lui, c'est pourquoi il a adhéré un jour à un parti aussi pourri que le PS, ne savait-il pas où ils mettaient les pieds ? Bon, il a rompu avec le PS, ce qui est honorable, et comme maintenant il est inorganisé ou seul et sans défense, il est devenu une proie facile pour les sionistes fanatiques.

Un dernier truc me vient à l'esprit.

On ne lui en veut pas d'être passé par le PS, car peut-être s'était-il dit qu'il n'avait pas vraiment le choix, puisqu'aucun autre parti ne tenait un discours cohérent ou sérieux en direction des intellectuels, vous voyez, je suis pas borné ou j'ai l'esprit large comme l'on dit, en fait quand j'ai dit que je ne comprenais pas pourquoi il avait rejoint le PS, en réalité j'avais ma petite idée, mais je ne voulais pas vous l'imposer.

[Un cas d'école. Quand la droite renverse la droite, c'est renversant !](#)

Arménie. Quand la droite remporte un "triomphe populaire".

- Arménie: après le triomphe populaire, un nouveau gouvernement à trouver - AFP 24 avril 2018

De la part de l'Agence Française de Propagande porte-parole de la réaction néolibérale extrémiste, vous ne trouvez pas un peu suspect son soudain engouement pour un "triomphe populaire" ?

Un "triomphe populaire" partagé par l'ensemble des médias-oligarques :

- Arménie: Nikol Pachinian, le chef de la contestation, interpellé - www.lefigaro.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Le Point www.lepoint.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - [La Croix https://www.la-croix.com](https://www.la-croix.com)
- Arménie : le chef de la contestation et des centaines de manifestants ... - www.lemonde.fr/.../
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Libération www.libération.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - [Challenges.fr https://www.challenges.fr](https://www.challenges.fr)

En réalité l'Arménie est en proie à une grave crise économique, sociale et politique comme de très nombreux pays dans le monde, le gouvernement et sa politique sont rejetés par une part croissante de travailleurs et jeunes, en conséquence de quoi la classe dominante se devait de canaliser cette contestation et de remplacer le Parti républicain d'Arménie qu'elle avait porté au pouvoir dans les années 90 par son supplétif, une coalition de 13 partis, le Congrès national arménien.

Pour camoufler ce qu'il y a lieu d'appeler une escroquerie politique, les médias se sont empressés de faire croire que cette coalition incarnerait les intérêts du peuple arménien, alors qu'en réalité son programme lui est également dicté par Bruxelles. Le parti au pouvoir ne pouvant pas aller plus loin dans l'application de réformes tournées contre les travailleurs et la jeunesse arménienne, l'oligarchie a décidé de le remplacer par son supplétif.

En Arménie comme dans un grand nombre de pays où le mouvement ouvrier est faible ou quasiment inexistant ou complètement dégénéré, qui n'ont pas hérité d'une solide tradition de la lutte de classe, ce sont des partis officiellement étiquetés de droite qui se relaient au pouvoir, ils sont représentés par des oligarques, des hommes d'affaires, d'obscures membres des élites intellectuelles, démagogues ou populistes au possible, ils manipulent les masses en prétendant défendre les intérêts de la nation et de l'ensemble des citoyens.

En France ou dans les pays occidentaux, c'est le même scénario qui se produit à la différence près, qu'ils ont hérité d'une solide tradition de la lutte de classe qui les a contraint à attribuer à ces partis des étiquettes différentes, de droite et de gauche, alors qu'en réalité ils partagent le même programme antisocial qu'ils appliquent une fois qu'ils sont au pouvoir ou qu'ils soutiennent quand ils sont dans l'opposition parlementaire.

C'est leur origine différente qui a servi de support à cette supercherie politique à laquelle ont participé tous les partis du mouvement ouvrier, y compris l'intégralité de ce qu'on appelait autrefois l'avant-garde, supercherie politique qui a été entretenue pendant près d'un siècle pour finalement en arriver à la situation que nous connaissons aujourd'hui, où l'étiquette de gauche du parti officieux de l'ordre (le PS) s'est volatilisée au profit d'un parti ouvertement de droite, LREM, de sorte qu'il n'existe plus en France de parti institutionnel classé à gauche dans lequel se reconnaissaient une partie des intellectuels et des classes moyennes, ainsi que les couches supérieures de la classe ouvrière, tout comme en Arménie, en Inde, etc. Et ce n'est pas demain la veille que l'épouvantail de LFI prendra la relève ou constituera une menace pour le régime avec sa "révolution citoyenne" ou "par les urnes", discours repris par tous les partis de droite candidats à une révolution de palais.

La situation politique en France étant plus complexe que dans de nombreux pays, ils peinent à remettre en selle LR, l'ex-parti officiel de l'ordre qui a implosé comme le PS lors des dernières élections, dorénavant supplanté par le parti de Macron, LREM, gardant sous le feu en réserve le FN et ses satellites (Les Patriotes) auxquels ils attribuent gracieusement des intentions populaires, populistes en réalité, de manière à ce que finalement aucun parti ne puisse concurrencer ou menacer sérieusement le parti de facto de la nouvelle monarchie absolue qui gouverne depuis un an. Ils jouent donc à fond la carte de la division de leurs adversaires pour qu'ils demeurent minoritaires, au lieu de celle de l'alternance entre partis de droite, en s'appuyant sur les élites corrompues, les couches supérieures des différentes classes qui ne représentent pas plus de 15 à 25% du corps électoral.

Ce scénario peut encore évoluer, car il est très fragile et instable. Mais on ne voit pas comment, puisque LR et le PS soutiennent Macron et LREM minoritaire dans le pays. Pour le moment, pour tenter de restaurer le vernis démocratique des institutions ou donner l'illusion qu'on ne serait pas en présence d'un régime totalitaire, c'est LFI qui leur sert de caution et qui se prête volontiers à ce jeu sordide. Comment ? En se présentant comme les seuls véritables opposants au gouvernement, tandis que des sondages sont aimablement fabriqués par des officines acquises au régime pour le faire croire aux travailleurs, de sorte que toute opposition indépendante est étouffée ou disparaît, n'a pas d'existence, laissant ainsi le champ libre à la réaction.

Un jour ils rendent hommage à l'esprit de responsabilité de Mélenchon, et un autre il le diabolise, rien ne les arrête. Il faut donc distinguer ces différents traitements en relation avec l'évolution de la situation sociale, tout en tenant compte de l'agenda constitutionnel, des périodes électorales, pour comprendre pourquoi ils changent régulièrement de discours. Mélenchon prétend le savoir et se servir des tribunes qu'ils lui accordent généreusement pour les manipuler, alors qu'en réalité il ne fait que participer consciemment à une supercherie politique, car jamais dans le passé il n'a affronté le régime et ce n'est pas demain la veille qu'il changera.

La réaction n'a donc rien à craindre de ce côté-là, car à tout moment elle peut ressortir les contradictions de LFI pour semer le doute dans la tête de ses partisans et les diviser, l'affaiblir, tout est une question d'opportunité. A suivre.

Qui est Serge Sarkissian, le Premier ministre démissionnaire ?

(Source : Wikipédia)

Serge Sarkissian appartient au Parti républicain d'Arménie (HHK) qui fait partie du groupe des Conservateurs européens (GCE) au Conseil de l'Europe, anciennement Groupe démocrate européen (GDE) est un groupe parlementaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe composé de 61 membres et qui comprend pour l'essentiel des partis conservateurs ou de droite, comme le parti conservateur (Royaume-Uni)...

Qui est Nikol Pachinian, le leader de "l'opposition" ?

Nikol Pachinian, leader du Congrès national arménien, une coalition de treize partis politiques en Arménie, présidée par l'ancien président arménien Levon Ter-Petrossian. Elle est située dans l'opposition et compte, pour la législature 2012-2017, 7 députés à l'Assemblée nationale de la République d'Arménie. Il est membre du parti de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE).

L'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe est un parti politique européen centriste et libéral qui a pris ce nom en novembre 2012 du groupe parlementaire homonyme. Son ancien nom était Parti européen des démocrates, libéraux et réformateurs (ELDR).

Il rassemble actuellement 58 partis libéraux-démocrates des États membres de l'Union européenne, y compris des nouveaux adhérents et du sud-est de l'Europe. Près d'un tiers de ses partis sont au gouvernement dans leur pays. L'ALDE est le deuxième parti le plus représenté au Conseil européen avec huit chefs d'État et de gouvernement, soit 28,57% des membres. L'ALDE compte 5 commissaires sur les 28 membres de la Commission Juncker. Il y est le troisième parti politique représenté, derrière le PPE et le PSE. Au Comité européen des régions, le groupe de l'ALDE compte 45 membres sur 350. L'ALDE possède un groupe de 70 membres à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

[Un autre cas d'école. Quand un ex-guérilleros est devenu agent du FMI.](#)

- Les Nicaraguayens manifestent contre le pouvoir, malgré l'abandon de la réforme contestée - AFP 24 avril 2018

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté lundi à Managua, la capitale du Nicaragua, pour dénoncer la récente répression du mouvement de colère contre le projet de réforme des retraites, qui a fait 27 morts, en dépit de son retrait par le président Daniel Ortega.

Brandissant des milliers de drapeaux blancs et bleus, aux couleurs du pays, salariés, étudiants, paysans et entrepreneurs ont défilé dans les rues de la capitale à l'occasion d'une "Marche pour la paix et le dialogue".

La manifestation avait été organisée à l'appel de l'organisation patronale COSEP - pourtant alliée du président Daniel Ortega depuis son arrivée au pouvoir il y a 11 ans.

L'appel à manifester avait été maintenu, bien que le chef de l'Etat eût annoncé dimanche qu'il retirait sa réforme des retraites. Celle-ci prévoyait d'une part d'augmenter les contributions sociales des salariés et des employeurs afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale, et d'autre part de réduire de 5% le montant des pensions, sur recommandation du Fonds monétaire international (FMI).

La vice-présidente Rosario Murillo - qui est également l'épouse du président - avait annoncé un peu plus tôt lundi que les manifestants arrêtés ces derniers jours seraient libérés, sur demande de l'archevêque de Managua Leopoldo Brenes, "afin d'établir les bases du dialogue".

Le projet de réforme des retraites avait déclenché mercredi dernier une révolte des étudiants qui s'est rapidement propagée au reste de la population.

La persistance de la colère reflète un mécontentement plus général de la population, excédée par la détérioration de ses conditions de vie et par un gouvernement accusé de corruption.

Pour l'étudiant Clifford Ramirez il n'y a plus de retour en arrière possible: "Nous ne pouvons plus accepter ce gouvernement, nous manifestons pour que le couple Ortega-Murillo quitte le pouvoir".

Daniel Ortega, le "Comandante" de 72 ans, l'un des chefs de la guérilla ayant mené la révolution sandiniste en 1979, en est déjà à

son quatrième mandat, au côté de sa femme, poétesse excentrique de 66 ans.

"Les manifestations (...) sont contre un gouvernement qui nie la liberté d'expression, la liberté de la presse et celle de manifester pacifiquement", a déclaré à l'AFP Clifford Ramirez, étudiant en sciences politiques de 26 ans qui faisait partie des premiers à manifester.

Le président Ortega a dénoncé la violence des manifestants, les comparant à des gangs criminels. Mais les Etats-Unis, l'Union européenne et le pape François ont surtout critiqué la force excessive utilisée par la police.

Par précaution, Washington a ordonné lundi l'évacuation du personnel de son ambassade à Managua, ainsi que de leurs familles.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi les autorités de Managua "à assurer la protection des droits de l'Homme pour tous les citoyens, notamment ceux de pouvoir se rassembler pacifiquement et de la liberté d'expression", et a dit son "soutien aux appels au dialogue".

De leur côté la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh) ont exigé des autorités qu'elles cessent "immédiatement l'attaque brutale contre les manifestants et la population civile".

"Je ne vois les conditions pour aucun dialogue avec le gouvernement du Nicaragua", a estimé sur Twitter l'évêque adjoint de Managua, Silvio Baez.

"Il faut arrêter la répression, libérer les jeunes incarcérés, rétablir la transmission du Canal 100% Noticias (actuellement censuré, ndlr) et discuter de la démocratisation du pays avec tous les secteurs", a-t-il ajouté. AFP 24 avril 2018

Les Etats-Unis, l'Union européenne, le pape, un évêque, les ONG droitdelhommistes, le patronat, qui tous hier soutenaient Ortega tiennent dorénavant tous le même discours contre lui, mais sans citer un seul candidat pour le remplacer, peut-être parce qu'ils n'ont pas encore eu le temps de le fabriquer, je l'ignore.

Avec l'ex-guérilleros devenu agent du FMI, on est en présence d'une variante du populisme de gauche.

Oui, vous êtes en droit de vous dire, que les dirigeants qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sans que leurs convictions reposent sur les bases théoriques du socialisme, sont décidément aptes à vendre leur âme aux plus offrants, ce qui en fait des gens sans principe ni scrupule ni morale pour le moins répugnants et sordides, ce qui permet de comprendre pourquoi c'est la droite qui gouverne...

En conclusion, il en ira ainsi tant qu'une véritable gauche ou extrême gauche n'aura pas été reconstruite. La tâche s'annonce colossale. Parviendrons-nous à la mener à bien ? C'est bien mal parti, hélas!

ACTUALITE EN TITRES

[Ou comment de minoritaires et illégitimes, ils deviennent majoritaires. La fabrique du consentement à l'oeuvre...](#)

- Sondage : 59% des Français favorables à l'intervention des forces de l'ordre dans les universités Publicsenat.fr

[Vers l'affrontement général ?](#)

- Vélib en grève - Liberation.fr 24 avril 2018

A Paris, Smovengo et son nouveau Vélib s'enlisent toujours plus dans la grève, suivie par une soixantaine de salariés (soit 85 % des agents d'après leurs représentants) qui réclament de meilleures conditions de travail. Le mouvement qui touche le prestataire de vélos en libre-service dure depuis près d'une semaine. Liberation.fr 24 avril 2018

[Ils osent tout. Dans la rubrique **Leur humanisme est la politesse des salauds...**](#)

- Geneviève de Fontenay entonne "L'Internationale" avec Florian Philippot contre Macron - Le HuffPost

- Accueil des réfugiés dans l'Union européenne - Liberation.fr
- Bruxelles pour la protection des lanceurs d'alerte - Liberation.fr
- Obama prononcera le discours de la Fondation Mandela en juillet - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Congrès de FO.

- Force ouvrière en congrès à Lille pour tourner la page Mailly - AFP 23 avril 2018

Force Ouvrière s'apprête à tourner la page Jean-Claude Mailly lors de son congrès qui s'ouvre lundi à Lille. Très contesté ces derniers mois par ses troupes, l'actuel secrétaire général du syndicat passera la main à Pascal Pavageau.

Après 14 ans à la tête de FO, Jean-Claude Mailly s'attend à un congrès mouvementé. Il est prévu qu'il s'exprime lundi, puis jeudi après des prises de parole de militants, qui risquent fort de revenir sur l'épisode des ordonnances travail.

Entre 3.000 et 4.000 personnes sont attendues au Grand Palais de Lille de lundi à vendredi.

Ont été conviés lundi la maire de Lille, Martine Aubry, ainsi que Xavier Bertrand, ex-ministre du Travail UMP et désormais président du conseil régional des Hauts-de-France, des invitations politiques rarissimes.

L'élection du nouveau secrétaire général, par le Parlement du syndicat (comité confédéral national, CNN), se déroulera vendredi.

Outre des prises de parole qui s'annoncent rudes, un des thermomètres du mécontentement sera le vote du rapport d'activité de l'actuel secrétaire général. Son score sera scruté.

"Compte tenu des difficultés de positionnement et de ligne cette année, et c'est un euphémisme, les militants attendent clairement une ligne", explique Pascal Pavageau, seul candidat à la succession.

Une partie des troupes FO ont en effet jugé trop conciliantes les positions de Jean-Claude Mailly sur les ordonnances Macron réformant le droit du travail, alors que FO avait défilé aux côtés de la CGT pour s'opposer à la loi El-Khomri un an plus tôt.

Jean-Claude Mailly a accepté la concertation avec le gouvernement et refusé de descendre dans la rue. Ce qui n'a pas empêché certaines fédérations -- par ailleurs très autonomes -- de manifester aux côtés de la CGT cet automne.

Il dit "ne rien regretter" de ses positions et laisse entendre également qu'à quelques mois d'un congrès, les remous sont un grand classique.

Pour lui succéder, Pascal Pavageau, un ingénieur en travaux publics de 49 ans est en piste depuis 2011. Il pronostique un congrès "hard rock", clin d'oeil appuyé au style de musique qu'il affectionne.

FO, qui a récemment fêté ses 70 ans, est le troisième syndicat en termes d'audience et a du chemin à rattraper concernant son implantation dans les entreprises. Il est en revanche premier dans la fonction publique d'État dont est issu M. Pavageau.

A 65 ans, Jean-Claude Mailly quittera, lui, la scène nationale et a récemment déclaré qu'il allait "prendre un mandat" au Comité économique et social européen. AFP 23 avril 2018

Pascal Pavageau succède à Jean-Claude Mailly à Force Ouvrière: le nouveau caillou dans la chaussure gauche du gouvernement - Le HuffPost 23.04

Sortie par la petite porte pour Jean-Claude Mailly. Secrétaire général de Force ouvrière depuis 14 ans, le dirigeant syndical et socialiste assumé, qui a connu et (parfois) bataillé avec quatre présidents de la République, tirera sa révérence à l'issue du congrès de FO qui s'ouvre ce lundi à Lille. Un pot de départ pas particulièrement festif au regard du bilan plus que contesté des dernières années de son mandat.

Une partie des troupes FO ont en effet jugé trop conciliantes les positions de leur numéro un sur les ordonnances Macron réformant le droit du travail, alors que FO avait défilé aux côtés de la CGT pour s'opposer à la loi El-Khomri un an plus tôt. Encore aujourd'hui, en plein bras de fer sur la réforme des retraites, Jean-Claude Mailly se montre beaucoup moins incisif que son homologue de la CGT et ne rate pas une occasion de dire du mal de Jean-Luc Mélenchon.

Pourquoi une telle complaisance? Les mauvaises langues syndicales le soupçonnent de négocier en coulisses avec le gouvernement un parachutage à une fonction confortable. "Mystère", répond diplomatiquement celui qui a la lourde tâche de lui succéder. A 49 ans, Pascal Pavageau, adepte d'une ligne beaucoup plus dure, sera élu le 27 avril prochain à la tête de FO. Et s'il épargne son prédécesseur, il ne cache pas son souhait de faire le ménage.

S'affichant comme plus "direct" face à un exécutif qui est "une bête de com", Pascal Pavageau a déjà commencé à marquer le changement de cap. "Compte tenu des difficultés de positionnement et de ligne cette année, et c'est un euphémisme, les militants attendent clairement une ligne", assure cet ingénieur spécialisé dans l'environnement qui se présente en pacificateur, candidat "de la base" et "sans carte au PS", histoire de se démarquer un peu plus de son prédécesseur.

La ligne Pavageau qui se dessine, c'est celle du "combat collectif" contre la logique du "chacun pour soi" incarnée à ses yeux par le président de la République. "Il se fiche des syndicats!", taclant "Jupiter" qui ne "supporte pas les contrepoids" que sont les syndicats, la presse, ou les parlementaires...

Analyse qui n'annonce rien de bon pour l'exécutif, qui a pleinement bénéficié de la coopération de Jean-Claude Mailly. "C'est un grand leader syndical, et il a marqué le champ social en France, à la tête de FO, depuis 14 ans", a encore déclaré la ministre de Travail Muriel Pénicaud ce lundi sur Europe1. Celle-ci se montre en revanche beaucoup plus prudente sur son successeur: "Il va prendre ses marques, on attend un peu de voir les positions qu'il va prendre".

Elle n'a pas tort. Le futur leader a qualifié d'"autoritarisme primaire", "quasi dictatorial" le fait que pour la réforme de la formation professionnelle, l'exécutif n'ait pas pris en compte le refus unanime des syndicats de transformer l'unité de mesure du compte personnel de formation (CPF), en euros plutôt qu'en heures.

S'agissant du prochain chantier social, lui aussi explosif, Pascal Pavageau, fin connaisseur de la fonction publique dont il est issu, a qualifié les discussions en cours de "bla-bla", "de haut niveau café du commerce". "Il faudra quand même qu'on nous explique comment on peut garder le principe collectif de répartition et de solidarité intergénérationnelle en passant à une retraite à points individuels", a-t-il dit, visiblement prêt à en découdre.

De quoi faire émerger une ébauche de "convergence des luttes" syndicales? Aujourd'hui réfractaire, FO pourrait changer de ligne après son congrès. Pascal Pavageau se dit ouvert à une "unité d'action".

Mais avant cela, le nouveau patron de FO devra panser les plaies d'un syndicat qui peine à se renouveler. Force Ouvrière, qui a récemment fêté ses 70 ans, est le troisième syndicat en termes d'audience et a du chemin à rattraper concernant son implantation dans les entreprises. Il est en revanche premier dans la fonction publique d'État.

"Contrairement à ce que pense Jupiter le monde n'a pas démarré en 2017", tranche Pascal Pavageau tout en promettant, lui aussi, de faire émerger un "nouveau monde" syndical. A ses côtés, une jeune garde, soit six nouvelles têtes sur 13, qui vont faire leur entrée au bureau confédéral. Il promet de rajeunir et de féminiser le syndicat, voulant même "faire sauter le plafond de verre" dans un paysage ultra-masculin. Il a aussi précisé qu'il "ne valide pas le chiffre de 500.000" adhérents inchangé depuis 2011 et devrait faire les comptes pour annoncer un chiffre "au plus tard à la fin de l'année". Le HuffPost 23.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen : frappes de la coalition saoudienne sur un mariage, des dizaines de victimes - RT 23 avr. 2018

Le 22 avril, des dizaines de personnes participant à un mariage à Bani Qais, dans la province de Hajja, au nord-ouest de Sanaa, ont été tuées ou blessées dans des frappes attribuées par les rebelles à la coalition. Selon l'organisation Médecins sans frontières (MSF), ces raids sont « parmi les plus dévastateurs dans la région ces derniers mois ». RT 23 avr. 2018

ECONOMIE

Iran

- Contre l'embargo américain, l'Iran bannit le dollar de ses échanges commerciaux - RT 23 avr. 2018

Dans le cadre de sa démarche visant à réduire sa dépendance à l'égard de la devise étasunienne, Téhéran a annoncé que ses opérations de commerce extérieur seraient désormais libellées en euros et non plus en dollars.

Le gouverneur de la Banque centrale d'Iran (BCI), Valiollah Seif, cité par l'agence de presse Reuters le 18 avril, a déclaré que le guide suprême du pays, l'ayatollah Ali Khamenei, avait accueilli favorablement sa suggestion de remplacer le dollar par l'euro. «Le dollar n'a aujourd'hui plus sa place dans nos échanges commerciaux», avait-il expliqué auparavant.

Nicolas Dufourcq, directeur général de la banque publique d'investissements BPI France, avait déjà annoncé, en février que la France proposerait prochainement des mécanismes de crédits libellés en euros aux clients iraniens d'entreprises françaises pour mettre ces dernières à l'abri d'éventuelles sanctions américaines.

Selon Mehdi Kasraeipour, directeur des échanges internationaux et des politiques commerciale de la BCI, la part du dollar dans le commerce extérieur de l'Iran n'est de toute façon pas très élevée. Dans le cadre de l'embargo commercial américain contre l'Iran, les banques américaines n'ont en effet pas le droit de faire affaire avec la République islamique ou ses entreprises.

Le mois dernier, Téhéran a annoncé que les contrats d'importation libellés dans la devise étasunienne ne seraient plus autorisés. Cette mesure faisait suite à une demande officielle de la BCI vouée à limiter l'impact des fluctuations du cours du dollar.

La monnaie iranienne a perdu près de la moitié de sa valeur sur le marché libre depuis septembre 2017. Elle a atteint le niveau le plus bas à 60 000 rials pour un dollar jusqu'à ce que les autorités établissent un taux fixe à 42 000 rials et menacent de poursuivre les Iraniens qui utiliseraient un autre cours. RT 23 avr. 2018

Turquie

- La Turquie attaque le dollar et rapatrie ses réserves d'or entreposées à la Fed - RT 20 avr. 2018

La Turquie a décidé de rapatrier ses réserves d'or qui sont stockées dans les coffres de la Réserve fédérale américaine. Une annonce faite alors que son président souhaite que les prêts internationaux soient libellés en or, et non plus en dollar.

Ankara, qui dispose de la 11^e réserve mondiale d'or, a annoncé son intention de rapatrier 220 tonnes de son métal précieux qui sont à l'heure actuelle stockées dans les coffres de la Réserve fédérale américaine, selon le média turc Yeni Safak.

Une annonce qui intervient alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan s'en est publiquement pris au dollar, monnaie dans laquelle les prêts internationaux sont libellés. «Pourquoi devrions-nous faire tous nos prêts en dollars ? Utilisons une autre monnaie. Je propose que les prêts soient réalisés en se basant sur l'or», a ainsi suggéré le président turc lors d'un discours à Istanbul, le 16 avril.

Une prise de position forte qui s'explique par la dégringolade de la livre turque vis-à-vis de la monnaie américaine ses dernières années : fin 2013 un dollar valait deux livres, alors qu'aujourd'hui un dollar en vaut quatre. «Avec le dollar, le monde est toujours sous la pression des taux change», a fait valoir le président turc, soutenant que le métal précieux permettrait d'éviter ces problèmes : «L'or n'a jamais été un outil d'oppression à travers l'histoire.»

Depuis 2012, plusieurs pays ont décidé de rapatrier leurs réserves d'or entreposées jusqu'à présent dans les coffres de la Réserve fédérale. La vague a commencé en 2012, lorsque le Venezuela a annoncé le retour de ses 160 tonnes d'or placées aux Etats-Unis. L'Allemagne lui a emboîté le pas. Elle a rapatrié 300 tonnes entre 2013 et 2016, avant d'être imitée par les Pays-Bas, qui en ont récupéré 122,5 tonnes. RT 20 avr. 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 26 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (13 pages)

Ce portail ou le courant politique que je représente, sont apparemment les seuls au sein du mouvement ouvrier à prendre en compte la lutte des classes et la stratégie politique de notre ennemi, ce qui permet d'offrir aux lecteurs une vision à 360° du monde dans lequel nous vivons.

Le champ est tellement large que je ne peux pas couvrir toute l'actualité évidemment, chacun le comprendra, je fais ce que je peux.

Un petit mot personnel.

Ici, c'est l'été et les vacances scolaires. Depuis lundi on a récupéré l'une des petites-filles de ma compagne Selvi, Vomica, elle a un peu plus de deux ans. Dans trois jours ce sera l'anniversaire de Cassie, ma petite-fille de mon premier mariage qui vit à La Réunion, je ne sais plus quel âge elle a, six ou sept ans. Je n'ai plus de nouvelles d'elle depuis plusieurs années, depuis que ma fille et sa mère se sont fâchées avec moi sans que je sache trop pourquoi, une broutille, cela montre au moins qu'elles ne tenaient pas vraiment à moi, j'en ai pris mon parti.

En ce moment je prête de l'argent (sans intérêt) à Kumar, Adi, Srida, Vidje, Kajaveli, soit cinq familles ouvrières indiennes qui font partie de la nombreuse famille de ma compagne. Dans le village où je vis, la moitié des habitants en font partie de près ou de loin, c'est pour dire ! Là aussi je fais ce que je peux.

Chacun assume ses responsabilités comme il peut, et malheur à ceux qui s'y dérobent ou aux hypocrites, parce qu'on ne peut pas être heureux ainsi ou indéfiniment, tout se paie forcément un jour. Voyez le monde tel qu'il est devenu...

Pépère se porte bien et vous salue !

Mesdames et messieurs de la cour : Le roi ! Il ne lui manque plus que la perruque de l'Ancien Régime.

- Emmanuel, laisse-moi enlever tes pellicules: la relation privilégiée Trump-Macron - fr.sputniknews.com 24.04

«Tout le monde dit quelles magnifiques relations nous avons, et c'est vrai. Ce n'est pas une fake news. C'est un grand honneur que tu sois là. En fait, nos relations sont privilégiées. Laisse-moi enlever ces petites pellicules. Il nous faut qu'il soit impeccable. Mais il l'est!» a déclaré le chef de l'État américain. fr.sputniknews.com 24.04

- Je définis la Cour un pays où les gens,
Tristes, gais, prêts à tout, à tout indifférents,
Sont ce qu'il plaît au Prince, ou, s'ils ne peuvent l'être,
Tâchent au moins de le paraître,
Peuple caméléon, peuple singe du maître... (La Fontaine)

"Peuple singe du maître" : Tous ceux qui louent les qualités de Macron...

En monarchie héréditaire.

- Pour Hollande, Emmanuel Macron est le "président des très riches" - AFP 26 avril 2018

Cinéma. Silence on tourne. Propagandaministerium ou Jupiter dans la rôle de ministre à l'Éducation du peuple et à la Propagande régale.

Propagandaministerium, le Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda du IIIe Reich.

- Des stars du cinéma français dîneront avec Macron jeudi à l'Élysée - Reuters 25 avril 2018

Des stars et des professionnels du cinéma français dîneront avec Emmanuel Macron jeudi à l'Élysée, moins de deux semaines avant l'ouverture du 71e Festival de Cannes le 8 mai.

Seront notamment présents les acteurs et actrices Mathieu Amalric, Jeanne Balibar, Emmanuelle Bercot, Leïla Bekhti, Monica Bellucci, Guillaume Canet, Guillaume Gallienne, Sandrine Kiberlain, Virginie Ledoyen, Léa Seydoux et Gaspard Ulliel.

Outre les comédiens, le dîner rassemblera plus de 100 invités : réalisateurs, producteurs, distributeurs, diffuseurs, acteurs des industries techniques, des écoles et des organisations professionnelles et exploitants de salles, a précisé la présidence de la République.

Le secteur du cinéma français représente près de 4,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et plus de 260.000 emplois, souligne l'Elysée.

Par ce dîner, Emmanuel Macron souhaite mettre cette filière à l'honneur comme il l'avait fait avec les créateurs de mode début mars. Reuters 25 avril 2018

Au cours des dernières années, mon isolement ou le mal du pays m'a amené à regarder en soirée plus de 500 films français datant des années 30 à 70, avec quelques exceptions. J'ai fini par m'en lasser. Au départ je n'avais jamais été porté vers le cinéma, je préférais la littérature ou la lecture en général. Cela m'a permis de libérer du temps libre pour actualiser à nouveau le portail, voilà pour la petite histoire.

Je n'en regarde plus qu'un ou deux par semaine avec un autre regard, critique cette fois, terminé le divertissement qui vous change les idées, car en réalité le cinéma comme d'ailleurs tous les arts ne fait que la reproduire, même quand ils sortent de notre imagination puisqu'elle provient de notre cerveau qui à ma connaissance a une existence bien matérielle.

C'est uniquement le décalage qui existe entre ce que nous vivons ou notre environnement, et le contenu d'un film, d'une pièce, d'un roman, etc. qui crée une sorte de dépaysement qui attire notre attention ou nous projette dans un autre univers, sauf quand ils nous sont contemporains et ne nous sortent pas de ce que nous vivons au quotidien, ce qui pour moi ne présente aucun intérêt, préférant la dure réalité à sa copie qui n'est qu'une mise en scène pour mieux nous la faire avaler.

L'engouement pour des nouveaux films ou des films récents, dénote une incompréhension de la situation ou de l'époque à laquelle nous vivons, pour ne pas dire un refus de la regarder en face, on préfère sa version romancée, arrangée, bricolée, enjolivée, et lui attribuer un pouvoir distrayant dénote une dose d'inconscience qu'on ne soupçonnera évidemment pas.

On dit volontiers de certains films qu'ils ont mal vieilli, alors que je pense que c'est plutôt nous qui avons mal vieillis ! Nous nous sommes inconsciemment adaptés au cinéma de notre époque sans nous en apercevoir, car de fait les films que nous regardons et qui ont été tournés à notre époque, comportent autant ou plus de clichés encore ou sont dominés de la même manière par la propagande officielle, laissons de côté le culte stupide des acteurs ou actrices.

Lors de la seconde ou troisième projection d'un film, l'effet de surprise est quasiment nul, même si au début on ne souvient plus très bien du scénario, sous l'effet du déjà vu la trame va nous revenir à l'esprit, et on va pouvoir se concentrer sur son véritable contenu. On s'apercevra rapidement que le scénario aurait pu se résumer en quelques lignes pour ne pas dire quelques mots, tellement il était mince ou inconsistant, au point qu'on détectera facilement le message ou la propagande qu'il était destiné à faire passer, que cela ait été consciemment ou non l'intention de son réalisateur, car il n'avait pas forcément conscience de l'influence que l'idéologie dominante avait sur lui quand il ne la partageait pas, ce à quoi le spectateur ne pensera pas et se fera ainsi manipuler à son insu, le terme n'est peut-être pas le plus approprié, disons qu'il intégrera des éléments de l'idéologie dominante sans s'en rendre compte par le biais de ce support, qui plus est, passeront d'autant mieux si le film les présente sous un angle avantageux, humoristique ou comique.

Pratiquement tous les films sont réalisés à la gloire de l'ordre établi, et lorsqu'ils le présentent sous un angle peu glorieux ou critique, cela ne dépasse pas le stade du constat qui vous laisse un goût amer de fatalité ou d'impuissance (à le combattre), ce qui est plutôt démoralisant qu'autres choses. Dans un grand nombre de films la violence, les faiblesses, défauts ou perversités des hommes sont omniprésents et leur servent de trame, de sujet, ils sont à l'image de la société, qui pour être supportable se trouvera des justiciers parmi les institutions (le bon flic) ou les simples citoyens, qui lui serviront de caution morale, ce qui finalement lui vaudra des sourires de soulagement et des applaudissements nourris.

Dans de nombreux films, c'est la personnalité de l'acteur (la star, la vedette !) qui joue le premier rôle, le personnage principal qu'il incarne passe au second plan, du coup il a tendance à en faire trop, à surjouer parfois jusqu'à l'outrance, il faut que les spectateurs (les fans) en aient pour leur argent. C'est l'aspect qui m'incommode le plus tellement c'est superficiel ou ridicule. Et le plus choquant, c'est qu'autrefois on les a appréciés sans prendre le moindre recul. Cela participe de l'abrutissement général au-delà de l'absurde puisqu'on en redemande ; vous vivez dans une société violente et pour vous distraire, je n'ose pas dire vous détendre, vous allez voir des films où coule l'hémoglobine ou pleuvent les coups, du coup, quand on nous dit que le cinéma se porte bien, c'est plutôt inquiétant. On se laisse emporter par un courant qui est plus fort que nous sans savoir où il nous entraîne, c'est pas très rassurant. Dire qu'on fait notre propre malheur est un euphémisme parvenu à ce stade de l'inconscience.

Par curiosité, j'ai constaté qu'il y en avait encore qui regardaient des westerns, c'est à croire qu'ils n'ont pas évolué depuis ou qu'ils en sont là, Daesh a remplacé les Indiens, à ceci près que ce sont des envahisseurs ou de terribles prédateurs, exterminateurs, comme les puissances impérialistes occidentales, leurs idéologies rétrogrades sont compatibles. Le cinéma met en scène les bons et les méchants, la classe dominante et ses représentants s'attribuant le rôle de garants de la morale, qu'elle violera par ailleurs

pour préserver ses intérêts.

Le cinéma comme la télévision fait appel à l'image et au son, ils interpellent l'oeil et l'oreille qui associées sont des puissants canaux déclencheurs d'émotions, la réflexion viendra ensuite ou non, plutôt non si on en juge par le peu de gens qui ne regardent plus la télévision, dont l'avènement remonte à un demi-siècle en arrière.

Le taux de fréquentation de la télévision et du cinéma, mais aussi des autres médias et des réseaux (a) sociaux (je ne parle même pas des jeux vidéos qui sont abominables) permet d'établir le degré d'influence que l'idéologie de la classe dominante a sur les masses et les militants.

On pourrait établir une grille pour le mesurer, mais tout le monde s'en foutrait ou la contesterait... Et étrangement, on s'apercevrait que ce sont les donneurs de leçons qui expliquent aux autres qu'il faut faire preuve de mesure, qui ne voudraient pas entendre parler d'un tel instrument de mesure. Pourquoi, par hasard, ce qu'il révélerait serait-il par trop embarrassant ? Ils vont maudire ce portail !

A suivre une autre fois, avec un autre regard critique sur le cinéma ou les arts en général. Le plus subtil d'entre eux et le plus attachant demeure la musique pour avoir le pouvoir de traduire en sons des images, et pas seulement des émotions ou la pâle réalité.

Je reproduis le commentaire d'un internaute posté à la suite du film de Julien Duvivier de 1951 *Sous le ciel de Paris*, où je suis né et où j'ai grandi jusqu'à l'âge de 12 ans, au 6^e étage sans ascenseur du 6 rue Joubert dans le 9^e, dans une minuscule ex-chambre de bonne mansardée...

- "C'était une époque où les gens prenaient le temps de vivre bien ou mal, l'important c'était l'insouciance, le bonheur de vivre entre gens, je me souviens le jour où est arrivée la télé. Plus rien n'a été pareil, avant le soir l'été les gens se mettaient sur des bancs et discutaient aujourd'hui derrière leurs portables les gens sont seuls, isolés du monde loin des réalités de la vie, des robots bien dans le moule du mondialisme à regarder les séries les télérealités leur facebook, twitter et les autres réseaux, tristes spectacles."

LVOG - D'autres sont nostalgiques, ce qui n'est pas mon cas puisque la condition de mes parents était misérable.

- "Que donnerai-je pour passer une journée à cette époque...pour commencer aller casser la croûte dans un p'tit bouchon de quartier..."

- "La vie était plus simple. Moins compliqué.

On se contentait de peu, mais quel bonheur.

Chaque rue était un village. Tout le monde se connaissait.

Une fête de famille, et c'était toute la rue qui était en fête.

A LA BONNE FRANQUETTE.

L'époque où le Fric ne faisait pas la loi.

Bals musettes, guinguette, pic-nic..... et j'en passe et sûrement des meilleurs...

Quoi que l'on en pense, la vie était bien plus intéressante que maintenant.

NO STRESS, SI C'EST PAS AUJOURD'HUI SE SERA DEMAIN.

La musique se laissait écouter, on aimait la chanter, la siffler...

Quand on se disait, Je t'aime cela avait un sens...

C'était le printemps en plein hiver.

Etc etc...

Merci pour ces moments de nostalgie." LVOG - C'était surtout l'après-guerre avec la classe ouvrière à l'offensive....

Nous, sous les toits en zinc, nous étions littéralement gelés en hiver et on crevait de chaud l'été...et j'en passe et sûrement... des pires.

- "Quel beau film, le monde réel, comme j'aurais voulu vivre à cette époque, je suis né 20 ans trop tard en 70, aujourd'hui j'en aurais 68, ce jour pas de télé, de radio, peu importe ce qui se passe dans le monde, je ne l'apprends que par les gens que je fréquente, voir et discuter essayer d'établir des dialogues de visu difficile de nos jours même à un arrêt de bus le nez dans leurs téléphones, intoxiqué de consommation et de matérialisme..."

LVOG - Les rapports entre les gens dans le milieu ouvrier étaient plus chaleureux, mais aussi très durs, on travaillait plus pour des salaires et des conditions misérables, la mensualisation n'était pas généralisée, mon père menuisier était payé aux pièces, au rendement si vous voulez, un régime d'esclave, pas de quoi être nostalgique, ne serait-ce qu'en mémoire de mes parents.

La plupart des gens ont des réactions épidermiques, sans réfléchir un instant à la signification de ce qu'ils ressentent, pensent ou disent.

J'ai eu l'occasion de revivre cette époque, avant la télé, en allant vivre en Inde au début des années 90, depuis c'est terminé.

Ils sont en train de faire des hommes des mutants, des zombies, tous ces supports d'images et de sons ont concouru à favoriser l'individualisme effréné qui ravage la société de nos jours, et indirectement ils ont participé à la liquidation de nos droits collectifs.

Mais sous les effets de la crise du capitalisme combinée aux horreurs de la stratégie néolibérale pour la dépasser, il n'est pas dit que leur capacité de nuisance sera suffisante pour sauver le pouvoir de la classe dominante, car on se lasse de tout, surtout de ce qui est superficiel, d'autant plus que la production artistique est toujours plus médiocre.

Un aveu. Ils attisent la haine et le racisme.

- Antisémite : un appel aux effets pervers - Libération 24 avril 2018

Apparemment, à force de servir docilement les instincts les plus bas de l'extrême droite sioniste, ils ont été trop loin.

- "il faut craindre que ce genre de brûlot attise l'incendie qu'il prétend éteindre." Libération 24 avril 2018

Nous combattons l'antisémite. Tous ceux qui ne sont pas avec nous ou nous critiquent sont des antisémites.

Libération - La mise en cause de l'extrême gauche est sommaire et indistincte, comme si tous les responsables et tous les militants étaient des antisémites plus ou moins camouflés.

Pas "tous", mais combien, un peu, beaucoup plus encore, qui sait, n'est-ce pas ? Cause toujours, il en restera quelque chose...

Il ne risque pas de mettre en cause l'extrême droite, puisqu'elle est leur alliée contre les musulmans et les opprimés en général.

Il n'y a pas à hésiter puisque le seul remède efficace serait le démantèlement d'Israël au profit d'une République laïque palestinienne.

Libération - Ces outrances, dira-t-on, permettent d'alerter les consciences, de faire réagir. S'agit-il alors de déclencher une polémique âpre, amère et bientôt contre-productive ou de chercher des remèdes efficaces à cet état de choses angoissant ? On hésite... Libération 24 avril 2018

Qui est Laurent Mouchard dit Laurent Joffrin ?

- Laurent Joffrin, de son vrai nom Laurent Mouchard, directeur de la rédaction du journal Libération
- En 1994, il participe au programme Young Leaders organisé par la French-American Foundation.
- Il a également été membre du Club Le Siècle jusqu'en 2011.
- Ancien membre de la Fondation Saint Simon, think tank libéral et atlantiste.
- Il est lié au PS depuis sa jeunesse.
- Il est actuellement, membre du conseil d'administration du think tank proche du Parti Socialiste : « En Temps Réel »
- « Ma cause : c'est le socialisme », « Laurent Joffrin », Le Nouvel Economiste, du 21 au 27 novembre 2003. (Ils osent tout, même Hitler et Mussolini étaient socialistes... nationales ! - LVOG)

- « Le crime de Bachar al-Assad change tout. Cette fois, l'intervention occidentale n'est pas une hypothèse, une tentative hasardeuse ou un impératif moral plus ou moins justifié. C'est une évidence. (...) Avec ses alliés, le président Obama avait solennellement déclaré que l'emploi des gaz était la ligne rouge à ne pas franchir. Que vaudrait sa parole – et celle des démocraties en général – s'il restait inerte alors que les preuves de la monstruosité s'accumulent ? » Le Nouvel Observateur, 27 Août 2013

- Et qui a dit "*je pense à mon ami Laurent Joffrin*" ? Bernard-Henri Lévy.

ACTUALITE EN TITRES

SNCF. La réaction se déchaîne.

- SNCF: le président de l'Assemblée demande "une suspension de la grève" - AFP 25 avril 2018

- SNCF: Wauquiez veut "inscrire dans la Constitution un service minimum" - AFP 25 avril 2018

- SNCF : "Il faut restreindre le droit de grève dans les transports publics" selon Guillaume Larrivé - Franceinfo 25 avril 2018

- Guillaume Larrivé, député Les Républicains de l'Yonne, est l'invité des 4 Vérités. - Franceinfo 25 avril 2018

Et qui les encouragent ? Réponse.

Les briseurs de grève en action.

- Grève SNCF: l'invitation de Philippe, "un recul du gouvernement à mettre au crédit" de la mobilisation, selon les syndicats. - Le HuffPost 25 avril 2018

L'invitation des syndicats de la SNCF par le Premier ministre Edouard Philippe, le 7 mai, constitue "un recul du gouvernement à mettre au crédit" de la mobilisation des cheminots, a déclaré ce mardi 24 avril Laurent Brun, secrétaire général de la CGT cheminots, à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale.

"Le Premier ministre prend le dossier en main, c'est un élément positif pour nous à mettre au crédit du rapport de force", a-t-il dit devant la presse, s'exprimant au nom de l'intersyndicale. "Nous participerons donc avec de fortes exigences le 7 mai aux réunions" prévues à Matignon

"On verra le 7 mai si ce n'est pas un coup de com' du Premier ministre", a ajouté auprès de l'AFP Erik Meyer de SUD Rail.

Dans l'attente d'un "point de rupture" pour le 7

L'intersyndicale (CGT-Unsa-SUD-CFDT) demande aux "décideurs de modifier leur projet" de réforme ferroviaire, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. "Nous souhaitons que sur le contenu, on puisse discuter de tout", a souligné Laurent Brun.

L'Unsa, par la voix de Roger Dillenseger, a vu dans l'invitation à Matignon "un élément important de ce mouvement. La mobilisation continue de manière unitaire jusqu'au 7 c'est évident. Et le 7 on attend un point de rupture au niveau de Matignon qui pourrait nous amener à engager de réelles négociations", a-t-il dit.

L'intersyndicale présentera mercredi à 13h au siège de la CFDT cheminots ses "exigences revendicatives (...) et de nouvelles initiatives de pression qui seront déclenchées si le Premier ministre ne répond pas sur la méthode de négociation et sur le contenu de la réforme" lors des rencontres du 7 mai. Le HuffPost 25 avril 2018

En complément.

- Pierre Gattaz veut créer "un autre million d'emplois" en France, et veut "plus d'agilité et de flexibilité" pour les entreprises - Franceinfo 25 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Nouvelles du Ministère de la Vérité.

La voix de son maître (Adoubée par le monarque), qui a admis être financée par la NED ou la CIA, vole au secours des puissances impérialistes occidentales et leurs médias qui seraient garants de la démocratie, normal quoi !

- RSF présente son rapport annuel de la liberté de la presse - AFP 25 avril 2018

L'ONG Reporters sans frontières présente son classement annuel de la liberté de la presse et s'inquiète d'un climat dégradé, notamment en raison des discours de haine et des attaques contre la presse qui, désormais, touchent même l'Europe et les démocraties. AFP 25 avril 2018

Classement de la liberté de la presse 2018: Reporters sans frontières épingle Mélenchon et Wauquiez - Le HuffPost 25 avril 2018

Plus globalement, l'association estime que ce climat délétère envers la presse sape l'un des fondements essentiels des

démocraties. "Ceux qui récusent la légitimité des journalistes jouent avec un feu politique extrêmement dangereux. Les démocraties ne meurent pas que par des coups d'Etat mais elles peuvent mourir aussi à petit feu, et l'une des premières bûches c'est généralement la haine envers les journalistes", prévient Christophe Deloire, son directeur général. Le HuffPost 25 avril 2018

- Fake news : un code de bonne conduite européen pour limiter leur prolifération - Publicsenat.fr 25 avril 2018

La Commission européenne doit présenter jeudi son plan pour lutter contre les fake news. Un code de bonne conduite que les plateformes en ligne et les réseaux sociaux devraient s'engager à respecter. Son objectif ? Mieux traquer les fake news au niveau européen, en vue des prochaines élections de mai 2019.

Parmi les mesures possibles, l'obligation pour les plateformes d'examiner minutieusement le placement des publicités, l'intensification des efforts pour fermer les comptes Facebook et Twitter qui relaient les fake news, ou encore prévenir l'utilisation non-autorisée des données personnelles des utilisateurs. Publicsenat.fr 25 avril 2018

- Libération - Faut-il s'attaquer aux sites web où se fournissent les consommateurs ?

ONG - Il faut être réaliste : même en admettant qu'on ferme un site, cinq autres apparaîtront illico, qui pourraient vendre des produits encore plus nocifs. Il est temps de revoir la stratégie de prévention française, en éduquant le consommateur, au lieu de le chasser. Libération 25 avril 2018

C'est comme avec le terrorisme où ce sont les musulmans en général qui en sont responsables ou leur religion, là c'est "le consommateur", nous tous. Scélérat !

[Mondialisme. La pieuvre Gafam.](#)

Atlantico - Apple, qui est l'entreprise la plus chère du monde, approche les 1000 milliards de dollars, suivi de Microsoft (715 milliards de dollars) de Google (la maison mère Alphabet à 711 milliards) et Amazon (711 milliards de dollars). Facebook n'est pas loin, même si la firme de Mark Zuckerberg a un peu décroché.

De telles valeurs donnent aux dirigeants de ces entreprises-là, un pouvoir considérable à l'échelle du globe. Ils peuvent en théorie, tout se permettre et tout acheter. Dans l'industrie, l'automobile, la banque, la santé, le cinéma, la télévision, la communication.

Non seulement les valeurs boursières sont énormes, mais ces entreprises servent les plus gros salaires, les plus gros bonus, offrent les meilleurs emplois, peuvent s'attacher les meilleurs cerveaux et les plus grands chercheurs dans le monde. Ajoutons à cela qu'elles peuvent acquérir les plus grosses parts de marché dans n'importe quel pays, n'importe quel secteur ou quelle entreprise.

- Les 5 grandes drainent 70% de la publicité digitale dans le monde. Elles sont, pour la plupart et sur beaucoup de secteurs, au seuil de déclenchement des abus de pouvoir.

- Les Gafam, avec leur activité mondiale, se moquent des frontières, et peuvent jouer avec les fiscalités locales pour optimiser leur résultat.

- Toutes les entreprises du digital ont les moyens de récolter des données personnelles, de les traiter, de les stocker dans d'immenses ordinateurs et de les exploiter à leur profit ou au profit de ceux qui en auraient besoin. Et c'est bien là où le bât blesse. Parce que, quand on apprend que des millions de données personnelles de Facebook peuvent avoir été utilisées à des fins politiques, on se dit que c'est le fondement même de nos systèmes démocratiques qui est menacé. Il est évident que l'accumulation des datas dans quelques mains menace la liberté individuelle et personnelle.

- Ces entreprises sont par ailleurs en pointe dans le domaine de l'intelligence artificielle, et personne ne sait les changements profonds dans l'organisation de la société qu'apporteront les robots doués d'intelligence artificielle, c'est à dire capables d'inventer leurs propres programmes. atlantico.fr 26.04

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Etats-Unis.

On savait déjà que le Pentagone n'était pas toujours sur la même longueur d'onde que la CIA.

Le Pentagone recourt à la guerre, la CIA aux coups tordus et aux assassinats ciblés. Les méthodes pour parvenir aux mêmes objectifs sont différentes. Leurs expositions ne sont pas les mêmes, le Pentagone agit généralement légalement et se retrouve sous les feux de la critique, la CIA agit plus secrètement... Et surtout, ils ne disposent pas du même budget!

- Torture, prisons secrètes : 109 hauts-gradés US ne veulent pas Gina Haspel à la tête de la CIA - RT 25 avr. 2018

Des généraux et amiraux américains à la retraite se sont élevés contre la nomination de Gina Haspel comme prochaine patronne de la CIA. Présentée comme un excellent élément de l'agence de renseignement, celle-ci possède toutefois sa part d'ombre.

Les cadres de l'armée américaine n'ont pas toujours le doigt sur la couture – du moins ceux qui ne sont plus en service. Pas moins de 109 généraux et amiraux ont ainsi appelé le Sénat à rejeter la candidature de Gina Haspel comme prochaine directrice de la CIA, en raison de son passé trouble.

Les hauts-gradés, la jugeant «intimement liée à [des pratiques] de torture», ont demandé dans une tribune publiée le 23 avril sur le site de l'ONG Human Rights First la déclassification des informations concernant Gina Haspel. «Nous vous exhortons à examiner avec attention, l'implication totale de madame Haspel dans le programme de détention et d'interrogatoires», écrivent les militaires à l'attention des sénateurs chargés de confirmer la nomination, faisant allusion au programme de prisons secrètes de la CIA dans les années 2000. «Madame Haspel semble également avoir milité et joué un rôle déterminant dans la destruction de 92 enregistrements vidéo de personnes détenues par les Etats-Unis et soumises à la torture», ajoutent-ils.

Parmi les retraités signataires, on compte notamment des pointures telles que l'ex-commandant en chef de l'armée américaine pour l'Europe, David Maddox, ou encore l'ancien chef du prestigieux corps des Marines, Charles Krulak.

Un rapport secret sur les pratiques de la CIA au cœur de la controverse

Ceux-ci se fondent sur un rapport secret réalisé en 2014 par la commission du renseignement du Sénat, et portant sur le programme de torture dans le cadre de la guerre au terrorisme déclarée par George W. Bush. Mais l'actuel président républicain de cette commission tente depuis plusieurs mois d'en rassembler les copies, au motif de vouloir éviter des fuites. Les démocrates soupçonnent cependant de leur côté l' élu républicain de vouloir détruire toutes les copies de ce rapport.

Le document de 6 700 pages détaillerait les méthodes d'interrogatoire et les conditions de détention très controversées des suspects, en utilisant des techniques interdites, comme le tristement célèbre waterboarding, consistant à faire vivre à la personne torturée les sensations d'une noyade.

Un résumé de 528 pages avait été rendu public en décembre 2014 mais la version complète – classifiée – comprend des détails sur les méthodes, les participants et les lieux. Le prédécesseur de Donald Trump à la Maison Blanche, Barack Obama, en a conservé une copie pour sa librairie présidentielle à Chicago. Mais, si l'appel des généraux américain reste lettre morte, le rapport restera classé secret jusqu'en 2029.

Dans un grand jeu de chaises musicales à Capitol Hill, Gina Haspel doit remplacer Mike Pompeo, que Donald Trump a choisi le 13 mars pour succéder à Rex Tillerson, limogé, au poste de secrétaire d'Etat. Espionne très expérimentée, selon Mike Pompeo qui l'a nommée numéro deux de la CIA, elle a rejoint l'agence en 1985 et a servi dans plusieurs endroits du monde, notamment à Londres à la fin des années 2000. RT 25 avr. 2018

Syrie

- Mauvaise hâte: les Casques blancs jettent leurs accessoires de tournage à la décharge - fr.sputniknews.com 21.04.2018

Un habitant de Douma a découvert à la décharge publique des masques à gaz, dont ceux fabriqués dans les pays occidentaux, des vêtements et ... des casques blancs, symboles de l'organisation éponyme. Son témoignage a été diffusé par la chaîne russe Zvezda.

Oumar, habitant de la ville syrienne de Douma où le 7 avril a été prétendument effectuée une attaque chimique, a raconté à des journalistes russes de la chaîne de télévision Zvezda qu'il avait découvert les accessoires de tournage dont se sont débarrassés les radicaux.

«Un camion des terroristes s'est arrêté à la décharge. Deux individus vêtus de l'uniforme de Jaych al-Islam en sont sortis et ont laissé plusieurs sacs. Après qu'ils sont partis, j'ai décidé d'y aller pour regarder qui ils ont exécuté cette fois et jeté à la décharge, ce qui s'était souvent passé pendant les dix jours avant leur départ de Douma. Lorsque j'ai ouvert ces sacs, j'ai vu des masques à

gaz et une certaine poudre», a-t-il dit.

Selon la chaîne russe, il pourrait s'agir des accessoires utilisés par les Casques blancs lors du tournage de la vidéo de la présumée attaque chimique du 7 avril.

De nombreux habitants de Douma ont déclaré que l'attaque chimique ne pouvait pas avoir réellement eu lieu.

«Le lieu où, selon eux, a été perpétrée l'attaque chimique se trouve près de ma maison. Si cette attaque s'était vraiment produite, elle aurait eu des répercussions sur nous... Même si nous n'étions pas morts, nous aurions été intoxiqués ou nous aurions senti quelque odeur. Mais nous n'avons rien senti et nous sommes tous sains», a confié aux journalistes russes Abou Azzab qui habite à Douma avec sa femme et ses quatre enfants.

Le ministère russe des Affaires étrangères a également fait savoir que des conteneurs avec du chlore en provenance d'Allemagne et des grenades fumigènes fabriquées à Salisbury avaient été découverts lors de la libération de Douma. fr.sputniknews.com 21.04.2018

Arménie

Une "*allusion*" qui fournit une indication précieuse sur la situation en Arménie et la nature du changement politique en cours.

- A Los Angeles, la diaspora arménienne se réjouit du changement politique à Erevan - AFP 25 avril 2018

Les arméniens-américains se réjouissaient mardi des manifestations pacifiques qui ont entraîné la démission du Premier ministre contesté Serge Sarkissian, en marge de leur marche annuelle de commémoration du génocide.

"J'espère que cela servira d'exemple pour toutes les révolutions démocratiques dans le monde", a déclaré Aroutin Hartounian, 31 ans, président de l'association des Jeunes arméniens unifiés, interrogé par l'AFP, allusion aux mouvements populaires comme le printemps arabe qui ont fait couler beaucoup de sang ou ont donné lieu à une guerre comme en Syrie.

La semaine dernière, les Arméniens de Los Angeles ont manifesté pour soutenir le mouvement en Arménie, où étudiants et lycéens ont été notamment rejoints par des militaires. AFP 25 avril 2018

Cela nous fait-il pas penser à la diaspora cubaine de Miami ?

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Quand le chômage baisse, la précarité augmente.

Je n'ai pas écrit que la précarité se généralisait puisque ce n'est pas vrai, elle tend à se généraliser est plus juste.

Grille de lecture.

Les médias et institutions qui fabriquent ou relaient la propagande officielle savent que beaucoup d'internautes ne lisent que les titres des articles relatifs à l'actualité, donc peu importe que leurs contenus divergent, au moins on ne pourra pas les accuser d'avoir trafiqué la réalité, sa présentation suffira pour remplir le même rôle.

- Chiffres du chômage : « On arrive dans une reprise de l'emploi portée par l'économie » - Publicsenat.fr 25.04

Vraiment ? Titre trompeur.

- Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a diminué de 1% au premier trimestre 2018 - Publicsenat.fr

Sur les trois premiers mois de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a diminué de 1,0 % (-33 300) en France métropolitaine. En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite, le nombre est resté inchangé. Publicsenat.fr 25 avril 2018

Liberation.fr 25.04 - ...sur les trois derniers mois, le cumul du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A (sans activité), B (en activité réduite courte) et C (en activité réduite) inscrits au Pôle Emploi, reste, lui, stable (plus 100 inscrits). Pire, il progresse de 2,1 % sur un an. En cause : la hausse du nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B), qui grimpe de 1,8 % par rapport au trimestre précédent, et l'augmentation en parallèle du nombre de personnes en activité réduite longue (catégorie C), qui croît de 1,4 %.

En moyenne au premier trimestre 2018, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi s'établit à 5 621 000. Dont 2 185 100 chômeurs en activité réduite. Ces salariés potentiellement en situation de précarité (temps partiel subi, travail «permittent»...) viennent noircir le tableau. Publicsenat.fr 25 avril 2018

- Au cours des trois derniers mois, le chômage a baissé (mais pas le travail précaire) - Liberation.fr 25 avril 2018

Pour la première publication trimestrielle des chiffres du chômage de Pôle emploi, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité est en baisse. Mais l'augmentation des chômeurs en activité partielle plombe ces résultats. Liberation.fr 25 avril 2018

Congrès de FO.

- Au congrès FO, Mailly reçoit bons et mauvais points - Libération 24 avril 2018

Depuis deux jours, les syndicalistes de Force ouvrière se succèdent à la tribune, à Lille, pour défendre le bilan du secrétaire général sortant ou fustiger son action, notamment au cours de sa dernière année de mandat.

Le pour.

Mailly - «tout le travail qui a été fait sur la période des ordonnances l'a été avec l'unanimité du bureau confédéral».

Sébastien Vacher, du Jura - «Notre camarade Jean-Claude, tout au long de ses mandats, a su amener notre organisation sur la voie du développement par le biais de la pratique contractuelle»

Jean-Jacques Leleu, de l'Union départementale de la Somme - «Mes camarades, Jean-Claude et son équipe ont fait du bon boulot et heureusement qu'ils étaient là pour les ordonnances.»

Jean-Paul Delahaie, de FO Métaux - Prêt à «voter pour le rapport d'activité de Jean-Claude [...] qui a su défendre l'organisation et les valeurs de FO».

Le contre.

Marc Aubert, du Finistère - «Nous n'avons jamais été à cet état de délabrement au niveau de l'image [...] de la confédération»

Patrick Hebert, de Loire-Atlantique. Figure issue des rangs «trotskistes» (POI-CCI -ndlr) - Il refuse d'avoir «comme seule perspective de réduire les dégâts» (Vous les accompagnez ! - LVOG)

Nadine Hourmant, du syndicat FO Doux - Très remontées contre les «conséquences immédiates» des ordonnances : «Fusion des instances représentatives du personnel, diminution des moyens, disparition des CHSCT, facilité des licenciements : la ligne rouge a été franchie. [...] Nos acquis volent en éclat. Le secrétaire général a vendu la classe ouvrière à Macron et au Medef.»

Fabrice Lerestif de Keolis Armor - "Il (Mailly - ndlr) a menacé, il a expliqué qu'il nous interdisait de faire grève, c'est scandaleux, inacceptable"

Marc Hébert, du Finistère - "Partout quand vous rencontrez des camarades et que vous parlez de Jean-Claude Mailly, ils baissent la tête et ils disent 'parle-moi d'autre chose'"

Certains reprochent aussi à Jean-Claude Mailly, 65 ans, le poste qu'il convoite au Comité économique et social européen (Cese). "Jean-Claude Mailly se fait parachuter à Bruxelles pistonné par Pénicaud et Macron. Eh oui, l'indépendance syndicale mène à tout mes camarades!", s'est exclamé Bernard Saas de Dunlop Amiens.

Résultats des votes : jeudi après-midi. Ou vendredi matin, si les interventions des délégués s'éternisent. Pour beaucoup, ils devraient être nettement en dessous de ceux de 2015. Le rapport avait alors recueilli 97% de votes favorables. «Mailly va être sanctionné», prédisait, la semaine dernière, Pascal Pavageau, le prochain secrétaire général du syndicat, dont l'élection aura lieu vendredi. Libération 24 avril 2018 et huffingtonpost.fr 25.04

LVOG - Qu'est-ce que cela peut foutre, puisque le prochain secrétaire général de FO qui s'inscira dans la lignée de Bergeron Blondel, Mailly est déjà connu ?

Les syndicats, c'est comme les partis politiques, les institutions, l'Etat, le capitalisme : La Commune a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte" (Le manifeste du parti communiste - Marx-Engels) Il faut la détruire de fond en comble et bâtir un nouvel Etat, ouvrier, une République sociale...

A défaut de pouvoir détruire les syndicats et les partis politiques, on pourrait essayer de créer un nouveau syndicat et un nouveau parti ouvrier sur les bases du socialisme, non ?

Le jour où nous l'aurons compris, l'humanité aura fait un grand pas en avant...

En attendant, continuez comme si de rien n'était, vous creusez notre tombe, vous nous accorderez le droit de ne pas en être.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (18 pages)

Soyez de gauche : Exigez un changement de régime.

[Quelques trucs que j'ai oublié de préciser avant-hier.](#)

- Le Pentagone en a marre d'être confondu avec la CIA ou de se voir concurrencer par la CIA sur le même terrain en Syrie notamment, quand on ne lui attribue pas ses saloperies.

- Mailly propulsé à Bruxelles. Pourquoi, parce que c'était un agent de l'UE ? Qu'a été FO depuis le début ?

- Valls veut se présenter à la mairie de Barcelone pour jouer au petit Caudillo, et il a de plus en plus une sale gueule, sa frangine s'est tirée parce qu'elle n'en pouvait plus, et pourtant elle avait la musique qui adoucit les moeurs, Valls aurait confondu avec les meurtres... des Palestiniens innocents, c'est moi qui le rajoute.

A LREM aussi ils l'ont balancé, et à peine venait-il de se séparer de son épouse, qu'il mettait le grappin sur une élue ou une dirigeante locale de LREM, histoire d'essayer de s'infiltrer par la bande le gros malin.

Autrefois (jadis, sic !), être de gauche signifiait qu'on exigeait un changement de régime.

Avant-hier, être de gauche signifiait seulement qu'on exigeait des réformes sociales.

Hier, cela n'engageait déjà plus à grand chose, hormis peut-être qu'on espérait conserver les avantages liés à ces réformes sociales sans espoir d'en voir adopter d'autres.

Aujourd'hui, celui ne signifie plus rien, excepté qu'on entend préserver ses intérêts individuels. Ce qui explique que des individualistes forcenés ou des réactionnaires assumés se disent socialistes.

Au moins les choses sont plus claires.

Du coup, le risque existait que de nombreux travailleurs se tournent vers les extrêmes, dont l'extrême gauche qui se réclame du marxisme, du socialisme, voire du trotskysme.

Pour parer à cette éventualité, ils ont classé les avatars de la social-démocratie et du stalinisme (le PG et le PCF) à l'extrême gauche, au côté du NPA et de LO, ce qui était flatteur pour eux.

Autant dire que ceux qui se situent au-delà n'existent pas, je pense notamment au POI et au POID, si je disais qu'ils ont ce qu'ils méritaient, je serais incompris, ce qui ne m'empêche pas de le penser.

On a donc assisté à un glissement à droite général du mouvement ouvrier et des masses au cours des dernières décennies. Si se dire de gauche ou d'extrême gauche ne veut plus dire grand chose ou rien du tout, cela signifie que se dire de droite à un sens, à moins que ce ne soit ni l'un ni l'autre, ce qui revient au même, sinon nous n'aurions pas écopé de Macron.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit :

- Marseille-Saclbourg: Jean-Luc Mélenchon pour la première fois en tribune au Vélodrome - Le HuffPost 26.04

"S'il y a un mec dans tout le pays qui ne s'intéresse pas au foot, c'est moi", disait-il il y a deux semaines. Le HuffPost 26.04

Parole d'internaute. Souvenir, souvenir... en famille.

Mélenchon loue les qualités de Mitterrand chaque fois qu'il en a l'occasion, pendant que d'autres annoncent que leur collusion avec le PS était justifiée. Alors qu'ils assument :

1- "... la France s'est discréditée à partir des années "Mitterrand". Il y eut déjà l'expulsion d'une trentaine de diplomates russes pour prouver sa loyauté à l'égard des Etats-Unis. Et si vous vous penchez sur cette affaire, les autorités françaises n'ont jamais pu prouver "noir sur blanc" que ces diplomates s'étaient livrés à des actions illégales d'espionnage (tout avait été monté derrière le motif déjà de l'influence grandissante de ces diplomates dans les milieux français...). Il s'en suivit une dégradation sérieuse des relations avec Moscou, au profit d'autres pays. Puis il y eut la Yougoslavie. "

2- "Deux mois et deux semaines plus tôt, Mitterrand avait donné des gages à l'Oncle Sam en se prononçant devant le Bundestag en faveur de l'installation d'euromissiles Pershing en RFA."

Etc. etc. etc.

Parole d'internaute. La réalité est cruelle, surtout quand vous n'avez cessé de la nier et qu'elle vous rattrape.

1- "... quand on regarde l'état de droit en France, en Europe ou aux USA avec les lois votés ou à venir (secret des affaires, tribunaux arbitraux, surveillance généralisé, fin de neutralité du net, ...) pourquoi attendre une autre attitude de nos dirigeants qui ne sont que l'expression de la tendance autoritaire actuelle qui n'aura jamais été aussi bien illustré par la phrase "vous êtes avec nous ou contre nous".

La raison n'a plus droit au chapitre quand les intérêts particuliers se drapant dans une morale aveugle sont aux commandes."

LVOG - Parce que hier "la raison" de ceux qui détenaient et détiennent encore le pouvoir ne correspondait pas à leurs "intérêts particuliers" ? C'est déjà avoué que vous les partagiez et que vous en êtes nostalgique. Cet internaute s'est trahi lui-même mais il ne s'en est pas aperçu...

2- "Maintenant, soyons réaliste. Pour le moment le droit international relève-t-il de la raison ou de la loi du plus fort ? De la loi du plus fort.

Pour quelles raisons ? Seuls le plus fort peut imposer sa loi. Il en est de même dans chaque état. La raison n'a jamais imposé sa loi dans le court terme. Elle demande du temps, de l'énergie et de la sécurité.

Qui sont les plus forts ? Les USA et les pays de l'Otan, les classes dominantes au niveau national.

Comment on fait pour changer ? J'ai beau cherché dans les touches de mon clavier, mais je n'arrive pas à trouver la solution.

Des idées d'action ?

Qui nous dit que nous ne serions nous, lecteurs de les-crisis.fr, pas dans l'erreur ?"

LVOG - Vous avez raison de vous poser la question. Vous n'avez d'yeux que pour "les USA et les pays de l'Otan, les classes dominantes", on vous informe qu'il existe aussi une classe dominée, c'est peut-être de ce côté-là que se trouve la solution...

Parole d'internaute. Soit loué le pays de la guerre et de la dictature militaire !

1- <https://reseauinternational.net/les-etats-unis-ont-ete-en-guerre-222-des-239-annees-de-son-existence/>

Les Etats Unis est bien un pays conquérant leur politique repose là dessus c'est indéniable que se soit par la force pure ou par l'utilisation d'arme silencieuse, (coup d'état, stratégie du choc, guerre économique). Ils ont été en guerre durant plus de 219 ans sur les 239 années de leur existence... <https://lesmoutonsenrages.fr/2016/07/09/reve-americaain-ca-depend-pour-qui/>

2- « Les États-Unis ont soutenu, et dans bien des cas engendré, toutes les dictatures militaires droitières apparues dans le monde à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Je veux parler de l'Indonésie, de la Grèce, de l'Uruguay, du Brésil, du Paraguay, d'Haïti, de la Turquie, des Philippines, du Guatemala, du Salvador, et, bien sûr, du Chili. L'horreur que les États-Unis ont infligée au Chili en 1973 ne pourra jamais être expiée et ne pourra jamais être oubliée. Des centaines de milliers de morts ont eu lieu dans tous ces pays. » (Harold Pinter)

Quand le règne de l'oligarchie rime avec médiocratie.

- En politique comme dans les entreprises, "les médiocres ont pris le pouvoir", par Alain Deneault - les-crisis.fr 28.04

Sous le règne de la médiocratie, la moyenne devient une norme, le compromis domine : idées et hommes deviennent interchangeables. Il faut résister à la révolution anesthésiante, alerte le philosophe Alain Deneault.

C'est d'une « révolution anesthésiante » qu'il s'agit. Celle qui nous invite à nous situer toujours au centre, à penser mou, à mettre nos convictions dans notre poche de manière à devenir des êtres interchangeables, faciles à ranger dans des cases. Surtout ne rien déranger, surtout ne rien inventer qui pourrait remettre en cause l'ordre économique et social. (...)

Qu'entendez-vous par « médiocratie » ?

En français, il n'existe pas d'autre mot que celui de « médiocrité » pour désigner ce qui est « moyen ». « Supériorité » renvoie à ce qui est supérieur, « infériorité » à ce qui est inférieur, mais « moyenneté » ne se dit pas. Il y a pourtant une distinction sémantique entre la moyenne et la médiocrité, car la moyenne relève le plus souvent d'une abstraction : revenu moyen, compétence moyenne, c'est-à-dire une place au milieu d'une échelle de valeurs. La médiocrité, en revanche, est la moyenne en acte.

La médiocratie désigne ainsi un régime où la moyenne devient une norme impérieuse qu'il s'agit d'incarner. C'est l'ordre médiocre érigé en modèle. Il ne s'agit donc pas pour moi de stigmatiser qui que ce soit, mais plutôt de comprendre la nature de cette injonction à être médiocre qui pèse aujourd'hui sur des gens qui ne sont pas forcément enclins à l'être.

Quelle est cette injonction ? D'où vient-elle ?

La médiocratie vient d'abord de la division et de l'industrialisation du travail qui ont transformé les métiers en emplois. Marx l'a décrit dès 1849. En réduisant le travail à une force puis à un coût, le capitalisme l'a dévitalisé, le taylorisme en a poussé la standardisation jusqu'à ses dernières logiques. Les métiers se sont ainsi progressivement perdus, le travail est devenu une prestation moyenne désincarnée.

Aux yeux d'un grand nombre de salariés, qui passent de manière indifférente d'un travail à un autre, celui-ci se réduit à un moyen de subsistance. Prestation moyenne, résultat moyen, l'objectif est de rendre les gens interchangeables au sein de grands ensembles de production qui échappent à la conscience d'à peu près tout le monde, à l'exception de ceux qui en sont les architectes et les bénéficiaires.

A l'origine de la médiocratie, vous insistez également sur la montée en puissance de la « gouvernance »...

C'est le versant politique de la genèse de la médiocratie. D'apparence inoffensive, le terme de gouvernance a été introduit par Margaret Thatcher et ses collaborateurs dans les années 80. Sous couvert de saine gestion des institutions publiques, il s'agissait d'appliquer à l'Etat les méthodes de gestion des entreprises privées supposées plus efficaces.

La gouvernance, qui depuis a fait florès, est une forme de gestion néolibérale de l'Etat caractérisée par la déréglementation et la privatisation des services publics et l'adaptation des institutions aux besoins des entreprises. De la politique, nous sommes ainsi passés à la gouvernance que l'on tend à confondre avec la démocratie alors qu'elle en est l'opposé.

Dans un régime de gouvernance, l'action politique est réduite à la gestion, à ce que les manuels de management appellent le « problem solving » : la recherche d'une solution immédiate à un problème immédiat, ce qui exclut toute réflexion de long terme, fondée sur des principes, toute vision politique du monde publiquement débattue. Dans le régime de la gouvernance,

nous sommes invités à devenir des petits partenaires obéissants, incarnant à l'identique une vision moyenne du monde, dans une perspective unique, celle du libéralisme.

Etre médiocre, ce n'est donc pas être incompetent ?

Non. Le système encourage l'ascension des acteurs moyennement compétents au détriment des super compétents ou des parfaits incompetents. Ces derniers parce qu'ils ne font pas l'affaire et les premiers parce qu'ils risquent de remettre en cause le système et ses conventions. Le médiocre doit avoir une connaissance utile qui n'enseigne toutefois pas à remettre en cause ses fondements idéologiques. L'esprit critique est ainsi redouté car il s'exerce à tout moment envers toute chose, il est ouvert au doute, toujours soumis à sa propre exigence. Le médiocre doit « jouer le jeu ».

Que voulez-vous dire ?

« Jouer le jeu » est une expression pauvre qui contient deux fois le même mot relié par un article, c'est dire son caractère tautologique. C'est une expression souriante, d'apparence banale et même ludique. Jouer le jeu veut pourtant dire accepter des pratiques officieuses qui servent des intérêts à courte vue, se soumettre à des règles en détournant les yeux du non-dit, de l'impensé qui les sous-tendent. Jouer le jeu, c'est accepter de ne pas citer tel nom dans tel rapport, faire abstraction de ceci, ne pas mentionner cela, permettre à l'arbitraire de prendre le dessus. Au bout du compte, jouer le jeu consiste, à force de tricher, à générer des institutions corrompues.

La corruption arrive ainsi à son terme lorsque les acteurs ne savent même plus qu'ils sont corrompus. Quand des sociétés pharmaceutiques s'assurent que l'on guérisse à grands frais des cancers de la prostate pourtant voués à ne se développer de manière alarmante que le jour où ceux qui en sont atteints auront 130 ans. Quand l'université forme des étudiants pour en faire non pas des esprits autonomes mais des experts prêts à être instrumentalisés.

Le recteur de l'Université de Montréal l'a affirmé sur le ton de l'évidence à l'automne 2011 : « Les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises. » Des entreprises qui justement siègent au conseil d'administration de l'université, même si celle-ci demeure largement financée par l'Etat. Le recteur de notre principale université francophone rejoignait ainsi, presque mot pour mot, les propos de Patrick Le Lay, alors PDG de TF1, affirmant en 2004 que sa chaîne vendait « du temps de cerveau disponible » à Coca-Cola.

Jouer le jeu, c'est aussi, où que l'on soit, adopter le langage de l'entreprise privée...

Dans l'ordre de la gouvernance, le service public disparaît et sa terminologie avec. Le patient d'un hôpital, l'usager du train ou du métro, le spectateur d'une salle de concert, l'abonné d'un musée, tous deviennent des « clients ». A la radio d'Etat, au Québec, un journaliste culturel m'a récemment demandé si j'étais « consommateur de théâtre ». Et la bibliothèque nationale, quand je suis en retard pour rendre les livres que j'ai empruntés, m'envoie un courriel qui commence par « Cher client ». Ces mots ne sont pas anodins. Ils sont révélateurs. Ils en disent long sur la révolution anesthésiante que nous vivons aujourd'hui.

Vous placez l'expert au centre de la médiocratie. Pourquoi ?

L'expert est souvent médiocre, au sens où je l'ai défini. Il n'est pas incompetent, mais il formate sa pensée en fonction des intérêts de ceux qui l'emploient. Il fournit les données pratiques ou théoriques dont ont besoin ceux qui le rétribuent pour se légitimer. Pour le pouvoir, il est l'être moyen par lequel imposer son ordre.

L'expert s'enferme ainsi dans les paramètres souhaités par telle entreprise, telle industrie, tel intérêt privé. Il ne citera pas Coca-Cola dans une étude sur l'obésité parce que la marque a financé l'étude. Il affirmera que les variations climatiques ne sont pas liées à l'activité industrielle parce que Exxon Mobil subventionne ses recherches. Il nous faudrait un nouveau Molière pour faire subir aux experts le sort que l'auteur du Malade imaginaire a réservé aux médecins de son temps.

La médiocratie ne pousse-t-elle pas aussi à l'affadissement du discours politique ?

Sans surprise, c'est le milieu, le centre, le moyen qui dominant la pensée politique. Les différences entre les discours des uns et des autres sont minimales, les symboles plus que les fondements divergent, dans une apparence de discorde. Les « mesures équilibrées », « juste milieu », ou « compromis » sont érigées en notions fétiches. C'est l'ordre politique de l'extrême centre dont la position correspond moins à un point sur l'axe gauche-droite qu'à la disparition de cet axe au profit d'une seule approche et d'une seule logique.

Dans ce contexte médiocre, règne la combine. Les gouvernants se font élire sur une ligne politique et en appliquent une autre une fois élus, les électeurs profitent des municipales pour protester contre la politique nationale, votent Front national pour exprimer leur colère, les médias favorisent ces dérapages en ne s'intéressant qu'aux stratégies des acteurs. Aucune vision d'avenir, tout le jeu politique est à courte vue, dans le bricolage permanent.

Comment résister à la médiocratie ?

Résister d'abord au buffet auquel on vous invite, aux petites tentations par lesquelles vous allez entrer dans le jeu. Dire non. Non, je n'occuperai pas cette fonction, non, je n'accepterai pas cette promotion, je renonce à cet avantage ou à cette reconnaissance, parce qu'elle est empoisonnée. Résister, en ce sens, est une ascèse, ce n'est pas facile.

Revenir à la culture et aux références intellectuelles est également une nécessité. Si on se remet à lire, à penser, à affirmer la valeur de concepts aujourd'hui balayés comme s'ils étaient insignifiants, si on réinjecte du sens là où il n'y en a plus, quitte à être marginal, on avance politiquement. Ce n'est pas un hasard si le langage lui-même est aujourd'hui attaqué. Rétablissons-le. les-crises.fr 28.04

Commentaires d'internautes

1- "Les médiocres au pouvoir sont facile à reconnaître. Ils se prennent pour des gens importants et méprisent ceux "qui ne sont rien" ou "sans dents". Ils font tout pour empêcher de parler ceux qui réfléchissent et risquent de dévoiler leur médiocratie. Quant à ceux qui ont un vrai projet pour la France, ils sont réduits au silence ou trainés dans la boue, accusés notamment de "complotisme" et de toutes sortes de "phobismes".

Les médiocres sont intellectuellement paresseux et sont soumis au pouvoir mondialiste de la finance dont ils espèrent quelques récompenses. Les médiocres renoncent aux projets constructifs et à la lutte, ils ne font que mettre en application la vision du monde de leurs maîtres. Ils confondent combat et agressivité. Faute d'autorité ils sont autoritaristes. Ils n'aiment qu'eux-mêmes et l'image qu'ils en ont ou croient avoir. Ils sont tout dans une réussite éphémère, égoïste et narcissique, et les autres ne sont rien."

LVOG- Les médiocres au pouvoir s'entourent de gens dociles et plus médiocres qu'eux pour faire la sale besogne et l'assumer, ils sont dévoré d'ambition et ils n'ont aucun principe, comme autrefois Staline par exemple.

2- "Je ne m'étais pas fait cette réflexion de l'omniprésence de la médiocratie. Pourtant tous ces appels, aussi automatiques que ridicules, à « l'excellence » auraient dû résonner comme une alarme, nous mettre la puce à l'oreille : ils sont des appels cachés, mais au fond limpides, à la docilité, au conformisme, en un mot à la médiocratie... évidemment !"

[Les grande oreilles des complotistes vous espionnent.](#)

- Facebook confirme qu'il espionne vos conversations sur Messenger - les-crises.fr 28.04

Facebook a révélé cette semaine qu'il scanne les conversations des utilisateurs de Messenger – y compris les chats textuels, les photos et les liens – dans un effort pour s'assurer que les gens se conforment à ses règles.

Le PDG, Mark Zuckerberg, a pour la première fois lâché le morceau dans une interview avec Ezra Klein de Vox, dans laquelle il a évoqué un incident autour du nettoyage ethnique au Myanmar, et a expliqué que les systèmes de l'entreprise « détectent ce qui se passe » lorsque les gens essaient d'envoyer des messages sensationnels via Messenger, et que Facebook « empêche ces messages de passer ».

La société a déclaré à Bloomberg qu'elle analyse les conversations Messenger de la même manière qu'elle le fait avec le contenu public sur le réseau social, en vue de prévenir les abus. Les messages qui sont signalés comme violant les normes de la communauté Facebook sont lus par des modérateurs, qui peuvent ensuite les bloquer ou les retirer si nécessaire. (Source : The Next Web, Abhimanyu Ghoshal, 06-04-2018 - les-crises.fr 28.04

ACTUALITE EN TITRES

[Faites-le savoir.](#)

Un internaute - La France est devenue un État-voyou, une "petite frappe"...

LVOG - Faible donc à l'intérieur. Mais alors, c'est qu'on peut dégager Macron et abattre la Ve République... Pourquoi pas ?

[Qui a dit ?](#)

- "J'ai l'habitude d'être propre sur moi"

Réponse : Macron, qui en est encore à la pellicule argentique ! Argent, argenterie, il y est attaché...

De qui parlait-il ?

- "Ça n'a aucune espèce d'importance qu'on se tienne la main, qu'on s'embrasse."

Réponse : Macron. Même pas besoin de laisse ! (LeParisien.fr 26 avril 2018)

Recyclage en famille.

- Claire Compagnon nommée déléguée interministérielle pour l'autisme - Libération 26 avril 2018

En 2015, elle a été nommée à l'Inspection générale des affaires sociales par Marisol Touraine, alors ministre de la Santé. (Young Leaders 1998) Libération 26 avril 2018

Ils ne nomment pas n'importe qui dans les ministères, ils ont tous été formatés pour faire du sale boulot...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Abolition de l'esclavage: faut-il débaptiser les rues aux noms d'esclavagistes? - Le HuffPost

- Les 19 pistes à creuser pour réduire enfin les inégalités - Liberation.fr

L'Etat, l'oligarchie hors la loi ?

- « Le financement du terrorisme est extrêmement difficile à endiguer » - Publicsenat.fr

Quand un micro-Etat terroriste fait ses comptes.

- Financement du terrorisme : le Qatar veut durcir le contrôle des organisations charitables - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui gouverne en oligarchie ?

- Un an après, les ministres d'Édouard Philippe restent d'illustres inconnus - LeFigaro.fr 26.04

Selon notre sondage Odoxa-Dentsu Consulting, les membres du gouvernement sont à la fois peu connus des Français et le plus souvent impopulaires. LeFigaro.fr 26.04

Ce sont des directeurs ou directrices de communication de la start'up France passée sous la coupe de l'oligarchie.

Les idéologues de l'oligarchie indiquent aux hauts fonctionnaires les dossiers qu'ils vont avoir à traiter selon la ligne qui leur aura été communiquée ; ces hauts fonctionnaires rédigeront une note à l'attention des technocrates en place qui seront chargés d'établir un rapport, qu'ensuite ils leur remettront, avant qu'il atterrisse sur le bureau du ministre après lecture et éventuellement rectification, de sorte que le ministre n'ait plus qu'à en débiter les grandes lignes ou les décisions adoptées devant les médias, qui à leur tour les colporteront dans les chaumières...

Le Président et le Premier ministre ont juste à jouer le rôle de passe-plats entre l'oligarchie ou les idéologues de l'oligarchie et les hauts fonctionnaires, quand ils n'entretiennent pas directement des relations.

A quand la création d'un véritable syndicat ouvrier ?

- Congrès de FO : un vote sanction pour le départ de Jean-Claude Mailly - Liberation.fr 27 avril 2018

Le rapport d'activité, qui résume l'action du bureau confédéral au cours des trois dernières années, aurait été adopté sur le fil, avec seulement 50,54 % de voix favorables. Par comparaison, lors des précédents congrès en 2015 et en 2011, il avait recueilli l'approbation de 97 % de voix.

Soucieux de préserver l'unité du syndicat, partagé entre des «réformistes» fidèles au sortant et des tenants d'une ligne plus contestataire, certains délégués FO espéraient que les militants retiennent leur colère ou la transforment plutôt en abstention. Mais leur message, répété à la tribune du congrès, n'a pas été entendu : les militants ont préféré une sanction ferme. Un camouflet pour Mailly, diront certains. Et surtout, le signe, pour d'autres, que rien ne va plus au sein de la maison FO, au bord de la crise.

Preuve de ces difficultés, la nuit de jeudi à vendredi aurait été longue à Lille. Sur Twitter, plusieurs journalistes présents au congrès ont indiqué que certaines fédérations auraient décidé de quitter la table des commissions chargées de définir la ligne FO pour les années à venir. Pas de quoi émouvoir Jean-Claude Mailly ? Du moins, c'est ce qu'il a laissé entendre la veille lors de son dernier discours en tant que secrétaire général du syndicat, en expliquant que, bien que certains aient «mordu le trait de la fraternité et de la camaraderie», il avait «le dos large». Liberation.fr 27 avril 2018

Seul candidat en lice, Pascal Pavageau a été élu vendredi nouveau secrétaire général de Force ouvrière, à l'issue d'une semaine de congrès chahutée à Lille, qui s'est conclue par un tweet assassin du sortant, Jean-Claude Mailly, contre son successeur.

"Hypocrisie" et "duplicité" : c'est par ces mots que M. Mailly a commenté le premier discours de Pascal Pavageau en tant que numéro un, ultime coup de théâtre d'un congrès houleux.

Le nouveau numéro un, élu confortablement avec près de 97% des voix

Avant d'entonner L'Internationale, les congressistes, qui dans leur ensemble ont chaudement salué le discours de leur nouveau patron, ont eu droit à quelques morceaux du groupe de hard-rock AC/DC. (Dont le milliardaire Warren Buffet est aussi fan. Bon, moi aussi, mais ni de Warren Buffet ni de Pascal Pavageau ! Et puis je n'écoute pas les paroles, c'est préférable. Je préfère Def Leppard, Metallica, Scorpions... - LVOG)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

Une balle dans la tête. Assassinat ciblé : Azzam Oweida, 15 ans.

- Gaza: mort d'un adolescent palestinien blessé par l'armée israélienne - AFP 27.04

Un adolescent palestinien a succombé à ses blessures samedi après avoir été atteint la veille par des tirs israéliens lors de nouveaux affrontements à la frontière entre la bande de Gaza et Israël, a annoncé le ministère de la Santé à Gaza.

"Azzam Oweida, 15 ans, est mort après avoir été atteint à la tête hier à l'est de Khan Younès", dans le sud de l'enclave palestinienne, a indiqué le ministère dans un communiqué. Ce décès porte à quatre le nombre de Palestiniens tués lors de ce cinquième vendredi de protestations consécutif. AFP 27.04

Et 600 blessés disent des médecins de Gaza Reuters 27.04

Au total, 45 Palestiniens ont été tués depuis le 30 mars et le début d'un mouvement de contestation massive appelé "la grande marche du retour". Franceinfo 27.04

Causerie du 20 avril - ...le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IVe arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018

États-Unis

- Les États-Unis dépassés par la guerre électronique russe - Réseau Voltaire 26 avril 2018

Intervenant le 24 avril 2018 au symposium GEOINT 2018, le général Raymond A. Thomas III (commandant en chef des Opérations spéciales (USSOCOM), a révélé l'ampleur de la guerre électronique entre les États-Unis et « l'ennemi » (comprendre la Russie).

Selon lui, « l'ennemi » brouille ou inhibe systématiquement les systèmes US en Syrie, rendant impossible au Pentagone de surveiller la zone de combat. Lors de l'attaque tripartite du 14 avril, l'armée russe est parvenue à hacker les transmissions GPS de sorte que certains missiles ont été détournés. Pis, les systèmes de reconnaissance ami/ennemi ne fonctionnaient plus. Dans ces conditions, il devenait non seulement inutile, mais dangereux d'utiliser les avions de surveillance. Réseau Voltaire 26 avril 2018

- Guerre électronique: des avions US en Syrie rendus sourds et aveugles - fr.sputniknews.com 26.04.2018

Selon le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, des moyens non identifiés de lutte électronique bloquent les canaux de communication entre les unités au sol et les avions et les hélicoptères américains en Syrie, communique The Drive.

Intervenant dans le cadre du symposium GEOINT 2018, le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, Tony Thomas, a évoqué le brouillage des communications entre l'aviation et les forces terrestres américaines en Syrie, faisant état d'«un environnement très agressif» dans lequel opéraient les avions américains.

«Ils nous testent chaque jour, réduisant nos communications, désactivant nos AC-130, etc.», a déclaré le général.

Selon The Drive, les moyens de lutte électronique représentent un danger pour les AC-130, car ils sont capables de bloquer les canaux de communication et de transmission de données qui permettent aux pilotes de coordonner les frappes avec les forces terrestres et les drones.

Ces moyens russes de guerre radio-électronique scrutés par l'Otan En outre, le brouillage des récepteurs GPS détériore la capacité des navires de guerre américains à porter des frappes précises avec des missiles de croisières et ne permet pas aux forces terrestres d'utiliser les munitions de haute précision.

Selon le média, les adversaires du Pentagone en Syrie sont en mesure de capter les rayonnements des systèmes de guidage, mais aussi de brouiller le signal authentique et réorienter l'attaque de l'aviation contre ses propres forces terrestres, de dérouter les avions de transport et de créer des obstacles au langage des paras.

«En fonction de l'ampleur et de l'efficacité des attaques électroniques, elles pourraient avoir un impact sur d'autres types d'aéronefs américains pilotés et non opérant en Syrie», estime le général. fr.sputniknews.com 26.04.2018

Syrie

- 17 témoins oculaires déposent devant l'OIAC - Réseau Voltaire 27 avril 2018

A la demande de la Russie, 17 témoins oculaires des faits survenus à Douma sont venus déposer devant l'OIAC, le 27 avril. Ces personnes apparaissent sur la vidéo diffusée par les Casques blancs d'une « attaque chimique » à Douma ou sont des responsables de cet hôpital. Elles ont toutes attesté que cette « attaque chimique » n'a jamais eu lieu.

Les délégations des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France ont protesté contre ce « show » et ont assuré encore qu'elles disposent de preuves qui contredisent ces témoignages. Mais elles ne les ont pas produites.

Considérant la vidéo des Casques blancs comme une preuve suffisante, ces trois États ont bombardé la Syrie, le 14 avril.

De son côté, la délégation russe, qui estimait que tout cela relevait d'une intoxication des Occidentaux, a conclu à la réception de ces témoignages qu'il s'agit de mauvaise foi. Elle a annoncé qu'elle ne laisserait plus attaquer la Syrie. Réseau Voltaire 27 avril 2018

- Des substances chimiques du laboratoire de Porton Down découvertes dans un dépôt à Douma - fr.sputniknews.com 26.04.2018

Des substances chimiques du laboratoire de Porton Down ont été découvertes dans un dépôt d'armes chimiques abandonné par les extrémistes dans la ville syrienne de Douma, a déclaré l'ambassadeur adjoint de la Syrie à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Ghassan Obeid.

Les troupes syriennes ont constaté que ces dépôts recelaient des substances chimiques fabriquées en Allemagne et au Royaume-Uni, a-t-il précisé.

«Nous avons trouvé dans le dépôt d'armes chimiques laissé à Douma par les terroristes des substances chimiques en provenance d'Allemagne et du Royaume-Uni, du laboratoire de Porton Down de Salisbury. De Salisbury et de nulle part ailleurs», a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse à l'issue d'un briefing à La Haye, le siège de l'OIAC.

Ghassan Obeid a exprimé l'espoir que les experts de l'OIAC actuellement présents en Syrie visitent «les dépôts où les substances chimiques abandonnées par les groupes terroristes à Douma ont été découvertes».

«Toutes les fausses accusations seront alors balayées et le monde connaîtra la vérité», a-t-il souligné. . fr.sputniknews.com 26.04.2018

- Moscou peut prouver que la vidéo de «l'attaque chimique» en Syrie est une mise en scène - fr.sputniknews.com 26.04.2018

La Russie est capable de prouver que la vidéo des Casques blancs sur la présumée l'attaque chimique en Syrie est montée de toutes pièces.

Moscou peut prouver que la vidéo des Casques blancs, présentant l'emploi présumé d'une arme chimique le 7 avril dans la ville syrienne de Douma, n'est qu'un faux, a déclaré ce jeudi le représentant de la Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Alexandre Choulguine, lors d'une conférence de presse avec la participation de témoins de cette «attaque».

«Aujourd'hui, nous pouvons prouver que la vidéo des Casques blancs n'est qu'une vulgaire mise en scène. Par conséquent, les références de, comme nous les appelons, nos partenaires occidentaux à cet enregistrement en qualité de témoignage de l'attaque chimique sont entièrement inconsistantes. C'est d'ailleurs ce que notre conférence de presse visait», a-t-il fait remarquer.

Il a indiqué que les représentants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni n'avaient pas pris part à cette conférence de presse à l'OIAC où ont été invités des témoins de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma.

«Elle [la conférence de presse, ndr] a rassemblé des dizaines de pays membres du Conseil exécutif de l'OIAC qui nous ont posé beaucoup de questions. Mais, malheureusement, les représentants des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, des pays de l'UE et de l'Otan, ainsi que certains alliés asiatiques des USA étaient absents», a-t-il constaté. fr.sputniknews.com 26.04.2018

- Zakharova étrille Le Drian sur les «victimes» de Douma - fr.sputniknews.com 27.04.2018

Les accusations de Paris à l'encontre de Moscou sur la supposée attaque chimique de la Ghouta commencent à agacer certains responsables russes. Lors d'un point presse, Maria Zakharova a fait référence à Jean-Yves Le Drian de manière assez peu diplomatique. Retour sur cette passe d'armes sur fond de crise syrienne.

«Nous ne sommes parvenus pour l'heure à détecter aucune de ces victimes dont parlait M. Le Drian ni de traces d'utilisation d'armes chimiques», a fait savoir Maria Zakharova, lors d'un point presse.

Alors que Moscou attend les résultats de l'OIAC l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, des prélèvements ayant pu être effectué dans les quartiers récemment libérés de Douma, Maria Zakharova, porte-parole du Ministère russe des Affaires étrangères (MID), n'a pas épargné Jean-Yves le Drian lors d'un point presse de plus de deux heures, le 26 avril.

Une réponse, en règle, aux accusations du Quai d'Orsay à l'encontre de la Russie qui multiplierait «les déclarations contradictoires» sans «aucun souci de cohérence ni de vérité, puisqu'il s'agit de semer le doute et la confusion.»

Une ligne que Le Drian avait également tenue sur BFMTV. Invité de Ruth Elkrief le 19 avril, il évoque la «manipulation permanente» de la Russie sur le dossier syrien, Moscou qui selon lui expliquerait que ce seraient «les habitants de Douma qui s'auto-gazent eux-mêmes. Ils s'auto-suicident.»

Comble de l'ignominie, la Russie mettrait, selon l'ex-VRP de choc de l'armement français, «en scène des enfants» dans des vidéos — référence quasi certaine au petit Hassan Diab — «alors qu'il s'agit d'attaques qui ont coûté la vie à plus de 45 personnes et en ont blessé de très nombreuses autres», accuse le chef de la diplomatie française.

Soulignons au passage qu'en matière de «mise en scène» d'enfants syriens, les pays occidentaux n'ont guère de leçons à donner. On se souvient, notamment, de la petite Bana Alabed: cette fillette de 7 ans portée aux nues par l'ensemble de la presse

mainstream occidentale et dont les interviews par Skype ont été diffusées sur CNN et TF1. Bana, dont le compte Twitter, ouvert quelques jours avant l'offensive de l'armée régulière sur Alep Est, était alimenté par sa mère, avec des biais idéologiques assez marqués.

S'il est aujourd'hui impossible de déterminer avec exactitude qui a raison des Russes ou des Français concernant la supposée attaque chimique de Douma, de lourds soupçons pèsent néanmoins sur les arguments présentés par Paris afin de justifier les frappes du 14 avril dernier en Syrie.

En effet, Paris met en avant «l'authenticité avérée» de «nombreux témoignages» recueillis par la France, évoquant également les «photographies et vidéos, nombreuses et concordantes ont été authentifiées par nos experts.» Il s'agirait, à en croire ce document, de la simple analyse des publications sur les réseaux sociaux et autres retweets et dont la crédibilité tient à la simple «spontanéité» de leur mise en ligne ainsi qu'au fait qu'«une partie des entités ayant publié ces informations est reconnue comme habituellement fiable»?

Quoi qu'il en soit, le Quai d'Orsay réitère l'argument-choc des «ONG médicales» qui auraient «constaté des traces d'attaques chimiques sur les victimes», certainement les deux ONG citées dans le document décalifié évoqué plus haut. À savoir la Syrian American Medical Society (SAMS), décrite par le quotidien Le Monde comme «proche de l'opposition au régime de Bachar al-Assad» et la Union of Medical Care and Relief Organizations (UOSSM), fondée en France en 2012 avec le concours d'une cohorte d'associations humanitaires établies notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Canada ou encore en Turquie.

Autre preuve «irréfutable» avancée par Paris: l'OMS qui aurait constaté que les symptômes présentés par près de 500 patients «correspondaient sans nul doute à l'action de gaz». S'il est vrai que l'OMS s'était dite «profondément alarmée», «par les rapports soupçonnant l'utilisation de produits chimiques» de «partenaires du groupe de responsabilité sectorielle Santé», jamais l'organisation onusienne — qui travaille indépendamment de l'OIAC sur place — n'a visiblement pu confirmer ces chiffres, malgré ses demandes d'accès aux victimes.

Bref, du lourd... Parallèlement à cette étude rondement menée depuis des bureaux parisiens, plusieurs journalistes — pas uniquement russes — se sont rendus sur place afin de recueillir des témoignages d'habitants et de médecins vivant toujours à Douma. Des témoignages qui mettent à mal la version de Paris, à commencer par l'enquête de Robert Fisk.

Grand reporter et correspondant de The Independent à Beyrouth depuis plus de 30 ans, il s'est rendu dans la clinique où a été tournée la vidéo qui a ému la «communauté internationale», le médecin en chef lui a alors raconté comment a été mis en scène ce qui n'aurait été qu'un manque d'oxygène dû aux poussières des bombardements.

Une version qu'étaient les témoignages recueillis par Pearson Sharp, journaliste pour OANN, une chaîne de télévision conservatrice américaine. Autres témoignages compromettants pour les tenants qu'une attaque chimique gouvernementale aurait bien eu lieu à Douma: ceux de la chaîne allemande n-tv, la presse allemande étant connue pour être parmi les plus critiques à l'égard de la Russie. fr.sputniknews.com 27.04.2018 «Garçon non identifié de Douma»: ce témoin de l'attaque n'existe-t-il pas pour Reuters? - fr.sputniknews.com 27.04.2018

Arménie

Arménie. Nous y voilà. Il s'agit d'une «révolution de velours» concoctée depuis Washington ou l'Otan.

Grille de lecture.

Subrepticement on apprend que "le Premier ministre démissionnaire était proche de Moscou", tiens donc, tout s'explique alors. Mais pourquoi ne l'avoir pas dit tout de suite ? Ils craignaient peut-être que ce coup d'Etat échoue et ils ne voulaient pas se mouiller inutilement.

Comparez l'attitude des médias envers la grève des cheminots qu'ils conspuent à longueur de temps, et leur engouement pour "l'ultimatum" posé par l'opposition en Arménie, qui somme "tous les représentants" du Premier ministre démissionnaire de leur "laisser la place".

Quand la confrérie des médias-oligarques manifeste en chœur son enthousiasme pour un "opposant", c'est qu'il y a un lézard quelque part, une leçon à retenir. Deux exemples parmi tant d'autres.

- Russie : Alexeï Navalny, principal opposant de Poutine...

Le monsieur 1% des Américains, depuis la réélection de Poutine, on n'en entend plus parler.

- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian...

Lui il bénéficie de la crise économique et sociale qui ravage l'Arménie et du renouvellement des générations qui ont des illusions dans l'UE notamment.

Peu importe que la majorité des députés qui appartiennent au parti du Premier ministre démissionnaire aient été élus en avril 2017, puisque le peuple réclame leur départ, ils doivent dégager. Et Macron, Philippe, leur gouvernement et leurs élus fantoches à l'Assemblée nationale, ultra minoritaires dans le pays, illégitimes, ne devraient-ils pas dégager ? Ah ben non alors, c'est nous qui les avons mis en place s'écriraient Drahi et Joffrin, l'ensemble des médias et bien au-delà.

Ils exigent que la Constitution soit respectée quand cela les arrange, dans le cas contraire ils s'arrogent le pouvoir de la violer ou ils soutiennent ceux qui veulent s'emparer du pouvoir par la force.

Libération - La population veut transformer l'essai de cette «révolution de velours» en exigeant sa participation à la transition politique de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud. «Nous voulions le départ de Sarkissian, mais ce sont tous les représentants de son parti, le Parti républicain, qui doivent laisser la place à notre force d'opposition. Car sinon, Sarkissian trouvera un moyen de garder la main sur les affaires et aucun changement structurel ne sera possible», explique Tigran, architecte.

LVOG - Et Libération de louer "le charismatique Nikol Pachinian" ! Le quotidien belge Le Temps s'enflamme : "le héros incontesté d'un mouvement historique". Et il lâche le morceau, instrumentaliser la classe ouvrière pour parvenir à leurs fins : "La stratégie est claire: rallier les banlieues pauvres au mouvement et tenter l'épreuve de force contre le pouvoir.

Libération - Portée par la foule, l'opposition veut s'assurer la tenue d'élections parlementaires anticipées honnêtes en nommant Pachinian Premier ministre par intérim. Une hérésie pour le parti au pouvoir, qui considère que ce n'est pas à la rue de prendre ces décisions.

Au calme du mouvement s'est ajoutée la neutralité de la Russie. Loin d'être radicalement opposés à l'influence russe, les manifestants sont nombreux à se satisfaire de l'attitude effacée de ce rare soutien régional du pays. Il est toutefois fort probable que le Kremlin ne goûte guère la révolution douce. Le Premier ministre démissionnaire était proche de Moscou. Mais la diplomatie russe qualifie le mouvement d'«affaires intérieures». Mercredi, Vladimir Poutine a appelé le Président. Au même moment, le ministre des Affaires étrangères arménien s'envolait vers la Russie. Libération 26 avril 2018

- Arménie: l'opposant Pachinian pose un ultimatum, la Russie en médiateur AFP 26 avril 2018

Le chef de la contestation antigouvernementale en Arménie, Nikol Pachinian, a posé un ultimatum jeudi, en affirmant être le seul candidat possible au poste de Premier ministre, tandis que la Russie, jusqu'ici à l'écart de la crise, commençait à s'imposer comme médiateur.

"Si je ne suis pas élu Premier ministre, il n'y aura pas du tout de Premier ministre en Arménie", a lancé ce député et opposant de 42 ans, devant des milliers de ses partisans réunis dans la soirée sur la place de la République, au centre d'Erevan, la capitale de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud.

"Il ne peut pas y avoir de compromis", a-t-il souligné.

Jeudi, le président du Parlement arménien, Ara Babloïan, a convoqué une réunion extraordinaire pour le 1er mai consacrée à l'élection d'un nouveau Premier ministre, après la démission de Serge Sarkissian lundi sous la pression de manifestations ayant rassemblé des dizaines de milliers de personnes.

"La prochaine étape de notre combat, ce sera le 1er mai, rassemblez vos forces pour montrer ce jour-là à quel point le peuple est fort", a déclaré M. Pachinian.

Il a également annoncé avoir invité le Premier ministre par intérim, Karen Karapetian, pour des négociations vendredi matin dans un grand hôtel d'Erevan, en précisant avoir insisté que la rencontre soit ouverte à la presse.

Depuis le 13 avril, Nikol Pachinian a mobilisé des dizaines de milliers de personnes contre l'ancien président Serge Sarkissian devenu pour quelques jours seulement Premier ministre et contre son Parti républicain au pouvoir.

Le 23 avril, Serge Sarkissian a démissionné, après onze jours de protestations, son proche et membre de son parti Karen Karapetian étant devenu Premier ministre par intérim.

Désormais, le Parti républicain au pouvoir doit aussi "capituler devant le peuple", estime M. Pachinian, qui s'est dit "prêt à diriger le pays".

La candidature de Nikol Pachinian, qui se présente comme le "candidat du peuple" au poste de Premier ministre et a défilé jeudi dans les rues d'Erevan à la tête de milliers de ses partisans, doit être proposée dans les prochains jours pour le poste de chef du gouvernement par le bloc d'opposition Yelk.

Au Parlement, un candidat a besoin de 53 voix pour être élu. M. Pachinian ne peut compter actuellement que sur le soutien de 40 députés, selon un responsable du bloc Yelk. Le Parti républicain, au pouvoir, dispose de 58 sièges et a théoriquement toutes les chances de faire élire de nouveau son candidat.

Lors de la réunion du Parlement pour désigner le nouveau chef du gouvernement, "tout dépend du nombre de candidats proposés par les partis (...). Mais il est très probable que nous aurons le temps d'élire le nouveau Premier ministre le 1er mai", a précisé à l'AFP le vice-président du Parlement, Edouard Charmazanov.

Quelques heures après l'annonce de la décision du Parlement arménien de se réunir le 1er mai, le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu au téléphone avec le Premier ministre arménien par intérim, Karen Karapetian.

Lors de cette conversation téléphonique, "il a été souligné que le règlement de la crise en Arménie devait se dérouler uniquement selon les normes du droit, dans le cadre de la Constitution en vigueur et sur la base des résultats des élections législatives légitimes qui ont eu lieu en avril 2017", selon un communiqué du Kremlin.

Ces législatives avaient été remportées par le Parti républicain de Serge Sarkissian, qui dispose actuellement d'une majorité au Parlement arménien, au grand dam du chef de l'opposition Nikol Pachinian, qui réclame des législatives anticipées.

Mercredi, M. Poutine s'était déjà entretenu au téléphone avec son homologue arménien Armen Sarkissian, les deux hommes ayant appelé à cette occasion "toutes les forces politiques (en Arménie) à faire preuve de retenue et de responsabilité".

Pour sa part, le vice-Premier ministre arménien, Armen Guevorkian, s'est rendu jeudi à Moscou pour des "consultations de travail", a déclaré à l'AFP un porte-parole du gouvernement arménien.

Le chef de la diplomatie arménienne, Edouard Nalbandian, a lui aussi fait le voyage dans la capitale russe où il a eu jeudi "une courte rencontre" avec son homologue Sergueï Lavrov, selon la diplomatie russe.

Nikol Pachinian, s'est pour sa part rendu mercredi à l'ambassade de Russie en Arménie, la partie russe ayant appelé, lors de cette rencontre, à "un dialogue constructif" entre les manifestants et les autorités, selon un communiqué de la mission diplomatique russe.

Jusqu'ici, la Russie, qui absorbe environ un quart des exportations arméniennes et dispose d'une base militaire en Arménie, s'est tenue à l'écart de la crise. Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a répété jeudi qu'il s'agissait d'une "affaire intérieure arménienne". AFP 26 avril 2018

- Réalités arméniennes par Ivan Lizan - Réseau Voltaire 27 juillet 2013

Pendant que le gouvernement arménien se félicite de sa bonne politique et de sa « croissance à 7,2 % », la vie des citoyens est celle d'un terrible effondrement économique. Après avoir un instant cru au mythe de la solution occidentale, beaucoup fuient désormais un pays dont le problème essentiel réside dans le décalage des élites avec la réalité.

La vie politique suit les mêmes lois dans le monde entier comme en Europe. Et, à de rares exceptions près, ce sont celles du show politique. Par exemple, sur fond de problèmes sociaux et économiques en pleine croissance, les fonctionnaires de l'Union européenne (UE) décident quel contenant est le plus adapté pour l'huile d'olive dans les restaurants, tandis que des potagers sont aménagés dans les parcs de Lisbonne. Aux USA l'on se préoccupe de la légalisation du mariage homosexuel au niveau fédéral, tandis que l'esclavage imposé par les franchises est passé sous silence.

Dans les républiques post-soviétiques limitrophes de la Russie, c'est la même situation. En Ukraine, il y a des élections sans fin, tandis qu'en Arménie il n'y a pas si longtemps que les passions sur le maïdan [1] se sont calmées. Le politicien orange [2] Raffi Ovanisian a à peine cessé sa grève de la fin, qu'il a créé dans la foulée un mouvement politique d'opposition et a interdit à tout le monde de le critiquer. On a l'impression que le monde s'est transformé en une immense scène d'un théâtre de l'absurde. Et pendant ce temps là, dans la même Arménie, la population se paupérise rapidement, tandis que les plus capables quittent le pays.

La dépopulation arménienne

Les Arméniens fuient leur pays. D'après un sondage mené par Gallup, 40 % d'entre eux ne sont pas opposés à l'idée de quitter leur pays pour toujours. Et dans leur cas, les paroles ne sont pas loin des actes : en 2011, 43 000 Arméniens ont quitté leur pays, l'an dernier 42 000 autres les ont suivis. C'est curieux, mais la hausse du PIB (7 % l'an, selon le gouvernement) n'influe en rien sur les sentiments émigrionnistes du peuple. Le problème de l'expatriation est déjà devenu le premier des sujets dans les médias de masse du pays, éclipsant même le dilemme de la politique étrangère du pays. Les populistes clament que la fuite des habitants est liée à l'absence de justice, les réalistes estiment qu'elle contribue à la perte de la souveraineté. La dépopulation arménienne est déjà devenue un thème labouré par la propagande électorale des mouvements politiques. Ainsi, la politique-show a de nouveau gagné, repoussant dans l'ombre les problèmes économiques et la querelle gazière avec la Russie. Pendant ce temps, la crise risque d'entraîner l'effondrement de l'économie du pays.

Comment la crise achève l'économie arménienne

Depuis le début des années 90, l'Arménie a fait tout le chemin vers la désindustrialisation. Désormais, un tiers des Arméniens vivent sous le seuil de pauvreté, le chômage a dépassé les 16 % et l'office national statistique a perdu tout lien avec la réalité, en annonçant une hausse du PIB de 7,2 %.

En réalité, seul l'en-cours de dette et le montant des capitaux en fuite sont en hausse dans le pays. Le gouvernement ne s'inquiète plus du tout que la dette extérieure du petit pays ait dépassé les 4 milliards de dollars, tandis que les capitaux s'écoulent comme le sable à travers les doigts. Sur la seule année dernière, un demi-milliard de dollars ont quitté la république, ce qui ne rend guère plus stable la devise nationale, le dram. Les indicateurs des investissements directs étrangers (IDE) si appréciés par les libéraux esquissent un tableau vraiment glauque. Le montant des IDE s'est effondré de 27,5 % l'an dernier : les investisseurs fuient et ne reviennent pas.

Seul le travail des Arméniens expatriés en Russie sauve l'économie : ils rapatrient 2,5 milliards de dollars chaque année et ne sont dépassés dans le montant des sommes reversées au pays que par les Tadjiks, qui en envoient 3,6 milliards chez eux. L'isolation qu'entretiennent la Turquie et l'Azerbaïdjan à l'égard de l'Arménie ne contribuent guère à améliorer la situation. Une seule chose est évidente dans la politique arménienne : personne n'a l'intention de résoudre les problèmes réels.

UE ou UEE : le dilemme du choix géopolitique de l'Arménie

La question de la fuite des citoyens a éclipsé pour un moment du top des discussions celle du choix du pays entre l'intégration européenne (UE) ou eurasienne (UEE). Les politiciens n'arrivent pas à décider quel cap géopolitique doit suivre la barque prenant l'eau de toutes parts nommée « République d'Arménie ». Les show-politiciens dogmatiques corrigent sans cesse la direction, tandis que l'axiome selon lequel le Texas est pillé par les Texans rend impossible n'importe quelle intégration.

Cependant, à Minsk où était le Premier Ministre Tigran Sarkissian le 31 mai, l'on discutait du format de la coopération entre l'Arménie et l'Union douanière [3]. L'Arménie n'a pas de frontières communes avec celles des membres de l'Union douanière, et c'est justement ce qui est souvent mis en avant pour s'opposer à l'adhésion [4]. Cependant, l'Arménie n'a jamais eu de frontières communes avec l'UE non plus, mais la conclusion d'un accord avec elle est devenue une question prioritaire pour le gouvernement arménien. Il se trouve donc que l'éloignement de l'Europe n'est pas un obstacle à une association voire à une intégration européenne de l'ordre du mythe, ce qui ne serait pas le cas pour une politique d'union autour de la Russie, bien réelle malgré l'absence d'une frontière commune. Comme on le dit, seule compte la volonté, l'on trouvera toujours le format. Le résultat visible est une politique dirigée vers plusieurs directions et soutenue tant par l'Occident que par la diaspora sise aux États-Unis. Conclusions

Sans doute, les élites nationales sont devenues la plus grande malédiction pour les républiques limitrophes de la Russie, où il n'y a pas d'État puissant : il est impossible de s'en séparer, mais il est insupportable de vivre avec. Les gouvernants de l'Arménie font justement partie de ces élites-là. Peu importe qui a gagné aux élections présidentielles organisées à la fin de l'hiver : le président élu Serge Sargsian ou l'opposant pro-US Raffi Ovanissian. Pendant leurs années de vie dans les réserves d'indiens nationales, les élites se sont dégradées et se sont transformées en showmen politiques. Mais on ne peut rafistoler les trous béants de l'économie arménienne et la fuite des citoyens par des discours enflammés dans les meetings et des conférences de presse.

Le salut de l'Arménie, comme des autres confettis nationaux de l'URSS, est autour de la Russie seule. Le seul processus de réintégration et de recréation d'un État nécessitera de nouvelles élites, capables de répondre aux gageures géopolitiques, mais aussi économiques et démographiques. Réseau Voltaire 27 juillet 2013

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Grève des airs L'intersyndicale d'Air France rejoint les syndicats de pilotes - Liberation.fr 26.04

L'intersyndicale d'Air France au complet a appelé, jeudi, à de nouvelles journées de grève les 3 et 4 mai, puis les 7 et 8 mai... Liberation.fr 26.04

[Haut de page ↗](#)

Le 29 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(7 pages\)](#)

Un camarade, qui se connecte au portail depuis des années, voudrait m'ajouter à la liste de ses "amis" sur un réseau numérique, c'est en tout cas le message que j'ai reçu dans ma boîte aux lettres à deux reprises. Autrement dit, il ne tient pas compte que je boycotte ce genre de support.

Maintenant, si cela lui fait plaisir, qu'il fasse ce qu'il veut, cela ne m'engage en rien et je ne vois pas très bien à quoi cela pourrait servir.

Quelques réflexions...

- Pour atteindre les sommets de la médiocrité, il faut monter dans la hiérarchie sociale, ce qui rend sympathiques ceux qui sont en bas.

- La volonté mise au service de l'ambition peut se transformer en cauchemar... pour ceux qui auront à la supporter ou qui en seront les victimes.

- Tout ce qui n'oeuvre pas au bien-être de chacun relève de l'ignorance.

C'est uniquement à partir de ce critère qu'on devrait juger l'intelligence d'une personne, pour autant qu'on puisse la juger, disons ceux auxquels on prête volontiers un niveau d'intelligence supérieur, par exemple ceux qui nous gouvernent, les élites, les intellectuels, les membres des classes moyennes, ceux qui parlent en notre nom et qui en manque singulièrement.

A défaut d'un niveau de conscience couvrant l'ensemble du processus historique relatif au développement de la civilisation humaine, on est en présence d'ignorants qui mettent leur intelligence au service de leurs misérables intérêts individuels, alors que l'issue de ce processus nécessite qu'elle soit mise au service d'intérêts collectifs, encore faudrait-il que cette issue coïncide avec l'idéal de liberté, qui ne pourrait être atteint qu'une fois le règne de la servitude humaine éradiquée de la surface de la planète.

Or, tous ces gens qui se croient ou se prétendent intelligents n'en ont pas conscience. Ils n'ont pas conscience qu'ils sont le produit de ce règne de la servitude humaine qu'ils ne cessent de reproduire au point de s'en accommoder, ou pire de le justifier, parce qu'ils disposent en général d'un statut social supérieur au reste de la population. Ils entendent ainsi préserver jalousement leurs privilèges qu'ils estiment légitimes, en refusant d'admettre que la majorité pourrait y accéder un jour, par crainte que les leurs se trouvent diluer ou disparaissent, considérant que les miettes qui lui sont réservées sont justifiées par son statut inférieur, ce qui les amènent logiquement à soutenir l'ordre établi.

Ils peuvent parfois exceller dans leur domaine ou leur profession, mais au-delà ce sont des ignorants. Leur arrogance ne sert qu'à le camoufler. Et quand ils essaient les plateaux de télévisions, les stations de radios, les salles de rédaction, leur suffisance ne trouve d'équivalent que dans leurs sophismes destinés à conditionner les esprits faibles.

Ils font partie des piliers du régime, dans la mesure où il ne tient que grâce à l'ignorance des masses.

- La photo de Macron avec Trump qui le tient par la main, est terrible pour Macron, il s'est ridiculisé devant la terre entière.

Macron aurait craqué apparemment. Sa prestation a tourné à la catastrophe.

- Une visite désastreuse? - fr.sputniknews.com 28.04.2018

Derrière les flonflons et les déclarations tonitruantes, l'ovation au Congrès des Etats-Unis, la visite d'Emmanuel Macron pourrait bien s'avérer désastreuse. (...)

Il s'avère qu'Emmanuel Macron a été dans l'incapacité d'obtenir gain de cause sur quelques grands dossiers que ce soit. De ce point de vue, cette visite est un échec. Mais il y a pire. En matière d'image, cette visite a été une catastrophe. Les photos montrant le Président français soit dans une position ridicule soit dans une position de soumission face à son homologue américains, même si elles ne traduisent pas nécessairement une réalité, circuleront massivement. Emmanuel Macron a commis, avec ce voyage, sa première faute majeure. (...)

Le choc des images

Reste les images que l'on peut avoir de cette visite. Elles sont déplorables, et surtout leurs conséquences seront lourdes. Les embrassades appuyées (surtout du côté de Macron), la scène assez ridicule où les deux hommes plantent le chêne offert en cadeau, voire cette photo, assez dramatique quant à l'image qu'elle transmet, ou Emmanuel Macron est pris par la main par Trump comme un petit enfant par son père, resteront dans les mémoires. Les français se sentiront, et se sentent déjà, humiliés par le comportement de leur Président. Ce sentiment d'humiliation n'avait pas été pour rien dans le désamour profond qui s'était installé entre les français et François Hollande. Emmanuel Macron glisse rapidement sur la même pente. fr.sputniknews.com 28.04.2018

Macron est même la cible des néoconservateurs sionistes.

- Macron l'imposteur et Trump l'homme d'Etat - Dreuz.info

Jupiter était une mystification. Il est faible.

- Brigitte Macron, l'indispensable de l'Élysée - leparisien.fr 29.04

Dès qu'elle n'est pas là, il la cherche. Il lui prend la main, il ne la laisse jamais en retrait, la valorise.

Fusionnels, tous le disent. Brigitte est son ancre, sa moitié, sa meilleure amie, sa confidente, sa famille, lui qui entretient une relation complexe à ses parents. Sa coéquipière aussi. On y reviendra. « Elle est la part non négociable de sa vie. Son principal soutien. C'est non seulement un couple, mais aussi une équipe », décrit l'animateur Stéphane Bern. « Elle est son tout. La phrase que j'ai le plus entendue du président pendant la campagne, c'est : Où est Brigitte ? » sourit Marlène Schiappa.

Souvent, Emmanuel Macron écourte ses déjeuners de travail pour prendre le café avec son épouse dans l'aile Madame où elle est installée dans le salon des Fougères, en rez-de-jardin. De là, elle peut l'apercevoir quand il travaille dans le salon d'Angle où il a pris ses quartiers, un étage plus haut. « Ils se font un signe de temps en temps », raconte un intime. « On ne devient pas président si on n'a pas tous les jours quelqu'un avec qui on échange, qui est de votre niveau. Il teste ses idées avec elle. Elle l'a construit. Elle est sa première sparring-partner », décrypte un ministre.

Le premier rôle de la première dame ? Gardienne du temps. « La maîtresse des horloges, c'est elle », rigole un proche, qui l'a déjà vue se mettre en colère sur le mode « il faut qu'il se couche, il se lève à 4 h 45 » !

« Elle fait attention à ce qu'il ne casse pas son corps et son mental », dit un habitué de l'aile Madame. Ainsi leurs amis ont-ils remarqué que les SMS présidentiels se faisaient un peu moins tardifs. Mais ça n'a guère duré et leur téléphone s'est remis à vibrer à... 3 heures du matin. « Cet homme est fou », s'esclaffe l'un d'eux. leparisien.fr 29.04

A quoi sert LFI, à obtenir plus de services sociaux ? Non, plus de services de répression.

- Violence à Bagnolet : le maire Tony Di Martino et le député Alexis Corbière veulent plus de moyens - RT avec AFP 28 avr. 2018

J'étais aujourd'hui dans le quartier de la capsulerie à #Bagnolet après les violences de ces derniers jours. Vendredi, je rencontre le Préfet avec @Tony_Di_Martino et j'ai aussi demandé un rdv en urgence à @GerardCollomb. Cette ville a besoin d'un commissariat de plein exercice ! pic.twitter.com/52liLgXTdJ— Alexis Corbière (@alexiscorbiere) 25 avril 2018 RT avec AFP 28 avr. 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Valls soutient Macron mais réclame "un plan audacieux contre la pauvreté" - Le HuffPost

Fabrique du consentement. Qu'on les achève !

- Selon un sondage, la moitié des Français jugent que les détenus sont «trop bien traités» - Liberation.fr

Un sondage réalisé pour la Fondation Jean-Jaurès, cela ne s'invente pas, proche du PS pour reprendre la formule consacrée, européiste, atantiste, néoconservatrice, sioniste, bref, de gauche (institutionnelle).

On pourrait préciser qu'on entend par gauche institutionnelle, celle qui est compatible avec le régime et les institutions de la Ve République, la gauche réactionnaire, de droite en fait. Certains l'appellent la gauche libérale-libertaire, car elle serait guidée par aucun principe et flatterait l'individualisme débridée du petit-bourgeois qui sommeille chez tous ceux qui ont un statut social intermédiaire, et qui ambitionne d'atteindre un statut supérieur par n'importe quel moyen. Cela en fait les représentants de la pire réaction, genre Clinton, Obama, Hollande, etc.

Les instituts de sondages font dire à "*la moitié des Français*", ce qu'exigeaient ceux qui ont commandé leur sondage, afin de légitimer les mesures qu'ils souhaitent appliquer. C'est une escroquerie pure et simple la plupart du temps ou un moyen comme un autre d'exprimer tout haut leurs désirs qui de nos jours sont des ordres !

Si "*la moitié des Français*" juge que... c'est qu'ils sont fondés à le penser, c'est la réflexion que chacun est appelée à se faire, pourquoi je ne le penserais pas aussi après tout. Cause toujours il en restera quelque chose...

La formule "*la moitié des Français*" leur sert de caution, à défaut de majorité dans le pays. Un procédé médiocre mis en place par des dirigeants médiocres.

Les plus riches (...) sont incontestablement les grands gagnants.

- Macron An 1 : qui sont les perdants... jusqu'ici - xerficanal-economie.com 23.04

A qui Macron demande-t-il des efforts ? La formule président des riches est un peu courte. Elle suppose que tout le monde, hormis une poignée d'ultra-riches serait mis aujourd'hui à contribution.

L'effort porte en fait principalement sur 3 catégories de personnes :

D'abord, sur les 60 % des retraités les moins défavorisés, soit 9 à 10 millions de personnes, puisque l'on soumet cette population à une hausse de 1,7 point de CSG, non compensée contrairement aux salariés par une baisse des cotisations.

L'effort porte ensuite sur les propriétaires. Qui subissent un tir croisé. Entre : le recentrage de l'ISF sur l'immobilier ; l'exclusion des plus-values immobilières de la fameuse flat tax de 30% et la majoration de la CSG ; le recentrage des dispositifs Pinel et du PTZ sur les zones en tension ; La suppression des APL accession, dans le neuf d'abord, puis dans l'ancien ; Sur la sellette aussi, le Censi-Bouvard, même s'il a été prolongé d'un an. Ce dernier dispositif permet de déduire des impôts une partie de son investissement dans un logement meublé situé en résidence services.

L'immobilier se retrouve ainsi plus taxé que les revenus mobiliers (dividendes, etc.) Marquant la volonté gouvernementale de privilégier l'investissement financier, sur la pierre, ou, dit autrement, l'épargne productive sur l'épargne improductive.

L'effort porte enfin sur les fonctionnaires, avec le gel du point cette année, la réintroduction du jour de carence, la simple compensation de la hausse de la CSG, là où les salariés du privés sont gagnants avec la baisse des cotisations. Sachant aussi que le gel dans deux ans de cette compensation rognera le pouvoir d'achat par la suite.

A quoi il faut ajouter sans doute des offensives ciblées, dans le prolongement de la loi Macron, sur certaines rentes des professions libérales : avec en première ligne aujourd'hui, les opticiens, les dentistes et prothésistes audio, dans le cadre de la réforme du zéro reste à charge. Ou encore, l'ouverture de plus en plus grande à la concurrence du secteur des transports, pas seulement ferroviaire, qui accentuera encore la pression sur les salaires. On pourrait encore parler des fumeurs...

Bref, tout cela est relativement essaimé. Dosé. Il s'agit parfois d'efforts relatifs. Les catégories visées, hormis les fonctionnaires, ne sont pas les mieux organisées pour opposer une résistance. Le gouvernement prend garde aussi de ne pas frapper au plus bas de la distribution des revenus. Les minimas devraient être revalorisés sur le quinquennat. Beaucoup de salariés, notamment ceux qui n'ont pas constitué de gros patrimoine pierre, sont plutôt gagnants.... Les plus riches aussi, ceux qui ont les moyens de se constituer d'importants patrimoines financiers sont incontestablement les grands gagnants. Et c'est bien sur plutôt du côté de la classe moyenne supérieure que porte l'effort. Plus précisément c'est sur les baby-boomers de l'après-guerre, souvent détenteurs d'un patrimoine immobilier, que se concentre le tir et tous ceux qui bénéficient d'une petite rente statutaire, construite au fil de l'histoire. Et in fine, ce sont les enfants gâtés des 30 glorieuses, qui renoncent à leurs petites rentes, pour que les grands

enfants gâtés de la mondialisation puisse continuer à passer à travers les mailles du filet de l'impôt. xerficanal-economie.com 23.04

Dossier Syrie.

Quand des témoignages contredisent sa version, le gang Washington-Paris-Londres hurle à une «mascarade obscène».

- Témoignages de Syriens à l'OIAC: quand la presse n'ose pas prendre de risques - fr.sputniknews.com 28.04.2018

Comment isoler l'espace médiatique de l'information indésirable? Les grandes démocraties occidentales savent mettre des mots dans la bouche des médias libres, c'est ce que prouve la récente couverture du témoignage de Syriens de Douma auprès de l'OIAC.

La réaction des politiciens et des médias du monde occidental est peut-être ce qu'il y a eu de plus intéressant autour du déplacement de Syriens de Douma à La Haye. Ils viennent témoigner devant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Un petit retour sur les faits: la Russie et la Syrie ont fait venir 17 habitants de Douma au siège de l'OIAC, notamment Hassan Diab. Ce petit garçon est devenu malgré lui le personnage principal de la vidéo des Casques blancs qui a servi de prétexte aux frappes américano-franco-britanniques en Syrie.

À la tribune de l'OIAC, les 17 témoins ont raconté la mise en scène de l'attaque chimique. Cependant, les représentants des pays qui ont bombardé la Syrie prétextant une attaque chimique ont simplement refusé de se rendre au briefing des témoins de Douma. Avant la conférence de presse, le représentant permanent américain à l'OIAC a rapidement fait le tour des représentants des «alliés» et leur a interdit d'aller à ce briefing.

Après ça, le représentant du Royaume-Uni a déclaré: «L'OIAC n'est pas un théâtre», le représentant de la France l'a sagement épaulé en qualifiant le briefing de «mascarade obscène». (...)

Actuellement, citer la position russe, syrienne, etc., peut valoir à un média mainstream une enquête officielle sur la «diffusion de fake news» et une accusation des institutions civiles de «transmission de la propagande russe». En conséquence, peu de médias libres osent prendre des risques.

Les titres sur le témoignage de Syriens à l'OIAC le prouvent de manière évidente: tous les médias transmettent de manière disciplinée la vérité certifiée conforme avec les mêmes mots et mêmes formulations. fr.sputniknews.com 28.04.2018

L'imposture des institutions internationales mises en place par les Etats-Unis et leurs vassaux vole en éclats.

- Washington, Londres et Paris mènent une guerre contre l'OIAC fr.sputniknews.com 28.04.2018

Par leurs frappes contre la Syrie, Washington, Londres et Paris ont prouvé qu'ils n'avaient aucun respect pour l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

La France, les États-Unis et le Royaume-Uni ont déclaré la guerre à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), a affirmé ce samedi le représentant permanent russe auprès de l'Organisation, Alexandre Choulguine.

Par leurs frappes contre la Syrie, ces trois pays ont montré qu'ils «ne faisaient pas grand cas de l'OIAC et ont manifesté qu'ils n'avaient aucun respect pour le Secrétariat technique en la personne du directeur général de l'OIAC, Ahmet Üzümcü», a-t-il indiqué.

Et d'ajouter:

«Ces événements ont mis en lumière que la guerre contre l'OIAC — pas une guerre de propagande, mais une véritable guerre — est menée non par la Russie, mais par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni», a-t-il noté.

Un nombre toujours croissant de membres de l'OIAC constatent « le comportement indécent » de ces trois pays, a affirmé Alexandre Choulguine.

Ces pays «ne sont pas en mesure de fournir des preuves un tant soit peu sérieuses» pour démentir les déclarations des témoins de la présumée attaque chimique à Douma, qui sont venus le 26 avril à La Haye, et font tout pour «éviter d'assumer la responsabilité de leurs actions criminelles», a-t-il souligné. (...)

Selon le ministère russe des Affaires étrangères, les rapports sur la présumée utilisation d'armes chimiques par les forces syriennes ont pour objectif de justifier les frappes étrangères visant la Syrie. Pour sa part, l'état-major interarmées russe avait depuis le 13 mars mis en garde contre une provocation mettant en scène une attaque chimique dans la Ghouta orientale. fr.sputniknews.com 28.04.2018

Quand 16 Etats sur 192 réalisent un hold up sur le monde.

- « Armes chimiques » en Syrie (Douma) et OIAC: déclaration conjointe par Prof Nicolas Boeglin - Curso de Derecho Internacional, Costa-Rica - Mondialisation.ca, 29 avril 2018

Lors d'une réunion organisée par la Russie au sein de l'OIAC à La Haye le 26 avril 2018, afin d'écouter le témoignage de plusieurs personnes sur la prétendue attaque chimique de Douma par les forces armées syriennes, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ainsi que 14 autres Etats Membres de l'OIAC (sur 192 Etats Membres, voir liste officielle) ont circulé une déclaration conjointe, qui se lit comme suit.

On notera qu'aucun Etat d'Afrique, ni d'Asie, ni d'Amérique Latine n'a accepté de souscrire cette déclaration conjointe, et qu'en Europe, seuls l'Allemagne, le Danemark, l'Italie, l'Islande et les Pays-Bas ainsi que la Bulgarie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et les trois Etats baltes ont accepté de le faire. Mondialisation.ca, 29 avril 2018

J'allais écrire quand 16 Etats sur 192 réalisent un hold up sur la démocratie, mais comme aucun ne l'incarne vraiment j'ai rectifié au dernier moment.

[Nicaragua. Quand "des hommes d'affaires" manifestent leur soutien à "la jeunesse réprimée"...](#)

- Nicaragua: rassemblement géant "pour la paix et la justice" - AFP 29 avril 2018

Des milliers de Nicaraguayens ont marché samedi à Managua "pour la paix et la justice", à l'appel notamment de l'Eglise catholique, beaucoup demandant le départ du pouvoir du président Daniel Ortega et de son épouse après les manifestations qui ont fait 43 morts dans le pays.

La contestation, lancée au départ par les étudiants contre une réforme des retraites, est rapidement devenue une mobilisation générale pour dénoncer la confiscation du pouvoir par le président Daniel Ortega, un ancien guérillero de 72 ans, confronté à une vague de colère populaire sans précédent depuis son retour au pouvoir il y a 11 ans.

"Q'ils s'en aillent !", lançait la foule à l'adresse du président Ortega et de son épouse Rosario Murillo.

Il s'agit du deuxième rassemblement de masse dans la capitale nicaraguayenne depuis celui des hommes d'affaires lundi pour rejeter les réformes du gouvernement et pour soutenir la jeunesse réprimée. AFP 29 avril 2018

L'amalgame entre "des hommes d'affaires" et "la jeunesse réprimée" était tentant, l'AFP l'a osé, sachant qu'ils ne doivent pas vraiment manifester pour les mêmes revendications. C'est une escroquerie dont l'AFP est familière.

[Haut de page ↗](#)